



Un Temps pour Agir

– l'analyse des régimes de la concurrence dans
des pays sélectionnés d'Afrique de l'Ouest

Volume II: Burkina Faso, Mali, Sénégal et Togo



Un Temps pour Agir*

– l'analyse des régimes de la concurrence dans
des pays sélectionnés d'Afrique de l'Ouest

Volume II: Burkina Faso, Mali, Sénégal et Togo

*** A Time for Action**

Volume I: The Gambia, Ghana & Nigeria
(In English)

Un Temps pour Agir

– l'analyse des régimes de la concurrence dans des pays sélectionnés d'Afrique de l'Ouest

Volume II: Burkina Faso, Mali, Sénégal et Togo

Publié par:

CUTS Centre for Competition,
Investment & Economic Regulation

CUTS C-CIER



CUTS Centre for Competition, Investment & Economic Regulation

D-217, Bhaskar Marg, Bani Park, Jaipur 302016, India

Ph: +91.141.2282821, Fax: +91.141.2282485

Email: c-cier@cuts.org,

Website: www.cuts-ccier.org, www.cuts-international.org

En collaboration avec:



Ministry for Foreign Affairs
Sweden

ISBN 978-81-8257-143-3

© CUTS, 2010

Citation: CUTS, 2010, Un Temps pour Agir

Crédits : Les photos de couverture proviennent d'internet

Imprimé à: Jaipur Printers P. Ltd., Jaipur 302 001

Le contenu de cette publication produit sous le projet (Vers des régimes efficients de la concurrence dans des pays sélectionnés d'Afrique de l'Ouest par le renforcement des capacités, Projet 7Up4) peut être reproduit sans l'autorisation de l'auteur, dans sa totalité ou en partie, sous toute forme, pour un usage strictement non-lucratif et sous réserve d'indiquer la source. CUTS souhaiterait recevoir une copie des ouvrages publiés s'y référant. La reproduction du contenu de cet article pour un usage commercial est toutefois soumise à l'autorisation préalable de CUTS.

#1017 Contribution suggérée 900 roupies/US\$50

En partenariat avec:



Centre d'Etudes, de Documentation, de Recherches Economiques et Sociales (CEDRES)
Burkina Faso



Pro Poor Advocacy Group (Pro-PAG)
La Gambie



Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER)
Ghana



**Faculté des Langues Arts et Sciences Humaines (FLASH),
Université de Bamako**
Mali



Consumers Empowerment Organisation of Nigeria (CEON)
Nigeria



Le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES)
Sénégal



Association Togolaise des Consommateurs (ATC)
Togo

Table des matières

Avant-propos	v
Préface	vii

Chapitre 1

Des marchés concurrentiels comme moyen d’promouvoir la croissance et le développement en Afrique de l’Ouest	1
Introduction	3
Contexte	3
Indicateurs socio-économiques généraux	3
Politiques gouvernementales ayant un impact sur la concurrence	4
Progrès dans la mise en œuvre de régimes de concurrence dans les pays étudiés	13
Interface entre régulation sectorielle et concurrence dans des secteurs clés	20
Indices de pratiques anticoncurrentielles probables dans des secteurs clés	24
Identification des perceptions des parties prenantes en matière de concurrence	27
Conclusion générale	29

Chapitre 2

L’état de la concurrence au Burkina Faso	33
Résumé exécutif	35
Introduction	43
Caractéristiques macroéconomiques du Burkina Faso	44
Politiques économiques et sociales ayant des effets sur la concurrence	49
Politique de la concurrence	58
Economie politique des contraintes de mise en œuvre de la loi sur la concurrence	65
Rapports entre la régulation sectorielle et l’autorité de la concurrence dans le pays	69
Investigation des abus et des distorsions à la concurrence dans le pays	71
Analyse des perceptions des parties prenantes sur les questions de la concurrence	75
Evaluation des implications des monopoles naturels sur la concurrence	91
Analyse approfondie de la concurrence dans le secteur agricole	96
Conclusion	107
Références bibliographiques	109
Notes	111

Chapitre 3

L’état de la concurrence au Mali	113
Résumé exécutif	115
Introduction	119
Présentation du pays	120
Politiques économiques et sociales du pays en rapport avec la concurrence	126
Politique de la concurrence	150
Economie politique des contraintes de mise en œuvre du régime de la concurrence	154

Rapports entre la régulation sectorielle et l'autorité de la concurrence	156
Investigations des abus et des distorsions à la concurrence	158
Perceptions des parties prenantes sur les questions de la concurrence	161
Implications des monopoles sur la concurrence	169
Concurrence dans le secteur agricole	170
Conclusions	186
Bibliographie	188
Annexe	190
Notes	200

Chapitre 4

L'état de la concurrence au Sénégal	201
Résumé exécutif	203
Introduction	206
Présentation du Sénégal	207
Politiques économiques et sociales en rapport avec la concurrence	208
Politique de concurrence	224
Economie politique des contraintes de mise en œuvre du régime de la concurrence	233
Rapports entre la régulation sectorielle et l'autorité de la concurrence dans le pays	235
Investigation des abus et des distorsions à la concurrence au Sénégal	238
Perceptions des parties prenantes sur les questions de la concurrence	242
Evaluation des implications des monopoles naturels sur la concurrence	249
Analyse approfondie de la concurrence dans le secteur agricole	250
Conclusion générale	256
Orientations bibliographiques	257
Notes	260

Chapitre 5

L'état de la concurrence au Togo	263
Résumé exécutif	265
Introduction	270
Présentation du pays	271
Les Politiques économiques et sociales ayant des effets sur la concurrence	275
La Politique de la concurrence	297
L'Economie politique des contraintes de mise en œuvre du régime de la concurrence	310
Rapports entre la régulation sectorielle et l'autorité nationale de la concurrence	313
Investigation des abus et des distorsions de la concurrence au Togo	316
Analyse de la perception des parties prenantes sur les questions de concurrence	319
Evaluation des implications des monopoles naturels sur la concurrence	323
Analyse approfondie de la concurrence dans le secteur agricole	328
Annexe	336

Liste des tableaux

Chapitre 1

Des marchés concurrentiels comme moyen d’promouvoir la croissance et le développement en Afrique de l’Ouest

Tableau 1: Quelques données comparatives des 7 pays du projet 7Up-4	4
Tableau 2: Réformes visant à relancer la productivité agricole des pays du projet 7Up-4	6
Tableau 3: Politiques industrielle et de l’investissement dans les pays du Projet	7
Tableau 4: Lois sur les Marchés publics des pays du Projet	7
Tableau 5: Evolution des Politiques commerciales des pays du Projet 7Up-4	9
Tableau 6: Lois et autorités de la concurrence dans la region	13
Tableau 7: Lois et autorités de la concurrence, pouvoirs et problèmes	13
Tableau 8: Interface dans le secteur de ‘électricité des pays du Projet	20
Tableau 9: Questions d’interface dans le secteur des eaux dans les pays du Projet 7Up-4	22
Tableau 10: Questions d’interface dans le secteur des telecommunications des pays du Projet 7Up-4	23
Tableau 11: Nombre de réponses au questionnaire	27
Tableau 12: Conscience de l’existence de Lois de la concurrence	27
Tableau 13: Conscience de l’existence de Lois de la Protection des consommateurs	27
Tableau 14: Existence d’autorités de concurrence/protection des consommateurs	28
Tableau 15: Perceptions des actions prises par ces autorités en application des lois	28
Tableau 16: Perception de la prévalence de pratiques anticoncurrentielles	28
Tableau 17: Perception de l’impact de la concurrence sur le niveau de vie du consommateur	28
Tableau 18: Perception du niveau de concurrence dans les telecommunications	28
Tableau 19: Niveau de concurrence dans le secteur de l’électricité	29
Tableau 20: Niveau de concurrence dans le secteur des transports	29
Tableau 21: Niveau de concurrence dans le secteur de la distribution	29
Tableau 22: Questions de concurrence rapportées dans les medias	29

Chapitre 2

L’état de la concurrence au Burkina Faso

Tableau 1: IDE au Burkina en milliards de francs CFA courants	55
Tableau 2: Entreprises multinationales et leurs secteurs d’activités	56
Tableau 3: Etat des connaissances par les populations des agences en place pour mettre en œuvre ces lois et réglementations en %	76
Tableau 4: Réponse sur l’existence d’une loi de protection des consommateurs en %	77
Tableau 5: Etat des connaissances des populations sur l’existence d’une agence de protection des	77
Tableau 6: Compréhension des questions de la concurrence en %	78
Tableau 7: Prévalence des pratiques anticoncurrentielles en %	79
Tableau 8: Appréciation du niveau de la concurrence en %	81
Tableau 9: Appréciation du niveau de la concurrence en %	81
Tableau 10: Point de vue des groupes sociopolitiques sur l’impact de la concurrence sur le bien-être des consommateurs	82
Tableau 11: Niveau de concurrence par secteur	83
Tableau 12: Etat de la concurrence dans le sous-secteur de la téléphonie mobile	93
Tableau 13: Tarifs téléphoniques en FCFA	94
Tableau 14: Répartition des exploitations selon leur superficie en %	100
Tableau 15: Nombre de concurrents des fournisseurs de fertilisants en %	100
Tableau 16: Nombre de concurrents des fournisseurs de semences en %	102
Tableau 17: Niveau de prévalence des pratiques anticoncurrentielles sur le marché des fertilisants en %	103
Tableau 18: Niveau de prévalence des pratiques anticoncurrentielles sur le marché des semences en %	103
Tableau 19: Effet des pratiques anticoncurrentielles sur la demande de fertilisants par les agriculteurs en %	104
Tableau 20: Effet des pratiques anticoncurrentielles sur le niveau et la qualité des produits agricoles en %	104

Tableau 21: Effet des pratiques anticoncurrentielles sur les prix des produits agricoles en %	104
Tableau 22: Nombre d'opérateurs achetant la production des agriculteurs en %	105

Chapitre 3

L'état de la concurrence au Mali

Tableau 1: Evolution de la population par tranche d'âge	121
Tableau 2: Evolution de la part des secteurs dans le PIB	123
Tableau 3: Liste des principales organisations de la société civile	129
Tableau 4: Evolution comparée des principales productions entre 2002 et 2007	131
Tableau 5: Evolution de la croissance sectorielle (de 2003 à 2007 en %)	132
Tableau 6: Contributions sectorielles à la croissance économique (de 2003 à 2007 en point)	132
Tableau 7: Evolution des exportations entre 2003 et 2008 en valeur (en mrd de FCFA) et en variation	133
Tableau 8: Evolution des importations entre 2003 et 2008 en valeur (en mrd de FCFA) et en variation annuelle (en%)	134
Tableau 9: Analyse des Forces, des Faiblesses, des Opportunités et des Menaces du secteur industriel	137
Tableau 10: Entreprises transnationales et leurs activités	145
Tableau 11: Evolution des enquêtes et amendes au niveau de la DLC	154
Tableau 12: Evolution du nombre de dossiers reçus au niveau de la DLC	154
Tableau 13: Etat de connaissance de l'existence des agences ou institutions chargées de la réglementation et de protection des consommateurs	162
Tableau 14: Réponse sur l'existence d'une loi de protection des consommateurs (en %)	162
Tableau 15: Compréhension des questions de la concurrence (en %)	163
Tableau 16: Prévalence des pratiques anticoncurrentielles par échantillon	164
Tableau 17: Niveau de la concurrence dans certains secteurs de l'économie	165
Tableau 18: Raisons de non sanction et groupe d'appartenance	167
Tableau 19: Evolution des indicateurs de l'élevage de 2002 à 2007	175
Tableau 20: Prix moyens régionaux des engrais selon les types (F CFA/sac de 50 kg) en 2007	178
Tableau 21: Répartition typologique des exploitations	180
Tableau 22: Nombre de concurrents des fournisseurs de fertilisants et produits phytosanitaires en %	181
Tableau 23: Nombre de concurrents des fournisseurs de semences en %	182
Tableau 24: Niveau de prévalence des pratiques anticoncurrentielles sur le marché des fertilisants	184
Tableau 25: Niveau de prévalence des pratiques anticoncurrentielles sur le marché des semences	184
Tableau 26: Effet des pratiques anticoncurrentielles sur la demande de fertilisants et produits phytosanitaires des agriculteurs	185
Tableau 27: Effets des pratiques anticoncurrentielles sur la production et la qualité des produits agricoles	185
Tableau 28: Effets des pratiques anticoncurrentielles sur les prix des produits agricoles	185
Tableau 29: Opinion sur les actions du Gouvernement dans le cas des fertilisants	185
Tableau 30: Opinion sur les actions du Gouvernement dans le cas des semences	185

Chapitre 4

L'état de la concurrence au Sénégal

Tableau 1: Les pratiques anticoncurrentielles les plus fréquentes sur la base des déclarations des personnes interrogées	243
Tableau 2: Productions (en tonne)	250
Tableau 3: Les superficies (en ha)	251
Tableau 4: Les rendements (en kg/ha)	251
Tableau 5: Les prix au producteur (prix en FCFA courant par kg)	251
Tableau 6: Exportation de legumes	251
Tableau 7: Principale importations agricoles du Sénégal	252

Chapitre 5

L'état de la concurrence au Togo

Tableau 1: Indicateurs socio-économiques comparatives	272
Tableau 2: Principaux indicateurs économiques et financiers, 2005-2010	274
Tableau 3: Situation et cibles des indicateurs des OMD au Togo	277
Tableau 4: Croissance du PIB et PIBA	280
Tableau 5: Entreprises publiques sous contrôle de l'Etat	285
Tableau 6: Evolution de la production et des exportations de phosphates togolais	286
Tableau 7: Evolution de la contribution des phosphates à la balance des paiements.	286
Tableau 8: Evolution du nombre des abonnés	287
Tableau 9: Evolution du nombre des abonnés	291
Tableau 10: Evolution des indicateurs-clés de téléphonie fixe	292
Tableau 11: Part du marché sur le segment courrier express	292
Tableau 12: Chiffres clés de la micro finance au 31/12/2005	294
Tableau 13: Répartition des paysans selon la taille des superficies emblavées	332
Tableau 14: Production moyenne des cultures ciblées	332
Tableau 15: Type d'entreprises sur le marché des fertilisants	333
Tableau 16: Types de structures fournissant les graines	334

Liste des encadrés

Chapitre 1

Des marchés concurrentiels comme moyen d'promouvoir la croissance et le développement en Afrique de l'Ouest

Encadré I: Réformes dans les pays d'Afrique de l'Ouest	5
Encadré II: Les directives de l'UEMOA en matière de régulation des marchés publics	8
Encadré III: L'initiative Coton	10
Encadré IV: Les Accords d'intégration régionale	10
Encadré V: Négociations d'un Accord de partenariat économique (APE) entre la CE et les Etats membres de la CEDEAO	11
Encadré VI: Réglementation de la concurrence de l'UEMOA	15
Encadré VII: Réglementation de la concurrence de la CEDEAO	16
Encadré VIII: Règlement (CE) no 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en oeuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du traité	19
Encadré IX: Décision n° 2002-000038/DG-ARTEL/DR relative au tarif public à l'international entre TELECEL FASO et ONATEL	25
Encadré X: Décision n° 2003-000039/DG-ARTEL/DR relative au différend opposant CELTEL (ZAIN) à ONATEL	26
Encadré XI: Ghana Telecom : une longue historique d'abus de position dominante sur la téléphonie fixe	26
Encadré XII: Sénégal : accusations d'abus de position dominante et de monopole dans le secteur de l'accès à Internet par l'opérateur historique SONATEL	26

Chapitre 2

L'état de la concurrence au Burkina Faso

Encadré 1: Pratiques anticoncurrentielles prohibées par la loi 15/94/ADP	63
Encadré 2: Pratiques restrictives de la concurrence prohibées par la loi n°15/94/ADP	64
Encadré 3: Les limites de la CNCC et l'organisation de la société civile	67

Chapitre 3

L'état de la concurrence au Mali

Encadré 1: Evolution de la politique industrielle	138
Encadré 2: Expérience du Mali en matière de privatisation	142

Liste des Graphique

Chapitre 2

L'état de la concurrence au Burkina Faso

Graphique 1:	Etat des connaissances des populations sur l'existence des agences économiques de contrôle	76
Graphique 2:	Etat des connaissances des populations sur l'existence des agences économiques de contrôle selon la zone d'enquête en %	76
Graphique 3:	Etat de connaissance des lois par les enquêtés	77
Graphique 4:	Agences de protection des consommateurs relevées par les enquêtés	77
Graphique 5:	Existence d'une loi de protection des consommateurs selon les groupes sociopolitiques	78
Graphique 6:	Existence d'instruments de protection des consommateurs selon les catégories socioprofessionnelles	78
Graphique 7:	Raisons avancées pour expliquer la compréhension ou non des questions concurrentielles	79
Graphique 8:	Perception de la prévalence des pratiques anticoncurrentielles	80
Graphique 9:	Les trois pratiques anticoncurrentielles les plus perçues	80
Graphique 10:	Appréciation du niveau de la concurrence selon les groupes des interviewés	82
Graphique 11:	Impact de la concurrence sur le niveau de vie du consommateur	82
Graphique 12:	Actions prises en cas de violation des règles	83
Graphique 13:	Actions prises en cas de violation et groupes d'appartenance	84
Graphique 14:	Raisons de non sanction en cas de violation	84
Graphique 15:	Raisons de non sanction et Groupe d'appartenance	84
Graphique 16:	Questions de pratiques anticoncurrentielles rapportées par les medias	85
Graphique 17:	Canal de communication	85
Graphique 18:	Niveau de compréhension de la concurrence	86
Graphique 19:	Niveau de compréhension et Profession	86
Graphique 20:	Secteurs caractérisés par des monopoles, 1 ^{er} choix	87
Graphique 21:	Secteurs caractérisés par des monopoles, 2 ^{ième} choix	87
Graphique 22:	Secteurs caractérisés par des monopoles, 3 ^{ième} choix	87
Graphique 23:	Existence des monopoles publics	87
Graphique 24:	Existence de monopoles publics et Secteurs caractérisés par des monopoles (1 ^{er} choix)	87
Graphique 25:	Pratiques anticoncurrentielles	88
Graphique 26:	Type de pratique anticoncurrentielle 1	88
Graphique 27:	Type de pratique anticoncurrentielle 3	88
Graphique 28:	Type de pratique anticoncurrentielle 2	88
Graphique 29:	Type de pratique anticoncurrentielle 4	88
Graphique 30:	Manière de faire participer les différentes parties prenantes	89
Graphique 31:	Groupe d'appartenance et Manière de faire participer	89
Graphique 32:	Evolution de la production, des superficies et rendements des céréales du Burkina de 1996 à 2008	97
Graphique 33:	Evolution de la production, des superficies et rendements des produits de rente du Burkina de 1996 à 2008	97
Graphique 34:	Données sur le commerce	98
Graphique 35:	Répartition des exploitations selon la taille	99
Graphique 36:	Nombre de concurrents des fournisseurs de fertilisants par region	101
Graphique 37:	Plus grands fournisseurs de fertilisants	101
Graphique 38:	Fournisseurs des fertilisants selon les regions	101
Graphique 39:	Fournisseurs de semences suivant les regions	102
Graphique 40:	Type d'entreprises fournisseur de semences	102
Graphique 41:	Pratiques anticoncurrentielles sur le marché des fertilisants	103
Graphique 42:	Pratiques anticoncurrentielles sur le marché des semences	103
Graphique 43:	Effets des pratiques anticoncurrentielles sur les agriculteurs	104
Graphique 44:	Actions prises par le Gouvernement dans le cas des fertilisants	105
Graphique 45:	Actions prises par le Gouvernement dans le cas des semences	105
Graphique 46:	Acheteurs des productions des agriculteurs	106

Chapitre 3

L'état de la concurrence au Mali

Graphique 1:	Evolution de la croissance sectorielle (de 2003 à 2007 en %)	132
Graphique 2:	Evolution des contributions sectorielles à la croissance (de 2003 à 2007 en point)	132
Graphique 3:	Évolution des principales exportations agricoles en valeur et part catégorie (de 1995 à 2007 en mrd de FCFA)	133
Graphique 4:	L'état de connaissance de l'existence des agences ou institutions chargées de la réglementation par échantillon	162
Graphique 5:	Niveau de prise de conscience sur les questions de la concurrence et de protection des consommateurs au sein de certains groupes	162
Graphique 6:	Histogramme de répartition des interviewés par rapport aux facteurs qui expliquent la non compréhension des questions de la concurrence au Mali	163
Graphique 7:	Prévalence des pratiques anticoncurrentielles (en %)	164
Graphique 8:	Répartition des réponses sur le niveau global de la concurrence	165
Graphique 9:	Appréciation du niveau de la concurrence en termes d'accès, prix, choix et qualité par échantillon	165
Graphique 10:	Actions prise en cas de violation des règles	166
Graphique 11:	Actions prises en cas de violation et groupes d'appartenance	166
Graphique 12:	Raisons de non sanction en cas de violation	167
Graphique 13:	Questions de pratiques anticoncurrentielles rapportées par les medias	167
Graphique 14:	Niveau de compréhension de la concurrence	168
Graphique 15:	Evolution des superficies, productions et rendements de Coton de 1999 à 2007	170
Graphique 16:	Evolution des superficies, productions et rendements de Riz de 1999 à 2007	171
Graphique 17:	Evolution des superficies, productions et rendements de Mil et de Maïs 1999 à 2007	172
Graphique 18:	Evolution des superficies, productions et rendements d'arachide de 1999 à 2007	172
Graphique 19:	Evolution des superficies, productions et rendements de Niébé de 1999 à 2007	173
Graphique 20:	Evolution des rendements par culture de 1990 à 2007	173
Graphique 21:	Evolution des prix aux producteurs des principales cultures de 1990 à 2007	176
Graphique 22:	Evolution du prix des engrais en zone cotonnière (CMDT) de 2000 à 2006	177
Graphique 23 :	Evolution des prix des pesticides en zone cotonnière de 2000 à 2006	177
Graphique 24:	Evolution du prix des engrais à l'Office du Niger en F CFA/Kg	178
Graphique 25:	Evolution des prix des semences améliorées par cultures de 2000 à 2007 (en FCFA/kg)	179
Graphique 26:	Évolution des prix à la consommation des céréales de 1990 à 2007	179
Graphique 27:	Nombre de concurrents des fournisseurs de fertilisants et produit phytosanitaire par région	181
Graphique 28:	Plus grands fournisseurs de fertilisants	182
Graphique 29:	Plus grands fournisseurs de produits phytosanitaires	182
Graphique 30:	Présence et part des grands fournisseurs d'engrais par zone agricole	182
Graphique 31:	Présence et part des grands fournisseurs de produits phytosanitaires par zone agricole	182
Graphique 32:	Nombre de concurrents des fournisseurs de semence par zone agricole	182
Graphique 33:	Plus grands fournisseurs de semence de maïs	183
Graphique 34:	Plus grands fournisseurs de semence de riz	183
Graphique 35:	Plus grands fournisseurs de semence de fruits et légumes	183
Graphique 36:	Présence et part des grands fournisseurs de semence de Maïs dans les zones agricoles	183
Graphique 37:	Présence at part des grands fournisseurs de semence de riz dans les zones agricoles	183
Graphique 38:	Présence at part des grands fournisseurs de semence de fruits et légumes dans les zones agricoles	183
Graphique 39:	Type d'entreprises fournisseur d'intrants	184
Graphique 40:	Pratiques anticoncurrentielles sur les marchés des fertilisants et produits phytosanitaires	184
Graphique 41:	Pratiques anticoncurrentielles sur les marchés des semences	184

Chapitre 4

L'état de la concurrence au Sénégal

Graphique 1:	Répartition du groupe (en valeur absolue)	242
Graphique 2:	Niveau de la concurrence	243
Graphique 3:	Prévalence des pratiques anticoncurrentielles	243
Graphique 4:	Niveau perçu de la concurrence selon les secteurs de l'économie	244
Graphique 5:	Prise de conscience de l'existence d'une législation	245
Graphique 6:	Niveau de prise de conscience des questions de concurrence	246
Graphique 7:	Evolution des principales productions agricoles	251

Chapitre 5

L'état de la concurrence au Togo

Graphique 1:	Evolution du PIB reel	273
Graphique 2:	Le niveau d'appréciation de la concurrence au Togo (Question 5)	319
Graphique 3:	La perception du niveau de la concurrence dans les divers secteurs La légende de votre graphe n'est pas informative	319
Graphique 4:	Indication d'agence ou institution de protection des consommateurs	320
Graphique 5:	Part des marchés sur les fertilisants	332
Graphique 6:	Pratiques anticoncurrentielles sur le marché des fertilisants	333
Graphique 7:	Part de marchés des fournisseurs de fertilisants	333
Graphique 8:	Pratiques anticoncurrentielles sur le marché des fertilisants	333
Graphique 9:	Part des marchés de semences	334
Graphique 10:	Pratiques anticoncurrentielles dans les ventes de semences	334

Remerciements

Le projet « Vers des régimes efficaces de la concurrence dans des pays sélectionnés d'Afrique de l'Ouest par le renforcement des capacités ».- intitulé le projet 7Up4 - a été une première initiative de CUTS en Afrique de l'Ouest. Il a également été un premier projet de CUTS dans les pays francophones, ce qui en a fait une entreprise difficile. La mise en œuvre réussie de ce projet n'aurait pas été possible sans l'assistance de nombreuses personnes, incluant les donateurs, les pays partenaires, les conseillers, les principaux intervenants dans les pays, le personnel de CUTS et tous les autres amis de CUTS à l'intérieur comme à l'extérieur de la région.

Nous sommes reconnaissants à toutes ces personnes, et à d'autres que nous avons peut-être oublié de citer, pour leur contribution sur ce sujet extrêmement important, surtout dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest qui est encore une région moins explorée et comprise au niveau international. CUTS estime que l'expérience acquise au cours de la période de mise en œuvre de ce projet et les amitiés que nous avons su créer pendant cette période continueront à nous motiver et à nous inspirer pour mettre au point de nouvelles interventions dans cette région.

Comité consultatif du projet

Philippe Brusick
CUTS GRC, Suisse

Fred Jenny
Supreme Court of France (Cour de Cassation), France

Cezley Sampson
National Director, Energy Efficiency, Jamaica

Allan Fels
*Australia & New Zealand School of Government,
Australia*

Peter D'Souza
DFID, UK

Sacko Seydou
Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest La Commission (CEDEAO), Nigeria

Amadou Dieng
Union Economique Et Monétaire Ouest Africaine La Commission (UEMOA), Burkina Faso

Pradeep S Mehta
CUTS International, India

Lahcen Achy
Carnegie Endowment for International Peace, Lebanon

Représentant des Partenaires Développement

**Department for International
Development (DFID), UK**
Roger Nellist
Thomas Allan
Sutapa Choudhury
Peter D'Souza

**International Development Research
Centre (IDRC), Canada**
Elias Ayuk
Elisabeth Turpin

**Ministry for Foreign Affairs,
Sweden**
Cecilia Ekholm
Susan Beer

Examineurs

Conseiller du Projet
Philippe Brusick

Conseiller de la recherche
Lahcen Achy

CUTS International
Pradeep S Mehta
Siddhartha Mitra
Rijit Sengupta
Cornelius Dube

Personnel de CUTS

Sonia Gasparikova
Ashutosh Soni
Verity McGivern
Samir Bhattacharya
Madhuri Vasnani
Mukesh Tyagi
Rajkumar Trivedi

Contributeur

Burkina Faso

Centre d'Etudes, de Documentation, de Recherches Economiques et Sociales, (CEDRES)

Taladidia Thiombiano

Noël Thiombiano

Idrissa Ouiminga

La Gambie

Pro Poor Advocacy Group (Pro-PAG)

Omar Ousman Jobe

John Njie

Ghana

Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER)

Charles Ackah

Dela Tsikata

Ama Pokuaa Fenny

Mali

Faculté des Langues Arts et Sciences Humaines (FLASH)

Isaie Dougnon

Siaka Sanogo

Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC)

Oumar Idriss Berthe

Nigeria

Consumers Empowerment Organisation of Nigeria (CEON)

Adedeji Babatunde Abiodun

Adebayo B. Aromolaran

Leonard Ugbajah

Sénégal

Le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES)

Abdoulaye Diagne

Abdoulaye Sakho

Mbissane Ngom

Aliou Niang

Togo

Association Togolaise des Consommateurs (ATC)

Aladjou Tamou Agouta

Honore Blao

Sigles

ACB	Association des consommateurs du Burkina
ADEPME	Agence pour le développement et l'encadrement des PME
ADM	Aéroports du Mali
AGETIER	Agence d'exécution des travaux d'infrastructures et d'équipements ruraux
AGOA	African Growth and Opportunity Act
AN	Assemblée nationale
ANSAT	Agence nationale sécurité alimentaire du Togo
APE	Accords de partenariat économiques
APIX	Agence pour la promotion de l'investissement et des grands travaux
APROFA	Agence pour la promotion des filières agricoles
ARCE	Autorité de régulation des communications électroniques
ARMDS	Autorité de régulation des marchés publics et des délégations de service public
ARMP	Autorité de régulation des marchés publics
ARSE	Autorité de réglementation du secteur de l'électricité
ARTEL	Autorité de régulation des télécommunications
ARTP	Agence de régulation des télécommunications et des postes
ASCE	Autorité supérieure du contrôle d'état
ATC	Association togolaise des consommateurs
AV	Associations villageoises
AZI-SA	Agence pour l'aménagement et la gestion des zones Industrielles
BB	Brasserie du Bénin
BDM	Banque de développement du Mali
BTP	Bâtiments et travaux publics
BUMIGEB	Bureau des mines et de la géologie
CAE	Centre agro-entrepris
CAM	Commission d'attribution des marchés
CAMEG	Centrale d'achat des médicaments essentiels génériques
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CCIT	Chambre de commerce et d'industrie du Togo
CCVA	Centre de contrôle des véhicules automobiles
CDSP	Conseil de coordination du développement du secteur privé
CEDEAO	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CEET	Compagnie énergie électrique du Togo
CEFORE	Centre de formation des entreprises
CEFORE	Centre pour la création d'entreprises
CEI	Communauté des états indépendants
CFE	Centre de formalités des entreprises
CIDPH	Comité interministériel de détermination des prix des hydrocarbures
CIMA	Conférence interafricaine des marchés d'assurance
CIMA	Conférence interafricaine des marchés d'assurance
CMDT	Compagnie Malienne pour le développement des textiles
CNCAS	Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal

CNCAS	Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal
CNCC	Commission nationale de la concurrence et de la Consommation
CNCE	Comité national de coordination économique
CNRST	Centre national de recherche scientifique et technologique
CNSS	Caisse nationale de sécurité sociale
COMANAV	Compagnie Malienne de navigation
COTEC	Compagnie Togolaise d'évaluation et de contrôle
CPI	Centres de promotion des investissements
CPI	Conseil Présidentiel pour l'investissement
CRT	Comité de régulation des télécommunications
CRT	Caisse des retraites du Togo
CSC	Conseil supérieur de la communication
CSCR	Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté
CSE	Contribution spéciale du secteur élevage
CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
DCIC	Direction du commerce intérieur et de la concurrence
DD	Droit de Douane
DFI	Droit fiscal d'importation
DGMP	Direction générale des marchés publics
DNSI	Direction nationale de la statistique et de l'informatique
EDM	Société énergie du Mali
FASDEP	Food and Agriculture Sector Development Programme
FNPC	Fonds national de la promotion culturelle
FODESEPA	Fonds de développement du secteur de l'eau et de l'assainissement en milieu urbain
FSU	Fonds de service universel
GTA	Groupe technique d'appui à l'opération
HAAC	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication
HUICOMA	Huileries cotonnières du Mali
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale
IGAE	Inspection générale des affaires économiques
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
IMCE	Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Epargne et de Crédit
INERA	Institut national de l'environnement et de recherches agricoles
LCB	Ligue des consommateurs du Burkina
LNSP	Laboratoire national de santé publique
LOA	Loi d'orientation agricole
LOSP	Loi d'orientation du secteur privé
LPDSP	Lettre de politique de développement du secteur privé
MAEP	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
MCA	Millennium challenge account Mali
NPI	Nouvelle politique industrielle Sénégalaise
OCB	Organisation des consommateurs du Burkina
OHADA	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du millénaire pour le Développement
ONATEL	Office national des télécommunications
ONC	Observatoire national de la concurrence

OPAM	Office des produits agricoles du Mali
OPTT	Office des postes et télécommunications du Togo
PAC	Politique agricole commune
PAFASP	Programme d'appui aux filières agro-sylvo-pastorales
PAL	Port autonome de Lomé
PAPISE	Programme d'investissements du secteur de l'élevage
PAPME	Projet d'appui à la petite et micro entreprise
PARE	Programme d'ajustement et de relance de l'économie
PAREP	Programme d'appui à la restructuration et à la privatisation des entreprises publiques
PAS	Plans d'ajustement structurels
PASC	Projet d'appui aux sources de croissance
PCEA	Programme croissance économique accélérée
PDES	Projet pour le développement économique et social
PECO	Pays d'Europe centrale et orientale
PIBA	Produit intérieur brut agricole
PMA	Pays les moins avancés
PNDDAI	Politique nationale de développement durable de l'agriculture irriguée
PNIR	Programme national d'infrastructures rurales
PPM	Pharmacie populaire du Mali
PTPE	Pays pauvre Très endettés
PRMC	Programme de restructuration du marché céréalier
PSRP	Plan de stratégie de réduction de la pauvreté
RPT	Rassemblement du peuple Togolais
SALT	Société aéroportuaire de Lomé tokoin
SCA	Stratégie de croissance accélérée
SDDR	Directeur pour le développement rural
SIG	Système d'information de gestion
SONAPOST	Société nationale des postes
SONATAM	Société nationale des tabacs et allumettes du Mali
SOTELMA	Société des télécommunications du Mali
SOTOCO	Société Togolaise du coton
SPT	Société des postes du Togo
STE	Société Togolaise d'entrepôt
TCI	Taxe conjoncturelle à l'importation
TdE	Société Togolaise des eaux
TDP	Taxe dégressive de protection
TEC	Tarif extérieur commun
Togo Telecom	Société Togolaise des télécommunications
TPC	Taxe préférentielle communautaire
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMPP	Usine Malienne de produits pharmaceutiques
UNPCB	Union nationale des producteurs de coton du Burkina Faso
ZACA	Zone d'activités commerciales et administratives
ZAER	Zones agricoles et d'expansion rurale

Avant-propos

Au cours des deux dernières décennies, un grand nombre de pays en voie de développement, particulièrement en Afrique, ont adopté un droit de la concurrence ou ont amendé leur législation nationale.

Ces évolutions ont été justifiées par l'espoir que la lutte contre les pratiques ou les transactions anticoncurrentielles contribuerait au développement économique et à la lutte contre la pauvreté en favorisant une meilleure allocation des ressources et en éliminant les rentes monopolistiques.

Il est donc légitime de chercher à évaluer l'effet que ces évolutions législatives ont eu dans les pays qui ont adopté ou amendé leur droit de la concurrence et la différence de situation entre ces pays et ceux qui n'ont pas adopté de droit de la concurrence.

La contribution d'un droit national de la concurrence au développement économique dépend étroitement de deux facteurs: d'une part, la capacité de l'autorité de concurrence à mettre en oeuvre le droit de la concurrence de façon effective et, d'autre part, le degré de cohérence ou d'incohérence entre la mise en oeuvre du droit de la concurrence et les politiques micro-économiques nationales, telles que la politique commerciale, la politique d'investissement, la politique de consommation, la politique industrielle, pour promouvoir l'avènement ou le renforcement d'un environnement concurrentiel.

Depuis maintenant une décennie, CUTS a analysé les régimes de concurrence dans un grand nombre de pays d'Afrique et d'Asie. CUTS s'est particulièrement attaché à analyser les législations en matière de concurrence de ces pays et leurs évolutions, les institutions chargées de mettre en oeuvre le droit et la politique de concurrence et le rôle des parties prenantes dans la politique de concurrence. Outre qu'elles ont permis de renforcer les efforts déployés par CUTS pour promouvoir des réformes dans ces pays, les analyses et études menées par CUTS ont également permis de constituer une base documentaire unique sur les caractéristiques des marchés et des pratiques d'entreprises dans les pays en voie de développement. Les travaux de CUTS ont aussi énormément contribué à améliorer la compréhension par la communauté internationale des problèmes et des défis auxquels étaient confrontés les pays en voie de développement quant à la mise en oeuvre d'une politique de concurrence. Cette meilleure compréhension, ainsi que l'intérêt des pays développés pour cette question, ont contribué à permettre des avancées. En outre, le travail de CUTS a soulevé un très grand intérêt dans les pays concernés par les projets 7UP (ainsi que dans les pays voisins) et a permis de constituer, au niveau local, des groupes de citoyens très au fait des questions de concurrence et de les doter de capacités de recherche et de conseils sur ce sujet.

Lorsque CUTS a mis en oeuvre le projet 7UP4, il s'est aventuré sur un terrain qui lui était peu familier, compte tenu de son ignorance tant des situations des sept pays d'Afrique de l'Ouest concernés par le projet que des langues locales. Alors que les projets précédents (7UP1, 7UP2, 7UP3) avaient été mis en oeuvre dans des pays anglophones, ce quatrième projet comprenait l'étude de la situation dans quatre pays francophones.

Il y avait très peu de documentation permettant d'avoir une première approche de l'état de la concurrence sur les marchés dans cette région. Les revues par les pairs ou les rapports d'assistance technique étaient principalement consacrés aux questions institutionnelles. CUTS a ainsi identifié un manque d'information sur l'analyse concurrentielle des marchés et a visé à combler ce manque par le présent rapport.

Ce sont ces questions qu'examine le rapport de synthèse 7UP4 sur les " Marchés concurrentiels comme moyen d'achever la croissance et le développement en Afrique de l'Ouest" en procédant à une analyse en profondeur de la situation de sept pays d'Afrique de l'Ouest (le Burkina Faso, la Gambie, le Ghana, le Mali, le Nigeria, le Sénégal et le Togo), dont deux, le Ghana et le Nigeria, ne se sont pas dotés d'une loi générale sur la concurrence.

Ce document constitue une source unique d'information sur la situation de chacun des pays couverts par l'étude et l'analyse comparée à laquelle se livrent les auteurs leur permet de faire d'utiles observations sur l'ordre dans lequel doivent être adoptées les mesures économiques dans les pays en voie de libéralisation, le jeu des institutions dans les systèmes nationaux ou régionaux de droit de la concurrence, et les pré-requis pour le développement d'une économie de marché.

Il ressort de cette étude que le développement de marchés efficients par la mise en oeuvre de politiques de concurrence appropriées et l'établissement d'institutions efficaces pour garantir le bon fonctionnement des marchés seraient de nature à contribuer puissamment au développement économique des pays de cette région. C'est dans ces domaines que la communauté internationale devrait concentrer ses efforts d'assistance dans le futur.

Frederic Jenny
Judge
Cour de Cassation, France

Préface

C'est avec grand plaisir que j'écris la préface de ce rapport concernant un projet qui est le quatrième d'une série. CUTS a mis en œuvre des projets sur les réformes de la concurrence dans 26 pays en développement d'Afrique et d'Asie. Chacun de ces projets a été une amélioration par rapport aux précédents en raison de l'expérience acquise. Dans ce projet, 7Up4, en plus d'analyser l'état général de la concurrence dans les pays du projet, nous avons examiné de plus près les problèmes de concurrence dans le secteur agricole¹. Ce projet mis en œuvre au cours des années 2008 à 2010 couvre sept pays d'Afrique de l'Ouest : Burkina Faso, Gambie, Ghana, Mali, Nigeria, Sénégal et Togo.

Notre expérience dans ce projet (7Up4), par rapport aux projets 7Up3² et 7Up1³ révèle que même si les autorités régionales en Afrique de l'Ouest (à savoir, la CEDEAO et l'UEMOA) ont été établies à la même époque que celles en Afrique orientale et australe (à savoir COMESA), l'adoption de lois sur la concurrence dans de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest s'est produite plus tôt, l'une des raisons étant l'inclusion de réformes de la concurrence dans le programme actif de l'UEMOA. Toutefois, seuls quelques-uns des membres⁴ de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avaient alors lancé ce processus ; et c'est seulement récemment que d'autres ont accéléré l'adoption de lois nationales de la concurrence.

Dans les pays qui ont lancé ce processus, l'application, même après dix années d'expérience, laisse toujours à désirer. Les progrès dans ces pays ont été extrêmement lents par rapport à ceux des pays de l'Afrique orientale et australe – l'empirisme occasionnel révèle le manque de volonté politique et l'insuffisance des ressources humaines et financières comme raisons possibles ; tandis que des experts ont également signalé des anomalies dans l'interface entre la législation sur la concurrence nationale et régionale comme d'autres raisons probables.

Toutefois, une évaluation approfondie des défis propres à chaque pays en ce qui concerne l'application de la concurrence était absente. CUTS a estimé qu'une telle évaluation et une analyse détaillée aideraient à faciliter un processus qui aurait des avantages pour les pays du projet sous la forme d'un meilleur fonctionnement des marchés. Ainsi, le projet CUTS 7Up4 a été convenablement baptisé de façon appropriée « **Vers des régimes efficaces de la concurrence dans des pays sélectionnés d'Afrique de l'Ouest par le renforcement des capacités** ».

Ce fut la première initiative d'un projet mis en œuvre par CUTS dans l'Afrique de l'Ouest, et aussi la première fois que nous avons opéré dans des territoires de langue française. Naturellement, certains d'entre nous ont donc été un peu inquiets au début. Alors que l'équipe du projet composée de conseillers bilingues comme Philippe Brusick et Lahcen Achy nous a donné confiance, la barrière de la langue que nous pourrions rencontrer dans nos opérations au jour le jour nous a un peu inquiétés. Nous avons recruté du personnel de langue française dans l'équipe du projet pour faire face à cela et demandé l'aide de collègues et amis quand une telle situation se présentait.

Un des principaux objectifs de ce projet a été de développer la capacité de plusieurs intervenants pour monter les enchères sur la nécessité d'un régime de concurrence efficace dans un domaine public plus large. Le projet visait non seulement à aider les pays à améliorer leurs régimes de concurrence, mais aussi à élaborer une feuille de route pour leur mise en œuvre effective.

Lorsque CUTS a commencé le projet, les institutions de la concurrence existaient dans les quatre pays francophones du projet (**Burkina Faso, Mali, Sénégal et Togo**), soit comme une agence à part entière ou un service dans le département du commerce gérant les questions de concurrence. Cependant, seule la **Gambie** avait annoncé la création d'une autorité de concurrence parmi les pays anglophones. Alors que le Nigéria et le Ghana avaient des projets de lois, il n'y avait pas beaucoup de certitude au sujet de leur adoption officielle dans aucun de ces pays.

1 Competition Concerns in the Agriculture Sector in Select Countries of West Africa

2 Botswana, Ethiopie, Malawi, Ile Maurice, Mozambique, Namibie et Ouganda

3 Inde, Pakistan, Kenya, Afrique du Sud, Sri Lanka, Tanzanie et Zambie

4 Cap-Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Liberia, Nigeria et Sierra Leone et les pays mentionnés dans la note de bas de page No 4 constituent la CEDEAO

L'équipe du projet avait prévu un faible niveau de compréhension de la question dans les pays du projet et, par conséquent, peu d'intérêt parmi les intervenants. Cependant, la réponse reçue a été beaucoup plus encourageante que prévu, ce qui a montré une demande latente qui n'avait pas été formulée à cause du manque général d'attention aux questions de concurrence témoigné par les partenaires du développement national et international travaillant dans la région.

L'initiative personnelle de CUTS, sous la forme de «mission exploratoire» d'un avant-projet pour tâter le terrain dans certains pays du projet, a contribué à l'enthousiasme manifesté par les intervenants comme elle a contribué à transmettre le vif intérêt de CUTS pour les réformes de la concurrence dans la région et les possibles avantages du projet. Les contacts pris au cours de la mission exploratoire ont été extrêmement utiles et beaucoup de ces institutions/ individus ont été engagés dans le projet en tant que membres du Groupe national de référence (GNR).

L'un des résultats clés du projet 7Up4 est la prise de conscience qu'il y a un réel besoin d'un large processus pour l'évolution et l'application des régimes nationaux de concurrence, afin d'accéder à des marchés qui fonctionnent bien dans l'intérêt des consommateurs au sens large. Les ministères en charge de la concurrence et les autorités de la concurrence existantes ont pu apprécier la «valeur ajoutée» qui pourrait se dégager en faisant participer des intervenants clés dans ce processus. Des feuilles de route pour des réformes nationales de la concurrence ont été développées en intégrant les résultats des recherches et ont souligné cette nécessité dans tous les pays participant au projet. Le projet a également réussi à convaincre les intervenants sur la façon dont les réformes de la concurrence pourraient faciliter le développement, la croissance économique et l'éradication de la pauvreté dans les pays du projet.

Le projet 7Up4 a suscité un intérêt chez les acteurs étatiques et non étatiques sur les questions de politique de la concurrence et du droit, qui doit encore être ravivé par des actions de suivi. CUTS continue à motiver ses partenaires régionaux pour qu'ils prennent les devants en vue de faciliter l'amélioration de l'application du droit de la concurrence et la politique, et porter cet intérêt considérable à l'attention de la communauté internationale concernant la concurrence et la protection des consommateurs ainsi que la demande qui en résulte pour le renforcement des capacités dans la région.

Les premiers signes d'une volonté parmi les intervenants de poursuivre la campagne sur les réformes de la concurrence au-delà de la durée du projet 7Up4 se sont manifestés dans certains pays, lorsque le projet touchait à sa fin. Une Autorité de la concurrence de la CEDEAO devrait être opérationnelle dans les deux prochaines années et est susceptible d'exercer une pression considérable sur les Etats membres pour qu'ils renforcent leurs régimes de concurrence au niveau national. Cela créerait une énorme demande qui devrait être prise en compte. La CEDEAO et l'UEMOA sont maintenant très enthousiastes pour diriger leurs activités sur l'évolution du droit de la concurrence et l'exécution dans les Etats membres, et ont manifesté leur intérêt à travailler dans ce but en partenariat avec CUTS.

Lorsque CUTS s'est lancé d'abord dans cette région, nous n'avions pas beaucoup d'expérience de l'état des affaires et nous ne savions pas quels résultats notre intervention (le projet 7Up4) pourrait obtenir. Mais maintenant nous nous sommes rendu compte de la très forte demande pour de tels travaux dans cette région, ce qui nous a donné l'idée d'envisager la création de notre sixième bureau à l'étranger dans un pays de l'Afrique de l'Ouest et ancrer nos travaux futurs sur le commerce, le développement, la concurrence et la protection des consommateurs.

Nos partenaires du développement à long terme - le Ministère du développement international, Royaume Uni (DFID), le Centre de recherches pour le développement international, Canada (CRDI) et le Ministère des Affaires étrangères, Suède (MAE) - nous ont soutenus dans la mise en œuvre de ce projet. Chacune de ces organisations a soutenu de nombreux autres projets de CUTS dans le domaine du commerce et de la concurrence et nous sommes extrêmement reconnaissants pour leur soutien continu.

En outre, nous sommes redevables à Frédéric Jenny, érudit de la concurrence et praticien, Président du Conseil consultatif de CUTS International et notre guide et mentor en matière de concurrence pour écrire l'avant-propos. Enfin, mes remerciements à toute l'équipe de CUTS dirigée par Rijit Sengupta, à nos partenaires dans chacun des sept pays et à nos deux conseillers: Philippe Brusick et Lahcen Achy qui ont permis la réussite du projet.

Pradeep S Mehta
Secrétaire Général

Chapitre 1

*Des marchés concurrentiels
comme moyen d'promouvoir
la croissance et le
développement en Afrique de
l'Ouest*

Rapport de Synthèse

Introduction

CUTS a adopté et institutionnalisé une approche de plaidoyer et de renforcement des capacités basée sur la recherche pour encourager les réformes en faveur de la concurrence dans les pays en développement avec la participation de nombreuses parties prenantes, surnommée Modèle 7Up.

Le premier projet utilisant cette méthodologie, le Projet 7Up-1 a été mis en œuvre par CUTS dans les années 2000-2002, dans le but d'évaluer les défis communs affrontés dans ce domaine par 7 pays en développement du Commonwealth : l'Inde, le Pakistan, le Sri-Lanka, le Kenya, l'Afrique du Sud et la Zambie. Vint ensuite le projet 7Up-2, qui s'est penché sur six pays d'Asie, à savoir le Bangladesh, le Cambodge, l'Inde, le Laos RDP, le Népal et le Vietnam. Certains de ces pays avaient un droit de la concurrence et d'autres étaient au début du processus d'introduction et de mise en place d'un tel dispositif. Puis est venu le Projet 7Up-3, couvrant 7 pays d'Afrique Australe et de l'Est, à savoir, le Botswana, l'Éthiopie, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie et l'Ouganda, l'objectif étant de développer les capacités des parties prenantes-clés sur les questions de politique et de droit de la concurrence afin qu'ils puissent jouer un rôle déterminant dans l'introduction et le développement de régimes concurrentiels.

Le présent rapport fait la synthèse des résultats de sept études menées dans le cadre du projet 7Up-4 sur les sept pays d'Afrique de l'Ouest suivants : le Burkina Faso, la Gambie, le Ghana, le Mali, le Nigeria, le Sénégal et le Togo. Un des objectifs principaux du projet 7Up-4 était de souligner l'importance des questions de la concurrence dans ces pays et de faciliter une convergence de vues sur la meilleure feuille de route pour faire naître et renforcer des marchés concurrentiels favorable à la croissance économique, au développement durable et à la réduction de la pauvreté.

Les défis majeurs auxquels sont confrontés les pays étudiés ont été identifiés dans le présent rapport de synthèse, afin de permettre l'adoption d'une approche holistique des réformes nécessaires pour promouvoir la concurrence dans ces pays et dans la région toute entière. Le présent rapport fait la synthèse des rapports-pays qui sont publiés dans leur langue d'origine, à savoir le français pour les rapports du Burkina Faso, du Mali, du Sénégal et du Togo, et l'anglais pour les rapports de la Gambie, du Ghana et du Togo.

Contexte

Le projet 7Up-4 est un projet de deux ans de recherche, de plaidoyer et de formation des capacités lancé en juin 2008, couvrant sept pays d'Afrique de l'Ouest : — Le Burkina Faso, la Gambie, le Ghana, le Mali, le Nigeria, le Sénégal et le Togo. L'objectif principal de ce projet consiste à convaincre les parties prenantes, y compris les responsables politiques, les régulateurs, les organisations de la société civile, les groupes de consommateurs, les milieux académiques et les médias, de la nécessité d'introduire un système de concurrence effective et de former leur capacité afin qu'ils encouragent l'adoption d'un tel régime.

Le projet vise à répondre à cet objectif par la recherche des divers obstacles à la mise en place de régimes efficaces, culminant avec la formation des capacités et les initiatives de plaidoyer afin d'y remédier. Le projet comprend des rapports détaillés sur chacun des sept pays sélectionnés. Le présent rapport de synthèse vise à souligner les points communs et les différences entre les pays étudiés et met en relief les particularités spécifiques à chacun des pays par rapport à chacun des thèmes retenus, sur la base des rapports-pays.

Les questions/thèmes retenus dans les sept rapports-pays et donc dans le rapport de synthèse, peuvent être classés en deux parties : la première visant à décrire *l'état des lieux* par rapport au droit et à la politique de la concurrence et à sa mise en œuvre, dans les pays sélectionnés, et la seconde, soulignant les *besoins* de changement. L'état des lieux et les besoins sont liés entre eux par un lien de cause à effet. Le premier inclut des questions de politique économique, les politiques et les lois actuellement en vigueur, la mesure dans laquelle les lois en place sont mises en œuvre, ainsi que la structure de l'économie étudiée. Le second concerne les pratiques anticoncurrentielles observées, et le niveau de perception de la concurrence et de la réglementation existant dans ces économies.

Indicateurs socio-économiques généraux

Les pays d'Afrique de l'Ouest sélectionnés par le projet 7Up-4 sont très différents en ce qui concerne la superficie de leur territoire et la population. Leur superficie (voir Tableau 1), va de 1,2 million de Km² pour le Mali et 923 768 Km² pour le Nigeria à peine 11 300 Km² pour la Gambie et bien entendu leur population, qui va de plus de 144 millions pour le Nigeria à seulement 1,5 million pour la Gambie. Le Mali, bien que plus étendu que le Nigeria, a une population d'à peine 12,1 millions.

Tableau 1: Quelques données comparatives des 7 pays du projet 7Up-4

Pays	Superficie (Km2)	Population (millions)	PIB US\$ (milliards)	PIB/hab US\$	Niveau de développement selon l'ONU
Burkina	274 200	14, 01	6,103	542	PMA
Gambie	11 300	1,5	0,806	434	PMA
Ghana	239 460	28,4	16,124	639	
Mali	1.241 238	12,4	8,783	641	PMA
Nigeria	923 768	144.7	207,116	1089	
Sénégal	196 712	12,5	13,250	2009	PMA
Togo	56 785	5,4	2,890	408	PMA

Sur le plan économique, le Nigeria est de loin la plus grande économie, avec un PIB de 207,12 milliards de dollars (en valeur nominale) en 2008 selon le FMI. Les autres économies sont loin derrière, le Ghana étant 2^e avec 15,12 milliards de dollars en 2008. Quant à la plus petite économie étudiée, celle de la Gambie, elle affiche un PIB d'à peine 806 millions de dollars selon les chiffres du FMI. Par contre, en ce qui concerne le PIB par habitants, le Sénégal est en tête avec 2009 dollars en 2009 selon le FMI, suivi de loin par le Nigeria, avec 1089 dollars pour la même année. Les 5 autres pays du projet affichent un PIB par habitant parmi les plus bas de la planète, se situant dans une fourchette allant de 639 dollars pour le Ghana à 408 dollars pour le Togo (chiffres du FMI pour 2009). Il est à noter que seuls le Ghana et le Nigeria ne comptent pas parmi le groupe de Pays les moins avancés (PMA) recensés par l'ONU. Le Sénégal, bien qu'ayant un PIB par habitant bien supérieur à ces deux pays, fait encore partie des PMA.

Parmi ces pays, le Nigeria compte comme la seule grande économie toutes valeurs confondues –PIB, superficie du territoire et population. Il s'en suit que le potentiel de développement concurrentiel est le plus important au Nigeria, étant donné que l'on pourrait s'attendre à voir un niveau de concurrence plus élevé dans une économie où les entreprises engagées dans plusieurs lignes de production ont de meilleures chances d'y engranger des économies d'échelle. A noter que l'économie ghanéenne, la deuxième économie sur le plan du PIB, ne représente qu'environ 7,7% de celle du Nigeria.

Politiques gouvernementales ayant un impact sur la concurrence

Vue d'ensemble

Alors que l'application du droit de la concurrence pour sanctionner et éviter les pratiques anticoncurrentielles est une des façons de promouvoir

la concurrence, les politiques gouvernementales ont également un impact sur le niveau de concurrence dans un pays. Pour cette raison, les études-pays ont mis l'accent sur l'analyse des politiques gouvernementales pour en étudier les effets pour ou contre la concurrence dans ces pays. Une vue d'ensemble des politiques-clés de ces pays, telle que proposée ci-dessous, permet d'examiner les similarités dans ce contexte.

Politiques de développement

Tous les pays couverts par le projet 7Up-4 ont engagé le même type de réformes économiques (voir Encadré I).

- des Indépendances au début des années 80, ces pays ont engagé des politiques d'économie planifiées, largement centralisées dans les mains de l'Etat ; la plupart des entreprises étant constituées en monopoles publics ;
- à partir des années 80 et jusqu'à la fin des années 90, ces pays ont engagé des Plans d'ajustement structurels (PAS) successifs, largement inspirés par le FMI et la Banque Mondiale, qui ont visé à désengager l'Etat de la production économique en préconisant la privatisation des entreprises publiques et le renforcement du secteur privé ;
- dès la fin des années 90, on assiste à l'adoption par tous ces pays de Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP), révisés périodiquement et qui accordent une importance capitale au monde rural, à l'agriculture et particulièrement au secteur social.

La stratégie de lutte contre la pauvreté est basée sur quatre axes qui visent à :

- Accélérer la croissance et la fonder sur l'équité ;
- Garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base et à la protection sociale ;

Encadré I: Réformes dans les pays d'Afrique de l'Ouest

- Au **Burkina Faso** le CSLP a fait suite aux trios PAS entrepris de 1991 à 1999 en réaction au chômage résultant des privatisations et des réformes découlant des PAS. Les CSLP ont accordé un rôle central à l'agriculture, car plus de 92% des pauvres provenaient des zones rurales. La création du Centre pour la Création d'Entreprises (CEFORE) a facilité la réduction des délais, du nombre de procédures et des dépenses relatifs à la création d'entreprises, qui sont passés respectivement de 32 jours, 10 procédures et 500 000 FCFA à 7 jours, un seul guichet et 60 000 FCFA. 3000 nouvelles sociétés ont ainsi vu le jour en 2008 à Bobo-Dioulasso et Ouagadougou.
- **La Gambie** a aussi suivi le même chemin et la mise en place de ses propres CSLP. A ce jour toutefois, ces programmes n'ont pas réussi à faire diminuer la pauvreté et les inégalités.
- En 1983, **le Ghana** a été l'un des premiers pays à mettre en œuvre un PAS sous l'égide du Programme de relance économique. Les programmes de Croissance et de réduction de la pauvreté GPRS I et GPRS II contiennent les lignes directrices de l'action du Gouvernement, axées plus particulièrement sur la lutte contre la pauvreté (GPRS I) et sur un effort particulier visant à assurer la stabilité macroéconomique, la croissance accélérée du secteur privé, tout en mettant l'accent sur la formation continue et la bonne gouvernance et la responsabilité civique.
- Après avoir mis en œuvre deux PAS en 1981 et 1985, le **Mali** a engagé une libéralisation graduelle des prix, accompagnée par un désengagement de l'Etat de la production, au moyen de programmes de privatisation. Cependant, ces réformes ont accru le chômage et la pauvreté. Par conséquent, deux CSLP ont été engagés successivement, en 2002 et 2007.
- Au **Nigeria**, le premier PAS a vu le jour en 1986. Deux programmes nationaux de réduction de la pauvreté (NEEDS) ont été introduits pour remédier les faiblesses structurelles et institutionnelles de l'économie du pays, visant à réprimer la corruption et à mieux gérer les dépenses publiques.
- Au **Sénégal**, le gouvernement a élaboré en 2001 son Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) qui vise, d'ici à 2015, à doubler le revenu par tête d'habitant dans le cadre d'une croissance forte et équilibrée par une meilleure répartition des revenus ; la libéralisation des secteurs prioritaires de l'économie en développant des infrastructures de transport et de communication ; en favorisant les zones rurales et la formation de la population active, tout en généralisant l'accès aux services sociaux essentiels de la santé et de l'éducation.
- Enfin, au **Togo**, plusieurs PAS ont été mis en œuvre dans les années 80 et 90. Depuis 2004, le gouvernement a élaboré une stratégie de réduction de la pauvreté mise en place en mars 2006.

- c) Elargir les opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres dans l'équité ; et
- d) Promouvoir la bonne gouvernance.

introduit dans la politique agricole de la plupart des pays en développement par le biais des PAS et de l'abandon des subventions et des caisses de stabilisation agricoles.

Les stratégies de réduction de la pauvreté ont été mises en œuvre avec des résultats divers. Toutefois la création d'emplois était fondée en partie sur la décentralisation de la production (voir les cas du Burkina Faso et du Ghana) par la création de nouvelles entreprises qui devraient avoir un impact positif sur la concurrence.

Politique Agricole

L'agriculture a souvent été un cas à part dans la politique de la concurrence des pays développés. Tant les Etats-Unis que l'Union européenne avec sa Politique agricole commune (PAC), ont une longue tradition d'intervention de l'Etat dans le secteur agricole, le droit de la concurrence y jouant un rôle limité, à l'abri d'exemptions et d'exceptions.

Le désengagement progressif de l'Etat dans la plupart des pays couverts par le projet 7Up-4 a donné lieu à une reprise de l'agriculture par le secteur privé. Les réformes entreprises dans tous ces pays visent essentiellement à accroître la productivité et la sécurité alimentaire, à relever les revenus du secteur pour lutter contre la pauvreté et à encourager la substitution des importations et la promotion des exportations. (voir Tableau 2). Le désengagement de l'Etat avec l'abolition des contrôles des prix et l'introduction de l'économie de marché a eu une incidence marquée sur la concurrence. Comme on peut le voir synthétisé sur le Tableau 2, ces réformes vont du lancement de politiques et de lois spécifiques au Nigeria, au Mali et au Sénégal à des plans et des programmes agricoles à long terme dans les autres pays étudiés.

Toutefois, depuis les années 90, la concurrence, ou du moins un certain degré limité de concurrence a été

A noter que le secteur agricole représente autour de 40% du PIB de ces pays et emploie quelque 70% de la

Tableau 2: Réformes visant à relancer la productivité agricole des pays du projet 7Up-4

Politiques et lois spécifiques au secteur agricole	Nigeria	<ul style="list-style-type: none"> • En 2000, lancement de politique agricole favorable aux agriculteurs visant à assurer la sécurité alimentaire et à stimuler les conditions macro-économiques favorables au développement des investissements privés dans le secteur. • En 2008, lancement du Programme de sécurité alimentaire national (National Food Security Programme) suite à la crise alimentaire mondiale, visant à assurer la substitution des importations au moyen de la compétitivité accrue par le développement du secteur privé.
	Mali	Loi d'Orientation Agricole de 2005: protection des exploitations et productions agricoles contre les pratiques non soutenables ou contraires aux règles des marchés nationaux, régionaux et internationaux; et promotion des exportations pour augmenter les revenus.
	Sénégal	Nouvelle politique agricole (NPA) lancée dans les années 1980 : désengagement progressif de l'Etat du secteur agricole avec le retrait des sociétés publiques d'encadrement et de stabilisation des prix, la libéralisation et l'assainissement des filières agricoles et la mise en place de la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS).
Plans et programmes généraux à long terme.	Burkina Faso	Plan Stratégique (2006-10) de réduction de la pauvreté en zones rurales : restauration des ressources naturelles; promotion de la femme et des jeunes en milieu rural, introduction de l'économie de marché dans l'agriculture.
	Togo	Libéralisation et élimination des contrôles des prix dans l'agriculture, encouragement des exportations de café et de cacao par le secteur privé.
	Gambie	Programme "Vision 2020", ainsi que les Objectifs de développement du Millénaire, visant à attirer les investisseurs privés, promouvoir les exportations et assurer la sécurité alimentaire et l'emploi
	Ghana	Food and Agriculture Sector Development Programme (FASDEP II): croissance agricole visant à stimuler une croissance équitable et à réduire la pauvreté

population active. A noter également que la pauvreté se situe majoritairement dans le secteur agricole et c'est pourquoi la majorité des programmes de lutte contre la pauvreté visent majoritairement ce secteur.

Politique industrielle et de l'investissement

Les politiques industrielles et les politiques de l'investissement qui leur ont succédé comportaient des éléments communs à cause de l'influence commune des PAS: désengagement de l'Etat, bien qu'à des degrés divers entre les pays (voir Tableau 3), ainsi que promotion du rôle du secteur privé par l'adoption de politiques favorables à l'investissement privé. La promotion du secteur privé s'est accompagnée d'un

accroissement différencié de la concurrence - dans la plupart des pays les obstacles ont été graduellement levés, alors que le Nigeria prenait des mesures plus directes pour éliminer les obstacles à la concurrence.

Politiques concernant les marchés publics

Les règles relatives aux procédures de passation des marchés publics ont un effet considérable sur la concurrence. Dans tous les pays, l'Etat, à travers tous ses ministères, collectivités publiques et entreprises publiques est le principal client de l'économie, ainsi que du secteur privé, et tout critère dérogeant à l'efficacité d'une saine concurrence est susceptible de fausser sérieusement la concurrence. Comme

Tableau 3: Politiques industrielle et de l'investissement dans les pays du Projet	
Burkina Faso	Stratégie de Développement Industriel (SDI-BF), adoptée en 1998: coopération effective entre le gouvernement, le secteur privé et les institutions techniques et financières
Gambie	Liberté totale accordée à l'expansion du secteur privé dans un cadre de justice sociale et d'équité.
Ghana	Ghana Investment Promotion Centre Act, 1994 (Act 478) ; deux lois visant à promouvoir un climat favorable à l'investissement privé.
Mali	Fonds de promotion des investissements, développement des zones industrielles et des infrastructures routières, nécessaire à la distribution de la production nationale.
Nigeria	Désengagement de l'Etat associé au développement du secteur privé : <ul style="list-style-type: none"> • 1995: Nigerian Investment Promotion Commission (NIPC) Act No.16; et abrogation de la loi Nigerian Enterprises Promotion Act qui freinait les IDE; • 1997: abrogation de toutes les lois freinant la concurrence dans l'économie nationale. • 1998: adoption du décret pour la promotion et la commercialisation des entreprises publiques (Public Enterprises Promotion and Commercialisation Decree), permettant 'ouverture à la concurrence privée de secteurs comme les télécommunications, la production d'électricité, l'exploration pétrolière ainsi que l'hôtellerie et le tourisme.
Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle Politique Industrielle (NPI) de 1986 pour promouvoir le secteur privé afin d'accroître la compétitivité internationale • Politique industrielle fixant les critères de sélection des investissements dans des domaines stratégiques • Création de partenariats public-privés en 2004
Togo	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance durable fondée sur la promotion de l'investissement privé. • Efforts de promotion des PME, de l'agriculture et du secteur minier.

Tableau 4: Lois sur les Marchés publics des pays du Projet	
Burkina Faso	Réformes des marchés publics nationaux dès 2005 pour être conformes aux normes sur les marchés publics adoptées par l'UEMOA.
Gambie	Public Procurement Act 2001: abrogation des marchés publics centralisés dans le but d'accroître la transparence, l'efficacité et la responsabilité du système, tout en assurant un choix équitable en faveur des fournisseurs et des opportunités à toutes les entreprises.
Ghana	Public Procurement Act 2003 (Act 663): vise à contrôler l'attribution des marchés publics conformément aux principes de bonne gouvernance, de réduction de la pauvreté et de lutte contre la corruption
Mali	l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public (ARMDSP), créée en 2008 a pour mission d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics en vue d'en accroître la transparence et l'efficacité, conformément aux directives de l'UEMOA.
Nigeria	Mise en place de procédures d'appels d'offres ouvertes pour les contrats du gouvernement et les sociétés publiques pour accroître la concurrence (2004-06).
Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> • Code des Marchés Publics adopté en 2007 pour se conformer aux Directives de l'UEMOA en la matière. • Adoption d'une Charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics en 2005
Togo	Nouvelle loi adoptée en 2009 pour se conformer aux Directives de l'UEMOA dans le but d'accroître la transparence.

Encadré II: Les directives de l'UEMOA en matière de régulation des marchés publics

La directive n° 04-2005-CM/UEMOA du 9 décembre 2005 relative aux procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics dans l'UEMOA, et la directive n° 05-2005-CM/UEMOA relative au contrôle et à la régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'UEMOA ont été transposées dans le droit national du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal et tout récemment au Togo.

Bien que le terme *concurrence* n'apparaisse pas souvent dans ces directives, il est clair que le principe de concurrence est sous-jacent dans les principes énoncés dans les directives de l'UEMOA. Ainsi, l'Article 2 : Des principes, de la directive 04-2005-CM/UEMOA précise que :

« Les procédures de passation des marchés publics et des délégations de service public, quel qu'en soit le montant, sont soumises aux principes suivants :

- L'économie et l'efficacité du processus d'acquisition ;
- Le libre accès à la commande publique ;
- L'égalité de traitement des candidats, la reconnaissance mutuelle ;
- La transparence des procédures, et ce à travers la rationalité, la modernité et la traçabilité des procédures.

Sous réserve des dispositions visées à l'article 62 de la présente Directive, les Etats membres s'engagent à interdire toute mesure ou disposition fondée sur la nationalité des candidats de nature à constituer une discrimination à l'encontre des ressortissants des Etats membres de l'UEMOA.

Les Etats membres s'engagent à ce que la participation d'un soumissionnaire qui est un organisme de droit public à une procédure de passation de marché public ne cause pas de distorsion de concurrence vis-à-vis des soumissionnaires privés ».

L'article 62 concerne la préférence communautaire, qui ne peut en aucun cas excéder 15% du montant de l'offre et qui remplace les préférences existant au niveau national.

L'Article 74 : De la sélection des offres, précise que « La sélection des offres doit être effectuée suivant une procédure d'appel d'offres ouvert, ou en deux étapes, sous réserve des exceptions visées au présent article ». A noter que la procédure « en deux étapes » concerne la procédure de pré-qualification des soumissionnaires, suivie de la procédure d'adjudication concurrentielle parmi les soumissionnaires sélectionnés. Le même Article 74 prévoit la possibilité de recours à la procédure par entente directe, en cas d'extrême urgence, ou lorsqu'une seule source est en mesure de fournir le service demandé.

L'Article 38 : Du recours au marché par entente directe, précise que « Le marché est passé par entente directe lorsque l'autorité contractante engage, sans formalité, les discussions qui lui paraissent utiles, avec un entrepreneur, un fournisseur, ou un prestataire de services ». Il est précisé que « Le recours à la procédure par entente directe doit être motivé et soumis à l'autorisation préalable de l'entité administrative chargée du contrôle des marchés publics ». Le marché ne pourra être passé qu'avec des entreprises acceptant de se soumettre à un contrôle des prix spécifique pendant toute la durée du contrat. Cela inclut la présentation de bilans, comptes de résultats, comptabilité analytique ou, à défaut, « tous documents permettant d'établir les coûts de revient ».

indiqué au Tableau 4, les 7 pays du Projet 7Up-4 ont tous révisé leurs lois sur les Appels d'offres publics, dans le but d'accroître la concurrence.

Comme indiqué au Tableau 4, ci-dessus, quatre des pays du Projet — Le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal et le Togo — ont révisé leur législation nationale relative aux marchés publics afin de se conformer aux dispositions des Directives de l'UEMOA en la matière (résumées dans l'Encadré 2) qui visent à accroître l'efficacité, la transparence et l'équité dans les procédures de passation des marchés publics des

pays membres, et ainsi à accroître la concurrence dans la sous-région. On notera tout de même qu'une préférence communautaire de 15% au maximum est autorisée par l'UEMOA.

Politique commerciale

Toute avancée dans la libéralisation commerciale peut être considérée comme favorable à la concurrence, à condition qu'elle ne donne pas lieu à des politiques anticoncurrentielles de la part des importateurs capables de fixer les prix au détriment des producteurs nationaux (prix abusivement bas, dits « prix

prédateurs », dont fait partie la pratique du dumping, ou à l'inverse, prix excessifs, lorsque les importations dominent le marché soit par abus de position dominante, soit par suite (d'une entente). Par ailleurs, pour faire face aux importateurs, les industries locales pourraient dans certains cas s'entendre pour rendre la vie dure aux produits importés, par exemple en contrôlant les circuits de distribution et en les verrouillant. Tous ces cas de figure sont pratiques courantes lors de l'ouverture des marchés et c'est pourquoi il est fortement conseillé aux Etats d'avoir des dispositifs effectifs de la concurrence en place avant que l'ouverture des marchés ne donne lieu à des situations irréversibles.

L'ouverture des marchés s'est faite graduellement dans la région, par les PAS dans les années 80, puis par l'accession de tous les pays étudiés ici à l'OMC entre 1995 et 1996 (voir Tableau 6 ci-dessous), et en même temps par l'intégration régionale, dans des

ensembles tels que la CEDEAO et l'UEMOA. Les projets de libéralisation se voient accélérés par les négociations APE entreprises par tous les pays par l'intermédiaire de la CEDEAO avec l'Union européenne (voir encadré IV).

L'effet de l'adhésion à l'OMC et de l'intégration régionale se traduit par les initiatives prises à l'OMC par les pays Africains producteurs de coton (voir Encadré 3) visant à éliminer les distorsions de la concurrence provoquées par les subventions des pays développés. L'adhésion à l'UEMOA par certains et à la CEDEAO par tous les pays étudiés, qui visent à la libéralisation des échanges Communautaires et à l'adoption d'un tarif extérieur commun (TEC), et à prohiber les pratiques anticoncurrentielles et le dumping, ainsi que les aides et subventions faussant le jeu de la concurrence ont également un effet positif (voir Encadrés 4 et 5). L'accès aux groupements d'intégration régionaux a accru la concurrence intra-

Tableau 5: Evolution des Politiques commerciales des pays du Projet 7Up-4

Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> • Abolition du contrôle administratif des prix. • Elimination des subventions et des taxes à l'exportation. • Accession à l'UEMOA et à la CEDEAO en 1994 et 1995; participation aux négociations de la CEDEAO avec la CE, et adoption du Tarif extérieur commun (TEC) de l'UEMOA en 2000. • Adhésion à l'OMC en 1995, participation à deux revues de la politique commerciale du pays par l'OMC et intégration des recommandations en résultant dans la Stratégie nationale des exportations et participation du Burkina à l'Initiative coton.
Gambie	<ul style="list-style-type: none"> • Application du TEC et des schémas de libéralisation commerciale de la CEDEAO; et participation aux négociations APE par la CEDEAO avec la CE; • Adhésion à l'OMC en 1996
Ghana	<ul style="list-style-type: none"> • Adhésion à l'OMC en 1995 • Signature d'un APE intérimaire avec la CE en décembre 2007 pour sauvegarder son accès illimité au marché européen; mise en oeuvre du programme "Aid for Trade" pour développer ses infrastructures.
Mali	<ul style="list-style-type: none"> • Adhésion à l'OMC en 1995 • Partie au processus de libéralisation commerciale de l'UEMOA ainsi que de la CEDEAO, y compris les négociations d'un APE par la CEDEAO avec la CE. • Bénéficiaire des préférences commerciales de l'AGOA, compte-tenu de son statut de PMA.
Nigeria	<ul style="list-style-type: none"> • Adhéré à l'OMC depuis 1995 • Se prépare à mettre en application le TEC de la CEDEAO et facilite la libre circulation des biens et des personnes accordée par la Communauté.
Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> • Adhéré à l'OMC depuis 1995 • Membre de l'UEMOA et de la CEDEAO et partie aux négociations d'un APE de la CEDEAO avec la CE. • Partenaire de l'initiative AGOA pour les PMA et du programme "Tout sauf les armes" (EBA) de l'UE.
Togo	<ul style="list-style-type: none"> • Adhéré à l'OMC depuis 1995 • Partie à l'UEMOA et la CEDEAO et participe aux négociations d'un APE de la CEDEAO avec l'UE.

Encadré III: L'initiative Coton

L'initiative coton qui date de 2003 a été lancée par les gouvernements du Benin, Burkina Faso, Mali et Tchad, appelés les pays du C4, lors d'une conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue le 12 décembre 2005 à Genève autour du thème « initiative sectorielle sur le coton à l'OMC ». Cette rencontre, baptisée "Coton Day", avait pour ambition de systématiser les différentes demandes des pays africains, en vue de les inscrire en bonne place sur l'agenda de la Conférence ministérielle de Cancun et d'aboutir à des solutions opérationnelles rapides et effectives. Plus spécifiquement, le "Coton Day" visait à :

- fournir une plate-forme d'échanges et de dialogue entre les différentes parties concernées par l'initiative sectorielle sur le coton : les négociateurs à Genève, les industriels, les producteurs et les ONG ;
- offrir une vitrine et un espace de dialogue aux différentes parties officielles pour leur permettre de partager leur vision du dossier et les positions de principe qui ressortent de leur mandat de négociation ;
- mobiliser la presse africaine et internationale pour lui fournir les éléments clés et les dernières évolutions du dossier ;
- présenter et vulgariser l'ouvrage collectif sur le coton intitulé « Négociations Internationales et Réduction de la pauvreté : Le livre blanc sur le coton » produit par Enda Tiers Monde, en collaboration avec le Centre International pour le Commerce et le Développement Durable (ICTSD), l'Association des Producteurs de Coton Africains (APROCA) et l'Association des Cotonniers Africains (ACA).

En somme, l'initiative coton ambitionne de réduire les inégalités existantes entre les pays du Nord et ceux du Sud producteurs de coton, concrètement en préconisant pour le Cycle de Doha un système de réduction des subventions à la production cotonnière, en vue de son élimination totale et la prise de mesures transitoires sous la forme d'indemnisation financière au profit des pays les moins avancés (PMA) pour compenser les pertes de ressources qu'ils subissent en attendant l'élimination totale du soutien à la production cotonnière.

Il n'existe toujours pas d'accord sur l'initiative sectorielle et pour les pays du C4, le sort du cycle de Doha reste lié au dossier coton.

Encadré IV: Les Accords d'intégration régionale

a. La CEDEAO

Tous les pays couverts par l'étude 7Up-4 sont membres de la CEDEAO, avec en plus le Benin, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, le Liberia, le Niger et la Sierra Leone.

La 30^e session de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO tenue en janvier 2006 a décidé de la création d'un tarif extérieur commun TEC de la CEDEAO calqué sur le modèle de l'UEMOA (voir ci-dessous), avec la possibilité d'y apporter quelques réaménagements. La TEC de l'UEMOA comporte quatre catégories de droits de douane appliqués sur importations sur base ad valorem (0%, 5%, 10%, 20%). Lors de leur session de janvier 2008, les chefs d'Etat ont instruit la Commission de la CEDEAO pour l'instauration d'une nouvelle bande tarifaire en plus des quatre adoptées par l'UEMOA, dont le taux devrait être plus élevé que le taux le plus élevé du TEC UEMOA. L'instauration d'un TEC de la CEDEAO à cinq bandes (au lieu de quatre) avec un taux maximal de 35% implique donc de recatégoriser des lignes tarifaires.

Les accords commerciaux dans la CEDEAO sont réglementés par les textes amendés à Lomé en mars 2007. Mais ces derniers ne sont pas encore adoptés parce que les ministres des Etats membres ne se sont pas encore réunis à cet effet.

b. L'UEMOA

Les membres de l'UEMOA le Bénin, le Burkina Faso, la Cote d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo, sont tous membres de la CEDEAO.

Créée par le Traité de Dakar du 10 janvier 1994, l'UEMOA, ratifié le 1^{er} août de la même année, l'UEMOA a pour but de :

- Renforcer la compétitivité des activités économiques et financières des États membres dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel et d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé ;

suite page suivante

- Assurer la convergence des performances et des politiques économiques des États membres par l'institution d'une procédure de surveillance multilatérale ;
- Créer entre États membres un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante ou salariée, ainsi que sur un tarif extérieur commun et une politique commerciale ;
- Instituer une coordination des politiques sectorielles nationales par la mise en œuvre d'actions communes, et éventuellement, de politiques communes notamment dans les domaines suivants : ressources humaines, aménagement du territoire, agriculture, énergie, industrie, mines, transports, infrastructures et télécommunication ;
- Harmoniser, dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché commun, les législations des États membres et particulièrement le régime de la fiscalité.

Dans ce sens, le tarif extérieur commun (TEC) a été mis en place en 2000. Le TEC de l'UEMOA comporte quatre catégories de droits de douane appliqués sur importations sur base ad valorem (0%, 5%, 10% et 20%). Les produits industriels d'entreprises d'origine UEMOA agréés au régime de la Taxe Préférentielle Communautaire (TPC) bénéficient de la franchise de ceux-ci.

L'UEMOA a aussi adopté un code communautaire antidumping. Il s'agit du règlement n°09/2003/CM/UEMOA du 23 mai 2003. Ce règlement fixe les conditions de détermination du dumping, autorise l'ouverture et la conduite des enquêtes et fixe les dispositions à prendre (imposition et recouvrement des droits antidumping).

En matière de la réglementation de la concurrence dans la zone communautaire, l'UEMOA a adopté le Règlement n° 02/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002. Son champ d'application s'étend sur les ententes anticoncurrentielles, les abus de position dominante, les aides d'État et les pratiques anticoncurrentielles imputables aux États membres. Depuis 2002, la Commission de l'UEMOA a eu à traiter plusieurs cas de pratiques anticoncurrentielles au niveau de l'espace communautaire dans des domaines tels que les services aéroportuaires, les motocycles, la minoterie et aussi les aides d'État.

Encadré V: Négociations d'un Accord de partenariat économique (APE) entre la CE et les États membres de la CEDEAO.

Depuis les accords de Cotonou en 2000, la CE propose un nouvel ordre commercial basé sur le principe de réciprocité dans les échanges commerciaux entre les pays ACP et de l'UE. Ces accords prennent le nom d'accords de partenariat économique (APE) et devaient être signés le 31 décembre 2007. Ces nouveaux accords prévoient la libéralisation absolue des échanges entre l'UE et les États membres de la CEDEAO, caractérisée par la suppression des barrières douanières en passant par deux étapes :

- L'adoption d'un tarif extérieur commun (TEC) au niveau de la CEDEAO : il s'agit d'harmoniser le TEC de la CEDEAO, avec l'acceptation par tous les États membres de la mise en place d'une cinquième bande de tarifaire qui s'ajouterait aux 4 bandes du TEC de l'UEMOA.
- La définition du libre-échange Union Européenne – pays ACP, qui consiste en une ouverture asymétrique des échanges : à 100% du côté de l'Union Européenne et progressivement à 80% du côté ACP (CEDEAO dans ce cas), avec la possibilité d'exclure certains produits.

Jusqu'à présent, cependant, ces accords n'ont pas été complétés et certains pays, comme le Ghana, ont signé des accords intérimaires, en attendant la fin des négociations de blocs, entre la CEDEAO et la CE. Les points d'achoppement incluent les pertes attendues de recettes financières dues à la baisse des tarifs douaniers, la concurrence induite par l'application du principe de réciprocité, la garantie d'avantages nets (compatibilité en matière de mesures incitatives entre les APE et les dispositions de l'initiative « Tout sauf les armes » (EBA) qui n'implique pas de réciprocité), la coordination entre les négociations au titre des APE et celles menées dans le cadre du programme de Doha (en particulier celles concernant l'accès au marché pour les produits agricoles et non agricoles) et la nécessité de consolider le processus d'intégration au sein de la CEDEAO.

communautaire et standardisé les normes de concurrence vis-à-vis des concurrents du reste du monde.

Les points communs de l'effet des facteurs énoncés ci-dessus sur les pays du Projet 7Up-4 sont retracés dans le tableau 5 ci-dessous.

Politique de l'emploi

Tous les pays étudiés par le projet 7Up-4 ont adopté des codes du travail modernes, qui comprennent les droits syndicaux fondamentaux, le droit de grève, la fixation d'un salaire minimum (Ghana), et des principes élaborés de négociation collectives. Il est important de noter ici que les lois de la concurrence, là où elles existent, excluent les négociations collectives salariales et de conditions d'emploi des pratiques anticoncurrentielles prohibées.

En pratique, tous ces pays souffrent d'un niveau de chômage très élevé et de l'existence d'un secteur informel important, qui occupe en moyenne entre 60 et 70% de la population active selon les estimations, un niveau qui serait même près de 90% en Gambie. Une telle situation a des conséquences considérables sur la concurrence entre d'une part, le secteur formel, respectant les lois et en particulier les codes du travail, et d'autre part le secteur informel qui, par définition, y échappe totalement ou en partie. Par ailleurs, le secteur informel est parfois le reflet d'une réglementation rigide qui encadre certains marchés de manière trop rigide. L'existence de certains « marchés noirs » ou « gris » permet alors à la concurrence de s'exercer librement, en dehors de tout contrôle et carcan étatique.

Protection des Consommateurs

Le droit de la concurrence promeut les intérêts économiques des consommateurs dans la mesure où il interdit des pratiques (monopoles, ententes, abus de position dominante) qui peuvent affecter le prix ou la qualité, ou même le choix des consommateurs en ce qui concerne les biens ou les services fournis. A l'inverse, les lois de protection des consommateurs, dans la mesure où elles protègent le bien-être des consommateurs et combattent les pratiques déloyales et malhonnêtes, promeuvent la concurrence.

Le seul pays du Projet 7Up-4 ayant adopté une loi spécifique de protection des consommateurs est le Nigeria, mais sa mise en œuvre prend du temps et n'est pas efficace. A part le Ghana, qui n'a pas de droit de la concurrence, les autres pays du Projet.

Exercent une certaine protection des consommateurs par l'application de leur droit de la concurrence. La Loi sur la Concurrence déloyale (Unfair Competition Act 2000) du Ghana comporte certains éléments

susceptibles de protéger les consommateurs, mais elle n'a pas été appliquée jusqu'à présent.

Il faut toutefois noter que ces pays, bien que n'ayant pas de lois spécifiques de protection des consommateurs, disposent de mécanismes de protection contre des aspects spécifiques, tels que des lois sur les produits alimentaires et les médicaments, les poids et mesures, les normes de qualité ainsi que des lois sectorielles.

Remarques générales

Dans l'ensemble, les sept pays ont adopté des politiques proches, surtout en ce qui concerne les politiques ayant un effet sur la concurrence. A par l'octroi de préférences commerciales, qui peuvent jouer en faveur ou à l'encontre d'une saine concurrence, la tendance de ces politiques est conforme aux objectifs de promotion de la concurrence, par exemple en ce qui concerne les politiques visant à encourager la participation du secteur privé et le désengagement de l'Etat des activités clés de la production.

Cependant, l'Etat continue à jouer un rôle déterminant dans certains secteurs : nombre d'entreprises publiques, y compris des monopoles publics, existent encore au Burkina Faso ; des entreprises d'Etat existent dans tous les secteurs-clés de l'économie y compris l'agriculture, en Gambie, bien qu'une participation privée au moyen d'attribution d'actions existe ; 1500 entreprises publiques, représentant un investissement de 100 milliards de dollars au total (dont 600 entreprises appartiennent au Gouvernement et le reste aux collectivités locales), sont surtout des monopoles inefficients, existent encore au Nigeria.

Le programme de privatisation des années 90 a fait passer au secteur privé plus de 300 entreprises d'Etat sur quelque 350 existant dans les années 80. Ce processus tend à s'accélérer avec la National Medium Term Private Sector Development Strategy (2004-2008), qui vise à consolider les bases d'une économie de marché axée sur le dynamisme du secteur privé.

Le programme de privatisation est loin d'être complété au Sénégal, mais les monopoles y sont en voie de disparition. Au Togo, l'Etat a élargi son objectif actuel de privatisations, mais de nombreuses entreprises publiques subsistent, surtout dans les services (finance, postes et télécommunications, autorités portuaires, aéroports, etc.)

Souvent, cependant, la privatisation a vu naître des monopoles privés, qui posent de sérieux problèmes sur le plan de la concurrence. Il n'existe à présent aucune autorité opérative de la concurrence en mesure de répondre de manière convaincante à ces problèmes. Les problèmes issus d'une telle situation sont repris en détail dans la section suivante.

Progrès dans la mise en œuvre de régimes de concurrence dans les pays étudiés

Vue d'ensemble

Les pays étudiés sont à des niveaux différents en ce qui concerne la mise en œuvre de leur droit de la concurrence, deux d'entre eux n'ayant pas encore adopté de loi bien que des projets de loi sont en

discussion au Parlement, un pays a une loi récente en phase de mise en œuvre, et les autres pays sont dotés d'une loi nationale de la concurrence, mais sont confrontés à plusieurs défis dans leur application. Cependant, les pays ne disposant pas à présent d'un droit spécifique de la concurrence ont pris des dispositions pour en accélérer la procédure d'adoption. La présente section examine les divers régimes de la concurrence existants et présente brièvement les mesures prises dans les pays n'ayant pas de telles lois en vigueur.

Tableau 6: Lois et autorités de la concurrence dans la région

Pays	Loi de la concurrence	Date	Autorité de concurrence	Date de mise en place
Burkina Faso	loi 15-94 ADP	05/05/1994	CNCC	26/12/2002
Gambie	Competition Act	Oct 2007	The GCC	2009
Ghana	NON*			
Mali	Ordonnance n° 07- 025/P-RM	18 juillet 2007	DNCC et CNC	1998
Nigeria	NON			
Sénégal	Loi n° 94-63	22 août 1994	CNC	
Togo	Loi N°99-011	du 27 décembre 1999	DCIC et CNCC	16 décembre 2001.

*Au Ghana, l'Unfair Competition Act 2000 n'est pas à proprement parler un droit de la concurrence, mais une loi sur la concurrence déloyale.

La situation dans les 7 pays est résumée dans le Tableau 6 ci-dessous.

Lois et autorités de la concurrence

Le Tableau 7 permet de synthétiser les similarités et les différences existant entre les pays du Projet 7Up-4, en ce qui concerne les pratiques prohibées par les lois et les pouvoirs accordés et les problèmes rencontrés

Tableau 7: Lois et autorités de la concurrence, pouvoirs et problèmes

Pays	Activités prohibées	Pouvoirs/caractéristiques de l'autorité de concurrence	Problèmes auxquels est confrontée l'autorité de concurrence
Burkina Faso	Les ententes, abus de position dominante et les pratiques restrictives de la concurrence telles que les prix de revente imposés, le refus de traiter, les pratiques discriminatoires entre professionnels et la publicité mensongère.	Le rôle consultatif de la CNCC a été revu pour lui donner des pouvoirs d'autosaisine, de recevoir des plaintes d'enquête et d'imposer des sanctions	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de clarté dans la procédure à suivre pour imposer des amendes. • Insuffisance de ressources humaines et financières. • Les ententes et les abus de position dominante sont du ressort exclusif de la Commission de l'UEMOA.

suite page suivante

Pays	Activités prohibées	Pouvoirs/ caractéristiques de l'autorité de concurrence	Problèmes auxquels est confrontée l'autorité de concurrence
Gambie	Les ententes horizontales de fixation des prix sont interdites <i>per se</i> ; les ententes verticales et les fusions-acquisitions anticoncurrentielles sont interdites selon la règle de la raison.	Pouvoirs d'imposer des sanctions et d'émettre des ordres de cesser les infractions.	La GCC vient de démarrer et les problèmes seront identifiés avec le temps.
Ghana	Il n'y a pas de loi spécifique de la concurrence, bien que le Protection Against Unfair Competition Act, 2000 réglemente la concurrence déloyale: comme la publicité mensongère et trompeuse, la contrefaçon et la fraude dans les poids et mesures.		
Mali	Comme au Burkina Faso: les pratiques anticoncurrentielles et les pratiques restrictives de la concurrence.	En 1998, la Direction Nationale des Affaires Economiques, seule autorité de la concurrence à l'époque, a été remplacée par la DG du Commerce et de la Concurrence (DNCC), qui partage maintenant le contrôle de la concurrence avec la Commission Nationale de la Concurrence (CNC) et les régulateurs sectoriels	Les ententes et les abus de position dominante sont du ressort exclusif de la Commission de l'UEMOA.
Nigeria	<ul style="list-style-type: none"> Il n'y a pas de Loi de la concurrence mais le projet de loi fédérale sur la Concurrence et la protection des consommateurs, présenté en avril 2009 par le Président devrait réguler les monopoles, les fusions-acquisitions et interdire les pratiques anticoncurrentielles telles que les ententes et les abus de position dominante. Si l'on s'en tient à l'expérience du passé cependant, ce projet de loi a peu de chances d'être adopté. 		
Sénégal	Comme au Burkina Faso: les pratiques anticoncurrentielles et les pratiques restrictives de la concurrence.	La CNC dispose de pouvoirs étendus d'enquête et de sanctions, ainsi que d'établir des ordres de cesser des infractions constatées, cependant les pratiques anticoncurrentielles sont maintenant du ressort exclusif de la Commission de l'UEMOA.	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance des ressources humaines et financières. Le contrôle des ententes et des abus de position dominante est du ressort exclusif de la Commission de l'UEMOA.
Togo	Les pratiques anticoncurrentielles et les pratiques restrictives de la concurrence, plus la fraude et les fausses déclarations comptables..	La Loi donne à la CNCC des pouvoirs d'enquête et de sanctions ainsi que la possibilité de fermer des établissements en infraction.	<ul style="list-style-type: none"> Indépendance limitée parce que le Ministre du Commerce en personne préside à la CNCC. L'UEMOA dispose des droits exclusifs d'enquête et de décision sur les ententes et les abus de position dominante.

par les autorités de la concurrence, lorsqu'elles existent.

Les quatre pays dotés d'une Commission nationale de la concurrence –le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal et le Togo- font face à des restrictions budgétaires importantes et doivent saisir la Commission de l'UEMOA pour toute question concernant des ententes ou des abus de position dominante. De plus, au Togo, l'indépendance de la Commission de la concurrence et de la consommation se trouve réduite, du fait même que la présidence de ladite Commission est aux mains du Ministre du Commerce. Les pratiques prohibées dans tous les 4 pays incluent les pratiques anticoncurrentielles et les pratiques restrictives de la concurrence.

Les autorités sous-régionales et leur interaction avec le droit national de la concurrence

Comme nous avons pu le voir sur le Tableau ci-dessus, deux organisations sous-régionales ont autorité en matière de concurrence en Afrique de l'Ouest. La première est l'UEMOA, dont quatre des pays sélectionnés par le Projet 7Up-4 sont des États membres (le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal et le Togo), et qui comporte un dispositif de réglementation de la concurrence déjà installé (voir Encadré VI ci-dessous) et la seconde est la CEDEAO, dont tous les pays sélectionnés par le projet CUTS font partie, et dont les efforts de réglementation en matière de concurrence sont décrits ensuite (voir Encadré VII).

Encadré VI: Réglementation de la concurrence de l'UEMOA

Le Traité de l'UEMOA, (Traité de Dakar), entré en vigueur le 1^{er} août 1994, prévoyait entre autres objectifs (Art. 4), de « renforcer la compétitivité des activités économiques et financières des États membres dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel et d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé ; » et de « créer entre les États membres un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante ou salariée, ainsi que sur un tarif extérieur commun et une politique commerciale commune ».

Dans la suite logique des objectifs proclamés, le Traité indique (Art. 76 c), que pour la mise en place d'un marché commun, l'UEMOA « œuvre pour l'institution de règles communes de concurrence applicables aux entreprises publiques et privées, ainsi qu'aux aides publiques ». Ces dispositions sont complétées par les articles 88 à 90 du Traité, portant sur les règles de concurrence à mettre en œuvre dans le cadre du marché commun. En particulier, l'Art. 88 du Traité dispose que sont interdits de plein droit : « a) les accords, associations et pratiques concertées entre entreprises, ayant pour objet ou pour effet de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur de l'Union ; b) toutes pratiques d'une ou plusieurs entreprises, assimilables à un abus de position dominante sur le marché commun ou dans une partie significative de celui-ci ; c) les aides publiques susceptibles de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions ». L'Art. 89 ajoute que le Conseil des Ministres de l'UEMOA, statuant à la majorité des deux tiers de ses membres et sur proposition de la Commission de l'UEMOA, arrête par voie de règlements les dispositions utiles pour faciliter l'application des interdictions énoncées à l'Art. 88. L'Art. 90, quant à lui, stipule que la Commission de l'UEMOA est chargée, sous le contrôle de la Cour de Justice de l'Union, de l'application des règles de concurrence prescrites par les articles 88 et 89.

Ce n'est que le 23 mai 2002, soit plus de sept ans après l'adoption du Traité de Dakar, que les règlements et directives stipulés à l'Art. 89 du Traité ont été adoptés pour entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2002 pour les directives et le 1^{er} janvier 2003 pour les trois règlements. En ce qui concerne les règlements, il s'agit :

- du règlement n°02/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 relatif aux pratiques anticoncurrentielles à l'intérieur de l'UEMOA ;
- du règlement n° 03/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 relatif aux procédures applicables aux ententes et abus de position dominante à l'intérieur de l'UEMOA ; et
- du règlement n° 04/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 relatif aux aides d'État à l'intérieur de l'UEMOA et aux modalités d'application de l'article 88 (c) du Traité.

Le premier règlement interdit toutes les formes d'ententes anticoncurrentielles, notamment celles visant à limiter le libre exercice de la concurrence ou à fixer les prix (Art. 3); les abus de position dominante tels les prix imposés, les limitations de la production, des débouchés ou du développement technique au préjudice du consommateur, les discriminations entre professionnels etc. (Art. 4) et les aides d'État lorsque ceux-ci faussent ou sont susceptibles de fausser la concurrence (Art. 5).

suite page suivante

Quant aux directives, il s'agit :

- de la directive n° 01/2002/CM/UEMOA, relative à la transparence des relations financières d'une part entre les Etats membres et les entreprises publiques, et d'autre part entre les Etats membres et les organisations internationales ou étrangères ; et
- de la directive n° 02/2002/CM/UEMOA, relative à la coopération entre la Commission et les structures nationales de concurrence des Etats membres pour l'application des articles 88, 89 et 90 du traité de l'UEMOA.

Cette dernière institue une compétence exclusive au profit des organes communautaires en matière de contrôle de la concurrence au sein de l'Union, les structures nationales n'ayant qu'une « mission générale d'enquête sur initiative nationale ou sur mandat exprès de la Commission, conformément aux pouvoirs et aux procédures d'investigation prévus par le droit communautaire et les droits nationaux ». Les structures nationales mènent à ce titre une activité permanente de surveillance du marché afin de déceler les dysfonctionnements liés aux pratiques anticoncurrentielles. Elles sont en outre chargées :

- de recevoir et transmettre à la Commission les demandes d'attestation négative, les notifications pour exemption et les plaintes des personnes physiques et morales ;
- d'élaborer et de transmettre trimestriellement à la Commission des rapports ou des notes d'informations sur la situation de la concurrence dans les secteurs économiques ayant fait l'objet d'enquête ;
- de suivre, en collaboration avec toute autre administration habilitée, l'exécution des décisions qui comportent à la charge des personnes autres que l'Etat, une obligation pécuniaire et en faire un rapport périodique à la Commission ;
- de procéder au recensement des aides d'Etat et en faire trimestriellement rapport à la Commission ;
- de produire un rapport annuel sur l'état de la concurrence dans le pays ; et
- de prêter assistance aux agents de la Commission lorsque celle-ci conduit elle-même les enquêtes.

Les organes sont chargés d'appliquer les textes communautaires de la concurrence sont donc la Commission de l'UEMOA, organe exécutif de l'Union, et la Cour de Justice de l'UEMOA. La Commission dispose en la matière d'une compétence exclusive. Ainsi, le droit communautaire s'applique aussi bien aux pratiques anticoncurrentielles affectant le commerce entre Etats que le commerce à l'intérieur des Etats. A ce titre, la Commission est habilitée à prendre des mesures provisoires, des injonctions à l'encontre des Etats fautifs, à prononcer des sanctions pécuniaires et des astreintes en cas d'inexécution. En outre, les fonctions d'enquête relatives aux pratiques comme les aides d'Etat, les pratiques anticoncurrentielles imputables aux Etats membres, concernant les entreprises publiques et qui sont susceptibles d'avoir des effets sur les échanges entre Etats, relèvent des compétences des structures communautaires. Les décisions de la Commission sont susceptibles d'appel devant la Cour de Justice de l'UEMOA.

Encadré VII: Réglementation de la concurrence de la CEDEAO

Le Traité initial de la CEDEAO (1975) a été révisé par le sommet des chefs d'Etat tenu à Cotonou en juillet 1993. Aux termes de ce Traité révisé, la CEDEAO se fixe comme but de réaliser l'intégration entre les pays d'Afrique de l'ouest, en priorité sur le plan économique, mais également dans les autres domaines de la vie sociale, afin de parvenir à un plus grand développement, pour le plus grand bien des populations.

C'est dans la recherche de cet objectif fondamental qu'est la mise en place d'un marché commun qu'est envisagée l'adoption d'un droit et d'une politique de concurrence, même si le Traité révisé ne le prévoit pas clairement. Cependant, malgré l'absence de base juridique consistante, la CEDEAO a également entrepris de se doter d'un droit de la concurrence et des projets de textes ont été élaborés.

Le dispositif communautaire de la CEDEAO en matière de concurrence est constitué par deux actes additionnels adoptés lors de la trente-cinquième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement (Abuja, 19 décembre 2008). L'Acte additionnel A/SA.1/06/08 portant adoption des règles communautaires de la concurrence et leurs modalités d'application au sein de la CEDEAO et l'Acte additionnel A/SA.2/06/08 portant création, attribution et le fonctionnement de l'Autorité régionale de la concurrence de la CEDEAO.

suite page suivante

Du point de vue matériel, l'acte additionnel A/SA.1/06/08 vise pratiquement les mêmes pratiques anticoncurrentielles que les autres textes sur la concurrence (nationaux et communautaires UEMOA). En son Art.4 (1) il stipule que « Les règles communautaires s'appliquent aux accords et aux pratiques concertées, aux fusions et aux distorsions imputables aux Etats membres et qui sont susceptibles d'affecter les échanges commerciaux au sein de l'Union. Les règles concernent notamment les agissements qui affectent directement le commerce régional et les flux d'investissement et/ou les comportements qui ne peuvent être éliminés que dans le cadre d'une coopération régionale ».

L'Art. 4 (2) précise un certain nombre d'exemptions, dont (a) les questions reliées au travail, notamment les activités des employés visant à protéger légitimement leurs intérêts ; (b) les accords de négociations collectives conclues entre employeurs et employés ; (c) les accords et pratiques commerciales agréés par une structure régionale de la concurrence de la CEDEAO où l'exercice de ces pratiques commerciales est autorisé en application du présent Acte additif ; (d) les activités faisant l'objet d'une exception expresse, en vertu de tout traité, instrument ou convention y relatif ou en découlant ; (e) les activités d'associations professionnelles visant à développer ou à renforcer les normes professionnelles, etc.

L'Art. 4(3) précise que « les règles communautaires de la concurrence s'appliquent également aux entreprises publiques ».

L'Art.5 concerne les « accords et pratiques concertées restreignant la concurrence » qui sont incompatibles avec la construction du Marché Commun de la CEDEAO. De tels accords ou décisions interdits « sont déclarés nuls de plein droit et sans effet juridique dans aucun Etat membre de l'espace CEDEAO ». Il s'agit d'ententes visant, notamment à : (a) limiter l'accès à un marché considéré ou restreindre indûment le jeu de la concurrence ; (b) imposer de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou autres conditions non équitables ; (c) limiter la production, la distribution ou le développement technique au préjudice des consommateurs ; (d) appliquer à l'égard des partenaires commerciaux des conditions inégales pour des prestations équivalentes, en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence ; (e) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation par les partenaires, de prestations supplémentaires qui par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'a pas de lien avec l'objet de ces contrats

L'Art.6 concerne les abus de position dominante « à titre individuel ou collectif » d'une ou plusieurs entreprises détenant « une partie substantielle du marché de nature à pouvoir contrôler les prix ou d'en exclure la concurrence ». Tout abus ou acquisition et abus de position dominante est prohibé. Suit une liste d'abus possibles, qui reprend mot pour mot la liste de l'Art. 5, ci-dessus.

L'Art.7 se réfère aux fusions-acquisitions « lorsque la part de marché qui en résultera au sein du Marché Commun de la CEDEAO ou dans une partie substantielle de celui-ci (...) risque de créer une position de force ayant pour conséquence une réduction effective de la concurrence ». Toutefois, l'art.7(3) stipule que les fusions-acquisitions interdites en vertu de cet article peuvent être autorisées « si la transaction en cause est dans l'intérêt du public ».

L'Art.8 est consacré aux aides publiques, incompatibles avec le Marché Commun « lorsqu'elles faussent ou sont susceptibles de fausser la concurrence ». Toutefois, des exceptions sont prévues dans le même article, lorsqu'il s'agit d'aides à caractère social, en cas de calamités naturelles, ou si elles servent à promouvoir le développement économique des régions, la culture et la conservation du patrimoine dans l'intérêt communautaire.

Enfin, l'Art.13 crée l'Autorité de Régulation de la concurrence, chargée de la mise en œuvre du dispositif de la concurrence de la CEDEAO et l'Art.13(4) crée un Comité consultatif de la concurrence, dont les règles d'organisation et de fonctionnement seront définies dans un Règlement pris en Conseil des Ministres.

Le deuxième Acte additionnel (A/SA.2/06/08) porte sur la création, les attributions et le fonctionnement de l'Autorité régionale de la concurrence de la CEDEAO. Cet acte additionnel prévoit en son Art 3, une coopération avec les structures nationales, communautaire ou de droit privé (ONG, associations, groupe d'individus) pour la mise en œuvre des obligations découlant de l'acte additionnel relatif à la concurrence.

La complémentarité entre les deux institutions et leurs visions communes ont fait que l'UEMOA et la CEDEAO ont établi entre elles un cadre de concertation permanent visant à terme à harmoniser leurs politiques et leurs législations dans leurs domaines d'intervention communs. Les premiers jalons de cette coopération en matière de concurrence ont été posés à l'occasion du traitement d'une affaire relative à la réalisation d'un projet de gazoduc impliquant quatre Etats de l'espace CEDEAO (le Ghana, le Nigeria, le Bénin et le Togo) dont deux (le Bénin et le Togo) appartiennent aussi à l'espace UEMOA

Dans cette affaire, la CEDEAO qui considère le projet de gazoduc comme un projet communautaire, a reconnu la possibilité d'appliquer les règles de concurrence UEMOA à des entreprises en activité dans son marché (sans être pour autant dans l'espace UEMOA). Par conséquent, on peut considérer qu'à terme, les risques de conflits devraient disparaître.

Remarques

La présence de deux autorités sous-régionales ayant des responsabilités en matière de concurrence en partie sur les mêmes territoires pourrait à l'avenir être source de conflits juridiques.

Quant à la coopération entre les organes communautaires et nationaux de la concurrence, chaque texte prévoit bien une forme de coopération avec les autres organes, mais la coopération ne semble pas complète. Dans l'espace communautaire UEMOA par exemple, la directive N°02/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 relative à la coopération entre la Commission et les structures nationales de la concurrence des Etats membres, prévoit en son art 3 une compétence exclusive de l'organe communautaire en matière de pratiques anticoncurrentielles. Or dans un espace où la transparence et les pratiques concurrentielles sont les moins partagées, il est à craindre que la Commission ne soit très vite débordée par les plaintes. Ce qui risquerait d'allonger excessivement les délais de traitement des plaintes ; tranchant ainsi avec le besoin de célérité en matière commerciale. La situation est quasi identique dans l'espace CEDEAO. En effet, l'Acte additionnel portant création, attribution et fonctionnement de l'Autorité régionale de la concurrence de la CEDEAO, sans prévoir expressément la compétence exclusive de l'organe communautaire, réserve aux autres organes de la concurrence, nationaux notamment ; et ce, seulement en cas de besoin, des compétences accessoires de perquisition et de saisie. Ainsi, dans l'espace CEDEAO également, les organes nationaux de la concurrence ne semblent pas être compétents pour traiter directement des pratiques

anticoncurrentielles ni même des pratiques restrictives de la concurrence car, contrairement au règlement communautaire UEMOA qui traite uniquement des pratiques anticoncurrentielles, le texte CEDEAO n'en fait pas de distinction.

Il convient donc de repenser la forme de coopération entre les organes communautaires de la concurrence d'une part et entre ceux-ci et les organes nationaux de la concurrence d'autre part, de sorte à éviter des conflits de compétence entre eux et accorder plus de prérogatives aux organes nationaux. Si l'on se penche sur le système appliqué en la matière par la Commission européenne, on constate que les réformes entreprises par la CE en 2003-2004 sur l'application des règles de la concurrence vont dans le sens contraire des mesures d'exclusivité prises par l'UEMOA, en ce sens que la DG Concurrence de la CE attribue maintenant une plus grande part de responsabilité aux autorités nationales de la concurrence dans l'application du droit de la concurrence. L'essentiel de ces réformes est contenu dans l'Encadré VIII, ci-dessous, tel que matérialisées par le Règlement 1/2003 du Conseil.

En conclusion de cette section sur le droit de la concurrence, on peut dire que les quatre pays sélectionnés par le projet 7Up-4 qui sont membres de l'UEMOA ont adopté un droit national de la concurrence et mis en place, souvent après de longs délais, une autorité nationale de la concurrence. Toutes ces autorités soulignent le manque de moyens tant budgétaires qu'en matière de ressources humaines pour mener à bien leur mission. A cela vient s'ajouter le fait que la Commission de l'UEMOA, suivie en cela par l'Autorité de régulation de la concurrence de la CEDEAO, ont obtenu une compétence exclusive en matière de contrôle des pratiques anticoncurrentielles, laissant aux autorités nationales le contrôle des « pratiques restrictives de concurrence », telles que les prix imposés, la revente à perte, le refus de vente, les pratiques discriminatoires entre professionnels, les ventes sauvages et le para-commercialisme, et la publicité mensongère. A noter que même ces dernières sont semble-t-il de la prérogative de l'Autorité de régulation de la concurrence de la CEDEAO.

Pour ce qui est des autres pays de l'étude 7Up-4, à savoir, la Gambie, le Ghana et le Nigeria, tous sont membres de la CEDEAO, comme pour tous les pays du projet, mais à part la Gambie qui vient d'adopter une loi dont la mise en œuvre en est à ses débuts, le Ghana a adopté une loi contre les pratiques de concurrence déloyales, qui recouvrent certaines des « pratiques restrictives de concurrence » énumérées plus haut, mais qui ne traitent pas du cœur du sujet, à savoir les ententes, les soumissions collusoires et

Encadré VIII: Règlement (CE) no 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en oeuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du traité

Dans son préambule, le Règlement du Conseil stipule que :

« (3) Le régime centralisé mis en place par le règlement n° 17 n'est plus en mesure d'assurer l'équilibre entre ces deux objectifs. D'une part, il freine l'application des règles communautaires de concurrence par les juridictions et les autorités de concurrence des États membres, et le système de notification qu'il implique empêche la Commission de se concentrer sur la répression des infractions les plus graves. D'autre part, il entraîne pour les entreprises des coûts importants.

(4) Il convient dès lors de remplacer ce régime par un régime d'exception légale, reconnaissant aux autorités de concurrence et aux juridictions des États membres le pouvoir d'appliquer non seulement l'article 81, paragraphe 1, et l'article 82 du traité, directement applicables en vertu de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, mais également l'article 81, paragraphe 3, du traité.

(.....)

(6) Pour assurer l'application efficace des règles communautaires de concurrence, il y a lieu d'y associer davantage les autorités de concurrence nationales. À cette fin, celles-ci doivent être habilitées à appliquer le droit communautaire.

(7) Les juridictions nationales remplissent une fonction essentielle dans l'application des règles communautaires de concurrence. Elles préservent les droits subjectifs prévus par le droit communautaire lorsqu'elles statuent sur des litiges entre particuliers, notamment en octroyant des dommages et intérêts aux victimes des infractions. Le rôle des juridictions nationales est, à cet égard, complémentaire de celui des autorités de concurrence des États membres. Il convient dès lors de leur permettre d'appliquer pleinement les articles 81 et 82 du traité ».

Ainsi, le Règlement, en ses articles 5 et 6 stipule que :

« Article 5, Compétence des autorités de concurrence des États membres

Les autorités de concurrence des États membres sont compétentes pour appliquer les articles 81 et 82 du traité dans des cas individuels. À cette fin, elles peuvent, agissant d'office ou saisies d'une plainte, adopter les décisions suivantes:

- ordonner la cessation d'une infraction,
- ordonner des mesures provisoires,
- accepter des engagements,
- infliger des amendes, astreintes ou toute autre sanction prévue par leur droit national.

Lorsqu'elles considèrent, sur la base des informations dont elles disposent, que les conditions d'une interdiction ne sont pas réunies, elles peuvent également décider qu'il n'y a pas lieu pour elles d'intervenir.

Article 6, Compétence des juridictions nationales

Les juridictions nationales sont compétentes pour appliquer les articles 81 et 82 du traité ».

Source : Eur-Lex/Europa/EU

les abus de position dominante ; et enfin le Nigeria n'a pas encore adopté de loi spécifique de la concurrence, bien que des projets de loi soient en discussion soit auprès de l'exécutif ou déjà au Parlement. Le processus semble freiné par des

questions de politique économique et des projets de lois différents présentés sans coordination par divers milieux. Il ne semble pas non plus y avoir de décision quant au Ministère de tutelle de la future loi, ce qui pourrait expliciter la multiplicité des projets de loi.

Interface entre régulation sectorielle et concurrence dans des secteurs clés

Vue d'ensemble

La nécessité d'assurer une collaboration efficace entre les régulateurs sectoriels et les autorités de concurrence est une question qui a été largement débattue dans les pays développés comme dans les pays en développement. Le risque de confusion de la part des parties prenantes quant aux autorités qui doivent être consultées a été souligné: faut-il s'adresser au régulateur, à l'autorité de concurrence ou aux deux si la loi n'est pas claire sur cette question? Un projet antérieur de CUTS avait relevé le cas de décisions d'une autorité en conflit avec la décision du régulateur, ce qui avait créé la confusion et des tensions prévisibles entre opérateurs. Cela démontre bien la nécessité d'un cadre opérationnel tenant compte des avis des deux types d'autorités.

L'étude a démontré que dans tous les pays du Projet 7Up-4, y compris au Ghana et au Nigeria qui n'ont pas de droit de la concurrence, les régulateurs sectoriels dans certains secteurs sont aussi responsables de la régulation de certaines questions de concurrence. Il est important de vérifier à quel point la responsabilité des uns et des autres en la matière a été clairement définie et s'il existe un cadre opérationnel permettant d'éviter les conflits de juridiction et les tensions.

Quelques secteurs-clés ont été choisis pour cette analyse, pour lesquels le cadre législatif de tous les pays du Projet 7Up-4 et l'interface entre les deux types d'autorités en matière de concurrence a été examiné pour la construction des tableaux 8, 9 et 10 ci-dessous, qui mettent en relief l'état des lieux et les problèmes de concurrence actuels ou potentiels.

Tableau 8: Interface dans le secteur de 'électricité des pays du Projet

Pays	Etat de l'interface	Problème de concurrence, actuel ou potentiel
Burkina Faso	Il n'y a pas d'autorité de régulation, la CNCC a le contrôle de son domaine de compétence sur tous les secteurs. A noter toutefois, que pour les pratiques anticoncurrentielles et les aides de l'Etat c'est la Commission de l'UEMOA qui a la responsabilité exclusive.	Le monopole de la SONABEL lui donne tout loisir de pouvoir abuser de sa position dominante sur ses éventuels fournisseurs et sur ses clients.
La Gambie	PURA et la Gambia Competition Commission sont chargés d'assurer la concurrence dans le secteur, ce qui pose la question de la nécessité de coopération entre les deux.	A présent, le secteur est dominé par la National Water and Electricity Company (NAWEC), qui est un monopole public du transport, de la distribution et du marketing. La production d'électricité est en principe libéralisée, ce qui pose la question de la « captivité » des éventuels producteurs indépendants qui risquent de subir des abus de position dominante.
Ghana	Il n'y a pas d'autorité de la concurrence proprement dite à l'heure actuelle, mais deux régulateurs –le régulateur général des services d'utilité publique (PURC) chargée des questions de concurrence et de protection des consommateurs et la Commission de l'énergie, chargée de l'application des normes techniques et de la délivrance de licences de production d'électricité. Lorsque le projet de loi de la concurrence sera éventuellement adopté, la question de l'interface sera à l'ordre du jour.	Les entreprises publiques ECG et Volta River Authority dominent actuellement le secteur.

suite page suivante

Pays	Etat de l'interface	Problème de concurrence, actuel ou potentiel
Mali	La Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau (CREE) n'a pas de compétences en matière de concurrence dans le secteur, question qui est de la responsabilité de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence et de la Commission de l'UEMOA pour les pratiques anticoncurrentielles qui sont de son ressort exclusif.	Le secteur est juridiquement ouvert à la concurrence, mais actuellement monopolisé par les opérateurs publics EDM SA et AMADER.
Nigeria	La Commission nationale de regulation de l'énergie (NERC) est chargée de la régulation économique et de la concurrence dans le secteur. A l'heure actuelle il n'y a pas d'autorité de la concurrence, mais cela pourrait rapidement changer si un projet de loi est adopté.	La Power Holding Company (PHCN) détient toujours le monopole, en dépit de l'ouverture à la concurrence de la production et du marketing de l'électricité. Lorsque des sociétés indépendantes qui ont déjà reçu des licences d'exploitation deviendront opérationnelles (sous peu), la question de possibles abus de position dominante de PHCN va se poser.
Sénégal	La CRSE est chargée entre autres de gérer les questions de concurrence, mais la loi ne donne aucune indication sur les modalités de cette concurrence. Vu l'existence de la CNC, le potentiel de conflit entre les deux existe. A noter en plus, que pour les pratiques anticoncurrentielles et les aides d'Etat, c'est la Commission de l'UEMOA qui a la responsabilité exclusive.	La société publique SENELEC détient le monopole du secteur, après l'échec de deux tentatives de privatisation.
Togo	La loi de la concurrence et la loi de regulation du secteur ne fixent pas de cadre distinct pour l'opération de la CNCC d'une part et de l'ARSE de l'autre. De plus, en matière de pratiques anticoncurrentielles, c'est la Commission de l'UEMOA qui dispose de l'exclusivité.	L'opérateur privé Togo Electricité a obtenu la concession pour gérer le secteur, sur lequel il dispose d'un monopole.

Electricité

Une vue d'ensemble de l'interface entre régulateur et autorité de concurrence est donnée par le Tableau 8 ci-dessous. Il n'y a pas de problèmes d'interface à l'heure actuelle au Burkina Faso, au Ghana et au Nigeria, car dans le premier cas il y a une autorité de concurrence, la CNCC, mais pas de régulateur de l'électricité et dans les deux suivants il y a un régulateur mais pas d'autorité de la concurrence. Toutefois, le Ghana et le Nigeria sont susceptibles d'adopter un droit de concurrence sous peu et alors le problème de l'interface se posera.

Tant au Sénégal qu'au Togo le régulateur sectoriel est présent, en plus de l'autorité de concurrence et de la Commission de l'UEMOA. En l'absence d'un cadre

opérationnel, des risques de problèmes d'interface existent. Le Mali est le seul pays où les domaines de chacune des autorités est clairement établi, à savoir que la loi ne lui attribue pas de compétences en matière de concurrence à l'autorité de régulation.

L'eau et l'assainissement

Dans certains de ces pays, – la Gambie, le Ghana et le Togo – les problèmes liés à l'interface n'existent pas parce que pour le moment la loi établit un monopole de l'eau et de l'assainissement. Au Nigeria, où la loi autorise l'entrée de concurrents, il pourrait y avoir un problème d'interface entre les deux types d'autorités, mais seulement lorsque la loi de la concurrence sera adoptée et conséquemment l'autorité de la concurrence sera établie. Au Burkina Faso, il n'y a pas de problème

d'interface car il n'y a pas de régulateur du secteur de l'eau. C'est au Mali et au Sénégal qu'un problème pourrait exister car tous deux ont un régulateur et

une autorité de la concurrence, et de surcroît les questions de pratiques anticoncurrentielles sont du domaine exclusif de la Commission de l'UEMOA.

Tableau 9: Questions d'interface dans le secteur des eaux dans les pays du Projet 7Up-4

Pays	Etat de l'interface	Problèmes de – Concurrence
Burkina Faso	Il n'y a pas d'autorité de régulation du secteur des eaux; la CNCC partage les questions de concurrence avec la Commission de l'UEMOA.	Dominé par l'opérateur historique public qui pourrait abuser de sa position dominante.
Gambie	PURA est responsable de la régulation du secteur, y compris des questions de concurrence. Il existe donc un risque de conflit de juridiction avec la nouvelle autorité de concurrence du pays, la Gambie Competition Commission	A présent, le secteur est dominé par la National Water and Electricity Company (NAWEC). Cela implique qu'il y a risque d'abus de position dominante.
Ghana	Le régulateur général PURC a la responsabilité de la concurrence, en plus de la régulation du secteur. Il n'y a pas d'autorité de la concurrence à l'heure actuelle, seul un projet de loi. Si celui-ci est adopté, la question de l'interface se posera et devra être résolu.	Le monopole public Ghana Water Company Limited (GWCL) a cédé la concession du secteur pour 5 ans en 2006 à la société privée Aqua Vitens Rand Limited (AVRL). Cela signifie qu'on est en présence d'un monopole privé et que le risque d'abus de position dominante existe.
Mali	Un régulateur semi-indépendant existe mais il n'a pas assez de pouvoir pour sanctionner la concurrence déloyale, celle qui est la responsabilité de la direction nationale du commerce et de la concurrence, ou des pratiques anticoncurrentielles qui sont réservées pour la commission UEMOA.	L'entrée privée se passe mais l'existence d'une partie dominante indique qu'il y a une possibilité de l'abus de la dominance.
Nigeria	Le secteur est régulé par le Ministère fédéral des ressources en eau (FMWR), ce qui pourrait poser problème d'interface une fois que la loi de concurrence est adoptée et une autorité de la concurrence créée.	Il existe des monopoles publics dans chaque Etat de la fédération et dans chaque municipalité. La question de privatiser ce secteur est un débat ouvert.
Sénégal	L'Office national des eaux du Sénégal (ONAS), une administration publique, ne joue pas à proprement parler de rôle de régulateur. La CNC est donc seule à pouvoir contrôler la concurrence dans ce secteur, les pratiques anticoncurrentielles et les aides d'Etat étant le domaine réservé de la Commission de l'UEMOA.	La Sénégalaise des Eaux, filiale du groupe Bouygues est un monopole privé au bénéfice d'un contrat d'affermage lié à la Société nationale d'exploitation des eaux du Sénégal (SONEES) par un contrat de performance.
Togo	Il n'y a pas de régulateur du secteur des eaux, qui est aux mains d'un monopole public. Il n'y a donc pas de problèmes d'interface à présent avec la CNCC ou la Commission de l'UEMOA.	La Togolaise des eaux, est un monopole public du secteur.

Télécommunications

La concurrence est certainement la plus forte dans le secteur des télécommunications. Toutefois, cette concurrence pâtit de sérieuses lacunes, surtout au niveau des agences de régulation chargées de la faire appliquer. Dans la plupart des pays les problèmes d'interface entre l'agence de régulation et l'autorité générale de la concurrence n'ont pas encore été réglés.

Le Ghana et le Nigeria ne sont pas encore dotés d'une loi et d'une autorité de la concurrence. Le problème de l'interface avec les autorités de régulation qui sont déjà chargées de réguler la concurrence ne se posent donc pas dans l'immédiat, mais pourraient survenir lors de l'adoption de lois spécifiques de la concurrence dans ces pays.

Tableau 10: Questions d'interface dans le secteur des telecommunications des pays du Projet 7Up-4	
Pays	Etat des lieux
Burkina Faso	L'ARCE, qui a récemment remplacé l'ARTEL est le nouveau régulateur du secteur. Les problèmes potentiels d'interface existent avec la CNCC et le cas échéant avec la Commission de l'UEMOA.
Gambie	Le secteur est régulé par la PURA, qui est aussi responsable d'assurer la concurrence. Selon la loi, la Gambia Competition Commission n'a que des pouvoirs d'émettre des avis en ce qui concerne les questions de concurrence dans les télécoms.
Ghana	La National Communications Authority (NCA) est en charge de réguler le secteur, y compris sur des questions de concurrence. En cas d'adoption d'une loi de la concurrence, il sera important de délimiter les pouvoirs de chacune des autorités.
Mali	Le Comité de Régulation des Télécommunications (CRT) est l'autorité de régulation. Il n'existe pas d'accord formel de coopération entre la CRT et la DNCC ou la CNC, cependant, jusqu'à présent les cas ont pu être réglés de manière informelle. La question demeure tout de même au cas où la Commission de l'UEMOA serait saisie de questions de concurrence.
Nigeria	La Nigerian Communications Commission (NCC) a la responsabilité de réguler la concurrence dans le secteur. Tant qu'une autorité de la concurrence ne sera pas mise en place la question de l'interface ne se posera pas.
Sénégal	L'Agence de régulation des télécommunications et des Postes (ARTP) a le pouvoir exclusif du contrôle de la concurrence dans le secteur. La question de l'interface avec la CNC ne se pose donc pas. La question pourrait tout de même surgir un jour en cas de saisine de la Commission de l'UEMOA sur des questions de pratiques anticoncurrentielles ou d'aides d'Etat.
Togo	L'ART&P est le régulateur du secteur. La question de l'interface avec la CNCC se pose, ainsi que la possibilité d'une intervention de la Commission de l'UEMOA sur une question de pratiques anticoncurrentielles ou d'aides d'Etat au secteur

Remarques

Dans tous les pays examinés le régulateur des télécommunications a un pouvoir de réguler la concurrence dans le secteur. En Gambie, la loi précise que la nouvelle autorité de la concurrence n'a qu'un rôle consultatif dans ce secteur. Cependant, comme nous pourrions le voir dans la section 5, ci-dessous, la concurrence n'est pas toujours véritablement effective dans ce secteur. Les modalités d'une éventuelle coopération entre les régulateurs sectoriels et les

autorités de concurrence dans ces pays n'ont en général pas été établies. Seul dans le cas du Sénégal la question a été réglée en faveur de l'ARTP qui a un pouvoir exclusif en matière de concurrence dans les télécoms. La question de l'interface ne se pose pas encore pour les pays qui ne sont pas dotés d'une loi sur la concurrence. Par ailleurs, pour les pays membres de l'UEMOA, la question de l'interface se pose plutôt entre l'autorité de régulation sectorielle et la Commission de l'UEMOA.

Les projets de loi actuels au Ghana et au Nigeria n'ont semble-t-il pas non plus réglé cette situation et il est possible que de tels problèmes apparaissent à l'avenir. Il est intéressant de noter qu'en Gambie, la PURA et la nouvelle GCC ont d'emblée décidé de régler cette question.

Indices de pratiques anticoncurrentielles probables dans des secteurs clés

Les allégations de l'existence de pratiques anticoncurrentielles dans les sept pays étudiés dans des secteurs spécifiques sont résumées dans cette section. Il est important de noter que la plupart des cas décrits n'ont pas été prouvés, étant donné que les autorités de la concurrence, là où elles existent, n'ont pas encore été saisies de ces cas. Les secteurs suivants ont été choisis de manière à convaincre les parties prenantes de la nécessité de lois de la concurrence et d'autorités capables de prendre des mesures efficaces.

Le ciment

Sur les sept pays sélectionnés trois font valoir des problèmes dans le secteur du ciment, un secteur traditionnellement sanctionné par les autorités de concurrence dans les pays développés. Au Ghana et au Nigeria, les prix du ciment ont fortement augmenté et les Gouvernements cherchent à trouver une solution. L'absence d'une loi de la concurrence et de sa mise en œuvre efficace a été frustrante à cet égard.

Au **Ghana**, le marché du ciment est dominé par un duopole entre d'une part Ghana Cement (GHACEM), privatisé en 1999, lorsque l'Etat a vendu la participation de 75% qu'il détenait dans le capital du cimentier à la société norvégienne SCANCEM, qui fait maintenant partie de la société allemande Heidelberg Cement et d'autre part, la société Diamond Cement, cimentier indien qui est aussi présent au Burkina Faso et au Togo. Devant la hausse des prix ininterrompue du ciment au Ghana, (rien qu'en 2007 le prix du sac de 50 Kg avait doublé), le ministre du Commerce et de l'Industrie a demandé à GHACEM de baisser ses prix à un niveau raisonnable. La requête du ministre s'est trouvée devant une fin de non recevoir, GHACEM soulignant que la société est totalement privée et n'a pas à recevoir de directives de la part de l'Etat. Le duopole est accusé de s'entendre sur les prix et de favoriser la pénurie pour ensuite en profiter en faisant de juteux bénéfices, mais une loi de la concurrence, permettant à une autorité de la concurrence d'enquêter et de sanctionner d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles, l'Etat se trouve dans une impasse.

Au **Nigeria**, la production locale de ciment étant insuffisante pour faire face à la forte croissance de la demande, les importations dépassent 50% de la consommation locale. L'importation a été libéralisée vers la fin des années 80, pour libéraliser le marché. Devant l'incapacité des cimentiers locaux de soutenir la concurrence, de nombreuses politiques ont été tentées. Le Gouvernement a interdit l'importation pour inciter les producteurs nationaux à substituer les importations ; devant l'incapacité des cimentiers nationaux de répondre à la demande, l'interdiction a été remplacée par une autorisation d'importer du ciment en vrac, pour ensuite l'emballer sur place,

Le marché intérieur se compose actuellement de 13 producteurs nationaux qui sont aussi importateurs de ciment. Parmi ces cimentiers, WAPCO, du Groupe français Lafarge, contrôle environ 55% du marché. Ensemble, les 13 cimentiers, qui sont membres de l'association des cimentiers, la Cement Manufacturers' Association, détiendraient une part de marché de 80% au Nigeria.

Comme dans les autres pays de la région, les prix ne cessent de grimper et le public accuse l'association de constituer un cartel du ciment, permettant à ses membres de profiter de la forte demande du marché de la construction. Le paquet de 50 Kg coûterait souvent plus de 2000 nairas, alors que dans d'autres pays il coûterait l'équivalent de 600 nairas. Dans l'espoir de faire baisser les prix, le Gouvernement a attribué 6 licences d'importation supplémentaires à de nouveaux importateurs en 2008, permettant l'importation de sacs de ciment pour une période limitée. Cela a permis au marché de souffler un peu, mais les prix semblent avoir repris leur ascension depuis. Tant que le Nigeria n'aura pas adopté une loi de la concurrence, ce qui semble-t-il ne saurait plus tarder, il sera impossible de mettre en place une autorité de la concurrence ayant les pouvoirs d'enquêter sur l'existence d'un quelconque cartel.

Les fertilisants

L'existence d'ententes est fortement soupçonnée Au Burkina Faso, en Gambie, au Ghana et au Nigeria. En plus, des pratiques de ventes liées sont rapportées au Ghana, ainsi que des prix de revente imposés au Nigeria. Les problèmes posés par les pratiques anticoncurrentielles sont exacerbés du fait même de l'absence de lois de la concurrence dans ces deux pays.

Au **Burkina Faso**, le marché des fournisseurs des fertilisants et produits phytosanitaires pour les cultures de coton et de sésame, les principales cultures de rente du pays, compte plusieurs intervenants privés locaux, dont la SOCOMA, SAPHYTO, SCAB, SIPAM,

KING AGRO, BOUTAPA et SOFITEX. Cependant, ces sociétés ne sont pas présentes dans toutes les régions du pays et semblent plutôt se répartir les marchés. Ainsi dans la région des Cascades, SAPHYTO est le seul grand fournisseur. Dans les Hauts Bassins SAPHYTO et SCAB se partagent le marché à égalité. Enfin dans l'Est, c'est la SOCOMA qui domine avec 75% du marché alors que la SAPHYTO a 25%. La concurrence semble être plus présente dans la région du Centre, où trois acteurs sont présents, SIPAM avec 40% de part de marché, BOUTARA (40%) et KING AGRO (20%). Cependant le prix presque uniforme des intrants laisse penser à une entente sur les prix et une répartition probable des marchés.

En **Gambie**, il y a un grand nombre de fournisseurs : un public, comme Gambia Horticulture Enterprise (GHE), et de nombreux privés, tels que First Choice, SANGOL, Silla, Bakary Bojang, etc. Pourtant de nombreux fermiers interrogés attribuent le niveau élevé des prix à des ententes et des accords de répartition des marchés.

Au **Ghana**, le marché des fertilisants a été libéralisé depuis 1992, mais l'importation de fertilisants est dominée par la société WIENCO, qui contrôlerait 65% des importations et 75% de la distribution en gros de fertilisants. Un grand nombre de fermiers interrogés ainsi que certains fournisseurs pensent que les prix élevés sont dus à l'existence d'une entente de fixation des prix et de répartition des marchés entre les principaux distributeurs et certains sont aussi accusés de pratiquer des ventes liées.

Au **Mali**, le marché de fourniture d'intrants en amont de la chaîne agricole est caractérisé par la présence de nombreux distributeurs sur les marchés des fertilisants et produits phytosanitaires (84 pour les insecticides -fongicides, 30 pour les engrais, 16 pour les fruits et légumes). Toutefois, 88% du marché des engrais sont dans les mains de 4 fournisseurs et 81% des insecticides -fongicides sont assurés par 5 distributeurs. Cela devrait inciter l'autorité de concurrence à surveiller les comportements de ces opérateurs et/ou groupes d'opérateurs.

Au **Nigeria**, les principaux fournisseurs de fertilisants sont des agences gouvernementales (environ 76% du marché), le reste étant distribué par des sociétés privées locales et des multinationales. L'étude de CUTS a révélé que les principales pratiques anticoncurrentielles rencontrées sur le marché étaient la discrimination des prix, la fixation des prix et les prix imposés.

Télécommunications

Au Burkina Faso, l'opérateur historique ONATEL, se trouve souvent en position dominante, du fait de son monopole de la téléphonie fixe, mais aussi du monopole qu'il exerce sur le trafic des communications internationales, tous ses concurrents du mobile étant obligés de passer par lui. Souvent l'opérateur dominant se montre réticent d'accepter d'offrir des services d'interconnexion à ses concurrents et même s'il est obligé de le faire en vertu de la loi, il cherche à lui rendre la vie difficile. Les

Encadré IX: Décision n° 2002-000038/DG-ARTEL/DR relative au tarif public à l'international entre TELECEL FASO et ONATEL

Selon l'Annexe 5 d'une Convention d'interconnexion signée entre l'opérateur historique ONATEL disposant du monopole de téléphonie fixe et des communications internationales, et l'opérateur mobile TELECOM FASO, le tarif d'interconnexion retenu pour les appels du mobile vers l'international devait correspondre à un pourcentage fixe du tarif public de l'opérateur historique.

Ce dernier ayant modifié sa grille de tarifs publics en offrant un rabais de 20%, TELECEL FASO a voulu en profiter et s'est vu refuser cette baisse par ONATEL, sous le prétexte qu'il s'agissait d'une offre promotionnelle non prévue dans la Convention d'interconnexion qui les liait.

ONATEL a motivé son refus en soulignant que le tarif défini dans la Convention d'interconnexion ne comporte pas de modulation horaire et que la réduction de 20% consentie constitue une marge sur laquelle la modulation horaire peut être pratiquée.

TELECEL FASO a fait valoir que tous les opérateurs mobiles étant obligés de passer par ONATEL pour leurs appels internationaux du fait du monopole, CELTEL (ZAIN) y compris la filiale mobile TELMOB d'ONATEL obtenaient ainsi des conditions plus favorables que TELECEL.

Dans sa décision, l'ARTEL a considéré que si les fournisseurs de services de téléphonie au public sont libres de fixer leurs tarifs, ils doivent garantir l'égalité de traitement de leurs clients sans discrimination. Ainsi l'ARTEL a décidé que le nouveau tarif d'ONATEL, tel qu'il avait été approuvé au préalable par l'ARTEL s'appliquait à toute sa clientèle, y compris pour TELECEL FASO, sans discrimination et que le traitement exigible pour la période déjà écoulée devait être basé sur ce tarif.

Encadré X: Décision n° 2003-000039/DG-ARTEL/DR relative au différend opposant CELTEL (ZAIN) à ONATEL

CELTEL (ZAIN) a saisi l'ARTEL sur la pratique de l'opérateur historique ONATEL qui consistait à restreindre les lignes de services publics en direction des réseaux de ses concurrents et en particulier de CELTEL, en dépit de la signature entre eux d'une Convention d'interconnexion. Selon CELTEL, ces pratiques étaient destinées à favoriser TELMOB, la filiale mobile d'ONATEL, au détriment de ses concurrents. ONATEL a fait valoir qu'il appliquait ces restrictions pour se prémunir contre les impayés générés par les services publics de l'Etat.

Dans sa décision, l'ARTEL a considéré que la restriction unilatérale et discriminatoire des lignes de service public, même justifiée par le souci de prévention des impayés de l'Etat constitue une pratique anticoncurrentielle prohibée par la loi et a demandé à ONATEL d'y mettre fin et de trouver une autre solution pour régler son contentieux avec l'Etat.

Encadré XI: Ghana Telecom : une longue historique d'abus de position dominante sur la téléphonie fixe

Le second opérateur de téléphonie fixe du Ghana WESTEL, ainsi que l'opérateur en région rurale CAPITAL TELECOM ont eu de sérieux problèmes d'interconnexion avec l'opérateur historique GHANA TELECOM (privatisé en partie en 1996 lorsque Telecom Malaysia a acquis une part de gestion de 30%, vendue en 2002 au norvégien TELENOR, mais resté à 70% propriété de l'Etat jusque récemment, où il est question d'un rachat de la part de l'Etat par l'anglais VODACOM).

Selon WESTEL, les problèmes d'interconnexion avec GHANA TELECOM ont retardé son entrée sur le marché. WESTEL voulait introduire un système à pré-paiement ouvert à son réseau et à celui de GT. Ce dernier exigeait que WESTEL crée son propre réseau avant d'accorder l'interconnexion. Après de longues négociations où l'agence de régulation NCA a démontré son incapacité à trancher, WESTEL a été obligé de jeter l'éponge.

A ce jour, GT est l'opérateur largement dominant sur la téléphonie fixe au Ghana, WESTEL n'ayant qu'une part infime du marché. Bien que la téléphonie mobile soit beaucoup plus onéreuse que la téléphonie fixe, le mobile a un succès énorme et compte 9 fois plus d'abonnés que le fixe. Ceci pourrait en partie s'expliquer par la lenteur et les longues files d'attente pour obtenir une ligne fixe, un problème qui date de l'époque du monopole du fixe.

Les consommateurs considèrent que la NCA a failli dans son obligation d'agence indépendante et impartiale, étant donné entre autres, que ses cadres sont issus de l'ancien opérateur historique à l'époque du monopole d'Etat.

Encadré XII: Sénégal : accusations d'abus de position dominante et de monopole dans le secteur de l'accès à Internet par l'opérateur historique SONATEL

L'ARTP a été saisie de plusieurs plaintes pour abus de position dominante émanant de l'Union nationale des exploitants de télécentres et téléservices du Sénégal. Il est reproché en particulier à SONATEL de pratiquer des prix abusifs et la discrimination des prix pour favoriser sa filiale SONATEL MULTIMEDIA au détriment de ses concurrentes sur le marché d'accès à Internet, ce qui aurait entraîné la faillite de deux fournisseurs internet du nom de Metissacana et de Point Net.

Par ailleurs, le Collectif des opérateurs de terminaison d'appels (COPTA) a accusé SONATEL de pratiquer des prix abusivement élevés et discriminatoires dans la fixation des prix de la minute de la terminaison d'appels considérant que la minute appliquée à la téléphonie fixe est vendue 30% plus cher aux opérateurs sénégalais par rapport aux opérateurs étrangers. Ils ajoutent que sur les téléphones portables la minute est tellement élevée qu'ils ne peuvent faire des offres.

deux cas traités par l'ARTEL, le prédécesseur de l'ARCE au Burkina Faso sont illustratifs à ce sujet (voir Encadrés IX et X ci-dessous).

Au Ghana, les deux opérateurs du fixe, GT et WESTEL ont eu l'exclusivité des communications internationales jusqu'en 2002 sous la forme d'un duopole. Depuis, le marché du gateway international est libéralisé et chaque opérateur du mobile peut avoir le sien. L'encadré XI ci-dessous donne encore une illustration si besoin était des problèmes de concurrence des nouveaux venus sur un marché dominé par l'opérateur historique et régulé par une autorité de régulation issue du ministère en charge du secteur et peu instruite en matière de libre-concurrence.

L'encadré XII ci-dessous résume les plaintes des fournisseurs d'accès à Internet contre le monopole de fait détenu par la SONATEL au Sénégal.

Identification des perceptions des parties prenantes en matière de concurrence

Le droit et la politique de la concurrence ne peuvent avoir d'impact sur une économie que si tous les intervenants, du haut de l'Etat aux entreprises publiques et privées, et aux consommateurs, en passant par les divers échelons de l'administration et sans oublier les médias et les représentants de la société civile sont conscients de l'importance et des avantages de la concurrence en tant que moteur de croissance et instrument de lutte contre la corruption. Ainsi, après avoir établi un état des lieux sur la situation dans les pays sélectionnés par le projet 7Up-4, il est apparu essentiel de chercher à savoir quelle était la perception des parties prenantes dans les pays concernés. Afin de bien mener cette étude, un questionnaire a été établi par CUTS International et administré à un échantillon de plusieurs personnes dans chacun des pays. Le nombre de personnes ayant servi à établir les sondages est indiqué ci-dessous :

Tableau 11 : Nombre de réponses au questionnaire	
Pays	Taille de l'échantillon
Burkina Faso	190
Gambie	150
Ghana	195
Mali	49
Nigeria	150
Sénégal	94
Togo	162

Dans certains pays, comme le Mali, le nombre de personnes sondées est très limité, dans d'autres il ne dépasse pas les 190 personnes, ce qui est un chiffre assez bas. Toutefois, comme on peut le voir ci-dessous, la plupart des résultats concordent et permettent tout de même de tirer des conclusions utiles. Les unités d'enquête ont été choisies de façon aléatoire parmi trois groupes distincts : des chefs d'entreprises, des représentants de l'administration et des représentants de la société civile. Les tableaux ci-dessous nous donnent un condensé des résultats des sondages :

Tableau 12 : Conscience de l'existence de Lois de la concurrence			
Pays	OUI	NON	Ne sait pas
Burkina Faso	49	14	37
Gambie	35	24	41
Ghana	19	23	58
Mali	43	17	40
Nigeria	26	31	43
Sénégal	57	2	41
Togo	37	16	47

A la question de savoir s'il existe une loi de la concurrence, les pays où elle n'existe pas encore (Ghana, Nigeria) sont ceux où la réponse « oui » est la plus faible. A noter que pour le Sénégal les réponses sont désagrégées par groupe de sondés : secteur privé/ administrations/ société civile. Dans ce tableau et les suivants, les pourcentages sont reproduits comme ils apparaissent dans l'étude-pays du Sénégal et ils ne totalisent pas 100%, donc ils sont difficiles à interpréter.

Tableau 13 : Conscience de l'existence de Lois de la Protection des consommateurs			
Pays	OUI	NON	Ne sait pas
Burkina Faso	67	8	25
Gambie	53	47	0
Ghana	31	22	47
Mali	N.A.	N.A.	N.A.
Nigeria	78	4	18
Sénégal	N.A.	N.A.	N.A.
Togo	N.A.	N.A.	N.A.

Il est significatif de noter que pour ceux qui ont répondu à la question de savoir s'il existait une loi sur la protection des consommateurs dans le pays, le nombre des « oui » est beaucoup plus élevé (et celui des « ne sait pas » moins élevé) que pour l'ensemble des réponses à la question de savoir s'il existait une

loi de la concurrence. Cela donne à penser que les questions de concurrence ne sont pas considérées comme prioritaires par les personnes interviewées.

Tableau 14 : Existence d'autorités de concurrence/protection des consommateurs

Pays	OUI	NON	Ne sait pas
Burkina Faso	49	14	37
Gambie	91	0	9
Ghana	26	11	63
Mali	83	7	10
Nigeria	78	4	18
Sénégal	-	-	-
Togo	49	21	30

A la question de savoir s'il existe une autorité de la concurrence il est important de noter que l'« autorité » en question lorsque la réponse était « oui » ne concerne pas forcément la Commission nationale de la concurrence, mais aussi les agences de régulation sectorielles ou autres. Ainsi en Gambie, il semble que l'existence de l'agence générale de régulation PURA soit très bien connue.

Tableau 15 : Perceptions des actions prises par ces autorités en application des lois

Pays	OUI	NON	Ne sait pas
Burkina Faso	47	24	29
Gambie	75	7	18
Ghana	0	41	59
Mali	80	10	10
Nigeria	36	23	41
Sénégal	-	-	-
Togo	-	-	-

En ce qui concerne les actions prises par ces autorités, on note que le niveau des réponses est étonnamment élevé dans l'ensemble, bien que de nombreuses raisons, comme le manque de moyens ou la corruption soient souvent cités comme raison du manque d'action pour remédier aux pratiques anticoncurrentielles avérées sur les marchés.

On remarque que le pourcentage de ceux qui pensent que la prévalence des pratiques anticoncurrentielles est forte est assez faible dans l'ensemble, sauf au Burkina Faso. Il est possible que cela soit dû à une relative méconnaissance des pratiques anticoncurrentielles.

Tableau 16 : Perception de la prévalence de pratiques anticoncurrentielles

Pays	Forte	Moyenne	Faible ou nulle
Burkina Faso	73	10	17
Gambie	22	45	33
Ghana	19	64	17
Mali	34	33	33
Nigeria	49	38	13
Sénégal	32	38	30
Togo	31	33	36

Tableau 17 : Perception de l'impact de la concurrence sur le niveau de vie du consommateur

Pays	Elevé	Faible	Nul
Burkina Faso	47	42	11
Gambie	53	43	4
Ghana	51	40	9
Mali	3	97	0
Nigeria	20	80	0
Sénégal	-	-	-
Togo	1	99	0

Les réponses obtenues dans ce tableau sont fortement contrastées, à se demander si la question était clairement posée dans tous les pays. On note qu'au Burkina Faso, en Gambie et au Ghana les réponses sont cohérentes, alors que pour les autres pays l'impact de la concurrence sur la vie des citoyens ne semble pas perçu.

Tableau 18 : Perception du niveau de concurrence dans les télécommunications

Pays	Elevé	Modéré	Faible ou nul
Burkina Faso	57	28	25
Gambie	59	25	16
Ghana	79	20	1
Mali	30	30	40
Nigeria	58	39	3
Sénégal	23	35	42
Togo	12	29	59

Les réponses les plus cohérentes semble-t-il, sont celles concernant l'existence ou non de concurrence dans les secteurs-clés de l'économie. Sauf pour le Togo (et pour le Sénégal où pour des raisons inconnues le total

des pourcentages n'est pas égal à 100%), pour les autres pays, on constate ce à quoi nous pouvions déjà nous attendre : c'est dans les télécommunications où la concurrence est la plus forte ou modérée, et donc la moins faible ou nulle.

Tableau 19 : Niveau de concurrence dans le secteur de l'électricité			
Pays	Elevé	Modéré	Faible ou Nul
Burkina Faso	4	2	94
Gambie	24	13	63
Ghana	3	6	91
Mali	3	0	97
Nigeria	0	3	97
Sénégal	1	4	95
Togo	23	7	70

Tableau 20 : Niveau de concurrence dans le secteur des transports			
Pays	Elevé	Modéré	Faible ou Nul
Burkina Faso	41	34	25
Gambie	43	39	18
Ghana	31	34	35
Mali	47	3	50
Nigeria	69	27	4
Sénégal	30	27	43
Togo	26	36	38

On constate tout de même pas mal de concurrence dans les transports, ainsi que dans le secteur de la distribution, sauf au Sénégal, où cette dernière semble assez faible ou nulle selon les sondages, ce qui est un résultat étonnant.

Tableau 21 : Niveau de concurrence dans le secteur de la distribution			
Pays	Elevé	Modéré	Faible ou Nul
Burkina Faso	50	30	20
Gambie	55	33	12
Ghana	47	38	15
Mali	77	7	6
Nigeria	51	42	7
Sénégal	12	18	70
Togo	18	50	32

Le dernier tableau comparatif que nous avons retenu est celui de savoir si les médias rapportent souvent des questions de concurrence. Là la réponse est plus que claire : les médias ne sont-ils pas très férus de ces questions.

Tableau 22 : Questions de concurrence rapportées dans les médias			
Pays	Souvent	Parfois	Rarement/Jamais
Burkina Faso	4	2	94
Gambie	16	25	59
Ghana	18	49	33
Mali	7	33	60
Nigeria	24	55	21
Sénégal			Rarement
Togo			Rarement

A cela deux réponses : soit les médias ne s'y intéressent pas parce que c'est un sujet qui n'intéresse pas le public et en clair la concurrence « ne fait pas vendre », soit au contraire, c'est parce que les médias ne connaissent pas le sujet qu'ils n'en parlent que rarement, et en conséquence l'opinion publique n'est pas informée et ne s'y intéresse pas.

Conclusion générale

Dans ce rapport de synthèse nous avons essayé de passer en revue les principaux points forts des sept études-pays afin d'établir des comparaisons et de trouver des lignes communes entre les politiques des différents pays liées d'une manière ou d'une autre à la concurrence. On notera que d'une manière générale, il y a un fort degré de convergence entre les politiques des sept pays sélectionnés par le projet 7Up-4. Tous sont passés par les étapes successives des Projets d'ajustement structurel (PAS) imposés par les agences de Bretton-Woods dans les années 80-90 et tous ont plus récemment engagé des Stratégies de réduction de la pauvreté. Dans les grandes lignes toutes ces politiques ont mené à un désengagement plus ou moins important de l'Etat dans la production et le commerce, en commençant par l'abandon des subventions, même si certains secteurs restent encore subventionnés, l'ouverture progressive des marchés à la concurrence et la privatisation de secteurs jusque là contrôlés par l'Etat.

On constate que pour la plupart de ces réformes, le rôle essentiel de la concurrence n'a pas ou peu été pris en compte. De nombreux monopoles d'Etat ont

été privatisés sans veiller à éviter la création de monopoles privés. L'ouverture des marchés s'est faite sans veiller à ce que les nouveaux entrants n'évincent les entreprises locales en appliquant des pratiques anticoncurrentielles comme des ententes, abus de position dominante ou fusions-acquisitions anticoncurrentielles.

L'adhésion à l'OMC et aux institutions régionales (UEMOA et CEDEAO) a été un puissant facteur favorable au développement d'une saine concurrence, mais cela à condition que les Etats disposent de lois nationales de la concurrence et surtout d'autorités de la concurrence efficaces, capables d'exercer un véritable contrôle de la concurrence. Les Consommateurs se sont regroupés dans de nombreux pays de la région pour défendre leurs intérêts en l'absence de lois sur la protection des consommateurs.

Plusieurs phénomènes ont amplifié le désarroi des consommateurs devant l'ouverture des marchés et la mondialisation. D'une part ils se sont trouvés livrés à des marchés sauvages, dans lesquels contrebande et fraudes de toutes sortes ont pu se développer dans des secteurs informels libérés de tout contrôle, l'Etat étant manifestement incapable de jouer son rôle de contrôle sanitaire et de la sécurité des produits dans des marchés où la concurrence déloyale et les pratiques anticoncurrentielles étaient libres de nuire aux consommateurs.

Pour certains pays de la région des projets de lois sont encore en attente devant le Parlement ou le Congrès et n'ont pas été adoptés. Tous les pays qui ont adopté un droit de la concurrence ont eu beaucoup de difficultés à établir l'autorité de concurrence qui pourtant était créée par la loi. Ces autorités, dans les pays où elles ont été établies, souffrent de sérieuses contraintes budgétaires et n'ont pas les moyens d'avoir les ressources humaines nécessaires. Certains membres d'autorités de la concurrence sont employés dans des ministères et doivent accomplir les tâches dévolues à la concurrence à mi-temps, à côté de leurs responsabilités courantes dans leur ministère de tutelle, ce qui nuit à l'indépendance de ces autorités de la concurrence.

L'importance des questions de concurrence au niveau des organisations régionales comme l'UEMOA et la CEDEAO est bien comprise par ces organismes qui ont adopté un droit de la concurrence régional, celui-ci visant également les pratiques des Etats-membres susceptibles de fausser le jeu de la concurrence telles que les subventions et pratiques anticoncurrentielles au niveau des établissements publics. Toutefois, le rôle des autorités nationales de la concurrence s'est vu réduit encore plus par le principe de l'exclusivité en la matière de l'organisme régional. Cette question, qui donne à l'organisme régional l'exclusivité des

décisions en matière de concurrence risque de ralentir encore plus la politique de concurrence des Etats-membres, l'organisme régional étant appelé à régler les infractions ayant lieu dans tous les Etats-membres. Les rôles respectifs en matière de concurrence entre autorités de la concurrence des Etats membres et les autorités régionales de la concurrence devraient être revus pour éviter une paralysie totale du processus de décision en matière de concurrence.

Au niveau des principaux secteurs d'utilité publique, comme l'électricité et l'eau, les transports et les télécommunications, de nombreux pays ont à juste titre créé des autorités de régulation autonomes chargées entre autres d'assurer une répartition équitable du marché et par là l'existence d'une « saine concurrence » lors de la privatisation des sociétés d'Etat et de l'ouverture de ces marchés à de nouveaux opérateurs. Toutefois on constate que les responsabilités en matière de concurrence des régulateurs sectoriels sont souvent entachées de difficultés. En premier lieu, leur niveau de connaissance des questions de concurrence est souvent limité et ils n'ont pas conscience de l'importance de ces questions. Deuxièmement, les autorités de régulation sont le plus souvent issues du Ministère de tutelle, ancien opérateur historique et sont soupçonnées de favoriser l'opérateur historique au détriment des nouveaux entrants. Le fait que dans les télécommunications, par exemple, l'opérateur historique soit parfois dispensé de payer des droits de licence ou qu'il conserve le monopole de l'accès aux communications internationales donne à penser que le régulateur n'a pas l'indépendance requises pour un arbitre équitable de la concurrence du secteur.

Tout au long de l'étude, de nombreux secteurs sont passés en revue où il existe de fortes présomptions d'existence d'ententes ou de cartels et d'abus de position dominante au détriment des concurrents et des consommateurs sans que l'Etat soit en mesure d'agir aussi longtemps qu'un droit de la concurrence effectivement appliqué sera absent pour toute une série de raisons invoquées plus haut.

L'étude conclut sur un sondage concernant les perceptions des parties prenantes au sujet des questions liées au droit et à la politique de la concurrence et force est de constater que dans l'ensemble, les participants à ce sondage ne sont pas conscients, à tort ou à raison, du rôle de la concurrence dans la défense de leurs intérêts en tant que consommateurs. L'existence ou non d'un droit et d'une autorité de la concurrence n'est par très clairement ancrée dans l'esprit des parties prenantes et les médias ne sont pas plus intéressés par la concurrence que le public dont ils ont pourtant le pouvoir de former l'opinion.

Par conséquent, on peut formuler un certain nombre de recommandations générales, à savoir :

- Le droit de la concurrence et de protection des consommateurs aurait dû être adopté avant la mise en marche de procédures d'ouverture et de privatisation. Comme on ne peut pas refaire l'histoire, il est essentiel en tous cas que les parties prenantes, à commencer par les responsables politiques soient convaincus de la nécessité d'instaurer un tel droit dans les plus brefs délais.
- Dans les pays qui ont effectivement adopté un tel droit, ou des lois séparées de la concurrence et/ou de la protection des consommateurs, il ne suffit pas d'avoir des lois en place, encore faut-il les appliquer de manière efficace. Cela ne semble pas être le cas pour de nombreuses raisons dans les pays étudiés actuellement. Des réformes en la matière devraient être entreprises dans les meilleurs délais. Les autorités en charge de la concurrence et de la protection des consommateurs devraient être dotées de budgets pérennes et suffisants.
- La répartition des tâches entre autorités nationales et régionales de la concurrence devrait être revue dans les plus brefs délais afin d'assurer le fonctionnement efficace du système qui est actuellement dans une impasse.
- Les autorités de régulation sectorielle devraient, comme c'est prévu dans les lois de certains pays, avoir des contacts réguliers avec leurs collègues de l'autorité de la concurrence et recevoir avis et formation en matière de concurrence.
- Les médias devraient s'intéresser de plus près aux questions de concurrence et recevoir une formation en la matière afin de former l'opinion des consommateurs, en collaboration avec les organisations de consommateurs.
- Les représentants de la société civile devraient être invités à ouvrir un dialogue constructif sur les questions de concurrence avec les organisations de consommateurs et les autorités de concurrence.

Chapitre 2

L'état de la concurrence au Burkina Faso

Résumé exécutif

La présente recherche entre dans le cadre du projet 7Up4 du Consumer Unity and Trust Society (CUTS) qui s'est fixé comme objectif d'évaluer les obstacles qui freinent l'évolution du régime national de la concurrence et de développer les capacités de compréhension des questions de la concurrence par les différentes parties prenantes, tout en montrant les liens qui existent entre la concurrence et les autres politiques publiques.

Cette étude s'est effectuée parallèlement à d'autres études similaires en Afrique de l'ouest (Gambie, Ghana, Mali, Nigeria, Sénégal et Togo) dans le cadre du même projet. Le cadre de l'étude ainsi que la méthodologie ont été conçus par les responsables du projet CUTS de sorte à pouvoir faire une comparaison des résultats entre les différents pays concernés.

A travers les enquêtes, les interviews et la revue de presse, l'étude a abouti à un certain nombre de résultats intéressants.

Le Burkina Faso est un pays sahélien situé au cœur de l'Afrique de l'ouest avec une superficie évaluée à plus de 274 200 km² et un régime pluviométrique varie de façon sensible du nord au sud, allant de 400mm à 1 100mm.

Au plan économique, l'activité est dominée par l'agriculture qui représente 40 % du PIB. Le taux de croissance du PIB a été en moyenne de 4% entre 1965 et 2005 et de 2,8% entre 1979 et 1993. Au Burkina Faso, 85% de la population se trouve dans le secteur de l'agriculture et plus de 50% sont des femmes. C'est à partir des années 90 que s'est amorcée, avec l'adoption du Programme d'Ajustement Structurel (PAS), la véritable politique de libéralisation de tous les secteurs, notamment dans l'agriculture, l'industrie et certains secteurs de commercialisation.

En 2007, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 4,2% contre 5,5% en 2006. Ce ralentissement s'explique principalement par les difficultés du secteur primaire, imputables en partie par la chute de la production de coton, à la mauvaise répartition spatio temporelle des pluies et aux inondations. Le secteur secondaire a enregistré une croissance de 7,2% contre 6,4% en 2006 sous l'impulsion principalement des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) et le regain de l'activité du secteur minier (mines d'or de Taparko et Kalsaka et mines de zinc de Perkoa). Quant au tertiaire, sa croissance est passée à 5,1% contre 8,1% en 2006. La progression des services marchands de 3,6% est liée au dynamisme des activités commerciales et des « postes et télécommunications » avec des taux de croissance respectifs de 7,9% et 6,6%. Du côté de la demande, la croissance du PIB a été tirée principalement par l'investissement. En terme nominal, le taux d'investissement s'est établi à 18,8% en 2007 contre 14,2% en 2006. Quant au taux d'épargne intérieure brute, il a augmenté pour se situer à 3,0% en 2007 contre 1,1% en 2006.

En matière de finances publiques l'encours de la dette publique en fin décembre 2007 se chiffre à 724,0 milliards de francs CFA représentant 22,1% du PIB nominal contre 687,0 milliards de francs CFA en fin décembre 2006. Le service de la dette a représenté 5,8% des recettes budgétaires. Le niveau relativement faible des différents ratios d'endettement s'explique essentiellement par le bénéfice de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) pour environ 708 milliards de francs CFA.

Dans le domaine des comptes extérieurs, le solde global de la balance des paiements affiche un excédent de 188,3 milliards induit par les recettes de privatisation de l'Office National des Télécommunications (ONATEL) intervenue en 2007. Quant à la balance commerciale son déficit s'est aggravé de 15,6% car les exportations totales ont affiché une baisse de 5,4%, due principalement à la contraction de 17,7% des exportations de coton.

Dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Pour maîtriser l'inflation,

la Banque Centrale a maintenu ses taux directeurs inchangés à 4,25% pour le taux de pension et à 4,75% pour celui de l'escompte. Cependant, ils ont été revus à la baisse avec la crise financière et économique. Le coefficient de réserve obligatoire est demeuré à 7,0% au Burkina. La masse monétaire s'est accrue de 22,9%, pour s'établir à 813,2 milliards FCFA, portée par des progressions de 17,6% des dépôts en banque et de 42,5% de la circulation fiduciaire. En fin décembre 2007 les résultats furent des évolutions contrastées des principaux agrégats monétaires.

L'état de convergence s'est légèrement amélioré par rapport à celui enregistré en 2006. Le nombre d'objectifs atteint est, en effet, passé de cinq (05) en 2006 à six (06) en 2007.

En somme, le Burkina Faso qui est entièrement enclavé a connu au cours de l'année 2007 des résultats mitigés selon les différents secteurs. Ces résultats se sont encore détériorés avec la crise alimentaire mondiale de 2008 et celle de la crise financière et économique récentes.

Dans le domaine des politiques économiques et sociales, face au marasme économique qui s'est traduit par de nombreuses difficultés financières, économiques et structurelles au cours des années 1980, le Burkina Faso s'est engagé dans les programmes d'ajustement structurel (PAS) dictés par les institutions de Bretton Woods au début des années 90 et qui continuent jusqu'à nos jours. L'un des objectifs recherchés à travers ces PAS était la libéralisation économique fondée sur la privatisation, ce qui aura pour corollaire la concurrence entre les firmes. Les échecs furent énormes avec une forte augmentation du taux de chômage.

Il y a eu aussi entre autres le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté intervenu en 2000, révisé en 2003, qui est devenu le document de référence de toutes les politiques économiques et sociales du pays et qui accorde une importance capitale au monde rural, particulièrement au secteur social et à l'agriculture. Le pays s'est également engagé à œuvrer pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) d'ici 2015 qui sont la réduction de la pauvreté, l'éducation primaire, la question genre et la santé avec la lutte contre le VIH.

Le secteur agricole, au sens large, génère environ 40% du PIB (25% pour l'agriculture proprement dite, 12% pour l'élevage et 3% pour la foresterie et la pêche). Ce secteur fournit des emplois et des revenus à plus de 85% de la population et représente 80% des recettes d'exportations (MCPEA, 2008). L'agriculture est dominée par la culture du coton et des céréales est conduit par des plans tels que le Plan stratégique opérationnel (PSO), le Programme d'ajustement du Secteur Agricole (PSA) et la Stratégie de Développement Rural (SDR) avec ses programmes d'opérationnalisation comme la Politique Nationale de Développement Durable de l'Agriculture Irriguée (PNDDAI) et le Programme d'Appui aux Filières Agro-Sylvo-Pastorales (PAFASP).

La politique commerciale de l'Etat est marquée par trois faits essentiels : la libéralisation entamée avec les Politiques d'Ajustement Structurel des années 1990, de l'avènement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en 1994 et de l'accession du pays à l'OMC en 1995. Le fait marquant de la politique commerciale est l'accession du Burkina à l'OMC qui a été un point de départ du suivi plus minutieux de la politique commerciale. Le pays est soumis régulièrement à l'examen de sa politique commerciale.

Au titre des Accords de Partenariat Economiques (APE) non encore ratifiés, ils devraient avoir des répercussions au niveau de la concurrence sur les différents secteurs de l'économie burkinabè car ils sont basés sur le principe de la suppression des barrières douanières grâce à la fixation d'un Tarif Extérieur Commun (TEC) au niveau de la CEDEAO et la création d'un marché ouvert entre l'Afrique de l'Ouest, du Centre et l'Union Européenne.

Au plan régional des accords commerciaux sont règlementés au niveau de la CEDEAO par des textes amendés mais pas encore adoptés par les autorités compétentes mais la législation sur la concurrence existe déjà. C'est à l'échelle inférieure, au niveau de l'UEMOA que la législation de la concurrence est appliquée dont les TEC depuis 2000.

En matière multilatérale ou bilatérale, le Burkina Faso a été éligible à l'African Growth and Opportunity Act (AGO) et bénéficie des financements du Millenium Challenge Corporation (MCC). On note aussi un renforcement des accords bilatéraux notamment avec les pays asiatiques (Taiwan, Thaïlande, etc.). Ces programmes et accords commerciaux attirent de gros investissements et occasionnent de forte concurrence au niveau des acteurs nationaux.

Le processus de privatisation s'est déclenché avec l'avènement des PAS. Ceci a permis de mettre en place une stratégie de développement du secteur privé. Cependant, des entreprises d'Etat ou des monopoles naturels subsistent. Les entreprises d'Etat sont des monopoles de fait. La majeure partie des sociétés relève du monopole naturel. Il s'agit de nos jours de la SONABHY, de la SONABEL et de l'ONEA. Ces sociétés évoluent dans des secteurs où les coûts fixes d'investissement sont hors de portée des privées (construction des barrages hydroélectriques par exemple).

L'investissement est encouragé notamment dans les secteurs clés tel que l'élevage avec le Plan d'actions et Programme d'Investissements du Secteur de l'Elevage (PAPISE) adopté en 2000 mais en général les Investissements Directs Etrangers ont quant à eux variés en dents de scie au Burkina Faso malgré la présence de quelques multinationales.

Se rapportant aux marchés publics, le secteur est maintenant assurée par l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) et la Direction générale des marchés publics (DGMP) ainsi que les Ministères concernés conformément aux normes internationales et communautaires et ce afin d'assurer la transparence et réduire les infractions à la concurrence.

Afin de protéger les consommateurs, l'Etat burkinabè a mis en place un certain nombre de structures qui veillent à la protection et à leur bien-être. Pour l'information des consommateurs sur la qualité des biens qui leur sont vendus, l'Etat burkinabè a construit un Laboratoire national de santé publique (LNSP). L'Etat intervient aussi très souvent sur le marché pour fixer des prix plafonds ou contrôler le poids de certains produits. Cette tâche est assurée par l'Inspection générale des affaires économiques (IGAE). En outre, en matière de contrôle de concurrence, il a été institué la Commission nationale de la concurrence et de la consommation (CNCC). En effet, la loi 15/94/ ADP du 05 mai 1994 régit également la sécurité des consommateurs en matière commerciale. Toutefois, ces structures voient leurs actions limitées par l'insuffisance de moyens techniques, humains et matériels. A cela s'ajoute le manque d'information des agents économiques.

En plus des structures étatiques, les consommateurs assurent la défense de leurs droits pour l'amélioration de leur bien-être à travers les associations de la société civile telles que : la Ligue des consommateurs du Burkina (LCB), l'Association des consommateurs du Burkina (ACB) et l'Organisation des Consommateurs du Burkina (OCB).

Au Burkina Faso, la loi sur la politique de la concurrence a été promulguée le 13 juin 1994 (décret 94-212 du 13 juin 1994, JO. BF du 21 juillet 1994, page 1292). Un des objectifs importants que le législateur assigne à cette loi est celui de stimuler l'efficacité économique et d'améliorer le bien-être des consommateurs. Les objectifs affichés et la promptitude avec laquelle la loi a été publiée, soit environ un mois après sa promulgation, pourrait laisser paraître une réelle volonté politique du gouvernement à œuvrer pour la création d'un réel environnement économique concurrentiel, libre et transparent. Aujourd'hui, plus de quinze (15) ans après, le bilan de la mise en œuvre de la loi sur la concurrence est mitigé. Certes, le cadre juridique et institutionnel est là, mais plusieurs pratiques anticoncurrentielles continuent de prévaloir sur le marché local sans que leurs auteurs ne soient inquiétés. Les consommateurs en souffrent beaucoup depuis la crise économique internationale notamment sur le marché des céréales et autres produits de première nécessité. Depuis cette crise, les prix de certains produits de grande consommation sont passés du simple au triple voire plus, cela, en dépit de la suspension des droits de douane et autres taxes sur l'essentiel des produits de base.

Face à cette situation et bien que la loi 15-94 ADP du 15/05/1994 prévoit l'adoption de « mesures temporaires contre des hausses excessives de prix, lorsqu'une situation de crise, des circonstances exceptionnelles ou une situation anormale du marché dans un secteur économique donné les rendent nécessaires » (art 1, art 3) ; le gouvernement, en guise de solution à la hausse des prix, s'était limité à suggérer des prix que les commerçants n'ont évidemment pas respectés.

La concurrence au Burkina Faso, en vertu de l'appartenance du pays à l'UEMOA et à la CEDEAO, est régie par deux dispositifs légaux : le dispositif national et les dispositifs communautaires. Le dispositif légal national est constitué de deux (02) lois et de trois (03) décrets d'application. Le texte de base sur la concurrence est la loi 15-94 ADP du 05/05/1994 portant organisation de la concurrence au Burkina. Elle a été modifiée en 2001 par la loi 033-2001/AN du 04/12/2001. Le dispositif communautaire sur la concurrence mis en place dans le cadre de la mise en œuvre du marché commun est constitué de trois règlements et de deux directives. S'agissant des règlements, il y a :

- le règlement N°02/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 relatif aux pratiques anticoncurrentielles à l'intérieur de l'UEMOA
- le règlement N° 03/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 relatif aux procédures applicables aux ententes et abus de position dominante à l'intérieur de l'UEMOA
- le règlement N° 04/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 relatif aux aides d'Etat à l'intérieur de l'UEMOA et aux modalités d'application de l'article 88 (c) du Traité.

Quant aux directives, il s'agit :

- de la directive N° 02/2002/CM/UEMOA relative à la coopération entre la Commission et les structures nationales de concurrence des Etats membres pour l'application des articles 88, 89 et 90 du traité de l'UEMOA. Cette directive institue une compétence exclusive au profit des organes communautaires en matière de contrôle de la concurrence au sein de l'Union, les structures nationales n'ont qu'une « mission générale d'enquête sur initiative nationale ou sur mandat exprès de la Commission, conformément aux pouvoirs et aux procédures d'investigation prévus par le droit communautaire et les droits nationaux.
- de la directive N° 01/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 relative à la transparence des relations financières d'une part, entre les Etats membres et les entreprises publiques et d'autre part, entre les Etats membres et les organisations internationales ou étrangères.

Deux organes sont chargés d'appliquer les textes communautaires de la concurrence. Il s'agit de la Commission, organe exécutif de l'Union, et de la Cour de Justice de l'UEMOA. Mais la mise en œuvre du droit de la concurrence peut se heurter à certaines difficultés qui se résument dans le cas présent à deux catégories : les difficultés de mise en œuvre de la compétence exclusive de la Commission et l'absence d'outils d'une politique de concurrence car définir une politique de concurrence, c'est avant tout fixer des niveaux souhaitables de concurrence, un seuil à partir duquel on pourra, par exemple apprécier les projets de concentration, identifier les types d'accords devant bénéficier d'une exonération ou exemption par catégorie, fixer les priorités en fonction desquelles seront examinées les plaintes pour comportements anticoncurrentiels, jeter les bases d'une bonne collaboration efficace entre les autorités communautaires et les autorités nationales compétentes en matière de concurrence, fixer des seuils (en matière de part de marché notamment) en deçà desquels l'infraction ne sera pas poursuivie.

Au nombre des pratiques anticoncurrentielles rencontrées sur le marché local, il y a d'une part les accords horizontaux entre les concurrents dont on peut citer la fixation des prix, des ententes tacites entre les vendeurs, les ententes entre soumissionnaires aux marchés et l'exploitation des effets de la régionalisation. Il y a en outre des accords verticaux avec la distribution exclusive des sociétés en position dominante (SODIBO), les délais de paiements, les conditions d'achat et de ventes particulières qui sont toutes des pratiques discriminatoires. A cela on mentionne également les abus de dominance telle la discrimination par les prix, les barrières à l'entrée (cas de SODIBO, BRAFASO et DAFANI). D'autre part, il y a les pratiques considérées comme déloyales telles que la fraude (cas de la SN CITEC, SOFAPIL...), la publicité mensongère, les ventes sauvages rencontrées dans le secteur économique.

Toute fois, malgré la loi existante en la matière pour résoudre les problèmes des pratiques qui nuisent à la concurrence, il existe des contraintes de politique économiques sur la mise en œuvre de cette loi. Il s'agit de l'indépendance institutionnelle et financière de la Commission nationale de la concurrence et de la consommation (CNCC). Selon la loi, la CNCC est une institution indépendante. Les membres de l'AP sont nommés intuitu personae et prennent leurs décisions par voie de délibération. La loi initiale sur la concurrence confère à la CNCC un statut d'organe consultatif sans pouvoir de décision. Elle ne pouvait émettre que des avis. Mais avec les amendements de 2001, elle a désormais pouvoir de décision mais qui reste néanmoins très faible au regard des faits constatés. Financièrement la CNCC est dépendante des ressources étatiques à 90%. Ses actions peuvent être annulées ou influencées par le non financement ou un retard de financement de la part de l'Etat. Cela est d'autant vrai, que depuis ces trois dernières années, la Commission n'arrive pas à obtenir plus du tiers du budget qui lui est alloué.

Il y a aussi dans la loi sur la concurrence, certains secteurs qui sont couverts par la dérogation à la loi. Il s'agit entre autres des hydrocarbures, des articles scolaires, des médicaments génériques, des tabacs ; d'autres prix hors ordonnance comme les assurances, certains transports (chemin de fer, transport aérien) existent. Ces dérogations se justifient par la spécificité des secteurs concernés du point de vue de leur prépondérance, organisation et fonctionnement interne.

En somme, la loi sur la Concurrence et la protection des Consommateurs existe depuis 1994. Sa mise en œuvre est assurée par une Commission institutionnellement indépendante mais qui est financièrement liée. La volonté politique entrave très souvent ses actions. Aussi, l'entrée en vigueur des lois communautaires et la mise en place des régulateurs sectoriels devraient en principe être des opportunités pour une meilleure gestion des pratiques concurrentielles.

La coexistence des instances sectorielles de régulation et de l'autorité de concurrence pose la plupart du temps problème. Au terme de la loi sur la concurrence et de la protection des consommateurs, le mandat de la CNCC couvre tous les secteurs économiques et notamment les secteurs ayant des régulateurs sectoriels. En effet, les marchés régulés par l'ARMP et le secteur des télécommunications par l'ARTEL sont tous couverts par la CNCC en temps normal. Mais la préséance de la loi nationale sur la concurrence sur celles des régulateurs sectoriels n'a pas permis la prise en compte des dispositions spécifiques au traitement de tels cas. Aussi, la loi 15/ADP du 5 mai 1994 ne précise pas spécifiquement comment concilier le fonctionnement de l'autorité de la concurrence et celui des régulateurs sectoriels. Cependant, la loi communautaire le permet. Et on constate que dans la pratique, il n'y a pas de relations avec les régulateurs sectoriels.

Les régulateurs sectoriels (CSI pour l'information, ARCE pour les télécommunications et ARMP pour les marchés publics) sont dotés dans leurs cadres de législation respectifs d'un pouvoir de régulation de la concurrence sur le marché. Au terme des interviews menées auprès de certains régulateurs, il ressort que leurs lois traitent des fusions et acquisitions ainsi que des dispositions qui sanctionnent les comportements d'abus d'une entreprise envers ses concurrentes. Les régulateurs sectoriels à la suite de l'autorité nationale de la concurrence ne signalent aucun conflit de pouvoir entre eux. Ils sont satisfaits du pouvoir dont ils disposent par rapport à l'autorité de concurrence.

Au point de vue médiatique, les Investigations des abus et des distorsions à la concurrence ont été traités par les régulateurs sectoriels et diffusés parfois dans la presse écrite. C'est ainsi que la CNCC a statué sur des cas tels des abus de la CAMEG en matière d'approvisionnements en produits pharmaceutiques face à certains concurrents, de la Société Nationale des Postes (SONAPOST) qui a fait payer une amende à un particulier pour empiètement sur son domaine d'activités. L'ARCE a dû plusieurs fois intervenir entre les opérateurs de téléphonie mobile dont on témoigne la décision n° 2002 -000039/DG-ARTEL/DR portant sur le litige relatif au détournement de la clientèle entre Celtel Burkina Faso et l'ONATEL. Celtel, actuel Zain a dénoncé le fait qu'aux lendemains de l'interconnexion effective de leurs réseaux, l'ONATEL a procédé à la restriction unilatérale des lignes des services publics en direction des réseaux de Celtel Burkina Faso et de Telecel Faso. Cette pratique selon le plaignant est assimilable à un abus de position dominante. L'ONATEL a été tenu de mettre fin au détournement de la clientèle par la levée de la restriction des lignes des services de l'Etat vers les seuls réseaux de Celtel Burkina Faso et de Telecel Faso dès notification de la présente décision. La presse écrite n'est pas en reste de cette médiatisation avec des journaux tels que « Le Pays », « l'Observateur paalga » qui dénoncent les actes de fraude et contrebande sur les huiles alimentaires, les cyclomoteurs, les pièces de véhicules, le tabac. En matière de corruption, les journaux rapportent que deux tiers des 1700 enquêtés affirment que la corruption est en progression au Burkina Faso. D'autres pratiques sont également dénoncées telles le refus de vente, la concurrence déloyale et surtout les barrières à l'entrée dans certains secteurs comme ceux des cuirs et peaux et du riz.

La perception des acteurs économiques sur ces cas de concurrence dénoncés varie. D'une manière générale la majorité des acteurs enquêtés (51%) ignorent ou affirment qu'il n'existe pas de structures appropriées qui gèrent les questions de concurrence. Ces derniers jugent pourtant les pratiques anticoncurrentielles assez ou très fréquentes (83%) avec l'entente sur les prix comme la pratique prohibée la plus perçue, suivie de la discrimination par les prix, le partage de marchés et les offres truquées.

L'enquête d'opinion donne comme résultat un niveau de concurrence perçue variant de modéré à élevé surtout pour les hommes d'affaires et les autorités avec un impact important sur le niveau de vie des consommateurs près de la moitié des avis (47%).

Suivant les différents secteurs les constats sont qu'au niveau de l'énergie (électricité et hydrocarbure) la concurrence est pratiquement nulle tandis qu'elle est moyenne pour les enquêtés dans les télécommunications et les biens de détails (resp. 57% et 50%) et moindre dans le transport (41%). De manière générale, les pratiques anticoncurrentielles sont en moyenne sanctionnées et les cas qui ne font pas l'objet de sanction sont souvent

dus à une non application de la loi ou à la corruption dont l'effet est assez marqué et également au faible pouvoir des autorités de la concurrence.

La majorité des interviewés juge le rôle des médias faible ou inexistant dans la diffusion des questions de concurrence. A ce propos c'est la presse écrite qui se distingue des autres organes (Radios, télévisions...) en traitant plus des questions de concurrence.

L'ensemble de ces pratiques occasionne des monopoles pouvant avoir des effets sur la concurrence. Principalement il s'agit des secteurs de l'électricité, de l'eau et des hydrocarbures qui sont gérés par les autorités qui assurent la fixation des prix et l'approvisionnement aux consommateurs. Les prix de ces produits connaissent souvent des hausses en fonction des politiques étatiques et des contraintes extérieures mais sans aucune concurrence au niveau national. Il en est de même pour la téléphonie fixe mais qui est sous contrôle privé car l'ONATEL a été privatisée depuis 2007.

Depuis le processus de libéralisation de l'économie est entamé en 1991, un certain nombre de secteurs économiques ont été ouverts à la concurrence. Le coup d'envoi de la privatisation de la filière coton a été donné en 1991 lorsque le pays a signé le programme d'ajustement structurel (PAS) avec les partenaires financiers. Cependant, la libéralisation de la filière commence réellement en 2002 pour s'achever en 2004 avec l'ouverture des zones cotonnières aux opérateurs privés et la levée du monopole de la SOFITEX. Le monopole de la SOFITEX a pris fin avec l'installation de deux nouvelles sociétés dans les zones de l'est et du centre. Ainsi, depuis septembre 2004, la filière Burkina compte en plus de la SOFITEX deux autres sociétés : SOCOMA et FASO COTON. Mais la libéralisation de ce secteur n'est pas totale, car on a affaire à un marché d'oligopole avec des prix administrés.

Quant aux télécommunications, c'est la sous branche de la téléphonie mobile qui a été réellement libéralisé. L'ouverture du secteur conduit à l'arrivée de nouveaux opérateurs sur le marché des télécommunications : les sociétés TELECEL et MSI CELLULAR INVESTMENTS à travers sa filiale CELTEL, aujourd'hui ZAIN, ont ainsi lancé des prestations à l'attention du grand public avec l'ouverture officielle de leurs réseaux en janvier 2001.

Il faut noter qu'il y a la possibilité d'extension du processus de libéralisation aux autres secteurs ce qui aura pour conséquence majeure une ouverture à la concurrence. En effet, Pour les secteurs de monopole comme la SONABHY et le Bureau des mines et de la géologie du Burkina (BUMIGEB), il est prévu des privatisations partielles. Pour la SONABHY, les études préalables à l'ouverture se sont poursuivies en 2007. Des instructions ont été données par le Conseil des ministres du 1^{er} juin 2007 de finaliser, dans les meilleurs délais les études du schéma de privatisation. Quant au BUMIGEB, le rapport définitif relatif à sa privatisation partielle a été déposé à la Commission de privatisation qui, a examiné et adopté ledit rapport lors de sa session du 20 au 21 février 2007. Pour le moment le processus de privatisation de l'ONEA et des aéroports internationaux de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso ont été suspendus sans oublier la fin des opérations liées à la réalisation des différentes études préalables à la mise en affermage de la SONABEL pourra intervenir en 2009 (MEF, 2008). Enfin, la privatisation du Centre de Contrôle des Véhicules Automobiles (CCVA) est aussi en cours. Malgré, ces avancées depuis 2007, force est de constater que ces différentes structures sont toujours dans leur régime de monopole mais ces étapes sont pleines d'espérances pour une ouverture à venir de ces secteurs clés de l'économie à la concurrence.

De manière singulière au secteur agricole, la concurrence saine dans ce domaine est indispensable pour améliorer le pouvoir d'achat des consommateurs et la réduire du niveau de pauvreté car le pays est en majorité dépendant de ce secteur qui contribue à lui pour 40% de la formation du PIB. En matière de commercialisation les exportations et importations sont régies par les règles de libre échange au sein de la zone UEMOA ainsi qu'au niveau de la CEDEAO en fonction des différents produits. Toutefois, quelques barrières non tarifaires (par exemple, l'absence d'harmonisation de normes au sujet des produits) et physiques (les multiples barrages sur les principaux axes routiers) sont des aspects qui viennent fausser le libre jeu de la concurrence.

Dans l'analyse de la chaîne de valeur des deux principaux produits agricoles, on note qu'au niveau des producteurs les exploitations utilisées sont en grande majorité petites à moyennes (91%). Les producteurs bénéficient du soutien des coopératives aussi bien pour l'accès aux semences et fertilisants par des canaux d'approvisionnement que par un soutien technique grâce à des partenaires spécialistes dans l'utilisation des techniques agricoles ou des engrais. Quant aux fertilisants, tous les plus grands fournisseurs sont exclusivement

des entreprises privées locales, ce qui traduit à priori une concurrence assez importante. La société SAPHYTO est celle qui domine le marché avec environ une présence de plus de 30% ; mais, il faut noter que sa domination n'est pas outrancière car les autres entreprises ont des parts non négligeables telles SOCOMA (20%) et trois autres qui ont les mêmes proportions de présence sur le marché soit 13%. Cette répartition confirme l'hypothèse selon laquelle il n'existe pas une domination extrême par un seul fournisseur mais un marché concurrentiel en termes de nombre, quoique dominé par une entreprise qui se détache assez du lot.

Du côté des semences la répartition des fournisseurs est très disparate suivant les régions. En effet, selon les interviewés, à l'Est il y en a très peu par opposition à la région des Cascades où il y a un grand nombre d'acteurs. En revanche, c'est dans les Hauts Bassins que les acteurs s'expriment différemment, mais avec une majorité qui se prononce pour un nombre moyen d'intervenants. On peut justifier de tels résultats par le fait que les zones de l'Ouest et Sud Ouest du Burkina où se trouvent les régions des Cascades et des Hauts Bassins sont les plus arrosées du pays avec beaucoup plus de terres fertiles que les autres zones notamment l'Est du pays. C'est pourquoi on observe une plus forte présence de concurrents dans ces régions pour réaliser de meilleurs chiffres d'affaires.

Il existe très peu d'entreprises publiques qui sont engagées dans la fourniture des intrants agricoles. Deux structures ont été identifiées, il s'agit de l'Institut National de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) qui est un institut de recherche et de la SOFITEX. L'INERA qui est un organe de Recherche du Centre national de recherche scientifique et technologique (CNRST) a pour rôle de mener la recherche dans le domaine environnemental et agricole. Par le biais de la recherche, il met à la disposition des agriculteurs des variétés de semences adaptées au climat et également des engrais pour les exploitants qu'il appuie techniquement dans l'utilisation de cet intrant. L'INERA est plus un partenaire technique que commercial.

En matière commerciale, c'est la SOFITEX qui est l'acteur public intervenant dans le domaine des intrants agricoles. Mais, il faut noter que les parts de la SOFITEX ne sont détenues qu'à 35% par l'Etat et 34% par une multinationale privée (DAGRIS). Le reste des parts est réparti entre d'autres investisseurs privés. Bien que l'Etat détienne la majorité relative, la SOFITEX n'est plus tout à fait ce qu'elle a été par le passé où l'Etat avait les pleins pouvoirs. De nos jours, la SOFITEX assure la fourniture de semences et d'engrais aux agriculteurs à des prix qu'elle fixe et quelques rares fois elle fournit aussi de tracteurs. La SOFITEX opère exclusivement dans le domaine du coton qui est la principale culture de rente du pays. Cet approvisionnement des cotonculteurs par la SOFITEX se fait le plus souvent sous formes de prêts que ces derniers remboursent après la vente de leurs récoltes rachetées également par la SOFITEX.

Les pratiques anticoncurrentielles sont aussi légion dans la fourniture d'intrants. C'est surtout l'entente sur les prix qui est la pratique la plus fréquente aussi bien sur le marché des fertilisants que celui des semences. Plus de 70% des enquêtes d'opinion révèlent que ces pratiques nuisent au volume et à la qualité des produits agricoles. Mais selon toujours ces derniers, les pratiques anticoncurrentielles n'ont pas vraiment affecté la demande de fertilisants, car 75% des enquêtés juge les effets insignifiants ou faibles contre seulement 25% qui observe une forte réduction de la demande de fertilisant à cause des pratiques prohibées. Face à tout cela, plus des 75% des enquêtés, que ce soit pour les semences ou pour les fertilisants, estiment qu'il n'y a pas d'actions du tout qui sont entreprises par le Gouvernement lorsque les règles de concurrence sont violées. En somme, cela traduit une certaine passivité des autorités face à ces cas de pratiques anticoncurrentielles ; ce qui ne favorise guère le développement du secteur agricole comme les différents résultats précédents l'ont montré.

On peut dire que la structure de marché des clients est assez solide car elle repose sur une diversification des acteurs, ce qui assure une plus grande stabilité en matière de dépendance. Ainsi, pour la majorité des agriculteurs, il y a un grand nombre de clients qui viennent leur acheter leurs productions. A l'exception du coton, les entreprises publiques n'interviennent pas sur le marché en tant qu'acteur majeur comme client ou distributeur. Ce sont des secteurs qui sont plus ou moins laissés ouverts à la concurrence. Mais dans le cas du coton la situation est différente avec un gros acheteur au niveau local (SOFITEX) qui le revend par la suite à l'extérieur. Ceci montre que dans le cas d'autres cultures telle que le sésame, la situation est concurrentielle alors que dans le cas du coton on est dans une situation de monopsonie, une pratique anticoncurrentielle. Les producteurs de coton ne peuvent vendre librement leur production mais sont contraints de la vendre à un seul opérateur selon la zone cotonnière. En rappel, au Burkina Faso, trois sociétés cotonnières se partagent les zones de production du coton.

Recommandations

De cette étude, il ressort que malgré un certain nombre des réformes réglementaires et économiques, il est important pour une meilleure implémentation de la politique de la concurrence que des actions supplémentaires ou complémentaires soient entreprises :

1. la relecture de la loi sur la concurrence pour une mise prise en compte du contexte réglementation sous régional (UEMOA et CEDEAO) d'une part, et d'autre part d'un certain nombre d'insuffisances de la loi 15 en matière de définition des normes,
2. le renforcement de la CNCC au plan matériel et financier,
3. le plaidoyer auprès du politique pour une prise en compte de la politique de la concurrence,
4. la sensibilisation des différentes parties prenantes (opérateurs économiques, régulateurs, leaders d'opinion, grand public) à la formation, des jeux radiophoniques pour une meilleure connaissance des lois et des bonnes pratiques concurrentielles
5. l'introduction d'un module sur l'économie et politique de la concurrence afin de vulgariser la politique de la concurrence et de former des cadres capables d'animer les structures de régulation,
6. En somme, ces différents résultats traduisent la nécessité de la mise en place d'un observatoire national des questions concurrentielles et d'un mécanisme de formation et de plaidoyer. D'où la justification du renforcement du projet CUTS 7Up4, qui à la suite de ces enquêtes doit orienter ces activités vers ces problématiques à savoir le suivi des pratiques concurrentielles à travers la mise en place d'un observatoire national dénommé Observatoire national de la concurrence (ONC) ou Observatoire national sur les pratiques de la concurrence (ONPC).

Introduction

Depuis l'avènement de la mondialisation, le monde entier est dans la logique de l'économie de marché de manière très accentuée, où l'offre et la demande se font face de toutes parts par opposition à l'économie centralisée. C'est dans un tel contexte qu'évoluent les économies développées ainsi que celles en voie de développement. Cette confrontation de l'offre et de la demande se fait le plus souvent dans les règles édictées par les institutions en charge de réguler les différents secteurs commerciaux notamment l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Suivant les secteurs d'activités, les pratiques sont diversifiées et l'on observe une concurrence féroce où les règles ne sont pas toujours respectées par les acteurs aussi bien au niveau national, qu'international. Une telle situation tend à dénaturer la transparence du marché.

De plus en plus, force est de constater que la tendance est au développement des pratiques illicites par les agents économiques de sorte à avoir un avantage comparatif par rapport à leurs concurrents. Parfois, la concurrence observée dans certains secteurs est saine, mais les pratiques prohibées se sont développées et cela n'est pas sans conséquences sur les performances économiques aussi bien à l'échelle microéconomique que macroéconomique.

L'étude ainsi faite, s'inscrit dans cette logique. En effet, le Burkina Faso dans un tel environnement économique, n'échappe pas à la concurrence sur l'ensemble de son marché. C'est pourquoi, dans le cadre du projet 7up4 « Vers des régimes efficaces de la Concurrence dans les pays d'Afrique de l'Ouest par le renforcement des capacités » par le Centre pour la Concurrence, l'Investissement et la Réglementation Economique (CUTS), le présent rapport fait état de la concurrence au Burkina Faso. La réglementation, les

contraintes, les problèmes relatifs aux principaux secteurs (biens et services, télécommunications, transports, etc.), les différentes pratiques prohibées ainsi que les conséquences sur le niveau de vie des consommateurs, tels sont les différents aspects traités par ce rapport.

Il faut noter que cette étude s'effectue parallèlement à d'autres études similaires en Afrique de l'ouest (Gambie, Ghana, Mali, Nigeria, Sénégal et Togo) qui sont conduites dans le cadre du même projet. Le cadre de l'étude ainsi que la méthodologie ont été conçus par les responsables du projet CUTS de sorte à pouvoir faire une comparaison des résultats entre les différents pays concernés.

Le dit projet a fixé comme perspective majeure à l'issue de l'étude (2ans) l'établissement d'un observatoire afin de contribuer à une amélioration des performances économiques et du niveau de vie des populations. Le présent document constitue le rapport principal de recherche. Il est structuré en neuf chapitres. Le premier présente les caractéristiques macroéconomiques du pays. Les différentes politiques économiques et sociales ayant des effets sur la concurrence sont présentées dans le second chapitre. Les chapitres 3 et 4 traitent respectivement de la politique de concurrence et des contraintes de mise en œuvre de la loi de la concurrence. Les rapports entre les régulateurs sectoriels et l'autorité de la concurrence sont abordés dans le chapitre 5. Les chapitres 6, 7 et 9 sont consacrés aux résultats de recherches respectivement dans la presse écrite, au niveau des parties prenantes sur les questions de concurrence en général (chapitre 7) et plus singulièrement dans le secteur agricole (chapitre 9). Le chapitre 8 traite de l'évaluation des implications des monopoles sur la concurrence.

Caractéristiques macroéconomiques du Burkina Faso

Le Burkina Faso, autrefois Haute Volta est une ancienne colonie française divisée au départ entre ses voisins par le colonisateur français, puis reconstitué en 1947 avant d'accéder à la souveraineté nationale en 1960. Il s'étend sur une superficie de 274 200 sq.km et compte 14 017 262 d'habitants selon le dernier recensement de 2006. Il est limité au Sud par le Ghana, le Togo et le Bénin ; à l'Est par le Niger, à l'Ouest par la Côte d'Ivoire et au Nord par le Mali. Le pays n'a pas d'accès direct à la mer et ses débouchés maritimes sont les ports d'Abidjan, d'Accra, de Lomé et de Cotonou.

Le Burkina Faso est un pays sahélien dont le régime pluviométrique varie de façon sensible du nord au sud, allant de 400mm à 1 100mm. On observe depuis les grandes sécheresses des années 73, des alternances de bonnes et mauvaises saisons. Cette situation conduit le pays dans un régime d'insécurité alimentaire permanente.

Au plan économique, l'activité est dominée par l'agriculture qui représente 40 % du PIB. Le taux de croissance du PIB a été en moyenne de 4% entre 1965 et 2005 et de 2,8% entre 1979 et 1993. Au Burkina Faso, 85% de la population travaille dans l'agriculture dont plus de 50% sont des femmes. En dehors de la période 1984-1987, le pays a toujours connu un système économique libéral avec une forte présence de l'Etat de 1960 à 1984. Cette présence s'est accentuée au cours de la période révolutionnaire. C'est à partir des années 90 que s'est amorcée, avec l'adoption du Programme d'Ajustement Structurel (PAS), la véritable politique de libéralisation de tous les secteurs, notamment dans l'agriculture, l'industrie et certains secteurs de commercialisation.

Malgré un taux de croissance du PIB se situant à 6% par an au cours de ces dernières années, le pays reste classé parmi les plus pauvres du monde si on s'en tient à l'IDH du PNUD, qui le classe 176 sur 177 en 2007. On sait toutefois que l'incidence de la pauvreté est passée de 45,3% à 46,4% entre 1998 et 2003 (INSD, 2003). Le taux de scolarisation qui était à peine de 15% dans les années 1980 est passé à 52,7% en 2006 (INSD, 2008). Quant à l'espérance de vie, en 2006, elle

atteint 56,7 ans contre 48,5 ans en 1985 et 37 ans en 1960. La proportion d'enfants présentant une insuffisance pondérale, s'est accrue, passant de 27% en 1990 à 42,2% en 2003 (Programme National d'Investissement Agricole 2008). Au plan des inégalités, selon Thiombiano et al. (2007), la part du revenu des 40% des ménages les plus pauvres et celle des ménages les plus riches sont respectivement de 18% et 47%. Au Brésil, ce rapport est de 9% et 62% témoignant d'une plus grande inégalité.

Depuis l'indépendance, le Burkina Faso a connu une évolution politique assez turbulente. Entre 1960 et 1966, on est dans un système de parti unique et d'une économie libérale avec une forte intervention de l'Etat. A partir du 3 janvier 1966, suite au soulèvement populaire des travailleurs, survient un régime militaire qui va aller jusqu'en 1987 avec toutefois trois élections caractérisées par un multipartisme et un régime très démocratique. La période est marquée par la naissance d'une multitude de partis politiques, de syndicats et particulièrement une élection où le Président sortant est mis en ballottage. Depuis l'adoption de la nouvelle constitution en 1991, le pays est sorti des régimes d'exception pour s'inscrire dans une logique démocratique de multipartisme. Le pays est à sa quatrième république depuis l'indépendance.

Bien que très peu étendu, le Burkina Faso comprend plus d'une soixantaine de dialectes et d'ethnies. Les trois principales langues sont le mooré, le dioula et le fulfuldé. L'ethnie majoritaire, les Mooses, située principalement au centre du pays, représente environ 60% de la population. Cette mosaïque de peuples donne aussi au pays une grande diversité culturelle. Bien que le Burkina Faso soit officiellement dominé par deux religions monothéistes que sont l'islam et le christianisme, de façon générale, la plupart des populations gardent les pratiques ancestrales, c'est-à-dire les religions traditionnelles.

La principale alimentation du burkinabè est constituée de pâte alimentaire faite à base de mil, de sorgho ou de maïs. Depuis l'indépendance, les habitudes alimentaires ont eu tendance à se modifier

notamment en milieu urbain avec une forte pénétration de la consommation de riz et de pain.

Analyse sectorielle

Plusieurs contraintes pèsent sur le Burkina Faso. L'enclavement géographique et la pénurie des ressources constituent le premier handicap structurel du pays.

Secteur réel

L'économie burkinabè est encore peu diversifiée. Le secteur primaire (35% du PIB) occupe 85% de la population active et le reste de l'économie : commerce, transports, agro-industries, en dépend étroitement. L'économie se concentre de ce fait autour de quelques produits très sensibles aux aléas climatiques et aux chocs exogènes : cours du coton, taux de change vis à vis du dollar. La fragilité d'une agriculture céréalière de subsistance marquée par de faibles rendements pose de façon récurrente la question de la sécurité alimentaire. L'élevage, encore traditionnel, présente certaines opportunités de développement dans le cadre des échanges régionaux. Il constitue le second poste d'exportation du pays, après le coton. Ce dernier procure à lui seul entre 30% et 40% de leurs revenus aux ménages ruraux. Avec 750 975 tonnes de coton graine, le Burkina Faso est devenu en 2005 le premier producteur de coton d'Afrique sub-saharienne.

Les secteurs secondaire et tertiaire sont marqués par la prédominance des activités informelles. Des obstacles structurels : enclavement, coût élevé des facteurs de production, aléas judiciaires, obstacles de fait à la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace UEMOA, entravent le développement du secteur moderne (industries agroalimentaire et textile) qui dépend du secteur primaire dont il transforme les produits. Le bâtiment et les travaux publics, dont l'activité est soutenue, sont tributaires des investissements publics et donc de l'aide internationale.

On note une évolution encourageante de la structure de l'économie et des relations entre les secteurs primaire, secondaire et tertiaire : transformation des céréales, en substitut aux importations de Côte d'Ivoire, du commerce, activités artisanales accompagnant le processus d'urbanisation (mobilier, matériaux de construction). Le secteur des services, contribue désormais pour moitié à la formation du PIB.

La structure même de l'économie du pays, dont les exportations concernent quelques produits primaires et qui importe équipements et biens intermédiaires, rend structurel le déficit commercial. Seule l'importance des transferts nets tant privés (ceux des

travailleurs burkinabè expatriés, en constante diminution du fait de la crise ivoirienne) que publics (aide internationale) permet de limiter un déficit courant, lui aussi structurel.

En 2007, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 4,2% contre 5,5% en 2006. Ce ralentissement s'explique principalement par les difficultés du secteur primaire, imputables en partie par la chute de la production de coton.

L'agriculture a, dans son ensemble, souffert d'une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies et des inondations enregistrées dans certaines régions. Il en est résulté un taux de croissance du secteur primaire de -0,5% contre 0,9% en 2006. En particulier, la production de coton a chuté de 33,2% en passant de 649 400 tonnes au cours de la campagne 2006/2007 à 434 000 tonnes, lors de la campagne 2007/2008 en liaison avec les difficultés de la filière marquée en partie par la baisse continue du prix aux producteurs, le retard dans les paiements et le découragement des producteurs. L'agriculture vivrière a, quant à elle, enregistré une hausse de 4,4% de sa valeur ajoutée, tirée essentiellement par la production céréalière.

Le secteur secondaire a enregistré une croissance de 7,2% contre 6,4% en 2006 sous l'impulsion principalement des Bâtiments et Travaux Publics (BTP). Le taux de croissance de la branche des BTP a été de 33,3% contre 14,1% en 2006, en rapport avec l'intensification des chantiers, notamment la construction d'infrastructures socioéconomiques et le démarrage des travaux du projet Zone d'activités commerciales et administratives (ZACA) et des investissements réalisés par les services financiers et les sociétés des télécommunications. Les industries extractives ont enregistré une hausse de 14,8% de leur valeur ajoutée par rapport à 2006. Ce sous-secteur connaît actuellement un regain d'activités et de dynamisme avec l'exploitation d'une part, des mines d'or de Taparko et Kalsaka, et, d'autre part, des mines de zinc de Perkoa. Quant à la valeur ajoutée des industries manufacturières, elle a progressé de 3% contre 7,4% en 2006. Ce ralentissement est lié, d'une part, à la hausse des consommations intermédiaires suite à la hausse des cours des produits pétroliers et, d'autre part, à la concurrence déloyale et à la fraude.

La croissance du secteur tertiaire est ressortie à 5,1% contre 8,1% en 2006. La progression des services marchands de 3,6% est liée au dynamisme des activités commerciales et des « postes et télécommunications » avec des taux de croissance respectifs de 7,9% et 6,6%.

Du côté de la demande, la croissance du PIB a été tirée principalement par l'investissement. La formation

brute de capital fixe (FBCF) a augmenté de 39,9% contre 25,8% en 2006, marquée par l'accroissement de ses deux composantes. La composante privée a progressé de 64,5%, en rapport avec l'intensification des travaux de construction d'infrastructures et les investissements des services financiers et des sociétés de télécommunications, dans le cadre de l'extension de leurs activités à l'ensemble du territoire. Quant à la FBCF publique, elle a progressé de 11,3% en relation avec la mise en œuvre du programme d'investissements publics. La consommation finale a enregistré une faible hausse de 1,0% contre 6,9% en 2006 en liaison avec la timide augmentation de sa composante privée (+0,2%) causée essentiellement par la baisse des revenus des producteurs de coton et des autres acteurs de la filière. En revanche, la composante publique a enregistré une hausse plus importante de 3,3% contre 2,6% en 2006. S'agissant des échanges extérieurs, ils se sont caractérisés par une baisse des exportations de 3,9% et une progression des importations de 8%.

En terme nominal, le taux d'investissement s'est établi à 18,8% en 2007 contre 14,2% en 2006. Quant au taux d'épargne intérieure brute, il a augmenté pour se situer à 3,0% en 2007 contre 1,1% en 2006.

Dans le domaine des prix, on note que la croissance du PIB réel a été réalisée dans un contexte de maîtrise relative des prix. L'évolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) s'est traduite en fin décembre 2007 par un taux d'inflation de fin de période de 2,3% contre 1,5% en 2006. Ce résultat s'explique principalement par la maîtrise des prix au niveau des fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et « transport » notamment. Le recul des prix au niveau de la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » s'explique par les bons résultats de la campagne agricole 2006/2007 qui ont induit un approvisionnement régulier des marchés en produits céréaliers. En ce qui concerne les transports, ils ont bénéficié de la non répercussion systématique de la hausse des cours du pétrole au niveau du marché international sur les prix à la pompe.

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit global hors dons de 11,8% du PIB contre 10,7% en 2006. Cette évolution est impulsée par la hausse plus que proportionnelle des dépenses totales et prêts nets par rapport aux recettes totales et dons. En effet, les recettes totales et dons ont augmenté de 10,1% en fin décembre 2007 concourant à déterminer un ratio par rapport au PIB nominal de 20,2%. Cette situation est la résultante des hausses de

12,1% et 42,3% respectivement des recettes budgétaires et des dons.

En ce qui concerne les recettes budgétaires, elles ont atteint l'équivalent de 12,9% du PIB nominal en 2007 contre 12,3% en 2006. Cette progression est le reflet des tendances qui ont caractérisé ses principales composantes. En effet, les recettes fiscales ont augmenté de 13,7% grâce à l'impact des réformes portant notamment sur l'informatisation de la Direction des grandes entreprises au niveau de l'Administration fiscale, le renforcement des vérifications et des contrôles fiscaux, l'utilisation de toutes les fonctionnalités du Système douanier automatisé (SYDONIA). De même, les recettes non fiscales ont progressé de 20,3% grâce au réajustement à la hausse des licences des sociétés des télécommunications.

S'agissant des dons, ils se sont élevés à 224,9 milliards de francs CFA, ce qui représente un ratio de 6,9% du PIB en 2007 contre 5,9% en 2006. Cette hausse du niveau de mobilisation des dons est à mettre en relation avec l'action de la solidarité internationale manifestée lors des inondations enregistrées dans plusieurs localités du pays pendant la saison pluvieuse écoulée.

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont augmenté de 14,4% pour représenter 24,7% du PIB en 2007 contre 22,9% en 2006. Cette progression est imputable aux deux composantes de la dépense. En effet, les dépenses courantes ont connu une hausse de 17,1%. Cet accroissement s'explique essentiellement par la progression de la masse salariale, des dépenses de fonctionnement et des dépenses liées au processus de décentralisation en cours. S'agissant de l'augmentation de la masse salariale de 17,5%, elle est liée au recrutement de nouveaux agents dans les secteurs sociaux et au paiement partiel des rappels suite à la prise en compte des actes d'avancement des agents de la fonction publique.

Quant aux dépenses en capital, elles ont baissé de 1,8%, sous l'effet d'une contraction de la composante financée sur ressources internes (-7,0%). La composante financée sur ressources externes, elle, connaît une hausse de 2,2% imputable à l'afflux de capitaux extérieurs dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. En dépit de la baisse qui la caractérise, la composante financée sur ressources internes représente plus du tiers des recettes fiscales (35,6%).

L'encours de la dette publique en fin décembre 2007 se chiffre à 724,0 milliards de francs CFA représentant 22,1% du PIB nominal contre 687,0 milliards de francs

CFA en fin décembre 2006. Le service de la dette a représenté 5,8% des recettes budgétaires. Le niveau relativement faible des différents ratios d'endettement s'explique essentiellement par le bénéfice de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) pour environ 708 milliards de francs CFA.

Secteur extérieur

Dans le domaine des comptes extérieurs, le solde global de la balance des paiements affiche un excédent de 188,3 milliards. Cet excédent a été notamment induit par les recettes de privatisation de l'Office National des Télécommunications (ONATEL) intervenue en 2007.

Le déficit de la balance commerciale s'est aggravé de 15,6% pour s'établir à 294,2 milliards de francs CFA. Les exportations totales ont atteint 290,9 milliards de francs CFA, affichant une baisse de 5,4%, imputable principalement à la contraction de 17,7% des exportations de coton, celles de l'or non monétaire, des produits de l'élevage, des oléagineux et des fruits et légumes étant en hausse. Les importations totales ont enregistré une hausse de 4,1% en 2007, pour s'établir à 585,1 milliards de francs CFA, sous l'effet du regain de dynamisme de l'activité économique intérieure, induisant une progression de la demande de produits pétroliers, de biens d'équipement et des autres biens de consommation. Le déficit des services a été de 168,9 milliards de francs CFA, en dégradation de 1,1% par rapport à 2006 en liaison avec la baisse des autres services. Dans le même temps, les revenus nets se sont détériorés également en ressortant à -6,5 milliards de francs CFA.

Les entrées nettes au titre des transferts courants ont atteint 196,6 milliards de francs CFA en 2007 contre 133,4 milliards de francs CFA en 2006, soit une hausse de 47,4%, attribuable aux transferts courants publics. De même, les entrées nettes au titre des opérations financières et des transferts en capital, y compris la remise de la dette, sont ressorties à 461,3 milliards de francs CFA en 2007 contre 337,4 milliards FCFA en 2006, soit une hausse de 36,7%. Celle-ci se justifie par l'importance des investissements directs, en liaison avec la privatisation de l'ONATEL (144,3 milliards).

Secteur monétaire

Dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Dans un contexte de relative maîtrise de l'inflation, la Banque Centrale a maintenu ses taux directeurs inchangés à 4,25% pour le taux de pension et à 4,75% pour celui de l'escompte. Cependant, ces différents taux directeurs ont été revus à la baisse avec la crise

financière et économique. Le coefficient de réserve obligatoire est demeuré à 7,0% au Burkina. Cette situation s'est traduite en fin décembre 2007 par des évolutions contrastées des principaux agrégats monétaires.

En effet, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont inscrits en hausse de 188,2 milliards, en s'établissant à 409,3 milliards de francs CFA à fin décembre 2007. Cette évolution résulte principalement de la hausse de 152,1 milliards de francs CFA des avoirs extérieurs nets de la BCEAO liée en partie à la cession par l'Etat du Burkina d'une partie du capital de l'ONATEL à un partenaire stratégique pour un montant de 144,3 milliards de francs CFA.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en baisse de 11,6%, pour se situer à 452,7 milliards de francs CFA en fin décembre 2007. La position nette du Gouvernement s'est améliorée de 63,6 milliards, s'établissant à -93,8 milliards de francs CFA en fin décembre 2007. Cette évolution est essentiellement attribuable aux entrées exceptionnelles de ressources au profit de l'Etat. Les crédits à l'économie sont en hausse de 0,8% par rapport à fin décembre 2006, à la suite d'une progression de 13,2% des concours ordinaires et d'un repli de 76,0% des crédits de campagne. L'accroissement des crédits ordinaires résulte de concours à des sociétés cotonnières ainsi qu'à des entreprises intervenant dans les secteurs de l'énergie, des hydrocarbures, des télécommunications, du BTP, de l'agro-industrie, du commerce général et des services.

La masse monétaire s'est accrue de 22,9%, pour s'établir à 813,2 milliards FCFA, portée par des progressions de 17,6% des dépôts en banque et de 42,5% de la circulation fiduciaire.

Performance au titre de la convergence macroéconomique

L'état de convergence s'est légèrement amélioré par rapport à celui enregistré en 2006. Le nombre d'objectifs atteint est, en effet, passé de cinq (05) en 2006 à six (06) en 2007. Le constat qui se dégage des résultats enregistrés depuis 2003, est la prévalence d'un niveau important de déficit budgétaire dont la résorption dans un court, voire moyen termes nécessitera de gros efforts d'ajustement. Cette situation s'explique d'une part, par l'afflux particulièrement important d'appuis budgétaires destinés à la lutte contre la pauvreté et dont la prise en compte reste asymétrique dans le calcul de l'indicateur ; et d'autre part, par le faible niveau de mobilisation des recettes fiscales dont le ratio reste stationnaire, excédant rarement 11% du PIB depuis 2003. Ce faible niveau

de mobilisation des recettes fiscales se couple à un niveau relativement élevé de masse salariale pourtant objet de mesures drastiques d'ajustement depuis 1993. En revanche, des efforts importants sont faits pour soutenir un niveau de dépenses d'investissement visant la réalisation d'infrastructures de soutien à l'économie.

Au total, trois critères de premier rang sont respectés en fin décembre 2007. Il s'agit du critère relatif à l'inflation, au non financement monétaire du déficit budgétaire et aux réserves en mois d'importations.

S'agissant des critères de second rang, trois objectifs ont également été respectés. Le ratio d'investissement financé sur ressources internes rapporté aux recettes fiscales s'est établi à 35,6% en recul par rapport à son niveau de 2006 (42,7%). Le critère portant sur le taux d'intérêt a été également conforme à la norme, le faible

niveau de l'inflation a permis l'émergence des taux réels positifs sur la rémunération de l'épargne. De même, le taux de change effectif réel a faiblement fluctué en se stabilisant à une légère appréciation de 1,6% en fin 2007.

En somme, le Burkina Faso qui est un pays entièrement enclavé a connu au cours de l'année 2007 des résultats mitigés selon les différents secteurs. Ces résultats se sont encore détériorés avec la crise alimentaire mondiale de 2008 et celle de la crise financière et économique récentes. Cette crise a amené la BCEAO à réduire ses différents taux directeurs. Les autorités politiques et les divers partenaires financiers ne sont pas restés inactifs. Des mesures sont prises pour renforcer les politiques depuis lors entamées pour réduire la pauvreté ou libéraliser l'économie du pays. Le chapitre suivant s'attèle à ces aspects de politique économique.

Politiques économiques et sociales ayant des effets sur la concurrence

Ce chapitre présente les différentes politiques économiques et sociales que le pays a connues et qui ont un effet sur la concurrence. Il s'articule autour de neuf sections.

Politiques de développement

Depuis les indépendances, le pays a appliqué plusieurs politiques de développement, parmi lesquelles figurent les programmes d'ajustement structurel.

Programme d'ajustement structurel

Face au marasme économique qui s'est traduit par de nombreuses difficultés financières, économiques et structurelles au cours des années 1980, le Burkina Faso à l'instar des autres pays en développement, s'est engagé dans les programmes d'ajustement structurel.

Le premier a couvert la période de 1991 à 1993, le deuxième de 1994 à 1996 et le troisième de 1997 à 1999 ; tout cela sous la pression des Institutions de Bretton Woods (FMI – Banque Mondiale). Le Burkina Faso est reconnu comme un bon élève de ces institutions alors qu'une bonne partie de sa population est dans la misère malgré une croissance économique d'environ 6% l'an et une inflation maîtrisée à 5% selon les autorités en charge du développement économique et monétaire.

L'un des objectifs recherchés à travers ces PAS était la libéralisation économique fondée sur la privatisation, ce qui aura pour corollaire la concurrence entre les firmes. Ces ajustements n'ont pas été sans conséquences pour le pays. On note le licenciement de nombreux travailleurs, ce qui entraîne du coup l'augmentation du chômage ; d'où l'accroissement des tensions sociales. Même si le but des ajustements structurels était d'assurer la bonne gouvernance, «la gestion de la chose publique», force est de reconnaître que le Burkina Faso est classé 176^e sur 177 pays sur l'indice de développement durable selon le Rapport mondial sur le développement humain durable 2007.

Plan de réduction de la pauvreté

En 2000 est intervenu le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, révisé en 2003, qui est devenu le document de référence de toutes les politiques économiques et sociales du pays. Il accorde une importance capitale au monde rural, particulièrement au secteur social et à l'agriculture puisque le profil de pauvreté du pays indique que près de 92,2% des pauvres sont issus du milieu rural.

La stratégie de lutte contre la pauvreté est basée sur quatre axes qui sont :

- Axe 1 : Accélérer la croissance et la fonder sur l'équité ;
- Axe 2 : Garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base et à la protection sociale ;
- Axe 3 : Elargir les opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres dans l'équité ;
- Axe 4 : Promouvoir la bonne gouvernance.

Autres engagements du gouvernement

Le Burkina Faso s'est engagé à œuvrer pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) d'ici 2015 en les intégrant parfaitement dans ses stratégies de développement. Ces objectifs, adoptés lors du sommet du Millénaire de septembre 2000, consistent à :

- réduire de moitié la pauvreté monétaire et le pourcentage de la population souffrant de la faim ;
- inciter les pays à faire des progrès significatifs dans les domaines de l'éducation primaire, de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, des soins de santé de la mère et de l'enfant ainsi que sur le front de la lutte contre le VIH-Sida et de la dégradation de l'environnement.

Malgré les progrès observés, le pays ne sera probablement pas au rendez-vous pour atteindre les OMD en 2015 si les tendances actuelles se poursuivent. Pour cette raison, il a entrepris l'élaboration d'une stratégie d'accélération des OMD

en 2006 en vue de les atteindre en 2015. Cette accélération se fonde aussi bien sur des appuis budgétaires ciblés que sur des projets spécifiques.

En plus de ces politiques de développement, le Burkina Faso œuvre inlassablement dans le processus d'intégration régionale, en vue de tirer profit des avantages concurrentiels. Ceci se traduit par son appartenance à l'UEMOA et à la CEDEAO.

En somme, toutes ces politiques de développement visent une libéralisation économique et partant, une concurrence au sein de son espace économique, même si certaines d'entre elles n'ont pas eu les effets escomptés. En effet, la politique de privatisation prônée par les PAS a souvent conduit à la création de nouveaux monopoles privés.

Stratégie de développement agricole

Le Burkina Faso, conscient que son économie est basée sur l'agriculture, a mis en place une véritable politique de développement agricole. Ce point présente la politique agricole du pays en passant par les principales cultures et l'importance dudit secteur en terme de contribution au PIB et d'exportation/importation.

Principales cultures

L'agriculture burkinabè est dominée par la culture céréalière avec une estimation de plus de 4 millions de tonnes, et la culture du coton avec 649 400 tonnes qui fait du Burkina un des premiers producteurs de coton en Afrique subsaharienne en 2008.

Parmi les céréales, la production de maïs est en forte hausse (environ 18%) et celle du riz est en légère régression. Or, avec l'accroissement de la population, le taux de consommation du riz augmente continuellement.

Le pays est également un des grands producteurs de fruits et légumes (757 000 tonnes) qui sont exportés en Europe comme dans la sous région.

Les principales cultures céréalières ou vivrières sont : le sorgho, le mil, le maïs, le manioc et le riz. Les produits de rente et d'exportation se composent du coton, de la canne à sucre, du sésame, des amandes de karité, de la noix de cajou, de la gomme arabique.

Depuis près de 10 ans, le coton est devenu le principal produit d'exportation, supplantant ainsi les produits de l'élevage. Il constitue 60% des recettes d'exportation, participe pour 25% au PIB et fait vivre

environ 2 millions de burkinabè. Malgré les performances de la filière, force est de reconnaître que les cotonculteurs burkinabè font face à une concurrence déloyale due aux subventions octroyées par les pays développés à leurs producteurs de coton.

Le pays a un avantage comparatif dans le secteur de l'élevage avec 8 millions de têtes de bovins, 17,7 millions de caprins et 34 millions de têtes de volaille. Les produits burkinabè sont exportés souvent à l'état brut dans divers pays côtiers de la sous région.

Contribution du secteur agricole aux activités économiques

Le secteur agricole, au sens large, génère environ 40% du PIB (25% pour l'agriculture proprement dite, 12% pour l'élevage et 3% pour la foresterie et la pêche). Ce secteur fournit des emplois et des revenus à plus de 85% de la population et représente 80% des recettes d'exportations (MCPEA, 2008).

Principales exportations et importations agricoles

En matière d'exportations, le Burkina Faso a une performance relativement faible par rapport au reste des pays de la sous région. Selon l'UEMOA, en 2006, il exportait seulement 9,7% de son PIB contre une moyenne de 27,8% pour l'ensemble de l'union.

De très grands efforts doivent être faits par le pays pour atteindre le niveau de ces homologues.

Politique agricole

L'agriculture a une importance stratégique pour le pays. Les autorités ont traduit ce fait dans un ensemble de documents stratégiques et sectoriels. Il s'agit du Plan stratégique opérationnel (PSO), du Programme d'ajustement du secteur agricole (PSA) et de la Stratégie de développement rural (SDR) avec ses programmes d'opérationnalisation comme la Politique nationale de développement durable de l'agriculture irriguée (PNDDAI) et le Programme d'appui aux filières agro-sylvo-pastorales (PAFASP).

En 1996, le Gouvernement a adopté un Plan stratégique opérationnel (PSO) définissant un profil à moyen terme (1996-2010) pour l'agriculture. Le PSO traduit clairement les actions prioritaires que le Gouvernement entend mettre en œuvre pour atteindre les objectifs assignés au secteur de l'agriculture et permettre au pays de relever d'importants défis que sont :

- la réduction de la pauvreté en milieu rural ;
- la restauration et l'amélioration des ressources naturelles ;

- la promotion du rôle de la femme et des jeunes en milieu rural ;
- l'insertion de l'agriculture dans l'économie de marché.

Politique industrielle

La politique de développement industriel est fondée sur la Stratégie de développement industriel (SDI-BF). Selon cette politique, la gestion stratégique de développement industriel est une approche qui permet d'organiser un processus de coopération efficace et efficient entre le gouvernement, le secteur privé et les institutions techniques et financières. Elle a été adoptée par le gouvernement en 1998. La SDI n'a pas donné les résultats escomptés en termes de développement industriel. Les différentes filières n'ont pas connu de progression importante en dehors de la filière coton. En fait, il n'y a pas eu une véritable volonté politique autour de cette stratégie.

Politique commerciale

Le désengagement de l'Etat du secteur commercial s'est renforcé avec les nouvelles politiques prônées par l'OMC et s'est matérialisé par la signature d'un certain nombre d'accords.

Relation avec l'OMC

La politique commerciale de l'Etat est marquée par trois faits essentiels. Il s'agit de la libéralisation entamée avec les Politiques d'Ajustement Structurel des années 1990, de l'avènement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en 1994 et de l'accession du pays à l'OMC en 1995.

Les programmes d'ajustement structurel ont été le point de départ d'un long processus de réformes qui continuent jusqu'à nos jours. Il s'est caractérisé par le désengagement progressif de l'Etat des structures de commercialisation et par la réforme des structures de gestion du commerce comme les caisses de péréquation et les structures de contrôle des prix, et par la suppression des subventions et des taxes à l'exportation. En outre, il est à signaler l'instauration des quotas d'importations marqués par la délivrance d'autorisation d'importer.

Le fait marquant de la politique commerciale est l'accession du Burkina à l'OMC qui a été un point de départ du suivi plus minutieux de la politique commerciale. Le pays est soumis régulièrement à l'examen de sa politique commerciale. A nos jours, il y a eu deux examens qui sont suivis de recommandations du Secrétariat de l'OMC. Cet exercice est une incitation pour le pays à adopter de meilleures politiques commerciales.

De manière générale, l'importance du commerce par rapport au développement commande d'avoir de véritables stratégies commerciales. Mais, jusque-là le pays exporte très peu (seulement 9,7% du PIB contre un taux moyen de 27,8% pour l'UEMOA). Cependant, il faut reconnaître que des efforts sont en train d'être faits. Suite à une « Etude diagnostic de l'intégration commerciale » faite par la Banque Mondiale, le pays tente d'opérationnaliser les résultats à travers des initiatives. C'est ainsi qu'une Stratégie Nationale des exportations est en cours d'élaboration.

Les APE et la concurrence

Depuis les accords de Cotonou en 2000, la partie européenne propose un nouvel ordre commercial basé sur le principe de réciprocité dans les échanges commerciaux entre les pays ACP et de l'UE. Ces accords prennent le nom d'accords de partenariat économique (APE) et devaient être signés le 31 décembre 2007. Mais jusqu'à nos jours le Burkina Faso ne l'a pas encore fait tout comme la plupart des pays de la CEDEAO. Ces nouveaux accords prévoient la libéralisation absolue du commerce, caractérisée par la suppression des barrières douanières en passant par deux étapes :

- L'adoption d'un tarif extérieur commun (TEC). Au niveau de la CEDEAO, l'urgence est à l'harmonisation du TEC, avec l'acceptation par tous de la mise en place d'une bande tarifaire à 50% qui s'ajouterait aux 4 bandes du TEC de l'UEMOA qui sont de 0%, 5%, 10% et 20%.
- La définition du libre-échange Union Européenne - Afrique de l'Ouest et Union Européenne - Afrique Centrale consiste à une ouverture asymétrique de 100% du côté de l'Union Européenne et de 80% du côté ACP et par la possibilité d'exclure certains produits. Lors de la réunion du 17 décembre 2007, les ministres ont adopté une importante décision relative à la définition des produits sensibles.

Cette situation pourrait avoir des répercussions au niveau de la concurrence sur les différents secteurs de l'économie burkinabè. La stratégie agricole du Burkina commence à produire des effets. Il est indispensable que le volet commercial des APE prenne en compte cela pour ne pas anéantir les efforts qui sont faits jusque-là.

Au niveau industriel, il y a eu un retard important dans la mise en œuvre de la SDI, mais le récent engouement des autorités pour impliquer le pays dans une nouvelle dynamique de promotion du secteur ne peut se faire sans une protection minimale. Le secteur agroalimentaire est en plein essor et est en train de proposer progressivement des substituts à de nombreux produits importés d'Europe.

En 2008, une étude de la CEDEAO réalisée par DECALAUWE en utilisant une approche d'équilibre générale calculable dynamique, a pu évaluer l'impact de la libéralisation que les APE impliqueraient sur les recettes fiscales, le déficit budgétaire, la croissance et la consommation.

L'étude qui s'est basée sur deux scénarii d'APE (libéralisation immédiate et libéralisation retardée) indique une perte de 12 à 42% de recettes douanières entre 2009 et 2024. La perte des recettes fiscales de l'Etat se situe entre 1,5 et 5,5% pour la même période. Ainsi, le déficit budgétaire se creuserait de 11 à 45%.

Il faut aussi noter que les APE exigent l'application efficiente d'un Droit national de la Concurrence, ce qui n'est, semble-t-il, pas le cas à présent au Burkina Faso. Une telle application permettrait au pays de remédier à de nombreux problèmes liés au manque de concurrence interne et aussi permettrait aux entreprises nationales de se défendre contre les abus de position dominante et autres pratiques anticoncurrentielles éventuelles de la part des entreprises étrangères et européennes.

L'initiative coton

L'initiative coton qui date de 2003 a été matérialisée par une Conférence ministérielle qui s'est tenue le 12 Décembre 2005 autour du thème « initiative sectorielle sur le coton à l'OMC ». Tout ceci s'est passé sous la houlette du gouvernement du Burkina Faso, accompagné du Bénin, du Mali et du Tchad. A la suite de cette requête, s'est tenu à Cancun, une conférence ministérielle de l'OMC sous l'égide du ministre allemand des affaires étrangères. A la genèse de cette conférence se situe l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina Faso (UNPCB), auquel s'adjoindront ceux du Bénin, du Mali en 2001, puis du Cameroun et Madagascar en début 2002 (Pelche et Nubukpo, 2004).

Cette rencontre, baptisée «coton Day», avait pour ambition de systématiser les différentes demandes des pays africains, en vue de les inscrire en bonne place sur l'agenda de la conférence ministérielle et d'aboutir à des solutions opérationnelles rapides et effectives. Plus spécifiquement, le «coton Day» visait à :

- fournir une plate-forme d'échanges et de dialogue entre les différentes parties concernées par l'initiative sectorielle sur le coton : les négociateurs à Genève, les industriels, les producteurs et les ONG ;
- offrir une vitrine et un espace de dialogue aux différentes parties officielles pour leur permettre de partager leur vision du dossier et les positions de principe qui ressortent de leur mandat de négociation ;

- mobiliser la presse africaine et internationale pour lui fournir les éléments clés et les dernières évolutions du dossier ;
- présenter et vulgariser l'ouvrage collectif sur le coton intitulé « Négociations internationales et réduction de la pauvreté : Le livre blanc sur le coton » produit par Enda Tiers Monde, en collaboration avec le Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD), l'Association des producteurs de coton africains (APROCA) et l'Association cotonnière africaine (ACA).

En somme, l'initiative coton ambitionne de réduire les inégalités existantes entre les pays du Nord et ceux du Sud. Le Burkina Faso, grand producteur de coton en Afrique de l'Ouest, est fortement impliqué dans la lutte contre les inégalités et pour un commerce équitable.

Accords commerciaux régionaux

a. CEDEAO

Les accords commerciaux dans la CEDEAO sont réglementés par les textes amendés à Lomé en mars 2007. Mais, ces derniers ne sont pas encore adoptés parce que les ministres des Etats membres ne se sont pas encore réunis à cet effet. Depuis décembre 2008, la CEDEAO dispose d'une loi communautaire sur la concurrence.

b. UEMOA

A partir de la création de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la libéralisation s'est accélérée au Burkina Faso avec l'adoption de la quasi-totalité des directives communautaires en matière de politiques commerciales. Dans ce sens, le tarif extérieur commun (TEC) a été mis en place en 2000. Les catégorisations de l'UEMOA remplacent celles qui existaient jusque-là. Les droits d'entrée du Burkina Faso étaient parmi les plus élevés de l'UEMOA. Le pays applique depuis 2000 le TEC de l'UEMOA aux biens importés des pays tiers, ainsi que les droits supplémentaires (redevance statistique et prélèvements communautaires de solidarité). Les produits industriels d'entreprises d'origine UEMOA agréés au régime de la Taxe Préférentielle Communautaire (TPC) bénéficient de la franchise de ceux-ci. A signaler les règlements 1 et 2 adoptés dans l'UEMOA. Le Règlement 1 est relatif respectivement à la modification de l'annexe au Règlement n°23/2002/CM/UEMOA du 18 novembre 2002 portant amendement de la nomenclature tarifaire et statistique du Tarif Extérieur Commun de l'UEMOA. Quant au Règlement n°2/97/CM/UEMOA, il porte sur l'adoption du Tarif Extérieur Commun de l'UEMOA.

En matière de la réglementation de la concurrence dans la zone communautaire, l'UEMOA a adopté un code communautaire anti-dumping et un Règlement sur les pratiques commerciales anti-concurrentielles. Les pratiques anticoncurrentielles au niveau de l'UEMOA sont régies par le règlement n° 02/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002. Son champ d'application s'étend sur les ententes anticoncurrentielles, les abus de position dominante, les aides d'Etat et les pratiques anticoncurrentielles imputables aux Etats membres.

En sus de ce règlement, un code communautaire anti-dumping a été adopté dans l'UEMOA. Il s'agit du règlement n°09/2003/CM/UEMOA du 23 mai 2003. Ce règlement fixe les conditions de détermination du dumping, autorise l'ouverture et la conduite des enquêtes et fixe les dispositions à prendre (imposition et recouvrement des droits antidumping).

La Commission de l'UEMOA a eu à traiter plusieurs cas de pratiques anticoncurrentielles au niveau de l'espace communautaire dans des domaines tels que les services aéroportuaires, les motocycles, la minoterie et aussi dans les aides d'Etat.

Autres accords multilatéraux ou bilatéraux

Au cours de ces dernières années, le Burkina Faso a tissé de nouvelles relations dans le cadre des accords multilatéraux ou bilatéraux. C'est ainsi que le pays a été éligible à l'African Growth and Opportunity Act (AGO) et bénéficie des financements du Millenium Challenge Corporation (MCC).

L'AGO est un accord commercial qui lie les Etats-Unis à une quarantaine de pays d'Afrique subsaharienne. Ce dernier a pour but de faciliter l'accès au marché américain de certains produits burkinabè. Cependant, le Burkina Faso n'est pas encore en mesure d'exploiter pleinement cette opportunité.

Le MCC est un programme du gouvernement américain destiné à lutter contre la pauvreté dans les pays les plus pauvres du monde. Les pays éligibles dont le Burkina Faso, reçoivent des financements de la part des USA dans le but de financer les secteurs tels que la sécurité foncière, le développement agricole et le désenclavement.

On note aussi un renforcement des accords bilatéraux notamment avec les pays asiatiques (Taiwan, Thaïlande, etc.).

Privatisation et réformes de la réglementation

Le processus de privatisation s'est déclenché avec l'avènement des PAS. Ceci a permis de mettre en place une stratégie de développement du secteur privé. Cependant, comme nous le verrons ci-dessous, des entreprises d'Etat ou des monopoles naturels subsistent.

Stratégie de développement du secteur privé

La stratégie du développement du secteur privé est fondamentalement basée sur la privatisation et la stabilisation du cadre macroéconomique qui relève du choix politique. Ce choix vise à développer le secteur privé et à recentrer les activités régaliennes de l'Etat.

L'initiation des rencontres annuelles gouvernements / secteur privé, a permis de jeter les bases d'un climat des affaires compétitif au point que le Burkina Faso vient d'être classé comme l'un des pays les plus réformateurs dans le monde. Aussi, l'adoption du code du travail, l'amélioration du code des investissements, la relecture du code général des impôts ont considérablement assaini le climat des affaires.

La mise en place du centre de formation des entreprises (CEFORE) a réduit les délais et les frais d'ouverture d'une entreprise. Avant, le processus de création d'une entreprise s'étalait sur 32 jours, nécessitait une dizaine d'étapes avec des frais estimés à 500 000F CFA. Avec la création du CEFORE, les délais sont aujourd'hui de 7 jours ouvrés pour un coût évalué à 60 000F CFA. Cela a permis à plus de 3 000 entreprises de voir le jour à Bobo-Dioulasso et Ouagadougou en 2008.

La promotion de l'entreprise s'appuie ces dernières années sur un certain nombre de dispositions intervenant dans un modèle de guichet unique. Il s'agit entre autres des centres de gestion agréés (CGA) et le centre d'arbitrage, de médiation et de conciliation (CAMCO).

Entreprises d'Etat

Les entreprises d'Etat ou sociétés d'Etat sont des unités qui visent à offrir un bien ou service public. Au Burkina Faso, quatorze entreprises d'Etat existent. Ces entreprises interviennent dans quatre secteurs principaux à savoir :

- le secteur des prestations de service qui comporte dix entreprises (eau, électricité etc.) ;

- le secteur commercial (Société nationale Burkinabè d'hydrocarbures : SONABHY) ;
- le secteur à caractère spécifique (Société nationale de gestion des stocks de sécurité : SONAGESS) ;
- le secteur des établissements publics de prévoyance sociale (EPPS) : la Caisse autonome de retraite des fonctionnaires (CARFO) et la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).

Monopoles naturels

Les entreprises d'Etat sont des monopoles de fait. L'économiste ELY (1937) définit le monopole naturel à partir de trois propriétés alternatives : la rareté absolue d'un bien, l'existence d'un secret de fabrication, d'un privilège spécial ou d'un brevet garantissant l'exclusivité à son détenteur, ou enfin des propriétés particulières de l'industrie, telles que : des rendements croissants, une structure des coûts de production telle que les coûts fixes sont importants relativement aux coûts variables, l'impossibilité d'un grand nombre de firmes. Le contrôle étatique est nécessaire pour limiter le pouvoir de ces firmes. La majeure partie des sociétés relève du monopole naturel. Il s'agit de nos jours de la SONABHY, de la SONABEL et de l'ONEA. Ces sociétés évoluent dans des secteurs où les coûts fixes d'investissement sont hors de portée des privées (construction des barrages hydroélectriques par exemple). Ceci explique la difficulté de trouver des preneurs dans le cas de la privatisation de la SONABEL ; les candidats préférant uniquement le volet de la distribution.

Programmes de réformes de la réglementation

Les programmes de réglementation en vigueur actuellement visent l'amélioration de la compétitivité de l'économie et la réduction des coûts des facteurs. Ces réformes touchent presque tous les secteurs allant de l'énergie à la politique d'emploi en passant par les programmes de privatisation. Ainsi, on peut retenir :

- En matière de réformes institutionnelles et réglementaires du secteur de l'énergie, le Gouvernement avait pris l'engagement en 2008, d'améliorer l'administration du secteur de l'énergie, la couverture énergétique du pays, et de créer les meilleures conditions de participation du secteur privé au développement des infrastructures énergétiques
- En matière de réformes du secteur des transports, le Gouvernement a entrepris des études pour la mise en place du dispositif technique et opérationnel nécessaire à l'application du règlement de l'UEMOA relatif à "l'harmonisation des normes et des procédures de contrôle du gabarit, des dimensions et de la charge à l'essai des véhicules lourds de transports de marchandises".

- En matière de promotion des TIC pour une économie plus compétitive, le Gouvernement a adopté le 27 novembre 2008, la loi portant réglementation des réseaux et services de communications électroniques.
- En matière de libéralisation et de privatisation, conformément à la loi n° 35/94/ADP portant conditions générales de privatisation des entreprises à participation de fonds publics du Burkina Faso, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de son programme de privatisation et de réforme des entreprises publiques pour accroître les incitations à produire et à investir. Le portefeuille résiduel compte sept (07) entreprises en 2008.
- En matière de renforcement du dialogue Gouvernement/Secteur Privé, les rencontres annuelles Gouvernement/Secteur Privé instituées en 2001 se poursuivent.
- Dans le cadre de l'amélioration des marchés de l'emploi et des biens et services, le Gouvernement a entrepris des actions en vue d'assurer l'amélioration du marché de l'emploi, la visibilité du marché du travail et l'assainissement du marché des biens et services.

Politique d'investissement

La politique en matière d'investissements au Burkina Faso est basée sur les axes suivants :

- la production ;
- la transformation ;
- la conservation d'un bien ou de tout autre service.

Droit d'investissement

Au Burkina Faso, c'est la loi n° 62/95/ADP du 14 décembre 1995 qui fait office de code des investissements. Ce code stipule à son article 5 : « Les personnes physiques ou morales quelle que soit leur nationalité régulièrement établies au Burkina Faso sont assurées des garanties générales constituant le régime de droit commun du présent Code. En outre, elles peuvent bénéficier de garanties particulières et de régimes privilégiés dès lors qu'elles satisfont aux conditions d'octroi desdits régimes.

Les régimes privilégiés sont accordés par arrêté des Ministres chargés de l'Industrie et des Finances ».

Est exclue du bénéfice du présent code, toute entreprise qui exerce une activité exclusivement commerciale, de recherche et d'exploitation minière. Ces activités sont régies par des textes spécifiques.

L'article 8 de la loi n°15/97/AN du 17-04-97 précise : « Les investissements productifs sont librement effectués au Burkina Faso sous réserve des

dispositions spécifiques visant à respecter la politique économique et sociale de l'Etat notamment la protection de la santé et de la sécurité publiques, la protection sociale et la sauvegarde de l'environnement.

Toutefois, les investisseurs doivent se faire délivrer une autorisation préalable par le Ministre chargé de l'industrie. Dans ce cadre, ils sont tenus de déposer auprès dudit ministre une demande d'autorisation d'implantation comportant :

- la nature du projet d'investissement,
- son lieu d'implantation,
- le nombre d'emplois à créer,
- la liste des équipements,
- les schémas du plan d'investissement et de financement ».

L'article 9 de la même loi exclut toute discrimination en matière d'investissement. En effet, dans cet article, il ressort : « Les personnes physiques ou morales régulièrement établies au Burkina Faso ont la faculté d'acquérir les droits de toute nature utiles à l'exercice de leurs activités notamment :

- les droits immobiliers, fonciers, forestiers, industriels;
- les concessions;
- les autorisations et permis administratifs;
- la participation aux marchés publics ».

Elles ne peuvent être soumises à des mesures discriminatoires de droit ou de fait dans le domaine de la législation et de la réglementation qui leur sont applicables quelle que soit leur nationalité. Les droits acquis de toute nature leur sont garantis ».

Toute personne physique ou morale résidante au Burkina Faso a le droit d'y investir.

Politiques de promotion de l'investissement

En utilisant les données de panel¹ pour sept pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo), KOUKPO (2005) a constaté que, parmi les facteurs identifiés, le capital humain et l'ouverture économique ont été les déterminants les plus importants des investissements directs étrangers (IDE) dans les pays de l'UEMOA sur la période 1996-2003. Le niveau de vie mesuré par le produit intérieur brut a un impact relativement faible par rapport à ces deux facteurs. La stabilisation de l'environnement macroéconomique a affermi la confiance des investisseurs.

Au Burkina Faso, quelques programmes majeurs sont en cours actuellement. Le plus important est le Plan

d'actions et Programme d'Investissements du Secteur de l'Elevage (PAPISE) qui a été adopté en 2000. On note également dans le cadre de la Stratégie du Développement Industriel (SDI), la réduction du délai de création d'entreprises facilitée par la mise en place de guichets uniques ainsi que l'allègement des charges fiscales. Ceci s'est matérialisé le 8 novembre 2007 par le décernement au pays du prix du Club des meilleurs réformateurs dans le climat des affaires en Afrique sub-saharienne, attribué par la Société financière internationale (IFC/SFI) de la Banque Mondiale. A cette occasion, le Ministre du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat, a tenu à rappeler qu'il y a encore peu de temps, le pays était cité parmi les nations rigides en matière de création et de gestion d'entreprises. Mais des réformes ont été entreprises et permettent au Burkina Faso de passer de la 154^e place (sur 155 pays) en 2004 à celle de 161^e (sur 178) en 2006 dans l'étude « Doing Business 2008 » de l'IFC. Selon ce rapport, le pays « a mis en place au Palais de justice des tribunaux de commerce spécialisés, et a diminué les coûts d'exécution du jugement en réduisant les droits d'enregistrement de 4% à 2% du montant du jugement ».

Etat des IDE

La part de l'Afrique subsaharienne dans les IDE mondiaux se réduit. Le stock d'IDE en Afrique subsaharienne a augmenté significativement entre 1980 (27 milliards USD) et 2001 (117 milliards USD). Cette progression ne doit toutefois pas occulter la baisse de la part de la zone dans le stock d'IDE mondial, désormais inférieure à 2% (soit 5,4% du stock accueilli par les pays en développement). A contrario, parmi les pays en développement, certaines zones, telles que l'Asie (19,8% du stock d'IDE mondial en 2001), l'Amérique latine (10,7%) et les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) et la Communauté des Etats Indépendants (CEI) (2,4%), ont été nettement plus attractives pour les investissements internationaux.

Au Burkina Faso, les IDE ont varié en dents de scie entre 2004 et 2007 ; avec un certain boom en 2007. En effet, de 12,3 milliards FCFA en 2004, selon les estimations de la BCEAO, les IDE ont atteint 164,3 milliards FCFA². Le tableau 1 donne le point de l'état des IDE au cours de la période 2004-2007.

Tableau 1 : IDE au Burkina en milliards de francs CFA courants				
Année	2004	2005	2006	2007 (a)
IDE	12,3	18,1	17	164,3

Les entreprises transnationales et leurs activités

L'économie burkinabè est une économie ouverte. Ce caractère couplé à la stabilité géopolitique et un climat d'affaires propice attirent des investisseurs étrangers. On retrouve les entreprises multinationales dans différents secteurs de l'économie nationale.

Le tableau 2 présente les entreprises multinationales et leurs activités.

Tableau 2 : Entreprises multinationales et leurs secteurs d'activités	
Multinationales	Secteurs d'activités
Dagris	Agriculture
Addax et Oryx group	Alimentaire
Castel Groupe	Boissons
Air Liquide	Chimie
Yves Rocher	Cosmétique
Bolloré, Nichimen Corp, Suez SA	Autres secteurs
Ondéo	Energie et Eau
Delmas	Service de transport
Source : transnationale.org	

Politique en matière de marchés publics

La gestion de la politique en matière des marchés publics est maintenant assurée par l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) et la Direction générale des marchés publics (DGMP) ainsi que les Ministères.

Il est désormais reconnu à l'ARMP les compétences en matière de régulation, à savoir la réglementation, les règlements des différends, l'information (y compris les publications) et la formation des acteurs, l'audit et l'évaluation du système.

A la DGMP, vont exclusivement toutes les compétences relatives aux passations et à l'exécution des marchés publics, le contrôle (de conformité) du respect des textes y relatifs. Cette répartition des tâches entre les deux structures a comme implication la relecture du décret 2008-154/PRES/PM/MEF du 02 Avril 2008 portant organisation du ministère de l'Economie et des finances, et de l'arrêté n°2008-230/MEF/SG/DGMP du 7/08/2008 portant organisation et fonctionnement de la Direction générale des marchés publics.

La présente répartition de compétences s'inscrit alors dans le cadre d'une profonde réforme du système des marchés publics engagée par l'Etat depuis 2005 ; une réforme matérialisée par l'adoption d'un plan d'actions qui a été exécuté jusqu'au 1er juillet 2008, date à laquelle les membres du Conseil de régulation de l'ARMP ont été installés. Cet acte consacrait l'entrée en vigueur du nouveau dispositif du système des marchés publics. La régulation et le contrôle sont donc exercés désormais par les deux structures conformément aux normes internationales et communautaires.

La participation à un marché public requiert un certain nombre d'exigences. Ces aspects sont soulignés dans l'article 38 du décret 2008-154/PRES/PM/MEF du 16 Avril 2008 portant sur la réglementation générale des marchés publics de service public au Burkina Faso.

Article 38 : Peut être candidat à un contrat de commande publique, toute personne physique ou morale, pouvant justifier de capacités juridiques, techniques, et financières nécessaires à l'exécution d'un marché public ou d'une délégation de service public.

L'attribution des marchés publics passe par la sélection des soumissionnaires. La procédure de sélection comprend les étapes suivantes :

- la mise en concurrence des entreprises soumissionnaires (publication de l'appel d'offre dans le journal des marchés publics et au moins dans un journal d'informations générales à grande diffusion) ;
- la réception des dossiers (supérieur à 30 jours calendaires pour les marchés dont le montant prévisionnel est estimé égal ou supérieur au seuil national de l'appel d'offres prévu à l'article 12 point 1 du présent décret et à 45 jours calendaires pour les marchés dont le montant prévisionnel est estimé égal ou supérieur au seuil communautaire) ;
- le dépouillement par une Commission d'Attribution des Marchés (CAM) ;
- l'analyse des offres par une Commission technique ;
- la délibération des résultats provisoires par le CAM ;
- la publication des résultats provisoires ;
- après la publication des résultats provisoires, un délai de 15 jours est accordé aux non bénéficiaires pour réagir (contestation) ;
- la notification (lettre invitant les bénéficiaires à la signature du contrat) ;
- la signature du contrat est faite entre l'autorité contractante et l'attributaire.

Il peut cependant exister des soumissions collusoires. Dans ce cas de figure, les entreprises, fournisseurs et prestataires de service peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint dans le cadre d'un marché unique sous réserve que cela n'ait ni pour objet ni pour effet d'établir entre eux des ententes anticoncurrentielles et/ou constituer un abus de position dominante interdit par les dispositions de l'article 8 du Traité de l'UEMOA relatif à la concurrence et de ses textes d'application. Le cas échéant, le marché est déclaré nul par l'autorité contractante.

En somme, les règles prévoient le libre jeu de la concurrence dans l'attribution des marchés publics, mais, il est à noter l'existence de certaines infractions telles que les ententes entre les soumissionnaires notamment dans le cas des consultations restreintes³ (pour faire bénéficier à tour de rôle les différents soumissionnaires sur différents marchés), les fuites d'informations sur le document à consulter avant la publication de l'appel d'offre et la corruption. Ces pratiques étaient très fréquentes dans l'ancienne réglementation. Toutefois, dans la nouvelle réglementation, la question des ententes en matière de demande de prix a trouvé solution à travers l'ouverture à appel à concurrence avec un délai plus bref. Dans tous les cas, il existe une Commission de règlements à l'amiable des litiges (CRAL) qui peut être saisie en cas de contestation. Et en cas de désaccords persistants, les parties peuvent saisir les juridictions compétentes.

Politique du travail

La politique de l'emploi découle de l'adhésion formelle ou de fait du Burkina Faso aux conventions internationales et autres instruments des Nations Unies et des institutions spécialisées (O.I.T.), de la Constitution du 02 Juin 1991, du Programme présidentiel. Elle a pour finalités de :

- offrir au plus grand nombre de burkinabè des possibilités d'emplois pleins et hautement productifs dans tous les secteurs de l'activité économique et notamment dans les branches d'activités qui ont un fort potentiel de valeur ajoutée ;
- élever considérablement la qualité de la main d'œuvre de manière à améliorer sa compétitivité par rapport aux autres facteurs de production ;
- améliorer les conditions de travail (rémunération, couverture sociale, etc.), de manière à stimuler la motivation des travailleurs.

En pratique, la politique de travail au Burkina Faso peut être restrictive à la concurrence, notamment à travers les taxes internes et le non suivi des politiques de recrutement de certaines entreprises (non

déclaration des employés aux services de sécurité sociale avec pour implication le non paiement de la part patronale).

Politiques de la protection des consommateurs

L'Etat burkinabè a mis en place un certain nombre de structures qui veillent à la protection et au bien-être des consommateurs. Pour l'information des consommateurs sur la qualité des biens qui leur sont vendus, l'Etat burkinabè a construit un Laboratoire national de santé publique (LNSP). L'Etat intervient aussi très souvent sur le marché pour fixer des prix plafonds ou contrôler le poids de certains produits. Cette tâche est assurée par l'Inspection générale des affaires économiques (IGAE). A titre illustratif en 2007, l'IGAE dans le cadre de la vérification périodique des instruments de mesure utilisés dans les transactions commerciales et de contrôle de la qualité des produits de consommation courante, a fait des saisies de certains produits de consommation, d'hydrocarbures, de la distribution de gaz, de la boulangerie et des tôles (MEF, 2008). En outre, en matière de contrôle de concurrence, il a été institué la Commission nationale de la concurrence et de la consommation (CNCC). En effet, la loi 15/94/ ADP du 05 mai 1994 régit également la sécurité des consommateurs en matière commerciale.

Toutefois, ces structures voient leurs actions limitées par l'insuffisance de moyens techniques, humains et matériels. A cela s'ajoute le manque d'information des agents économiques.

A côté de ces structures étatiques, les consommateurs assurent la défense de leurs droits pour l'amélioration de leur bien-être à travers les associations de la société civile telles que : la Ligue des consommateurs du Burkina (LCB), l'Association des consommateurs du Burkina (ACB) et l'Organisation des consommateurs du Burkina (OCB). Dans un passé récent, face à la hausse vertigineuse des produits des hydrocarbures et des produits de première nécessité, les revendications des consommateurs se sont multipliées à travers des marches contre la « vie chère » organisées par une coalition ad hoc créée à cet effet. A ce niveau, les organisations syndicales y jouent un rôle très important. Ce sont elles qui ont dirigé l'essentiel des marches.

Au terme de ce chapitre, il ressort que le Burkina Faso depuis l'adoption des PAS, s'est doté d'un ensemble de politiques économiques et sociales visant à réduire la pauvreté, à assainir le climat des affaires et à protéger les consommateurs. De manière concrète, quelle est en matière de concurrence la politique adoptée par le pays ?

Politique de la concurrence

L'histoire économique des pays africains en général, et du Burkina Faso en particulier renseigne que ces économies étaient dans un premier temps des économies de subventions et de distorsions de prix où existaient des systèmes de péréquation. La mise en œuvre de la concurrence s'est amorcée au Burkina Faso avec les politiques d'ajustement structure et s'est renforcée avec la mise en route de l'intégration régionale et des accords de l'OMC. Le présent chapitre décrit dans cinq sections ce processus. La première présente la place accordée à la politique de la concurrence dans les objectifs du gouvernement. La seconde section est consacrée au dispositif légal de la concurrence dans le pays. La répartition des compétences entre les structures nationales et les organes communautaires est abordée dans la troisième section. Les difficultés de mise en œuvre du droit de la concurrence et les pratiques prohibées par la loi sont traitées dans les dernières sections.

Place accordée à la politique de la concurrence dans les objectifs du gouvernement

Le droit et la politique de la concurrence peuvent être définis comme un ensemble de règles et de moyens mis en œuvre pour veiller à ce que la concurrence laissée à elle-même ne tue pas la concurrence en devenant sauvage, où les plus forts écrasent les plus faibles. Ils visent à faire en sorte que la concurrence puisse se jouer loyalement et sainement entre les opérateurs économiques d'un même Etat, ou entre les Etats, créant ainsi un environnement propice aux affaires, le tout basé sur l'équité.

La loi sur la concurrence au Burkina Faso a été promulguée le 13 juin 1994 (décret 94-212 du 13 juin 1994, JO. BF du 21 juillet 1994, page 1292). Un des objectifs importants que le législateur assigne à cette loi est celui de stimuler l'efficacité économique et d'améliorer le bien-être des consommateurs. Il n'est pas prévu de date expresse d'entrée en vigueur. Ce qui implique qu'elle entre en vigueur dès sa publication au journal officiel.

Les objectifs affichés et la promptitude avec laquelle la loi a été publiée, soit environ un mois après sa promulgation, pourrait laisser paraître une réelle

volonté politique du gouvernement à œuvrer pour la création d'un réel environnement économique concurrentiel, libre et transparent.

L'évolution de cet environnement économique depuis la loi 15-94, montre cependant que la concurrence n'est pas un objectif en soit, mais un instrument pour pousser les entreprises à devenir plus compétitives ; l'amélioration du bien-être des consommateurs n'étant qu'un effet induit, un effet collatéral. Aujourd'hui, plus de quinze (15) ans après, le bilan de la mise en œuvre de la loi sur la concurrence est mitigé. Certes, le cadre juridique et institutionnel est là, mais plusieurs pratiques anti-concurrentielles continuent de prévaloir sur le marché local sans que leurs auteurs ne soient inquiétés. Les consommateurs en souffrent beaucoup depuis la crise économique internationale notamment sur le marché des céréales et autres produits de première nécessité. Depuis cette crise, les prix de certains produits de grande consommation sont passés du simple au triple voire plus, cela, en dépit de la suspension des droits de douane et autres taxes sur l'essentiel des produits de base. A titre illustratif, l'inflation quasi nulle en 2007 (0,2%), a atteint 9.3% alors que selon les critères de convergences de l'UEMOA, ce taux ne devait pas excéder 3%. Parmi les causes avancées pour expliquer cette hausse vertigineuse des prix des produits de grande consommation, on retrouve en bonne place les situations de monopole et d'abus de position dominante dans certains secteurs d'activités. Les secteurs fréquemment cités sont les secteurs du riz, lait, sucre, huile où il existe très peu d'importateurs agréés et surtout celui des hydrocarbures où il n'y a qu'un seul importateur agréé, la SONABHY.

Face à cette situation et bien que la loi 15-94 ADP du 15/05/1994 prévoit l'adoption de « mesures temporaires contre des hausses excessives de prix, lorsqu'une situation de crise, des circonstances exceptionnelles ou une situation anormale du marché dans un secteur économique donné les rendent nécessaires » (art 1, al 3) ; le gouvernement, en guise de solution à la hausse des prix, s'était limité à suggérer des prix que les commerçants n'ont évidemment pas respectés. Certaines organisations de la société civile étaient parvenues à la conclusion que : « la flambée des prix est la conséquence de l'insuffisance des actions de défense des

consommateurs par le gouvernement ». (Journal « Le pays » du 19/03/2008).

A côté de ces situations de monopoles et d'abus de positions dominantes, s'est développé depuis la libéralisation un phénomène beaucoup plus inquiétant qui mine tout développement économique : la fraude. Elle est favorisée par la position géographique du Burkina (enclavé et limité par six pays) et est surtout le fait d'un secteur informel opaque et anarchique. Ce qui non seulement fausse le jeu de la concurrence mais également ne permet pas aux consommateurs et aux opérateurs économiques d'opérer leurs choix au moment des achats. Bien qu'occupant une place importante dans l'économie burkinabè et malgré les pertes de recettes fiscales que la situation actuelle entraîne, ce secteur tarde à être organisé.

Or, c'est avec un marché qui fonctionne sans distorsions, en étant soumis aux règles de la concurrence que les entreprises locales pourraient devenir compétitives au plan local, voire sur le marché international et permettre de stabiliser l'inflation. Aujourd'hui, si la balance des paiements du Burkina Faso est fortement déficitaire, c'est justement parce qu'il subsiste des barrières à l'entrée de concurrents potentiels dans certains secteurs du marché local alors que les entreprises qui s'y trouvent n'arrivent pas à exporter sur le marché international.

Le dispositif légal de la concurrence au Burkina Faso

La concurrence au Burkina Faso, en vertu de l'appartenance du pays à l'UEMOA et à la CEDEAO, est régie par deux dispositifs légaux : le dispositif national et les dispositifs communautaires.

Le dispositif national

Le dispositif légal national est constitué de deux (02) lois et de trois (03) décrets d'application. Le texte de base sur la concurrence est la loi 15-94 ADP du 05/05/1994 portant organisation de la concurrence au Burkina. Elle a été modifiée en 2001 par la loi 033-2001/AN du 04/12/2001.

La loi 15-94 ADP interdit toute forme de pratiques anticoncurrentielles notamment les ententes et les abus de position dominante (arts 5 à 7). Elle interdit également les pratiques restrictives de la concurrence comme les prix imposés (art 9), la vente à perte (art 10), le refus de vente à l'égard des consommateurs (art 14), les pratiques discriminatoires entre professionnels (art 15) les ventes sauvages et le para commercialisme (art 16) et la publicité mensongère (art 19). Aux termes des dispositions de cette loi, plusieurs structures étatiques sont chargées de veiller

au respect des dispositions (de cette loi) par les opérateurs économiques. Il s'agit de l'Inspection Générale des Affaires Economiques, des tribunaux (art 46) et de la Commission nationale de la concurrence et de la consommation (art 2).

La Commission nationale de la concurrence et de la consommation est aux termes de la loi 15-94 ADP, un organe consultatif. Sa création, composition et fonctionnement sont régis par le décret 2002-605 du 26/12/2002 portant composition, attributions et fonctionnement de la Commission nationale de la concurrence et de la consommation. Elle est saisie de toutes les questions concernant la concurrence et la consommation au Burkina Faso. Entrent notamment dans son domaine de compétence, tous les textes pris en application de la loi 15-94 ADP du 05/05/1994 portant organisation de la concurrence au Burkina Faso, les pratiques anticoncurrentielles et celles restrictives de la concurrence, les faits susceptibles d'infraction au sens de la loi ci-dessus citée.

La modification introduite en 2001 a eu essentiellement pour effet d'élargir la saisine à d'autres acteurs et d'étendre les pouvoirs de la CNCC en lui conférant un pouvoir de sanction. Dans sa rédaction initiale, la saisine de la CNCC était laissée à la seule discrétion de l'Administration et celle-ci ne pouvait qu'émettre des avis. Désormais, en plus du ministère du Commerce, la CNCC peut être directement saisie par les opérateurs économiques et les organisations de la société civile. En outre, la loi prévoit l'auto saisine (art 3). Quant au pouvoir de sanction, la CNCC peut désormais prononcer des amendes pécuniaires à l'encontre de tout contrevenant des dispositions de la loi 15-94 ADP du 05/05/1994 modifiée par la loi 033-2001/AN du 04/12/2001. Le montant de la sanction est laissé à la discrétion de la Commission sans toutefois excéder 1% du chiffre d'affaires réalisé au Burkina Faso par l'entreprise fautive au cours du dernier exercice clos et 2 000 000 F CFA dans les autres cas (art 3 bis).

A la lecture des dispositions légales sur la concurrence, on peut affirmer que les objectifs explicites de la loi sont :

- l'adaptation du cadre normatif et institutionnel de la concurrence aux mutations économiques affectant l'existence et le fonctionnement du marché ;
- la création d'un régulateur indépendant pouvant garantir une concurrence praticable ;
- l'établissement du corpus juris capable de prendre en charge les intérêts du consommateur burkinabè ;
- rationaliser la répartition des compétences entre les agents d'exécution de la loi et les opérateurs économiques.

Toutefois, une lecture combinée du cadre législatif et réglementaire de 1994⁴ permet de déceler des objectifs implicites attribués à la loi sur la concurrence. Il s'agit notamment de:

- mettre en place une loi d'orientation sur la promotion de la concurrence ;
- diversifier les formes d'intervention des autorités publiques dans le domaine de la concurrence ;
- relancer l'économie nationale après le bilan mitigé des Politiques d'ajustements structurels et les privatisations.

L'approfondissement de l'ouverture de l'économie burkinabè à l'économie de marché, a confirmé ces objectifs de la loi de 1994. La concurrence est clairement devenue un moyen pour atteindre le développement économique et social. D'ailleurs, l'appartenance du pays à l'UEMOA le justifie amplement. En effet, le préambule du Traité constitutif de cette organisation d'intégration économique sous régionale précise que les Etats membres sont déterminés à se conformer aux principes d'une économie de marché ouverte, concurrentielle et favorisant l'allocation optimale des ressources.

Le dispositif communautaire

Le dispositif communautaire sur la concurrence mis en place dans le cadre de la mise en œuvre du marché commun est constitué de trois règlements et de deux directives.

S'agissant tout d'abord des règlements, il y a :

- le règlement N°02/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 relatif aux pratiques anticoncurrentielles à l'intérieur de l'UEMOA
- le règlement N° 03/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 relatif aux procédures applicables aux ententes et abus de position dominante à l'intérieur de l'UEMOA
- le règlement N° 04/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 relatif aux aides d'Etat à l'intérieur de l'UEMOA et aux modalités d'application de l'article 88 (c) du Traité.

Le premier qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2003 (art 8) compte huit (08) articles dont cinq (articles 2 à 6) consacrés aux interdictions. Ainsi, ce texte interdit toutes les formes d'ententes anticoncurrentielles, notamment celles visant à limiter le libre exercice de la concurrence ou à fixer les prix (art 3); les abus de position dominante tels les prix imposés, les limitations de la production, des débouchés ou du développement technique au préjudice du consommateur, les discriminations entre professionnels etc. (art 4) ; les aides d'Etat lorsque ceux-ci faussent ou sont susceptibles de fausser la concurrence (art 5); les pratiques anticoncurrentielles

imputables aux Etats (maintien ou édicton de mesures susceptibles de fausser la concurrence) (art6). Dans ce dernier cas cependant, le législateur communautaire prévoit des exemptions, notamment dans l'hypothèse où l'application des textes communautaires fait échec à l'accomplissement d'une mission particulière d'intérêt économique général. En outre, l'art 7 prévoit de manière générale et dans certaines conditions, des exemptions individuelles et par catégorie, lorsque l'activité visée contribue à améliorer la production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique.

Le second comporte 29 articles répartis en dix titres. Aux termes dudit règlement, l'organe habilité à connaître des plaintes relatives aux manquements des dispositions communautaires de la concurrence est la Commission. La Saisine qui est traitée aux titres II et III est ouverte aux Etats, toutes personnes physiques ou morales intéressées et à la Commission elle-même. La procédure applicable devant elle, est contradictoire (titres IV à VI). S'agissant des pouvoirs de la Commission, elle dispose de pouvoirs non contentieux notamment des pouvoirs de constatation des infractions et la prise des mesures provisoires (titre II) et des pouvoirs de sanctions pécuniaires qui se résument en des amendes allant de 500 000 FCFA à 100 000 000 FCFA voire jusqu'à 10% du chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice précédent par chacune des entreprises ayant participé au fait incriminé. En cas d'inexécution l'intéressé est soumis à des astreintes allant de 50 000 FCFA à 1 000 000 FCFA par jour (titre VII). Toutefois, le législateur communautaire prévoit des délais de prescription de trois (03) à cinq (05) ans pour les poursuites, et cinq (05) ans pour l'exécution des décisions prononçant les sanctions (titre VIII). Le règlement N° 03/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 relatif aux procédures applicables aux ententes et abus de position dominante à l'intérieur de l'UEMOA est assorti de deux annexes. La première est relative aux notes interprétatives de certaines notions et la seconde aux spécifications du formulaire N (Formulaire obligatoire pour les demandes et notifications pour attestation négative et pour exemption).

Le troisième règlement qui est entré en vigueur le 1^{er}/01/2003 compte 30 articles répartis en sept (07) chapitres. Le texte interdit toute aide publique susceptible de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions. Toutefois, le texte prévoit certaines exceptions à son article 3. Il admet notamment, les aides à caractère social, celles destinées à faire face aux dommages causés par les calamités naturelles, celles destinées à des activités de recherches menées par des entreprises etc.

D'un point de vue procédural, tout projet d'aide publique doit être notifié à la Commission qui dispose à compter de la réception de ladite notification de deux (02) mois pour se prononcer sur son caractère légal ou pas (art 7.5). Passé ce délai, l'aide est réputée avoir été autorisée (art 7.6).

Quant aux aides illégales, elles font l'objet d'examen sans délai par la Commission. Elle peut dans ce cas, enjoindre l'Etat incriminé de suspendre, voire de récupérer provisoirement l'aide versée illégalement en attendant qu'elle se statue (art 14). En outre, lorsque la Commission établit avec certitude que l'aide était illégale, elle peut enjoindre l'Etat concerné de mettre tout en œuvre pour récupérer l'aide auprès du bénéficiaire (art 16). Toutefois, le pouvoir de la Commission en matière de récupération de l'aide est soumis à un délai de prescription de cinq (05) ans. Toute personne physique ou morale et toute partie intéressée peut saisir la Commission en matière d'aide illégale.

Quant aux directives, il s'agit :

- de la directive N° 02/2002/CM/UEMOA relative à la coopération entre la Commission et les structures nationales de concurrence des Etats membres pour l'application des articles 88, 89 et 90 du traité de l'UEMOA. Cette directive institue une compétence exclusive au profit des organes communautaires en matière de contrôle de la concurrence au sein de l'Union, les structures nationales n'ont qu'une « mission générale d'enquête sur initiative nationale ou sur mandat exprès de la Commission, conformément aux pouvoirs et aux procédures d'investigation prévus par le droit communautaire et les droits nationaux ».
- de la directive N° 01/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 relative à la transparence des relations financières d'une part, entre les Etats membres et les entreprises publiques et d'autre part, entre les Etats membres et les organisations internationales ou étrangères. Elle exige des Etats, une plus grande transparence dans leurs relations financières avec les entreprises publiques et les organisations internationales. Le but est de permettre à la Commission d'apprécier les effets de ces relations, ainsi que les avantages et aides éventuels accordés par les Etats à ces structures sur la concurrence, pour au besoin, les réglementer à l'avenir. Toutefois, la directive prévoit des exemptions à son art 4. Ainsi, l'exigence à la transparence ne concerne pas entre autres, les entreprises publiques dont les prestations de services ne sont pas susceptibles de restreindre la concurrence, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, (BCEAO), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), les établissements de

crédits publics, en ce qui concerne les dépôts par les pouvoirs publics de fonds aux conditions normales du marché.

Du cadre institutionnel de la mise en œuvre de la concurrence : répartition des compétences entre les structures nationales et les organes communautaires

La réglementation communautaire prévoit pour la mise en œuvre de la concurrence au sein de l'union, une collaboration entre les structures nationales et les organes communautaires.

Les structures nationales

La directive N° 02/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 qui prévoit la collaboration ne détermine pas la nature ni le statut des structures nationales. Son art 1 précise simplement qu'il s'agit de « toute institution nationale à compétence générale ou sectorielle, intervenant dans le domaine du contrôle de la concurrence ».

Au Burkina Faso, il existe plusieurs structures (de natures différentes) de contrôle de la concurrence. On retrouve des structures comme la Commission nationale de la concurrence et de la consommation dont le statut mérite d'être précisé, certaines administrations comme l'Inspection générale des affaires économiques et des cours et tribunaux. La Cour d'appel de Ouagadougou reçoit en appel les décisions de la CNCC (art 3 ter de la loi 15-94 ADP) tandis que les tribunaux connaissent en première instance du contentieux de la concurrence (art 46 de la loi 15-94 ADP). Ceux-ci peuvent prononcer des amendes allant de 1 000 000 FCFA à 25 000 000 FCFA et des peines d'emprisonnement de deux (2) mois à deux (2) ans ou l'une de ces peines seulement (art 53 de la loi 15-94).

Le rôle assigné aux structures nationales de la concurrence par le droit communautaire est défini à l'art 3 de la directive N° 02/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002. Aux termes de cette disposition, « ces structures doivent assurer une mission générale d'enquête, sur initiative nationale ou sur mandat expresse de la Commission, conformément aux pouvoirs et aux procédures d'investigation prévus par le droit communautaire et les droits nationaux. Elles mènent à ce titre, une activité permanente de surveillance du marché afin de déceler les dysfonctionnements liés aux pratiques anticoncurrentielles. Les structures nationales sont en outre chargées :

- de recevoir et transmettre à la Commission les demandes d'attestation négative, les notifications pour exemption et les plaintes des personnes physiques et morales ;
- d'élaborer et de transmettre trimestriellement à la Commission, des rapports ou des notes d'informations sur la situation de la concurrence dans les secteurs économiques ayant fait l'objet d'enquête ;
- de suivre, en collaboration avec toute autre administration habilitée, l'exécution des décisions qui comportent à la charge des personnes autres que l'Etat, une obligation pécuniaire et en faire un rapport périodique à la Commission ;
- de procéder au recensement des aides d'Etat et en faire trimestriellement un rapport à la Commission ;
- de produire un rapport annuel sur l'état de la concurrence dans le pays ;
- de prêter assistance aux agents de la Commission lorsque celle-ci conduit elle-même les enquêtes.

Les organes communautaires

Deux organes sont chargés d'appliquer les textes communautaires de la concurrence. Il s'agit de la Commission, organe exécutif de l'Union, et de la Cour de Justice de l'UEMOA.

La Commission est chargée de la mise en œuvre du droit communautaire de la concurrence. En outre, elle dispose en la matière d'une compétence exclusive. Ainsi, le droit communautaire s'applique aussi bien aux pratiques anticoncurrentielles affectant le commerce entre Etats que le commerce à l'intérieur des Etats. A ce titre, la Commission est habilitée à prendre des mesures provisoires, des injonctions à l'encontre des Etats fautifs, à prononcer des sanctions pécuniaires et des astreintes en cas d'inexécution. En outre, les fonctions d'enquête relatives aux pratiques comme les aides d'Etat, les pratiques anticoncurrentielles imputables aux Etats membres concernant les entreprises publiques et qui sont susceptibles d'avoir des effets sur les échanges entre Etats, relèvent des compétences des structures communautaires. Les décisions de la Commission sont susceptibles d'appel devant la Cour de Justice de l'Union.

Le titre X du règlement N°03/2002/CM/UEMOA relatif aux procédures applicables aux ententes et abus de position dominante à l'intérieur de l'UEMOA, reconnaît une large compétence à la Cour de Justice de l'UEMOA quant à l'appréciation de la légalité, de la proportionnalité ou même de l'opportunité économique des décisions rendues par la Commission. Ainsi, lorsque l'opérateur économique ou l'Etat

sanctionné par la Commission n'est pas convaincu du bien fondé de la décision, il peut saisir cette cour pour obtenir l'annulation ou sa modification.

Des difficultés de mise en œuvre du droit de la concurrence

La mise en œuvre du droit de la concurrence peut se heurter à certaines difficultés qui peuvent se résumer dans le cas présent à deux catégories : les difficultés de mise en œuvre de la compétence exclusive de la Commission et l'absence d'outils d'une politique de concurrence.

Difficultés de mise en œuvre de la compétence exclusive de la Commission

En principe, l'exclusivité de la compétence des organes communautaires ne remet pas en cause la coexistence des droits nationaux et du droit communautaire ; étant entendu qu'en cas d'incompatibilité, ce dernier l'emporte sur les législations nationales. Mais dans la pratique, les droits nationaux risqueront de devenir caducs au fur et à mesure que le droit communautaire s'étoffera, faute de matières qui leur soient propres. Dans la même logique, les structures nationales de contrôle de la concurrence risquent de disparaître à terme.

Mais au-delà de la disparition des dispositifs nationaux de contrôle de la concurrence, « ce nouveau schéma de traitement du contentieux de la concurrence dans l'Union ne sera pas sans soulever quelques difficultés liées notamment à son efficacité »⁵. En effet, un tel schéma pourrait en effet susciter des problèmes d'intendance étant donné que la dévolution exclusive à la seule Commission des pouvoirs d'instruction et de décision pour huit Etats risque de favoriser un engorgement et des lenteurs procédurales, un éloignement géographique amenant à perdre de vue les spécificités locales et des surcoûts pour le règlement des litiges SACKHO (2002). Un réaménagement du droit communautaire s'impose dans le sens de l'institution d'une procédure à double degré dans laquelle, à l'image du système OHADA, les litiges seront connus dans un premier temps par les structures nationales, et dans un second temps par les organes communautaires ; la Cour de Justice jouant le rôle de juridiction de recours pour annuler ou confirmer la décision de la Commission de l'UEMOA. Dans un tel schéma, les Etats de l'Union seront amenés à transposer le droit communautaire dans leur droit positif et le faire appliquer par leurs structures.

L'absence d'outils d'une politique de concurrence

Définir une politique de concurrence, c'est avant tout fixer des niveaux souhaitables de concurrence, un seuil à partir duquel on pourra, par exemple :

- apprécier les projets de concentration ;
- identifier les types d'accords devant bénéficier d'une exonération ou exemption par catégorie ;
- fixer les priorités en fonction desquelles seront examinées les plaintes pour comportements anticoncurrentiels ;
- jeter les bases d'une bonne collaboration efficace entre les autorités communautaires et les autorités nationales compétentes en matière de concurrence ;
- fixer des seuils (en matière de part de marché notamment) en deçà desquels l'infraction ne sera pas poursuivie.

Malheureusement, ni le législateur burkinabè, ni le législateur communautaire n'a pris toutes ces précautions. L'appréciation semble être laissée à la discrétion des structures ayant en charge le contrôle de la concurrence. Au niveau communautaire les textes sont beaucoup plus explicites car le titre X du règlement N°03/2002/CM/UEMOA relatif aux procédures applicables aux ententes et abus de position dominante à l'intérieur de l'UEMOA reconnaît une large compétence à la Cour de Justice de l'UEMOA quant à l'appréciation de la proportionnalité entre les faits incriminés et la sanction prononcée par la Commission à travers ses décisions. Une telle situation peut être source d'appréciation divergente d'un cas d'espèce à l'autre quoiqu'en matière communautaire, les précédents aient force probante. Pour ce qui est de la collaboration entre les autorités communautaires et les autorités nationales compétentes en matière de concurrence, elle fait l'objet de la directive communautaire N° 02/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002. Mais le schéma proposé ne semble pas convaincre tout le monde⁶. Dans tous les cas, le dispositif gagnerait en efficacité si ces outils venaient à être codifiés.

Les pratiques prohibées par la loi

Les pratiques prohibées par la loi sont traitées dans les titres III et IV de la loi n°15/94/ADP du 5 mai 1994 et couvrent respectivement les pratiques anticoncurrentielles et les pratiques restrictives à la concurrence.

Les pratiques anticoncurrentielles

Initialement interdits par la législation burkinabè à ses articles 5 et 6 du titre III de la loi 15/94/ADP, les pratiques anticoncurrentielles trouveront leur ancrage institutionnel dans la loi Communautaire de l'UEMOA. En effet, le Règlement 02/2002/CM/

UEMOA du 23 mai 2002 réaffirme l'emprise du droit communautaire sur la loi nationale en ce qui concerne lesdites pratiques. Il s'agissait des ententes et des abus de dominations, auxquels se sont ajoutées les aides d'Etat avec l'entrée en vigueur de la loi communautaire.

Encadré 1 : Pratiques anticoncurrentielles prohibées par la loi 15/94/ADP

Art.5.- Toutes les formes d'actions concertées, de conventions, d'ententes expresses ou tacites ou de coalitions ayant pour objet ou pouvant avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, sont prohibées notamment lorsqu'elles tendent à :

- 1° limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ;
- 2° faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ;
- 3° limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ;
- 4° répartir le marché ou les sources d'approvisionnement.

Art.6.- Est prohibée dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 5 ci-dessus, l'exploitation abusive par une entreprise ou groupe d'entreprises :

D'une disposition dominante sur le marché intérieur ou une part substantielle de celui-ci :

- 1° de l'état de dépendance économique dans lequel se trouve à son égard, une entreprise cliente ou fournisseur qui ne dispose pas de solution équivalente ;
- 2° ces abus peuvent notamment consister en des refus de vente, en des ventes liées, en des conditions de vente discriminatoires ou en des pratiques de prix imposé ainsi que dans la rupture injustifiée de relations commerciales.

Les pratiques restrictives de la concurrence

Ces pratiques sont régies par le titre IV de la loi n°15/94/ADP du 5 mai 1994. Elles constituent désormais avec l'entrée en vigueur de la loi communautaire le seul domaine de compétence de la CNCC. Ces pratiques concernent les prix imposés, la revente à perte, la facturation, la communication des barèmes et des conditions de vente, le refus de vente à l'égard du consommateur, les pratiques discriminatoires entre professionnels, les ventes sauvages et le paracommercialisme, la publicité mensongère ou trompeuse et la vente au consommateur.

Encadré 2 : Pratiques restrictives de la concurrence prohibées par la loi n°15/94/ADP

Art.9.- Est interdite toute forme de pratique de prix imposé. La marge ou le prix de revente d'un bien, d'un produit, d'une prestation de service est présumé imposer dès qu'il lui est conféré un caractère minimal ou maximal.

Art.10.- Est interdit de la revente de tout produit en l'état à un prix inférieur à son prix d'achat effectif. Le prix d'achat effectif est présumé être le prix porté sur la facture, majoré de toutes les taxes afférentes à cette revente et le cas échéant, du prix du transport.

Art.11.- Tout achat de biens, de produits ou toutes prestations de service pour une activité commerciale doit faire l'objet d'une facturation.

Le vendeur est tenu de délivrer la facture dès la réalisation de la vente ou la prestation de service. L'acheteur doit la réclamer. La facture doit être rédigée en deux exemplaires au moins le vendeur remet l'original de la facture à l'acheteur et conserve le double.

Toute vente au détail donne lieu à remise de facture, de reçu ou de note de frais à la demande du consommateur.

Art.13.- Tout industriel, grossiste ou importateur est tenu de communiquer à tout revendeur qui en fait la demande, son barème de prix et des conditions de vente par tout moyen conforme aux usages de la profession.

Les conditions de vente s'entendent, des conditions de règlement et en cas échéant, des rabais et ristournes qui sont accordés.

Les conditions de règlement doivent obligatoirement préciser les modalités de calcul et les conditions dans lesquelles des intérêts moratoires sont appliqués dans le cas où les sommes dues sont versées après la date paiement figurant sur la facture.

Les conditions dans lesquelles un distributeur se fait rémunérer par ses fournisseurs en contrepartie de services spécifiques doivent également faire l'objet de communication.

Art.14.- Sont prohibées à l'égard du consommateur les pratiques suivantes :

- le refus de vente d'un produit, d'un bien ou de la prestation d'un service sauf pour motif légitime;
- la subordination de la vente d'un produit à l'achat d'une quantité imposée ou à l'achat d'un autre produit ou d'un autre service ;
- la subordination de la prestation d'un service à celle d'un autre service ou à l'achat d'un produit.

Art.17.- Tout vendeur de produit, tout prestataire de service doit par voie de marquage, d'étiquetage, d'affichage ou par tout autre procédé approprié informer le consommateur sur les prix, les limitations éventuelles de la responsabilité contractuelle et les conditions particulières de la vente, des modalités et conditions fixées par voie réglementaire.

Art.19.- Est interdite toute publicité faite, reçue ou perçue au Burkina Faso comportant, sous quelque forme que ce soit, des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur, lorsqu'elles portent sur un ou plusieurs des éléments ci-après : existence, nature, composition, qualités substantielles, teneur en principes utiles, espèces, origine, quantité, mode de et date de fabrication, propriété, prix et conditions de vente des biens, produits ou services qui font l'objet de la publicité, condition de leur utilisation, résultats qui peuvent être attendus de leur utilisation, motifs ou procédés de la vente ou de la prestation de service, portée des engagements pris par l'annonceur, identité, qualités ou aptitudes du fabricant, des revendeurs, des promoteurs ou des prestataires.

Art.20.- Les ventes directes au consommateur et la commercialisation des produits déclassés pour défaut, pratiquées par les industriels, sont soumises à une réglementation fixée par arrêté du Ministre chargé du commerce.

En résumé, au plan législatif, il existe une multitude de textes réglementaires pour faire respecter la concurrence, mais souvent ces règles sont contournées du fait de la corruption ou lorsque la justice est saisie, les décisions ne sont pas exécutées sur le terrain car il existe une certaine impunité et le clientélisme politique qui inhibent les actions de l'Etat. Au niveau de l'UEMOA, des textes réglementaires existent même

s'il est à noter des insuffisances dans la procédure. Il est souhaitable que les législations nationales puissent traiter en premier lieu les pratiques anticoncurrentielles, quitte à les transférer par la suite à la Commission de l'UEMOA. Le chapitre 4 se consacre à la politique économique de mise en œuvre de la loi sur la concurrence

Economie politique des contraintes de mise en œuvre de la loi sur la concurrence

Le Burkina Faso est doté d'une loi sur la concurrence et sur la protection des consommateurs depuis 1995. L'objectif de ce chapitre est de comprendre les différentes motivations politiques qui pourraient avoir un effet sur le processus de conception de la loi sur la concurrence ou sur celui de sa mise en œuvre. Le chapitre est structuré autour de quatre sections. La première traite du processus d'élaboration de la loi, la deuxième est consacrée aux contraintes de politique économique sur la mise en œuvre de la loi. La mise en œuvre de la loi est abordée dans la troisième section. La quatrième section présente les autres règlements conflictuels.

Processus d'élaboration

Cette section décrit les facteurs déterminants de la mise en œuvre de la législation sur la concurrence et les différentes phases de son élaboration.

Facteurs déterminants de la mise en œuvre de la législation sur la concurrence

Trois facteurs fondamentaux sont à l'origine de l'adoption de la loi de la concurrence au Burkina Faso.

Les mesures de réforme de l'économie initiées depuis 1991, notamment avec l'avènement des Programmes d'Ajustement Structurel ont été l'amorce de la mise en place de la loi anticoncurrentielle. En effet, suite au constat de l'existence des diverses pratiques anticoncurrentielles, de situations de monopole de certaines structures et la nécessité de développer le secteur économique ont fini par convaincre le bien fait de la libéralisation économique.

La seconde raison est la domination du libéralisme économique prôné à l'échelle internationale avec la chute du bloc socialiste. En effet, la forte volonté d'ouverture sur l'extérieur du Burkina Faso marquée par son adhésion à l'OMC et l'avènement de l'UEMOA sont des facteurs d'affermissement de la libéralisation recommandée par les PAS.

Enfin au niveau intérieur, la volonté politique affichée par les autorités d'abandonner le caractère

interventionniste de l'Etat dans certains secteurs de l'économie d'une part, et d'autre part de combler le vide juridique qui existait du fait des prix libres et les problèmes engendrés par cette libéralisation ont fini par convaincre de la nécessité de la mise en place d'une loi sur la concurrence. Cette mise en œuvre de la loi sur la concurrence a suivi plusieurs étapes.

Les différentes phases dans le processus de développement de la loi

Ces différentes phases peuvent être scindées en trois groupes. Le premier est la phase préparatoire. Elle était dirigée par le Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat. Cette phase est structurée autour de quatre points essentiels :

- élaboration d'une note sur la nécessité d'un texte de loi sur la concurrence ;
- élaboration d'un projet de loi sur la concurrence ;
- organisation d'une conférence sur l'avant projet de loi sur la concurrence ;
- organisation d'un atelier national sur la concurrence.

Cette étape a débouché sur la rédaction d'un avant projet de loi.

Après cette étape le processus s'est poursuivi par l'examen de l'avant projet de loi par le Conseil de Ministres. Cette phase a été marquée par l'adoption du projet de loi par le Conseil de Ministre.

Enfin, la dernière étape est celle de l'adoption de la loi par l'Assemblée des députés du peuple. Les deux projets de loi ont été examinés et rejetés dans un premier temps en sa session budgétaire de 1993. Le gouvernement a enfin présenté le projet adopté par l'Assemblée Nationale (AN) le 5 mai 1994.

Le processus d'adoption de la loi sur la concurrence a duré à peu près quatre (4) ans ; et selon les interviews, 4 autres années ont été nécessaires pour la mise en place de l'autorité de la concurrence.

En 2001, cette loi a été revue et amendée pour donner plus de pouvoir à la CNCC. Ces amendements portent

sur la mission ou compétence de la CNCC ainsi que sur le montant des amendes. Il y a eu aussi l'élargissement du mode de saisine. C'est ainsi que la CNCC peut, au terme de la loi actuelle, s'autosaisir.

Contraintes de politique économique sur la mise en œuvre de la loi sur la concurrence

Cette section a pour objectif d'évaluer la mesure dans laquelle les facteurs de politique économique empêchent la mise en œuvre réussie des régimes de concurrence telle que stipulée par la loi. Il s'agit de l'indépendance de l'autorité de la concurrence et des dérogations à la loi.

Indépendance de l'autorité de la concurrence

Cette indépendance peut s'analyser au niveau institutionnel et au plan financier.

a) Indépendance institutionnelle

Selon la loi, la CNCC est une institution indépendante. Les membres de l'AP sont nommés intuitu personae et prennent leurs décisions par voie de délibération. La loi initiale sur la concurrence confère à la CNCC un statut d'organe consultatif sans pouvoir de décision. Elle ne pouvait émettre que des avis. Mais avec les amendements de 2001, elle a désormais pouvoir de décision.

Il n'y a pas d'interférence des ministères de tutelle sur le travail de la Commission. Les plaintes formulées par des sociétés et structures sont enregistrées directement à la CNCC, qui instruit le dossier, et les décisions sont prises par les commissaires qui ne sont pas du ministère du commerce. Ces différentes décisions ont force de loi et le recours est possible devant le Tribunal de Grande instance de Ouagadougou.

Les membres de la Commission sont désignés par les différentes structures siégeant après une notification du ministère du commerce. Ces personnes sont choisies pour leur intégrité morale, leur compétence ou leur expérience professionnelle. Ils sont nommés intuitu personae et leur mandat est de 3 ans renouvelables une fois, leur nomination se fait par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre du commerce. Ils statuent sur tous les problèmes de concurrence qui relèvent de la loi 15.

b) Indépendance financière

Financièrement la CNCC est dépendante des ressources étatiques, la structure de son financement fait ressortir deux principales sources. Le budget de

l'Etat et les autres sources de financements dont les projets. La contribution de l'Etat représente plus de 90% du budget de la CNCC contre 10% pour les autres services.

Cela traduit une dépendance de cette structure vis-à-vis de l'Etat. Autrement dit, ses actions peuvent être annulées par le non financement ou un retard de financement de la part de l'Etat. Cela est d'autant vrai, que depuis ces trois dernières années, la Commission n'arrive pas à obtenir et à utiliser plus du tiers du budget qui lui est alloué. Ceci constitue une entrave énorme à ses activités.

Exceptions ou dérogations à la loi

Dans la loi sur la concurrence, un certain nombre de secteurs ne sont pas couverts par la loi. Il s'agit entre autres des hydrocarbures, des articles scolaires, des médicaments génériques, des tabacs ; d'autres prix hors ordonnance comme les assurances, certains transports (chemin de fer, transport aérien) existent.

Ces dérogations se justifient par la spécificité des secteurs concernés du point de vue de leur organisation et fonctionnement interne. Ces secteurs sont relativement importants dans l'économie du pays. A titre illustratif, la politique de santé publique prône l'accès des populations aux médicaments essentiels génériques. Ceci relève de l'axe 2 du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté qui a pour objectif de garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base et à la protection sociale. Aussi, la politique de lutte contre la désertification qui est l'un des neuf domaines prioritaires pour atteindre les objectifs du CSLP, conduit l'Etat à avoir un regard sur la formation des prix des hydrocarbures, notamment celui du gaz butane.

La majeure partie des entreprises évoluant dans les secteurs bénéficiant de dérogation à la loi 15, sont des entreprises privées. Cependant, certaines entreprises publiques, surtout dans le secteur des hydrocarbures, caractérisé par un monopole public, sont aussi concernées par ladite dérogation. Le secteur pharmaceutique et celui des hydrocarbures sont caractérisés par des ententes sur les prix et des subventions qui constituent des pratiques anticoncurrentielles.

Mise en œuvre de la loi

La loi sur la concurrence et la protection des consommateurs existe et est mise en application depuis environ une dizaine d'années. Un organe dénommé Commission nationale de la concurrence et de la consommation est chargé de sa mise en œuvre. Actuellement cet organe compte neuf commissaires et un secrétariat permanent comprenant 4 cadres

supérieurs et 3 personnels de soutien. Il mène plusieurs campagnes de sensibilisation sur les thèmes portant sur le droit du consommateur et de la concurrence. De 2008 à 2009, la CNCC a référé trois plaintes à la Commission communautaire pour vice de compétence. Ces plaintes portaient sur des pratiques anticoncurrentielles. Il s'agit entre autres de la plainte d'une association des pharmaciens contre la Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels Génériques (CAMEG) qui bénéficie d'une exclusivité d'approvisionnement des structures sanitaires publiques. Les deux autres plaintes portaient sur les affaires SONAPOST et SONISOT.

Des avis ont été émis, notamment entre autres, un avis sur la régulation des prix des denrées alimentaires lors de la crise alimentaire de 2008 et sur un produit phytosanitaire (insecticide). L'organe a prononcé sur ce dernier point une amende.

Force est cependant de noter que cette mise en œuvre se heurte à quelques problèmes. Au plan institutionnel, il y a un vide juridique quant aux modalités de recouvrement des amendes et de leur utilisation. Aussi, les instructeurs de la Commission devraient être nommés en Conseil de ministres et prêter serment selon la loi. Tel n'est pas le cas actuellement. Au plan pratique la Commission

manque de cadres compétents et de moyens financiers compte tenu de la lenteur administrative. A titre illustratif, pour cette année 2009 qui tire à sa fin, la Commission n'a reçu à ce jour aucun franc de son budget, qui d'ailleurs baisse d'année en année. C'est ce qui explique l'absence de sortie de sensibilisation cette année. Aussi, le non paiement des indemnités des Commissaires, prévues par la loi, est source de moins de motivation. L'encadré ci-dessous tiré de l'étude de REN-LAC (2003) fait ressortir quelques difficultés de la CNCC.

Autres réglementations conflictuelles

Avant l'entrée en vigueur du droit communautaire, le Burkina Faso avait déjà sa législation en matière de concurrence. L'existence de plusieurs droits de la concurrence dans un même espace peut être porteuse de multiples problèmes de compatibilité.

Pour faire face à la coexistence des législations nationales et de la législation communautaire en matière de concurrence, la Cour de Justice de l'UEMOA dans son Avis n° 003/2000 du 27 juin 2000 relatif à l'interprétation des articles 88, 89, 90 du traité sur les règles de concurrence de l'Union, a opté pour la compétence exclusive de l'UEMOA en matière de

Encadré 3 : Les limites de la CNCC et l'organisation de la société civile

Les limites à l'efficacité de la Commission nationale de la concurrence et de la consommation tiennent à divers facteurs, notamment :

- La méconnaissance de la structure par le public;
- L'insuffisante diffusion des rapports d'activité de l'institution. Dans son rapport 2000, la Commission épingle la BRAKINA en ce qui concerne la création de la SODIBO qui constitue un abus de position dominante (cf. avis du 9 octobre 2000 de la Commission nationale de la concurrence et de la consommation, CNCC);
- L'absence d'une application rigoureuse de la législation sur la concurrence;
- Le non-respect de l'article 3 de la loi sur la concurrence qui fait obligation à l'Administration de soumettre à l'avis de la Commission tous les projets de textes touchant le domaine de la concurrence;
- L'insuffisance de la volonté politique. Les mandats des commissaires expirés en 2001 n'ont été renouvelés qu'en 2003 ce qui a entraîné une paralysie de l'institution puisque durant cette période elle ne pouvait pas être saisie. En outre, le caractère non permanent de l'activité de commissaire influe négativement sur la rigueur de la Commission dans son travail;
- Enfin, l'insuffisance des moyens financiers, humains, logistiques et matériels. Ainsi, le rapport 2001 n'est pas encore publié faute de moyens financiers.

En réaction à cette situation, on assiste à une multiplication des associations de consommateurs qui sont aujourd'hui au nombre de trois (3): la Ligue des consommateurs du Burkina, l'association des consommateurs au Burkina et l'organisation des consommateurs du Burkina. Ces organisations rencontrent également des difficultés dans leurs actions. Il s'agit, entre autres :

- De l'analphabétisme qui limite l'accès des consommateurs à l'information sur la qualité et l'utilisation des produits;
- Du faible pouvoir d'achat de la plupart des consommateurs;
- De l'ignorance par les consommateurs de leurs droits.

Source : REN-LAC (2003)

pratique anticoncurrentielle. Cette compétence exclusive de la Commission a été confirmée par la directive n° 02/2002/CM/UEMOA relative à la coopération entre la Commission et les structures nationales de la concurrence des Etats membres.

Ainsi, ce sont les structures communautaires qui édictent les règles de fond en matière de concurrence. En outre, elles détiennent le monopole des fonctions d’instruction et de décision. De même, les fonctions d’enquête relatives aux pratiques que sont les aides d’Etat, les pratiques anticoncurrentielles imputables aux Etats membres concernant les entreprises publiques susceptibles d’avoir un effet sur les échanges entre les Etats membres, relèvent de leurs compétences.

Les structures nationales quant à elles, restent compétentes en toute exclusivité pour prendre toutes dispositions pénales réprimant les pratiques restrictives de la concurrence et les infractions aux règles de transparence du marché.

Le droit communautaire s’applique ainsi aussi bien aux pratiques anticoncurrentielles affectant le commerce entre Etats membres que le commerce à l’intérieur de chaque Etat membre.

En théorie, l’exclusivité de la compétence des organes communautaires ne remet pas en cause la coexistence des droits nationaux et du droit communautaire, étant entendu qu’en cas de contrariété, ce dernier prévaut sur les législations nationales.

Dans la pratique cependant, les droits nationaux risqueront d’être évincés au fur et à mesure que s’étoffera le droit communautaire, faute de matières qui leur soient propres. Par la même occasion, devaient disparaître les structures nationales de contrôle de la concurrence (Ouédraogo, 2008).

En outre, comme le dit le SACKHO, “ce nouveau schéma de traitement du contentieux de la concurrence dans l’Union ne sera pas sans soulever quelques difficultés liées notamment à son efficacité”

(Ouédraogo, op cit). Car estime-t-il entre autres arguments, un tel schéma pourrait susciter des problèmes d’intendance étant donné que la dévolution exclusive à la seule Commission des pouvoirs d’instruction et de décision pour huit Etats favorisera un engorgement et des lenteurs procédurales, un éloignement géographique amenant à perdre de vue les spécificités locales et des surcoûts pour le règlement des litiges.

Selon l’auteur, un réaménagement du droit communautaire s’impose dans le sens de l’institution d’une procédure à double degré dans laquelle, à l’image du système OHADA, les litiges seront connus dans un premier temps par les autorités nationales (Commissions nationales) et dans un second temps par les autorités communautaires (Commission UEMOA), et la Cour de Justice jouera le rôle de juridiction de recours pour annuler ou confirmer la décision de la Commission UEMOA. Dans cet ordre d’idée, il reste entendu qu’à l’image du droit européen, les autorités nationales devront appliquer les règles de fond de l’UEMOA, et que les anciennes législations nationales devront être remplacées par de nouvelles au moment de l’entrée en vigueur du droit communautaire.

En plus de cette loi communautaire de l’UEMOA, il convient de mentionner la loi de l’OHADA et la loi communautaire de la CEDEAO qui suppléera à terme celle de l’UEMOA.

En résumé, la loi sur la Concurrence et la protection des Consommateurs existe depuis 1994. Sa mise en œuvre est assurée par une Commission institutionnellement indépendante mais qui est financièrement liée. La volonté politique entrave très souvent ses actions. Aussi, l’entrée en vigueur des lois communautaires et la mise en place des régulateurs sectoriels constituent-elles des opportunités pour une meilleure pratique concurrentielle. Le chapitre suivant traite des rapports entre les régulateurs sectoriels et l’autorité de la concurrence.

Rapports entre la régulation sectorielle et l'autorité de la concurrence dans le pays

La coexistence des instances sectorielles de régulation et de l'autorité de concurrence pose la plupart du temps problème. Un niveau de confusion significatif existe au niveau des parties prenantes par rapport à l'autorité à laquelle il faut s'adresser pour traiter de certains problèmes. Dans certains cas, les décisions d'une instance sont en contradiction, ou en tout cas pas en harmonie avec celles de l'autre. Ceci provoque une certaine tension non seulement entre les opérateurs économiques mais également entre les deux types de régulateurs.

L'objectif de ce chapitre est d'examiner à la fois les aspects légaux et réglementaires des deux instances afin d'identifier les champs de complémentarité et les sources potentielles de conflit. Est-ce que le cadre actuel prévoit une quelconque forme de coopération entre les deux types de régulateurs ? Quelles sont les expériences existantes ? Est-ce qu'il y a un mécanisme de consultation entre les deux types de régulateurs ? Comment les affaires ont été traitées ?

Le chapitre s'articule autour de deux points essentiels. Le premier traite du champ d'action de l'autorité de la concurrence, et le second du pouvoir des régulateurs sectoriels.

Champs d'action de l'Autorité de la concurrence

Au terme de la loi sur la concurrence et de la protection des consommateurs, le mandat de la CNCC couvre tout le secteur économique et notamment les secteurs ayant des régulateurs sectoriels. En effet, les marchés régulés par l'ARMP et le secteur des télécommunications par l'ARTEL sont tous couverts par la CNCC. A titre d'illustration, en 2008, la CNCC a référé une plainte de pratique anticoncurrentielle à la Commission communautaire sur une affaire de marché public.

La préséance de la loi nationale sur la concurrence sur celles des régulateurs sectoriels n'a pas permis la prise en compte des dispositions spécifiques au traitement de tels cas. Aussi, la loi 15/ADP du 5 mai

1994 ne précise pas spécifiquement comment concilier le fonctionnement de l'autorité de la concurrence et celui des régulateurs sectoriels. Cependant, la loi communautaire le permet.

Dans la pratique, il n'y a pas de relations avec les régulateurs sectoriels. Fort heureusement, aucun cas concret de conflit entre l'autorité de la concurrence et les régulateurs sectoriels n'est à déplorer.

Pouvoir concurrentiel des régulateurs sectoriels

Avant de traiter du pouvoir des régulateurs sectoriels, il convient de les déterminer.

Les régulateurs sectoriels au Burkina Faso

Afin d'assurer la transparence, l'équité et la concurrence sur un certain nombre de secteurs, il a été mis en place en plus de l'autorité nationale de la concurrence, un certain nombre des régulateurs sectoriels dont le rôle va au-delà du cadre de la concurrence. Ils sont saisis selon les dispositions réglementaires pour examiner les questions relatives à leurs domaines de compétence.

Au Burkina Faso, on y trouve :

- le Conseil Supérieur de la Communication, ex-CSI, mis en place par la loi organique 020-2000/AN. Son article stipule : « Il est créé une institution nationale indépendante dénommée Conseil Supérieur de l'Information, en abrégé CSI, chargée de la régulation du secteur de l'information au Burkina Faso » ;
- l'Autorité de Régulation des Télécommunications (ARTEL) est apparue dans le secteur des télécommunications à la faveur de la réforme du secteur entreprise par le gouvernement depuis 1997. L'ARTEL est un établissement public de l'Etat à caractère administratif. Elle a été créée par la loi n° 051/98/AN du 04 décembre 1998, portant réforme du secteur des télécommunications au Burkina Faso. Avec cette réforme, de nouveaux opérateurs ont fait leur entrée sur la scène des

télécommunications. L'ARTEL vient d'être remplacée par l'Autorité de régulation des communications électroniques (ARCE). L'ARCE est régie par le décret 2009-346/PRES/PM/MPTIC du 25 mai 2009. Sa mise en place fait suite à l'adoption en novembre 2008 d'une loi portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina, une loi qui entre dans le cadre du processus mis en place par la CEDEAO et l'UEMOA pour garantir la libéralisation du secteur et son ouverture à la concurrence ;

- l'Autorité de Régulation du Sous-secteur de l'Electricité (ARSE), créée par l'article 12 de la loi n° 016-2005/AN portant réglementation générale de l'approvisionnement du Burkina Faso en énergie électrique. Elle a pour mission de :
 - veiller à l'application des textes législatifs et réglementaires régissant le sous-secteur de l'électricité dans des conditions objectives de transparences et non discriminatoires ;
 - protéger les intérêts des consommateurs et des opérateurs en prenant toute mesure propre à garantir l'exercice d'une concurrence saine et loyale dans le sous-secteur, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
 - promouvoir le développement efficace du sous-secteur en veillant notamment, à l'équilibre économique et financier et à la préservation des conditions économiques nécessaires à sa viabilité ;
 - déterminer les tarifs de l'électricité en vue d'assurer l'équilibre financier du sous-secteur après avis des ministres chargés de l'énergie, des finances et du commerce ;
 - mettre en œuvre les mécanismes de consultation des utilisateurs/consommateurs et de l'opérateur prévus par les lois et règlements ;
 - ordonner les mesures nécessaires pour assurer la continuité, la qualité et la sécurité du secteur public de l'électricité.
- l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) créée par le décret n°2007-243/PRES/PMMFB du 9 mai 2007.

Régulateurs sectoriels et concurrence

Les régulateurs sectoriels sont dotés dans leurs cadres de législation respectifs d'un pouvoir de régulation de la concurrence sur le marché. A titre d'exemple, l'ARTEL a donné un avis sur une plainte de Celtel actuel Zain contre ONATEL sur un cas de pratique anticoncurrentielle. En effet, suite à cette plainte, ARTEL a donné la décision n° 2002 -000039/DG-ARTEL/DR portant sur le litige relatif au détournement de la clientèle entre Celtel Burkina Faso et l'ONATEL.

Pour ce qui concerne le Conseil Supérieur de la Communication, l'article 26 de la loi organique 020-2000 stipule : «Le Conseil Supérieur de l'Information peut faire des recommandations au Gouvernement pour stimuler la concurrence dans les activités des médias. Il est habilité à saisir les autorités administratives ou judiciaires compétentes pour connaître des pratiques restrictives de la concurrence et des concentrations économiques dans le secteur de l'information. Ces mêmes autorités peuvent le savoir par avis».

Au terme des interviews menées auprès de certains régulateurs, il ressort que leurs lois traitent des fusions et acquisitions ainsi que des dispositions qui sanctionnent les comportements d'abus d'une entreprise envers ses concurrentes. Les régulateurs sectoriels à la suite de l'autorité nationale de la concurrence ne signalent aucun conflit de pouvoir entre eux. Ils sont satisfaits du pouvoir dont ils disposent par rapport à l'autorité de concurrence.

En somme, le pouvoir de l'autorité de la concurrence s'étend sur tous les secteurs y compris ceux sous contrôle d'un régulateur sectoriel. Fort heureusement, aucun conflit à ce jour n'est à signaler entre les régulateurs sectoriels et l'autorité de la concurrence. Les deux catégories de régulateurs se disent satisfaits de leurs pouvoirs vis-à-vis de l'autre. Chacun dans son domaine de compétence a été saisi pour un certain nombre de plaintes portant sur des pratiques déloyales. Le chapitre 6 fait une investigation des abus et des distorsions à la concurrence.

Investigation des abus et des distorsions à la concurrence dans le pays

Ce chapitre est fondé sur une recherche et un suivi des principaux journaux généraux ou économiques du pays et aussi sur des cas examinés par les instances chargées de la concurrence ou par les instances de régulation.

Pour chaque abus ou distorsion identifiée, le chapitre présente le secteur concerné, son importance économique, les principaux opérateurs, l'origine de l'abus ou distorsion, ses effets sur le prix, sur le fonctionnement du marché et sur le bien être des consommateurs.

Pour avoir un chapitre consistant, l'effort s'est concentré sur les quatre ou cinq pratiques les plus dommageables pour les consommateurs. Le chapitre présente dans une première section quelques avis et décisions des régulateurs. Les abus et les distorsions à la concurrence dans le pays vus par la presse sont abordés dans la seconde section.

Quelques avis et décisions des régulateurs

L'Autorité supérieure du contrôle d'Etat (ASCE) s'est penchée sur un cas d'attribution d'un contrat au mépris des règles de la concurrence et des dispositions. Dans cette affaire en effet, le cabinet dirigé par le DG du CCVA a procédé à l'enregistrement du logo du CCVA et en émettant deux bons de commandes différents pour le même objet et pour le même jour. Dans cette affaire, on note trois violations des dispositions financières dont une sur la concurrence. En effet, la prestation, dont le montant dépasse un million de francs CFA, devait faire l'objet soit d'un appel d'offres, soit d'une attribution de gré à gré sur autorisation du Conseil d'administration après avis du ministère de l'Economie et des Finances. Or, le contrat a été accordé audit cabinet au mépris de ces procédures. Par ailleurs, le recours à deux bons de commande pour le paiement de la même prestation constitue un cas de fractionnement interdit par la réglementation financière.

La Commission Nationale de la Concurrence et de la Consommation a référé de 2008 à 2009 trois cas de

pratiques anticoncurrentielles à la Commission communautaire de l'UEMOA. Le premier concerne la plainte déposée par une association des pharmaciens contre la CAMEG pour laquelle, l'Etat a pris des textes lui conférant l'exclusivité de l'approvisionnement des structures publiques sanitaires en produits pharmaceutiques. Le deuxième est un problème de monopole. La Société nationale de la Poste (SONAPOST) ayant fait payer une amende à un particulier pour empiètement sur son domaine d'activités. Le dernier cas porte sur l'appel d'offres sur les motos pour lequel un opérateur de la zone communautaire s'est plaint d'être écarté.

Les autres régulateurs ont aussi eu à donner des avis et des décisions. Dans le secteur des télécommunications, deux cas de règlement de litiges sont à noter. Le premier est relatif à la décision n° 2002 -000039/DG-ARTEL/DR portant sur le litige relatif au détournement de la clientèle entre Celtel Burkina Faso et l'ONATEL. Dans cette affaire Celtel, actuel Zain dénonce le fait qu'aux lendemains de l'interconnexion effective de leurs réseaux, l'ONATEL a procédé à la restriction unilatérale des lignes des services publics en direction des réseaux de Celtel Burkina Faso et de Telecel Faso. Cette pratique selon le plaignant est assimilable à un abus de position dominante. Celtel Burkina Faso indique que cette mesure lui cause un grand préjudice et l'empêche de respecter les obligations de son cahier des charges. En guise de défense, l'ONATEL fait remarquer que la restriction des lignes de l'Etat vers les réseaux des opérateurs privés dont Celtel Burkina Faso a été un des gros points de divergence entre l'ONATEL et ces deux opérateurs lors des négociations des conventions d'interconnexion. La solution proposée par l'ONATEL et qui a été catégoriquement refusée par lesdits opérateurs consistait à accepter d'être payé quand l'ONATEL aura recouvré ses créances auprès de l'Etat. Cette situation a contraint alors l'ONATEL à procéder à la restriction des lignes des services de l'Etat. L'ARTEL conclut qu'il résulte que la pratique ci-dessus dénoncée permet à l'ONATEL à travers son réseau mobile de prendre une avance décisive sur ses concurrents en bloquant les appels des lignes des services publics vers les réseaux des opérateurs privés;

ce qui incite les consommateurs à préférer les produits Telmob. Par conséquent, l'ONATEL a été tenu de mettre fin au détournement de la clientèle par la levée de la restriction des lignes des services de l'Etat vers les seuls réseaux de Celtel Burkina Faso et de Telecel Faso dès notification de la présente décision.

Abus et distorsions à la concurrence dans le pays vus dans la presse

Les pratiques anticoncurrentielles et celles dites restrictives à la concurrence sont rarement rapportées par la presse burkinabè. La majeure partie des écrits est des rapports d'atelier ou de conférences de presse. Ces pratiques sont diverses et couvrent tout le secteur économique.

Lutte contre la fraude

Selon la presse, des cas de pratiques frauduleuses ou de concurrence déloyale ont été notés sur le marché burkinabè au cours de ces derniers mois. Ces pratiques concernent directement le secteur industriel et d'autres secteurs dont celui du marché de travail.

La presse rapportant les propos du premier ministre, s'est faite notamment l'écho de pratiques de fraude à l'importation des marchandises. Sur le registre de la fraude, le chef du gouvernement (le Premier Ministre) a fait savoir aux commerçants en général et à ceux s'adonnant à des fausses déclarations de marchandises en particulier qu'il était non seulement au courant de la pratique de diminution des marchandises en cours de route mais aussi, que de nouvelles mesures pour la combattre vont incessamment entrer en vigueur. « On n'est pas commerçant pour truffer l'Etat. »⁷

L'une des pratiques frauduleuses dans le secteur industriel est la contrefaçon. En effet, le Journal « Le Pays » dans son article « Produits contrefaits : une huilerie clandestine à Kossodo » paru dans le n°4402 du mardi 02 juillet 2009, rapporte que l'inspection générale des affaires économiques (IGAE), appuyée par la police a fait une descente dans une fabrique d'huile frelatée le 03 juillet 2009 dans le quartier de Kossodo. Cet opérateur économique enfreignait deux fois la loi en matière de la concurrence. Pour l'IGAE, en plus de l'impact sur la concurrence, cette activité agit sur la santé de la population. A ce propos, il écrit : « L'huile de coton mal raffinée, contient souvent du gossypol, une substance qui provoque la stérilité masculine et l'avortement chez la femme ». Son matériel a été confisqué pour devenir la propriété de l'IGAE.

Les autres secteurs de l'économie ne sont pas épargnés par ce phénomène. La presse dénonce la contrebande

dans le secteur du tabac. A titre illustratif le n°4422 du 04 août 2009 du journal Le Pays dans un article intitulé « Quand la contre bande et la contrefaçon de tabacs sévissent au Burkina Faso » écrit ceci : « La législation répressive régissant le commerce de tabacs dans le monde entier en général, et au Burkina Faso en particulier, à savoir une taxation surélevée, un agrément, une licence d'importation aux quantités limitées et contrôlées en amont, le phénomène de la contrebande et de la contrefaçon de ces denrées à nicotine semble pousser de grandes ailes de survol, au point de menacer l'existence des distributeurs loyaux titulaires d'un monopole délivré par l'Etat. Ce qui fausse au départ et à l'arrivée la concurrence. Les produits concernés sont Bond Street du Burkina et sa contrefaçon, le Bond togolais dont la vente est strictement interdite sur le territoire. Cette pratique est favorisée par son coût relativement bas. Le Bond togolais coûte sur les marchés locaux 145 000F le carton contre 168 300F au Bond burkinabè ». Dans le même article, l'auteur dénonce la fraude et la contrebande dont sont victimes les pharmaciens, les concessionnaires d'automobiles, de cyclomoteurs etc.

Quant au secteur du marché de travail, les journaux rapportent les procédures de lutte prises par le gouvernement pour faire baisser les fraudes lors des examens scolaires et des concours de la fonction publique.

La corruption

La corruption est la pratique restrictive de la concurrence la plus relayée par la presse nationale. Dans l'article intitulé « Société Civile et Parlementaires en synergie », le journal l'Observateur n°7402 du 15 juin 2009 relate une rencontre entre le réseau des parlementaires burkinabè pour la lutte contre la corruption et les organisations de la société civile sur le thème : « Quelle contribution du parlement à la lutte contre la corruption ? ». Le journal est revenu sur l'état de la corruption au Burkina. Aussi, il a révélé qu'une « étude menée dans l'administration publique en 2008 a montré que 65% des personnes enquêtées confirme l'existence de la corruption. Dans cette même année, Transparency international classait le pays à la 80e position sur 180 ».

Cette rencontre devrait être un cadre d'échange devant permettre au parlementaire de mieux s'imprégner du phénomène et des solutions idoines afin non seulement de légiférer, mais également de faire un plaidoyer afin que la lutte contre le phénomène soit prise en compte dans les programmes prioritaires du gouvernement. Cette rencontre a été reprise par Le Pays sous le titre « Front commun contre la corruption. Apport de l'Assemblée Nationale à la lutte contre la corruption. Rencontre des parlementaires et des membres de la société civile ». Il s'agit du réseau

parlementaire de lutte contre la corruption « Burkindi » (APNAC Burkina), du centre pour la gouvernance démocratique (CGD) et le réseau national de lutte anti-corruption (REN-LAC). C'est un phénomène d'une ampleur importante qui constitue un frein au développement de tous les secteurs d'activités de la société. Il est ressorti de cet atelier que « la corruption constitue la principale menace qui plane sur la bonne gouvernance, le développement économique durable, le processus démocratique et la loyauté des pratiques commerciales ».

Dans un article du même numéro intitulé « lutte contre la corruption : beaucoup plus de délation que de dénonciation responsable », il ressort que l'action citoyenne contre la corruption est manifestée à travers de fréquentes interpellations de citoyens, de médias, de partis politiques et d'organisations de la société civile à l'endroit du gouvernement ainsi que par le biais de structures indépendantes de lutte contre la corruption dont le REN-LAC est l'exemple illustratif. Tout en ayant le caractère de soutien au gouvernement dans la lutte contre la corruption, l'action des structures organisées manque de pertinence pour obliger le gouvernement à prendre ses responsabilités. Enfin, il ressort que les rapports des structures de contrôle étatiques sont objectivement limités dans leur efficacité à combattre la corruption.

Les éditions du 16 au 24 juin sont revenues constamment sur la corruption. Dans un article intitulé « le développement de l'économie locale au cœur des préoccupations », on relève que la corruption empêche le développement de l'économie au niveau local. Le n°4389 du 18 juin s'interroge sur les motifs du fort enracinement de la corruption en Afrique. Enfin, l'article « Lutte contre la corruption » fait le compte rendu de la formation de la grande muette (l'armée) sur la lutte contre la corruption. Dans le même élan, les hommes de la justice acceptaient de faire son mea-culpa. L'article « lutte contre la corruption : la justice accepte de faire son mea-culpa », il ressort que « la justice n'est pas corrompue, mais il y a de la corruption au sein de la justice burkinabè ».

Les journaux rapportent que le rapport du REN-LAC fait ressortir que deux tiers des 1700 enquêtes affirment que la corruption est en progression au Burkina Faso. La grande corruption pour laquelle les autorités abusent de leur fonction et leur autorité à des fins privées ou individuelles domine la petite corruption par laquelle les agents d'exécution soutirent de petites sommes ou d'autres avantages indus auprès des usagers des services.

Refus de vente

Dans un article intitulé « situation nationale : le regard pessimiste du CODDE »⁸, la coalition des

organisations de la société pour le développement durable (CODDE), dressant le bilan de l'année 2009, souligne qu'elle attend que le gouvernement prenne des actions visant à contenir les spéculations sur les denrées de première nécessité. En effet, cette pratique se caractérise par des refus de vente qui sont des pratiques anticoncurrentielles. Dans l'article « Inflation pendant le ramadan : Pitié, ayez peur de Dieu »⁹, le « fou »¹⁰ dénonce les pénuries artificielles, c'est-à-dire le refus de vente pour pouvoir spéculer. Il déplore qu'aucune action de contrôle ne soit ni initiée, ni exercée. Le Burkina Faso serait devenu selon lui le plus vaillant défenseur d'un libéralisme économique débridé. Il estime que le consommateur n'est pas protégé. Il illustre ses propos avec le cas du gaz butane. « La bouteille se vend à 5000 dans les arrières cours et arrières boutiques. Que fait l'Etat pendant ce temps ? Le reconditionnement du sac de ciment. Le sac de 50kg officiellement est reconditionné à 45kg. Un commerçant véreux a été pris la main dans le sac ». Il déplore l'impunité face à cet acte.

Dans le domaine de la cimenterie, les commerçants créent des pénuries pour pouvoir spéculer sur le ciment. En effet Faso zine dans son article « commerce du ciment au Burkina Faso : entre pénurie, mévente, et hausse des prix » du 11 novembre rapporte « L'usine vient d'augmenter sa capacité de production de 40 000 à 60 000 tonnes par mois. Cela permet de couvrir jusqu'à 70% de la consommation nationale moyenne en ciment, estimée à 75 000 tonnes. Mais la situation, aujourd'hui, se présente autrement : le ciment est disponible sur le marché, mais les commerçants crient à la mévente. C'est la période morte. Néanmoins, la tonne de ciment est revendue aux consommateurs à 127 500 au moins et 135 000 F CFA au plus, selon la qualité du ciment et les localités de vente. Un prix exagérément cher, selon Diamond Cement qui cède la tonne à un prix qui varie entre 103 000 et 107 500 F CFA selon la qualité. L'Autorité supérieure du contrôle d'Etat cherche à y voir clair ». Cette pénurie sans précédent avait donné un véritable coup d'arrêt aux chantiers de constructions immobilières, surtout ceux du domaine privé.

Concurrence déloyale dans l'économie burkinabè

Dans une contre analyse, « le Pays du 15/06/2009 » fait ressortir que la concurrence déloyale perdure, le clientélisme et la corruption se portent bien au Burkina et ceci au détriment des plus petits entrepreneurs, notamment dans l'acquisition des marchés publics. A titre illustratif, le Pays dénonce dans l'article « des établissements de soins fermés à Ouagadougou », des pratiques anticoncurrentielles dans le secteur de la santé. Il ressort de cet article que 21 cabinets de soins exerçant dans l'illégalité ont été fermés sous l'ordre du gouverneur du centre afin de mettre de l'ordre dans

ledit secteur. En effet, le mode de fonctionnement de la plupart des centres incriminés ne répond pas du tout aux normes, en terme de sécurité des usagers. L'étroitesse, l'insalubrité, ainsi que l'insuffisance ou l'état défectueux de l'équipement de soin, sont entre autres des difficultés qui, ajoutés aux problèmes de non qualification du personnel caractérisent la plupart de ces établissements.

La publicité mensongère est une pratique de concurrence déloyale. La presse burkinabè ne manque pas de révéler cela dans ses colonnes. La presse rapporte que les établissements s'adonnent à des pratiques de publicité mensongère. Le «fou» dans l'article « Publicité sur les établissements scolaires :que des mensonges» du 14 août¹¹, dénonce la publicité mensongère faite par les établissements privés d'enseignement aussi bien dans les chaînes de télévisions et des stations de radio privées et publiques. Il écrit : « C'est ainsi qu'il n'est pas rare de voir des très belles images présentant un parc d'ordinateurs pour les cours d'informatique à faire pâlir de jalousie un magasin dit bill Gats ». Ces images nous montrent des établissements d'enseignements propres avec des cours spacieuses, des salles de cours vastes, bien aérées et bien éclairées, des toilettes correctes. Cependant un tour dans lesdites écoles, dans des nombreux cas vous déçante.

Dans les marchés publics, en plus de la corruption ci-dessus dénoncée, il existe d'autres pratiques relatives à la violation des règlements relatifs à la concurrence. Dans une interview accordée à l'Observateur¹² par le directeur Général de l'ASCE, il a relevé que sa structure a investigué sur un cas d'attribution d'un contrat au mépris des règles de la concurrence et des dispositions financières ; en particulier des règles de la concurrence.

Barrières à l'entrée

Des barrières à l'entrée sur le marché ne manquent pas d'attirer l'attention de la presse burkinabè. C'est ainsi que l'Observateur n°7396 du 05 au 07 juin 2007, dans sa rubrique « une lettre pour laye », relève les difficultés rencontrées par un opérateur économique à intégrer le marché du gaz malgré l'obtention de l'agrément du Ministère du Commerce.

Il écrit en effet ceci « le ministre du commerce lui a certes délivré un agrément en bonne et due forme pour exercer, sans peut être savoir que bon Dieu avait élu domicile sur Kwamé N'Krumah et à la SONABHY. Toutes les démarches entreprises pour régler cette affaire à l'amiable auraient échouées du fait de l'intransigeance de certaines puissances financières de la place ». Le journal conclut en disant que désormais, seule la voie judiciaire reste à l'opérateur en question.

En somme, ce chapitre vient de montrer des abus ou distorsions sont relayés par la presse, même s'il est à signaler que ceci est le plus souvent fait sous forme de restitution soit d'un atelier soit d'une interview. La corruption est de loin la pratique la plus traitée par la presse burkinabè. Toutefois, ces journaux eux-mêmes font rarement des investigations. Il manque un véritable journalisme d'investigation dans le domaine. Probablement, la crainte de procès et de représailles violentes de la part des acteurs incriminés peut expliquer cette attitude passive de la presse. Force est cependant de constater que les autres pratiques existent et touchent tous les secteurs de la vie économique et affectent le bien-être des consommateurs.

Mais est-ce que les différents acteurs de la vie économique arrivent à cerner cet impact ? Le chapitre 7 analyse les perceptions des parties prenantes sur les questions de la concurrence au Burkina Faso.

Analyse des perceptions des parties prenantes sur les questions de la concurrence

Le présent chapitre, fondé sur une série d'enquêtes sur les perceptions de la concurrence entreprise dans le pays fait le point sur les opinions d'un échantillon de la population. Il s'organise autour de six principaux points :

1. Questions de prise de conscience ;
2. Perception de la prévalence des pratiques anticoncurrentielles ;
3. Perception du niveau de la concurrence ;
4. Perception du niveau de l'application des lois et règlements ;
5. Perception du rôle des médias ;
6. Autres questions.

Ce rapport présente tour à tour les résultats de l'enquête selon ces points.

Méthodologie

Afin de bien mener cette étude, un questionnaire a été établi par CUTS international et administré à un échantillon de 190 personnes choisies dans cinq localités de façon aléatoire.

Les zones d'enquêtes ont été sélectionnées dans un souci de représentativité. Ainsi, les deux principaux centres d'activité économique (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) ont été retenus. Les autres villes, principales secondaires, ont été enquêtées soit pour position de villes frontalières (Pô et Tenkodogo), ou de ville intérieure (Fada). Une seconde préoccupation est la prise en compte de la taille de la population. Ainsi, respectivement 65 et 35 personnes sont les tailles respectives des sous échantillons de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Dans chacune des autres localités, cette taille est de 30 enquêtés.

L'analyse des résultats est présentée dans les sections suivantes de ce chapitre.

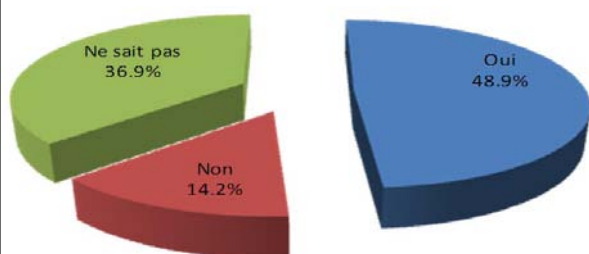
Questions de prise de conscience

Prise de conscience de l'existence de la législation sur la concurrence et de l'entité administrative chargée de la concurrence

L'existence d'une loi ou des réglementations qui couvrent les pratiques anti-concurrentielles en elle seule, n'est pas suffisante pour contrecarrer ces pratiques. Il faut des agences pour les mettre en œuvre. Au Burkina Faso ces structures existent. L'Etat burkinabè a mis en place un certain nombre de structures qui veillent à la protection et au bien-être des consommateurs. Pour l'information des consommateurs sur la qualité des biens qui leur sont vendus, l'Etat a construit un Laboratoire national de santé publique (LNSP). Les pouvoirs publics interviennent aussi très souvent sur le marché pour fixer des prix plafonds ou contrôler le poids de certains produits. Cette tâche est assurée par l'Inspection générale des affaires économiques (IGAE). A titre illustratif, en 2007, l'IGAE dans le cadre de la vérification périodique des instruments de mesure utilisés dans les transactions commerciales et de contrôle de la qualité des produits de consommation courante, a fait des saisis de certains produits de consommation, d'hydrocarbures, de la distribution de gaz, de la boulangerie et des tôles (MEF, 2008). En outre, en matière de contrôle de concurrence, il a été institué la Commission nationale de la concurrence et de la consommation (CNCC). En effet, la loi 15/94/ADP du 05 mai 1994 régit également la sécurité des consommateurs en matière commerciale.

Mais, quel est le niveau de connaissance des agents économiques quant à leur existence. Le graphique 1 donne les fréquences de cette connaissance dans la population enquêtée.

Graphique 1 : Etat des connaissances des populations sur l'existence des agences économiques de contrôle



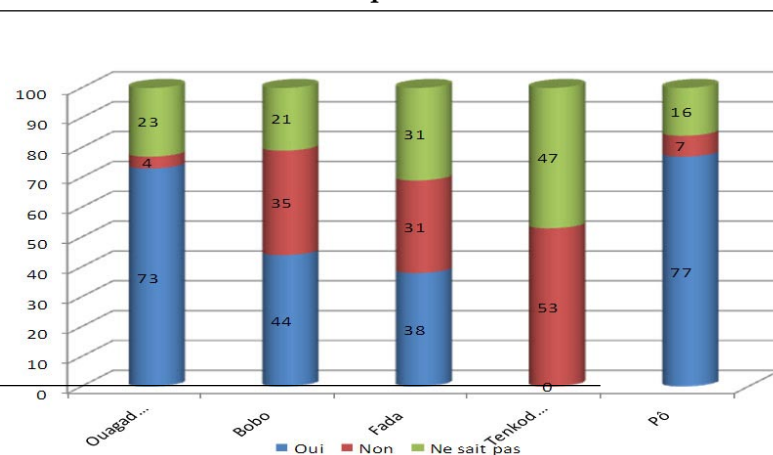
Source : Données d'enquête

La majorité des interviewés (51,1%) soit ignore l'existence des agences de promotion de la concurrence (36,9%), soit disent qu'elles n'existent pas (14,2%). Seulement 48,9% déclarent déjà en avoir entendu parler ou lu l'existence des ces structures.

Une analyse spatiale de cette connaissance fait ressortir qu'en dehors de Ouagadougou où la plupart des structures sont implantées, et de Pô, dans les autres villes secondaires enquêtées, la tendance générale ci-dessus décrite est respectée. Dans la capitale, 73% (50/70) des personnes interrogées sont au courant de l'existence de ces agences. Un des faits marquants est que dans une des localités (Tenkodogo), aucune des personnes interrogées ne connaissait l'existence de ces structures. Ces tendances sont décrites par le graphique 2.

Parmi les interviewés, la majorité d'entre eux (64%) sont incapables de donner le nom d'une agence de mise en œuvre des lois et réglementations en matière de concurrence. Les autres agents économiques (36%)

Graphique 2 : Etat des connaissances des populations sur l'existence des agences économiques de contrôle selon la zone d'enquête en %



Source : Données d'enquête

Tableau 3 : Etat des connaissances par les populations des agences en place pour mettre en œuvre ces lois et réglementations en %

Agence	Fréquence
ARMP	9,09
ARTEL	7,58
CNCC	15,15
IGAE	6,06
Autre	62,12
Total	100,00

Source : Données d'enquête

connaissent plus d'autres structures à (62,12%) que les structures officielles de concurrence. A titre illustratif, seulement 15,15% des personnes citent la Commission nationale de la concurrence et de la consommation, l'Autorité de Régulation des Télécommunications (ARTEL) et l'Autorité de Régulation des Marchés Publiques (ARMP), qui apparaissent chacune avec un score inférieur à 10% soit respectivement 7,58% et 9,09%. Ces résultats sont consignés dans le tableau 3.

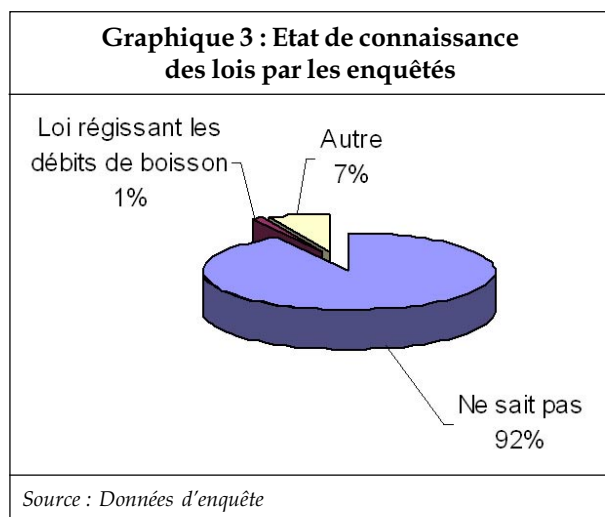
Prise de conscience de l'existence de la législation sur le droit de la consommation et de l'entité administrative chargée de la protection des consommateurs

La première question fondamentale à laquelle les enquêtés devraient répondre dans cette rubrique était de savoir s'il existait une loi de protection des consommateurs au Burkina Faso. Cette question a reçu, comme le montre le tableau 4, plus de 66% de réponses positives contre moins de 34% qui soit, ignorent (24,7%) l'existence de la loi, soit déclarent sa non existence (8,40%).

Plus de 90% de la population interviewée n'arrive pas à donner le nom d'une loi protégeant les consommateurs. Cette forte tendance traduit le fait que, nonobstant la connaissance de son existence (tableau 4), beaucoup ignorent son nom. La loi régissant les débits de boisson est de loin la plus connue de la population enquêtée. Elle a été pratiquement la seule à être citée. Les autres lois citées par les enquêtés à hauteur de 7% sont le code général des impôts, les règles liées à l'importation des produits, les dispositions

Tableau 4: Réponse sur l'existence d'une loi de protection des consommateurs en %	
Existence	Fréquence
Oui	66,80
Non	8,40
Ne sait pas	24,70
Total	100,00
Source : Données d'enquête	

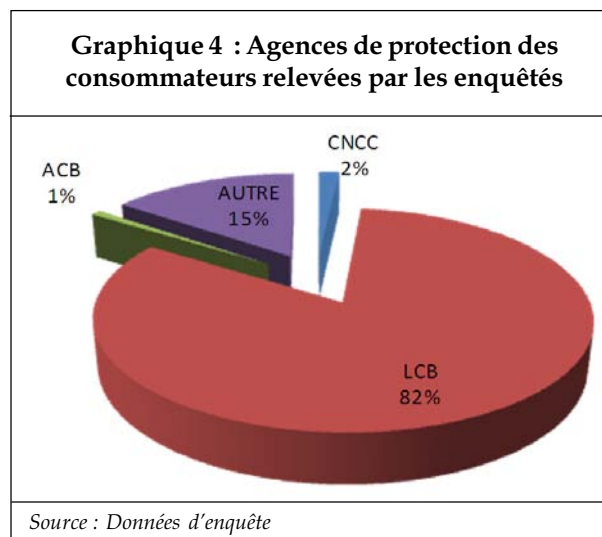
Tableau 5 : Etat des connaissances des populations sur l'existence d'une agence de protection des	
Existence	Fréquence
Oui	72,60
Non	10,40
Ne sait pas	17,40
Total	100,00
Source : Données d'enquête	



Cependant, parmi ces agences de protection des consommateurs, comme l'illustre le graphique 4, la Ligue des consommateurs du Burkina se dégage de loin la plus connue avec une fréquence de 82,6% contre 1,7% à la structure étatique (CNCC), 0,8% à l'ACB. Il est à signaler que l'OCB n'apparaît pas dans cette analyse car elle est ignorée par les interviewés. Par contre, d'autres structures comme le Conseil Supérieur de la Communication (CSC), l'Assemblée Nationale, les services de législation dans chaque ministère et le Conseil Economique et Social (CES) ont été révélées par les enquêtés. Celles-ci représentent 15% des réponses.

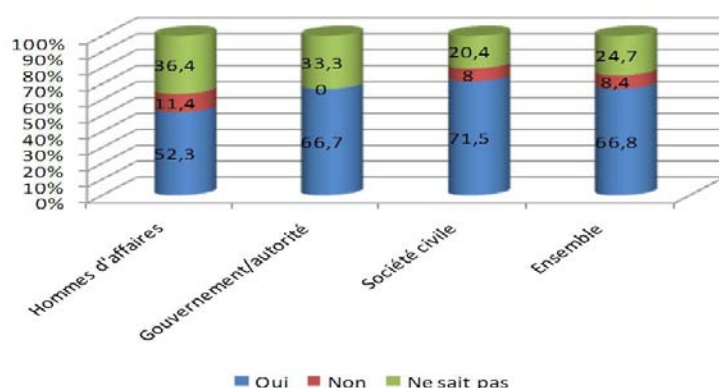
communautaires sur la concurrence. Ces différentes tendances ressortent dans le graphique 3.

Cette sous-section, analogue à la première, s'attarde à analyser la prise de conscience de la population sur l'existence de la législation sur le droit de la consommation et de l'entité administrative chargée de la protection des consommateurs. Au plan national, c'est la même loi et la même autorité administrative qui régissent la concurrence et la protection des consommateurs. Mais en matière de protection des consommateurs, en plus des structures étatiques (CNCC, LNSP, ARMP, IGAE), les consommateurs assurent la défense de leurs droits pour l'amélioration de leur bien-être à travers les associations de société civile telles que : la Ligue des consommateurs du Burkina (LCB), l'Association des consommateurs du Burkina (ACB) et l'Organisation des Consommateurs du Burkina (OCB). Ces différentes agences tant étatiques que de la société civile sont très connues par la population à travers leurs actions. Selon le tableau 5, l'enquête révèle plus de 72% de oui de prise de conscience de l'existence de ces agences contre moins de 28% qui en ignorent (17,4%) ou qui affirment qu'elles n'existent pas (10,4%).



Cette prise de conscience varie d'une région à une autre et aussi d'un groupe sociopolitique à un autre. Le graphique 5 fait ressortir que quel que soit le groupe considéré, plus de 50% des enquêtés reconnaissent l'existence d'une loi de protection des consommateurs. Un des faits marquants est qu'un certain nombre d'autorités (33%) qui sont sensées faire appliquer la loi ou la promouvoir ignorent son existence.

Graphique 5 : Existence d'une loi de protection des consommateurs selon les groupes sociopolitiques



Source : Données d'enquête

Une analyse de cette question selon la catégorie socioprofessionnelle révèle qu'aussi bien pour l'existence de la loi de protection des consommateurs que de l'agence chargée de la mettre en place, les personnes travaillant dans les ONG, les élèves/étudiants, les fonctionnaires et les personnels des professions libérales présentent des scores très élevés (au-delà de 67%). Les autres catégories socioprofessionnelles, marquées généralement par un taux d'analphabétisme élevé présentent des scores faibles (46%) et à la limite moyens (60%). Ce qui laisse croire que la connaissance de l'existence de la loi de protection des consommateurs et des agences chargées de les mettre en place varie selon le niveau d'instruction. Le fait inquiétant est que plus de la moitié (54%) des commerçants interviewés qui vendent les denrées aux consommateurs, soit ignorent

(36%) l'existence de ces agences ou déclarent qu'elles n'existent pas (18%). Fort heureusement, ce phénomène se réduit en ce qui concerne l'existence de la loi de protection des consommateurs. En effet, ce taux est de 50%. Le graphique 6 donne une synthèse de ces différentes tendances.

Prise de conscience des questions de la concurrence dans le pays et les raisons sous-jacentes

Ici, il s'agit d'analyser les réponses à trois questions afin d'obtenir les informations sur la perception des interviewés par rapport au niveau de compréhension des aspects de la concurrence en général dans le pays.

La majeure partie des enquêtés estime que les questions de la concurrence ne sont pas bien comprises par la population. Le tableau 6 fait ressortir à cet effet une proportion de 76,6% des interviewés qui pensent de la sorte contre 23,4% qui supputent le contraire.

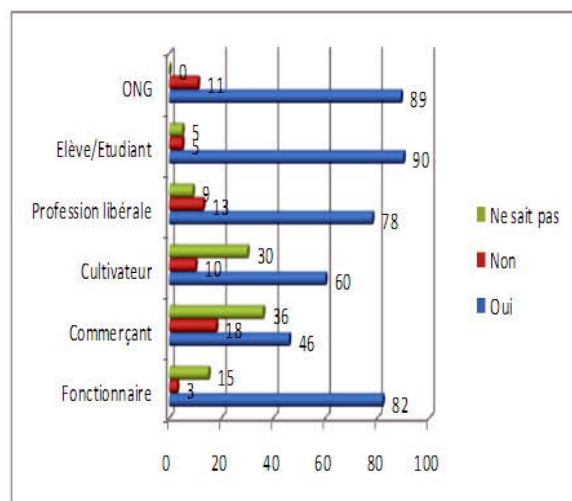
Tableau 6 : Compréhension des questions de la concurrence en %

Existence	Fréquence
Oui	23,40
Non	76,60
Total	100,00

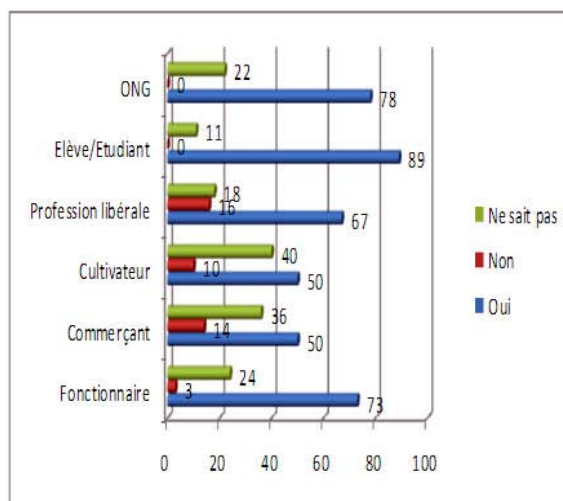
Source : Données d'enquête

Graphique 6 : Existence d'instruments de protection des consommateurs selon les catégories socioprofessionnelles

a) Agence



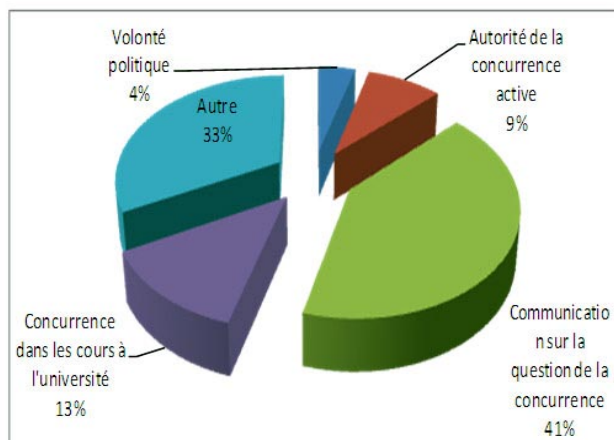
b) loi



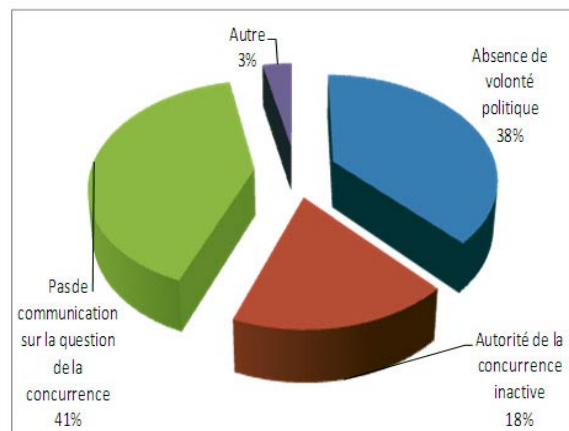
Source : Données d'enquête

Graphique 7 : Raisons avancées pour expliquer la compréhension ou non des questions concurrentielles

a) compréhension



b) non compréhension



Source : Données d'enquête

Les personnes sondées justifient cette situation par plusieurs raisons allant de la communication sur la concurrence à la volonté politique en passant par les cours donnés à l'université sur ces questions. Le graphique 7 fait ressortir la fréquence de ces modalités selon les deux groupes.

La compréhension des questions de la concurrence par la population s'expliquerait par la communication sur la question (41%), d'autres raisons (33%), plutôt par l'activisme de l'autorité de la concurrence ou par la volonté politique. Ces deux dernières actions contribueraient respectivement à 9% et 4% à expliquer la compréhension de ces questions. Le fait de donner des cours sur la concurrence à l'université a aussi une faible emprise sur la conception des individus sur ces questions (13%). Ceci s'expliquerait par la faible proportion des individus qui bénéficient de ces cours à l'université. En rappel, seules les facultés des sciences économiques dispensent des cours sur la concurrence dans les universités publiques. D'autres raisons outre que ces cinq raisons précédentes sont avancées par les enquêtés pour expliquer la compréhension de la concurrence.

Les individus sondés incriminent à 37,9% l'absence de volonté politique dans la non compréhension des questions de la concurrence. La compréhension des questions de la concurrence par la population s'expliquerait par la communication sur la question (41%), d'autres raisons (33%), plutôt que par l'activisme de l'autorité de la concurrence ou par la volonté publique.

Prévalence des pratiques anticoncurrentielles

La mesure du niveau de la concurrence peut être approchée par la prévalence des pratiques anticoncurrentielles. Cette section a pour objet de saisir d'une part, la prévalence de ces pratiques et d'autres part, de dégager les trois pratiques anticoncurrentielles les plus fréquentes.

Niveau des pratiques anticoncurrentielles

Le questionnaire interroge aussi sur la perception du degré de prévalence des pratiques anticoncurrentielles dans le pays. Les réponses à la question 7 donnent les informations ci-après illustrées dans le tableau 7. La majorité des agents économiques interrogés reconnaissent à 83% que les pratiques anticoncurrentielles sont fréquentes dans le pays avec des degrés allant de très fréquent (72,6%) à assez fréquent (10,4%). Seulement une faible proportion (17%) des enquêtés pense que ces pratiques anticoncurrentielles sont peu fréquentes.

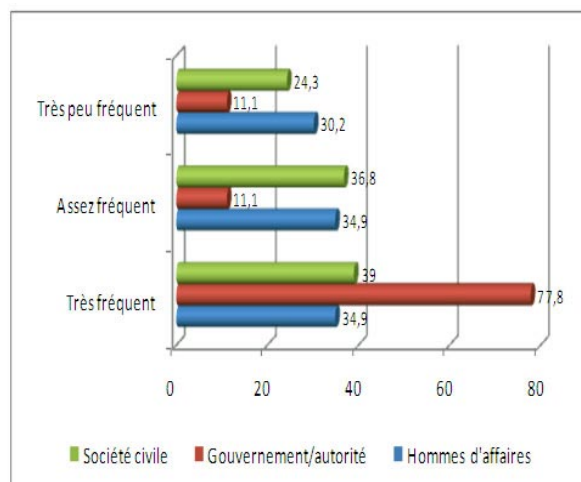
Tableau 7 : Prévalence des pratiques anticoncurrentielles en %

Prévalence	Fréquence
Très fréquent	72,60
Assez fréquent	10,40
Très peu fréquent	17,40
Total	100,00

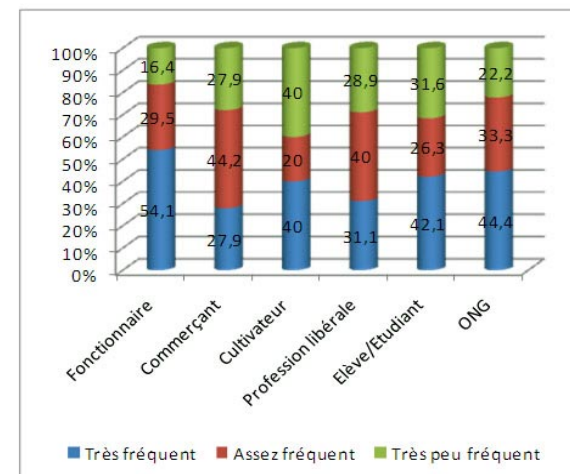
Source : Données d'enquête

Graphique 8 : Perception de la prévalence des pratiques anticoncurrentielles

Par groupe sociopolitique



Par catégorie socioprofessionnelle



Source : Données d'enquête

Le groupe sociopolitique qui reconnaît le plus l'existence des pratiques anticoncurrentielles dans le pays est celui du gouvernement/autorité avec un score de 77,8%. La société civile est partagée entre les modalités «très fréquent» et «assez fréquent» respectivement aux taux de 39% et 36,8%. Il y a presque une répartition égalitaire de ces trois modalités au sein des hommes d'affaires.

Une analyse par groupe socioprofessionnel montre que ce sont plus les cultivateurs et les étudiants qui affirment que ces pratiques sont peu fréquentes avec des scores respectifs de 40% et 31,6%. Cela peut s'expliquer par la méconnaissance de la notion de ces pratiques pour les uns et les autres (étudiants). Par contre, la majorité des fonctionnaires (54,1%)

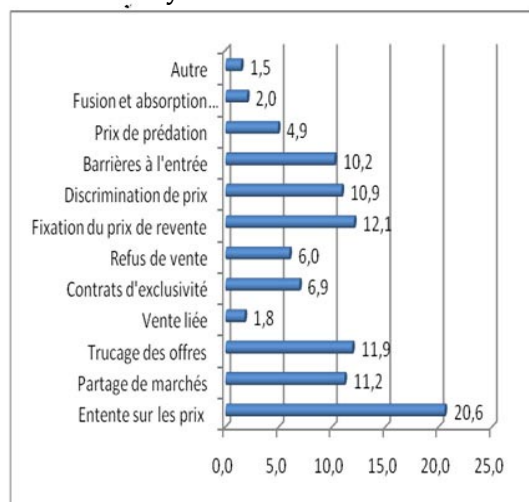
estiment que les pratiques anticoncurrentielles sont très fréquemment rencontrées dans le pays. Le graphique 8 donne un aperçu de ces différentes tendances.

Les trois pratiques anticoncurrentielles les plus fréquentes

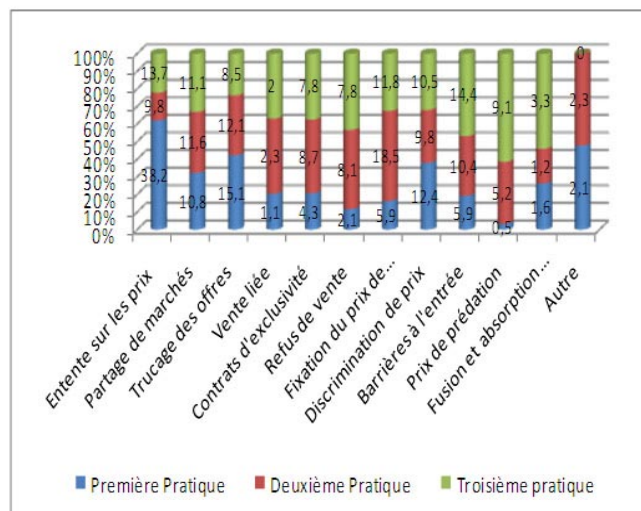
Sur le marché burkinabè, il y a plusieurs catégories de pratiques anticoncurrentielles perçues par les personnes interrogées. En majorité, on note que toutes les pratiques anticoncurrentielles listées dans le questionnaire ont été notifiées par les enquêteurs. Globalement, une analyse des réponses des enquêtés en termes de moyenne des trois positions fait ressortir que «l'entente sur les prix» est de loin la pratique

Graphique 9 : Les trois pratiques anticoncurrentielles les plus perçues

Par la moyenne



Par ordre



Source : Données d'enquête

anticoncurrentielle la plus perçue (20,6%). La «fusion absorption» et «la vente liée» sont les moins fréquentes avec des scores moyens respectifs de 2% et 1,8%. Le «refus de vente», les contrats d'exclusivité et les «prix de prédation» sont fréquents sur les marchés autour de 5%. Les autres pratiques anticoncurrentielles occupent des places intermédiaires avec des scores oscillant entre 10,2% et 12,1%. Une lecture par niveau permet de noter qu'en termes de «première pratique anticoncurrentielle», perçue sur le marché burkinabè, l'«entente sur les prix» se révèle la plus fréquente (38,2%). Elle est suivie du «trucage des offres», la «discrimination des prix» et le «partage des marchés» qui sont citées chacune par plus de 10% (mais moins de 16%) des personnes consultées comme des pratiques anticoncurrentielles de premier ordre. Les autres pratiques obtiennent des scores de moins de 5%.

Perception du niveau de la concurrence

Après une analyse des pratiques anticoncurrentielles, une perception du niveau global de la concurrence est faite dans cette troisième section. La question est analysée en deux points. Le premier s'intéresse à l'évaluation du degré de la concurrence au niveau global et le second l'analyse au niveau de certains secteurs de l'économie.

Evaluation de la concurrence au niveau global

Quelle est la lecture des acteurs économiques sur l'état de la concurrence au Burkina Faso ? Cette concurrence peut être lue selon l'accessibilité par les prix ou par la quantité. Le tableau 8 donne les réponses à la question : « de façon générale, quelle est votre appréciation du niveau de la concurrence (en termes d'accès, prix, choix et qualité) entre les entreprises dans le pays ? »

Tableau 8 : Appréciation du niveau de la concurrence en %	
Niveau	Fréquence
Elevé	30,00
Modéré	31,10
Faible	27,90
Nul	11,00
Total	100,00
Source : Données d'enquête	

Tableau 9 : Appréciation du niveau de la concurrence en %	
Niveau	Fréquence
Oui	52,10
Non	21,60
Ne sait pas	26,30
Total	100,00
Source : Données d'enquête	

Quatre niveaux de la concurrence étaient à déclarer par les enquêtés. La majorité des interviewés, soit 70 pourcent estime que le niveau de la concurrence varie de modéré (31%) à nul (11%). Sur 100 personnes interrogées, seulement 30 pensent que le niveau de la concurrence est élevé.

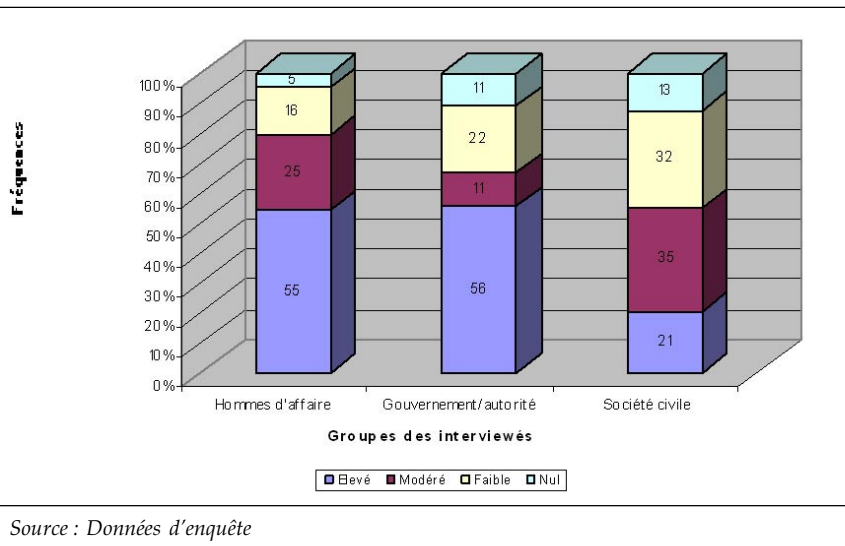
Pour mieux saisir ces différentes réponses, une analyse de prise de conscience de l'existence de la législation sur la concurrence et de l'entité administrative chargée de la concurrence est faite dans le tableau 9.

Pour ce faire, les enquêtés étaient invités à se prononcer sur deux questions essentielles dont la première est : « Est-ce qu'il y a des règles, réglementations ou lois qui couvrent les pratiques anticoncurrentielles ? »

La majorité des enquêtés (52,1%) sont conscients de l'existence de règles, réglementations ou lois qui couvrent les pratiques anticoncurrentielles. Parmi celles-ci, la loi créant la CNCC et les règlements sur les marchés publics sont les plus connus par les enquêtés avec des scores respectifs de 12,5% et 9,4%. Les règlements sur les télécommunications et le code sur la publicité sont les moins connus avec des taux de 3,1% et 6,3.

Cette prise de conscience est disparate selon les différents groupes sociopolitiques. En effet, si pour les hommes d'affaires et les interviewés du groupe Gouvernement/autorité, la tendance (environ 55%) est que le niveau de la concurrence est élevé, force est de constater que pour la Société civile, cette concurrence est à tendance modérée (35%) à faible (32%). Le graphique 10 donne un aperçu de cet aspect. Une lecture par degré de concurrence, notamment avec le niveau « élevé » fait ressortir que la société civile a le plus faible score (21%) et le score croît au fur et à mesure qu'on passe d'un groupe à l'autre jusqu'au niveau le plus élevé (56%) avec le groupe « gouvernement/autorité ». Au niveau « modéré », on note une variation inverse : la partie société civile a le score le plus élevé (35%) et la partie gouvernementale le plus faible (11%). Les autres niveaux de concurrence ne respectent pas cette classification.

Graphique 10 : Appréciation du niveau de la concurrence selon les groupes des interviewés



services qui n'étaient pas accessibles et qui le sont maintenant (Exemple de la téléphonie mobile)» sont en outre les arguments donnés par ces derniers pour soutenir leur position.

Le graphique 11 traduit la position des uns et des autres quant à l'impact du niveau actuel de la concurrence sur la vie quotidienne des consommateurs.

Le tableau 10 donne une lecture de l'impact de la concurrence sur la vie quotidienne des consommateurs. Globalement, les différents groupes à l'exception de la Société civile,

Ces différentes pratiques anticoncurrentielles ont un impact sur le bien-être des consommateurs à des degrés divers selon le sondage. En effet, 89% des personnes sondées estiment que le niveau de la concurrence en termes d'accès, de prix, de choix et de qualité, a un impact sur la vie quotidienne des consommateurs. Plusieurs arguments sont avancés pour expliquer leur point de vue. Selon eux, la faiblesse des prestations et la violation de la loi et des règlements en matière de concurrence mettent les consommateurs dans une situation précaire, qui paient une lourde tribu en termes de prix élevés et de santé. Ce dernier point concerne la mise en circulation des produits non homologués et avariés.

A contrario, une faible proportion (11%) des individus sondés estime que le niveau actuel de la concurrence dans le pays n'affecte pas le bien-être des consommateurs. L'effet d'imitation, «Il y a des avantages car si une entreprise introduit un produit, les autres s'installent et font pareil: résultat on a un prix bas des produits» et l'accessibilité à certains produits compte tenu de la concurrence : «Il y a des

estiment que le niveau actuel de la concurrence dans le pays affecte à un degré élevé le bien-être des consommateurs. En somme, ils sont tous unanimes que cet impact est en majorité modéré à élevé. Le niveau «aucun impact» obtient un score nul au sein du groupe «Gouvernement/autorité» et des scores faibles dans les autres groupes.

Graphique 11 : Impact de la concurrence sur le niveau de vie du consommateur

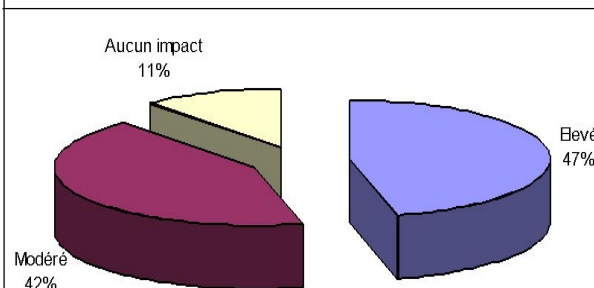


Tableau 10 : Point de vue des groupes sociopolitiques sur l'impact de la concurrence sur le bien-être des consommateurs

	Hommes d'affaires		Gouvernement/autorité		Société Civile		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Elevé	22	50	5	56	59	44	86	44.0
Modéré	16	36	4	44	59	44	79	44.2
Aucun impact	6	14		0	16	12	22	11.8
Total	44	100	9	100	134	100	187	100

Source : Données d'enquête

Tableau 11 : Niveau de concurrence par secteur										
	Télécommunication		Electricité		Bien de détail		Transport		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Elevé	108	57	7	4	94	50	77	41	286	38
Modéré	53	28	3	2	56	30	65	34	177	23
Faible	22	12	5	3	23	12	33	17	83	11
Nul	7	4	174	92	17	9	15	8	213	8
Total	190	100	189	100	188	100	190	100	757	100

Source : Données d'enquête

Evaluation de la concurrence au niveau des différents secteurs de l'économie

Le niveau de la concurrence est disparate d'un secteur économique à un autre. Le tableau 11 permet de saisir la conception des agents économiques dans quatre secteurs de l'économie. Une proportion importante de la population (au moins 75%) pense que le niveau de la concurrence varie de modéré à élevé dans les secteurs de télécommunication (85%), des biens de détail (80%) et de transports (75%). La récente ouverture du marché de la téléphonie mobile explique cette tendance dans le secteur des télécommunications qui est caractérisé par un niveau de concurrence modéré (28%), faible (12%) et nul par 4% de la population enquêtée. En effet, le téléphone reste toujours sous le contrôle de la seule société ONATEL-SA. Dans le secteur des biens de détail, il y a une concurrence apparente selon certains enquêtés. En effet, nonobstant la diversité de fournisseurs, force est de constater une certaine entente sur les prix.

Au niveau des transports, l'existence des syndicats de transporteurs qui fixent les prix de transports de leurs membres, ainsi que la position leader de la SOTRACO dans le transport urbain expliqueraient les niveaux modéré (34%), faible (17%) et nul (8%) qu'attribuent les enquêtés au niveau de la concurrence dans ce secteur.

Le secteur de l'électricité est caractérisé par un niveau de concurrence nul selon 92% des interviewés. La Société Nationale d'Electricité du Burkina (SONABEL) demeure la seule opératrice dans ce secteur.

Perception de la mise en œuvre de la législation

Cette perception est analysée d'une part, en termes d'actions prises en cas de non respect de la concurrence, et d'autre part, en termes des raisons de non action.

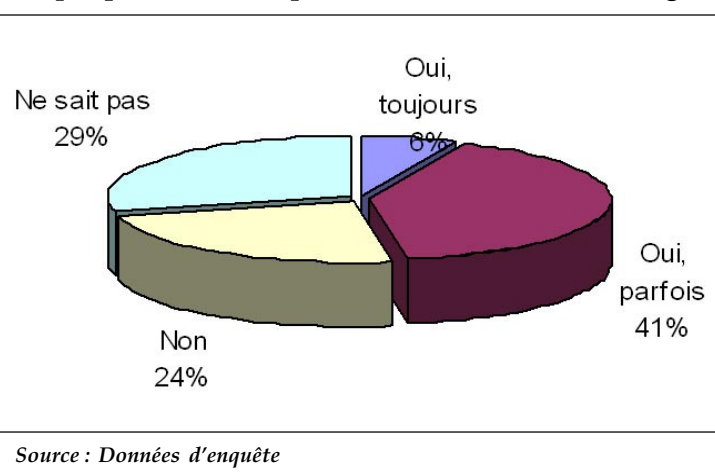
Perception par rapport aux actions prises en cas de non respect de la Concurrence

Cette perception est analysée en termes d'actions prises en cas de violation des règles de la concurrence de façon globale et par groupe sociopolitique.

A partir des résultats de l'étude, on peut affirmer qu'une partie importante des enquêtés, soit 41,1%, juge qu'en cas de violation des règles de la concurrence, des actions sont parfois prises à cette rencontre pour rétablir une situation équitable sur le marché. Mais il convient de noter qu'une partie non négligeable (28,9%) de l'échantillon ignore si les autorités réagissent en cas de violations des règles, ce qui est peut être dû à la faiblesse de la diffusion d'information ou encore à la méconnaissance des structures comme relevé ci haut ou que l'autorité n'agit pas de manière convaincante.

Seulement 6,3% de l'échantillon observe toujours une réaction des autorités, ce qui constitue une proportion faible de sorte que cela laisse sous entendre une certaine passivité des pouvoirs. Mais il faut noter que cela peut être relatif et lié au degré de réaction des autorités de la concurrence ou encore à la disposition

Graphique 12 : Actions prises en cas de violation des règles

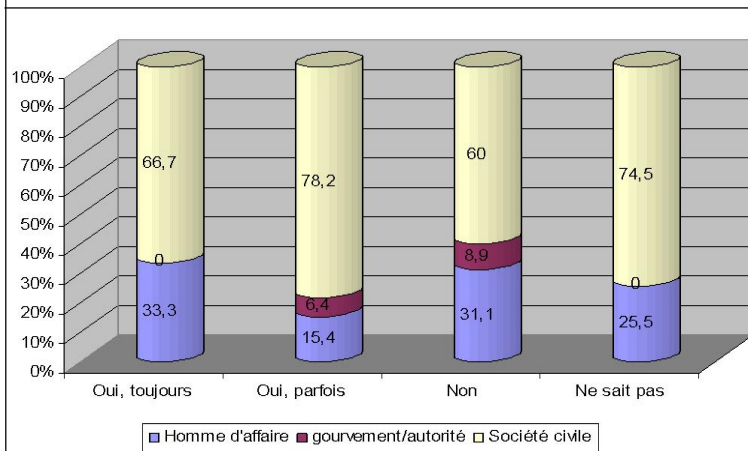


de l'information sur la situation anticoncurrentielle par ces mêmes autorités afin de pouvoir agir compte tenu des moyens modiques dont elles disposent.

A cela, on peut ajouter que près du quart des enquêtés (23,7%) estime qu'aucune mesure n'est prise en cas de violation. Cette proportion est plus ou moins élevée et permet de se faire une idée assez large du niveau de la concurrence et permet de savoir que des actions restent à entreprendre afin de pouvoir intervenir sur les marchés et rétablir une concurrence saine.

En faisant une analyse par type de réponse selon le groupe d'appartenance, on peut établir que pour ceux qui avancent que des actions sont toujours prises ou parfois, ce sont en majorité ceux de la société civile et des hommes d'affaires, soit respectivement 66,7% et 78,2%. Par contre, parmi ceux qui trouvent qu'il y a une inaction des autorités face aux dénonciations, ce

Graphique 13: Actions prises en cas de violation et groupes d'appartenance



Source : Données d'enquête

sont également ceux de la société civile et dans une mesure moindre les hommes d'affaires qui représentent environ un tiers de cette proportion. On ne peut passer sous silence le fait que parmi ce dernier groupe il y a une part non négligeable d'autorités (8,9%) qui protestent face à l'apathie des pouvoirs en cas de violations des règles de concurrence. Ceci montre tout de même qu'en cas de situation anticoncurrentielle dénoncée, toute la sphère de décision n'est pas inerte puisque certaines d'entre les autorités protestent ; ce qui laisse voir des perspectives meilleures pour l'amélioration du climat des affaires.

Graphique 14: Raisons de non sanction en cas de violation



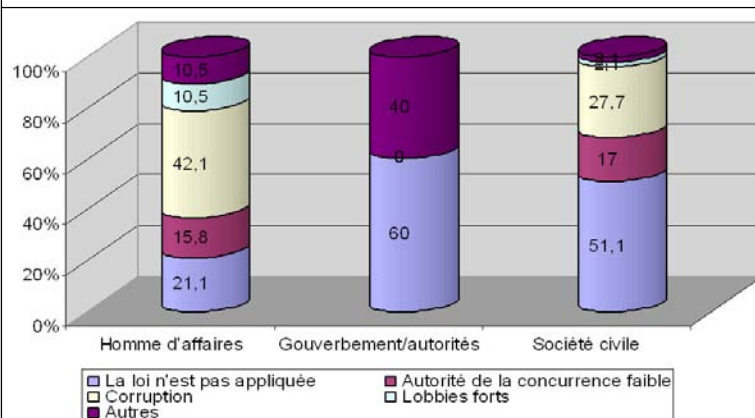
Source : Données d'enquête

Les raisons de non action

Une analyse approfondie des raisons avancées par ceux qui estiment que des actions ne sont pas prises en cas de non respect de la concurrence permet de saisir les contraintes qui handicapent la mise en place d'un régime effectif de la concurrence. Le graphique 14 donne un aperçu sur ces raisons de non sanction des violations de la concurrence.

En poursuivant avec ce dernier groupe, les résultats de l'enquête montrent à travers le graphique 14 que les raisons qui entraînent la non sanction des violations sont essentiellement la non application de la loi (43,7%), qui pourtant existe et le phénomène de la corruption non moins important (29,6%). Ils attribuent cette apathie dans une moindre mesure à l'autorité de la concurrence qu'ils jugent faible (15,5%) et de façon négligeable aux lobbies forts en place, soit 4,2% des

Graphique 15: Raisons de non sanction et Groupe d'appartenance



Source : Données d'enquête

interviewés. Ce qui se résume à dire que pour ces derniers, il faudrait passer davantage à l’application des lois de lutte contre les pratiques anticoncurrentielles mais également lutter plus fortement contre la corruption et ce, pour parvenir à mettre en pratique les règles en cas de violation.

Cette analyse peut être approfondie lorsqu’on fait intervenir les groupes d’appartenance.

En effet, parmi les hommes d’affaires enquêtés, ceux-ci dénoncent la corruption comme raison majeure de non sanction. En ce qui concerne les autorités interviewées, elles notent surtout l’absence d’application des lois. C’est ce même motif qui prédomine pour les acteurs de la société civile, mais ces derniers observent aussi dans une mesure moindre mais non négligeable la corruption et le faible pouvoir des autorités de la concurrence comme motifs principaux de non sanction en cas de violation des règles par des pratiques anticoncurrentielles.

Rôle des médias

La question du rôle des médias en matière de concurrence revêt un intérêt quant à la diffusion et à l’implication de tous les acteurs.

Diffusion de l’information

Dans cette sous section, il s’agit d’apprécier l’ampleur de la diffusion des questions de pratiques anticoncurrentielles ainsi que les instruments qui servent à le réaliser.

Les travaux d’enquête ont permis d’observer en ce qui concerne la diffusion des problèmes de concurrence par les médias que les acteurs sur le terrain jugent cela assez faible. Comme les statistiques le montrent, on note que 38,3% estiment que ces questions sont rarement présentées par les médias, 30,3% qui notent cela parfois.

Si l’on observe ceux qui notent une dénonciation des problèmes de concurrence très souvent par les médias

ils sont dans une proportion de 19,1%, ce qui est relativement faible.

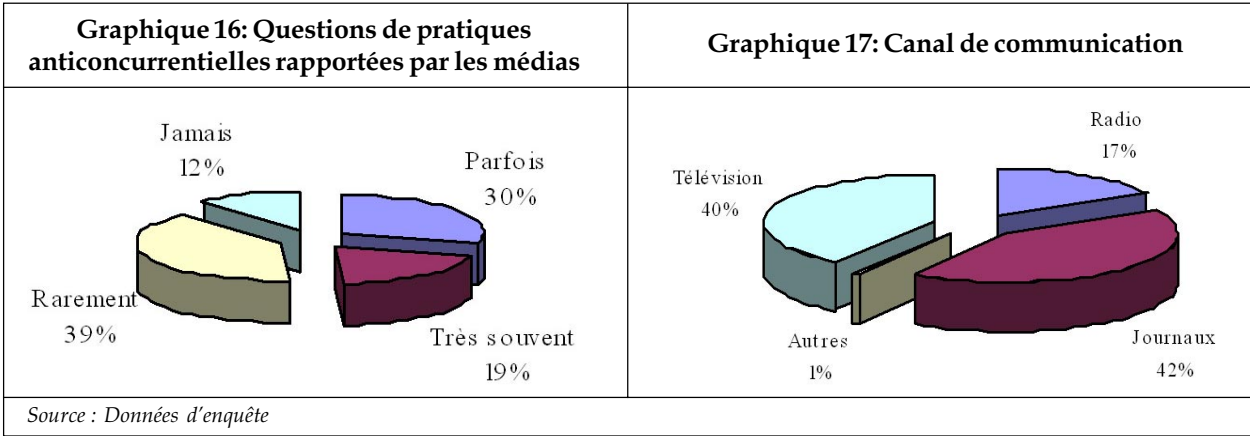
Se rapportant aux canaux de diffusion de l’information (graphique 17), on peut voir que les questions de concurrence sont essentiellement abordées par les journaux et la télévision avec respectivement des parts de 42,2% et 40,4%, soit un cumul de 82,6%. On observe que la radio a une part relativement faible bien qu’elle couvre tout le territoire. Ces résultats peuvent s’expliquer par le fait que les images que présentent la télévision et les journaux y sont pour beaucoup dans l’attraction de l’information. En effet, lorsque des faits sont relatés avec des photos et images, cela peut entraîner un plus grand engouement au niveau des populations. Par ailleurs, il peut s’agir également de la variété des programmes proposés sur les chaînes de radios qui n’accordent pas assez de place à de telles émissions.

A travers la diffusion des événements relatifs à la concurrence, quel peut être le niveau de compréhension des journalistes ?

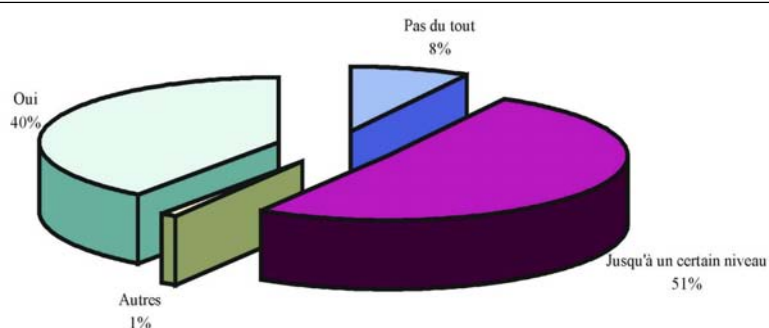
Niveau de compréhension dans la diffusion médiatique

Le degré de perceptibilité des questions de concurrence par les acteurs de la vie économique dépend intrinsèquement du niveau de compréhension des diffuseurs des informations à travers les différents médias.

Ces questions sont abordées en majorité par des journalistes qui selon les résultats de l’enquête ont au moins un niveau de compréhension appréciable des questions de concurrence, soit 51,5% et 39,9% qui ont un bon niveau ce qui donne un cumul de plus de 90%. Tout de même comme la proportion le montre, environ 8% des enquêtés n’ont aucune compréhension du problème, ce qui peut constituer un obstacle dans la qualité de diffusion des questions de concurrence dû éventuellement à leur niveau de formation et de spécialisation.

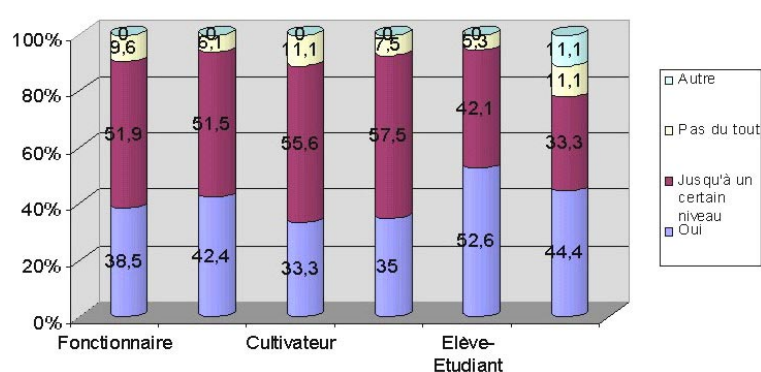


Graphique 18: Niveau de compréhension de la concurrence



Source : Données d'enquête

Graphique 19: Niveau de compréhension et Profession



Source : Données d'enquête

On peut également analyser cette question en fonction de l'activité professionnelle.

Lorsqu'on fait intervenir la profession, on constate que pour les fonctionnaires, les commerçants, les cultivateurs et ceux des professions libérales comprennent en majeure partie les questions de concurrence jusqu'à un certain niveau. Mais au niveau des élèves/étudiants et des ONG, le niveau de compréhension est bon surtout pour les élèves où la proportion dépasse les 50% soit 52,6%. Ceci est certainement dû à la formation que ces derniers bénéficient et pour les ONG à leur intégration sur le terrain dans les diverses activités qu'elles mènent.

Au niveau des fonctionnaires, on peut expliquer ceux qui ne comprennent rien à la concurrence par leur niveau d'éducation, car il y en a qui ne sont pas instruits et exécutent des tâches simples de manœuvres dans l'administration. Au niveau des commerçants et des cultivateurs (proportion non négligeable 11,1%) c'est également le niveau d'éducation qui fait probablement défaut, c'est pourquoi on atteint cette proportion chez les cultivateurs. Pour les élèves et étudiants, la faible

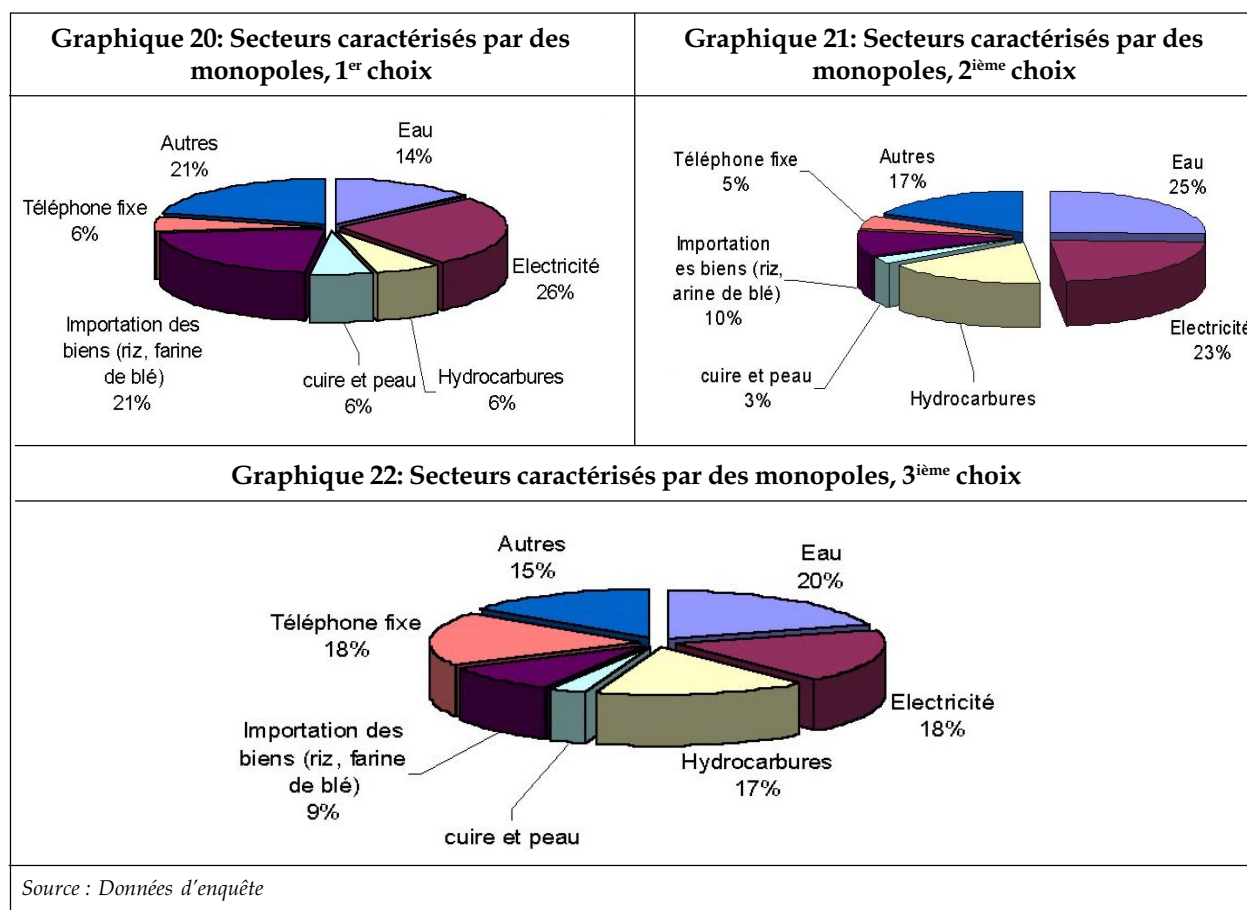
proportion (5,3%) est normale compte tenu de leur milieu et cette faible part peut être attribuée aux plus jeunes. Enfin, pour le cas des ONG, la proportion non négligeable de 11,1% pour ceux qui ne comprennent pas les questions de concurrence peut être due aux secteurs dans lesquels ils évoluent et du personnel qui y est affecté. Car pour certaines activités sociales dans les campagnes, les ONG recrutent du personnel non alphabétisé mais expérimenté dans les questions sociales. Le fait que ce soit dans les campagnes, loin des centres urbains et des zones commerciales, ce personnel peut être tenu à l'écart de tout ce qui se rapporte aux questions de concurrence, d'où éventuellement cette part

Autres questions

Secteurs sous monopoles

Il est nécessaire d'avoir une vue sur les secteurs qui sont le plus marqués par les pratiques anticoncurrentielles et face à cette interrogation, les résultats des travaux ont été les suivants :

La question 8 nous a permis de voir quelles étaient les pratiques anticoncurrentielles fréquemment observées par les agents économiques. A partir de la question 9 comme le montrent les tableaux ci-dessus, et quel que soit l'ordre des choix des enquêtés, les secteurs dénoncés comme faisant l'objet de monopoles sont principalement les secteurs des importations des denrées de base, les secteurs de l'eau, de l'électricité et des hydrocarbures et dans une moindre mesure le téléphone fixe. Cela traduit pour les enquêtés un système dans lequel les produits essentiels ne sont pas sujet à concurrence, cette perception commune est assez marquée au regard de la proportion cumulée qui atteint 2/3 pour ces secteurs mentionnés ci-dessus soit 25,1%, 21,1%, 14,3% et 6,3% respectivement pour l'électricité, les produits alimentaires, l'eau et les hydrocarbures selon le premier choix. La tendance est la même sur l'autre tableau où même les 3/4 des réponses sont concentrés sur ces secteurs.

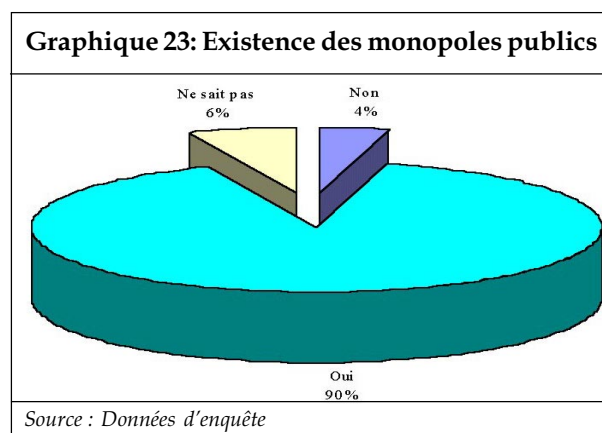
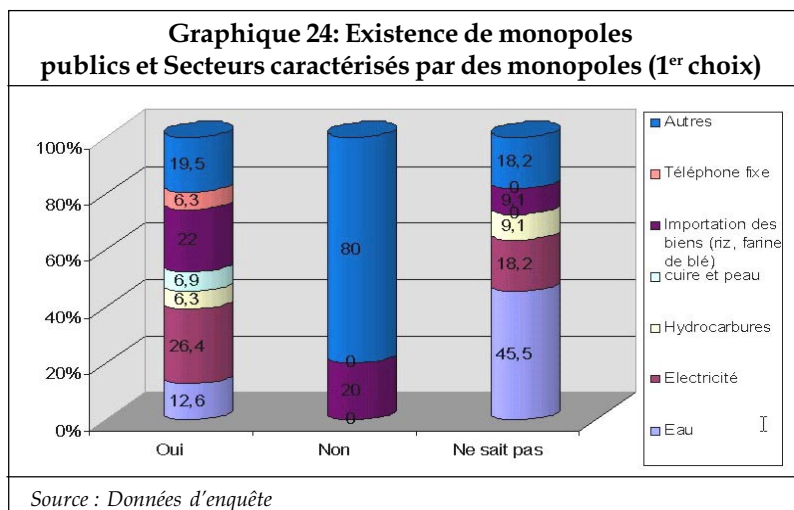


Monopoles publics et Pratiques anticoncurrentielles

Il peut être intéressant de faire une analyse sur la situation monopolistique dans le secteur public et les pratiques prohibées qu'on y rencontre.

Observons tout d'abord l'état des monopoles dans le secteur public.

A la question de savoir s'il existe des monopoles publics, le graphique 24



qui retrace la perception des interviewés sur l'existence de monopoles publics confirme nos résultats précédents car il montre que 90%, sans hésitation, affirme leur existence. Précédemment nous avons parlé des secteurs de l'eau, des hydrocarbures et de l'électricité qui étaient des monopoles mais qui sont plus précisément des monopoles publics.

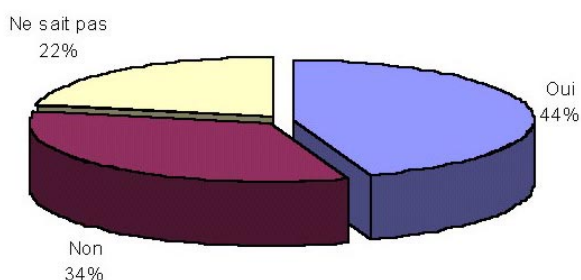
A travers la répartition des situations de monopoles publics suivant les secteurs, on obtient les résultats suivants :

Par ce graphique, on peut dire que pour toute cette majorité qui répond oui à l'existence de monopoles publics, elle les constate principalement dans le secteur de l'électricité soit 26,4% puis dans les importations de biens alimentaires (22%), et dans le secteur de l'eau (12,6%).

Et lorsqu'on observe la répartition pour ceux qui rejettent l'existence de monopoles publics, on voit que c'est surtout dans le domaine des importations de produits de base que les monopoles existent.

Cette recherche a aussi permis aux interviewés de s'exprimer sur l'exercice de pratiques anticoncurrentielles par les monopoles publics.

Graphique 25: Pratiques anticoncurrentielles



Source : Données d'enquête

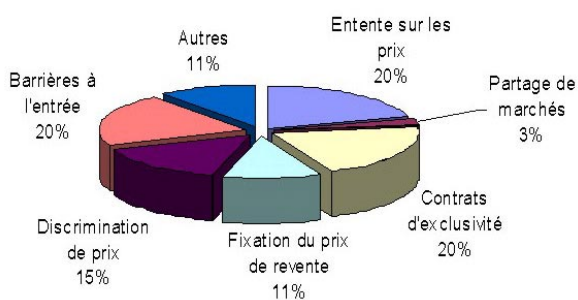
Le graphique 25 permet de constater que dans les monopoles publics on enregistre beaucoup de pratiques anticoncurrentielles, soit 44,7% des monopoles publics contre 33,5% qui n'en enregistrent pas, et une proportion importante de sans avis parmi les enquêtés. Parmi les pratiques prohibées rencontrées, les données recueillies par les enquêtés se présentent par ordre de choix comme suit :

Dans ces pratiques anticoncurrentielles observées au niveau des monopoles publics, on note à partir des premiers choix des enquêtés, que ce sont les ententes sur les prix, les barrières à l'entrée et les contrats d'exclusivité qui sont les plus rencontrées avec 20,3% pour chacune de ces pratiques. Dans une moindre mesure on peut aussi noter la discrimination des prix (14,9%) et la fixation des prix de revente (10,8%) qui sont aussi enregistrés.

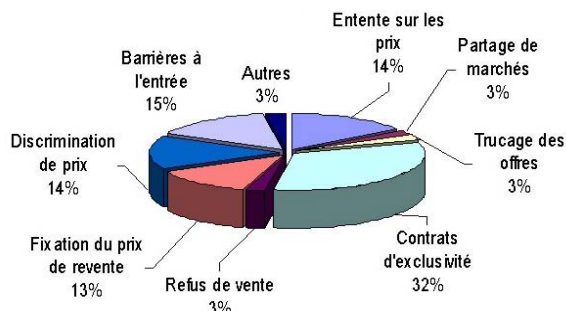
En observant les seconds choix, on note que ce sont respectivement les barrières à l'entrée (27,8%), les contrats d'exclusivité (18,5%) et la fixation des prix de revente (14,8%) qui sont les plus mentionnés, et dans une mesure moindre, les ententes sur les prix et la discrimination par les prix.

Quant à la troisième option des interviewés, on voit que ce sont respectivement les contrats d'exclusivité (32,5%), les ententes sur les prix (15,0%), la

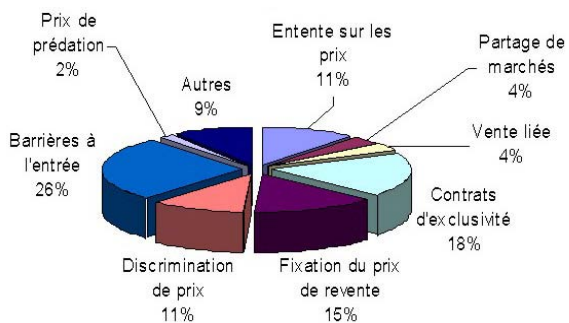
Graphique 26: Type de pratique anticoncurrentielle 1



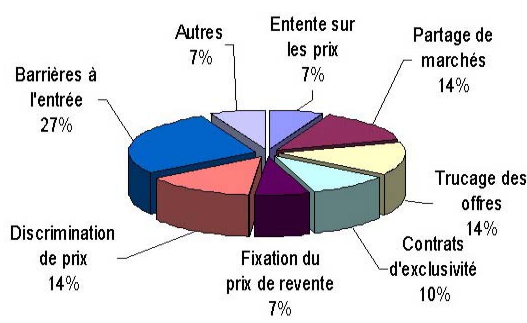
Graphique 27: Type de pratique anticoncurrentielle 3



Graphique 28: Type de pratique anticoncurrentielle 2



Graphique 29: Type de pratique anticoncurrentielle 4



Source : Données d'enquête

discrimination par les prix (15,0%) et les barrières à l'entrée (15,0%) qui dominent dans les faits constatés.

Enfin, au niveau des quatrièmes choix, on note à nouveau les barrières à l'entrée (27,6%), la discrimination par les prix (13,8%), les partages de marchés (13,8%), et les trucages des offres (13,8%) qui sont les plus importants.

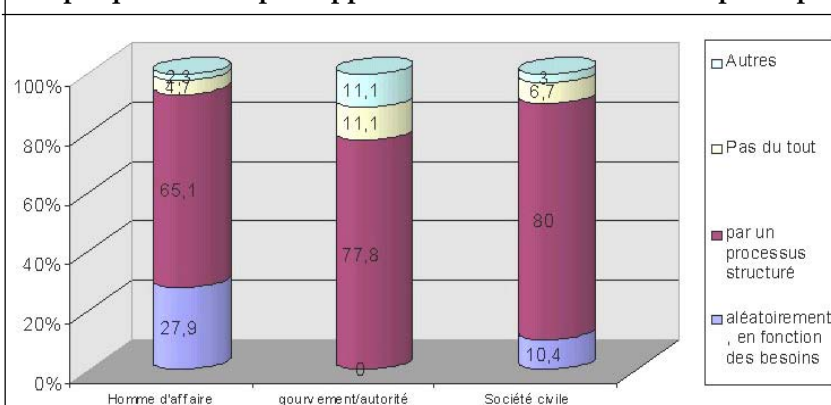
Lorsqu'on fait le point sur les faits constatés au regard de l'ordre des choix respectifs, il ressort sans aucun doute que les pratiques les plus courantes, c'est-à-dire qui sont toujours mentionnées par les interviewés quelle que soit leur position, ce sont les barrières à l'entrée, les contrats d'exclusivité, les ententes sur les prix et la discrimination par les prix. Elles visent surtout à empêcher l'entrée de concurrents dans ces secteurs ou de contraindre les rares concurrents à renoncer à continuer leurs activités.

Participation des différents acteurs

Pour optimiser la résolution des problèmes en faisant éventuellement intervenir toutes les parties, les enquêtés ont donné leur avis qui se présente comme suit :

Face aux diverses pratiques anticoncurrentielles, les différents enquêtés ont émis en majorité le souhait que les différentes parties prenantes interviennent dans un processus structuré soit une proportion de 76,5%. Cela peut s'expliquer par le fait que les agents économiques qui sont des acteurs qui se sentent à l'écart de la sphère de décision qui concerne ce volet et verraient bien d'un bon œil la possibilité d'avoir

Graphique 31: Groupe d'appartenance et Manière de faire participer



Source : Données d'enquête

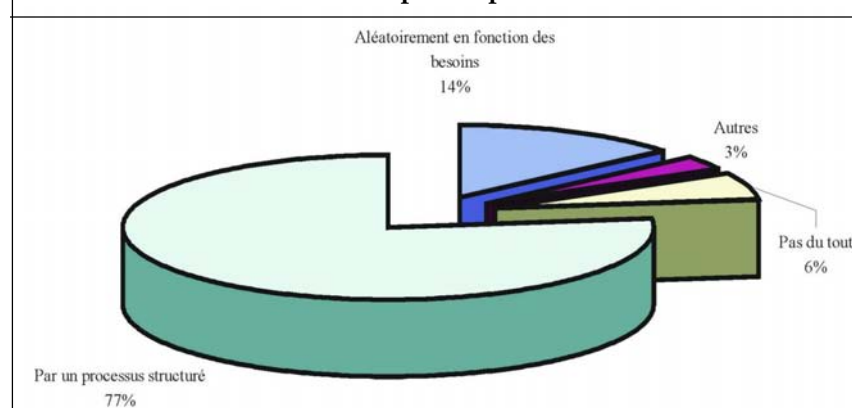
un regard permanent sur les questions de concurrence. Les interventions de manière ponctuelle sont sollicitées à hauteur de 13,9%.

Tout de même, 6,4% des répondants estiment ne vouloir en aucune manière que les différentes parties prenantes participent au fonctionnement de l'organe qui régle la concurrence. Certains d'entre eux le justifient par le fait que les différents représentants des divers secteurs qui seraient désignés ne sont autres que les mêmes décideurs politiques ou ayant des relations étroites avec les décideurs ce qui influencerait les décisions. Ainsi, dans une telle situation, le profil d'une telle organisation n'atteindrait pas le but recherché, car les parties prenantes joueraient à la fois le rôle de «juge et partie». On peut approfondir cette analyse en montrant les choix des individus suivant leur groupe d'appartenance.

En observant par groupe d'appartenance, on peut constater les mêmes faits. En effet, pour les hommes d'affaires, ils préconisent davantage des interventions

par processus structuré (65,1%) et il en est de même pour les autorités (77,8%) et la société civile (80%). En outre, au niveau des hommes d'affaires comme au niveau de la société civile, à défaut d'un processus structuré, ils suggèrent une participation en fonction des besoins pour résoudre les problèmes de concurrence. Au niveau des autorités, celles-ci ne souhaitent pas une participation momentanée des autres acteurs mais plus tôt une non participation totale des leurs ou à défaut un autre moyen de leur intégration. On peut, peut être, justifier cela par l'hypothèse

Graphique 30: Manière de faire participer les différentes parties prenantes



Source : Données d'enquête

selon laquelle il peut arriver que l'administration, compte tenu des procédures de travail, estime qu'il est nécessaire d'intégrer complètement une tiers personne ou de ne pas l'intégrer totalement de sorte à pouvoir rendre le système de fonctionnement fluide. Mais cela reste hypothétique pour justifier le choix des autorités.

On retient de cette section que le souhait majeur de toutes les parties est l'élaboration d'un processus structuré qui permettra à toutes les parties d'intervenir sur les questions de concurrence afin de pouvoir mieux lutter contre les pratiques anticoncurrentielles.

Evaluation des implications des monopoles naturels sur la concurrence

Un monopole naturel est défini comme étant un marché qui peut être approvisionné au coût minimum par un seul producteur ou fournisseur. Le monopole naturel pourrait se justifier par la présence d'économies d'échelles et l'exigence d'un capital fixe très important pour s'installer sur le marché en question. En même temps, un fournisseur déjà installé supporte des coûts très faibles en cas d'augmentation de sa production.

En principe, pour les consommateurs, le monopole naturel est une bonne alternative dans la mesure où il permet de répercuter les coûts faibles de production au niveau des prix. Toutefois, le pouvoir de monopole peut aussi conduire le monopole naturel à imposer des prix plus élevés. Par conséquent, l'impact sur le consommateur est ambigu.

Le présent chapitre s'articule autour de trois sections. La première présente l'état des monopoles dans le pays, la seconde fait l'état de la libéralisation et la dernière traite de la possibilité d'extension du processus de libéralisation aux autres secteurs

Les secteurs de monopole

Cette section présente quelques monopoles publics ou privés existants dans l'économie.

Le secteur de l'énergie

L'analyse se concentre ici essentiellement sur le sous-secteur de l'électricité et celui des hydrocarbures.

a) Le sous-secteur d'électricité

Dans ce sous-secteur, la Société Nationale d'Electricité du Burkina (SONABEL) est le seul acteur dans toute la chaîne (production, transport, distribution). Au titre de la loi 027AN/2007 la Société Nationale d'Electricité du Burkina (SONABEL) est appelée à devenir la Société Affermataire du premier segment du marché, détenant plus de 50% du capital. Elle aura le monopole de la distribution dans le premier segment et du transport sur l'ensemble du territoire. Elle assumera également le rôle de l'acheteur unique du

système pour les importations, les exportations et les autres achats d'énergie (MMCE, 2008).

En termes d'accès aux services énergétiques, la SONABEL sera l'interlocuteur privilégié pour toutes les extensions de lignes 33kV et pour les localités situées dans les couloirs de quelques kilomètres de large le long de ces lignes.

Les principales innovations introduites par la loi n°027 – 2007/AN sont :

- la libéralisation de la production d'électricité
- la transformation de la SONABEL en société fermière avec maintien de ses missions de production, de transport et de distribution d'électricité,
- l'organisation de la gestion autonome du transport de l'électricité par la SONABEL
- la création d'une société de patrimoine et d'un organe de régulation.

Mais, à l'heure actuelle, la SONABEL reste un monopole étatique de fait car il n'y a aucun autre opérateur sur les différentes branches du marché. Les tarifs de l'électricité sont administrés et ont progressivement augmenté, avec une hausse de 12,5 pour cent entre 2004 et 2006. Il est à noter aussi que face à une demande de plus en plus forte d'électricité durant certaines périodes, la SONABEL malgré l'importation d'électricité de la Côte d'Ivoire et du Ghana, n'arrive pas à satisfaire ses clients. Ce qui crée d'énormes désagréments. A terme, le secteur sera libéralisé, par souci de productivité (BAfD/OCDE, 2008). Quant aux prix de l'énergie électrique de la SONABEL, ils sont restés inchangés depuis la révision tarifaire intervenue en septembre 2006 (MEF, 2009).

Ce sous-secteur a été doté d'un régulateur sectoriel. Le décret¹³ n°2008-369/PRES/PM/MCE/MEF/MCPEA du 24 juin 2008 précise en son article premier les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'organe chargé de la régulation du sous-secteur de l'électricité, dénommé «Autorité de Régulation du Sous-secteur de l'Electricité» (ARSE). L'ARSE est dotée du statut d'une personne morale de droit public et

d'autorité administrative indépendante rattachée au premier ministre et jouit d'une autonomie financière.

b) Le sous-secteur des hydrocarbures

L'approvisionnement du pays en hydrocarbures est assuré par une entreprise publique dénommée Société Nationale Burkinabè des Hydrocarbures (SONABHY) qui jouit d'un droit de monopole pour l'importation et le stockage des hydrocarbures sur tout le territoire national.

Les marketeurs interviennent principalement dans la distribution du carburant et du gaz. Ce sont : ECODIS, Lybia Oil, ORYX, OTAM, PETROGULMU, PETROFA, PETROLUB, PLUF, SGE, SHELL, SKI, SOCOIP, SOGEL-B, TAMOIL et TOTAL. Les stations TOTAL et SHELL couvrent pratiquement toute l'étendue du territoire alors que les autres marketeurs sont implantés dans quelques centres urbains principalement à Bobo-Dioulasso et Ouagadougou.

Il n'y a pas de régulateur sectoriel en tant que tel, mais le Bureau des Mines et de la Géologie (BUMIGEB) assure le contrôle des établissements de stockage et de distribution (dépôts pétroliers, stations-service, etc.), des véhicules de transport d'hydrocarbures et des réservoirs à gaz. Il relève du Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie (MMCE).

Les prix de certains produits pétroliers (super, gasoil, gaz et pétrole lampant) sont fixés par un Comité Interministériel de Détermination des Prix des Hydrocarbures (CIDPH). Ce Comité a été créé lors du Conseil des ministres du 15 juin 2009. Le Conseil a instruit le ministre en charge du dossier à effectuer un réexamen approfondi de la structure des prix des hydrocarbures en vue d'assurer une meilleure transparence dans la fixation des prix. Il a par ailleurs donné des orientations pour la mise en œuvre d'un mécanisme de fixation de prix plafond ouvrant la possibilité de concurrence entre les distributeurs des produits pétroliers.

Il est à noter que le prix des lubrifiants est fixé librement par les marketeurs et que le gaz est subventionné par l'Etat.

Le secteur de l'eau potable

Au Burkina Faso, la production, le transport et la commercialisation de l'eau courante sont assurés par l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA). Son processus de privatisation a été suspendu. Il n'y a pas de régulateur sectoriel. La politique tarifaire appliquée se situe entre la péréquation et la subvention. Elle tient compte de l'importance des investissements réalisés et à venir dans ce domaine, mais aussi des contraintes telles que la rareté des ressources hydriques dans plusieurs

centres, l'augmentation des besoins en eau, le caractère social de l'eau et la subvention croisée entre petits et gros consommateurs. En effet, les ménages paient le m³ d'eau à 188 F CFA au lieu de 180 F CFA, pour un niveau de consommation compris entre 0 et 6 m³. Ces tarifs sont progressifs suivant le niveau de consommation atteignant 1040F le m³ pour une consommation supérieure à 30 m³. Les prix de vente à la borne-fontaine et la redevance mensuelle restent inchangés depuis 1997.

Le sous-secteur des eaux minérales est ouvert à la concurrence avec des opérateurs comme Lafi, Yileemdé, Jirma, Biala.

Le Laboratoire national de santé publique est chargé de la mise en conformité et de contrôle de qualité des ces différentes eaux.

Le secteur des télécommunications

Le secteur des télécommunications comporte trois sous-secteurs institutionnellement ouverts à la concurrence avec un régulateur sectoriel dénommé L'Autorité de régulation des communications électroniques (ARCE). Cependant, le sous secteur de la téléphonie fixe est toujours sous monopole de fait et est détenu par l'ONATEL-SA, filiale de Maroc Télécom, faute d'un concurrent.

Ce dernier avait profité de sa position de domination pour détourner les clients des autres opérateurs de la téléphonie mobile. Cet acte a été développé au chapitre 6 du présent document.

Les prix sont fixés par l'ONATEL-SA, mais avec le regard de l'ARCE.

Les sous-secteurs téléphonie mobile et Internet sont soumis à concurrence avec au moins trois opérateurs. Ceci est présenté au point 8.2.2.

La cimenterie

A l'opposée des monopoles publics, le secteur de la cimenterie est dominé par un opérateur privé. Diamond Cement, l'unique cimenterie du Burkina Faso, est une filiale du groupe West African Cement (WACEM-SA). Elle produit le ciment à partir de l'importation de la première matière (clinker) du Togo. Pour ce faire, elle organise son transport en sous-traitant avec des opérateurs privés, propriétés des camions.

La demande nationale est satisfaite par la production locale et par des importations qui restent libres avec toutefois des barrières internes et externes. En effet dans le temps, les commerçants se ravitaillaient en Côte d'Ivoire et au Togo. Mais ces deux pays ont

augmenté le prix de leurs ciments pour décourager les importations et pouvoir ainsi l'utiliser dans les nombreux chantiers qui les attendent après les crises qu'ils ont traversées. Ne voyant aucun intérêt à payer du ciment pour le revendre à perte, surtout depuis l'imposition du contrôle de COTECNA et les taxes qui vont avec, pour réduire les fraudes, les commerçants s'approvisionnent de moins en moins à partir de ces pays.

Transition de régime de marché dans certains secteurs

Depuis le processus de libéralisation de l'économie entamé en 1991, un certain nombre de secteurs économiques ont été ouverts à la concurrence.

Libéralisation du secteur cotonnier

La stratégie du Burkina Faso vise à améliorer le revenu de ses producteurs en augmentant leur productivité et à assurer la pérennité de la filière. Le coup d'envoi de la privatisation de la filière coton a été donné en 1991 lorsque le pays a signé le programme d'ajustement structurel (PAS) avec les partenaires financiers. Cependant, la libéralisation de la filière commence réellement en 2002 pour s'achever en 2004 avec l'ouverture des zones cotonnières aux opérateurs privés et la levée du monopole de la SOFITEX. Le monopole de la SOFITEX a pris fin avec l'installation de deux nouvelles sociétés dans les zones de l'est et du centre. Ainsi, depuis septembre 2004, la filière Burkina compte en plus de la SOFITEX deux autres sociétés : SOCOMA et FASO COTON.

Dans le processus de privatisation libéralisation, les producteurs ont su s'organiser pour en tirer partie. Ainsi, l'Union nationale des producteurs de coton du Burkina (UNPCB) est entrée dans le capital des sociétés cotonnières. Elle possède 30 % des actifs de la SOFITEX, 20 % de FASO COTON et 10 % de la SOCOMA.

Cependant, au regard de l'importance de la filière dans la stratégie de réduction de la pauvreté, le Gouvernement entend poursuivre ses efforts pour conforter ladite filière. Ainsi, un mécanisme de fixation des prix aux producteurs en rapport avec les cours mondiaux du coton a été mis en place et adossé à un fonds de lissage pour sécuriser les revenus des cotonculteurs en leur assurant un prix plancher par kilogramme de coton. En outre, un plan de réduction des coûts d'exploitation des sociétés cotonnières, notamment de la SOFITEX, a été engagé (MEF, 2008).

En résumé, la libéralisation de ce secteur n'est pas totale, car on a affaire à un marché d'oligopole avec des prix administrés.

Libéralisation du secteur de la téléphonie mobile et de l'Internet

Les sous-secteurs de la téléphonie mobile et de l'Internet dans le secteur des télécommunications contrairement à la téléphonie fixe, connaissent une ouverture effective à la concurrence.

L'ouverture du sous-secteur de la téléphonie mobile a conduit à l'arrivée de nouveaux opérateurs sur le marché des télécommunications. Les sociétés TELECEL et MSI CELLULAR INVESTMENTS à travers sa filiale CELTEL ont ainsi lancé des prestations à l'attention du grand public avec l'ouverture officielle de leurs réseaux en janvier 2001. Les deux entreprises ont également accordé des agréments à des sociétés commerciales pour la distribution de leurs produits. Le tableau 12 présente la situation concurrentielle du sous secteur de la téléphonie mobile.

En termes de gain pour le bien-être de la population, on peut mentionner l'accroissement du nombre d'abonnés, une meilleure couverture du pays et la réduction du coût d'appel téléphonique. En effet, au Burkina Faso, le nombre d'abonnés des réseaux de téléphone mobile a connu une croissance de 82,7%,

Tableau 12 : Etat de la concurrence dans le sous-secteur de la téléphonie mobile			
Libéralisé par la loi n° 051/98/AN du 04 décembre 1998			
Situation actuelle	Oligopole		
Nom de l'opérateur historique : ONATEL	Sous forme de concession x	Vente privée	Mixte Etat / privé x
Nom des concurrents	Filiale de :		Part de marché ¹⁴
TELMOB	ONATEL-SA (Maroc Telecom)		37%
CELTEL (ZAIN)	MSI CELLULAR INVESTMENTS		51%
TELECEL	MOOV		12%
Prix librement fixé			

passant de 1 701 605 en 2006, 1 858 703 en 2007 et environ 2 700 000 en 2009. Avec ce nombre, la téléphonie mobile couvre 228 localités contre 308 localités pour le téléphone fixe. Déjà, 80% des villes exigées par le gouvernement dans le cahier des charges ont accès au réseau, selon les autorités burkinabè. Aussi, en termes de retombées économiques, à titre illustratif, Zain Burkina Faso a investi environ 31 milliards de francs CFA et créé près de 200 emplois directs et 3500 indirects depuis son implantation. Quant aux tarifs téléphoniques, ils affichent une tendance faiblement baissière au niveau des tarifs intra-réseau pour Zain et une stagnation pour Telecel et Telmob, ce qui laisse penser que la concurrence est faible entre ces trois opérateurs. Pour ce qui est des tarifs inter-réseau, ils sont stationnaires pour les trois réseaux sauf pour Telecel en 2009 qui a connu une baisse conséquente passant de 240 à 150 francs. Quant aux tarifs des communications téléphoniques du réseau fixe ont connu une baisse de 10% pour le tarif interurbain et de 4,76% pour le tarif international (MEF, 2009). Quant aux autres tarifs, ils n'ont pas connu de variation notable au cours de l'année 2008. Il en est de même des tarifs d'abonnement qui sont également restés inchangés sur la même période. Le tableau 13 illustre cet état de fait.

Le sous-secteur de l'Internet est celui qui compte plus de fournisseurs dans le secteur des télécommunications. Il a été libéralisé en même temps

que le téléphone fixe, le télex. En plus de l'opérateur historique FASONET (filiale de l'ONATEL-SA), d'autres fournisseurs d'accès à l'Internet (E-PROCESS, DELGI, IPSYS, GIGANET, etc.) font leur rentrée dans ce sous-secteur. Cependant, il est à noter que FASONET reste le principal fournisseur et dessert en bande passante tous les autres fournisseurs d'accès ; mais certains d'entre eux (ci-dessus cités) ont recours à une bande passante additionnelle par une connexion internationale directe.

Possibilité d'extension du processus de libéralisation aux autres secteurs

En dehors de la privatisation de l'ONEA et celle des aéroports internationaux de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, pour lesquelles le processus a été suspendu, la situation du portefeuille résiduel laisse espérer que l'ouverture à la concurrence à certains secteurs monopolistiques est possible.

Dans le secteur de l'électricité, le processus d'affermage est en cours. Le processus a accusé un retard compte tenu des impératifs liés à la relecture de la loi 016-2005/AN du 12 mai 2005, portant réglementation générale de l'approvisionnement du Burkina Faso en énergie électrique, et du retard accusé dans le recrutement des consultants. La fin des

Tableau 13 : Tarifs téléphoniques en FCFA

a) Tarifs des communications du réseau mobile

	2002	2003	2004	2009
Tarifs appels intra-réseau (Telmob)	160	160	160	150
Tarifs appels intra-réseau (Zain)	168	168	144	150
Tarifs appels intra-réseau (Telecel)	136	136	158	150
Tarifs appels inter-réseau (Telmob)	250	250	200	236
Tarifs appels inter-réseau (Zain)	237	237	237	230
Tarifs appels inter-réseau (Telecel)	240	240	240	150

b) Tarifs des communications et abonnement du réseau fixe

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Local FCFA/HT/mn	10	12	20	20	25	25	25	25	25
Interurbain FCFA/HT/mn	288	267	150	150	100	100	100	100	90
International FCFA/HT/mn	1,883	978	778	778	342	342	342	210	200
Abonnement	3,000	3,000	3,000	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500
Internet (RTC)	10	12	20	20	15	15	15	15	15
Vers Telmob FCFA HT/mn	180	200	200	170	170	170	170	170	170

Source : Compilation des auteurs

opérations liées à la réalisation des différentes études préalables à la mise en affermage de la SONABEL, initialement prévue pour fin 2006, ne pourra intervenir au plutôt qu'en 2010, repoussant du même coup, la conclusion de l'affermage dans la perspective de 2011 (MEF, 2009).

Pour les autres secteurs de monopole comme la SONABHY et le Bureau des mines et de la géologie du Burkina (BUMIGEB), il est prévu des privatisations partielles. Pour ce qui concerne la SONABHY, les études préalables à l'ouverture se sont poursuivies en 2007. Des instructions ont été données par le Conseil des ministres du 1er juin 2007 de finaliser, dans les meilleurs délais les études du schéma de privatisation. Un avis à manifestation d'intérêt a été lancé par le PACDE pour les services d'un consultant ayant les qualités techniques et l'expertise nécessaires à la mise en œuvre de la privatisation de la SONABHY. Le 2 octobre 2008, la Commission de privatisation a reçu huit (08) expressions d'intérêt. L'analyse des

dossiers a permis de retenir quatre consultants pour la suite de la compétition (MEF, op.cit).

Quant au BUMIGEB, le rapport définitif relatif à sa privatisation partielle a été déposé à la Commission de privatisation qui, a examiné et adopté ledit rapport lors de sa session du 20 au 21 février 2007.

Enfin, la privatisation du Centre de Contrôle des Véhicules Automobiles (CCVA) est aussi en cours. Un avis à manifestation d'intérêt a permis à la Commission de privatisation de recevoir six expressions d'intérêt le 1er décembre 2008. Trois (3) soumissionnaires ont été retenus à l'issue de l'analyse des dossiers. Un dossier d'appel d'offres a été remis aux candidats qualifiés et la date limite de dépôt des offres a été fixée au 10 mars 2009.

Malgré, ces avances depuis 2007, force est de constater que ces différentes structures sont toujours dans leur régime de monopole.

Analyse approfondie de la concurrence dans le secteur agricole

L'agriculture est un secteur clé dans la plupart des économies de l'Afrique de l'Ouest. Une bonne compréhension du fonctionnement des marchés agricoles est indispensable à la mise en œuvre d'une politique de la concurrence orientée vers l'amélioration du pouvoir d'achat des consommateurs et la réduction du niveau de pauvreté. Ce chapitre situe dans une première section le niveau d'ensemble de la production agricole par variété céréalière. La deuxième section traite de la structure de marché des producteurs. Quant à la structure de marché des fournisseurs d'intrants, elle est présentée dans la troisième section. La dernière section aborde la structure du marché des clients.

Situation d'ensemble du secteur agricole

Le Burkina Faso à l'instar de tous les pays en développement, est un pays à vocation agricole. L'agriculture constitue une des principales sources alimentaires de l'ensemble de la population. Les principales productions agricoles sont les céréales (sorgho, mil, maïs, riz, fonio), les produits de rente (coton, arachide, sésame) et les féculents (patates, ignames, manioc).

L'agriculture demeure le secteur dominant de l'activité économique. Elle contribue en moyenne pour 40% au PIB et assure des emplois et des revenus à environ 85% de la population. Le secteur agricole procure plus de 60% des recettes d'exportation.

Caractéristiques des principales productions

Les productions céréalières varient au gré des aléas climatiques et des superficies emblavées. En pratique, ces productions céréalières font aussi objet de spéculation (achat-vente). La valeur ajoutée de l'agriculture vivrière enregistrait une hausse, tirée essentiellement par la production céréalière qui progressait de 1,5% en volume pour s'établir à 3 737 200 tonnes pour la campagne 2007/2008 contre 3 680 700 tonnes la campagne précédente (MEF, 2008). Le taux de couverture des besoins domestiques

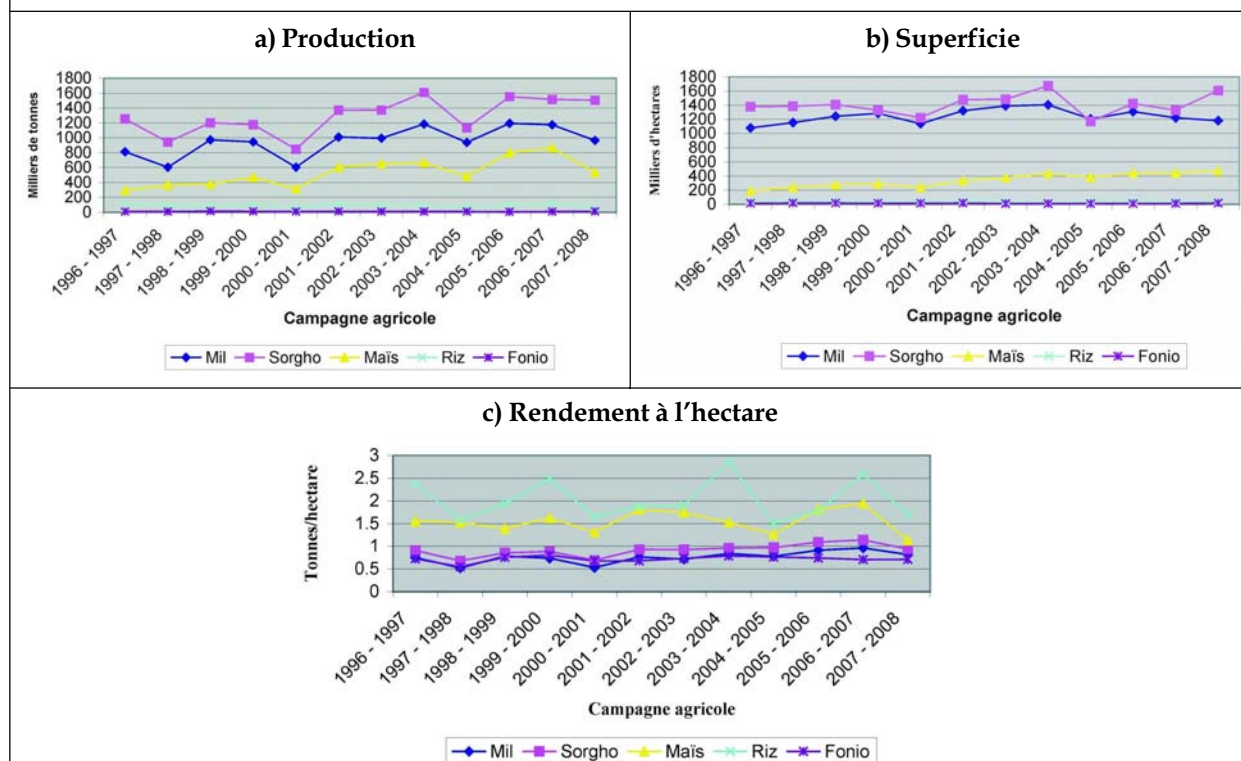
est de 115,73%¹⁵, avec cependant une disparité régionale. En effet, 15 provinces sur les 45 du pays sont déficitaires. Toutefois, la stratégie de vente des céréales à des prix sociaux engagée par le Gouvernement devrait permettre de diminuer les risques alimentaires des populations pauvres.

Le graphique 32 fait ressortir une production céréalière irrégulière. Sur toute la période d'analyse, le riz est la céréale qui a le rendement le plus élevé, qui oscille en moyenne autour de 2 tonnes à l'hectare avec une pic de 2,85 tonnes/ha enregistré en 2003/2004. Il est suivi de près par le maïs. Ces deux céréales sont le plus souvent produits pour le marché et bénéficient de l'apport des fertilisants plus que les autres céréales à vocation d'autoconsommation. Le sorgho et le mil sont les plus produits en termes de quantité sur toute la période d'observation. Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'ils constituent l'alimentation de la majorité de la population d'une part, et d'autre part, par les superficies cultivées qui leur sont allouées sur toute l'étendue du territoire. Toutefois, le sorgho est de loin la céréale la plus produite durant ces 20 dernières années, avec une production de plus de 1,5 million de tonnes enregistrée lors de la campagne agricole 2003-2004. Cette campagne agricole se dégage comme la meilleure pour les différentes céréales. Ceci s'expliquerait par l'extension des différentes superficies cultivables.

Les oscillations de ces différentes spéculations au fil du temps pourraient s'expliquer par des mauvaises répartitions pluviométriques dans le temps et dans l'espace et/ou par la constance de paquets technologiques, qui d'ailleurs sont rudimentaires pour la majorité des agriculteurs. La traction animale semble être ignorée. Les systèmes de production sont peu efficaces, l'agriculture extensive est itinérante et se pratique toujours sur de grands espaces avec une faible utilisation des fertilisants. On estime qu'environ 39,2% seulement des exploitations familiales dispose de la traction animale (Savado et al. 2006).

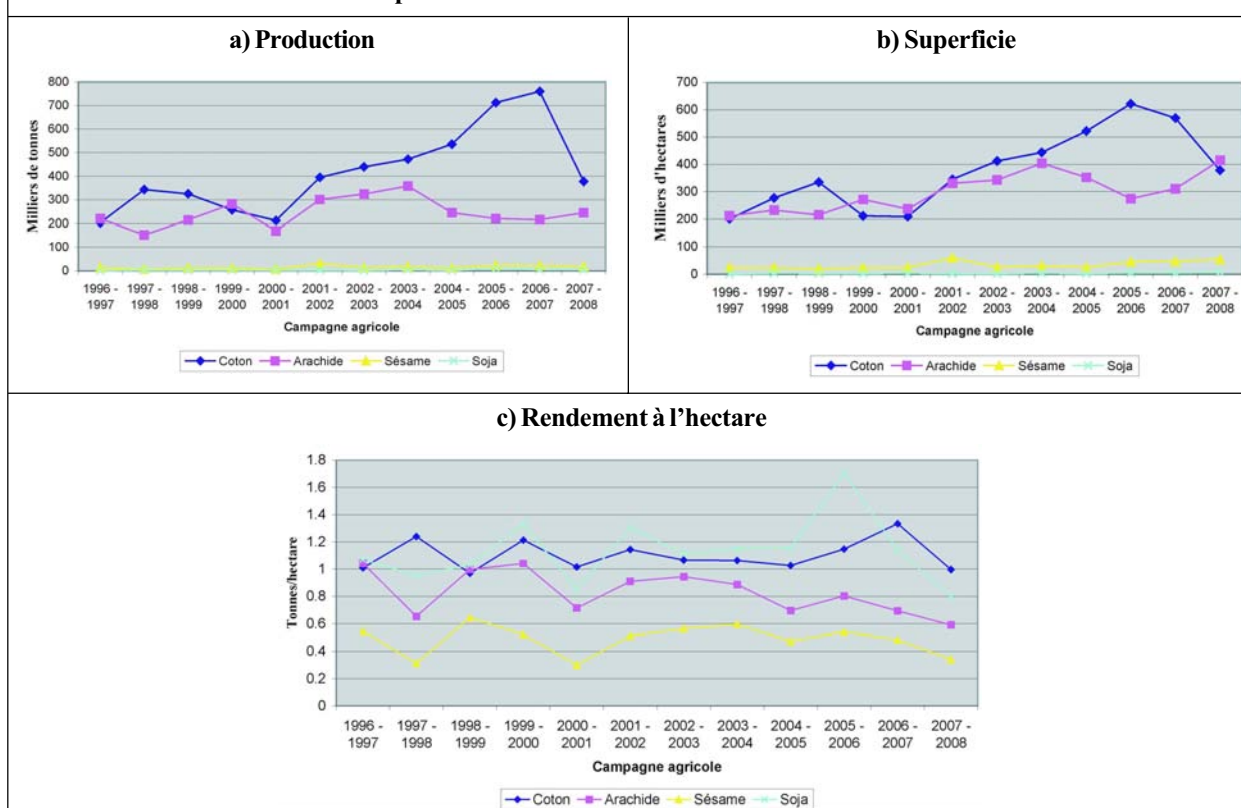
Les cultures industrielles d'exportation du Burkina Faso sont constituées essentiellement de coton, de sésame, d'arachide et de soja. L'agriculture de rente

Graphique 32 : Evolution de la production, des superficies et rendements des céréales du Burkina de 1996 à 2008



Source: Construit à partir des données de l'INSD

Graphique 33 : Evolution de la production, des superficies et rendements des produits de rente du Burkina de 1996 à 2008



Source : Construit à partir des données de l'INSD

connaît une forte baisse (-38,6%) de sa valeur ajoutée, due principalement à la baisse de la production cotonnière (44%), conséquence d'une conjugaison de plusieurs facteurs, notamment les conditions climatiques défavorables, la baisse de 12% des prix aux producteurs (de 165 à 145 FCFA le kg), la hausse des prix des intrants, les retards de paiement des paysans pour la dernière campagne et l'annonce tardive du prix plancher aux producteurs. Cette situation a conduit à la réduction des superficies dédiées au coton au profit des céréales (maïs, mil, sorgho). La période comprise entre 2001 et 2006 se singularise par la forte hausse de la production du coton qui atteint son pic en 2006/2007 avec une production de 649 400 tonnes. Ces résultats exceptionnels s'expliquent par les programmes spéciaux conçus en direction de la filière cotonnière par le Gouvernement. Cependant, nonobstant les politiques en faveur de l'utilisation des fertilisants

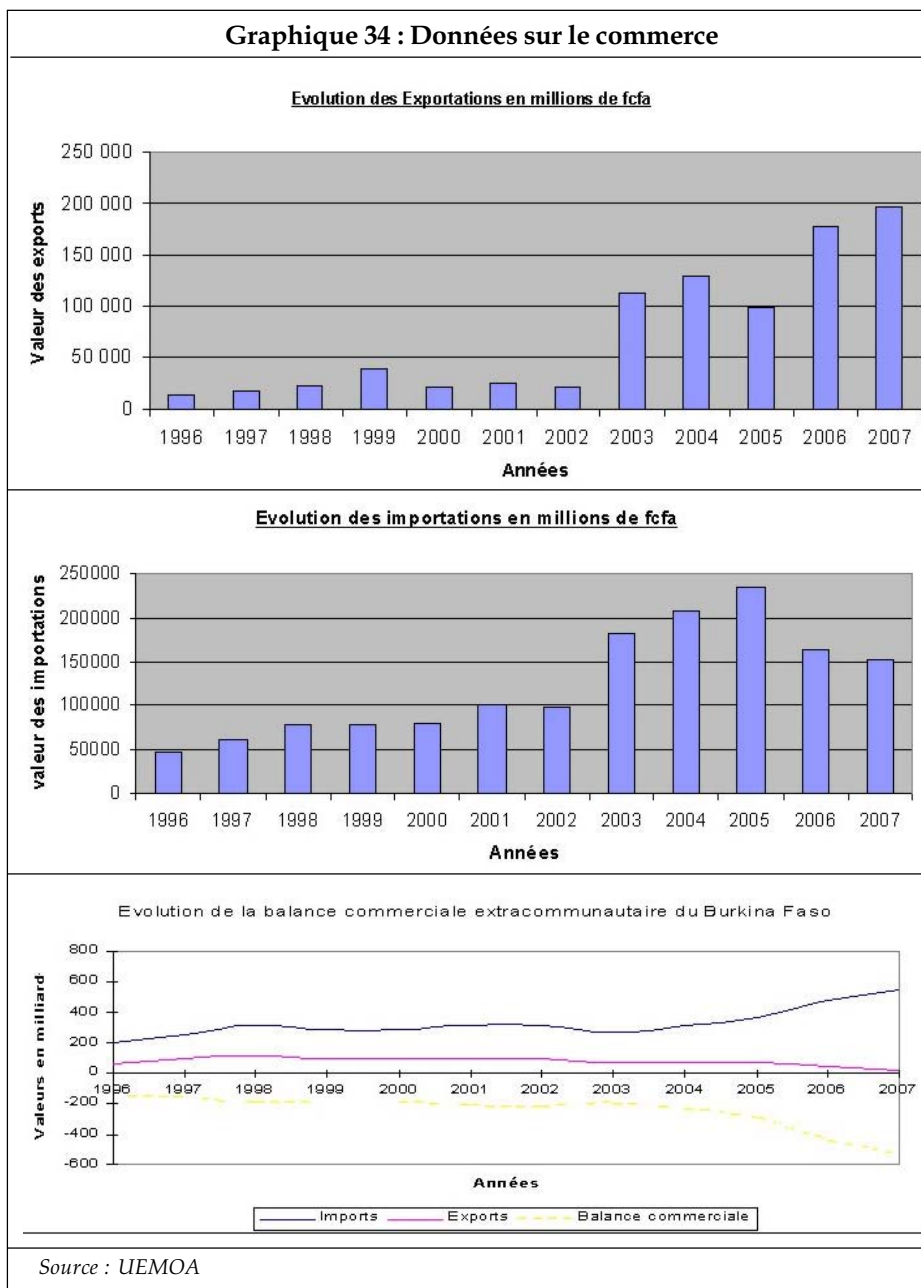
et de semences améliorées, les rendements moyens des produits de rente sont bas : 1 à 1,5 tonne/ha pour le coton et le soja et moins d'une tonne pour les autres. Ce qui est inférieur au rendement du maïs.

Commerce agricole

Depuis plusieurs années, le Burkina Faso entretenait des relations d'échanges avec plusieurs pays voisins avec lesquels, ensemble ils ont décidé par une institution (UEMOA) commune d'adopter des mesures pour faciliter et renforcer ces échanges.

Depuis le début des années 1996 avec la libéralisation des échanges intracommunautaires, le Burkina exportait la majeure partie de ces productions vers la Côte d'Ivoire, ensuite vers le Togo, le Niger, le Mali et le Bénin.

Graphique 34 : Données sur le commerce



La valeur des exportations du pays vers les autres Etats de l'Union est passée de 13,7 milliards de FCFA en 1996 à 195,7 milliards de FCFA en 2007 sur un total de 292,7 milliards. Au cours de la décennie, le niveau des exportations du Burkina Faso dans l'espace UEMOA a été multiplié par 14,3 et croît à un taux moyen annuel de 27 %. Ces exportations sont composées en grande partie de produits agricoles dont le coton en constitue le principal.

Le Burkina Faso face au schéma de libéralisation mis en place par l'UEMOA importe beaucoup de biens venant des autres pays membres de cette même institution. La valeur des importations en provenance des autres Etats de l'Union est passée de 47,8 milliards de FCFA en 1996 pour atteindre 152,2 milliards FCFA en 2007. Sur la période de 1996 à 2007, elle connaît un taux d'accroissement moyen annuel de 11%.

Quant au niveau de la balance commerciale avec le reste du monde autre que les pays de l'UEMOA, il est déficitaire depuis 1996. A partir de 2005, le déficit s'est accentué pour atteindre 535 milliards de FCFA en 2007, témoignant par là que les PAS n'ont pas eu un impact dans l'équilibre de la balance commerciale.

Politique de commercialisation

Cette section examine les politiques commerciales agissant sur les importations et les exportations.

• Mesures agissant sur les importations

La mise en œuvre du schéma de libéralisation des échanges qui a fait l'objet de textes d'application demeure conforme au programme prévu. Le plan de convergence vers le TEC a été mis en place en 1999 et le TEC est effectif depuis le 1er janvier 2000. De nombreuses exonérations de droits ont été supprimées. Les mécanismes de protection complémentaire au TEC ont été mis en application, sauf la Taxe Conjoncturelle à l'Importation (TCI) en raison de la complexité de la procédure. Il y a cependant une liste de produits soumis à la valeur de référence. Parce que les procédures de son application sont complexes, la Taxe Dégressive de Protection (TDP) a été instaurée tardivement (2004) et couvre quelques produits : huile végétale raffinée, sucre, cigarettes, allumettes, piles, et sacs en PP.

Les dispositions relatives à l'harmonisation de la fiscalité intérieure (TVA au taux unique ramené à 18% et droits d'assise) sont appliquées depuis 2000. Cela a contribué à faciliter davantage les échanges intra-communautaires de produits industriels. Toutefois, il faut reconnaître que l'instauration de la zone de libre-échange à l'intérieur de l'UEMOA, ainsi qu'au sein de la CEDEAO, reste souvent entravée par quelques barrières non tarifaires (par exemple, l'absence d'harmonisation de normes au sujet des produits) et physiques (les multiples barrages sur les principaux axes routiers).

En ce qui concerne l'évaluation en douane, le Burkina Faso applique la valeur transactionnelle depuis juin 2000, conformément au calendrier établi par l'OMC. Toutefois, des valeurs de référence sont utilisées pour certains produits (principalement les huiles végétales alimentaires, le sucre, les cigarettes), couvrant 33 lignes tarifaires.

Le code des douanes du Burkina Faso reste en application sauf dispositions contraires à la réglementation UEMOA. Il s'applique aussi bien à l'importation qu'à l'exportation des marchandises des Etats membres de l'UEMOA.

En général, l'importation des marchandises est libre sauf pour les produits prohibés pour des raisons de sécurité.

• Mesures agissant sur les exportations

Le Burkina Faso applique la libre exportation des marchandises à l'exception des œuvres d'art qui sont assujetties à une autorisation préalable et à un visa du Ministère de la Culture. En outre, il maintient une taxe de 500 francs CFA par certificat d'exportation d'objets d'art au profit du Fonds National de la Promotion Culturelle (FNPC). La Contribution spéciale du secteur élevage (CSE) est une taxe perçue à l'exportation des animaux sur pieds.

Toutes les exportations sont exemptées de l'application de la TVA. En matière de subventions à l'exportation, le régime de l'entreprise franche à l'exportation accorde des avantages fiscaux aux entreprises dont 80 pour cent de la production est exportée.

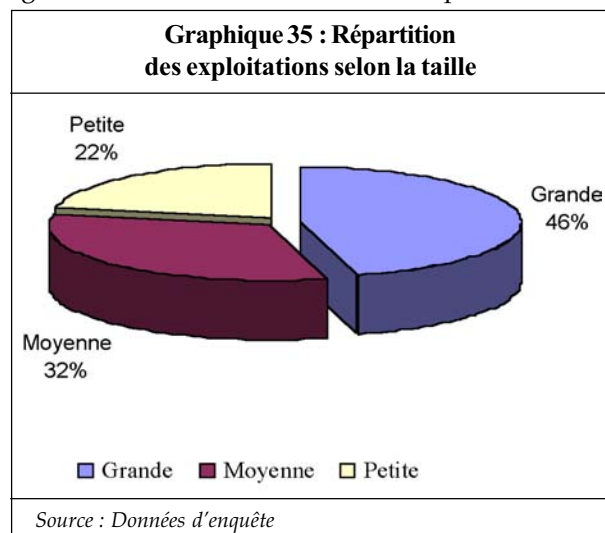
Analyse de la chaîne de valeur des deux principaux produits agricoles

Structure de marché des producteurs

a) Nombre de producteurs et taille des exploitations

Les producteurs des deux principales cultures de rente (coton et sésame) sont très nombreux. Au niveau du coton, on dénombrait plus de 325 000 producteurs de coton en fin 2008. Les tailles des exploitations sont assez grandes car on enregistre en moyenne des exploitations de plusieurs hectares par exploitant. Les enquêtes que nous avons menées nous ont donné les estimations suivantes :

Ce graphique 35 montre que la plupart des agriculteurs interviewés ont des exploitations de



grandes tailles, à la rigueur de taille moyenne. C'est une faible portion (22%) d'entre eux qui possède des petites exploitations. Compte tenu des moyens matériels utilisés, tout cela montre que l'agriculture burkinabè est de type extensif. Ceci est démontré par les graphiques 32 et 33.

b) Distribution des exploitations suivant leur taille

Si la plupart des exploitants interrogés ont des superficies de «grande taille» ou «de taille moyenne»¹⁶, cela reste relatif à l'échelle de mesures utilisées pour les classer de la sorte. Ainsi le travail de terrain a permis de relever que la moitié des exploitations sondées (50%) ont une superficie comprise entre 1 et 2 hectares. Toutefois, il ressort du tableau 14 que 18,75% des surfaces est comprise entre 3 et 4 hectares, 9,375% des exploitations sont à plus de 6 hectares dont certaines sont à plus de 20 ha. Seules les exploitations de ce dernier groupe, peuvent être considérées comme grande exploitation.

Tableau 14: Répartition des exploitations selon leur superficie en %	
Superficies en ha	Fréquence (%)
< 1	3,125
[1 ; 2[50
[2 ; 3[12,500
[3 ; 4[18,750
[4 ; 6[6,250
= 6	9,375
Total	100,00
Source : Données d'enquête	

Ainsi, il faut noter que la classification des exploitations en grandes ou petites tailles est relative aux échelles nationales.

c) Rôle des coopératives

Les coopératives jouent un rôle très important dans le pays. Elles interviennent en amont de la chaîne où elles favorisent l'accès des semences et des fertilisants aux exploitants par des canaux d'approvisionnement qu'elles mêmes s'emploient à rechercher. En outre, elles apportent assez régulièrement un soutien technique par des partenaires spécialistes dans l'utilisation des techniques agricoles ou des engrais. A cela on peut aussi ajouter le fait qu'en aval de la chaîne, elles contribuent pour beaucoup en facilitant parfois l'accès à des débouchés pour certains produits.

Structure de marché des fournisseurs d'inputs (amont de la chaîne)

Il s'agit dans cette section de présenter pour les deux principales cultures de rente les composants des intrants agricoles et le fonctionnement du marché.

a) Identification des principaux fournisseurs

• Fertilisants

Le marché des fournisseurs des fertilisants et produits phytosanitaires comporte plusieurs intervenants. Les principaux acteurs qui ont été répertoriés lors des travaux de terrain sont au nombre de sept. Il s'agit de la SOCOMA, de SAPHYTO, de SCAB, de SIPAM, de KING AGRO et de BOUTAPA et la SOFITEX. Ce sont les fournisseurs qui ravitaillent le marché de fertilisants pour les cultures de coton et de sésame. A noter que ces dernières sont les deux principales cultures de rente au Burkina Faso.

• Semences

En matière de semences, le marché est animé par l'INERA, la SOFITEX, l'UNPCB et aussi d'autres producteurs. A l'exception de l'INERA et en partie de la SOFITEX, ces sociétés sont toutes des privées. Le nombre d'acteurs est assez important, ce qui laisse penser que le marché est suffisamment ouvert à la concurrence. Mais, il faut noter que les qualités des semences diffèrent compte tenu des provenances qui sont multiples.

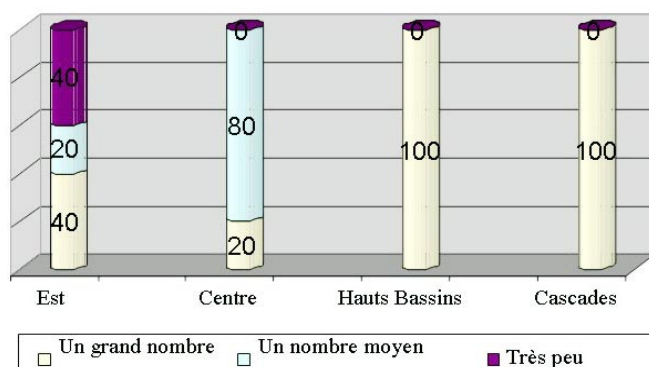
b) Structure de marché

• Fertilisants

Selon les enquêtes, sept fournisseurs ont été retenus, mais on peut dire que la concurrence est assez grande, compte tenu du grand nombre d'acteurs qui opèrent dans le secteur. En effet, selon plus de la moitié des enquêtés (56,25%), il y a un grand nombre de concurrents dans le domaine d'où une concurrence assez forte.

Tableau 15: Nombre de concurrents des fournisseurs de fertilisants en %	
Fournisseurs	Fréquence (%)
Grand Nombre	56,25
Nombre Moyen	31,25
Très peu	12,50
Total	100,00
Source : Données d'enquête	

Graphique 36 : Nombre de concurrents des fournisseurs de fertilisants par région

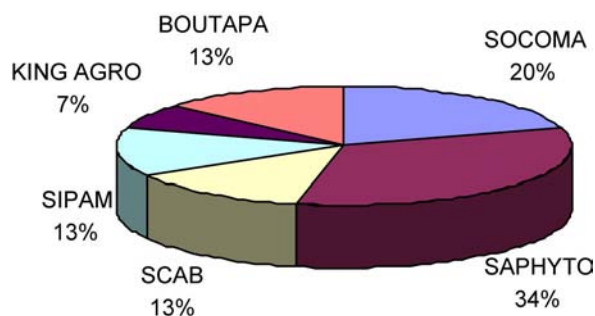


Source : Données d'enquête

Une analyse par région permet d'observer (graphique 36) que dans les régions des Cascades et des Hauts Bassins la concurrence est très forte avec un grand nombre de concurrents (100%). Dans la région du Centre, selon les interviewés, elle est moyenne et dans l'Est elle est beaucoup moins forte.

Tous les plus grands fournisseurs sont exclusivement des entreprises privées locales, ce qui traduit a priori une concurrence assez importante. En observant le graphique 37 on note selon les résultats d'enquête, l'importance de chacun des acteurs sur le terrain. La société SAPHYTO est celle qui domine le marché avec environ une présence de plus de 30% ; mais, il faut noter que sa domination n'est pas outrancière car les autres entreprises ont des parts non négligeables telles SOCOMA (20%) et trois autres qui ont les mêmes proportions de présence sur le marché soit 13%. Cette répartition confirme l'hypothèse précédente selon laquelle il n'existe pas une domination extrême par un seul fournisseur mais un marché concurrentiel en termes de nombre, quoique dominé par une entreprise qui se détache assez du lot.

Graphique 37 : Plus grands fournisseurs de fertilisants



Source : Données d'enquête

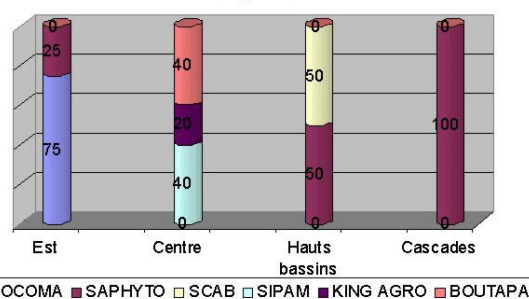
Toutefois, lorsqu'on regarde la répartition selon les régions du pays, la structure du marché est tout autre. En effet, dans les Cascades le marché se distingue par la présence d'un seul grand fournisseur SAPHYTO, ce qui ne laisse pas de place à la concurrence dans cette région.

Dans les régions de l'Est et des Hauts bassins, le marché est dominé par la présence de deux acteurs. Si dans les Hauts Bassins SAPHYTO et SCAB se partagent le marché à égalité, ceci est différent dans le cas de l'Est car SOCOMA domine cette région avec 75% de présence contre 25% à SAPHYTO. C'est dans la région du Centre que la concurrence se fait plus sentir avec trois acteurs à savoir SIPAM, BOUTAPA et

KING AGRO qui se partagent respectivement 40%, 40% et 20% du marché.

Graphique 38 : Fournisseurs des fertilisants selon les régions

Position des fournisseurs de semences suivant les régions



Source : Données d'enquête

On peut dire donc que de façon générale, le marché est concurrentiel du point de vue du nombre, mais lorsqu'on fait une approche par zone d'action cette concurrence est limitée parce que certaines sont dominées par un ou seulement deux acteurs. Cependant, le prix presque uniforme des intrants laisse penser à une entente sur le prix.

• Semences

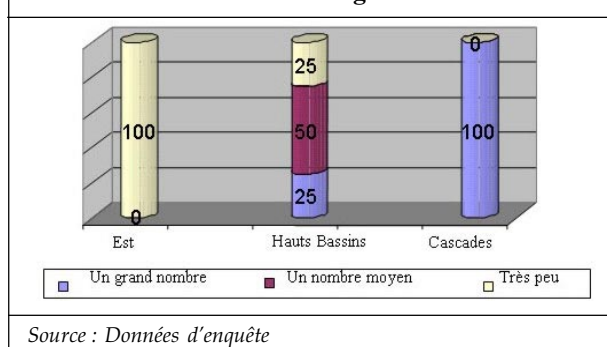
La fourniture des semences est primordiale pour un pays tel que le Burkina Faso qui est essentiellement agricole (40% du PIB). C'est pourquoi la procuration des semences est assurée par plusieurs acteurs qui se disputent les différentes régions du pays. Sur la base des données recueillies par les enquêtes, on obtient la situation suivante :

Tableau 16 : Nombre de concurrents des fournisseurs de semences en %

Fournisseurs	Fréquence (%)
Grand Nombre	25
Nombre Moyen	25
Très peu	50
Total	100

Source : Données d'enquête

Graphique 39 : Fournisseurs de semences suivant les régions



A partir du tableau 16 l'on voit que les enquêtés estiment en majorité (50%) qu'il n'y a pas assez de concurrents. L'autre moitié des enquêtés s'expriment pour 25% un grand nombre et 25% un nombre moyen. Il faut noter au niveau du Burkina Faso une augmentation soutenue de la demande de semences due à l'accroissement de la taille des exploitations agricoles et à la croissance démographique. Ainsi, la demande en semence non satisfaite peut expliquer le fait que la majorité des acteurs trouve le nombre de concurrents très peu élevé face au potentiel du marché.

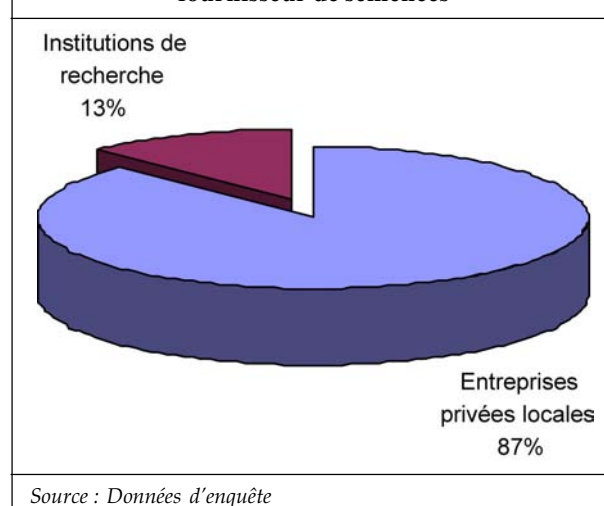
Cette répartition des fournisseurs de semences est très disparate suivant les régions. En effet, selon les interviewés, à l'Est il y en a très peu par opposition à la région des Cascades où il y a un grand nombre d'acteurs. En revanche, c'est dans les Hauts Bassins que les acteurs s'expriment différemment, mais avec une majorité qui se prononce pour un nombre moyen d'intervenants. On peut justifier de tels résultats par le fait que les zones de l'Ouest et Sud Ouest du Burkina où se trouvent les régions des Cascades et des Hauts Bassins sont les plus arrosées du pays avec beaucoup plus de terres fertiles que les autres zones notamment l'Est du pays. C'est pourquoi les enquêtés notent une plus forte présence de concurrents dans ces régions pour réaliser de meilleurs chiffres d'affaires.

c) Rôle des Entreprises publiques dans la fourniture des intrants agricoles

Il existe très peu d'entreprises publiques qui sont engagées dans la fourniture des intrants agricoles.

Deux structures ont été identifiées, il s'agit de l'Institut National de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) qui est un institut de recherche et SOFITEX. Ce résultat a été vérifié sur le terrain comme le traduit le graphique 40.

Graphique 40 : Type d'entreprises fournisseur de semences



L'INERA qui est un organe de Recherche du Centre national de recherche scientifique et technologique (CNRST) a pour rôle de mener la recherche dans le domaine environnemental et agricole. A cet effet, par le biais de la recherche, il met à la disposition des agriculteurs des variétés de semences adaptées au climat et également des engrais pour les exploitants qu'il appuie techniquement dans l'utilisation de cet intrant. L'INERA est plus un partenaire technique que commercial.

En matière commerciale, c'est la SOFITEX qui est l'acteur public intervenant dans le domaine des intrants agricoles. Mais, il faut noter que les parts de la SOFITEX ne sont détenues qu'à 35% par l'Etat et 34% par une multinationale privée (DAGRIS). Le reste des parts est réparti entre d'autres investisseurs privés. Bien que l'Etat détienne la majorité relative, la SOFITEX n'est plus tout à fait ce qu'elle a été par le passé où l'Etat avait les pleins pouvoirs. De nos jours, la SOFITEX assure la fourniture de semences et d'engrais aux agriculteurs à des prix qu'elle fixe et quelques rares fois elle fournit aussi de tracteurs. La SOFITEX opère exclusivement dans le domaine du coton qui est la principale culture de rente du pays. Cet approvisionnement des cotonculteurs par la SOFITEX se fait le plus souvent sous formes de prêts que ces derniers remboursent après la vente de leurs récoltes rachetées également par la SOFITEX.

d) Evaluation de la prévalence des pratiques anticoncurrentielles dans les marchés des inputs agricoles

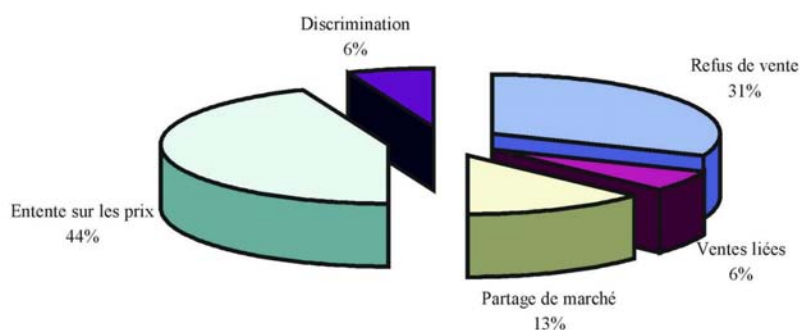
Les tableaux 17 et 18 résument les points de vue des acteurs des filières sur les pratiques entravant la concurrence, rencontrées sur les marchés.

A partir de ces résultats d'enquête, nous observons aussi bien sur le marché des fertilisants que sur celui des semences que les acteurs estiment tous que les pratiques anticoncurrentielles sont plutôt légions. En effet, plus de la majorité relèvent un niveau de pratiques anticoncurrentielles très élevé et une proportion moindre trouve ce niveau modéré. Cela nous amène à dire que ces deux marchés dominés par le privé sont sujets à plusieurs pratiques qui entravent la concurrence. Cette situation peut s'expliquer par le grand nombre de concurrents

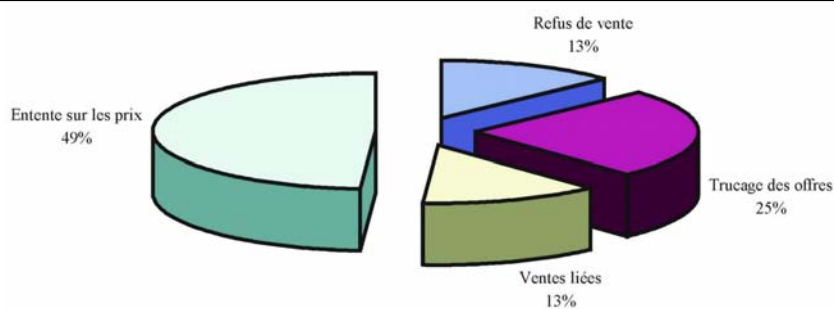
Tableau 17 : Niveau de prévalence des pratiques anticoncurrentielles sur le marché des fertilisants en %	
Modalités	Fréquence (%)
Elevé	56,3
Modéré	43,7
Nul	0
Total	100
Source : Données d'enquête	

Tableau 18 : Niveau de prévalence des pratiques anticoncurrentielles sur le marché des semences en %	
Modalités	Fréquence (%)
Elevé	62,5
Modéré	37,5
Nul	0
Total	100
Source : Données d'enquête	

Graphique 41 : Pratiques anticoncurrentielles sur le marché des fertilisants



Graphique 42 : Pratiques anticoncurrentielles sur le marché des semences



Source : Données d'enquête

mentionnés par les acteurs dans le domaine des fertilisants mais aussi à cause de la rentabilité de l'activité notamment pour les semences, car les superficies agricoles s'accroissent et la demande est très forte en la matière. Une demande forte induit des prix élevés, ce qui est favorable aux fournisseurs de semences pour réaliser de bonnes affaires.

Au nombre des pratiques anticoncurrentielles observées on peut dire qu'elles sont nombreuses comme nous le montrent les graphiques 41 et 42 :

Ces graphiques montrent que c'est surtout l'entente sur les prix qui est la pratique la plus fréquente aussi bien sur le marché des fertilisants que celui des semences avec respectivement 44% et 49% des pratiques prohibées.

Par la suite, on note pour le marché des fertilisants d'autres pratiques non moins importantes qui entravent la vente des engrais et produits phytosanitaires. Il s'agit du refus de vente (31%), du partage de marché (13%) et de la discrimination par les prix et le partage de marché tous deux à 6%.

Au niveau du marché des semences, les autres pratiques rencontrées sont le trucage des offres (25%), les ventes liées et la fixation des prix de revente qui sont tous deux à 13%.

Tableau 19: Effet des pratiques anticoncurrentielles sur la demande de fertilisants par les agriculteurs en %

Fournisseurs de fertilisants	Fréquence (%)
Ont beaucoup réduit la demande	25
Ont peu réduit la demande	31,25
Pas d'impacts significatifs	43,75
Total	100,00

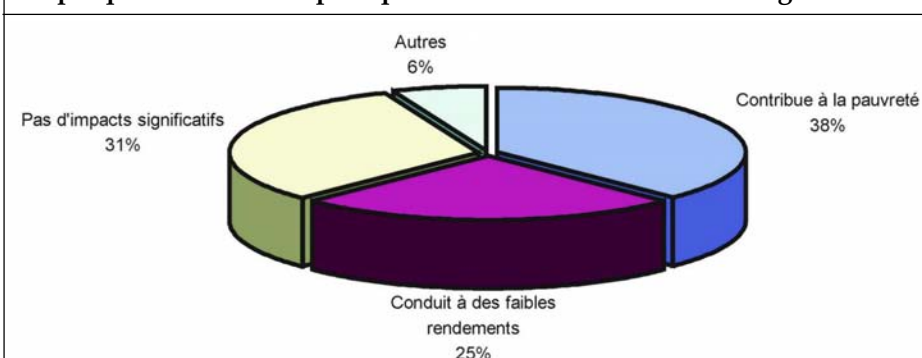
Source : Données d'enquête

de fertilisants ne baisse pas vraiment cela signifie que les agriculteurs continuent d'acheter beaucoup sur le marché malgré l'entente sur les prix qui est la pratique prohibée la plus fréquente. Ainsi dit, les agriculteurs vont supporter les effets de cette pratique qui seront donc des coûts d'intrants élevés, d'où une détérioration de leur niveau de vie, surtout que le prix du coton fluctue avec une tendance à la baisse au cours de sept dernières années (Thiombiano, 2009).

• Cas des semences

Les pratiques anticoncurrentielles influent sur les semences en plusieurs points notamment sur les qualités des productions, sur le prix des produits et sur les consommateurs.

Graphique 43 : Effets des pratiques anticoncurrentielles sur les agriculteurs



Source : Données d'enquête

Ces données traduisent des effets importants des pratiques anticoncurrentielles sur les produits agricoles. En effet, seulement 29% des interviewés estiment que ces pratiques n'ont pas d'effet sur les produits agricoles. Ils estiment en grande partie que ces effets réduisent les

productions. Des efforts de ce côté peuvent contribuer à améliorer les rendements agricoles.

e) Effets des pratiques anticoncurrentielles et actions prises en cas de violations des règles de concurrence

• Cas des fertilisants

Les travaux de terrain ont permis de recueillir les informations sur les effets des pratiques anticoncurrentielles sur la demande de fertilisants des agriculteurs. Pour les effets sur la demande de fertilisants sont synthétisés dans comme suit :

L'appréciation que l'on peut faire de ces résultats est que dans son ensemble, les pratiques anticoncurrentielles n'ont pas vraiment affecté la demande de fertilisants, car 75% des enquêtés juge les effets insignifiants ou faibles contre seulement 25% qui observe une forte réduction de la demande de fertilisant à cause des pratiques prohibées.

Parmi les fournisseurs de fertilisants, 38% estiment que ces pratiques prohibées contribuent à accroître la pauvreté et 25% avancent que cela conduit à de faibles revenus. Cela montre que ces pratiques nuisent au développement car ils contribuent à dégrader le niveau de vie des agriculteurs.

Si on cumule les deux analyses selon lesquelles en moyenne la demande de fertilisants est peu réduite et qu'en moyenne le niveau de vie des populations se dégrade, cela est très compréhensible. Si la demande

Tableau 20 : Effet des pratiques anticoncurrentielles sur le niveau et la qualité des produits agricoles en %

Effets	Fréquence (%)
Réduit leur production	42,86
Effet sur la quantité et la qualité	28,57
Pas d'impact significatif	28,57
Total	100,00

Source : Données d'enquête

Les effets des pratiques interdites sur les prix sont illustrés par les données ci après :

Tableau 21 : Effet des pratiques anticoncurrentielles sur les prix des produits agricoles en %

Effets	Fréquence (%)
Augmentation des prix	71,5
Pas d'impact significatif	28,5
Prix contrôlés	0
Total	100,0

Source : Données d'enquête

A ce niveau également les fournisseurs s'expriment majoritairement sur le fait que ces pratiques sur le marché des semences ont un impact négatif en ce qu'elles contribuent à augmenter les prix des produits agricoles. Cela vient conforter les résultats précédents qui montrent tous les effets négatifs résultant des pratiques anticoncurrentielles. Cette remarque s'étend quand on prolonge l'analyse des effets sur la chaîne. Cela se vérifie si on observe les impacts sur les consommateurs. Il ressort que les prix des denrées subissent une hausse due à ces effets. Cette observation sur le terrain va dans le sens de ce qui a été constaté car si on cumule une réduction de la production et une augmentation des prix des produits agricoles, alors les consommateurs vont observer cette répercussion à travers les prix de vente élevés.

- **Actions du Gouvernement**

Qu'il s'agisse du cas des semences ou de celui des fertilisants, les résultats sont sensiblement les mêmes.

anticoncurrentielles ; ce qui ne favorise guère le développement du secteur agricole comme les différents résultats précédents l'ont montré.

Structure de marché des clients

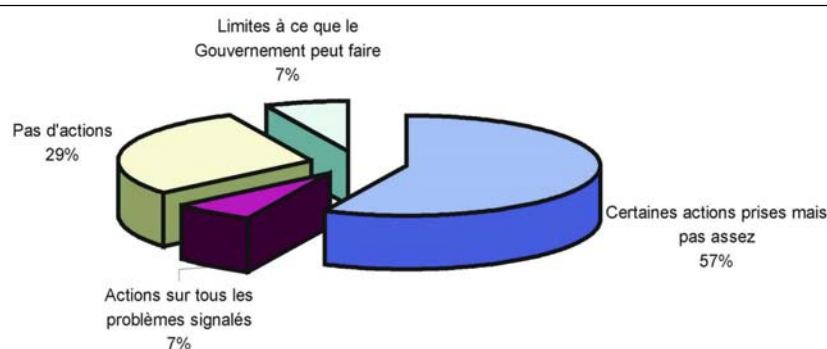
On peut dire que la structure de marché des clients est assez solide car elle repose sur une diversification des acteurs, ce qui assure une plus grande stabilité en matière de dépendance. Ainsi, pour la majorité

Tableau 22: Nombre d'opérateurs achetant la production des agriculteurs en %

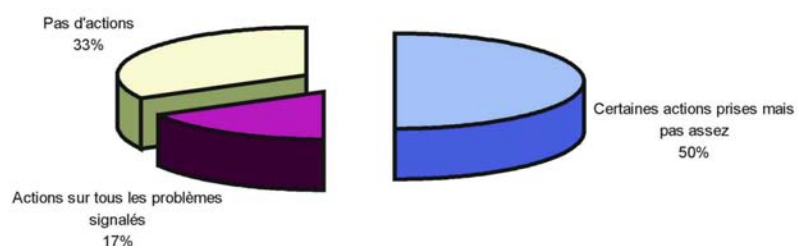
Taille	Fréquence (%)
Grand nombre	55,05
Nombre moyen	16,22
Très peu	29,73
Total	100,00

Source : Données d'enquête

Graphique 44 : Actions prises par le Gouvernement dans le cas des fertilisants



Graphique 45 : Actions prises par le Gouvernement dans le cas des semences



Source : Données d'enquête

des agriculteurs, il y a un grand nombre de clients qui viennent leur acheter leurs productions. Observons les données empiriques.

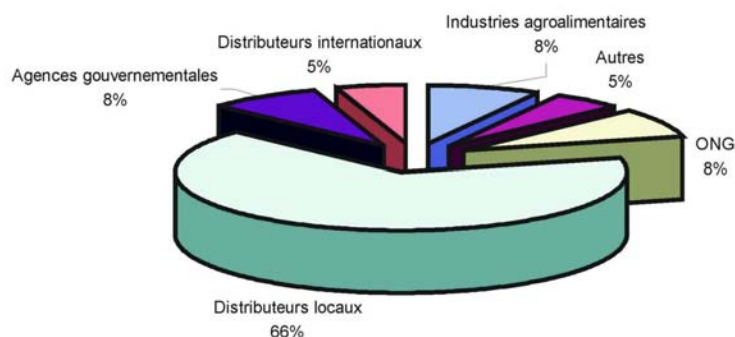
Une telle situation est intéressante pour les producteurs qui en profiteront aussi pour obtenir de meilleurs termes d'échange. Mais quels sont les principaux types de clients ? Les réponses des agriculteurs interviewés sont présentées par le graphique 46.

Il est vrai que les clients sont assez diversifiés, mais on note que la plus grande part de la production agricole est absorbée par des distributeurs locaux (66%). Quant au marché international, il a une part réduite dans l'achat direct des productions aux agriculteurs. Il faut souligner que cette situation prévaut pour le sésame où la production est toujours

Environ 1/3 des enquêtés, que ce soit pour les semences ou pour les fertilisants, estiment qu'il n'y a pas d'actions du tout qui sont entreprises par le Gouvernement lorsque les règles de concurrence sont violées. En outre, au moins 50% pour chaque cas trouve qu'il n'y a pas assez d'action qui sont prises par les autorités. En somme, cela traduit une certaine passivité des autorités face à ces cas de pratiques

inférieure à la demande intérieure, ce qui ne laisse qu'une faible portion à l'extérieur. Mais, pour ce qui est du coton, la situation est un peu plus délicate. A ce niveau, une société comme la SOFITEX (semi-privée) rachète la production des agriculteurs pour les revendre elle-même sur le marché international. Ce qui du reste, traduit toujours la faible part des achats des distributeurs internationaux. En effet, ces

Graphique 46 : Acheteurs des productions des agriculteurs



Source : Données d'enquête

derniers n'achètent pas directement au producteur, d'où leur faible part, mais achètent ce que la SOFITEX met en vente sur le marché international.

En somme, à l'exception du coton, les entreprises publiques n'interviennent pas sur le marché en tant

qu'acteur majeur comme client ou distributeur. Ce sont des secteurs qui sont plus ou moins laissés ouverts à la concurrence. Mais dans le cas du coton la situation est différente avec un gros acheteur au niveau local qui le revend par la suite à l'extérieur.

Ceci montre que dans le cas du sésame, la situation est concurrentielle alors que dans le cas du coton on est dans une situation de monopsonne, une pratique anticoncurrentielle. Les producteurs de coton ne peuvent vendre librement leur production mais sont contraints de la vendre à

un seul opérateur selon la zone cotonnière. En rappel, au Burkina Faso, trois sociétés cotonnières se partagent les zones de production du coton.

Conclusion

Dans le cadre du projet « Vers des régimes efficaces de concurrence par le renforcement des capacités des pays sélectionnés de l'Afrique de l'Ouest », cette étude avait pour but d'établir une meilleure connaissance des questions de politique de la concurrence et de bien-être du consommateur. Les objectifs spécifiques étaient entre autres l'étude des différentes politiques de développement ayant trait à la concurrence, l'état des cadres législatifs, une enquête sur la perception d'un échantillon de la population sur l'état de la concurrence dans le pays et les investigations sur les pratiques anticoncurrentielles traitées par les régulateurs ou relatées par la presse. Un accent particulier a été mis sur le secteur agricole.

Pour ce faire la méthodologie adoptée s'est focalisée sur l'étude documentaire, des interviews et des enquêtes sur le terrain.

Les principaux résultats montrent que le Burkina Faso avec plus de 14 000 000 d'habitants est une jeune démocratie marquée par l'ouverture à la concurrence qui s'est amorcée avec l'avènement des PAS en 1991. Les mesures institutionnelles pour l'ancrage de la concurrence sont prises avec la mise en œuvre de la loi n°15/94/ADP du 5 mai 1994 et d'une autorité nationale de la concurrence (CNCC).

Ces actions ont été suivies au niveau national par la mise en place des régulateurs sectoriels dans les télécommunications (ARCE), les marchés publics (ARMP), les communications (CSC) et l'électricité (ARSE). Au niveau régional, on a vu naître la loi communautaire de l'UEMOA (2002) et celle de la CEDEAO (2008). Ces dernières s'occupent des pratiques anticoncurrentielles et relaient la CNCC à un rôle d'enquêteur sur ces questions. Mais, la compétence de la CNCC reste entière sur les pratiques restrictives de la concurrence.

Toutes ces institutions nationales et régionales sont accompagnées par les organisations de la société civile pour la défense des intérêts des consommateurs (LCB, ACB et OCB).

Le présent document qui constitue un rapport principal de recherche a, nonobstant l'arsenal institutionnel, révélé quelques insuffisances en

matière réglementaire et l'existence de plusieurs pratiques anticoncurrentielles.

Au niveau réglementaire les insuffisances dans la mise en application de la loi sur la concurrence s'articulent autour d'un manque de précision sur les modalités d'application des sanctions pécuniaires (recouvrement des amendes, astreintes...), d'une absence de directives claires sur les questions critiques telles que les seuils de tolérance en matière de certaines pratiques anticoncurrentielles (risque d'applications des textes à la tête du client et risque d'insécurité des opérateurs économiques) et d'une insuffisance du système de coopération établi entre le régulateur national et le régulateur communautaire (compétence exclusive pour les pratiques anticoncurrentielles pour la Commission l'UEMOA et pouvoir d'enquête réservé à la CNCC).

A cela s'ajoute une faible priorité accordée à la CNCC et qui se matérialise par des problèmes financiers, matériels et humains.

L'analyse de la perception réalisée sur un échantillon issu de cinq localités du pays a abouti à des résultats fort intéressants portant sur des thèmes aussi variés.

En dépit d'une connaissance assez élevée de l'existence de la loi de protection des consommateurs (66,80%), des pratiques anticoncurrentielles sont très fréquentes (72,6%) sur le marché burkinabè. L'entente sur les prix s'est révélée comme la plus usitée des pratiques anticoncurrentielles sur ce marché. Mais, les toutes pratiques anticoncurrentielles listées dans le questionnaire ont été citées par les enquêtés. Selon les enquêtés, ces pratiques persistent à cause de la corruption (30%), de la non application de la loi (44%) et de la faiblesse de l'autorité de la concurrence (16%).

Cette situation peut s'expliquer par un faible niveau (23,4%) de compréhension des questions de concurrence et par un manque de communication sur ces questions (41%). L'étude fait ressortir en effet à 51% que les médias ne rapportent jamais (12%) ou au mieux rarement (39%) ces questions.

L'analyse de certains secteurs clés fait ressortir l'existence des monopoles de fait détenus en majorité

par l'Etat. Il s'agit du secteur énergétique (électricité et hydrocarbures), de l'eau potable (eau courante) et des télécommunications (téléphonie fixe). Il est à noter cependant la libéralisation des sous-secteurs de la téléphonie mobile, de l'Internet, des eaux minérales etc.

La presse et les actes rendus par les régulateurs font ressortir l'existence de pratiques anticoncurrentielles au sein de l'économie. On y note les abus de position dominante, les ententes. Les pratiques restrictives relevées sont principalement la fraude, la corruption et la publicité mensongère.

De façon générale, ces pratiques sont favorisées par un terrain propice marqué par l'analphabétisme de la population, la méconnaissance des textes et la faiblesse de la structure nationale de la concurrence due à l'insuffisance de volonté politique.

Tout ceci amène à promouvoir des stratégies pour une meilleure implémentation des régimes de concurrence au sein du pays. Il s'agit à court terme du plaidoyer auprès des décideurs, de la communication et la sensibilisation des acteurs et de la formation. A moyen et long terme, ces différents résultats traduisent la nécessité de la mise en place d'un observatoire national des questions concurrentielles et d'un mécanisme de formation et de plaidoyer. D'où la justification du renforcement du projet CUTS 7Up4, qui à la suite de ces enquêtes doit orienter ces activités vers ces problématiques à savoir le suivi des pratiques concurrentielles à travers la mise en place d'un observatoire national dénommé Observatoire national de la concurrence (ONC) ou Observatoire national sur les pratiques de la concurrence (ONPC).

Références bibliographiques

- ADP (1994) : Loi 15/94/ ADP du 05 mai 1994/94ADP portant organisation de la concurrence au Burkina Faso, Mai 1994
- Commission Nationale de lutte Contre la Concurrence (2006): Relations entre le droit et la concurrence et les subventions, Octobre 2006
- Commission Nationale de lutte Contre la Concurrence (2001): Rapport National sur l'Etat de la concurrence au Burkina Faso 2000.
- Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (2004): Communication du Burkina Faso : Sensibilisation à La Promotion de La politique de la concurrence dans les pays en développement, Octobre 2004.
- DJIWAN, H. (2005) : Initiative coton, Flamme d'Afrique, décembre 2005
- CSLP (2003) : Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, Ministère de l'Economie et des Finances, Burkina Faso.
- DECALAUWE, (2008) : L'impact de la libéralisation sur les recettes fiscales, le déficit budgétaire, la croissance et la consommation dans les pays de l'UEMOA, une approche d'équilibre générale calculable dynamique.
- Direction Générale du développement industriel, Rapport sur l'industrie au Burkina Faso 2000-2002.
- Direction Générale du développement industriel, Rapport sur l'industrie au Burkina Faso 2002-2004.
- Groupe Intergouvernemental d'Experts du Droit et de la Politique de la Concurrence (2008) : L'indépendance et la responsabilité des autorités chargées des questions de concurrence de Burkina Faso.
- IAP (2006) : Instrument automatisé de politiques, Burkina Faso.
- Institut National de la Statistique et de la Démographie (2008): Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH) de 2006 ; Résultats définitifs.
- Institut National de la Statistique et de la Démographie (2006): Annuaire Statistique, INSD.
- KOUKPO T. M. (2005) : Analyse des déterminants des investissements directs étrangers dans les pays de l'UEMOA
- L'Opinion (2005) : trois organisations en campagne, Mars 2005.
- PESCHE D. et NUBUKPO K (2004): L'Afrique, du coton à Cancun : retour sur la genèse d'une négociation.
- Marchés Tropicaux et Méditerranéens (2008) : Burkina Faso : la SOSUCO en détresse
- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (2005) : Plan d'actions pour le développement du secteur de la transformation des produits agro-sylvopastoraux au Burkina Faso - Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (2005) : Politique Nationale de Développement Durable de l'Agriculture Irriguée,
- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (2005) : Stratégie de Développement Rural (SDR)
- Ministère du Commerce de la Promotion de l'Entreprise et l'Artisanat (2008) : Détermination des produits sensibles pour la signature des APE au Burkina Faso.
- Ministère de l'Economie et des Finances (2009) : Bilan de mise en œuvre du programme d'actions prioritaires du CSLP pour l'année 2008.

- Ministère de l'Economie et des Finances (2008) : Bilan de mise en œuvre du programme d'actions prioritaires du CSLP pour l'année 2007.
- Réseau National de Lutte Anti-Corruption (RENLAC) (2006) : corruption à la douane
- Réseau National de Lutte Anti-Corruption (RENLAC) (2001) : Rapport sur l'état de la corruption au Burkina Faso
- Réunion des ministres de la zone franc à Paris (2004): Les Investissements directs étrangers dans les pays de la zone franc, Septembre 2004
- Savadogo, K. et al. (2006) : Les conditions de vie, les revenus et la pauvreté des ménages ruraux au Burkina Faso en 2004 : résultats de l'enquête de base du PNGT 2.
- Somé, S. A, (2007) : Structure, comportement et performance de l'industrie manufacturière au Burkina Faso. Série documents de travail DT-CAPES N°2007-31.
- Thiombiano, T. (2009) : «La controverse théorique et empirique posée par le comportement des producteurs-consommateurs : un approfondissement du débat», Revue CEDRES-ETUDES, n°49, pp.34-53.
- Thiombiano, T. et al. (2007) : Le Burkina Faso : positionnement dans les groupements régionaux et clefs de convergence vers une économie émergente. Etude GTZ.

Notes

- 1 Données prenant en compte le temps et l'espace
- 2 Ceci pourrait s'expliquer par l'achat de l'ONATEL par Maroc Telecom
- 3 Demande de prix plus précisément. Cette procédure consistait, dans l'ancienne réglementation, à consulter trois soumissionnaires techniquement conformes.
- 4 Voir la Cellule d'Appui à l'environnement des Entreprises, notamment le document intitulé « Libéralisation de l'économie : les fondements et les instruments juridiques », 1995.
- 5 SACKHO : Observations sur le projet de loi communautaire de la concurrence, contribution à la journée « d'information et d'échanges sur le projet de loi communautaire de la concurrence dans l'UEMOA », Dakar, 19/2/2002 in 'L'indépendance et la responsabilité des autorités chargées des questions de la concurrence de Burkina Faso » page 6.
- 6 Voir observations du professeur Abdoulaye SACKHO à ce sujet. Supra page 6.
- 7 In «Tertus ZONGO face aux journalistes» Pays n°4385 du vendredi 14 juin 2009
- 8 La même thématique est abordée par Sidwaya dans le n°6447 du 18 juin 2009
- 9 In Le Pays n°4449 du 11 septembre 2009
- 10 Auteur anonyme
- 11 In Le Pays N°4429 2009 : Rubrique chronique
- 12 In Observateur n°7396 du 5 au 7 juin 2009
- 13 Issu de la relecture de loi 16-2005/AN portant réglementation générale de l'approvisionnement du Burkina Faso en énergie électrique
- 14 Données au 31 décembre 2008 (source Maroc Telecom)
- 15 Besoins domestiques = 2 712 381 tonnes contre une production céréalière disponible de 3 139 232 tonnes
- 16 Ces notions de grandeur sont relatives à la perception des agriculteurs. Le tableau 13 donne une approximation de la réalité

Chapitre 3

*L'état de la concurrence
au Mali*

Résumé exécutif

L'institution de l'économie de marché met le pays en proie à des pratiques commerciales anticoncurrentielles, qui menacent le bon fonctionnement de l'économie et sont préjudiciables au bien-être des consommateurs. Pour rendre efficaces les régimes de concurrence dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, CUTS International a, dans le cadre du Projet 7Up4, initié une série de recherches dans sept pays de la Région dont le Mali.

Le présent rapport, élaboré dans ce cadre, visait à décrire de façon exhaustive l'état de la concurrence, avec un accent particulier sur les obstacles à la mise en œuvre d'un régime efficace. A cette fin, il s'est appuyé sur l'exploitation d'une documentation abondante et un entretien qualitatif sur la base d'un guide d'entretien.

Les résultats empiriques indiquent entre autres que :

1. le Mali est un PMA continental situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest dont l'économie est basée sur le secteur primaire (43%) et caractérisée par une extrême vulnérabilité aux aléas climatiques.
2. Les politiques économiques et sociales du Gouvernement ont contribué favorablement à l'établissement d'un processus concurrentiel. En effet, les différents programmes d'ajustement structurels (PAS) adoptés ont amené l'Etat à se désengager des secteurs productifs, libéraliser les activités économiques, supprimer des monopoles économiques, instituer la liberté des prix et la concurrence. Le développement de l'agriculture (base de l'économie) est assuré à travers une stratégie cohérente, un code du travail relativement souple, des cadres réglementaires et institutionnels assez favorables à la promotion de l'industrie et l'investissement privés

Cependant, bien que des instruments incitatifs soient utilisés, il n'existe pas encore une politique commerciale. Les PAS ont plongé un nombre important de familles dans des situations d'extrême précarité que les différents Programmes de réduction de la pauvreté n'ont pas encore réussi à régler; la pauvreté reste à des niveaux préoccupants avec un taux de 58% de la population en 2006. Les IDE sont orientés principalement vers quelques secteurs (mines, télécommunications, hôtels) et il n'existe pas de loi spécifique relative à la protection des consommateurs.

A ce titre, le rapport suggère i) l'adoption d'un programme de réduction de la pauvreté plus ambitieux; ii) l'adoption d'une politique commerciale nationale; iii) la révision du cadre incitatif de l'investissement dans les autres secteurs économiques; iv) l'institution d'une loi portant protection des consommateurs.

3. La concurrence est un des principes de base de la politique économique des pouvoirs publics : presque tous textes adoptés dans le domaine économique garantissent le libre exercice de la concurrence. Les règles de fond, institutions et procédures de mise en œuvre existent, les entités chargées de la concurrence disposent de larges pouvoirs de poursuites sous la surveillance de la justice.

Cependant, il n'existe pas une politique nationale de la concurrence et les objectifs ne sont pas clairement définis. Dans la pratique, certains secteurs échappent à l'application du droit de la concurrence (banques, professions libérales, écoles et cliniques privées, etc.). Des prix sont fixés dans le cadre de conventions ou d'accords d'homologation. Des avantages sélectifs dans des textes sectoriels entraînent des distorsions de la concurrence entre entreprises.

A ce titre, le rapport suggère i) l'adoption d'une politique nationale de concurrence, avec des objectifs bien définis; ii) l'élargissement du champ d'application à tous les secteurs; iii) la limitation de la fixation de prix dans le cadre de conventions; iv) rendre fonctionnel le Conseil consultatif de la Concurrence (prévu à l'Art 85 de l'Ordonnance n°07-025/P-RM); v) le renforcement de la capacité du personnel de la DNCC.

4. Les principales contraintes de mise en œuvre du régime de concurrence se retrouvent au niveau de l'absence d'une politique nationale de la concurrence, l'inadaptation du droit à la réalité socio-économique, la forte dépendance du régulateur général (DNCC), la non compréhension des questions de concurrence et la méconnaissance du droit de concurrence par le grand public (hommes politiques, magistrats, médias, industriels, commerçants, prestataires de services, associations de consommateurs) est une autorité administrative non indépendante et mal dotée en personnel qualifié.

A ce titre, le rapport suggère i) la relecture du droit en vue de son adaptation à la réalité socio-économique; ii) la dynamisation des associations de consommateurs; iii) la sensibilisation des magistrats et des forces de sécurité sur les questions de concurrence; iv) l'institution d'un régulateur général doté de plus d'autonomie.

5. Les rapports entre la régulation sectorielle et le Régulateur général doivent être examinés à la fois aux niveaux national et communautaire. Au plan national, la coexistence est assez bien réglée pour les secteurs des télécommunications et des marchés publics, mais mal cernée pour les autres. Au plan communautaire, les rapports sont mal réglés entre les régulateurs sectoriels et la Commission. Dans les deux cas on ne relève pas de cas de conflits.

Cependant, il n'existe pas de mécanisme formel de consultation entre les régulateurs et l'autorité de la concurrence au plan national, les droits sectoriels ne sont pas adaptés à la législation communautaire, la régulation sectorielle affiche une velléité à juger les pratiques anticoncurrentielles pour répondre à la lenteur de la Commission dans l'examen des dossiers.

A ce titre, le rapport suggère la conduite de réformes dans les secteurs pour définir les modalités pratiques d'exercice des pouvoirs et adapter leurs droits à l'ordonnance nationale sur la concurrence ainsi qu'à la législation communautaire.

6. En plus de la concurrence déloyale (fraudes, contrefaçon, qualité douteuse, etc.), les accords de fixation des prix de vente, les aides publiques et les pratiques anticoncurrentielles imputables à l'Etat sont les pratiques dommageables les plus signalées. Les produits les plus concernés par ces pratiques sont le sucre, le lait en poudre, la farine, l'huile alimentaire, la viande et les céréales (riz, mil, sorgho, maïs).

Cependant, l'intérêt pour les problèmes de concurrence se manifeste essentiellement pendant les périodes difficiles (période de soudure) ou de grande consommation (ramadan). Seuls quelques journaux traitent du sujet et le plus souvent selon une approche inadéquate.

A ce titre, le rapport suggère i) la sensibilisation du grand public; et ii) le renforcement des capacités des médias dans le domaine de la concurrence.

7. Une majorité assez forte (58%) de la population ne trouve pas ou ne sait pas qu'il existe une loi sur la concurrence et une entité administrative chargée de la réguler. 57% pensent qu'il n'y a pas de loi portant protection des consommateurs. Pour 70% des personnes, les pratiques anticoncurrentielles sont très ou assez fréquentes. En raison de la non-communication ou de l'absence de volonté politique, 63% des représentants de médias et 97% des Bamakois n'ont pas une compréhension des questions de concurrence.

A ce titre, le rapport suggère i) la vulgarisation du droit de la concurrence, ii) le renforcement des capacités des médias et hommes politiques sur les questions de concurrence, iii) l'amélioration de la pratique concurrentielle dans les secteurs de l'électricité-eau et des transports.

8. Il n'y a pas de monopole de droit, même dans les secteurs de réseau comme les télécommunications, l'électricité, l'eau et le gaz. Cependant, il existe quelques monopoles de fait dans les domaines des transports, énergie-eau, production et importation des cigarettes et tabacs, commercialisation du coton-graine et coton-fibre.
9. Le marché des intrants agricoles est caractérisé par un niveau de concentration élevé pour les semences de riz et maïs, assez élevé pour les semences des fruits et légumes ; l'existence d'opérateurs dominants: plus de 98% des importations de semences de riz relèvent de GDCM SA, près de 76% des semences de maïs sont assurées par MAF TRADING SARL, 83% des importations des fruits et légumes sont effectuées par

3 intervenants, 88% du marché des engrais est dans les mains de 4 fournisseurs et 81% des insecticides-fongicides sont fournis par 5 distributeurs.

A ce titre, le rapport suggère une surveillance particulière du comportement des opérateurs intervenant sur les marchés.

10. Une implication importante de politique économique du rapport est que l'adoption de l'économie de marché, depuis le début des années 1980, offre un cadre propice à la promotion du secteur privé et de la croissance économique. Mais pour mieux garantir le bien-être des consommateurs, le fonctionnement des marchés doit être encadré, notamment par la mise en œuvre d'un régime de concurrence efficace. Dans ce cadre, il est nécessaire d'élaborer une politique de concurrence et d'instituer un régulateur général (DNCC) doté de plus d'autonomie de décision. D'autres initiatives pourraient permettre de renforcer l'efficacité du régime de concurrence. Il s'agirait de mener une vaste campagne de sensibilisation et de formation, d'adapter le droit de la concurrence au contexte socio-économique et déterminer les origines des principales pratiques anticoncurrentielles.

Introduction

De multiples pratiques portent atteinte à l'établissement d'une libre et saine concurrence dans beaucoup de pays et sont préjudiciables aux intérêts des consommateurs et constituent donc un frein à l'amélioration du pouvoir d'achat du consommateur.

CUTS international s'est engagé dans une démarche universelle pour une prise de conscience collective pour l'institution de régimes concurrentiels adéquats. Il a pour objectifs d'évaluer les obstacles qui freinent l'évolution des régimes nationaux de la concurrence, de développer les capacités de compréhension des questions de la concurrence afin de mettre en exergue les liens existant entre la concurrence et les autres politiques publiques.

La série de recherches entreprises par CUTS a conduit à la réalisation d'une étude sur la question au Mali, dans le cadre de son projet 7Up4 en 2008.

La présente étude vise à examiner l'état réel de la concurrence au Mali en mettant un accent particulier sur les obstacles à un régime de concurrence efficace. Elle s'appuie sur la recherche documentaire et l'entretien qualitatif sur la base d'un guide d'entretiens.

L'étude est structurée en neuf chapitres qui vont de la présentation du pays et de ses caractéristiques socio-économiques à l'appréciation de la politique de la concurrence du pays et des analyses des effets de la concurrence sur le bien être, la croissance et la réduction de la pauvreté. Elle propose aussi des recommandations sur des actions de sensibilisation des «principales parties prenantes» au sujet du besoin de réformes de la concurrence pour le développement et le bien-être des consommateurs dans le pays.

Présentation du pays

Ce chapitre présente les principales caractéristiques du Mali afin de donner un aperçu général sur le pays. Il comprend cinq rubriques, la situation géographique, la démographie, la structure de l'économie, le contexte sociopolitique, et les conditions de vie des populations (pauvreté).

Situation géographique

Le Mali s'étend entre le 10^{ème} et le 25^{ème} degré de latitude nord d'une part et d'autre part entre le 4^{ème} degré de longitude est et le 12^{ème} degré de longitude ouest, sur une superficie de 1 241 231 km². Situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le pays constitue un trait d'union entre l'Afrique sub-saharienne et l'Afrique du Nord. Il s'étend du Nord au Sud sur 1 500 km et d'Ouest en Est sur 1 800 km partageant sur 7 200 km des frontières avec l'Algérie au Nord, le Niger à l'Est, la Mauritanie et le Sénégal à l'Ouest, la Guinée Conakry, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso au Sud.

Le relief est peu élevé et accidenté, c'est un pays de plaines et de bas plateaux. L'altitude varie de 25 m (vallée de Kayes) à 1155 m (falaises de Hombori) avec une moyenne de 500 mètres.

Le climat de type tropical, est caractérisé par l'alternance de deux saisons : une saison sèche et une saison des pluies. Les températures maximales dépassent les 42°C en mai et les plus basses tournent autour de 13°C en janvier.

Le Mali compte quatre grandes zones climatiques :

La zone subsaharienne et saharienne : la pluviométrie moyenne y est inférieure à 150 mm/an. Elle couvre près de 57% du territoire et s'étend sur toute la partie Nord du pays, dans les régions de Kidal, Gao et Tombouctou. C'est la zone du désert du Sahara. La production ligneuse y est faible, les températures sont élevées avec une moyenne annuelle supérieure à 30°C. La sécheresse est endémique dans cette partie du pays qui ne tolère que l'élevage transhumant et nomade.

La zone sahélienne : la zone sahélienne couvre plus de 18% du territoire national. Elle se divise en deux sous zones : la zone sahélienne-nord et la zone sahélienne-sud. La pluviométrie y est comprise entre

200 et 550 mm/an. Le Sahel est, par excellence, la zone de l'élevage transhumant. Le Delta intérieur du Niger est une vaste zone humide située en plein Sahel. La présence d'eau fait qu'il offre de grandes opportunités d'irrigation, de pêche et de pâturage en saison sèche. Cette zone de transition a beaucoup souffert des sécheresses des années 1970 et 1980.

La zone soudanienne : la zone soudanienne couvre environ 14% du territoire national. Elle se divise aussi en deux sous zones : la zone soudanienne Nord et la zone soudanienne Sud. La pluviométrie y est comprise entre 500 et 1100 mm/an. Elle s'étend sur le centre et une majeure partie du sud du pays. La production végétale y est relativement importante. Cette zone est de plus en plus occupée par les troupeaux des régions Nord qui fuient la précarité climatique.

La zone soudano guinéenne : cette zone couvre environ 11% du territoire national. La pluviométrie moyenne annuelle y est supérieure à 1200 mm. Elle est localisée dans l'extrême Sud et Sud-ouest du pays, notamment dans les régions de Sikasso et Kayes. La zone soudano-guinéenne conserve encore une riche diversité biologique. Le potentiel végétal y est important et la faune variée. C'est la zone de production agricole par excellence.

Deux fleuves traversent le Mali : le fleuve Niger (environ 1 800 km au Mali) et le fleuve Sénégal (900 km au Mali). Le réseau hydrographique dessert surtout le Sud du pays. La partie septentrionale de cette partie du pays est arrosée par le fleuve Sénégal et ses affluents, la partie orientale par le fleuve Niger et ses confluent. Le régime de l'ensemble de ce réseau est tropical : les hautes eaux ont lieu en période d'hivernage et les basses eaux en saison sèche.

La mise en place des communes au Mali est le résultat d'un long processus de décentralisation qui débuta en 1919 dans le contexte colonial avec la création des communes mixtes de Bamako et de Kayes, suivies de celles de Mopti et de Ségou en 1953. A partir de 1947, il sera reconnu le statut de commune de moyen exercice à certaines collectivités. Il faut attendre 1956 pour que naisse et se généralise le statut de commune de plein exercice. A l'indépendance en 1960, le Mali comptait 14 communes urbaines, réparties dans les

régions de Kayes (3), Koulikoro (2), Sikasso (3), Ségou (2), Mopti (1), Tombouctou (1), Gao (1) et dans le district de Bamako (1). Plus tard, le district de Bamako sera divisé en 6 communes distinctes, portant ainsi le nombre total de communes du Mali à 19.

Le pays s'est engagé depuis 1992 dans un vaste processus de décentralisation et de déconcentration qui marque la volonté irréversible des autorités du pays de responsabiliser les populations dans la gestion de leur propre développement. Ce processus a permis de remodeler le paysage administratif du pays¹ en huit régions administratives (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal respectivement 1ère, 2ème et 8ème région), un district (Bamako, la capitale), 49 cercles et 703² communes (dont 607 rurales).

Situation démographique

Selon les projections démographiques de la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) à partir des résultats du Recensement Général de la Population de l'Habitat de 1998, la population du Mali était estimée, en 2007, à environ 12,4 millions d'habitants.

Elle est à majorité rurale, environ 68% vivant en milieu rural contre 32% en milieu urbain. Selon les résultats de l'Enquête Démographique et de Santé de 2006 (EDSM-IV), le rapport de masculinité est de 95,8 hommes pour 100 femmes. Ce rapport est de 95 hommes pour 100 femmes en milieu rural contre 97,8 en milieu urbain. Ce déséquilibre structurel est probablement la résultante de phénomènes migratoires qui touchent essentiellement les hommes. L'espérance de vie à la naissance est estimée à 65,3 ans³. Le taux brut de scolarisation est de 76,6% (dont 68% pour les filles) en 2007 contre 75,0% en 2006 (dont 65,1% pour les filles).

Les ménages sont essentiellement dirigés par les hommes (88%). C'est en milieu rural que la proportion de ménages dirigés par une femme est la plus faible : 12 % contre 14 % en ville. L'EDSM-IV révèle que la taille moyenne des ménages est de 5,7 personnes par ménage en 2006. La population malienne est jeune : 49 % ont moins de 15 ans et seulement 3 % ont 65 ans ou plus (tableau ci-après).

Les principales langues⁴ sont le Français (langue officielle), le bambara, le peulh, le sénoufo, le soninké, le tamashek, le songhaï, le dogon. Les religions pratiquées sont l'islam (95%), le christianisme (3%), l'animisme (2%). L'habitude alimentaire repose sur les céréales sèches (mil, sorgho, maïs, fonio) et le riz.

Tableau 1 : Evolution de la population par tranche d'âge

Groupe d'âges	RGPH/ 1998	EDS-III/ 2001	EDS-IV/ 2006
<15 ans (%)	46,0	50,1	49,0
15-64 ans (%)	46,6	45,3	47,7
>65 ans (%)	3,7	3,5	3,4
Source : DNSI/CPS-Santé/RGPH-EDS			

Le Mali est un carrefour de civilisations avec de nombreux groupes ethniques et linguistiques constituant chacun une source de richesses culturelles. La culture malienne est un facteur du développement. En effet, selon l'étude nationale prospective « Mali 2025 », pour près de 8 Maliens sur 10 (83,5 %), la culture est un stimulant de développement contre seulement 7% qui la considère comme un obstacle.

Malgré sa diversité, la société malienne vit dans un mixage conformément aux exigences de la coutume où les conflits sociaux se résolvent encore en général selon les principes traditionnels. Le « Sanankouya » (parenté à plaisanterie ou cousinage) existant entre individus, familles, villages et ethnies est à ce titre très illustratif.

Par ailleurs, le pays dispose de sites touristiques de renommée internationale (Tombouctou, Plateau Dogon, Djenné, les chutes de Woroni à Sikasso, etc.) qui constituent de véritables atouts pour l'essor du tourisme.

L'immigration (communément appelée l'aventure) est une vieille tradition au Mali. Les pays de destinations sont essentiellement la Côte d'Ivoire, l'Europe, les Etats-Unis d'Amérique et de plus en plus l'Asie. Le nombre de maliens vivant à l'étranger est estimé entre trois et quatre millions, selon l'EMEP (2001). Les transferts de fonds de maliens de l'extérieur dépassent actuellement l'aide publique au développement que le pays reçoit de ses partenaires étrangers. Les envois de fonds nets des travailleurs (ou transferts des migrants), se sont chiffrés dans la balance des paiements du Mali⁵ à 76,1 milliards de FCFA en 2006. Il est à noter que ces fonds transitent essentiellement par les canaux de transferts rapides de fonds et par les transferts bancaires privés classiques, mais qu'une part importante passe aussi par les réseaux non formels (de main à main). Ils constituent la principale source de revenu pour beaucoup de ménages urbains et ruraux.

Les dernières tendances issues d'enquêtes représentatives au niveau national proviennent de l'Enquête permanente auprès des ménages (EPAM 2004 et 2007). L'EMMU 1992-93 indique que le Mali est un pays d'émigration. Les migrations internationales représentent un volume sensiblement identique à celui des migrations internes. Les flux migratoires à destination de l'étranger sont en grande partie masculins (66%) et motivés par le travail (40%). Ils se font principalement en provenance du milieu rural (73%) et à destination de la Côte d'Ivoire (70%) (CERPOD, 1996). Les migrations de retour semblent de plus en plus importantes. Les crises économiques, politiques que traversent la plupart des pays de la sous-région et de l'Afrique centrale depuis les années 1990 auxquelles s'ajoute la xénophobie paraissent les facteurs amplifiant les migrations de retour au pays. Les immigrants comptent 92,6% de maliens de retour au pays. Les autres immigrants sont en majorité des ressortissants de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (CERPOD, 1996).

Les résultats de l'EPAM confirment ces tendances. Selon cette enquête, en 2007, le Mali était loin d'être un pays cosmopolite car 98,5% de la population vivant dans le pays est de nationalité malienne. Le reste de la population est étrangère dont l'essentiel (1,2%) est constitué de ressortissants de la CEDEAO. L'enquête indique qu'au Mali, les migrants sont majoritairement des femmes (56%). Les migrations affectent relativement plus les jeunes: plus de 50% sont âgés de moins de 30 ans. Les tranches d'âge les plus concernées sont les 10-14 ans, les 15-19 ans et les 20-24 ans qui représentent chacun plus de 10% des migrants. Le rapprochement familial est le premier motif de migration avancé (61,9%), les raisons professionnelles (16,4%), ensuite viennent les études (12,1 %).

Par ailleurs, il semble qu'en raison du durcissement des conditions d'entrée dans certains pays de destination traditionnels en Europe, de nouvelles destinations sont privilégiées par les émigrants maliens comme certains pays d'Afrique centrale et australe (Afrique du Sud, Angola, Guinée équatoriale), les USA et le sud de l'Europe (Espagne, Italie). Ainsi, il semble que le Mali, en plus d'être un pays d'émigration est en train de devenir un pays de transit⁶ (en raison de sa position géographique à mi- chemin entre l'Afrique du Nord et l'Afrique sub-sahélienne et centrale et en raison de l'existence d'accords de libre circulation des personnes entre le Mali et certains pays du Maghreb), mais aussi un pays d'immigration, en raison de sa stabilité politique, de la croissance amorcée et du dynamisme de certains secteurs de l'économie malienne.

Structure et caractéristiques de l'économie

Le Mali fait partie des Pays les moins avancés (PMA) sans littoral⁷, avec un PIB par habitant d'environ 580 USD en 2007. Le PIB, était évalué à 3 425 milliards FCFA en 2007 et son taux de croissance annuel moyen était d'environ 5% sur les cinq dernières années.

Le Mali est un pays à économie essentiellement agropastorale, très dépendante des conditions climatiques. L'agriculture (le coton, les céréales, l'élevage et la pêche) constitue le moyen d'existence d'environ 80% de la population. Cependant les activités commerciales, artisanales, touristiques, industrielles, minières (moderne et traditionnelle) et l'immigration sont autant de facteurs qui déterminent la vie socio-économique du pays.

L'économie nationale est dépendante des facteurs intérieurs et extérieurs qui impriment un rythme erratique à la croissance de la richesse nationale. Les facteurs intérieurs concernent essentiellement les aléas climatiques (absence de pluies, sécheresse, attaque des cultures par les criquets et autres prédateurs, etc.). La pluviométrie est caractérisée au Mali par un cycle irrégulier provoquant des déficits chroniques. L'agriculture est dominée par les cultures vivrières notamment le mil, le sorgho, le riz et le maïs. Le coton est la principale culture industrielle du pays.

Quand aux facteurs extérieurs, ils concernent surtout l'instabilité des cours mondiaux des produits de base, la hausse des prix des produits d'importation tels que le pétrole, les biens d'équipement, les intrants agricoles et les matériaux de construction, les produits alimentaires, etc. Il faut aussi noter que les foyers de conflits ça et là en Afrique de l'Ouest constituent des obstacles à l'économie malienne.

Le Mali appartient à des ensembles sous-régionaux (UEMOA) et régionaux (CDEAO, CEN-SAD, UA). Sa monnaie est le FCFA (monnaie commune des huit Etats de l'UEMOA), elle est arrimée à la monnaie européenne (l'euro) par une parité fixe (1€ = 655,957 FCFA). Ce mécanisme était soutenu par la France avant l'avènement de l'euro. Le franc CFA a connu une dévaluation en janvier 1994. Cette dévaluation (de 50% de la valeur du FCFA par rapport au franc français de l'époque) avait pour objet de booster les exportations des pays de la zone CFA.

En plus de l'Initiative Pays Pauvre Très Endettés (PPTE), le Mali a bénéficié en 2005 de l'annulation de sa dette multilatérale à la faveur de l'Initiative d'annulation de la dette multilatérale (IADM).

L'économie malienne est dominée essentiellement par le commerce, l'agriculture, les transports et les télécommunications. Selon les comptes économiques du Mali (DNSI 2008), entre 2003 et 2007, c'est le secteur tertiaire qui représente la plus grande part du PIB avec une moyenne de 35,4%. Le secteur primaire représente en moyenne 34% du PIB. Le secteur industriel, longtemps resté à la traîne, a connu un certain essor à partir des années 2000, grâce à l'accroissement notable de la production aurifère. La part relative du secteur secondaire dans le PIB est en moyenne de 21%, elle connaît une certaine baisse ces dernières années à cause de la baisse de la production de coton graine

qui a engendré un recul de l'industrie textile, d'une part, et du vieillissement des mines d'or entraînant une stabilité, sinon une réduction de la production d'or.

En termes de biens, les productions de l'agriculture vivrière, de l'agriculture industrielle, de l'élevage et de la pêche demeurent les productions principales de l'économie malienne.

A l'exception des années de difficultés spécifiques (ayant connu des chocs inattendus comme l'attaque des criquets pèlerins de 2004, la crise alimentaire de

Tableau 2 : Evolution de la part des secteurs dans le PIB

En % du PIB	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 2003-2007
Secteur primaire	35,3%	34,2%	34,6%	33,2%	32,6%	34,0%
Agriculture vivrière hors riz	12,0%	12,5%	13,0%	13,5%	13,6%	12,9%
Branche consolidée du riz	3,1%	3,0%	3,2%	3,2%	3,1%	3,1%
Agriculture industrielle hors coton	1,1%	0,9%	1,4%	1,4%	1,4%	1,2%
Branche consolidée du coton	3,8%	3,4%	2,4%	1,8%	1,0%	2,5%
Elevage	9,5%	9,0%	9,1%	8,5%	8,5%	8,9%
Pêche	0,8%	0,8%	0,8%	0,7%	0,7%	0,8%
Sylviculture	5,0%	4,6%	4,7%	4,3%	4,3%	4,6%
Secteur secondaire	20,1%	21,6%	22,2%	22,0%	20,4%	21,3%
Produits de l'extraction	7,4%	6,2%	7,1%	7,5%	6,7%	7,0%
Industries manufacturières	6,3%	9,4%	9,1%	8,1%	6,9%	8,0%
Agroalimentaires	2,0%	3,0%	2,9%	2,7%	2,6%	2,6%
Industries textiles	2,9%	4,3%	4,2%	3,8%	3,0%	3,6%
Autres branches manufacturières	1,4%	2,1%	2,0%	1,6%	1,3%	1,7%
Electricité eau	1,6%	1,6%	1,7%	1,9%	1,9%	1,8%
Bâtiment, Travaux publics	4,8%	4,4%	4,3%	4,5%	4,9%	4,6%
Secteur tertiaire	35,2%	34,3%	35,1%	35,3%	36,9%	35,4%
Commerce	12,9%	12,3%	12,6%	13,1%	14,3%	13,0%
Transport et télécommunication	4,3%	4,4%	4,5%	4,9%	5,6%	4,7%
Autres. services march. non financiers	6,6%	6,4%	7,0%	6,7%	6,9%	6,7%
Services financiers	0,7%	0,7%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%
Services non marchands	11,2%	11,0%	10,7%	10,2%	9,7%	10,6%
Production imputée de services bancaires (marges d'intérêt)	-0,5%	-0,5%	-0,5%	-0,4%	-0,4%	-0,5%
PIB au coût des facteurs	90,6%	90,1%	91,9%	90,5%	89,9%	90,6%
Taxes indirectes (moins subventions)	9,4%	9,9%	8,1%	9,5%	10,1%	9,4%
PIB aux prix du marché	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : DNSI/Comptes nationaux (novembre 2008)

2007/2008), les prix (mesurés par la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation – IHPC – à Bamako) sont restés stables (1,7%) entre 2002 et 2006. Après une hausse de 5,1 % en 2002, le taux d'inflation a été négatif en 2003 (-1,3 %) et en 2004 (-3,1 %) pour rebondir en 2005 (+6,4 %) à cause de l'insuffisance de l'offre de produits alimentaires, suite à la mauvaise campagne agricole de 2004/2005 où la production céréalière a chuté de 16%. En 2006, l'inflation a été ramenée à 1,5% grâce à la chute des prix des denrées alimentaires.

Sur la période 2002-2007 on a noté d'énormes flux d'investissements privés et publics. Les premiers ont porté essentiellement sur la construction des mines d'or, le développement de la téléphonie mobile et les grands chantiers immobiliers. Quant aux investissements publics, ils ont concerné la réalisation des infrastructures de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2002, les grands projets routiers, les programmes immobiliers et d'aménagements hydro-agricoles, et les programmes de logements sociaux.

Les flux nets d'investissements directs étrangers ont été, en moyenne, de 109 milliards de FCFA par an avec un niveau exceptionnel de 168,8 milliards de FCFA en 2002, suite au financement des infrastructures de la CAN 2002. Ces résultats se sont traduits par une amélioration du taux d'investissement qui est passé de 16 % du PIB en 2002 à environ 23 % en 2007.

Le Mali est parmi les pays de l'UEMOA les plus rigoureux en matière de bonnes pratiques et de respect des critères de convergence de la surveillance multilatérale.

En résumé et d'une manière générale, le Mali a enregistré au cours des cinq dernières années, le taux de croissance le plus élevé de l'espace UEMOA se traduisant par une moyenne de 5,1% par an.

La croissance économique du pays durant ces dernières décennies a été ainsi portée essentiellement par les secteurs tournés vers l'exportation. Le secteur manufacturier à vocation exportatrice avec seulement 6% du PIB, accuse un retard du fait de la faible industrialisation du pays. Une amélioration de la balance commerciale a permis au Mali, après plus de vingt ans de déficits consécutifs, de renouer avec l'équilibre commercial jusqu'à atteindre un excédent commercial en 2002 et 2003.

Contexte sociopolitique

L'évolution politique a connu quatre étapes : régime socialiste (1960-1968), régime d'exception (1968-1978), règne du parti unique (1978-1991), démocratie pluraliste (1991 à nos jours).

De la période allant de l'indépendance au début des années 1980, le modèle économique dirigiste a prévalu : l'Etat contrôlait notamment, la commercialisation des produits de première nécessité et le niveau des prix. Au moyen d'agrément et d'autorisations, l'administration contrôlait les investissements privés et réglementait le commerce.

A partir des années 1980, et suite à la crise économique et financière sévère de la fin des années 1970, le Mali a opté pour une économie de marché qui a donné au secteur privé un rôle moteur dans le développement économique et social. Cette nouvelle politique a conduit l'Etat à se désengager des activités économiques et commerciales pour s'orienter vers la promotion et la régulation des affaires.

Parmi les mesures prises à cet effet, figure l'adoption d'un code de commerce et d'une politique de la concurrence visant à libérer l'initiative privée et à créer les conditions de son éclosion dans le cadre d'un marché ouvert et loyal.

Depuis les événements de mars 1991, le Mali vit dans un système de pluralisme démocratique concrétisé par la mise en place, à partir de 1992, des institutions de la IIIe République. Il se caractérisait par l'existence de 101 partis politiques et 13 046 associations en 2005⁸.

La Constitution de 1992 s'appuie sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. L'organisation de l'état se fonde sur la séparation des pouvoirs. Le retour à une vie constitutionnelle normale a permis au Gouvernement d'entreprendre des réformes d'envergure dans les domaines de la décentralisation et de la déconcentration administrative, de la participation de la société civile à la prise de décision, de la libéralisation de la presse, de l'économie, etc.

Cependant, bien que le multipartisme soit aujourd'hui un fait acquis, le processus démocratique malien est encore fragile en raison de l'insuffisance de culture démocratique et de citoyenneté et d'un manque de civisme. Les difficultés de la société civile à constituer un contre-pouvoir crédible sont également une manifestation du déficit démocratique.

Conditions de vie des populations

La pauvreté est endémique et générale et touchait 58% de la population en 2006. La pauvreté des conditions de vie ou «d'existence» fait qu'il est difficile de satisfaire un grand nombre de besoins fondamentaux et que l'on se trouve en situation de manque dans des domaines relatifs à l'alimentation (déséquilibre nutritionnel), à la santé (nonaccès aux soins primaires), à l'éducation (non-scolarisation), au logement, aux équipements (actifs du ménage), etc. Il

s'agit donc de tout ce qui touche aux conditions d'existence des individus dans les ménages.

Les différentes stratégies mises en œuvre par les autorités du Mali ont contribué à un recul timide de la pauvreté des conditions de vie mais les défis restent toujours énormes. En effet, selon une estimation de l'Observatoire du développement humain durable et de Lutte contre la Pauvreté (ODHD/LCP) en 2006, le taux de pauvreté qui était de 64% en 2001 (33% au niveau urbain et 76% au niveau rural), est passé à 58% en 2006 (32% en milieu urbain et 70% en milieu rural).

Selon différentes enquêtes réalisées au Mali, notamment l'Enquête Malienne évaluation de la pauvreté (EMEP 2001), l'Enquête légère intégrée auprès des ménages (ELIM 2006) ainsi que les enquêtes démographique et de santé (EDS 2001 et 2006), la pauvreté touche beaucoup plus les femmes que les hommes, elle varie d'une région à l'autre avec un paradoxe : les régions à grande production agricole comme Sikasso sont les plus touchées. L'enquête étant faite sur la base de la dépense que les ménages consacrent à leur survie, ce paradoxe s'explique par le fait que les régions à grandes productions agricoles n'ont pas un niveau de revenu élevé leur permettant de satisfaire les besoins vitaux de base.

Politiques économiques et sociales du pays en rapport avec la concurrence

Cette partie est consacrée à une analyse approfondie des politiques économiques et sociales du Gouvernement qui ont un impact sur la concurrence. Elle concerne les orientations stratégiques prises par les actions de développement pour promouvoir la production et le commerce des biens et services pour l'amélioration des conditions de vie du consommateur.

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, les stratégies de développement du Mali ont beaucoup varié en fonctions des différents régimes politiques (comme commenté dans la partie contexte sociopolitique) qui sont succédés et fortement influencées par ses partenaires tant bilatéraux que multilatéraux.

Avec la crise de l'endettement, la chute des cours des matières premières et les grands déséquilibres macroéconomiques qui en ont résulté, la plupart des pays africains au sud du Sahara et principalement le Mali ont connu une situation de graves crises économiques et sociales marquée par la montée de la pauvreté.

Dès lors, la révision des stratégies de développement et la prise en compte des facteurs sociaux dans le processus de la production étaient indispensables pour l'élaboration des documents de stratégies de lutte contre la pauvreté.

Politique de développement

Programme d'ajustement structurel et ses conséquences sur la concurrence et les réformes réglementaires

Les plans d'ajustement structurel adoptés avec l'appui du FMI et de la Banque mondiale à partir des années 1980 ont conduit les gouvernements successifs à réduire les budgets sociaux consacrés aux dépenses d'éducation et de santé. En 1981, la situation financière du Mali était critique, les détournements de crédits et les abus de biens sociaux ont aiguisé la crise économique, amenant à une situation d'incapacité chronique du pays à faire face à ses engagements. Les

déséquilibres macroéconomiques étaient tels que l'Etat se trouvait en situation de banqueroute. Le FMI a imposé le premier plan d'ajustement structurel (PAS) en 1981, dont l'objectif était de « redresser, de stabiliser et d'assainir la situation économique et financière du pays ». Le remboursement de la dette était devenu prioritaire par rapport aux besoins sociaux tels que la santé, l'éducation, l'alimentation, l'emploi, etc. Ce premier PAS a été reconduit en 1985.

Ces PAS ont conduit l'Etat à se désengager des secteurs productifs⁹, à libéraliser les activités et à supprimer des monopoles économiques ainsi qu'à instituer la liberté des prix et la concurrence. Ils ont ainsi rassuré les investisseurs étrangers et nationaux, contribué à l'augmentation de la demande (surtout rurale) et de la production. Cependant, ces plans ont plongé un nombre important de familles dans des situations d'extrême précarité. Pour trouver une solution aux conséquences sociales des PAS, une nouvelle stratégie de développement (les stratégies de réduction de la pauvreté) a été impulsée par la Banque Mondiale et le FMI aux pays en développement fortement endettés.

La conséquence de ces programmes sur la concurrence a été la libéralisation des activités économiques, notamment le renforcement de la participation du secteur privé. Le secteur privé a commencé à s'imposer dans beaucoup de secteurs (santé, éducation, finances, infrastructures, industrie, télécommunications, transport, agriculture, etc.).

Beaucoup de réformes ont été ainsi conduites et mises en œuvre pour faciliter et inciter les acteurs privés à investir dans le pays. Un certain nombre de textes législatifs et réglementaires ont été revus (relecture du code de travail, meilleur fonctionnement des tribunaux de commerce et de la chambre d'arbitrage, simplification et harmonisation des documents de transit pour le commerce international, réduction des frais de mutation de la propriété, mise en place d'un plan d'action visant à réduire le coût des transactions pour la création d'entreprise, simplification des procédures l'obtention de licences, réduction des restrictions aux recrutements et aux licenciements, simplification des taxes, etc.).

La mise en œuvre d'une charte des PME et d'une stratégie de leur promotion, la création de l'agence de développement des exportations, l'élaboration et à l'application de la Loi d'orientation du secteur privé (LOSP) sont des dispositions qui viennent conforter la volonté politique des autorités maliennes de faire du passage à une économie agro-industrielle la priorité des programmes de promotion des investissements. Cette volonté politique s'exprime par les formes et initiatives suivantes :

- l'instauration du Conseil Présidentiel pour l'Investissement (CPI), présidé par le Président de la République (dont l'objet est de faire régulièrement le point sur le secteur privé malien et d'examiner les potentiels d'investissement existant au Mali) ;
- la Lettre de Politique de Développement du Secteur Privé (LPDSP) qui définit les objectifs et les axes d'intervention prioritaires en vue d'accélérer la croissance et attirer les investisseurs étrangers ;
- le Projet d'Appui aux Sources de Croissance (PASC) visant à accroître de façon significative le volume des investissements privés, nationaux et étrangers, et à favoriser le développement des petites et moyennes entreprises au Mali par l'amélioration du cadre juridique et du climat des investissements, du développement des infrastructures et des services financiers.

Document de stratégie de réduction de la pauvreté et ses implications possibles sur la concurrence, le bien-être des consommateurs et les réformes réglementaires

Le Gouvernement du Mali a exprimé, au cours des dernières années, sa volonté de faire de la lutte contre la pauvreté la priorité de toutes les priorités de développement. A ce titre, il a élaboré et adopté en 2002 le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) 2002-2006. A l'issue de la mise en œuvre de ce CSLP I dit de 1^{ère} génération, un second CSLP ou de 2^{ème} génération, dénommé « Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté » (CSCR) 2007-2011, a été adopté par le Gouvernement en décembre 2006.

Au terme de la mise en œuvre du CSLP 2001-2006, les résultats enregistrés n'ont pas été à la hauteur des attentes. Ainsi l'objectif principal du CSLP qui est de réduire d'un quart la pauvreté (autrement dit ramener la proportion des pauvres à 47,5% en 2006) n'a pas pu être atteint, même si le niveau de pauvreté monétaire est passé de 68,3% en 2001 à 56,0% en 2006. Le faible niveau de réduction de la pauvreté enregistré s'explique par la faible maîtrise de la croissance démographique, l'insuffisance du taux de croissance

économique (5% en moyenne sur la période 2002-2006) et le faible accès aux services sociaux de base.

Ce document constitue désormais le cadre fédérateur de référence des politiques et stratégies de développement du Mali à moyen terme et le principal instrument de négociation avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers. Il faut rappeler que le CSLP se fonde sur l'Etude nationale prospective (ENP) «Mali 2025», réalisée de 1997 à 1999 sur toute l'étendue du territoire national, et qui a permis de recueillir la perception des Maliens et leur vision de la société à l'horizon d'une génération. C'est dans cette optique que le Président de la République a élaboré le Projet pour le Développement Economique et Social (PDES), qui vise à assurer la croissance économique, à investir davantage dans les secteurs de l'éducation et de la santé, à assurer l'insertion des femmes et des jeunes dans les secteurs productifs et à développer le secteur privé pendant son second mandat (2007-2012).

Cette stratégie de réduction de la pauvreté est bâtie sur la conception que la pauvreté et son niveau élevé sont imputables, d'une part, à l'insuffisance du taux de croissance de l'économie malienne et, d'autre part, à la répartition inégale des fruits de la croissance, au faible accès aux services de base et à la faible maîtrise de la croissance démographique. Il a comme objectif général de promouvoir une croissance redistributive et une réduction de la pauvreté, par la relance des secteurs productifs et la consolidation des réformes du secteur public. Comme objectifs spécifiques, il vise à accélérer la croissance (+ 7% par an sur la période 2007-2011) et améliorer le bien être des populations. La réalisation de ces objectifs passera par l'orientation stratégique suivante :

- le développement des infrastructures et du secteur productif ;
- la poursuite et la consolidation des réformes structurelles ;
- le renforcement du secteur social.

Implications du CSCR sur la concurrence et le bien être du consommateur

Les implications du CSCR sur la concurrence résident dans son premier axe prioritaire à savoir le développement des infrastructures et du secteur productif. Selon le document final du CSCR (décembre 2006, page 23), l'impulsion de la croissance à travers le secteur productif découlera de la vigueur de la mise en œuvre des réformes structurelles ; en l'occurrence de la qualité de l'environnement des affaires, de l'accroissement de l'investissement privé et de la réussite des privatisations en cours. L'accent mis sur les secteurs productifs sera reflété à travers les allocations budgétaires publiques en vue de

soutenir les efforts du secteur privé. Le dispositif de promotion du secteur privé et de création de plus de richesse constitue une implication importante pour faciliter la concurrence par la diversification des acteurs et des produits. Ainsi, l'Etat veillerait à ce que les règles du jeu soient bien respectées pour éviter les abus de toutes sortes.

Selon le CSCR, l'amélioration des conditions de vie des maliens (consommateurs) passe par la politique de sécurité alimentaire qui requiert la garantie d'approvisionnement en denrées alimentaires de toutes les populations à partir de la production nationale ou des importations commerciales. Ainsi, elle renvoie à un certain nombre de déterminants tels la disponibilité pour faciliter l'approvisionnement des zones déficitaires, l'accessibilité géographique par le désenclavement des zones de production ou la stabilité de la production et l'intégration des aspects d'augmentation, de diversification, de valorisation des productions. Les implications du CSCR sur le bien-être résident aussi sur le développement de l'accès aux services sociaux de base, la promotion de l'emploi local à travers la mise en œuvre des travaux à haute intensité de main d'œuvre à travers les grands projets et les PME/PMI.

Reforme du CSCR en faveur de la concurrence

Les réformes structurelles et réglementaires préconisées dans le CSCR pour l'atteinte de ses objectifs sont relatives à la compétitivité des PME-PMI, la consolidation de la réforme des administrations publiques (décentralisation et déconcentration, amélioration la modernisation de la gestion des finances publiques), l'environnement des affaires, le secteur financier, les infrastructures, la gouvernance démocratique et des libertés publiques, le renforcement des capacités de la société civile, le renforcement des initiatives d'intégration régionale et sous-régionale.

A cela, s'ajoutent les réformes communautaires et régionales dans le cadre de l'UEMOA et de la CEDAO. Il s'agit notamment des réformes pour l'appui à la compétitivité et à la harmonisation des mesures OCT (obstacle technique au commerce) et SPS (sanitaire et phytosanitaire) du Programme qualité UEMOA.

Organisation des associations de la société civile et leurs importantes initiatives de développement¹⁰

Dès le début des années 90, le gouvernement du Mali s'est résolument engagé à faire de la lutte contre la pauvreté une priorité essentielle de ses politiques et stratégies de développement économique, social et

culturel. Cette volonté est une réponse à un double défi : assurer une croissance forte et durable et prendre en compte les préoccupations et les sensibilités majeures de l'ensemble des catégories sociales, en particulier celles des couches vulnérables et pauvres de la société.

En dépit de cette volonté et des avancées obtenues à ce jour, il ressort des évaluations de mise en œuvre du CSLP1 que la société civile, qui joue un rôle primordial en terme de défense des intérêts des populations, n'a pas été suffisamment impliquée dans la gestion de certains aspects, en raison des difficultés de coordination et de la faible capacité de ses membres.

Pour pallier une telle lacune et relever le défi de la participation effective de la société civile à l'élaboration des politiques et stratégies nationales, en général, et du CSLP, en particulier, le CNSC et la CAFO, ont élaboré un programme de « Dynamisation de la participation de la société civile malienne à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi évaluation du CSCR ».

La mise en œuvre de ce programme de dynamisation s'est déroulée en cinq phases au cours desquelles, la société civile malienne a procédé à une large concertation de ses membres, aux niveaux national, régional et communal. Ces phases sont : 1) le lancement à Bamako du Programme de redynamisation de la société civile pour sa participation à l'élaboration du CSCR, 2) la préparation et conceptualisation des concertations régionales et du District de Bamako, 3) les concertations régionales et communales, notamment aux niveaux des huit régions et des six communes du District de Bamako, 4) l'élaboration et transmission des rapports régionaux et communaux à la coordination du CNSC et 5) l'élaboration d'un rapport qui servira de document de base de plaidoyer pour la prise en compte des préoccupations et des sensibilités de la société civile dans l'élaboration du CSCR.

La démarche méthodologique adoptée tout au long de ce processus de dynamisation de la participation de la société civile à la formulation du CSCR, a été participative et itérative. Elle a été guidée par le souci constant d'une plus grande implication des organisations de la société civile, gage d'une appropriation collective des enjeux et défis du CSLP2.

L'analyse des rapports issus de ces concertations a débouché sur un document final, qui reflète les préoccupations et attentes des OSC. Il constitue une base de réflexion et de travail dans le cadre de la contribution de la société civile à la formulation des stratégies et politiques de développement.

Tableau 3 : Liste des principales organisations de la société civile	
AMDH	Association Malienne pour la Défense des Droits de l'Homme
AMM	Association des Municipalités du Mali
AMUPI	Association Malienne pour le l'Unité et le Progrès de l'Islam
APCAM	Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali
APE	Association des Parents d'Elèves
APROSCOM	Association Professionnelle des Sociétés Cotonnières du Mali
ASCOMA	Association des Consommateurs du Mali
AV	Association Villageoise
CAFO	Coordination des Associations et ONG Féminines du Mali
CCA-ONG	Conseil de Coordination des Actions des ONG
CCDM	Coordination des Commerçants Détaillants du Mali
CESC	Conseil Economique, Social et Culturel
CGS	Comité de Gestion Scolaire
CNJM	Conseil National des Jeunes du Mali
CNSC	Conseil National de la Société Civile
CONASCIPAL	Coalition Nationale de la Société Civile pour la Paix et la Lutte contre la prolifération des armes légères
CORDAID	Catholic Organisation for International Development
CPC	Coopératives de Producteurs de Coton
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CSREF	Centre de Santé de Référence
FAAF-Layidu	Fonds d'Appui aux Activités des Femmes/Layidu
FENAPEEM	Fédération Nationale des Associations de Parents d'Elèves et Etudiants du Mali.
FENASCOM	Fédération Nationale des Associations de Santé Communautaire du Mali
FGR	Fédération des Groupements Ruraux
FNAM	Fédération Nationale des Artisans du Mali
GRPSM	Groupement Rural de Production et Secours Mutuel
GSCVM	Groupement des Syndicats Cotonniers et Vivriers du Mali
ICCO	Organisation Inter Eglise pour le Développement et la coopération
OERT	Organisation des Exploitants Agricoles sur le Réseau Tertiaire
OP	Organisations Paysannes
ROSCEP	Réseau des Organisations de la Société Civile Engagées dans le Plaidoyer
SECO-ONG	Secrétariat de Concertation des ONG
SYCREP	Système de Crédit pour les Femmes
SYLTMAT	Syndicat Libre des Travailleurs du Ministère de l'Administration Territoriale
UNTM	Union National des travailleurs du Mali
URCGER	Union Régionale des Centres de Gestion Rurale
USCPC	Unions de Sociétés Coopératives de Producteurs de Coton
Source : CNCS	

La société civile malienne revendique tout le rôle qui est le sien dans la formulation de stratégies et politiques de développement. Ainsi, les constats ci-après ont été faits :

- faible lien des actions de beaucoup d'OSC avec les orientations stratégiques du CSCRIP comme cadre de référence unique de négociation avec l'Etat et les PTF pour réduire la pauvreté ;
- la nécessité pour la société civile de mettre en place un mécanisme de suivi évaluation simplifié, participatif et itératif, fondé sur une situation de référence, un ciblage des actions et des bénéficiaires, des statistiques fiables et des indicateurs propres ;
- la nécessité d'impliquer les populations bénéficiaires, en particulier les couches pauvres et vulnérables, afin qu'elles s'approprient effectivement les actions à mettre en œuvre dans un style, voire une culture d'appartenance ;
- l'existence d'un capital d'expérience et de mécanismes de consultations/concertations pour une meilleure participation des OSC à la conception, la mise en œuvre et au suivi évaluation des politiques ;
- la nécessité pour la société civile de mettre en place un dispositif de coordination assez léger s'appuyant sur les services techniques et principalement sur les Collectivités Territoriales, les ONG et les associations à la base, dont les initiatives sont beaucoup plus déterminantes en matière de lutte contre la pauvreté ;
- la nécessité de renforcer les cadres de consultations/concertations fortement mobilisateurs en fonction des défis et enjeux à tous les niveaux : national, régional, cercle, commune, village, quartier et fraction, reliés par des vecteurs et formes de communication multiples (réunions d'échanges et d'information, ateliers de travail, de réflexion et de renforcement des capacités, correspondances, compte rendus, articles de presse, Internet, émissions radios et magazines télévisuels, bulletins d'information, bases de données, etc.), pour relancer de façon constante le débat public sur le processus participatif des OSC au CSCRIP ;

Les associations de consommateurs les plus importantes sont actuellement au nombre de six et occupent une place importante dans le processus de défense des consommateurs. Ce dynamisme en cours permettra de mieux sensibiliser les consommateurs sur les questions de la concurrence. Ces associations sont l'ASCOMA, le RDECOMA, l'ADESCOM, la CONSOLIGUE, l'ADAC- Mali et la CENA2.

Stratégie de développement agricole

Principales cultures et changements récents dans la structure de la production

Principales cultures

Les principales cultures sont les céréales (mil/sorgho, maïs, riz), fruits et légumes (manguier, haricots vert, tomates, échalotes, gombo), coton, arachide, tabac, produits de cueillette. Les productions de l'élevage et de la pêche sont aussi dominantes de l'économie malienne.

Principale culture industrielle du Mali, le coton, avec une production annuelle moyenne de 443.087 tonnes entre 1995 et 2007, a occupé le quatrième rang dans l'agriculture en termes de production en quantité, derrière le mil, le riz et le sorgho. Cependant en termes de valeur ajoutée, la production de coton occupe la première place, suivie de près par la production de riz.

Avec une croissance moyenne annuelle de 4,8%, le secteur primaire est constitué des branches d'agriculture, d'élevage, de pêche et de la forêt. Entre 2002 et 2006, la croissance de ce secteur a été tirée essentiellement par l'agriculture et l'élevage qui contribuent à plus de 83% à la création de la valeur ajoutée du primaire.

La politique de développement agricole au Mali traduit la volonté des autorités du pays de prendre en compte les préoccupations de tous les acteurs du secteur agricole (Etat, collectivités territoriales, producteurs, société civile, partenaires du développement). C'est dans cette optique que fut adoptée la Loi d'orientation agricole (LOA) en décembre 2005 par le gouvernement. Elle prend en compte les objectifs de décentralisation, intègre les stratégies et les objectifs de croissance et de réduction inscrits dans les documents de stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que les engagements sous régionaux et internationaux souscrits par le Mali.

Les autorités ont mis l'accent sur le développement du secteur rural, avec l'intensification des aménagements hydro-agricoles, l'adoption du Programme gouvernemental d'aménagement de 50.000 hectares entre 2003 et 2007, le démarrage du Programme d'appui aux secteurs agricoles et aux organisations paysannes (PASAOP), la mise en œuvre effective du Programme national d'infrastructures rurales (PNIR) et la création et l'installation de l'Agence d'exécution des travaux d'infrastructures et d'équipements ruraux (AGETIER).

Les superficies aménagées en maîtrise totale de l'eau se sont accrues de 37% entre 2002 et 2003 et de 21 % entre 2003 et 2004 et l'État a mis à disposition des semences dans les zones déficitaires.

L'agriculture vivrière hors riz a évolué au rythme de la pluviométrie et a enregistré un taux de croissance moyen de 8,6% par an sur la période 2002-2006. Avec les aléas climatiques, les taux de croissance observés dans cette branche évoluent en dents de scie d'une année à l'autre (3,2% en 2002 ; 32,0% en 2003 et -11,5% en 2004). Il faut toutefois noter que la baisse exceptionnelle de 11,5% de la production vivrière en 2004 est imputable à l'invasion acridienne.

Depuis 2005, la production de riz connaît un dynamisme certain grâce aux efforts d'aménagement hydro-agricoles et de mécanisation. Ces efforts ont été renforcés en 2008 par « l'Initiative riz » dans la recherche des réponses à la crise alimentaire mondiale.

L'agriculture industrielle, dominée par le coton est en perte de vitesse avec un taux de croissance moyen de 2% sur la période 2002-2006. La décélération de la croissance dans la filière est due à l'évolution défavorable des cours du coton sur le marché mondial. En liaison avec cette évolution, le prix producteur du coton n'a guère dépassé le niveau des 180 FCFA le kilogramme de coton graine depuis 2002.

Changements actuels dans la structure de production

Les changements actuels dans la structure de production concernent la crise que la filière coton traverse actuellement et les récentes crises internationales (alimentaire, financière et économique).

Le coton est la production agricole qui rapporte le plus de revenu monétaire aux exploitants des régions concernées. Actuellement on estime qu'un tiers de la population du pays¹¹ vit directement des revenus tirés de la culture du coton. La culture du coton connaît un

déclin tendanciel depuis la campagne agricole 2005/2006, du fait la baisse des cours mondiaux de la fibre, de la cherté des intrants chimiques, de la subvention accordée par les pays du Nord à leurs cotonculteurs, etc.

La baisse des rendements moyens de la culture du coton observée depuis les années 1990 (975 kg coton graine/ha en 2005/06 contre 1300 kg/ha dans les années 80) pose la question de la durabilité environnementale (fertilité des sols) et sociale (rentabilité pour les exploitations) de cette culture. La perte de revenu liée à cette situation et la dégradation continue des conditions de vie des producteurs amène les paysans à chercher des alternatives par la culture d'autres spéculations comme le niébé, le piment, l'arachide, l'oignon, la pomme de terre, le sésame, le karité, le soja, la plante pourghère pour la production de biocarburant, etc. Aussi avec les stratégies actuelles des autorités, des efforts d'investissement sont en cours d'impulser une dynamique de transformation des produits de l'élevage (production de viande rouge pour l'exportation, production de lait en poudre pour le marché local, transformation des peaux et cuirs, le poisson d'eau douce, etc.) sont des nature à favoriser une mutation de la structure de production au Mali à moyen et long termes.

Afin de diversifier la production, de stabiliser les revenus des paysans et d'accélérer la croissance économique, la Loi d'orientation agricole (LOA), préconise la promotion de cultures alternatives comme le soja, le karité, les fruits et légumes, la gomme arabique, les biocarburants.

Contribution de l'agriculture à l'activité économique

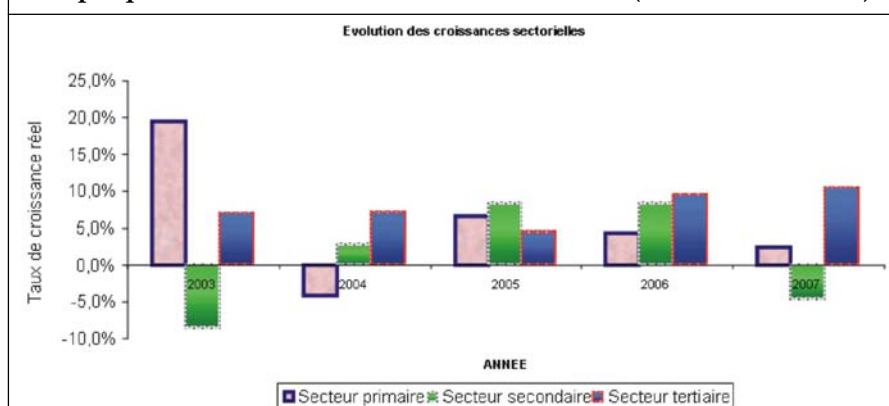
L'économie malienne a été marquée au cours de ces dernières années par une forte variabilité des croissances sectorielles. Le tertiaire est le secteur qui affiche une tendance assez stable de son rythme de croissance. De 2003 à 2007 ce secteur a toujours enregistré un taux de croissance positif. Le secteur primaire est le secteur qui a les taux de croissance les

Tableau 4 : Evolution comparée des principales productions entre 2002 et 2007

Rubriques/Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Production de coton (en tonnes)	432 000	612 000	585.000	534 000	414 600	247000
Variation annuelle coton (en %)		41,7	-4,4	-9	-22	40
Production de céréales (en tonnes)	2582842	3402221	2844902	3398627	3 693 239	3885477
Variation annuelle céréales (en %)		31,7	-16,4%	19	9	5
Dont Riz (en tonnes)	939 864	931 925	718 086	945 823	1 053 823	1082384
Variation annuelle Riz (en %)	—	-0,8	-22,9	32	11	3

Source: CPS-MA/EAC/RGA

Graphique 1 : Evolution de la croissance sectorielle (de 2003 à 2007 en %)



Source : DNSI/Comptes Nationaux du Mali, novembre 2008.

positif de 1995 à 2002 en relation surtout avec l'expansion des activités minières durant la même période.

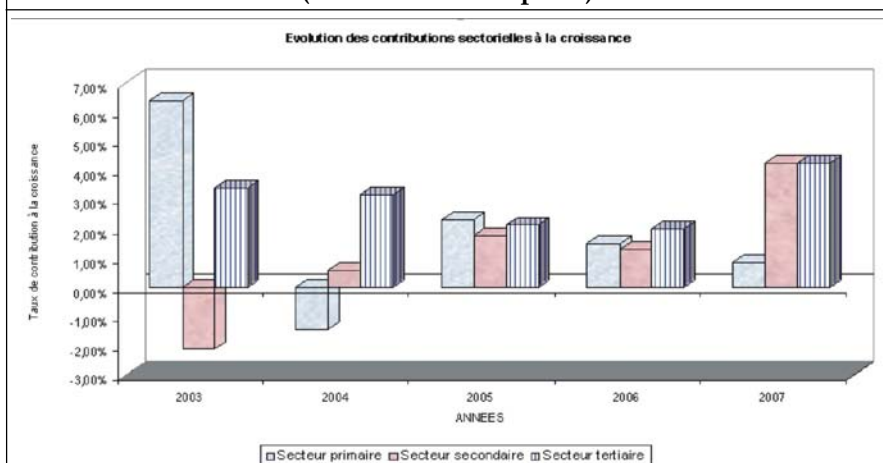
Le taux de croissance économique a été en moyenne de 5,1% sur la période 2003-2007 contre un taux de croissance moyen de 3% enregistré dans le reste de la zone UEMOA.

Cette croissance a été portée essentiellement par le

plus volatils. Les grandes fluctuations de la croissance dans ce secteur sont liées au caractère pluvial de l'agriculture. La production est tributaire des conditions climatiques, notamment de la pluviométrie.

L'évolution du taux de croissances du secteur secondaire laisse apparaître une certaine dynamique sur la période 1995-2007. Cela s'explique en grande partie par le fait que le secondaire est un secteur à très fort taux de valeur ajoutée. Son taux de croissance réel est resté

Graphique 2 : Evolution des contributions sectorielles à la croissance (de 2003 à 2007 en point)



Source : DNSI/Comptes Nationaux du Mali, novembre 2008.

Tableau 5: Evolution de la croissance sectorielle (de 2003 à 2007 en %)

Taux annuel de croissance	2003	2004	2005	2006	2007	moyenne 2003-2007
Secteur primaire	19,5%	-4,1%	6,6%	4,3%	2,5%	5,8%
Secteur secondaire	-8,6%	2,7%	8,2%	8,3%	-4,6%	1,2%
Secteur tertiaire	6,9%	7,1%	4,6%	9,4%	10,4%	7,7%
PIB aux prix du marché	7,6%	2,3%	6,1%	5,3%	4,3%	5,1%

Source : DNSI/Comptes Nationaux du Mali, novembre 2008.

Tableau 6: Contributions sectorielles à la croissance économique (de 2003 à 2007 en point)

ANNEE	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne 2003-2007
Secteur primaire	6,39	-1,48	2,27	1,48	0,84	1,90
Secteur secondaire	-2,15	0,58	1,75	1,27	4,23	1,14
Secteur tertiaire	3,38	3,15	2,12	1,97	4,23	2,97
Taux de croissance réel de l'économie	7,6%	2,3%	6,1%	5,3%	4,3%	5,12%

Source : DNSI/Comptes Nationaux du Mali, novembre 2008.

secteur tertiaire qui apporte à lui seul environ 3 points dans la croissance totale. Les contributions des secteurs primaire et secondaire ont représenté respectivement 1,9 point et 1,1 point. La tendance à la

baisse de la contribution du primaire est fondamentalement liée aux difficultés que connaît la filière coton ces dernières années.

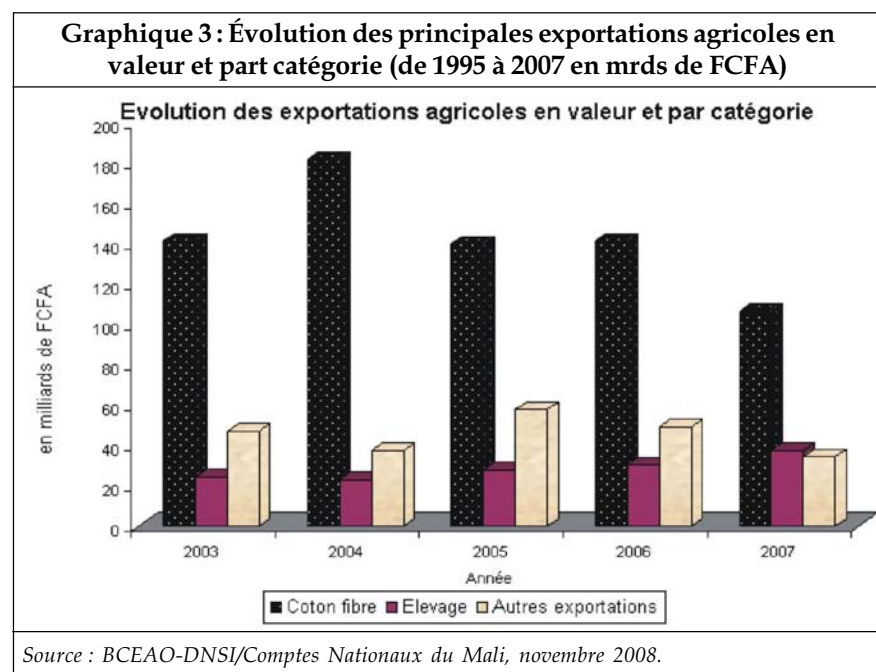


Tableau 7 : Evolution des exportations entre 2003 et 2008 en valeur (en mrd de FCFA) et en variation					
EXPORTATIONS	2003	2004	2005	2006	2007*
COTON	144,295	184,9	143,1	143,4	107,3
Part dans le total en %	26,8	36,1	24,8	17,7	14,7
ANIMAUX VIVANTS	24,5	22,9	27,8	30,2	37,6
Part dans le total en %	4,5	4,5	4,8	3,7	5,1
ARACHIDES	0,248	0,2553	0,267	0,294	0,348
Part dans le total en %	0,0460	0,0498	0,046	0,036	0,048
MANGUES			0,7606	1,7116	1,5997
Part dans le total en %			0,1319	0,2111	0,2190
PEAUX & CUIRS	5,139	3,460	3,108	1,105	0,672
Part dans le total en %	0,953	0,675	0,539	0,136	0,092
POISSONS	1,621	1,679	1,683	0,146	0,440
Part dans le total en %	0,301	0,327	0,292	0,018	0,060
AMANDES DE KARITE	1,645	1,754	1,613	0,323	2,296
Part dans le total en %	0,305	0,342	0,280	0,040	0,314
DIVERS	34,9	27,3	43,4	47,7	34,4
TOTAL	539,3	512,8	576,575	810,7	730,5
Variation	-11,6	-4,9	12,4	40,6	-9,9
* Estimations					
Source : BCEAO, 2008					

Principales importations et exportations agricoles

Exportations agricoles

Les exportations agricoles concernent notamment le coton et le bétail pour le cas du Mali. De 2003 à 2006, à la faveur de la dévaluation du franc CFA, les d'exportation de coton ont enregistré un regain de compétitivité.

Le coton est resté de 1995 à 1999, le principal produit d'exportation du Mali (voir graphique ci-dessous). La valeur du coton fibre a représenté en moyenne 50,5% des exportations totales de marchandises au cours de cette période, soit un apport moyen de 142,6 milliards de FCFA par an. Sur la même période, les exportations des produits de l'élevage étaient de 11,8% du total des exportations de marchandises.

Avec la crise du coton, les pays producteurs commencent à avoir de sérieux problèmes socio-économiques et financiers. Ainsi, les alternatives reposent sur les nouvelles potentialités telles que le riz, l'arachide et les nouveaux produits comme le Karité et la mangue qui commencent à évoluer très favorablement. Ainsi la valeur de la mangue est passée de 0,131% des exportations totales à 0,219% en 2007. Pour le karité, cette proportion a été de 0,280% en 2005 et 0,314% en 2007. Ces nouveaux produits sont destinés¹² à la sous-région de l'Ouest africain, à l'Europe (Danemark, Grande Bretagne, France, Pays Bas, Suède, Allemagne, Suisse, Espagne, Luxembourg, etc.), à l'Asie

(Arabie Saoudite, Japon, Chine, Hong Kong, etc.), à l'Amérique (USA, Canada, etc.), au Maghreb (Libye, Maroc, Algérie, etc.).

Importations agricoles

La structure des importations de marchandises du Mali n'a pas connu de changement notable ces dernières années. Elle confirme la place dominante des machines et véhicules qui représentaient en moyenne 22,7% des exportations totales entre 2003 et 2008. Ils sont suivis par les produits pétroliers avec 21,9% devant les produits alimentaires et les produits chimiques, avec respectivement 15,9% et 14,5% sur les cinq dernières années. Quant aux autres biens de consommation, leur part dans les importations totales est ressortie à 9,5% entre 2003 et 2008.

Selon la nomenclature de la DNSI (statistique du commerce extérieur, bulletin annuel 2002), les principales productions agricoles importées sont :

- les produits alimentaires : ils sont essentiellement constitués des poissons et des crustacés, des œufs d'oiseaux, des légumes, des fruits, des tubercules du sucre, des épices, de la cola, des céréales dont

le riz, du lait en poudre, du thé/café, du tabac et des boissons (alcoolisés et non alcoolisés) ;

- les textiles et cuirs : ils représentent les vêtements, les tissus, les fibres, les fils, les tapis, la laine, les chaussures, les sacs, les ceintures, etc. ;
- les machines et véhicules : ils concernent tous les équipements dont ceux qui rentrent dans le cadre des aménagements agricoles, dans l'irrigation, et les machines agricoles (tracteurs, motoculteurs, motopompes, batteuses, etc.) ;
- les matériaux de constructions : sont relatifs au ciment et autres produit entrant dans les l'aménagement agricole et à l'irrigation ;
- les produits chimiques et pharmaceutiques : ils concernent les engrais, les insecticides/herbicides, le savon, etc. ;
- les produits pétroliers : ils représentent surtout le gasoil, l'essence, l'huile moteur, etc. ;

Ces produits sont de véritables concurrents de la production locale. En effet ils viennent généralement de pays d'Asie pour lesquels la structure de production nationale n'est pas compétitive pour supporter la pression concurrentielle.

Tableau 8 : Evolution des importations entre 2003 et 2008 en valeur (en mrds de FCFA) et en variation annuelle (en%)

IMPORTATIONS	2003	2004	2 005	2006	2007*
PRODTUITS ALIMENTAIRES	124,347	98,373	130,8	172,0	155,3
<i>Part dans le total en %</i>	<i>17,08</i>	<i>13,7</i>	<i>15,8</i>	<i>18,1</i>	<i>14,8</i>
TEXTILES & CUIRS	20,2	11,4	9,8	9,9	25,0
<i>Part dans le total en %</i>	<i>2,78</i>	<i>1,6</i>	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>2,4</i>
MACHINES & VEHICULES	194,0	160,1	148,9	209,2	257,8
<i>Part dans le total en %</i>	<i>26,65</i>	<i>22,3</i>	<i>18,0</i>	<i>22,0</i>	<i>24,6</i>
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	85,5	109,5	109,6	132,3	147,5
<i>Part dans le total en %</i>	<i>11,75</i>	<i>15,3</i>	<i>13,3</i>	<i>13,9</i>	<i>14,1</i>
PRODUITS CHIM.& PHARM.	122,2	111,9	116,0	116,8	143,6
<i>Part dans le total en %</i>	<i>16,78</i>	<i>15,620</i>	<i>14,1</i>	<i>12,6</i>	<i>13,7</i>
PRODUITS PETROLIERS	130,2	152,2	196,0	233,0	232,6
<i>Part dans le total en %</i>	<i>17,88</i>	<i>21,2</i>	<i>23,8</i>	<i>24,5</i>	<i>22,2</i>
DIVERS	51,55	73,000	114,0	79,2	86,1
	7,08	10,19	13,82	8,32	8,21
TOTAL	727,980	716,374	825,10	952,432	1 047,90
Variation des exportions totales	13,8	-1,6	15,2	15,4	10,0
* Estimations					
Source : BCEAO, 2008					

L'évolution de la balance des paiements du Mali entre 2003 et 2007 montre une situation de déficit chronique qui se dégrade d'une année à l'autre. Cette situation de déficit s'explique par la faiblesse des produits d'exportations (seulement trois produits à faible valeur ajoutée) face à au moins cinq catégories de produits industriels à grande valeur ajoutée.

Pour ce qui concerne le taux de couverture des importations par les exportations, il était en moyenne de 80% entre 2002 et 2006.

Cadre de politique économique dans le domaine de la commercialisation et de la tarification des produits agricoles

La sécurité alimentaire constitue un objectif majeur de la politique agricole au Mali. Différentes politiques ont été tentées pour l'atteindre. D'abord, la politique interventionniste de l'Etat des années 60 aux années 80 au cours desquelles les prix étaient fixés par l'Etat, à travers l'Office des produits agricoles du Mali (OPAM) qui en même temps assurait la commercialisation des céréales. Cette fixation des prix devait permettre de fournir des céréales aux zones urbaines à des prix bas et d'offrir en même temps des prix incitateurs aux agriculteurs. Toutefois, cette politique a montré ses limites à partir des années 80 avec une chute de la production céréalière, un mauvais approvisionnement des populations et une explosion du déficit accumulé de l'OPAM.

Par la suite, le pays s'est engagé dans une politique de libéralisation du marché des céréales avec notamment la mise en œuvre du Programme de restructuration du marché céréalier (PRMC). Aujourd'hui, le marché des céréales, à l'instar des autres marchés, est totalement libéralisé depuis 1992. De ce fait, les prix des céréales sont fixés non plus par des structures étatiques mais par les conditions de l'offre et de la demande.

Questions d'économie politique et de stratification sociale dans l'agriculture

Les stratégies pour atteindre les objectifs du CSCR dans le secteur du développement rural (agriculture, élevage, pêche, agroforesterie) visent l'augmentation et la diversification de la production agricole, l'amélioration des revenus des populations par une meilleure organisation du marché des aliments de base et le développement de la transformation des produits locaux.

En ce qui concerne les secteurs du développement rural, les défis à relever peuvent se résumer à :

- la disponibilité et la maîtrise de l'eau ;
- le financement de l'agriculture ;
- l'accessibilité aux facteurs de production

(matériels agricoles, produits phytosanitaires, semences et intrants) ;

- la valorisation, la diversification et une meilleure commercialisation des productions rurales ;
- la protection des végétaux ;
- la protection et la sauvegarde de l'environnement (urbain et rural) ;
- l'encadrement technique et la responsabilisation des producteurs ruraux ;
- l'accès au foncier.

Pour la mise en œuvre de cette stratégie deux grands programmes ont été élaborés :

- le Programme national de sécurité alimentaire, qui vise à accroître la sécurité alimentaire au niveau des 166 communes les plus vulnérables, prioritairement à travers les petits aménagements, l'intensification et la diversification des productions, l'amélioration de la commercialisation et la transformation, de la conservation des productions et de leur meilleure utilisation, la prévention et la gestion des crises alimentaires ;
- le Programme de renforcement du système national de maîtrise des risques alimentaires, qui vise à consolider et adapter aux nouveaux objectifs et environnement institutionnel le Programme de restructuration du marché céréalier, une expérience de coopération réussie dans la prévention et la gestion de l'urgence et du conjoncturel en matière de sécurité alimentaire.

Les secteurs du développement rural, qui sont les véritables leviers de la croissance économique du Mali, doivent contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire, à l'accroissement des revenus des producteurs ruraux donc à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Pour cela le Gouvernement a adopté une Loi d'orientation agricole (LOA) qui est venue s'ajouter au Schéma directeur pour le développement rural (SDDR).

En plus de ces outils d'orientation, les domaines prioritaires retenus pour que le secteur du développement rural contribue à la réalisation des objectifs du CSLP II sont :

- le développement des filières de productions agricoles, pastorales, piscicoles et forestières ;
- la promotion de la mécanisation agricole ;
- la préservation, la gestion des ressources naturelles et de la faune sauvage ;
- la promotion des emplois ruraux et la lutte contre le chômage des jeunes.

Les mesures d'accompagnement se rattachant à ces domaines prioritaires sont relatives (i) à la création d'un cadre juridique et institutionnel favorable au développement du secteur rural, (ii) au développement de l'accès au financement des

producteurs et opérateurs des filières, (iii) à l'accompagnement des filières par une recherche/vulgarisation orientée par la demande des producteurs et du marché et respectueuse de l'environnement et (iv) au désenclavement des zones de production et des grands marchés ruraux.

Politique industrielle

L'activité industrielle est suivie à travers l'indice de la production industrielle, calculé par la Direction nationale de la statistique et de l'informatique, ainsi que celui de la BCEAO.

Il ressort de l'évolution de l'indicateur de la BCEAO que l'activité industrielle au Mali enregistre une certaine morosité. Cette évolution défavorable de l'activité industrielle est essentiellement imputable à la branche « activités extractives » et dans une moindre mesure à l'activité de la branche « industrie manufacturière » dont les volumes produits ont diminué. La branche « production et distribution d'électricité » quant à elle, est en augmentation.

Le secteur des industries est confronté à d'énormes défis parmi lesquels : i) la lutte contre la fraude, la contrefaçon et autres pratiques de concurrence déloyale ii) les difficultés d'émergence d'entreprises industrielles pour la transformation des produits locaux.

Pour relever ces défis, les solutions retenues par la politique industrielle sont : i) la mise en place d'un fonds de promotion des investissements, ii) le développement des zones industrielles, iii) le développement des infrastructures routières nécessaires à la distribution de la production nationale, iv) l'intensification de la lutte contre la concurrence déloyale (notamment la contrefaçon) et les pratiques anticoncurrentielles, v) la restructuration et la mise à niveau des entreprises industrielles, vi) la promotion de la qualité et normes ainsi que vii) le développement de nouveaux pôles industriels.

Selon le recensement industriel de 2006, le parc industriel était composé de 406 unités industrielles dont 343 en activité, 18 à l'arrêt, 44 fermées et 1 liquidée. La majorité des entreprises était localisée à Bamako en 2006 (66,2%) malgré une légère baisse par rapport à 2003 (69,6%). La région de Sikasso (avec 11,4%) venait de loin avant les autres régions. Les régions du Nord sont les moins nanties en unités industrielles.

En ce qui concerne la taille, 85% des entreprises industrielles emploient moins de 50 personnes. Seulement 4% des entreprises emploient 200 personnes ou plus. Le nombre de grandes entreprises reste extrêmement limité (15%) dans le tissu industriel.

Plusieurs d'entre elles connaissent des difficultés pour n'avoir pas su s'adapter à la concurrence mondiale. Aussi, leur effet sur le reste de l'économie est encore très faible.

La plupart des concentrations d'entreprises industrielles se trouvent dans les activités de fabrication des produits alimentaires (62%) et dans la branche édition, imprimerie et reproduction (13%). Les entreprises relevant du domaine minier représentaient 2,6% du total des entreprises en activités en 2006 contre 2,3% pour les entreprises du domaine de l'énergie et de distribution d'eau.

Le marché intérieur malien est envahi par toute une série de produits contrefaits et dont la commercialisation se fait de façon déloyale, ce qui entrave la commercialisation des productions locales.

Au total, 309 entreprises connaissaient des difficultés de fonctionnement sur les 343 en activités en 2006.

Le secteur industriel est dominé par les activités relatives à la boulangerie, l'imprimerie, la menuiserie métallique qui sont classées en économie moderne dans l'artisanat. Ce qui laisse entendre que l'industrie malienne ne repose que sur des sociétés en lien étroit avec la branche du commerce qui se développent au détriment des investissements productifs.

A l'exception des entreprises minières, l'industrie malienne ne réalise qu'un niveau d'investissement annuel moyen compris entre 100 et 150 millions de FCFA. Ainsi, avec une prépondérance de micro entreprises peu performantes, l'industrie malienne participe peu à la croissance économique.

Environ une entreprise sur cinq, soit 21% des entreprises industrielles, ont un chiffre d'affaires annuel égal ou supérieur à 1 milliard de FCFA. Les capacités installées sont sous utilisées, des unités évoluant à moins de 50% de leur capacité.

Les entreprises industrielles maliennes souffrent d'un grand déficit de compétitivité. En effet, le parc industriel est très vétuste et la participation des unités industrielles à l'innovation technologique est faible en raison des contraintes économiques. Aussi, malgré un code des investissements incitatifs pour les investissements, notamment les avantages fiscaux qu'il accorde, le développement industriel est fortement entravé par la lourdeur administrative dans la délivrance des autorisations et l'accomplissement des formalités administratives dans la création d'entreprise.

Notons que l'industrie malienne, bien que recelant des potentiels énormes de développement et des avantages comparatifs/compétitifs, reste dans

Tableau 9 : Analyse des Forces, des Faiblesses, des Opportunités et des Menaces du secteur industriel

<p align="center">Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • existence de la volonté politique de faire du secteur privé le moteur de la croissance économique • existence d'un code des investissements attractifs • Simplification des procédures de création des unités industrielles • Suivi régulier des unités • Existence de projets porteurs dans le domaine industriel notamment le programme de restructuration et de mise à niveau des entreprises industrielles et le projet d'Appui au Financement des PME • Identification des filières porteuses • Existence d'un cheptel important 	<p align="center">Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des zones industrielles viabilisées • Faible compétitivité des unités industrielles • Manque de cohérence entre le système de formation professionnelle et les possibilités réelles d'emploi • Insuffisance des ressources humaines qualifiées • Faible niveau d'instruction des promoteurs d'entreprises dans les techniques managériales • Vétusté des machines et équipements industriels • Insuffisance des infrastructures de communication et de transport
<p align="center">Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Existence des investisseurs potentiels • Amélioration du climat des affaires par la mise en place d'un guichet unique pour les formalités administratives de création d'entreprises et la mise en place d'une agence pour la promotion des investissements • Existence d'un marché national et régional porteurs • Disponibilité des produits agroalimentaires sur le marché local • Environnement sociopolitique apaisé 	<p align="center">Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de financement des projets industriels • Impacts négatifs de la mise en œuvre des accords de partenariat UE/ACP • Non disponibilité des matières premières • Fraudes et la concurrence déloyale face à l'ouverture de marché • Préférence des produits étrangers par les consommateurs nationaux • Insuffisance énergétique
Source : DNI	

l'ensemble une industrie agroalimentaire et de subsistance qui n'est pas en mesure d'accéder aux marchés plus rémunérateurs et d'engranger un véritable développement industriel avec des emplois et des revenus décents notamment pour les femmes et les jeunes.

L'objectif global de la nouvelle politique industrielle est d'atteindre un développement industriel ordonné, rapide, durable et équilibré permettant de créer des emplois industriels et d'accroître la part du secteur manufacturier dans le Produit Intérieur Brut (PIB). Il est donc attendu du secteur industriel, une plus grande contribution à la croissance économique du pays à travers la transformation des productions du secteur rural que sont les fruits et légumes, les oléagineux, le bétail et la viande, les cuirs et peaux et les fibres textiles (coton et autres). Les mesures d'accompagnement ciblées sont relatives à :

- la mise en place d'un fonds de promotion des investissements ;
- le développement des zones industrielles viables à travers un schéma d'aménagement industriel opérationnel ;

- le développement des infrastructures routières nécessaires à la distribution de la production nationale ;
- l'intensification de la lutte contre la concurrence déloyale et la contrefaçon ;
- la restructuration et la mise à niveau des entreprises industrielles ;
- la promotion de la qualité et des normes ;
- le développement des nouveaux pôles industriels.

La politique industrielle du Mali comprend, de nos jours, une composante nationale et une composante communautaire de l'UEMOA. Ces deux grands éléments participent harmonieusement à l'émergence d'un tissu industriel de plus en plus dense et concurrentiel. En effet, sous l'impulsion de cette politique, le tissu industriel du pays s'est fortement enrichi : passant de seulement 34 établissements en 1960 à 343 unités¹³ en 2006, tout en étendant son champ largement au delà du secteur agroalimentaire et renforçant par ce fait la concurrence dans les différents secteurs. De plus, il existe désormais une concurrence entre les unités nationales et leurs homologues du reste de l'espace UEMOA.

Composante nationale

L'industrie a toujours préoccupé les pouvoirs publics successifs, avec toutefois des différences au niveau des objectifs et stratégies (voir Encadré 1).

Les programmes en cours en faveur du secteur sont contenus dans la politique industrielle adoptée en 2004 par le Gouvernement. A ce niveau, il s'agit de relever les principaux défis parmi lesquels i) l'émergence d'entreprises industrielles compétitives et capables de transformer les produits locaux, ii) l'instauration de pratiques commerciales loyales et non restrictives.

Ainsi, a été institué en 2004 le Programme de restructuration et de mise à niveau des entreprises industrielles. Il vise à améliorer la gestion et la compétitivité des entreprises ; afin de les mettre dans

les meilleures conditions face à la mondialisation et à l'intégration sous-régionale. 20 entreprises industrielles sont concernées dont 10 entreprises pour le volet restructuration ou réhabilitation et 10 entreprises pour le volet «mise à niveau».

Diverses structures publiques d'appui à l'industrialisation ont été mises en place dont l'Agence pour l'aménagement et la gestion des zones Industrielles (AZI-SA) en vue de permettre aux investisseurs d'accéder à des parcelles à usage industriel, viabilisées au moindre coût.

De même, le Fonds de développement économique avec un volet dénommé « Projet d'Appui au Financement des Petites et Moyennes Entreprises » a vu le jour avec comme mission l'administration des lignes de crédits, des subventions et des dotations

Encadré 1: Evolution de la politique industrielle

Il peut être distingué les politiques ci-après :

- Politique de 1960-1968 : volontariste, elle est marquée par la mise en place des Sociétés et entreprises d'Etat (SEE). L'objectif était de contribuer à l'édification d'une économie indépendante ; la fonction des SEE étant de produire des biens de large consommation et de contribuer à l'accumulation du capital nécessaire aux investissements productifs.

Cette politique a conduit à l'implantation d'unités publiques, qui ont constitué pendant longtemps le noyau principal des industries dans le pays.

- Politique de 1968-1980 : poursuite des SEE, création du Centre d'études et de promotion des industries (CEPI) en 1976, mise en place d'un nouveau code des investissements, redéfinition des objectifs de la Direction nationale des industries de façon à mieux se consacrer aux études technico-économiques des projets, ouverture au libéralisme (aux investissements privés).

La période est aussi marquée par le regroupement en association nationale des commerçants, entrepreneurs et industriels pour la promotion des industriels maliens.

- Politique de 1980-1990 : adoption du premier schéma directeur de l'industrialisation (en 1986 et revu en 1990), renforcement du désengagement de l'Etat.

Avec le schéma d'industrialisation, les perspectives d'avenir s'y dessinent et le modèle préconisé est relié aux options fondamentales de développement. Pour chaque option, l'industrie a son rôle à jouer : transformation des céréales, fabrication d'intrants pour l'agriculture, des systèmes d'exhaure ou de matériels liés aux aménagements hydro agricoles. Dans ce modèle, on cherche à imposer l'industrialisation rurale.

Par ailleurs, dans le cadre de son désengagement, il est fortement recommandé à l'Etat de veiller à la mise en place d'un environnement propice à l'émergence et au développement de l'industrie, notamment dans les domaines suivants : énergie, banque à vocation industrielle, mobilisation de l'épargne locale, infrastructures physiques de la zone industrielle, fiscalité.

- Politique de 1990 -2002 : mise de l'accent sur l'institution d'un environnement favorable, création du Centre national de promotion de l'investissement (CNPI), du Guichet Unique (pour l'accomplissement des formalités de création des entreprises et l'approbation au code des investissements), de l'Agence pour l'aménagement et la gestion des zones industrielles (AZI), du Fonds de développement économique), facilitation de la création de PMI.
- Politique à partir de 2002 : industrialisation rapide et soutenue sur la base des productions agro- sylvo-pastorales. Cette politique est contenue dans le document de politique d'industrialisation élaboré par le ministère en charge des Industries, lui-même dicté par la lettre de Cadrage du 23 octobre 2002 complétée par la feuille de route du 5 mai 2004.

destinées au financement des besoins d'investissement des secteurs porteurs de l'économie, en soutenant les établissements financiers agréés.

Parallèlement à ces mesures spécifiques, des programmes de portée générale à même d'inciter fortement l'industrialisation sont également mis en œuvre : le Programme ambitieux de réalisation d'infrastructures portant sur plus de 700 milliards de F.CFA sur la période 2007-2012 et la nouvelle loi sur la concurrence. Ainsi, seront réunies les conditions nécessaires à la distribution de la production nationale et à la concurrence saine.

Politique Communautaire

La stratégie communautaire de promotion industrielle vise à permettre la réalisation du marché commun et renforcer la compétitivité des économies des pays membres. Elle s'appuie plus sur l'instrument fiscal.

Ainsi, le commerce intra-communautaire des produits du cru et de l'artisanat traditionnel est exonéré de tous droits et taxes à l'entrée des Etats membres. Les produits industriels originaires de l'Union, agréés, bénéficient d'une préférence par rapport aux produits de l'espèce importés des pays tiers.

Les produits industriels originaires de l'Union, non agréés, eux, bénéficient lors de l'importation dans un Etat membre, d'une réduction de 5% des droits d'entrée applicables aux produits de l'espèce, originaires des pays tiers. Le droit d'entrée sur les produits des pays tiers est régi par un tarif extérieur commun (TEC).

Afin d'atténuer l'impact de l'abaissement des taux des droits d'entrée sur les importations en provenance des pays tiers sur le secteur industriel, des mécanismes temporaires sont prévus : Taxe dégressive de protection (TDP) et Taxe conjoncturelle à l'importation (TCI).

Processus de libéralisation unilatérale et ses conséquences sur la concurrence

De la période allant de l'indépendance au début des années 80, le modèle économique dirigiste a prévalu. L'Etat contrôlait notamment la commercialisation des produits et le niveau des prix. Au moyen d'agréments et d'autorisation, l'administration réglementait la quasi-totalité des activités économiques.

Ce système a montré ses limites avec l'apparition de la crise économique de la fin des années 70 (chute de la production, déficit financier des entreprises publiques particulièrement des organismes de commercialisation, multiplication des marchés noirs...). Pour sortir des difficultés, le pays a opté pour l'économie de marché et engagé, dans le cadre des programmes d'ajustement structurel (PAS), une vaste

Réforme à partir de 1982: réforme de l'administration publique, réduction du déficit budgétaire, privatisation, libéralisation du commerce (intérieur et extérieur) et des activités agricoles, politique d'aménagement du territoire et des infrastructures, promotion du secteur privé et de l'investissement privé (national et étranger), allègement de la réglementation du travail.

De même, une ordonnance instituant la liberté des prix et de la concurrence a été promulguée en 1992; ce texte a été révisé en juillet 2007, pour mieux affirmer l'économie de marché, renforcer la protection des consommateurs et doter le pays d'un cadre juridique conforme aux normes de l'UEMOA et de l'OHADA.

Le processus, qui se poursuit encore, a permis la constitution d'un secteur privé assez significatif et un environnement de plus en plus favorable à une concurrence entre les acteurs. En effet, les statistiques¹⁴ disponibles estiment à près de 25.000 le nombre d'entreprises enregistrées au Mali en 2005, dont environ 7.500 en activité. La grande majorité de ces entreprises sont de petite taille, donc incapables d'influencer significativement le marché.

Cependant, au regard d'autres caractéristiques, la concurrence a tendance à s'exercer plus aux niveaux ci-après :

- distribution, la quasi- majorité des entreprises évoluant dans le commerce ;
- district de Bamako, plus des 2/3 des entreprises du pays y sont concentrées.

Par ailleurs, la nouvelle orientation de l'économie a entraîné le développement du secteur informel touchant près de 65% du PIB¹⁵: Plus de 70% du secteur tertiaire et environ 25% du secteur secondaire sont aussi dans le secteur informel, ce qui exerce une forte concurrence sur le secteur formel. Mais, cette concurrence est plus de nature déloyale, puisque par définition l'informel échappe à toute réglementation, impôt, etc.

Politique commerciale

Analyse et implications sur la concurrence

Les principaux instruments de la politique commerciale sont le Code de commerce (adopté en 1992), le Tarif extérieur commun de l'UEMOA (TEC) et les mesures prévues dans les textes du commerce extérieur notamment le Décret n°00-505/P6RM du 16 octobre 2000.

D'autres instruments comme les mesures de défense commerciale (mesures de sauvegarde, mesures antidumping), les accords préférentiels (bilatéraux et

multilatéraux), la réglementation de la concurrence et la fiscalité intérieure sont aussi utilisés.

Les efforts entrepris par le pays depuis les années 1980 en vue d'améliorer et alléger ces instruments, se sont traduits par une simplification du cadre législatif et réglementaire, une abolition de monopoles, l'adoption et l'application d'une Loi sur la concurrence et la création d'une Direction chargée de la concurrence. Les barrières tarifaires et non tarifaires ont été supprimées dans le cadre des mesures de libéralisation adoptées par l'OMC. Ces acquis sont préservés et consolidés par la participation aux activités sous-régionales et régionales.

Il en a résulté une large ouverture des marchés intérieur et extérieur. Ainsi, à titre illustratif, le taux d'ouverture¹⁶ du pays a fortement progressé passant de 57,3% en 1995 à 73,4% en 2002. Ceci a contribué à maintenir une pression concurrentielle potentielle, par l'installation de milliers d'opérateurs privés nationaux et étrangers¹⁷ dans les différents secteurs de l'économie.

Impact des questions de l'OMC sur la concurrence

Le traitement des questions de l'OMC (examen de la politique commerciale, notifications, respect des obligations, négociations commerciales) a contribué à :

- supprimer la réglementation des restrictions quantitatives au commerce extérieur ;
- respecter les notifications ;
- alléger la procédure des licences import/export, par la création d'un guichet unique au niveau du commerce extérieur ;
- assainir la situation des entreprises publiques ;

L'observation des questions de l'OMC, en rendant le marché national plus ouvert, libre et prévisible, a contribué fortement à l'émergence et au maintien de la pratique concurrentielle dans le pays. Toutefois, l'économie est devenue plus fragile, du fait notamment de la concurrence déloyale pratiquée par les sociétés multinationales et par l'octroi de subventions à leurs exportateurs par certains pays développés.

Accords de Partenariat Economique (APE) et la concurrence

Le Mali est impliqué dans les négociations régionales avec l'Union européenne (UE) dans le cadre des Accords de partenariat économique (APE), qui visent à remplacer les préférences commerciales non réciproques par des zones de libre-échange.

Toutefois, les APE ne sont pas encore signés en raison notamment de la méfiance des ACP. En effet, ces

derniers, sur la base de résultats d'études d'évaluation montrant des impacts négatifs possibles du partenariat envisagé sur leurs économies, sont réticents à conclure un accord.

Par exemple, DUPAIGRE et al (2004) estiment que le secteur de l'agriculture sera négativement touché ; une déstructuration de plusieurs filières agricoles est évoquée avec son lot de conséquences socio-économiques pour les populations rurales et pour les industriels africains. Dans le cas particulier du Mali, en plus des perturbations de l'économie, les auteurs estiment que la mise en œuvre des APE pourrait soulever un certain nombre de problèmes dont ceux relatifs à la concurrence induite par l'application du principe de réciprocité.

Par ces accords, la concurrence devrait être accrue, mais elle ne fait pas encore l'objet de négociations. Les parties conviennent cependant que les pratiques commerciales restrictives de la concurrence sont susceptibles d'affecter le bon fonctionnement des marchés et amoindrir les avantages escomptés de la libéralisation des échanges.

A ce titre, une éventuelle coopération est envisagée dans les domaines suivants : a) la mise en place des cadres réglementaires de la concurrence aux niveaux national et régional ; b) l'appui financier et technique, en vue du renforcement des capacités des administrations nationales et régionales en matière de réglementation et de mise en œuvre des règles de concurrence ; c) la formation du personnel judiciaire et des structures nationales et régionales chargées de la régulation et du contrôle de la concurrence dans la région Afrique de l'Ouest ; d) l'échange mutuel d'expériences et d'informations sur la gestion des contentieux liés à l'application des règles de concurrence ; les régimes d'aide publique et de subventions, en particulier ceux susceptibles de créer des distorsions à la concurrence, les pratiques anticoncurrentielles observées sur leurs territoires respectifs ; e) l'assistance mutuelle, en vue de prévenir et de sanctionner les pratiques anticoncurrentielles des entreprises multinationales opérant sur leurs territoires respectifs.

Accords commerciaux régionaux

Le pays est aussi engagé dans les processus simultanés et parallèles de libéralisation et d'intégration mis en place par différents groupements d'intégration sous-régionale comme la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) depuis 1993 et l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1994.

Ces deux groupements font de la question de concurrence un élément essentiel : le Traité de

l'UEMOA déclare dans son préambule la détermination des Etats membres à se conformer aux principes d'une économie de marché ouverte, concurrentielle et favorisant l'allocation des ressources et, partant, la nécessité de la prise en compte d'une politique de la concurrence (Article 88 du Traité et Règlement n°02/2002/CM/UEMOA relatif aux pratiques anticoncurrentielles à l'intérieur de l'Union économique et monétaire ouest-africaine). La CEDEAO reprend à son compte l'expérience de l'UEMOA en matière de concurrence, avec toutefois des différences dans la mise en œuvre.

Autres accords multi ou bilatéraux

Le Mali entretient également des relations commerciales particulières avec les pays ou groupes de pays, qui procurent des marchés potentiels: les Etats-Unis, dans le cadre de l'AGOA (African Growth opportunity Act), la CEN-SAD et le Royaume du Maroc, à travers des accords de commerce et d'investissement.

Initiative Coton

Le dossier coton est né à l'OMC suite à une proposition de réduction de la pauvreté soumise en avril 2003 par quatre pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre qui sont le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad, appelés plus tard les « pays du C4 ».

Cette initiative, dite «Initiative sectorielle en faveur du coton», est basée sur deux points essentiels, à savoir : i) la mise en place à la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún en 2003 d'un système de réduction de soutien à la production cotonnière en vue de son élimination totale, ii) la prise de mesures transitoires sous forme d'indemnisation financière au profit des Pays les Moins Avancés (PMA) pour compenser les pertes de ressources qu'ils subissent en attendant l'élimination totale du soutien à la production cotonnière.

L'initiative est perçue sous deux aspects :

- un aspect commercial relatif à la question des subventions, qui est traité dans les négociations commerciales à l'OMC ;
- un aspect de développement lié à la question de compensation financière, auquel la Banque mondiale, le FMI et d'autres partenaires multilatéraux en rapport avec l'OMC tentent de donner une réponse adéquate aux pays auteurs de l'initiative sectorielle en faveur du coton.

Il n'existe pas encore d'accord sur l'initiative sectorielle du coton. Pour les pays du C4, le sort du Cycle de Doha reste lié au dossier coton. Ils continuent de réitérer la nécessité et l'urgence de la mise en place d'un filet de sauvetage pour la gestion des pertes de

revenus par les pays africains, qui résultent des fluctuations des cours du coton sur le marché international.

Privatisation et réformes réglementaires

Directives, objectifs et processus de la privatisation

Dans le cadre de l'accompagnement de son choix de l'économie libérale et convaincu du besoin d'adopter une démarche de développement axée sur le secteur privé, le Mali a décidé à partir de 1980 de faire de ce secteur le moteur de l'économie. Cette volonté s'est traduite, entre autres, par le désengagement de l'Etat des activités économiques marchandes (voir Encadré 2). A ce titre, 77 entreprises publiques ont été liquidées ou privatisées, 5 sont en cours de privatisation¹⁸.

Les principes fondamentaux de cette privatisation sont énoncés par la loi 94-41 du 22 août 1994 qui en définit les conditions, modalités et mécanismes administratifs. Aux termes de cette loi, les opérations de privatisation sont autorisées par un décret pris en Conseil des ministres, mises en œuvre et suivies par la Direction générale de l'administration des biens de l'Etat.

Le processus suivi est le suivant : i) ouverture du capital, ii) mise en place d'un groupe technique d'appui à l'opération (GTA), iii) recrutement d'un conseiller à la privatisation, iv) lancement de l'appel d'offre (afin d'acquiescer un partenaire stratégique), v) dépouillement des offres, vi) adjudication, vii) signature du contrat de cession (sous réserve de la réalisation de conditions suspensives dont généralement un plan social).

En plus d'alléger le fardeau financier de l'Etat et de créer un environnement favorable à l'apparition du secteur privé, l'exercice vise essentiellement à 1) permettre à l'entreprise d'accélérer son développement dans un environnement concurrentiel, 2) faciliter l'accès au financement, 3) favoriser la promotion du secteur pour accroître sa contribution au développement de l'économie nationale.

Au plan global, l'impact de la privatisation sur la concurrence est perceptible à plusieurs niveaux dont la structure des marchés, la nature des produits et les barrières à l'entrée des marchés.

En effet, la privatisation a :

- apporté un changement radical dans la structure générale du marché : de nos jours, plus 85% des entreprises relèvent du privé ; 60 à 70% de ces entreprises évoluent cependant dans l'informel,

- diversifié et amélioré la qualité des biens et services offerts aux consommateurs, en obligeant les entreprises concernées à s'inscrire désormais dans une logique de performance,
- réduit significativement, voire supprimé, les barrières de protection (monopole, conditions d'accès à l'activité, droits de douane...) et les aides publiques (Exonération fiscale, subvention, octroi de licence exclusive d'importation ...).

Impact de la privatisation sur la concurrence dans certains marchés spécifiques

• Marchés des cigarettes et tabacs

La privatisation de la Société nationale des tabacs et allumettes du Mali (SONATAM) en 2001 n'a pas eu d'impact important sur la concurrence dans le secteur. En effet, la SONATAM continue

Encadré 2: Expérience du Mali en matière de privatisation

Tableau 1: Liquidation de 1979 à 2000

Secteur	Nombre	Entreprise concernée
BTP	2	SEBRIMA (1979), SONETRA (1988)
Industrie manufacture	3	SOCOMA (1978) SOMBEPEC (1981), SOCORAM (1984)
Finances	1	SCAER (1983)
Transports	3	SAT (1984), Air Mali (1987), CMTR (1988)
Services et autres services	6	OCINAM (1989), PVM (1995), SLMTP (1999), ORT (2000), LONAMA (2001)
Commerce	2	SOMIEX (1988), FRUITEMA (1995)
Agriculture -Hydraulique	2	OERHN (1996), ODIMO (1996)
Electricité -Eau	1	CMI (1997)
Mines	1	SONAREM (2000)
Total	21	

Source : Nos calculs à partir des données de la Direction Générale des Biens de l'Etat (2002).

Tableau 2: Quelques entreprises privatisées de 1988 à 2009

Secteur	Nombre	Entreprise concernée
BTP	2	SEMA (1991), OTER (1995)
Industrie manufacture	16	SEPOM (1988), SOCAM (1989), EMAB (1990), FRUITEMA (1990), ITEMA (1990), EDIM (1991), SMECMA (1991), SOCIMA (1991), UCEMA (1991), TAMALI (1993), COMATEX (1994), SEPAMA (1995), ULB (1995), SUKALA (1996), Atelier Ass. Mat. Agr. (1997), EMAMA (1998).
Finances	1	BDM (1989), BIM SA (2008)
Transports	1	RCFM
Services et autres services	18	Hôtel Atlantide Gao (1990), Campement Tombouctou (1990), Motel Sévaré (1990), Campement hôtel Mopti (1990), Trois caïmans (1990), Ensemble hôtelier Sikasso (1990), Hôtel Sangha (1990), BETRAM (1990), SNED (1993), Grand Hôtel (1994), Motel Bamako (1995), Camp. Bandiagara (1996), Camp. Bougouni (1996), Centre Travx Niono (1996), Hôtel Kanaga (1997), CNAR (1998), Hôtel l'Amitié (1998), SOTELMA (2009).
Commerce	4	LPM (1991), PETROSTOCK (1996), Rizeries ODN (1996), Rizeries Dioro (1997).
Agriculture -Hydraulique	-	-
Electricité -Eau	2	Mali Aqua Viva (1996), EDM (2000)
Mines	1	SOGEMORK (1995)
Total	45	

Source : Données actualisées de la Direction Générale des Biens de l'Etat (2002).

Encadré 3: Entreprises à privatiser ou en cours de privatisation			
Nom de l'entreprise	Activité	Statut	Mode de privatisation
Opération puits	Forage	Opération de développement rural	Cession avec participation de 20% de l'Etat
Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP)	Fabrique de médicaments	Société d'Etat	Vente d'actions
Aéroports du Mali	Gestion des aéroports	Entreprise publique d'industrie et de commerce	Cession des actifs à une société de droit privé
Complexe Sucrier du kala supérieur	Production sucre et alcool	Société d'économie mixte	Vente d'actions
Compagnie Malienne de Navigation (COMANAV)	Transport fluvial	Société d'Etat	Vente d'action
<p>Source : Données actualisées de la Direction Générale des Biens de l'Etat (2002)</p> <p>A ces entreprises, il convient d'ajouter la Compagnie malienne de Développement des textiles (CMDT), société d'économie mixte opérant dans la commercialisation du coton.</p>			

de bénéficier d'un monopole de fait sur la production et l'importation des cigarettes et tabacs ; seule l'activité de distribution est ouverte.

- **Marché des tissus**

La privatisation des deux unités de production (ITEMA-Industrie Textile du Mali, en 1990, et COMATEX-Compagnie Malienne des textiles, en 1994) n'a pas entraîné l'installation de nouvelles entreprises dans l'activité industrielle. Par contre, les produits sont désormais fortement concurrencés par ceux issus de l'importation. Cette pression concurrentielle a poussé les deux unités à adopter des politiques de

- diversification et d'amélioration de la qualité de leurs produits ;
- établissement de réseaux de distribution plus efficaces ;
- prix compétitifs, notamment face à l'importation.

- **Marché de l'huile alimentaire**

Sur le marché de l'huile alimentaire, le monopole de la production était détenu par la Société des Huileries Cotonnières du Mali (HUICOMA), société d'Etat. La privatisation de cette société, qui rentre dans le cadre de la restructuration du secteur coton, a vu l'Etat accepter de céder la gestion de l'entreprise à un investisseur privé en 2005 pour assurer la continuité de l'activité industrielle et son développement.

La privatisation a conduit à la libéralisation des activités de production et d'importation d'huile, introduit un climat favorable à concurrence dans

le secteur. En effet, le marché national d'huile alimentaire est, de nos jours, disputé par environ 120 unités de production locales et plusieurs sociétés d'importation. Toutefois, la concurrence sur le prix reste encore limitée voire inexistante. De même, la qualité du produit est l'objet de critiques notamment de la part des associations de consommateurs.

- **Marché financier**

La privatisation de la Banque de développement du Mali (BDM) en 1989 et de la BIM SA en 2008 a permis à ces deux entreprises de mieux se porter sur le marché financier national qui comporte de nos jours 12 établissements bancaires.

Entreprises publiques

L'Etat continue de jouer un rôle dans les secteurs suivants tout en observant une neutralité entre ses entreprises et celles du secteur privé: télécommunications (SOTELMA- Société des Télécommunications du Mali), produits pharmaceutiques (UMPP- Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques, PPM- Pharmacie Populaire du Mali), aéroports (ADM- Aéroports du Mali), transports (COMANAV- Compagnie Malienne de Navigation), agricole (CMDT- Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles), énergie-eau (EDM- Société Energie du Mali), jeux et loisirs (Pmu Mali-Pari mutuel urbain du Mali). Aucun de ces secteurs n'est toutefois fermé à la concurrence. Ainsi, par exemple, le secteur privé a commencé à investir dans les télécommunications (IKATEL, devenu Orange Mali depuis 2003), énergie-eau (Groupe Aga Khan).

La CMDT, l'EDM et les ADM attendent des acquéreurs stratégiques.

Programme de réformes réglementaires

- adoption d'une Loi sur la protection des consommateurs ;
- harmonisation du Code de commerce avec les Actes Uniformes de l'OHADA ;
- harmonisation du droit national avec le droit régional (CEDEAO) de la concurrence.
- adoption d'un nouveau Code des investissements

Impacts de la politique d'investissement sur la concurrence

Politique de l'investissement

La politique de promotion de l'investissement privé productif s'inscrit dans le cadre plus global de la politique de promotion du secteur privé.

Les objectifs particuliers visés sont :

- a) Mobiliser l'épargne nationale ainsi que l'apport de capitaux venant de l'extérieur ;
- b) Créer des emplois nationaux, former des cadres et une main d'œuvre nationale qualifiée ;
- c) Créer, étendre et moderniser les infrastructures industrielles et agro-sylvo-pastorales ;
- d) Encourager l'investissement dans les industries exportatrices et dans les secteurs économiques employant les matières premières et autres produits locaux ;
- e) Créer des petites et moyennes entreprises et développer des micro-entreprises ;
- f) Transférer les technologies nécessaires et adaptées ;
- g) Réaliser des investissements dans les régions les moins avancées du pays ;
- h) Encourager et promouvoir un tissu économique complémentaire ;
- i) Favoriser la reprise, pour réhabilitation, d'entreprises publiques par de nouveaux promoteurs dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques.

Pour réaliser ces objectifs, l'investissement bénéficie d'un droit reconnu et d'un encadrement institutionnel. Ce droit reconnu à l'investissement varie toutefois selon le secteur, la localité, le niveau de l'investissement, etc. Pour traiter ces spécificités, il existe plusieurs codes et lois :

- le Code des investissements (Loi n°91-048/AN-RM du 26 Février 1991, modifiée, portant Code des investissements), couvre les investissements dans les activités non commerciales, minières ou pétrolières ;

- le Code minier (Ordonnance n°99-032/P-RM du 19 août 1999 portant Code minier en République du Mali), bénéficie aux entreprises de recherche et d'exploitation minières ;
- le Code pétrolier (Loi n°04-037/ du 2 août 2004 portant organisation de la recherche, de l'exploitation, du transport et du raffinage des hydrocarbures), s'applique aux entreprises de recherche et d'exploitation pétrolières ;
- le Décret N° 96-030/P.RM fixant les modalités administratives de création d'entreprises ;
- la Loi n° 93-017/ AN.RM portant modification des taux du Droit de Douane (DD) et du Droit Fiscal d'Importation (DFI) sur certain produits à l'importation.

Chacun des codes prévoit, entre autres, les avantages accordés et les garanties (non discrimination entre investisseur national et étranger, droit de transfert des capitaux et des revenus).

L'encadrement de la politique d'investissement est confié à titre principal à l'Agence nationale pour la promotion des Investissements (API- Mali). Elle remplace depuis décembre 2005 le Centre national de promotion des investissements (CNPI). Placée sous la tutelle du ministère chargé de la promotion des investissements, cette nouvelle structure intègre désormais le Guichet Unique, avec comme missions :

- cibler, attirer et susciter l'intérêt des investisseurs potentiels ;
- accueillir, informer, accompagner et assister les investisseurs nationaux et étrangers dans la réalisation de leur projet ;
- faciliter les procédures et démarches administratives notamment à travers le Guichet Unique ;
- délivrer ou faire délivrer les autorisations d'exercice dans les secteurs d'activités ;
- favoriser la création et le développement des petites et moyennes entreprises et aider au développement de partenariats entre les entreprises maliennes et celles des autres pays ;
- contribuer à la planification, à la coordination, à la réalisation et à la régulation des zones industrielles et d'activités économiques ;
- assurer le suivi des actions de promotion des investissements, identifier les obstacles et contraintes et proposer aux autorités compétentes, les mesures nécessaires pour y remédier.

A coté de l'API-Mali, existent d'autres structures, à missions plus générales et transversales, notamment l'Agence pour l'aménagement et la gestion des zones industrielles (AZI), la Cellule d'appui au développement du secteur privé pour la croissance, le Cadre de concertation Etat/Secteur privé avec le Bureau du

Tableau 10 : Entreprises transnationales et leurs activités		
Nom	Pays d'origine	Domaine d'activité
Afribone	Canada	Internet
African Goldfields corporation	Canada	Mines
Air France	France	Transport aérien
Air Liquide/Maligaz	France	Distribution de gaz
Anglo Gold Mali	Afrique du Sud	Mines
Ashanti	Ghana	Mines
Assurances Générales du Mali (AGM)	France	Assurances
Banque Internationale pour le commerce et l'industrie (BICIM)	France	Banque
Barrick gold Mali ltd	Canada	Mines
Brasseries du Mali (BRAMALI)	France	Boissons
Bull Afrique Mali	France	Matériel informatique
Chrysler -Jeep	Allemagne	Automobiles
COLAS Mali	France	Travaux publics
COLINA	France	Assurances
Compagnie malienne pour le développement des textiles (COMATEX)	Chine	textil
Complexe sucrier du kala supérieur (SUKALA)	Chine	Industrie sucrière
Consolidated mining corporation (CMC) Oliver gold corporation	Canada	Mine
COPREXIM	France	Bureautique
Dielsel électrique service (DES)	France	Lignes électriques et télécommunications
DUPE	France	Commerce
EGCC	France	Expertise comptable
EMBALMALI	Côte d'Ivoire	Emballage et conditionnement
Experco International SARL	Canada	Internet
Faraco	Chine	Agro-alimentaire
Générale alimentaire malienne	Sénégal	Agro-alimentaire
Groupe beaucemin	Canada	Edition
Hôtel El Farouk-Kempinski Hôtel	Allemagne	Hôtellerie
Hydro Sahel	Canada	Travaux publics
Iamgold SEMOS	Canada	Mines
IFA-BAKO, West Afrcan Investement Coporation	Allemagne	Immobilier
Ikatel (Orange Mali)	France	Téléphonie mobile
Industrie malienne de cycles et cyclomoteurs du Mali (IMACY)	France	Montage cyclomoteurs

suite page suivante

Nom	Pays d'origine	Domaine d'activité
Industrie navales et constructions métalliques du Mali (INACOM)	Allemagne	Construction métallique
Ingelec Mali	France	Commerce de d'équipements industriels
MAERSK Mali	Danemark	Transport
Mali catering	France	Restauration pour compagnies aériennes
Manutention Africaine Mali SA	France	Engins de travaux publics
Métal- Soudan	France	Métallique
Randgold SOMY	Canada	Mines
SEGIBEL/SOTELMA	Canada	Mines
Société anonyme de travaux outre mer (SATOM)	France	Travaux publics
Société de fabrication de produits insecticides du Mali (PRODIMAL)	Sénégal	Produits insecticides
Société d'emballage et de galvanisation du Mali (SEGMA)	Chine	Articles ménagers
Société générale d'ingénierie de Chine (COVEC)	Chine	Travaux publics
Société de transformation d'acier (SOTAMALI)	France	Acier
Société industrielle de transformation d'acier (SITAM)	Sénégal, Liban	Fer à béton
Société malienne de financement (SOMAF)	France	Etablissement financier
Société malienne de piles électriques (SOMAPIL)	Cameroun	Piles électriques
Société nationale des tabacs et allumettes du Mali (SONATAM)	France	Tabac et allumettes
Tannerie de l'Afrique de l'Ouest (TAO)	Espagne	Peaux et cuirs
Total Fina Elf Mali	France	Hydrocarbures
TOYOTA Diama	France	Concession véhicules
TransRail	Canada	Transport
Usine céramique du Mali (UCEMA)	Chine	Matériaux de construction
Usine malienne de produits pharmaceutiques	Chine	Produits pharmaceutiques
Verre aluminium import export (VALIMEX)	France	Vitrierie
Würth Electronik	Allemagne	Energie solaire
OASIS	Chine	Eau

Source : ICC, Guide de l'investissement au Mali, Nations Unies, mars 2004.

modérateur, le Comité national de coordination économique (CNCE) et le Conseil de coordination du développement du secteur privé (CDSP).

Parallèlement, des projets et programmes spécifiques¹⁹ soutiennent l'investissement: Projet d'appui à la petite et micro entreprise (PAPME) ; CESIRISO devenu Crédit Initiative ; Centre Agro.Entrepris (CAE) ; Agence pour la promotion des filières agricoles (APROFA) ;

Programme décennal de développement du secteur privé ; Programme croissance économique accélérée (PCEA) ; Projet d'appui aux sources de croissance (PASC) et récemment Millennium Challenge Account Mali (MCA)²⁰

Afin d'attirer l'investissement étranger direct, un organe particulier dénommé Conseil Présidentiel pour l'Investissement a été créé. Cette instance réunie à la

fois le Gouvernement, le patronat, la société civile et les PTFS sous la présidence effective du Président de la République. Elle échange sur toutes les entraves possibles à la promotion de l'investissement privé au Mali).

On note aussi la rédaction d'un guide de l'investissement (dont la première publication a eu lieu 2000, avec l'appui de la CNUCED) et la tenue régulière de forum des investisseurs.

Pour vaincre la réticence des investisseurs tant nationaux qu'étrangers, notamment dans les activités de production et de prestation de services il est instauré un régime douanier et fiscal privilégié basé sur les exonérations fiscales partielles ou totales, temporaires ou permanentes. Trois (3) paliers d'agrément sont définis :

Le régime A, appelé régime des petites et moyennes entreprises, concerne les investissements d'un montant inférieur ou égal à 150 millions de francs CFA :

- exonération, pendant les cinq premiers exercices de l'IBIC ou l'impôt sur les sociétés (IS) et de la Contribution des patentes ;
- exonération, pendant les cinq premiers exercices de l'IRF pour les constructions nouvelles, délai porté à 1 an pour les entreprises de promotion immobilière.

Le régime B, ou régime des grandes entreprises, pour des investissements supérieurs à 150 millions de francs CFA, comporte :

- l'exonération, pendant les huit premiers exercices de l'IBIC ou l'impôt sur les sociétés (IS) et de la contribution des patentes
- l'exonération, pendant les cinq premiers exercices de l'IRF pour les constructions nouvelles, délai porté à 1 an pour les entreprises de promotion immobilière.

Le régime dit des Zones Franches, pour les entreprises nouvelles tournées principalement vers l'exportation, écoulant au maximum 20% de leur production sur le marché national, prévoit :

- l'exonération totale et permanente de tous droits et taxes liés à l'exercice de leurs activités.

Dans le cas des entreprises privatisées, l'Etat et l'investisseur peuvent conclure une convention d'établissement pouvant accorder d'autres avantages non contenus dans le Code des investissements.

Impacts sur la concurrence

Sous ces différentes mesures, le taux d'investissement²¹ connaît une nette augmentation:

22% en 2006 contre 16% du PIB en 2002, avec un niveau moyen de 10% pour le secteur privé contre 7,3% pour le Public. Tous les secteurs ou presque de la vie économiques sont concernés.

L'investissement étranger direct moyen, lui, est de 106 milliards F.CFA sur la période 2002 à 2006. Orienté principalement vers les secteurs des mines, télécommunications (téléphone mobile), hôtels, transports, énergies, textiles, immobilier, chimie, alimentation, cet investissement est le fait de près de 60 entreprises multinationales dénombrées en 2004 comme l'indique le tableau 10 ci-dessous.

Ceci a apporté un changement significatif dans la structure des marchés en faveur d'une concurrence plus accrue. Cependant, à la pratique et au regard des avantages sélectifs qu'elle accorde, cette politique emporte des distorsions. La concurrence entre entreprises s'en trouve fréquemment faussée, ce qui ne manque pas le plus souvent d'entraîner des réactions de mécontentement de la part des autres entreprises.

Politique des marchés publics

Sur la base des directives²² de l'UEMOA, le cadre légal des marchés publics au Mali comprend les textes ci-après : le Décret n°95-401/P-RM du 10 novembre 1995 portant Code des marchés publics ; le Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008 portant Procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ; la Loi n°08-022/23 juillet 2008 portant création de la Direction générale des marchés publics et des délégations de service public ; la Loi n°08-022/23 juillet 2008 relative à l'Autorité de Régulation des marchés publics et des délégations de service public.

Processus des marchés publics (agences, procédures, implications des ententes discrètes entre les soumissionnaires)

- Le Code des marchés publics s'applique aux marchés de fournitures, travaux et services de l'Etat, des collectivités décentralisées, des sociétés d'Etat et des sociétés à participation financière publique majoritaire ; mais aussi aux marchés des personnes morales de droit privé agissant pour le compte de l'Etat ou des personnes morales de droit public, lorsqu'elles bénéficient de leur concours financier ou de leur garantie.

Les marchés financés par ressources extérieures sont aussi régis par le Code des marchés publics, sauf s'ils sont contraires aux dispositions des accords de financement.

- Les marchés publics sont gérés principalement par deux structures : la Direction Générale des Marchés Publics et des Délégations de service public et l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de service public.
- La Direction générale des marchés publics et des délégations de service public, est créée par la Loi n°08-022/23 juillet 2008, en remplacement de la Direction générale des marchés publics -DGMP qui avait été créée par la Loi n°90-06/AN-RM du 19 février 1990. Placée sous la tutelle du Ministre chargé des Finances, elle a pour mission l'élaboration et le contrôle de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de marchés publics et de délégations de service public.

A ce titre, elle est chargée de tâches spécifiques dont :

- a- assurer le suivi et le contrôle de la passation et de l'exécution des marchés publics et des délégations de service public conformément à la réglementation des marchés publics et des délégations de service public ;
- b- assurer, en relation avec l'organe de régulation, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la commande publique sur la réglementation et les procédures applicables.
- L'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de service public (ARMDS), créée par la Loi n°08-023/23 juillet 2008, elle, a pour mission d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics et des conventions de délégation de service public en vue d'en accroître la transparence et l'efficacité.

A ce titre, elle est chargée, dans le domaine de l'audit des marchés publics, d'initier des enquêtes relatives à des irrégularités ou des violations de la réglementation, communautaire ou nationale, commises en matière de marchés publics et de délégations de service public et de saisir les autorités, communautaires ou nationales, compétentes de toute infraction constatée.

L'ARMDS est un organe tripartite de neuf (9) membres représentant, sur une base paritaire, l'Administration publique, le secteur privé et la Société civile ; ces membres sont recrutés dans le domaine juridique, technique, économique ou financier. Autorité de régulation. Elle est indépendante et peut prononcer des sanctions notamment dans les cas suivants :

- les pratiques de collusion entre soumissionnaires afin d'établir les prix des offres à des niveaux artificiels et non concurrentiels ;

- le recours à la surfacturation et/ou à la fausse facturation ;
- la fourniture d'informations ou des déclarations fausses ou mensongères ou l'usage d'informations confidentielles dans le cadre de la procédure d'appel d'offres
- Aux termes du Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008, les procédures comprennent le mode passation des marchés (adjudication, appel d'offres ou entente directe), la langue de la passation (le français), la confidentialité (notamment des secrets techniques ou commerciaux et des aspects confidentiels des offres) et l'annulation de la procédure d'appel d'offres (l'autorité contractante peut décider l'annulation de la procédure d'appel d'offres, sur la base d'une demande motivée). On distingue, les appels d'offres ouvert et restreint.

Corruption dans le cadre des marchés public : Effets, traitement

Selon une contribution²³ récente, la corruption dans les marchés publics a longtemps résulté de la non application de la loi adoptée depuis 1995. Cette situation a fait que les abus de marchés de gré à gré continuaient, représentant plus de 50% des marchés publics passés.

Afin d'inverser cette tendance, il a été institué le Bureau du vérificateur général (BVG) et un régulateur sectoriel. Parallèlement, des réformes sont engagées dans plusieurs domaines, dont les DAF-Directions administratives et financières et autres organismes hors budgets, pour limiter les recours aux marchés par entente directe.

Politique du travail

La politique de libéralisation adoptée par le pays, à partir des années 1980, a amené le Gouvernement à modifier la réglementation du travail pour adopter un nouveau code du travail par la Loi n°92-020 du 23 septembre 1992. Ce nouveau cadre législatif intègre les principes de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et introduit plus de souplesse (liberté d'embauche et de contrat d'embauche, possibilité de licenciement pour motifs économiques). Il libéralise les activités de placement, institue le pluralisme syndical et précise les cadres formels de coopération entre les acteurs sociaux.

Par rapport à la structure du marché, la législation du travail a introduit une certaine concurrence sur le marché du travail. En effet, plus de 10 agences de placement payant et un organe public (OMO-Office de la main d'œuvre) se disputent le placement des

travailleurs. De même, 2 centrales syndicales se partagent la faveur des employés.

Par rapport à la détermination des salaires, la politique de travail a tendance à être restrictive de la concurrence en raison de certaines insuffisances dont :

- la non clarification de l'avis de l'inspecteur du travail à savoir s'il lie ou pas l'employeur ;
- la non fixation du montant des dommages et intérêts dont l'appréciation relève exclusivement du pouvoir du juge. Ce manque de précision peut être source de conflit, d'incertitude et d'inquiétude ;
- les procédures de licenciement sont complexes : requérir l'avis de l'Inspecteur du travail, les délais de réponse de l'Administration du travail non codifiés, le recours au tribunal du travail ;
- la loi ne fait pas obligation à l'inspection du travail de rendre compte ;
- l'obligation de demander l'autorisation pour effectuer des heures supplémentaires.

Ainsi, les salaires sont généralement fixés par conventions collectives, ne subissent pas de fortes variations à court terme, et l'informel concurrence déloyalement le secteur formel de

Politique de protection du consommateur

Il n'existe pas encore de loi spécifique relative à la protection des consommateurs. Cette protection est assurée au plan général par l'Ordonnance n°07-025/P-RM du 16 juillet 2007 portant organisation de la concurrence et au plan sectoriel par les dispositions particulières dans les domaines de l'électricité et de l'eau, des télécommunications et des médias.

Les dispositions de protection portent sur le droit à l'information, la protection contre les risques pour la santé et la sécurité, la promotion et la protection des intérêts économiques, la possibilité d'obtenir réparation.

Ainsi, dans l'ordonnance trouve-t-on les pratiques suivantes constitutives d'infraction:

- la non reprise ou réparation de produit, ne répondant pas au besoin de l'acheteur ;
- le non affichage des prix, tromper ou tenter de tromper le contractant, par quelque moyen ou procédé que ce soit, même par l'intermédiaire d'un tiers;
- la non présentation dans les conditions normales d'utilisation ou dans d'autres conditions raisonnablement prévisibles par le professionnel.

D'autres aspects de la protection des consommateurs comme le droit de constitution des groupes ou associations de consommateurs et l'assurance de la consommation durable sont pris en charge dans des textes au niveau des ministères chargés l'Intérieur, de l'Environnement et de l'Industrie. Ces dispositions de protection du consommateur n'empêchent pas la réalisation des objectifs de la politique de la concurrence

Niveau de sensibilisation des consommateurs

Selon une évaluation qualitative nationale, il ressort que le niveau de sensibilisation des consommateurs sur les questions de la concurrence est assez appréciable. En effet, des consommateurs interrogés 50% ont un niveau de conscience «Elevé » et 30% ont un niveau « Modéré ».

Organisations des consommateurs

Au nombre actuellement de six, les associations de consommateurs, importantes dans le processus de défense des consommateurs deviennent de plus en plus actives. Ce dynamisme en cours permettra de mieux sensibiliser les consommateurs sur les questions de la concurrence. Ces associations sont l'ASCOMA, le RDECOMA, l'ADESCOM, la CONSOLIGUE, l'ADAC- Mali et la CENA2.

Politique de la concurrence

Place accordée à la politique de la concurrence dans les objectifs du gouvernement

Depuis 1992, la concurrence est devenue l'un des principes de base de la politique économique des pouvoirs publics. Conformément à cette conviction, des efforts sensibles ont été consentis pour élaborer les règles de fond, les institutions et les procédures adéquates. Presque tous les textes adoptés dans le domaine économique garantissent désormais le libre exercice de la concurrence ; et un organisme chargé de veiller sur ce volet a été créé, à savoir le Conseil national de la concurrence (CNC).

Ainsi, a été promulguée en 1992 l'Ordonnance n°92-021/P-CTSP instituant la liberté des prix et de la concurrence, texte révisé en juillet 2007 pour mieux affirmer l'économie de marché, renforcer la protection des consommateurs et doter le pays d'un cadre juridique conforme aux normes de l'UEMOA et de l'OHADA. Parallèlement, et pour mieux encadrer le processus concurrentiel, un régulateur général et des régulateurs sectoriels ont été mis en place.

Objectifs de la loi

L'Ordonnance ne définit pas de façon expresse des objectifs. Toutefois, à la lumière du champ couvert et des infractions poursuivies, on peut déduire les objectifs ci-après :

- établir les règles du jeu et prévenir les comportements abusifs dans la conduite des affaires ;
- fournir les indications relatives aux agissements économiques constituant des infractions ;
- améliorer la compétitivité des opérateurs nationaux par rapport à la concurrence étrangère ;
- assurer à la petite et moyenne entreprise une chance honnête de participer à l'économie ;
- lutter contre l'inflation ;
- assurer aux consommateurs des prix concurrentiels et un large choix dans les produits.

Cadre légal et réglementaire

Le droit de la concurrence est fixé essentiellement par l'Ordonnance n°07-025/P-RM du 18 juillet 2007, ratifiée, portant organisation de la concurrence. Elle remplace l'Ordonnance n°92-021/P-CTSP du 13 avril 1992 instituant la liberté des prix et de la concurrence qui dans la pratique avait révélé certaines insuffisances parmi lesquelles :

- la non prise en charge, de façon visible, des préoccupations des consommateurs liées à la qualité des produits ;
- l'imprécision de certaines infractions, notamment celles relatives aux prix imposés, à la vente à perte, aux ventes discriminatoires et au refus de vente ;
- la non prise en compte de certaines infractions liées aux pratiques de concurrence déloyale affectant la compétitivité des entreprises ;
- la non précision du traitement à réserver aux marchandises ayant fait l'objet de saisie.

A ces insuffisances s'ajoutait l'évolution de l'environnement juridique des affaires au plan régional et sous-régional nécessitant la relecture de ladite ordonnance. Il s'agissait de :

- l'entrée en vigueur en l'an 2000 des Actes uniformes de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires ;
- l'entrée en vigueur en janvier 2003 de la législation sur la concurrence dans l'Union économique et monétaire ouest Africaine (UEMOA).

Les principales innovations de la nouvelle ordonnance portent sur les prérogatives de la Commission, les dispositions de l'OHADA, les procédures d'enquêtes, les saisies et la saisine du tribunal. Ces innovations concernent :

- l'harmonisation de la législation nationale avec les textes de l'UEMOA et de l'OHADA, notamment en matière de tenue de la comptabilité et en matière de définition et de répression des infractions liées aux pratiques anticoncurrentielles ;

Avec l'entrée en vigueur en 2002 du Règlement n°02/ 2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002, la définition et la répression des infractions liées aux pratiques anticoncurrentielles relèvent exclusivement de la compétence de l'Union (UEMOA).

En matière de tenue de la comptabilité, le projet de loi intègre les exigences l'Acte Uniforme portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises sises dans les Etats-parties au Traité relatif à l'OHADA adopté le 22 février 2000.

- l'obligation faite aux producteurs de mentionner sur les emballages la composition des produits tant pour les matières premières que pour les produits finis ;
- la clarification des procédures dans les cas de confiscation définitive de produits par l'institution de la saisine de la justice pour la confiscation définitive des marchandises ayant fait l'objet de saisie provisoire.

A ce droit général, s'ajoutent des dispositions spécifiques sur les secteurs des télécommunications, des communications, des marchés publics, de l'électricité et de l'eau.

Les dispositions au niveau national sont complétées par celles de l'UEMOA (Rèlements n°02/2002/CM/UEMOA relatif aux pratiques anticoncurrentielles à l'intérieur de l'Union et n°04/2002/CM/UEMOA relatif aux aides d'État à l'intérieur de l'Union).

Les pratiques anticoncurrentielles concernées sont: les ententes restrictives, les abus de position dominante, les fusions et acquisition conduisant à un abus de position dominante, les aides d'État.

Aussi, une législation au niveau de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est-elle en passe d'être mise en œuvre. Lorsque la commission régionale chargée de la mise en œuvre de cette législation sera opérationnelle, le champ d'intervention des structures nationales de concurrence couvrira les pratiques déloyales et anticoncurrentielles qui sont le fait des opérateurs domiciliés au Mali et dont les effets négatifs sur la concurrence se produisent au niveau territorial. Si les effets négatifs au niveau extraterritorial, concernent exclusivement au pays de l'UEMOA, c'est la structure sous-régionale de concurrence de l'UEMOA qui intervient. Si les conséquences de l'action affectent un pays membre de la CEDEAO et non membre de l'UEMOA, c'est l'institution régionale de la CEDEAO chargée de la concurrence qui s'en occupe.

Institutions chargées de la concurrence

La politique de la concurrence relève d'un système comprenant les organes ci-après :

- Le ministère chargé du Commerce est responsable de l'élaboration et de l'exécution de la politique en matière de concurrence. Les services du ministère, en particulier la Direction nationale du commerce et de la concurrence (DNCC) et le Conseil national de la concurrence (CNC), veillent à l'application du droit de la concurrence et garantissent le libre exercice de la concurrence dans les différents secteurs économiques. En raison du lien de tutelle, ces services ne sont pas indépendants.
- Les tribunaux (première et deuxième instances), connaissent essentiellement des recours en annulation contre les décisions prises par les autorités administratives (DNCC, Comités de régulation sectorielle).
- Les instances de régulation sectorielle, chargées de soutenir le développement des secteurs concernés ; défendre les intérêts des usagers et la qualité des services ; promouvoir et organiser la concurrence entre les opérateurs ; il s'agit :
 - du Comité de régulation des télécommunications (CRT), sous la tutelle du ministère chargé des Télécommunications ;
 - de la Commission de régulation de l'électricité et de l'eau (CREE), relevant du ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau ;
 - du Conseil supérieur de la communication (CSC), placé sous la tutelle du ministère chargé des télécommunications ; et
 - du Comité de régulation des marchés publics (CRMP), sous la tutelle du ministère chargé des finances.

Ces instances disposent de pouvoirs d'enquêtes et de sanctions. Ils sont relativement indépendants et jouissent de l'autonomie financière.

- La Commission de l'UEMOA, principale autorité communautaire de la concurrence, a triple attributions : réglementation, définition de la politique et jugement des pratiques anticoncurrentielles. Elle dispose de larges pouvoirs d'investigation et de vérification. Elle peut prendre des décisions exigeant la cessation des infractions, imposer des sanctions pécuniaires, prendre des mesures provisoires ; il existe deux catégories d'amendes :
 - les amendes pour infraction à des procédures
 - les infractions à des règles de fond (500.000 à 100 millions de F.CFA d'amendes ou 10% du chiffre d'affaires de l'exercice précédent ou 10% des actifs de l'entreprise)

Pratiques prohibées

Au plan des pratiques déloyales, celles constitutives d'infraction sont :

- les pratiques de prix imposés (Art. 4, 5, 6) ;
- les ventes à perte (Art.7, 8) ;
- la pratique de prix d'appel (Art 9) ;
- les pratiques des prix et de conditions de vente discriminatoires (Art. 10, 11, 12) ;
- le refus de vente ou de prestation, diverses formes de vente liée (Art. 14, 15, 16) ;
- les ventes avec prime (Art.17, 18) ;
- le non respect de la publicité et des règles de la facturation (Art.22, 23) ;
- le dénigrement, désorganisation et confusion (Art.29) ;
- l'exercice illégal de profession réglementée (Art.30) ;
- les diverses formes de concurrence déloyale (Art.31) :
 1. la non-tenue de comptabilité ;
 2. la non-tenue de fiche ou livre de production ;
 3. l'importation ou l'exportation sans titre ou sans déclaration ;
 4. l'importation ou l'exportation de marchandises en violation de la réglementation du contrôle des marchandises avant expédition ;
 5. la contrebande ;
 6. la contrefaçon d'un produit, la détention ou l'utilisation de produits périmés ;
 7. la cession de titre d'importation ou d'exportation ;
 8. exercice illégal de commerce et de toute profession réglementée ;
 9. la pratique de publicité mensongère ;
 10. la rétention et la non déclaration mensuelle des stocks
 11. autres manœuvres.

Au plan des pratiques anticoncurrentielles, celles constitutives d'infractions sont :

- les ententes anticoncurrentielles ;
- les abus de position dominante ;
- les aides publiques et pratiques anticoncurrentielles imputables aux Etats membres.

NB : La définition et la répression des pratiques anticoncurrentielles sont de la compétence exclusive de la Commission de l'UEMOA (Article 43 de l'Ordonnance n°07-025/P-RM, article 5 de la Directive n°02/2002/CM/UEMOA, conformément à l'Avis n°003/2000 de la Cour de Justice sur les règles de concurrence)

Statut, prérogatives et actions de la DNCC

Créée par l'Ordonnance n°98-019/P-RM du 20 août\ 1998 et organisée par le Décret n°98-332/P-RM du 02 octobre 1998, la Direction nationale du commerce et de la concurrence (DNCC) est placée sous la tutelle du Ministre du Commerce.

Elle surveille le fonctionnement des marchés, lutte contre la fraude et participe à la protection des consommateurs. A ce titre, elle dispose de larges pouvoirs d'investigation, de poursuite, de jugement et de sanction. Elle peut aussi porter assistance aux tribunaux, à la prise de décisions dans les domaines du commerce de la concurrence.

En matière de pratiques anticoncurrentielles, la DNCC assure la mission générale d'enquête, conformément aux pouvoirs et aux procédures d'investigation prévus par les droits nationaux et le droit communautaire.

La procédure utilisée prévoit des enquêtes, des instructions et des décisions. Elle vise à assurer la sécurité juridique et la protection des assujettis (principe du contradictoire, justification des décisions, principe de proportionnalité de la sanction). Elle cherche aussi à garantir des sources d'information de qualité permettant d'établir la preuve de la pratique déloyale ou de détecter les dysfonctionnements du marché. Elle donne la possibilité aux parties intéressées de dénoncer les pratiques illicites.

Les enquêteurs peuvent accéder à tous les locaux, terrains ou moyens de transport, exiger la communication de tout documents relatifs à l'objet de l'enquête. Ils ont pouvoir de s'auto saisir de toute affaire dont ils ont pu avoir connaissance dans les secteurs de leur compétence. Les documents à demander sont, notamment les livres comptables, factures, copies de lettres, carnets de chèques, traites, relevés de comptes en banque, documents du commerce extérieur, documents administratifs et tous autres documents professionnels.

Le Directeur peut transiger avec les personnes poursuivies ou les traduire en justice. Il peut procéder à la fermeture temporaire de l'entreprise, en cas de refus d'obtempérer ou de non paiement de l'amende.

Les amendes vont de 25.000-300.000 à 2.000.000 - 10.000.000 de F.CFA. Elles peuvent être portées au double dans les situations aggravantes (refus

d'obtempérer, non paiement de l'amende). Des avertissements aussi peuvent être donnés dans certains cas particuliers.

Modalités de saisie et d'intervention de l'autorité

La DNCC peut être saisie par toute personne physique¹ ou morale, publique ou privée intéressée, par écrit ou oralement. La saisine peut être directe ou indirecte, anonyme ou non. Un « numéro vers » existe pour formuler des plaintes, à savoir le 80.00.11.10

Il n'existe pas de modèle/formulaire de saisine, mais le saisissant doit fournir des éléments justifiant la nécessité d'ouvrir une enquête sur la pratique décriée.

Possibilités de recours

Les décisions de la DNCC et des régulateurs sectoriels sont susceptibles de recours juridictionnels (auprès du Tribunal de première instance). De même, les jugements de la Commission peuvent faire l'objet de recours auprès de la Cour de Justice de l'UEMOA.

Moyens humains et financiers de l'institution nationale (DNCC) chargée de la concurrence

La DNCC, principale autorité administrative nationale en charge de la concurrence, dispose de 215 agents, sur 391 prévus par le cadre organique, recrutés dans tous les corps et cadres de la Fonction publique.

En tant que service public, la DNCC dispose d'un budget de fonctionnement alloué par son ministère de tutelle. Au titre de l'année 2008, par exemple, ce budget était de 257.072.000 F.CFA dont 187.072.000 F.CFA de frais de personnel.

Economie politique des contraintes de mise en œuvre du régime de la concurrence

Motivation et adoption de la loi

Dans le cadre des réformes, le Gouvernement du Mali a opté à partir des années 1980 pour une politique de libéralisation qui a concerné, entre autres, la libéralisation des échanges commerciaux et des prix. Cette nouvelle politique a conduit l'Etat à recentrer ses activités et à développer son rôle de régulateur et d'arbitre, notamment dans le domaine du droit de la concurrence, pour rendre le marché plus transparent.

C'est dans ce contexte que l'Ordonnance n°92-021/P-CTSP instituant la liberté des prix et de la concurrence a vu le jour. La mise en place de la législation régissant la concurrence a pris deux (2) ans et a été initiée par le département chargé du Commerce, sous l'impulsion des partenaires au développement. Elle a fait l'objet d'une large concertation entre les parties prenantes suivantes : le Secteur Privé (la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali, le Conseil National du Patronat du Mali, l'Association professionnelle des banques et établissements financiers) la société civile (les associations de consommateurs) et l'Administration publique.

L'élaboration de l'avant projet de texte a été marquée par la hantise du comportement du commerçant, qui avait fait naître des sentiments de prudence et d'inquiétude. Il existait aussi des divergences entre les importateurs et les industriels : le secteur industriel estimant que la mauvaise perception de certaines taxes aux cordons douaniers favorise les produits importés au détriment des produits similaires fabriqués localement. Cependant, un consensus a été trouvé par le truchement de négociations, d'arbitrages et de concessions mutuelles ainsi que par l'engagement de

Tableau 11 : Evolution des enquêtes et amendes au niveau de la DLC

Année	2008	2007	2006	1999
Nombre d'enquêtes	124	120	95	59
* Saisines contentieuses	37	19	8	ND
* Auto saisine	87	101	87	ND
Amendes infligées (F.CFA)	99.000. 000	100.000.000	120.000.000	106.000.000

Source : DLC, rapport 2008

l'Etat à appliquer correctement la loi en matière de perception des droits et taxes.

Etat de mise en œuvre de la loi

a. Contrôle des pratiques de concurrence déloyale et des infractions relatives à l'information et à la protection du consommateur

Observations : Le nombre d'enquêtes relatives aux pratiques commerciales déloyales des entreprises (privées et publiques) a augmenté dans la proportion de 110,2% par rapport à l'année 1999. Les saisines contentieuses se sont fortement accrues : plus de 300%, de 8 plaintes en 2006 à 37 en 2008. Les amendes infligées tournent annuellement autour de 100.000.000 F.CFA.

b. Contrôle des pratiques anticoncurrentielles

Tableau 12 : Evolution du nombre de dossiers reçus au niveau de la DLC

Année	2008	2007	2006	1999
Nombre de dossiers	1	1	ND	ND
*Saisines contentieuses	1	1	ND	ND
* Auto saisine	0	0	ND	ND
Amende	PM	PM	ND	ND

Source : DLC, rapport 2008

NB : Les saisines contentieuses sont encore très marginales : seulement 2 en deux ans. Toutefois, ce nombre indique une évolution dans la culture de concurrence. De plus, la saisine a porté sur des secteurs très importants et dynamiques de notre économie, à avoir : les télécommunications et l'audiovisuelle.

La saisine 2007 est relative à la plainte de la SOTELMA contre ORANGE MALI pour pratique anticoncurrentielle sur le marché du téléphone mobile. La saisine de 2008, elle, porte sur la requête de MALIVISION contre CANAL+ pour pratiques abusives. Ces plaintes ont été transmises à la Commission de l'UEMOA pour enquête et décision.

C. Difficultés rencontrées

Si les résultats acquis sont encourageants, ils sont cependant loin de traduire une complète application de la réglementation. En effet, la mise en œuvre reste encore marginale en raison de difficultés liées notamment aux éléments suivants :

Inadaptation de l'Ordonnance au contexte socio-économique

L'Ordonnance est d'inspiration occidentale, donc conçue dans un contexte socioéconomique et culturel différent. Par exemple, l'ordonnance prévoit qu'elle s'applique à toutes les activités de production, de distribution et de services, y compris celles qui sont le fait de personnes publiques.

Dans la pratique, les activités de production, de distribution et de services sont basées sur des règles non économiques où l'esprit de « compétition » n'est pas toujours bien perçu (entraide, vente par imitation ou prestige ne portant pas sur l'excédent et/ou sur le profit...). L'économie repose sur le secteur primaire animé par de petits exploitants, qui s'accommodent difficilement à des règles de transparence (publicité des prix) et de protection des consommateurs (marque d'identification sur tout produit fabriqué, transformé ou commercialisé).

Par ailleurs, le droit est libellé en français. Or, l'application de la loi est rendue difficile par le fait que plus de 75% de la population est analphabète. De plus, la culture africaine conçoit mal la délation et la plainte devant l'autorité (juridique ou administrative) ; on préfère résoudre les problèmes à l'amiable (famille proche ou élargie).

Forte culture interventionniste et faible soutien politique

Face aux réactions négatives que provoque l'application stricte des règles de la concurrence chez beaucoup d'opérateurs économiques, peu enclins à

respecter les règles du jeu, les services chargés de la concurrence reçoivent souvent des pressions administratives limitant leurs actions. Ainsi, les affaires contentieuses se terminent généralement par des sanctions légères ou par l'abandon des poursuites.

Insuffisance du cadre réglementaire

La contrefaçon (piraterie) et les modes de commerce émergents (commerce par l'Internet) sont mal cernés par l'Ordonnance n°07-025/P-RM du 18 juillet 2007 et les droits sectoriels.

De même, en principe la liberté des prix est supposée concerner tous les biens, produits et services. Cependant, la liberté des prix ne s'applique pas à tout un ensemble de biens et services (médicaments essentiels, eau et électricité, coton graine, frais de réparation des instruments de mesure).

En outre, le Gouvernement est habilité, par Décret pris en Conseil des ministres, à réglementer les prix, les fixer d'autorité ou dans le cadre de conventions appropriées. Ainsi, certains prix sont fixés dans un cadre consensuel ; c'est le cas des prix du carburant, du gaz butane, des transports de personnes, du pain, de la farine.

Les amendes transactionnelles sont inappropriées (fourchettes conduisant à des discussions et à des décisions molles, donc non dissuasives) et la procédure de paiement est peu efficace.

Non indépendance et capacité limitée de l'administration de la concurrence

Placée sous la tutelle du ministère chargé du Commerce et fonctionnant essentiellement sur les ressources de l'Etat, la DNCC n'est pas un organe indépendant. Les agents n'ont pas une compréhension très claire des pratiques anticoncurrentielles, de la différence entre le concept de pratiques anticoncurrentielles et les pratiques de concurrence déloyale. Ils sont aussi mal outillés pour endiguer le phénomène de la fraude et les pratiques de concurrence déloyale, qui de par ses manifestations de plus en plus subtiles, reste difficile à combattre.

Faible adhésion des associations de commerçants

Regroupés dans des associations, les commerçants s'opposent le plus souvent à l'application du droit de la concurrence jugé en faveur des industriels ou considéré comme trop contraignant.

Rapports entre la régulation sectorielle et l'autorité de la concurrence

Ces rapports doivent être examinés au plan national et au plan de l'UEMOA.

Plan national

Pour promouvoir le développement dans certains secteurs (Télécommunications, Energie-eau, Audiovisuel, Marchés publics) et les aider à mieux préparer leur entrée dans le processus concurrentiel, le cadre réglementaire prévoit la mise en place de Régulateurs sectoriels. En plus de ces derniers, il existe un régulateur global (la Direction nationale du commerce et de la concurrence ou DNCC) qui a compétence générale sur la gestion de la concurrence. Cette compétence est dictée par l'article 2 de l'Ordonnance 98-119/P-RM du 20 août 1998 portant création de la DNCC : « la Direction nationale du commerce et de la concurrence a pour mission l'élaboration des éléments de la politique nationale dans le domaine du commerce et de la concurrence et la mise en œuvre de cette politique. A ce titre, elle est chargée notamment de veiller à l'application de la réglementation nationale et internationale en matière commerciale et de concurrence ». La compétence globale se retrouve aussi à l'article 1er de l'ordonnance n°07-025/P-RM du 18 juillet 2007 portant organisation de la concurrence qui dit que « la Présente ordonnance régit la liberté des prix et la libre concurrence. Elle s'applique à toutes les activités de production, de distribution et de services, y compris celles qui sont le fait de personnes publiques »

A l'analyse des aspects légaux et réglementaires de ces deux catégories d'instance, il apparaît que la coexistence est assez bien réglée pour les secteurs des télécommunications et des marchés publics, mais mal cernée pour les autres.

Cas des secteurs des télécommunications et des marchés publics

Dans les textes instituant les instances de régulation du secteur des télécommunications, des mécanismes de coopération et de répartition des compétences avec la DNCC en matière de concurrence sont prévus. Par

exemple, à titre illustratif, l'article 1^{er} de l'Ordonnance n°99-043/P-RM du 30 septembre 1999 régissant les Télécommunications prévoit qu'« ...elle s'applique sans préjudice de l'application des dispositions générales relatives au droit de la concurrence ». La même ordonnance indique à l'article 45.1.d que « le Comité de régulation des télécommunications (CRT) coopère dans le cadre de sa mission avec d'autres autorités telles que les autorités responsables de la concurrence et de l'audiovisuel ». Elle précise à l'article 47 que « le Comité de régulation des télécommunications saisit le Conseil national de la concurrence des abus de position dominante et des pratiques entravant le libre exercice de la concurrence dont il pourrait avoir connaissance dans le secteur des télécommunications ».

Dans les dispositifs relatifs à l'autorité de régulation des marchés publics et des délégations de service public, l'article 3 de la Loi n°08-023/ du 23 juillet 2008 prévoit que dans les compétences attribuées en matière de délégation de service public s'exerce sous réserve du respect des dispositions des textes ayant confié des missions de régulation à d'autres organes. Même, si l'Autorité sectorielle peut prononcer des sanctions lorsqu'il est établi que l'entrepreneur, le fournisseur ou le prestataire de services a procédé à des pratiques de collusion entre soumissionnaires afin de d'établir les prix des offres à des niveaux artificiels et non concurrentiels, cette sanction n'est pas pécuniaire ou injonctive.

Au regard donc de ces différentes dispositions, le CRT et le Régulateur des marchés publics n'ont pas compétence pour connaître les pratiques anticoncurrentielles et les pratiques de concurrence déloyale. Par conséquent, les risques de conflits de compétences sont limités avec l'autorité de concurrence. Toutefois, la chance d'une confusion dans la saisine existe dans les télécommunications en raison du fait que l'autorité de la concurrence à saisir est le Conseil national de la concurrence. Or cet organe n'a pas compétence à poursuivre et sanctionner les pratiques commerciales restrictives ou déloyales. Par ailleurs, le cadre actuel ne prévoit pas

de coopération formelle entre les régulateurs sectoriels et le régulateur général. Il est par conséquent nécessaire de conduire des réformes à ces niveaux pour instituer un mécanisme formel de collaboration et revoir l'instance de saisine.

Sur le plan des rapports effectifs, il n'existe pas de mécanisme de consultation entre ces régulateurs et l'autorité de la concurrence ; les affaires traitées jusqu'ici l'ont été à travers des échanges de correspondances. L'expérience de collaboration ne comporte jusqu'ici qu'une seule affaire, à savoir le différend entre Sotelma/Malitel et Orange, en 2007, porté devant la DNCC par le Régulateur sectoriel (CRT). Cette affaire étant relative à une pratique anticoncurrentielle, la DNCC l'a transmise à son tour à la Commission, pour décision.

Cas des autres secteurs : électricité-eau et communication

Dans les secteurs de l'électricité-eau et de la communication, les régulateurs disposent de pouvoir en matière de gestion de la concurrence. Par exemple, l'article 8 de la Loi n°92-038/ du 13 novembre 1992 donne pouvoir au Conseil supérieur de la communication (CSC) de statuer sur toutes pratiques restrictives de la libre concurrence ou favorisant la constitution de cartel dans l'industrie des communications. L'article 4 de l'Ordonnance n°00-021/P-RM du 15 mars 2000 dispose que la Commission de régulation de l'électricité et de l'eau (CREE) a pour missions générales de :

- soutenir le développement du service public de l'électricité et de l'eau ;
- défendre les intérêts des usagers et la qualité du service public ;
- promouvoir et organiser la concurrence entre les opérateurs.

Cependant, il n'y a pas d'indications sur les modalités pratiques de mise en œuvre de ce pouvoir. Autrement, les attributions réelles des régulateurs sectoriels en cas d'existence d'une pratique anticoncurrentielle ne sont pas précisées. Cette insuffisance peut être source de conflits avec le régulateur global (DNCC), même si cela n'a pas encore été le cas. Dans ces secteurs, on ne relève aucun cas de collaboration avec le régulateur général. Il y a donc lieu de conduire des réformes dans ces secteurs pour définir les modalités pratiques d'exercice des pouvoirs et adapter les droits à l'ordonnance nationale sur la concurrence ainsi qu'à la législation communautaire.

Plan UEMOA

La Directive n°02/2002/CM/UEMOA relative à la coopération entre la Commission et les structures nationales de concurrence des Etats membres pour l'application des articles 88, 89 et 90 du Traité de l'UEMOA enlève à ces structures tout pouvoir de décision en matière de pratiques anticoncurrentielles. Cette compétence de la Commission est du reste confirmée par l'article 43 de l'Ordonnance n°07-025/P-RM du 18 juillet 2007 portant organisation de la concurrence qui indique que « la définition et la répression des infractions liées aux pratiques anticoncurrentielles relèvent de la compétence de l'Union ».

De ces dispositions, il convient de prendre en compte la coopération entre les autorités nationales et l'instance communautaire. A ce niveau, il existe des risques de conflits ou de confusions en raison de la non-adaptation des droits sectoriels à la législation communautaire et des difficultés à saisir l'instance communautaire. A ces risques, il convient d'ajouter les velléités des instances nationales de concurrence à juger les pratiques anticoncurrentielles pour répondre à la lenteur de la Commission dans l'examen des dossiers. Pour limiter ces risques, des efforts sont donc nécessaires tant du côté national que de la Commission de l'UEMOA.

En matière de rapports effectifs, l'expérience de collaboration comporte deux affaires que sont le différend Sotelma/Orange en 2007 et le différend Malivision/Canal+Horizon en 2009. Dans le traitement de ces deux affaires, les instances nationales (CRT et DNCC) ont pris part aux enquêtes.

Investigations des abus et des distorsions à la concurrence

Cas rapportés par les journaux

Au Mali les populations sont assez intéressées par des problèmes de concurrence pendant les périodes difficiles (période de soudure) ou de grande consommation (Ramadan).

Les crises internationales aidant, les difficultés alimentaires se sont accentuées ces derniers temps. Ainsi, pendant le mois de Ramadan de ces trois dernières années, les difficultés des populations à accéder aux produits de premières nécessités à des prix acceptables ont poussé la presse et les associations de consommateurs à faire des pressions sur les autorités pour réclamer plus de concurrence.

Secteurs concernés, importance économique et principaux opérateurs

Les produits concernés sont le sucre, le lait en poudre, la farine, l'huile alimentaire, la viande et les céréales (riz, mil, sorgho, maïs). Ils constituent la base de l'alimentation des populations et occupent une place centrale de par leur poids dans les dépenses des ménages (plus de 80%). Les principaux opérateurs évoluant dans ces secteurs sont :

- Sucre
 - Producteur distributeur : SUKALA-SA
 - Importateur distributeur : GGB- Grand Grenier du Bonheur, GDCM-Grand Distributeur Céréaliier du Mali, Société Abdoulaye NIANG, Djiqué-SA.
- Lait en poudre
 - Importateur distributeur : SODIMA- SA, SAMAKOFF, SICOMA, DISNEPAL, Etablissements Moctar DIAWARA et Fils, SODRAFF.
- Farine
 - Producteur distributeur : GMM-grands Moulins du Mali, GDCM-Grand Distributeur Céréaliier du Mali.
 - Importateur distributeur :

- Huile alimentaire
 - Producteur distributeur : HUICOMA, FAMAB, AGROMA.
 - Importateur distributeur : SODIMA- SA, SOSENAF, SODRAFF, Etablissements Moctar DIAWARA et Fils, Etablissements Mody COULIBALY, Djiqué-SA.
- Riz
 - Importateur distributeur : GGB- Grand Grenier du Bonheur, GDCM-Grand Distributeur Céréaliier du Mali, Etablissements Astan KOUMA, Seydou BAH et Fils, Mamadou DIARRA.

Nature, origine et effets des distorsions

Accords de fixation des prix de vente

A travers des comportements parallèles, les prix augmentent quasi simultanément et dans la même proportion sur les marchés. En effet, les commerçants des mêmes zones géographiques appliquent des prix identiques qui ont tendance à se fixer à des niveaux toujours plus élevés que les périodes précédentes. Par exemple, à titre illustratif, au cours du mois de Ramadan 2009, le kilo du sucre est passé en une semaine de 400 à 600 F.CFA sur de nombreux marchés de Bamako, soit une hausse de 50%. Ces augmentations constituent autant de pertes de pouvoir d'achat pour les consommateurs, qui ne manquent pas de manifester leur mécontentement.

Ainsi, on retrouve dans les journaux les commentaires suivants :

- « ... les fidèles musulmans du Mali s'apprêtent à vivre le mois béni du Ramadan. Mois durant lequel les dépenses ordinaires sont multipliées par deux au moins. Dans cette mouvance, certains produits très prisés connaissent de folles spéculations renforcées par un manque de suivi dans la stabilisation des prix sur le marché...

.....A moins d'une journée du début du jeûne, l'inquiétude est de taille chez bon nombre de chefs de famille en ce qui concerne la hausse incessante des prix des produits de première nécessité que connaît le Mali. Malgré un dispositif de suivi sur les marchés, les Maliens assistent impuissamment à une hausse du prix du riz, du sucré, huile, le lait en poudre et le savon, la farine, la viande etc.

Au regard des prix pratiqués sur le marché, il est impératif aujourd'hui de prendre des mesures pour maintenir le prix des produits à un niveau abordable pour atténuer les souffrances des populations.

Depuis un certain temps, on vend le sucre local à 500 ou 600 F Cfa le kg. Faut-il rappeler qu'en temps normal le sucre est vendu à 400 F Cfa le kg. Ce sont là entre autres raisons qui font que le prix du sucre grimpe au niveau des boutiques de quartiers et de ceux qui aiment la surenchère... » (Le Républicain du 21/08/2009).

- « ...Alors que tous les importateurs avaient fait le plein de leurs stocks depuis deux mois, le sucre a bizarrement connu, en l'espace de 48 heures, une pénurie avec l'objectif recherché de la surenchère. De 400 FCFA au début du mois de carême, le prix du kilogramme de sucre a pris l'ascenseur pour se retrouver à 600 FCFA en deux jours.... » (L'indicateur Renouveau du 05/10/2009).

Aides publiques et pratiques anticoncurrentielles imputables à l'Etat

Dans le souci d'assurer un approvisionnement correct du marché en produits de première nécessité (sucre, lait en poudre, farine, huile alimentaire, riz) et à des prix accessibles aux consommateurs, le Gouvernement accorde des exonérations fiscale à l'importation sur la base d'un cahier de charges.

Pour le cas particulier du sucre, l'importation était jusqu'ici réservée à quatre opérateurs économiques dans le cadre du Protocole d'accord sur la commercialisation du sucre de SUKALA-SA signé le 14 novembre 2007. Face à la hausse de prix et à la rupture de stocks observées pendant le mois de carême 2009, l'importation du sucre a été ouverte à d'autres opérateurs économiques.

Sur ces mesures, les observations ci-après, tendant soit à les approuver soit à les dénoncer, ont été formulées dans la presse locale :

- « ...Les mesures de normalisation du marché du sucre n'ont guère été du goût de ces adeptes du monopole auxquels elle a fini par inspirer une levée de boucliers que traduisent la multiplication des

intimidations médiatiques puis les jérémiades et protestations auprès de la Commission de fixation des prix ou du Modérateur du secteur privé. Tenez : ils en veulent principalement au Ministre du Commerce d'avoir fait une préférence entre les aspirations de l'ensemble et leurs attentes égoïste, deux intérêts dont l'incompatibilité a été révélée par quinze années d'exclusivité sur l'exonération des denrées alimentaires sans les résultats escomptés, en termes de satisfaction des consommateurs maliens. Est-il besoin de rappeler, par ailleurs, que le même cartel de fait s'est employé, non sans succès, à provoquer l'échec de l'Initiative Riz qui a coûté plus d'une quarantaine de milliards aux contribuables ? Vivement donc la loi de concurrence pour les contraindre à s'adapter aux conditions de l'ensemble ou disparaître au profit de tous ceux qui peuvent combler les attentes du consommateur malien. Lequel aura vu de toutes les couleurs si les profits d'une poignée de nantis doivent susciter plus d'agitations que les préoccupations.... » (L'Aurore du 05/10/2009)

- « ...Certains commerçants maliens ne décollèrent point en effet contre la montée vertigineuse du prix de ce produit sur nos marchés. Selon eux, la seule explication qui vaut aujourd'hui est celle de la défaillance d'un système de monopole de fait introduit par le Complexe sucrier du Kala Supérieur (SUKALA-SA) en faveur de quelques gros importateurs du Mali. Ces derniers regroupés au sein d'un groupement appelé «Groupement des clients du complexe sucrier du Kala Supérieur (SUKALA-SA)», devraient garantir l'approvisionnement correct et régulier du marché en sucre et maintenir la stabilité du marché du sucre....

....Selon les termes du même protocole d'accord sur la commercialisation du sucre de Sukala-SA signé le 14 novembre 2007, le même groupement s'était formellement engagé à «organiser et réguler le marché de sucre en maintenant des prix acceptables à la portée des populations maliennes». Et surtout de «maintenir et organiser le réseau de distribution du sucre à travers le pays...».

.....C'est ce protocole d'accord taillé sur mesure pour quelques gros importateurs seulement qui provoque aujourd'hui la colère des autres commerçants. Selon ces derniers, les termes dudit protocole faussent les règles du marché basées sur le libéralisme et la concurrence. Pour certains, ce n'est ni plus, ni moins qu'un monopole de fait contraire au choix économique de notre pays. Face à la situation de la crise du sucre qui prévaut aujourd'hui, les commerçants frondeurs demandent aux autorités de déclarer caducs les termes de ce protocole et d'ouvrir le marché de la commercialisation du sucre à tout le monde... » (Le Républicain du 28/08/2009).

Cas examinés par les instances chargées de la concurrence

Certaines pratiques anticoncurrentielles sont observées par les autorités de concurrence ; à savoir :

- Accords horizontaux
 - mise au point et diffusion de directives et recommandations de prix par les instances professionnelles ;
 - répartition des marchés ;
 - échange de renseignements sur les soumissions aux appels d'offres de marchés publics.
- Accords verticaux
 - conventions entre producteurs/fournisseurs et distributeurs ;
 - contrats de distribution exclusive.
- Abus de position dominante
 - pratiques de prix discriminatoires et conditions de transaction non équitables ;
 - subordination de la vente ou de l'approvisionnement à des achats ou prestations complémentaires.

Toutefois, le caractère non acceptable de ces pratiques n'est pas encore établi.

Parallèlement, la Direction nationale du commerce et de la concurrence a relevé de 2007 à 2009 deux cas de pratiques restrictives de la concurrence ; cas encore en examen au niveau de la Commission de l'UEMOA.

- Le premier cas, référé en 2007 à la Commission de l'UEMOA, est relatif au marché du téléphone mobile. Par lettre n°1294/PDG/SOTELMA du 11/

12/2006 au CRT, SOTELMA- Malitel a dénoncé l'annonce suivante de l'opérateur téléphonique Orange, dans le n°1613 du journal «L'Indépendant» du 8/12/2006 : « Votre mobile Orange au Sénégal comme au Mali ». Par cette annonce, qui fait suite à un accord écrit entre Orange Mali et Orange Sénégal, Orange Sénégal rend gratuits les appels reçus par le client de Orange Mali au Sénégal. Pendant ce temps, elle prélève 90 F.CFA la minute pour les appels reçus sur le client de SOTELMA- Malitel.

La SOTELMA, après avoir sollicité sans succès le même accord auprès d'Orange, estime qu'il s'agit là d'une action concertée voire d'une entente se traduisant par des conditions inégales qui ne la permet pas d'accéder à des prestations équivalentes aux conditions équivalentes, ce qui constitue pour elle un désavantage concurrentiel. Pour se protéger, SOTELMA a formulé une requête auprès du Comité de régulation des télécommunications (CRT) qui a saisi à son tour la Direction nationale du commerce et de la concurrence (DNCC) pour décision.

Le deuxième cas concerne le marché de l'audiovisuel, notamment le marché des images audiovisuelles. Par lettre en date du 6 mai 2008, auprès de la Commission de l'UEMOA, les sociétés de distribution d'images MALIVISION et DELTATNET TV, respectivement de droit malien et de droit sénégalais se sont plaints contre CANAL+ HORIZON pour pratiques abusives : il est reproché à Canal+ de refuser l'accès à certaines de ses chaînes considérées comme attractives que sont Canal+ Sport, Canal+ Family et Canal+ Cinéma.

Perceptions des parties prenantes sur les questions de la concurrence

Le présent chapitre, à partir d'une série d'enquêtes sur les perceptions de la concurrence entreprise dans le pays, fait le point sur les opinions de la population. Il s'organise autour des six principaux points suivants:

- Questions de prise de conscience ;
- Perception de la prévalence des pratiques anticoncurrentielles ;
- Perception du niveau de la concurrence ;
- Perception du niveau de l'application des lois et règlements ;
- Perception du rôle des médias.

L'enquête a adopté essentiellement une méthode qualitative. Cependant, des questionnaires ont été utilisés en vue de quantifier les réponses. Pour le remplissage du questionnaire et les interviews, les enquêteurs se sont rendus auprès des responsables des structures ci-dessous et de quelques opérateurs au marché central de Bamako ; au total 49 personnes ont été interviewées :

Structures étatiques	Structures non étatiques
DNCC	CCIM
CRT	ASCOMA
CREE	SOMAPIL
BMDA	COMATEX
TC	GDCM
	REDECOMA
	ACD
	CSP

Prise de conscience des questions de concurrence

Existence de loi sur la concurrence et d'entité administrative chargée de la concurrence

L'existence d'une législation de la gestion des pratiques anticoncurrentielles en elle seule, n'est pas suffisante pour contrecarrer ces pratiques. Il faut des agences ou infrastructures dotés des ressources humaines et matérielles pour la mis en œuvre. A cet effet le gouvernement du Mali a mis en place un ensemble de services chargés à l'application et au respect de l'ensemble des lois et réglementations régissant la concurrence sur toute l'étendu du territoire. Ils veillent à l'information, à la protection des consommateurs et de leur bien-être. Nous avons :

- le Conseil national de la concurrence ;
- la Commission nationale de lutte contre la fraude et la concurrence déloyale ;
- la Direction nationale de commerce et de la concurrence (DNCC) ;
- le Comité de régulation des télécommunications (CRT) ;
- la Commission de régulation de l'eau et de l'électricité (CREE) ;
- le tribunal du commerce.

Malgré la présence de ces structures de gestion de la concurrence, il ressort globalement des résultats de l'enquête que les acteurs économiques dans leur grande majorité ne connaissent pas l'existence d'une agence ou institution chargée de protéger les intérêts consommateurs.

Tableau 13 : Etat de connaissance de l'existence des agences ou institutions chargées de la réglementation et de protection des consommateurs

Existence	Fréquence (%)
Oui	83
Non	7
Ne sait pas	10
Total	100,00

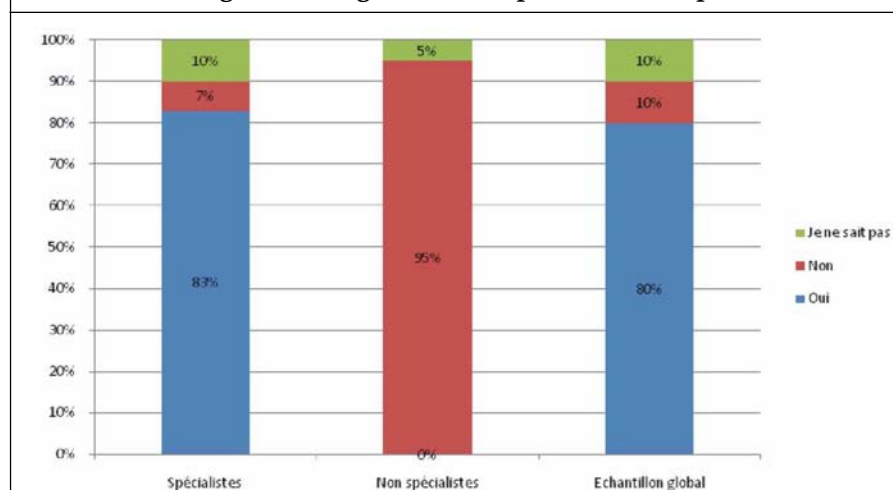
Source : Données d'enquête

Il ressort de ce tableau (Tableau 13) que 17% des interviewés ignore l'existence des agences de promotion de la concurrence et de protection des consommateurs. Les 83% déclarent en avoir entendu parler ou lu l'existence de ces structures.

Une analyse par échantillon de cette connaissance fait ressortir que les personnes choisies au hasard, constituées pour la plupart de commerçant détaillant et de consommateurs ignorent à 100% de l'existence d'agences ou d'institutions de protection des intérêts des consommateurs. Mais 80% des interviewés de notre échantillon des spécialistes, constitué de fonctionnaires de l'Etat et des structures chargées des questions de la concurrence est informé de leurs existences.

Parmi les interviewés, la majorité d'entre eux sont incapables de donner le nom d'une agence de mise en œuvre des lois et réglementations en matière de concurrence. La plupart des personnes qui ont répondu à la question n'ont cité que la Direction nationale du commerce et de la concurrence (DNCC) et l'ASCOMA.

Graphique 4 : L'état de connaissance de l'existence des agences ou institutions chargées de la réglementation par échantillon par échantillon



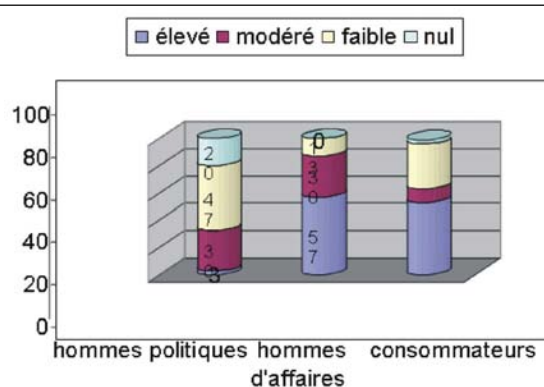
Source : Données d'enquête

Tableau 14 : Réponse sur l'existence d'une loi de protection des consommateurs (en %)

Existence	Fréquence (%)
Oui	43
Non	13
Ne sait pas	40
Retissant	4
Total	100,00

Source : Données d'enquête

Graphique 5 : Niveau de prise de conscience sur les questions de la concurrence et de protection des consommateurs au sein de certains groupes



Source : Données d'enquête

Quant à une législation sur la protection des consommateurs, 43% des enquêtés trouvent qu'elle existe contre 13% d'avis contraire, 40% ne savent pas.

La plupart (80%) de ceux qui affirment connaître l'existence d'une loi de protection des consommateurs n'arrivent pas à donner des précisions sur ces lois : 20% n'ont cité que la loi sur la concurrence et les pratiques anticoncurrentielles. Cela signifie que même si la loi existe les populations ignorent son contenu peut être faute d'information.

Les interviewés ont eu à apprécier le niveau de prise de conscience au sein de certains groupes notamment les hommes politiques, les hommes d'affaires et les consommateurs. Plus de

50% des interviewés pensent que le niveau de prise de conscience de la concurrence est élevé chez les hommes d'affaires et les consommateurs que chez les hommes politique

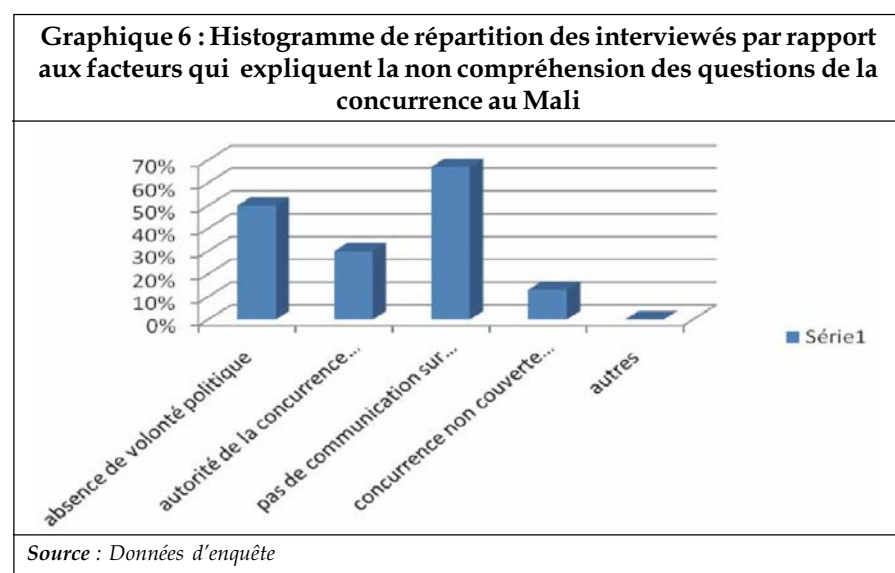
Prise de conscience des questions de la concurrence à Bamako et les raisons sous-jacentes

Cette partie analyse les réponses des interviewés dans le but de se rendre compte de leur perception par rapport au niveau de compréhension des aspects de la concurrence en général dans le pays.

La majeure partie des enquêtés estime que les questions de la concurrence ne sont pas bien comprises par la population. Le tableau suivant fait ressortir à cet effet une proportion de 97% des interviewés qui pensent de la sorte contre 3% soutenant le contraire.

Tableau 15 : Compréhension des questions de la concurrence (en %)	
Existence	Fréquence (%)
Oui	3
Non	97
Total	100,00
Source : Données d'enquête	

La majeure partie des enquêtés attribue cette incompréhension à certains facteurs tel que l'insuffisance de communication sur la concurrence et à la faible volonté politique. L'histogramme suivant donne l'importance des différents facteurs au vu des résultats de l'enquête. Et on constate que les facteurs essentiels sont par ordre l'absence de communication sur les questions de la concurrence et l'absence de volonté politique.



La compréhension des questions de la concurrence par la population s'expliquerait par la communication sur la question (41%), par le peu d'activisme de l'autorité de la concurrence (19%), par la faiblesse de la volonté politique (31%) et 9% par l'insuffisance de la couverture du sujet dans les programmes de l'université.

La primauté de la communication par rapport aux autres facteurs s'explique par le fait qu'elle contribue au renforcement des capacités des différents acteurs et à leur adhésion à l'application des règles de la concurrence. Elle informe les acteurs sur leurs droits et devoirs.

Les individus sondés incriminent à 19% l'absence de volonté politique dans la non compréhension des questions de la concurrence au Mali. Les autorités doivent veiller à la diffusion des questions de concurrence et les groupes de pression doivent mieux sensibiliser les populations pour les bonnes pratiques concurrentielles.

Prévalence des pratiques anticoncurrentielles

La mesure du niveau de la concurrence peut être approchée par la prévalence des pratiques anticoncurrentielles. Cette section a pour objet de saisir d'une part, la prévalence de ces pratiques et d'autres part, de dégager les trois pratiques anticoncurrentielles les plus fréquentes.

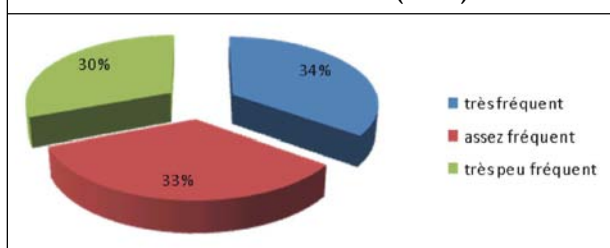
Niveau des pratiques anticoncurrentielles

Les interviewés ont été interrogés sur le degré de prévalence des pratiques anticoncurrentielles dans le pays. Les personnes interrogées soutiennent au moins à 66% que les pratiques anticoncurrentielles sont assez fréquentes au Mali. Seulement (30%) des

enquêtés pense que ces pratiques sont peu fréquentes. le graphique suivant donne la répartition des réponses entre les trois niveaux de prévalence retenus par le questionnaire.

Les spécialistes reconnaissent à plus de 80% l'existence des pratiques anticoncurrentielles dans le pays. La société civile est partagée entre les trois niveaux de prévalence, 30% les individus de cet échantillon trouvent « très fréquent » ces pratiques tandis que cette appréciation

Graphique 7 : Prévalence des pratiques anticoncurrentielles (en %)



Source : Données d'enquête

est d'environ 35% pour chacun des deux autres. La différence d'appréciation entre les deux échantillons peut s'expliquer par la capacité très limitée des enquêtés de l'échantillon de la société civile à identifier une pratique anticoncurrentielle.

Les trois pratiques anticoncurrentielles les plus fréquentes

D'une manière globale, le trucage des offres (26%) et les ententes sur les prix (26%) se présentent comme les deux pratiques anticoncurrentielles les plus fréquentes sur le marché de Bamako. Elles sont suivies des contrats d'exclusivités à hauteur de 14%.

Une analyse par échantillon ne donne pas un consensus au tour des trois pratiques retenues au niveau de l'échantillon global. Les enquêtés de l'échantillon E2 constitué des personnes choisies au hasard composé de commerçants détaillants et divers consommateurs pensent que l'entente sur les prix (42%) est la pratique anticoncurrentielle la plus fréquente suivie du trucage des offres (34%) et les contrats d'exclusivité (16%). Alors que l'échantillon

E1 constitué de spécialistes des questions de concurrence révèlent que le trucage des offres (40%) est la pratique la plus fréquente suivi des contrats d'exclusivité (23%) et des fixations de prix (12%). Le tableau suivant donne les situations des trois échantillons.

Perception du niveau de la concurrence

La présente section analyse en deux points, la perception du niveau global de la concurrence au Mali en termes d'accès, de prix, de choix et de qualité. Le premier s'intéresse à l'évaluation globale du degré de la concurrence et le second présente l'analyse du degré de la concurrence au niveau des secteurs de la télécommunication, de l'électricité, du commerce de détail et du transport.

Evaluation globale du degré de concurrence

Le graphique suivant donne la répartition des réponses à la question : « de façon générale, quelle est votre appréciation du niveau de la concurrence (en termes d'accès, de prix, de choix et de qualité) entre les entreprises dans le pays ? »

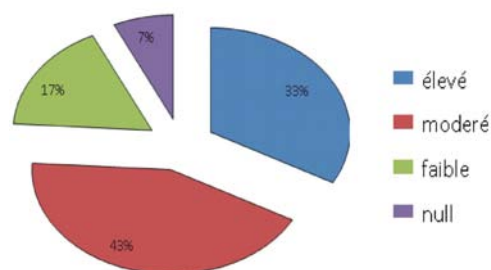
Les acteurs Maliens pensent à 43% que la concurrence en termes d'accès prix, choix et qualité est modérée et 33% des personnes interrogées pensent qu'elle est élevée. Alors que 87% de cette même population pense que celle-ci est à un niveau élevé et qu'elle contribue fortement à améliorer les conditions de vie des consommateurs.

Tableau 16 : Prévalence des pratiques anticoncurrentielles par échantillon

Rubriques/Echantillon	Echantillon 1 (E1)	Echantillon 2 (E2)	échantillon global
Entente sur les prix	8%	42%	26%
Trucage des offres	40%	34%	26%
ventes liées	6%	2%	3%
partage de marché	11%	0%	13%
contrat d'exclusivité	23%	16%	14%
fixation du prix de vente	12%	6%	6%
discrimination de prix	0%	0%	10%
refus de vente	0%	0%	0%
barrière à l'entrée	0%	0%	0%
prix de prédation	0%	0%	0%
fusion et absorption anticoncurrentielle	0%	0%	0%
autres	0%	0%	0%

Source : Données d'enquête

Graphique 8 : Répartition des réponses sur le niveau global de la concurrence

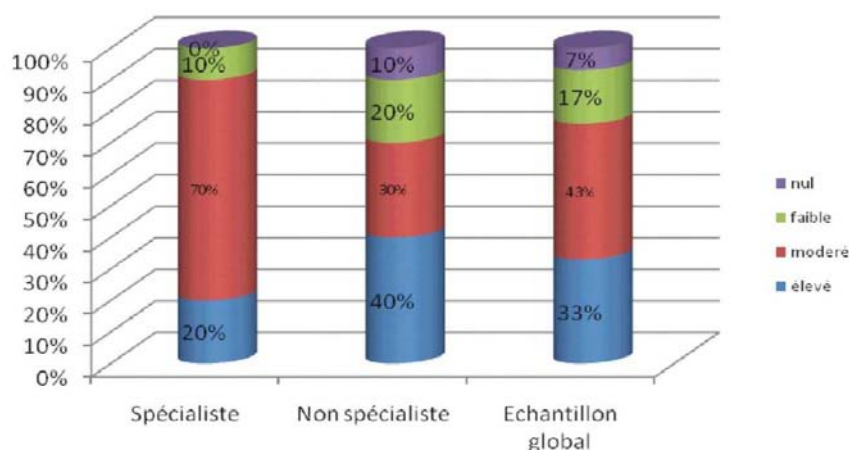


Source : Données d'enquête

Quant on fait une analyse par échantillon on constate que la perception du niveau de la concurrence entre les spécialistes et la société civile diffère largement. La société civile pense qu'elle est élevée à 40% contre modéré à 30%, 20% faible et 10% nul.

Pour les spécialistes des questions de la concurrence au Mali, le niveau de la concurrence est modérée (70%) contre 20% élevée, 10% faible et 0% pour nul. Ils soutiennent à 100% que c'est un niveau élevé de la concurrence qui contribue fortement à améliorer les conditions de vie des consommateurs.

Graphique 9 : Appréciation du niveau de la concurrence en termes d'accès, prix, choix et qualité par échantillon



Source : Données d'enquête

Evaluation de la concurrence au niveau des secteurs de la télécommunication, de l'électricité, du commerce de détail et du transport

Le niveau de la concurrence change d'un secteur économique à un autre. Le tableau suivant permet de saisir l'appréciation des agents économiques dans quatre secteurs de l'économie. La majorité des personnes enquêtées (au moins 60%) pense que le niveau de la concurrence varie de « modéré à élevé » dans les secteurs des télécommunications, des ventes de détail (85%) et des transports (50%). La récente ouverture du marché de la téléphonie mobile explique cette tendance dans le secteur des télécommunications qui est caractérisé par un niveau de concurrence modéré (30%), faible (33%) et nul par 17% de la population enquêtée. En effet, le téléphone reste toujours sous le contrôle de deux opérateurs la SOTELMA-Malitel et ORANGE-Mali. Mais la société Sotelma-Malitel, contrôlée aujourd'hui par la société Maroc Télécom, était sous le contrôle de l'Etat malien au moment de l'enquête.

Dans le secteur des ventes de détail, il y a une concurrence apparente selon certains enquêtés. En effet, nonobstant la diversité de fournisseurs, force est de constater une certaine entente sur les prix. Au niveau des transports, l'existence des syndicats de transporteurs qui fixent les prix du transport de leurs membres expliqueraient les niveaux faible (40%), et nul (10%) qu'attribuent les enquêtés au niveau de la concurrence dans ce secteur. Le secteur de l'électricité est caractérisé par un niveau de concurrence pour 87% des interviewés. La Société nationale demeure le seul acteur dans ce secteur.

Tableau 17 : Niveau de la concurrence dans certains secteurs de l'économie

	élevé	modéré	faible	nul
Télécommunications	30%	30%	33%	17%
Electricité	3%	0%	10%	87%
Commerce de détail (biens de consommation)	77%	7%	3%	3%
Transports (taxi, Bus)	47%	3%	40%	10%

Source : Données d'enquête

Perception par rapport aux actions prises en cas de non respect de la concurrence

Cette perception est analysée en termes d'actions prises en cas de violation des règles de la concurrence de façon globale et par groupe sociopolitique.

Appréciation globale du niveau de l'application des lois et règlements

A partir des résultats de l'étude on peut affirmer qu'une partie importante des enquêtés, soit 80%, juge qu'en cas de violation des règles de la concurrence, des actions sont prises pour rétablir une situation équitable sur le marché. Mais il convient de noter qu'une partie non négligeable (10%) de l'échantillon ignore si les autorités réagissent en cas de violations des règles, ce qui est peut être dû à la faiblesse de la diffusion d'information ou encore à la méconnaissance des structures comme relevé ci haut ou que l'autorité n'agit pas de manière convaincante.

Seulement 10% de l'échantillon observe toujours une réaction des autorités, ce qui constitue une proportion faible de sorte que cela laisse sous entendre la non visibilité des actions des pouvoirs. Mais il faut noter que cela peut être relatif et lié au degré de réaction des autorités de la concurrence ou encore à la disposition de l'information sur la situation anticoncurrentielle par ces mêmes autorités compte tenu des moyens modiques dont elles disposent.

A cela, on peut ajouter qu'environ (10%) estime qu'aucune mesure n'est prise en cas de violation. Cette proportion est plus ou moins élevée et permet de se faire une idée assez large du niveau de la concurrence et permet aussi de savoir que des actions restent à entreprendre afin de pouvoir intervenir sur les marchés et rétablir une concurrence saine.

En faisant une analyse par type de réponse selon le groupe d'appartenance, on peut retenir que pour ceux qui avancent que des actions sont toujours prises dépassent la moitié des personnes interviewées dans tous les échantillons 55% parmi les spécialistes et 60%

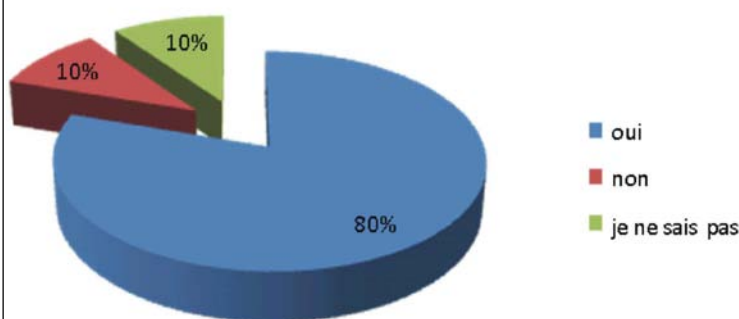
ailleurs. Au moins 40% par échantillon ne confirment pas une prise d'action en cas de violation des lois de la concurrence. Cela démontre que soit une grande partie des pratiques anticoncurrentielles reste impunie ou une absence d'informations de la population sur les actions des autorités de la concurrence.

Les raisons de non action

Une analyse approfondie des raisons avancées par ceux qui estiment que des actions ne sont pas prises (10%) en cas de non respect de la concurrence permet de saisir les contraintes qui handicapent la mise en place d'un régime effectif de la concurrence. Le graphique suivant donne un aperçu sur ces raisons de non sanction des violations de la concurrence.

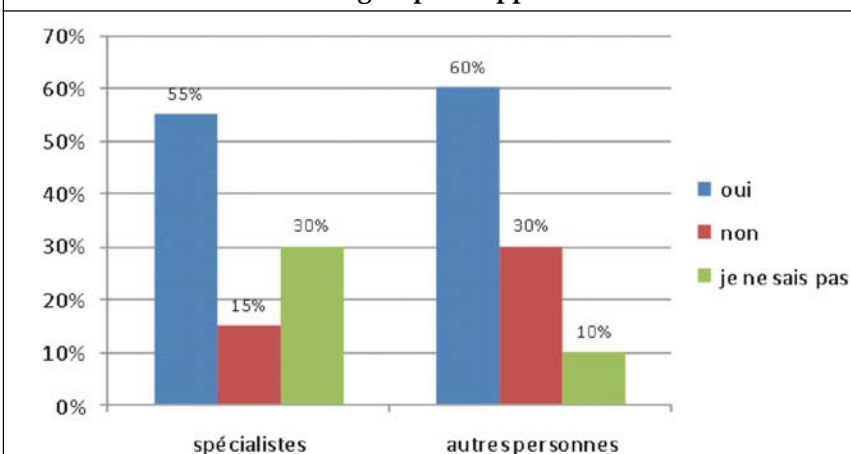
En poursuivant avec ce dernier groupe, les résultats de l'enquête montrent, à travers le tableau et le graphique ci-dessus, que les raisons qui entraînent la non sanction des violations sont essentiellement la non application de la loi (33%), qui pourtant existe, des lobbies forts (23%) et le phénomène de la corruption

Graphique 10: Actions prise en cas de violation des règles



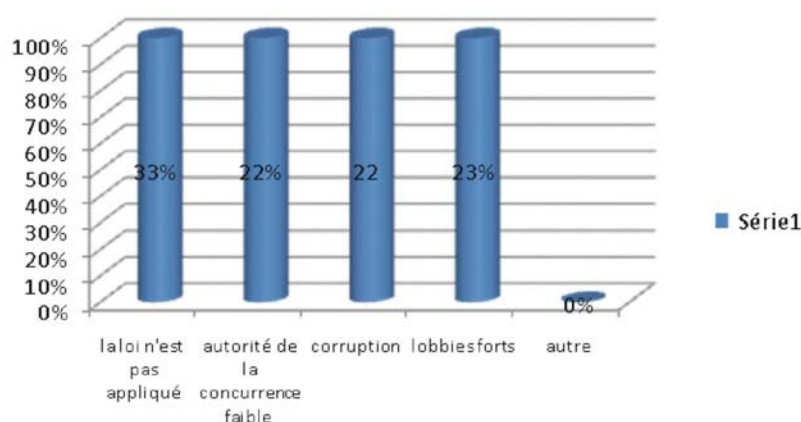
Source : Données d'enquête

Graphique 11: Actions prises en cas de violation et groupes d'appartenance



Source : Données d'enquête

Graphique 12: Raisons de non sanction en cas de violation



Source : Données d'enquête

non moins important (22%). Ils attribuent cette apathie dans une moindre mesure à l'autorité de la concurrence qu'ils jugent faible (22%). Ce qui se résume à dire que pour ces derniers, il faudrait passer davantage à l'application des lois de lutte contre les pratiques anticoncurrentielles mais également lutter plus fortement contre les lobbies forts et ce, pour parvenir à mettre en pratique les règles en cas de violation.

Tableau 18 : Raisons de non sanction et groupe d'appartenance

Rubriques	spécialistes	autres personnes
la loi n'est pas appliquée	33 %	33 %
autorité de la concurrence faible	22 %	33 %
corruption	22 %	34 %
lobbies forts	23 %	0 %
autre	0 %	0 %

Source : Données d'enquête

Cette analyse peut être approfondie lorsqu'on fait intervenir les deux échantillons

En effet, parmi les spécialistes interviewés, 33% dénonce la non application de la loi, ce qui explique cette impunité par l'influence des lobbies forts. Les 44% pensent qu'elle est due soit à la corruption 22% ou à une faiblesse de la capacité d'intervention des autorités de la concurrence. Mais, les personnes non spécialistes rejettent à 100% la possibilité que ça soit expliqué par des lobbies forts. Ils attribuent cette impunité à la non-application de la loi à 34% et à la faiblesse des autorités à 33%.

Rôle des médias

La question du rôle des médias en matière de concurrence revêt un intérêt quant à la diffusion et à l'implication de tous les acteurs.

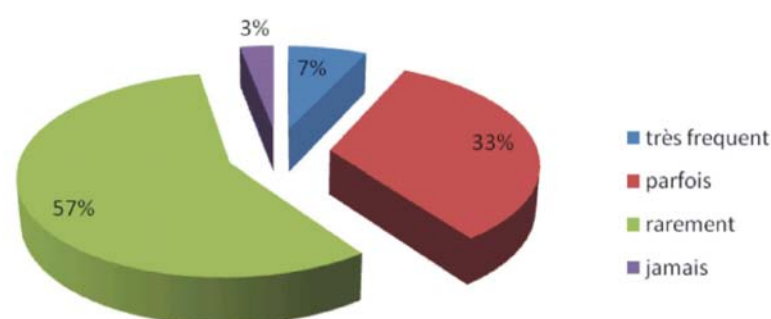
Diffusion de l'information

Dans cette rubrique, il s'agit d'apprécier l'ampleur de la diffusion des questions de pratiques anticoncurrentielles ainsi que les instruments qui servent à le réaliser. A cet effet, une des questions adressée aux interviewés était sur la fréquence du reportage des questions de concurrence et des pratiques

anticoncurrentielles au Mali. Le graphique suivant donne la répartition des réponses des personnes enquêtées.

Les travaux d'enquête ont permis d'observer en ce qui concerne la diffusion des problèmes de concurrence par les médias que les acteurs sur le terrain jugent cela assez faible. Les statistiques témoignent à 57% que les questions de concurrence et de pratiques anticoncurrentielles sont rarement reportées par les médias. Les interviewés qui apprécient un peu la fréquence ne représentent que les 36% avec 33% pour parfois et seulement 3% pour très fréquent. Cette faible fréquence de reportage des questions de concurrence peut être considérée comme une justification de l'incompréhension des questions de concurrence dénoncée par 97% des interviewés. Un accent doit être mis sur les médias afin que l'ensemble des acteurs soit au même niveau d'information.

Graphique 13: Questions de pratiques anticoncurrentielles rapportées par les médias



Source : Données d'enquête

Les trois types de médias retenus sont : la radio, les journaux et la télévision. Se rapportant dans la mesure où les interviewés avaient la possibilité de choisir autant de moyens de communication aux canaux de diffusion de l'information, on peut voir que les questions de concurrence sont essentiellement abordées par la radio et la télévision avec respectivement des parts de 67% et 57%. Les journaux sont moins utilisés par rapport à la télé et la radio. Ces résultats peuvent s'expliquer par le fait que les informations de la télé et la radio sont beaucoup accessibles par le maximum de la population à cause de leur niveau d'instruction.

A travers la diffusion des événements relatifs à la concurrence, quel peut être le niveau de compréhension des journalistes ?

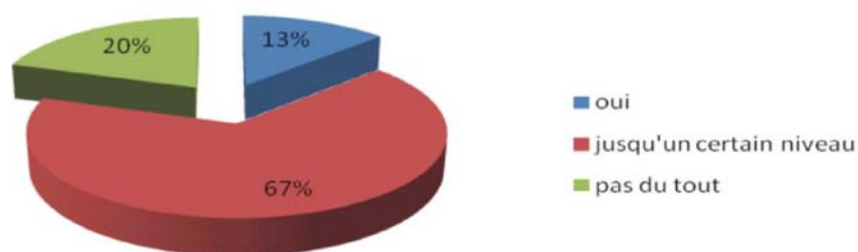
Niveau de compréhension dans la diffusion médiatique

Le degré de perceptibilité des questions de concurrence par les acteurs de la vie économique dépend du niveau de compréhension des diffuseurs de l'information à travers les différents médias.

Ces questions sont abordées en majorité par des journalistes qui, selon les résultats de l'enquête, n'ont juste qu'un certain niveau de compréhension des questions de concurrence, soit 67%. Parmi les hommes de médias 20% pensent qu'ils ne comprennent pas du tout les questions de la concurrence. Seulement 13% des interviewés trouvent qu'ils les maîtrisent. La qualité de diffusion des questions de concurrence dépend du niveau de formation et de spécialisation. Les journalistes doivent être en mesure de bien

interpréter les questions de la concurrence pour qu'ils puissent jouer leur rôle incontournable quant à l'information de l'ensemble des acteurs.

Graphique 14: Niveau de compréhension de la concurrence



Source : Données d'enquête

Implications des monopoles sur la concurrence

Monopoles existant

Il n'y a plus de monopole de droit, même dans les secteurs de réseau comme les télécommunications, l'électricité, l'eau et le gaz. Toutefois, il existe quelques monopoles de fait dans l'économie sans qu'ils puissent être qualifiés de monopoles naturels. Les domaines concernés sont :

- les transports, avec la société TRANS RAIL, qui assure seule le fret par chemin de fer. De même, les entreprises ADM et ASAM assurent respectivement la gestion des aéroports et l'assistance technique au sol des avions.
- l'énergie-eau potable, où la distribution est confiée à deux sociétés avec chacune le monopole sur des zones déterminées (les grandes agglomérations pour EDM, les zones rurales pour AMADER).
- la production et l'importation des cigarettes et tabacs, réservées à la SONATAM ;
- la commercialisation du coton-graine et du coton-fibre, confiée à la CMDT- Compagnie Malienne de Développement des Textiles.

Pour justifier ces monopoles, les autorités avancent des raisons de sécurité ou de garantie des recettes fiscales et d'approvisionnement en produits de bonne qualité.

Sur la base de nos investigations, le monopole au niveau des chemins de fer vient du désintérêt des opérateurs privés. Les monopoles aux niveaux des aéroports, des activités d'assistance technique au sol des avions, de la distribution de l'électricité et de l'eau s'expliquent plus par des raisons de sécurité. Au niveau de l'importation des cigarettes et tabacs, le monopole vise à garantir les recettes fiscales et assurer l'approvisionnement en produits de bonne qualité.

Comportement des monopoles

Les prix pratiqués par les entreprises en situation de monopole sont déterminés dans le cadre d'homologation ou de convention particulière (Art.14 du décret n°08-260/P-RM du 06 mai 2008). Les quantités à produire et les prix pratiqués peuvent être aussi déterminés sous la surveillance de régulateur sectoriel. C'est le cas du secteur de l'Energie- eau où les actions de la Commission de régulation de l'énergie et de l'eau (CREE) ont permis de mieux surveiller les fournitures en eau potable et en électricité ainsi que les prix pratiqués.

Concurrence dans le secteur agricole

Caractéristiques des principales productions

Il existe plusieurs cultures, mais c'est le coton qui est la principale culture de rente (totalement exportée). D'autres productions telles que l'arachide, le riz, le karité, la mangue, sont aussi exportées mais n'ont pas atteint encore une grande échelle. Ces productions occupent la majeure partie de la main d'œuvre rurale au Mali. A l'exception du coton, les rendements et les productions des principales cultures sont en général à la hausse (Voir Annexe 2).

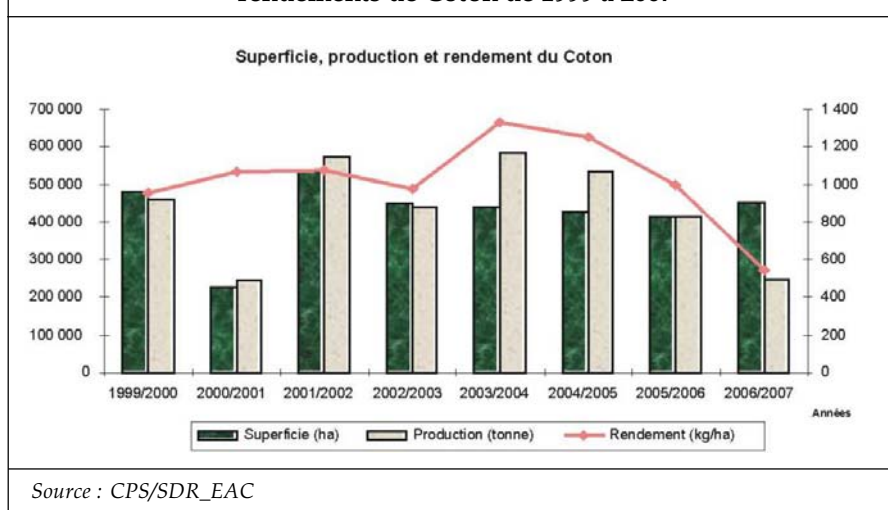
D'une manière générale, durant la période 1990-2007, la production céréalière, toutes céréales confondues, estimée à 1 816 865 tonnes en 1990, a connu une tendance générale à la hausse et a atteint le niveau de 3 885 477 tonnes en 2007, soit un accroissement moyen de 5,1% par an. Cette croissance a été relativement constante exception faite des quelques campagnes comme 1992/93, 1997/1998, 2004/2005 etc. où l'on constate des chutes due à une mauvaise pluviométrie.

Quant à la production des cultures industrielles, la production a connu une tendance à la hausse malgré une chute de la production du coton observée ces dernières années. En effet, de 1993 à 2003 on a assisté à une évolution croissante de la production cotonnière malgré des baisses significatives de (-47%) et (-23%) enregistrées respectivement en 2000 et en 2002. Cette tendance est favorisée par le fait que le coton, principale culture de rente, bénéficie d'un accompagnement constant (encadrement, intrants, crédit, équipement etc.) par la CMDT. Durant la campagne 2003/2004, la production de coton a enregistré une hausse importante de 41% passant de 439 722 tonnes en 2002 à environ 620 665 tonnes en

2003 plaçant le Mali au premier rang des producteurs africains. Toutefois, depuis 2004 des chutes de production sont observées avec un taux moyen de -21% par an jusqu'en 2007. Cette situation serait due au boycott du coton par les paysans à cause de la baisse des cours mondiaux et de l'augmentation du coût des facteurs de production.

Le coton est produit au sud et au centre ouest du pays. Les rendements ainsi que la production du coton sont à la baisse ces dernières années.

Graphique 15 : Evolution des superficies, productions et rendements de Coton de 1999 à 2007



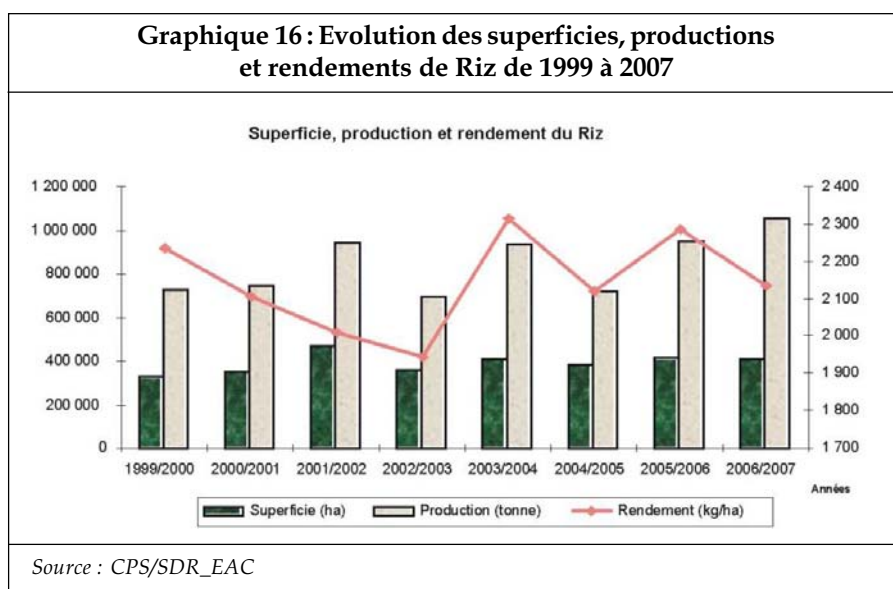
Suite à l'appauvrissement des terres, à la baisse de la pluviométrie, à la hausse des prix des intrants agricoles et la baisse des cours internationaux du coton, cette production connaît depuis plusieurs années des problèmes. De 1990 à 1992 la superficie cultivée du coton a évolué de 9,8% par an. En 1993 on a assisté à une chute de superficie de (-18%) par rapport à 1992. Avec la dévaluation en 1994, elle a subi une hausse de 22,65% par an jusqu'en 1997 puis a considérablement baissé en 2000/2001 de (-53%) par rapport à 1999/2000 à cause de la crise sociale qui a abouti à une grève des cotonculteurs. Depuis 2005, on assiste à une baisse progressive de (-28%) par an de la superficie de coton. Le rendement de

coton a évolué au rythme de -2,5% par an entre 1990 et 2007. Cette régression de la productivité serait due à plusieurs facteurs parmi lesquels on peut citer l'épuisement des sols des anciens bassins cotonniers, la diminution du temps de jachères, les contraintes d'accès aux matières organiques pour les exploitations faiblement dotées en cheptel, et la réduction de la pluviosité, etc.

Le riz est principalement produit à l'Office du Niger. Compte tenu de son potentiel en irrigation (fleuve Niger et disponibilité des terres) et les efforts de promotion de cette culture, le trend du rendement et la production est à la hausse.

sont surtout attribuables à la maîtrise de l'irrigation, à l'amélioration du taux d'équipement des exploitations et à la mise au point des semences de riz améliorées et à l'introduction des techniques culturales grâce aux grands efforts fournis par la recherche.

Le mil et le maïs sont produit presque dans tout le pays et constituent la principale base alimentaire population rurale. Là aussi le trend est à la hausse pour les superficies et les productions. Les rendements sont relativement stables du fait de leur lien avec la culture du coton en termes de disponibilité de fertilisants.



La perte de revenu des paysans liée à la culture du coton les a amené à abandonner de plus en plus le coton au profit des céréales (mil, sorgho, maïs) et d'autres cultures de rentes. Les niveaux les plus élevés de superficies ont été enregistrés en 1993 pour le sorgho et 2003 pour le mil avec respectivement plus de 1 000 000 ha et 1 800 000 ha. Cependant, entre 1990 et 2007, les superficies du mil et du sorgho ont connu une augmentation de plus de 30% soit des taux de croissance moyenne

L'augmentation des superficies est modeste car l'aménagement des terres rizicoles demande un niveau d'investissement très important, faisant que c'est l'Etat qui en est le principal acteur. Les superficies cultivées du riz ont varié de 196 631 ha en 1990 à 391 869 ha en 2007 avec un taux de croissance annuel de 4,1%. Les superficies aménagées avec la maîtrise totale de l'eau en zone office du Niger (représentant à lui seul 45 % de la production nationale de riz) sont passées de 43 668 ha en 1990 à 78 456 ha en 2007.

La production du riz a connu une croissance moyenne annuelle de 8,2 pendant la période 1990 à 2007. Ce taux élevé, contrairement aux mil/sorgho, seraient surtout dus à l'intensification à laquelle la culture du riz est soumise. Ces dernières années, les Gouvernements successifs ont fait de leur priorité le développement des aménagements hydro agricoles et de la riziculture à travers la mise en œuvre notamment de « l'Initiative riz » en 2008.

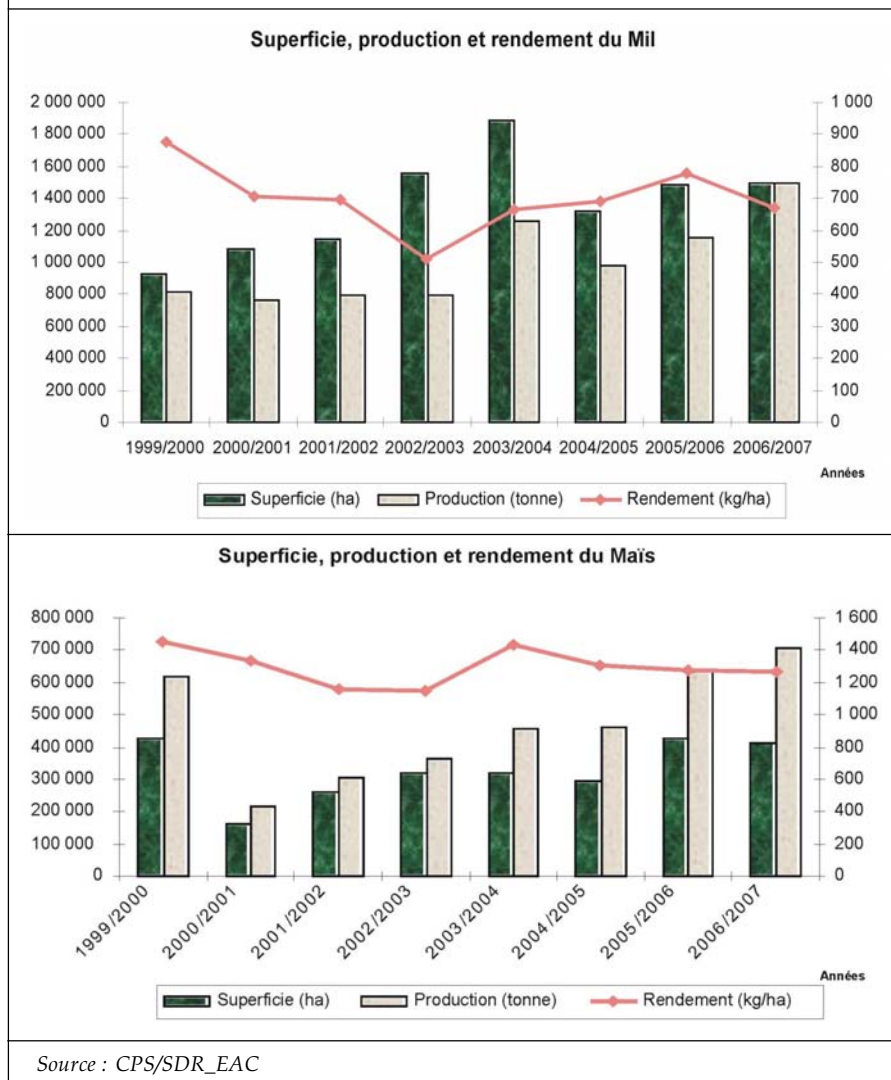
S'agissant des cultures irriguées (riz et blé), de 1990 à 2007, leurs rendements affichent des taux de croissance annuels de 4% environ. Ces croissances

d'environ 2% par an. A la même période, les superficies du maïs ont évolué de 169 958 ha à 409 916 ha avec un taux de croissance de 5,3% par an. Ce fort taux de croissance du maïs par rapport aux autres céréales est dû au fait qu'il est non seulement utilisé comme aliment de la volaille (cadre du développement de l'aviculture moderne) et comme aliment de soudure mais aussi comme une culture de rente.

Le mil et le sorgho sont beaucoup plus dépendants du caractère aléatoire de la campagne agricole soumise à plusieurs facteurs dont la pluviométrie. Au cours de la période 1990-2007, le taux de croissance moyen annuel des productions de mil et de sorgho est de l'ordre de 3%, un peu plus que le taux de croît de la population du pays (2,2%).

Les rendements du mil, du sorgho et du fonio ont très peu évolué de 1990 à 2007 avec des taux de croissance annuel ne dépassant pas 1,5%. La pratique de ces cultures se développe en marge de l'intensification. Elles ne bénéficient pas d'une utilisation suffisante de semences améliorées et d'intrants chimiques d'où l'évolution de leur production corrélée à celle des superficies.

Graphique 17 : Evolution des superficies, productions et rendements de Mil et de Maïs 1999 à 2007



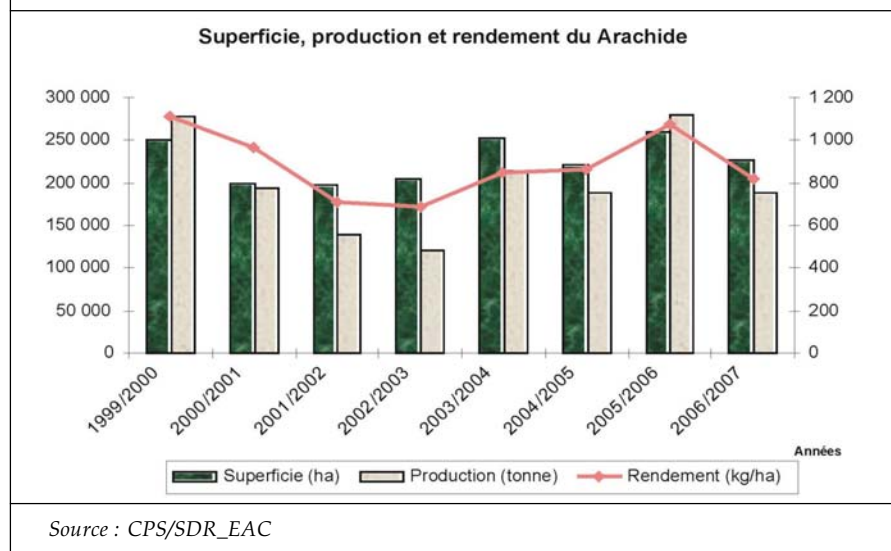
Le maïs a enregistré une croissance moyenne de rendement de 2,2% par an entre 1990 et 2006. En rotation très souvent avec le coton, le maïs bénéficie des arrières effets des intrants. À partir de 1990, son développement a bénéficié de l'introduction de la variété « demba niума » issue de l'effort conjugué de la recherche et de la vulgarisation appuyé par des ONG. Cette variété introduite a un potentiel de production assez élevé (4 à 6 tonnes / ha.)

L'arachide est produite dans tout le pays, mais c'est à l'ouest du pays que cette production est faite à grande échelle. Le trend de la superficie, de la production est en hausse liée à l'affectation des superficies de coton à cette spéculation.

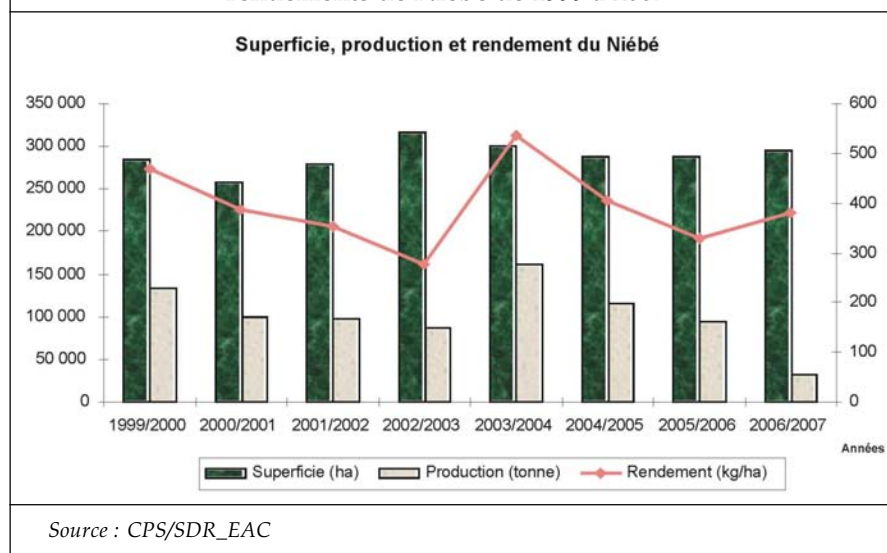
L'arachide est une importante source de revenu des producteurs, il est beaucoup utilisé pour remplacer le coton. Il est soutien important des certaines activités agro-industrielles (huilerie, savonnerie, tourteau, etc.). La superficie cultivée en arachide qui était de 247 686 ha en 1990, a évolué pour atteindre le niveau de 330 544 ha avec un taux de croissance annuel de 1,7%. Cette croissance de la superficie emblavée de l'arachide serait due à la forte demande interne malgré l'introduction récente du coton dans les principales zones de production de l'arachide et l'absence des opportunités d'exportation.

La production d'arachide a presque doublée entre 1990 et 2007 en passant de 180 000 tonnes à 324 000 tonnes au

Graphique 18 : Evolution des superficies, productions et rendements d'arachide de 1999 à 2007



Graphique 19 : Evolution des superficies, productions et rendements de Niébé de 1999 à 2007



Le Niébé : c'est dans les zones agricoles (sud, centre et centre-ouest) que le niébé est produit. Le niébé est cultivé principalement en association avec les autres céréales sèches. Les superficies sont relativement stables, mais la production et le rendement sont à la baisse ces dernières années.

Cette production avec le coton, peuvent venir en appoint au revenu des producteurs et palier la baisse de leur revenu cotonnier. La superficie cultivée en niébé a connu une évolution croissante en passant de 159 000 ha

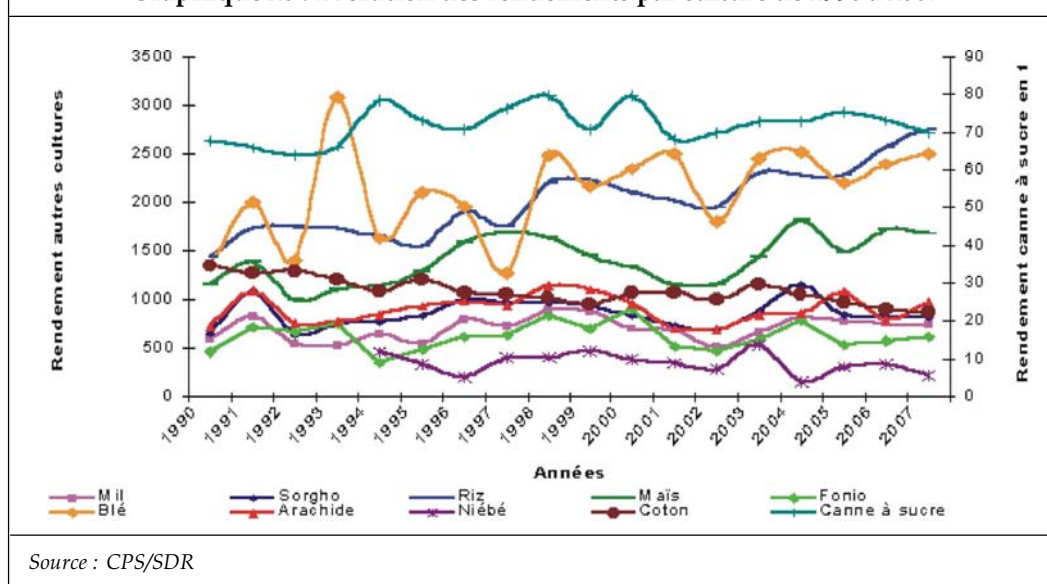
rythme de 3,5% par an, malgré l'absence d'une industrialisation de sa production. Cependant des baisses non négligeables de -14% à -31% ont été observées en 1992, 1995, 1996, et entre 2000 et 2002.

Le rendement l'arachide a évolué en dents de scie comme ceux des cultures céréalières avec un niveau plus élevé de 1142,7 kg à l'hectare observé en 1998 contre un niveau minimal de 690 kg/ha en 2002. L'accompagnement de la recherche pour cette culture a diminué après la disparition des ODR. Par conséquent les semences se sont fortement détériorées. Il est passé de 726,7kg/ha en 1990 à 980,8 kg/ha en 2007, soit une hausse de 35,2% avec un taux de croissance moyen de 1,8% par an.

environ à 263 000 ha entre 1994 et 2007, soit une hausse de 75%, correspondant à un taux de croissance annuel de 4%. Cette croissance de la superficie emblavée du niébé est due au rôle de complément alimentaire non négligeable qu'il joue au près des producteurs compte tenu de son apport en protéine assez élevée (22,1%).

La production du niébé a évolué en dents de scie avec une tendance à la baisse en passant de 69 363 tonnes en 1994 à 58 291 tonnes en 2007, soit une baisse de -16% à un taux de régression moyen de -1% par an.

Graphique 20 : Evolution des rendements par culture de 1990 à 2007



Politique agricole

Objectifs et instruments

La politique de développement agricole au Mali traduit la volonté des autorités du pays de prendre en compte les préoccupations de tous les acteurs du secteur agricole (Etat, collectivités territoriales, producteurs, société civile, partenaires du développement). C'est dans cette optique que fut adoptée la LOA en décembre 2005 par le gouvernement. Elle prend en compte les objectifs de décentralisation, intègre les stratégies et les objectifs de croissance et de réduction inscrits dans les documents de stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que les engagements sous régionaux et internationaux souscrits par le Mali.

Les autorités ont mis l'accent sur le développement du secteur rural, avec l'intensification des aménagements hydro agricoles, l'adoption du Programme gouvernemental d'aménagement de 50.000 hectares entre 2003 et 2007, le démarrage du Programme d'appui aux secteurs agricoles et aux organisations paysannes (PASAOP), la mise en œuvre effective du Programme national d'infrastructures rurales (PNIR) et la création et l'installation de l'Agence d'exécution des travaux d'infrastructures et d'équipements ruraux (AGETIER).

Les superficies aménagées en maîtrise totale de l'eau se sont accrues de 37% entre 2002 et 2003 et de 21 % entre 2003 et 2004 et l'État a mis à disposition des semences dans les zones déficitaires.

L'agriculture vivrière hors riz a évolué au rythme de la pluviométrie et a enregistré un taux de croissance moyen de 8,6% par an sur la période 2002-2006. Avec les aléas climatiques, les taux de croissances observés dans cette branche évoluent en dents de scie d'une année à l'autre (3,2% en 2002 ; 32,0% en 2003 et -11,5% en 2004). Il faut toutefois noter que la baisse exceptionnelle de 11,5% de la production vivrière en 2004 est imputable à l'invasion acridienne.

L'agriculture industrielle, dominée par le coton est en perte de vitesse avec un taux de croissance moyen de 2% sur la période 2002-2006. La décélération de la croissance dans la filière est due à l'évolution défavorable des cours du coton sur le marché mondial. En liaison avec cette évolution, le prix producteur du coton n'a guère dépassé le niveau des 180 FCFA le kilogramme de coton graine depuis 2002.

L'année 2008 sera beaucoup plus marquée par l'intensification des efforts visant à augmenter la production et la productivité de certaines filières telles que le lait, la viande, les fruits et légumes et le riz.

Par rapport au riz, les efforts déployés par le Gouvernement en matière d'investissement dans le domaine de l'irrigation, devaient permettre un accroissement de 50% de la production en 2008 contre 2,8% en 2007.

Cette hypothèse prend en compte non seulement les performances antérieures (10% de croissance moyenne au cours des 6 dernières années) mais aussi la volonté manifeste des autorités à soutenir la production nationale afin d'assurer la sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté d'une part, mais aussi d'impulser le Mali à moyen terme comme pays exportateur net de céréales (notamment de riz) d'autres part.

Le Gouvernement du Mali a décidé de faire de la campagne 2008-2009, une campagne de réponse nationale à la crise du marché international des produits alimentaires en mettant en œuvre un «plan d'opération riz pour la campagne 2008/2009». Le coût global de l'opération est estimé à 42,65 milliards pour une subvention globale demandée à l'Etat de 10,71 milliards de FCFA et un préfinancement des équipements pour 701 millions de FCFA. Cette subvention sera orientée principalement vers les intrants (semences et engrais) et l'appui conseil. Le financement de l'opération sera assuré principalement sur le budget 2008 à travers une réduction des dépenses de fonctionnement de l'Administration à concurrence du montant de l'opération. L'objectif de l'opération est de « travailler plus, produire plus et gagner plus », elle permettra à notre pays de « prendre son sort alimentaire en main »²⁴.

Ainsi, la production attendue de riz pour la campagne 2008-2009 est de 1 618 323 tonnes, soit une augmentation de 50% par rapport à la campagne précédente. Cette embellie attendue permettra de dégager une production de riz marchand de 1 000 000 de tonnes. Elle devrait ainsi couvrir les besoins alimentaires internes du pays (900 000 tonnes) et dégager un excédent commercialisable de 100 000 tonnes.

Cette dynamique est en ligne avec la politique de mécanisation de l'agriculture entamée par le Gouvernement et la volonté d'une exploitation optimale des ressources de l'élevage, notamment à travers la stratégie de valorisation du lait cru local et celle de l'industrialisation de la viande rouge. Toutes choses contribueront à augmenter la productivité et l'efficacité du monde rural.

Les branches de l'élevage et de la pêche enregistrent des croissances faibles mais relativement stables sur toute la période.

Les effectifs du cheptel national sont estimés à : bovins : 8,1 millions, ovins : 9,7 millions, caprins : 13, 6 millions, équins : 357 000, asins : 807 000, camelins : 852 260, porcins : 71.800 et volailles : 30 millions de têtes.

Dans la perspective de l'amélioration des conditions de production, de transformation et d'exportation de la viande, les travaux de construction de l'abattoir sur la rive droite de Bamako (Sabalibougou/ Missabougou) d'une capacité de 10.000 tonnes de viande par an sont terminés.

La production totale de viande est estimée 112 187 tonnes en 2007 (dont 104 851 tonnes de viande rouge et 7 336 tonnes de viande blanche. Les abattages contrôlés ont donné 44 921,156 tonnes contre 41 886,206 tonnes en 2006. Cette production est répartie entre les bovins, les ovins, les caprins, les camelins, les porcins et la volaille.

Les productions de lait et d'œufs sont estimées respectivement à : 500 millions de litres et 183,2 millions d'œufs. La production contrôlée de cuirs et peaux est de 291 259 cuirs bovins, 780 038 peaux ovines – caprines et 543 peaux camelines.

Le commerce du bétail et de la volaille vivants a concerné 1,16 millions de bovins pour une valeur de 174,8 milliards de FCFA ; 2,37 millions d'ovins-caprins pour une valeur de 47,4 milliards de FCFA ; 4,06 millions de volailles pour une valeur de 4,0

milliards de FCFA ; 8.670 camelins pour une valeur de 1,52 milliards de FCFA et 39.351 asins pour une valeur de 1,57 milliards de FCFA.

Les exportations des animaux sur pied ont concerné principalement 148 490 bovins, 272 740 ovins, 12 983 caprins et 1 949 camelins à destination principalement du Sénégal, de la Mauritanie, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, de l'Algérie, du Niger et du Libéria.

Les exportations de viandes fraîches sont estimées à 20,2 tonnes principalement en direction de la Guinée, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire pour une valeur estimée à 60, 5 millions de FCFA.

Les exportations contrôlées de cuirs et peaux ont concerné : 386 409 cuirs de bovins pour une valeur moyenne de 1,5 milliards de FCFA et 1,3 millions de peaux d'ovins et de caprins pour une valeur moyenne de 2,8 milliards de FCFA.

Politique de commercialisation et de régulation

L'amélioration de la production agricole durant serait imputable celle des conditions du marché due d'une part à la politique de libéralisation entreprise par le Gouvernement malien à partir de 1982 et intensifiée en 1991 à travers la suppression totale du contrôle des prix, et d'autre part, à la dévaluation de 1994 qui a donné un coup de levier aux prix des produits agricoles.

Tableau 19 : Evolution des indicateurs de l'élevage de 2002 à 2007

Indicateurs	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Effectifs Cheptel						
- Bovins	7 022 894	7 233 580	7 450 588	7 532 000	7 904 329	8 141 000
- Ovins	7 648 452	8 030 874	8 432 418	8 408 000	9 296 741	9 761 000
- Caprins	10 857 327	11 400 194	11 970 203	12 000 000	13 197 149	13 593 000
- Camelins	664 654	747 670	841 054	674 000	1 064 269	852 260
Production contrôlée de viandes (tonnes)	35 608,81	43 012,5	47 546,12	41 275,35	41 886,21	44 921,16
Exportations contrôlées d'animaux vivants (têtes)						
- Bovins	106 792	93 011	95 540	5 8945	140 368	148 490
- Ovins /Caprins	252 395	165 279	197 711	243 117	177 949	285 723
- Camelins	2433	3533	2961	306	2 865	1 949
Exportations contrôlées de cuirs (pièces)	479 851	609 495	284 999	258 153	398 454	386 409
Exportations contrôlées de peaux (pièces)	2 706 594	2 120 266	1 074 477	407 022	1 030 455	1 338 806
<i>Source: MEP</i>						

Prix au producteur

Depuis la libéralisation en 1987, les producteurs sont exposés aux risques de l'effondrement des prix en période de récolte et à la vulnérabilité pendant les périodes de soudure. La variation des prix des produits agricoles est aussi liée aux facteurs climatiques et économiques qui varient d'une année à une autre. Le rythme de la pluviométrie s'ajoutant aux conditions économiques générales influe sur la production agricole. Une campagne de faible production de céréales sèches est suivie l'année suivante de hausse perceptible du prix du mil en raison de la baisse du niveau des stocks et de l'offre.

Les prix des produits agricoles en général, connaissent des variabilités saisonnières assez importantes dont les impacts se font sentir sur les producteurs. En effet, les prix du mil/sorgho/maïs sont fonction de l'offre, donc de la production, alors que celui du riz dépend aussi de la politique d'importation. Pendant les années de faible production, le prix du mil/sorgho et du riz ont tendance à être au même niveau.

Les prix au producteur des céréales, de 1990 à 2007, ont connu une évolution en dents de scies avec des taux de croissance plus élevés observés en 2005, suite à la mauvaise campagne agricole 2004 caractérisée par l'insuffisance des pluies et à l'invasion acridienne. L'évolution moyenne par an est de 3,4% pour le riz paddy, 8,9% pour le mil, 8,4% pour le sorgho, 8,3% pour le maïs et 2,9% pour le fonio. Cependant des chutes de prix au producteur allant jusqu'à plus de (-30%) ont été notées en 1999 (pour le mil) et 2000 (pour le sorgho) suite à un bon approvisionnement des marchés sur tout le territoire national grâce à la bonne production des campagnes 1999/2000 et 1998/1999. Les producteurs n'ont toutefois pas bénéficié de prix rémunérateurs. Cette situation a été aggravée en zone cotonnière par la baisse du cours du coton sur le marché mondial.

L'évolution du prix du coton, principal produit d'exportation agricole du pays, est liée au cours mondial et souvent à des

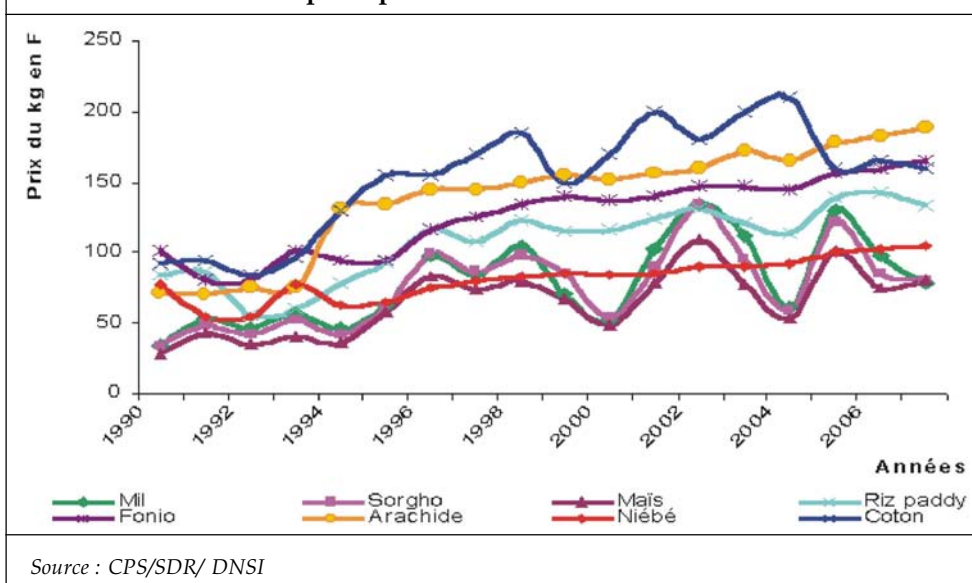
mesures de soutien de l'Etat. Le prix moyen au producteur du coton a évolué au rythme de 3,2% en moyenne par an, entre 1990 et 2007.

Ainsi, de 1990 à 1993, le prix au producteur du coton a évolué en moyenne d'environ 2% par an malgré une baisse du prix international de 10% par an lié probablement au soutien de l'Etat. De 1994 à 2007 le prix au producteur du coton a connu beaucoup de fluctuation avec des variations annuelles différentes, augmentation de 33,3% en 1994 par rapport à 1993 contre -23,8% en 2005 par rapport 2002. Il a atteint un record de 210 F.CFA en 2004 puis a chuté en 2005 suite à la baisse des cours mondiaux du coton (de -26,4% par rapport à 2004). Les difficultés que connaît la filière a conduit à la mise en place d'un nouveau mécanisme de fixation des prix (en 2005) avec la participation des producteurs. Il tient compte désormais de l'environnement international, des facteurs de productions etc. et ne favorise pas toujours un prix intéressant pour le producteur.

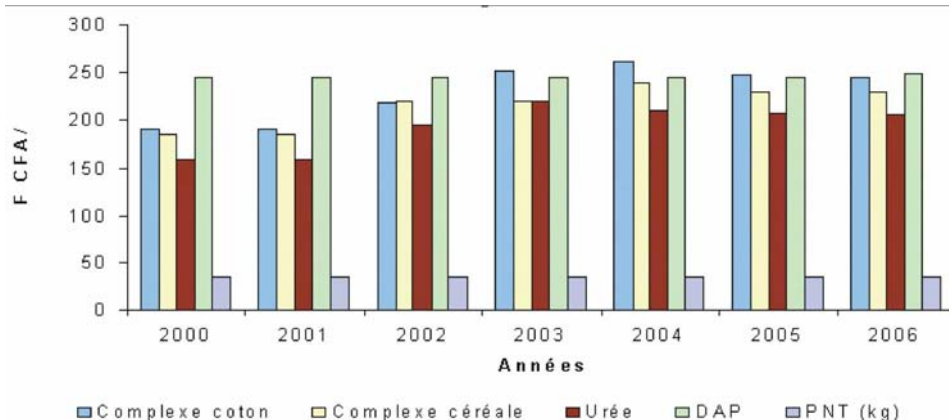
Quant aux prix de l'arachide et du niébé, durant les quatre années (1990-1993) précédant la dévaluation, ils ont faiblement évolué avec des moyennes respectives par an de 1,4% et 0%. En 1994, année de la dévaluation, on constate une forte augmentation du prix de l'arachide (74,7%). De 1995 à 2007 la variation moyenne des prix de l'arachide et du niébé sont respectivement de 2,8% et 4,1%.

Bien que la liberté des prix soit la règle du jeu, d'importantes implications de l'Etat sont observées pour réguler les prix afin de contenir l'inflation à des niveaux soutenables. Ces implications concernent les exonérations des taxes sur certains produits selon les

Graphique 21: Evolution des prix aux producteurs des principales cultures de 1990 à 2007



Graphique 22: Evolution du prix des engrais en zone cotonnière (CMDT) de 2000 à 2006



Source : CMDT

circonstances et pour la production de certains produits selon les cas. Avec les crises énergétique et alimentaire de ces dernières, d'importants appuis budgétaires de l'Etat y ont été faits (plus de 4 milliards de FCFA d'exonération et près de 45 milliards de FCFA de subvention dans le cadre de l'initiative riz en 2008.

Prix des principaux intrants

Les prix de cession des intrants étaient généralement uniformes au niveau des zones de fortes consommations (CMDT, Office du Niger, OHVN). Avec la libéralisation et l'intervention de plusieurs acteurs dans le domaine, quelques différences existent entre les prix des engrais selon les zones citées ci-dessus.

Le désengagement de l'Etat dans la filière et l'introduction de la libre concurrence dans l'approvisionnement, n'ont pas permis la réduction

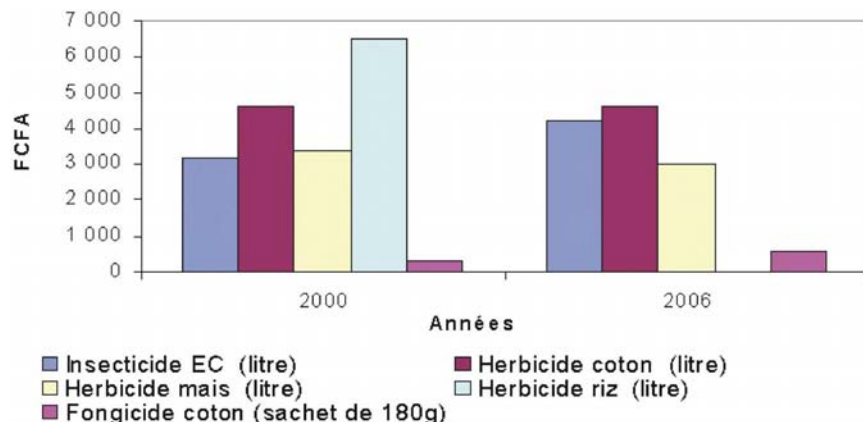
augmentation appréciable (exception faite sur le DAP). De 2002 à 2006 les prix des engrais ont augmenté à un rythme de 2,8% par an pour le complexe coton, 1% pour le complexe céréale, 1,4% pour l'urée et moins de 0,5% pour les autres. Cette augmentation du prix des engrais serait due à la suppression de la subvention de la CMDT sur les intrants qui se faisait au niveau du transport et du stockage des intrants. Ces différents coûts n'étaient pas pris en compte dans la structure du prix des intrants aux producteurs de coton. Par ailleurs, l'évolution croissante du prix de l'urée depuis 2002 serait imputable à la hausse du prix du pétrole qui intervient de beaucoup dans la détermination du prix de l'urée.

La tendance du prix des pesticides est à la hausse. Ces produits sont de plus en plus demandés par les producteurs, notamment dans les zones de riziculture avec prédominance de « diga » pour les herbicides et dans la zone CMDT où l'utilisation d'insecticide est prédominante dans la productivité.

Entre 2000 et 2006, les prix des insecticides et des fongicides ont enregistré des taux de croissances moyennes respectives de 5% et 11%, alors que ceux des herbicides sont restés presque stables.

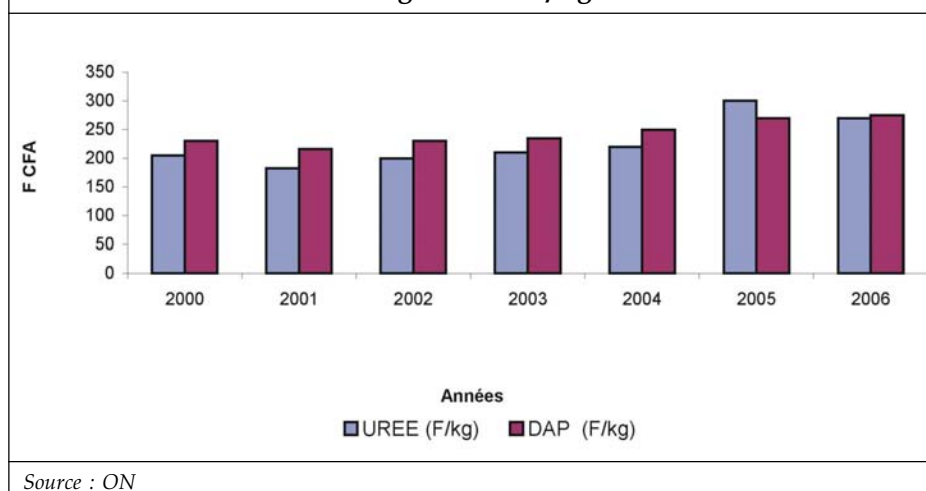
En zone Office du Niger, les prix des engrais ont suivi une évolution croissante entre 2000 et 2006. Les prix sont passés de 205 à 270 FCFA/kg pour l'urée et de 230 à 275 FCFA/kg pour

Graphique 23: Evolution des prix des pesticides en zone cotonnière de 2000 à 2006



Source : CMDT

Graphique 24 : Evolution du prix des engrais à l'Office du Niger en F CFA/Kg



Au cours de la campagne (2008/2009), les prix de cession de l'urée sont passés de 320 FCFA./kg à 520 FCFA/kg selon les localités. Il se situe autour de 350 FCFA /kg à l'Office du Niger. Concernant le DAP et le Niéléni, les prix pratiqués sur le marché ont varié de 400 FCFA à 585 FCFA.

Les prix les plus bas ont été obtenus au début de la campagne. Au cours de la campagne, les prix des engrais ont connu une augmentation très forte.

le DAP, avec des taux de croissance respectifs de 5% et 3%. Cependant, des chutes de prix de 11% à 10% pour l'urée ont été observées en 2001 et 2006 et de 6% pour le DAP en 2001. Cette situation est en partie le reflet de l'évolution des prix pétroliers.

En 2007/2008, selon les résultats de l'Enquête Agricole de conjoncture, les prix des engrais ont été en moyenne de 246 FCFA pour l'urée, 298 FCFA pour le DAP, 241 FCFA pour le complexe- céréales, 259 FCFA pour le complexe coton, 236 F CFA pour le PNT et de 284 FCFA pour le NPK (Sougoubè sougoubè). Cependant une certaine disparité est observée selon les régions (tableau ci dessous). En effet les prix les plus élevés ont été observés dans les régions de Tombouctou (plus de 300 FCFA le kilo du DAP, les complexes céréales et l'Urée) et de Mopti (300 F CFA/kg du complexe coton et du PNT). C'est dire que le prix varie selon le niveau d'enclavement et la distance de la région.

Toutefois il est à noter que dans le cadre de l'initiative Riz, l'engrais a été subventionné par le Gouvernement. Ainsi un kilogramme d'urée ou de DAP (ou de Niéléni) est revenu au producteur à 250 FCFA, soit une subvention de 22% pour l'urée et 43% pour le DAP, en lieu et place des prix suivants sur le marché en début de campagne qui étaient respectivement de 320 FCFA/kg et 440 FCFA/kg pour l'urée et le DAP.

Semences

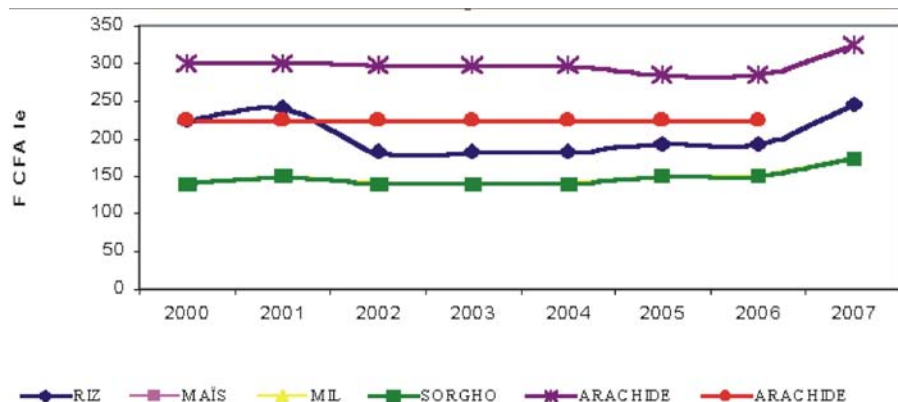
En général, sur la période 2000-2007, à l'exception de l'arachide (qui a connu une stabilité de prix avec un niveau de 225 FCFA/kg jusqu'en 2006), les prix des autres semences ont peu évolués. Les semences des céréales sèches (mil, sorgho et maïs) ont enregistré, entre 2000 et 2006, une hausse de 25% en passant de 140 à 175 FCFA/Kg, soit un taux de progression de 3% par an. A la même période, les prix des semences du riz et du niébé ont également augmenté de 9% et 8% respectivement aux rythmes annuels de 1% chacun.

Tableau 20 : Prix moyens régionaux des engrais selon les types (F CFA/sac de 50 kg) en 2007

Type d'engrais	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou
DAP		12500	12800	15000	15000	16000
Complexe céréales	12000	13000	11910	12000	15000	17000
Complexe coton	13000	13000	12995	13000	15000	
Urée	12000	12000	11125	15000	13500	17500
PNT			11910	14500	15000	
NPK (sougoubè sougoubè)		11750		14500		

Source : EAC/CPS/SDR

Graphique 25 : Evolution des prix des semences améliorées par cultures de 2000 à 2007 (en FCFA/kg)



Source : SSN

Prix au consommateur

Entre 1990 et 2006, les prix aux consommateurs ont augmentés de 86%, 67%, 74% et 52% respectivement pour le mil, sorgho, maïs et riz, aux rythmes de progression annuelle respectifs de 3% (pour le sorgho et le riz) et 4% (pour le mil et le maïs). Il faut signaler que le niveau de revenu des consommateurs n'aurait pas augmenté au même rythme. Quant on sait que les céréales interviennent pour plus 70% dans l'alimentation de la population, cette situation mérite d'être bien examinée pour mesurer l'effet sur les ménages.

Les niveaux de prix les plus faibles ont été observés en 1992 (pour le mil, sorgho et maïs) et en 1993 (pour le riz). On a assisté à des flambées de prix de 65 à 71% pour les céréales sèches en 2005 (effet de la mauvaise campagne de 2004) et de plus de 20% pour le riz au cours des années 1995 et 1996 due à la dévaluation.

souvent des niveaux moyens supérieurs à ceux du riz local sauf en période de soudure où le riz local rejoint le riz importé. A partir de 2003 on observe des évolutions assez comparables de même niveau de prix à certaines périodes. Mais souvent, le prix du riz local dépasse nettement celui du riz importé.

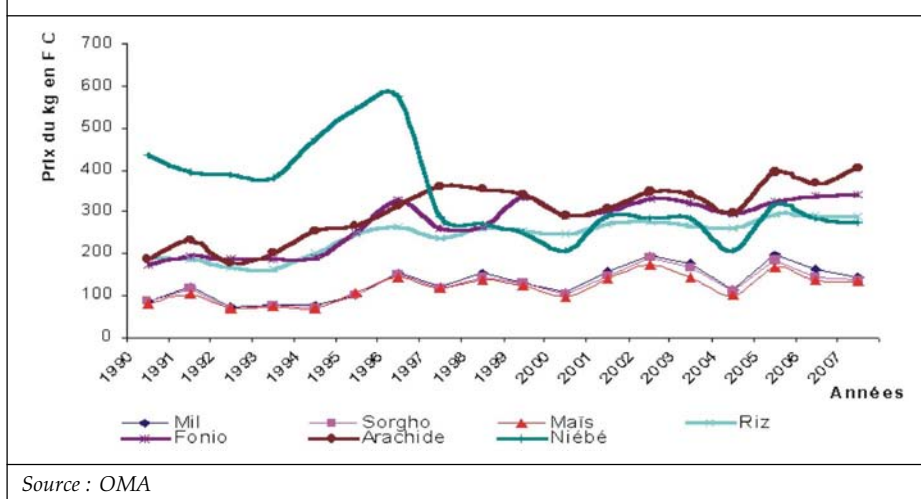
Analyse de la chaîne de valeur des deux principaux produits agricoles

Structure de marché des producteurs

Nombre de producteurs, taille et distribution des exploitations

On dénombre environ 165.000 exploitations agricoles familiales productrices de coton en zone cotonnière. Environ 9 à 10 personnes vivent en moyenne dans une exploitation familiale et 30% d'entre elles sont des actifs.

Graphique 26 : Évolution des prix à la consommation des céréales de 1990 à 2007



Source : OMA

Les types d'exploitation sont caractérisés de la manière suivante (Giraudy F., 1996) :

- Type A : exploitation bien équipée pour la culture attelée, ayant au moins une charrette et possédant un troupeau de plus de 10 bovins, avec au moins deux paires de bœufs de labour. Ce sont ces types qui dégagent le plus de surplus commercialisation donc plus en rapport avec le marché
- Type B : exploitation disposant d'au moins une paire de bœufs de labour et d'une unité de culture attelée, mais ayant un troupeau de bovins de moins de 10 têtes, y compris les bœufs d'attelage. Ces exploitations sont en situation de transition. Elles commencent à capitaliser mais pour la plupart, la situation d'équilibre est précaire. Les relations avec le marché sont relativement importantes.
- Type C : exploitation non-équipée pour la culture attelée, mais sachant conduire un attelage et disposant d'un équipement incomplet. Elles sont en situation de déséquilibre et très souvent, elles ont du mal à assurer leur autosuffisance alimentaire. C'est la première catégorie des acheteurs nets de céréales en période de soudure.
- Type D : exploitation en culture manuelle, ne connaissant pas ou très peu la culture attelée. Elles sont dans une situation précaire sans ressources humaines, sans équipement, elles sont en grande partie liées aux autres exploitations (main-d'œuvre payée en nature ou en liquide) ; ce sont les acheteurs nets de céréales.

Il faut ajouter à ces 4 types, les exploitations motorisées équipées de tracteurs qui devraient constituer un groupe particulier y compris dans la structuration des producteurs avec des associations de motorisées. Mais en pratique, ce groupe est inclus dans le type A au suivi/évaluation de la CMDT car le nombre d'exploitations concernées est faible.

Tableau 21 : Répartition typologique des exploitations

Type	Pourcentage (%)
Type A	24
Type B	53
Type C	10
Type D	13
TOTAL	100
<i>Source: CMDT, campagne 2003/04</i>	

Rôle des coopératives

Les producteurs organisés en associations villageoises (AV), structures pré coopératives, ont joué un rôle important dans les activités agricoles, notamment dans les domaines de la gestion du crédit et ceux du classement et de la commercialisation des

produits. Les difficultés intervenues dans le domaine de la gestion du crédit ont été à la base de la crise de croissance qu'ont connue les AV. Par ailleurs, le classement du coton graine par les organisations de producteurs a été source de litiges, de perte de qualité de la fibre et de perte de revenus pour la filière.

A la faveur des changements socio-économiques et politiques intervenus dans le pays depuis 1991, caractérisés par la mise en œuvre du processus démocratique, la société civile malienne a exprimé sa volonté de s'impliquer davantage dans la mise en œuvre des politiques de développement. Ceci s'est traduit en zone cotonnière par la création et la montée en puissance des syndicats de producteurs cotonniers. C'est ainsi que le SYCOV (Syndicat des cotonniers et vivriers) a vu le jour lors de son congrès constitutif tenu à Cinzana fin septembre 1992. Auparavant, le SPCK (Syndicat des producteurs du Cercle de Kita avait) vu le jour en octobre 1991. Les problèmes internes au sein de ces syndicats vont conduire à des dissensions et à la création du SYPAMO à Kita (Syndicat des producteurs agricoles de Mali Ouest), en plus du SPCK. En zone Mali-sud, les dissensions au sein du SYCOV vont conduire à la création du SYVAC (Syndicat de Valorisation du Coton au Mali), suite au boycott de la production par les producteurs cotonniers lors de la campagne agricole 2000/2001. Le rôle des syndicats va cependant être remis en cause par le nouveau contexte de privatisation qui a conféré aux organisations paysannes de nouvelles fonctions, qu'elles revendiquent du reste, et qui exigent d'elles d'être dotées de la personnalité juridique : participation au capital des sociétés d'égrenage, gestion de l'approvisionnement en intrants, représentation au sein de l'interprofession, etc. Il était donc indispensable d'apporter aux producteurs tout l'appui adéquat pour :

- la mise en place des Coopératives de producteurs de coton (CPC), des unions locales et régionales de CPC ainsi que de la fédération nationale des CPC ;
- la nécessaire formation des responsables de ces structures aux fonctions que les producteurs doivent assumer dans le contexte de la privatisation.

Rôle des entreprises d'Etat

Le rôle d'encadrement à la base des producteurs et des AV a été dévolu aux ZAER (Zones Agricoles et d'Expansion rurale) de la CMDT avec la volonté affichée de développer la culture cotonnière de manière extensive en défrichant et en mettant en valeur de plus en plus de terres. D'une manière générale entreprises d'Etat (CMDT, ON, OHVN) ont joué ce rôle d'encadrement du monde rural.

Structure de marché des fournisseurs d'intrants

Principaux fournisseurs et structure des marchés

L'identification des principaux fournisseurs et l'établissement de la structure des marchés ont été faits à partir des statistiques d'importation disponibles au niveau de la DNCC.

Pour évaluer la prévalence des pratiques anticoncurrentielle, des entretiens ont été organisés auprès de 11 des principaux opérateurs du secteur, tous appartenant au secteur privé. Ces entretiens ont été faits sur la base du questionnaire de CUTS : 5 fournisseurs de semence (MAF TRADING SARL, GDCM SA, LA SIKASSOISE et TROPICASEM MALI SARL) ; 3 fournisseurs d'engrais (TOGUNA SARL, TOGUNA AGRO INDUSTRIES SA et DTE) ; 3 fournisseurs d'insecticides-fongicides (MPC-MALI PROCTION DES CULTURES, LA CIGOGNESABANIKO et WAGADOU BUSINESS SA).

a) Identification des principaux fournisseurs

• Fertilisants et produits phytosanitaires

De nombreux fournisseurs évoluent sur le marché des

fertilisants et produits phytosanitaires. Les principaux opérateurs identifiés sont au nombre de 9 (4 pour les engrais, 5 pour les insecticides-fongicides). Il s'agit de :

- pour les engrais, TOGUNA SARL, TOGUNA AGRO INDUSTRIES SA, DTE, BME MALI ;
- pour insecticides- fongicides, MPC (MALI PROCTION DES CULTURES), CIGOGNE SA BANIKO, LE WAGADOU BUSINESS SA, MOUSSA BOURY FALL et ARC EN CIEL SARL.

• Semences

Le marché des semences, lui, comporte 5 principaux distributeurs (3 pour le maïs, 2 pour le riz). Il s'agit de :

- pour le maïs, MAF TRADING SARL, GDCM SA, LA SIKASSOISE ;
- pour le riz, TROPICASEM MALI SARL et INTER AGRO SARL.

b) Structure de marché

• Fertilisants et produits phytosanitaires

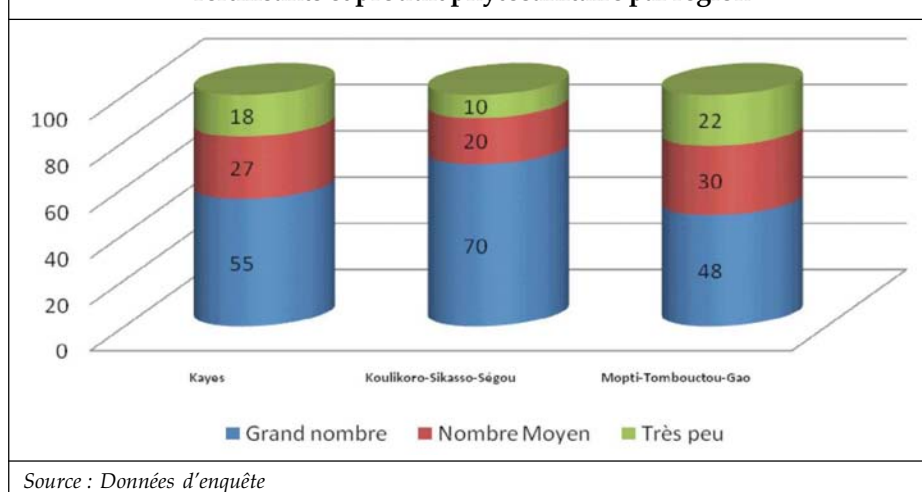
Les résultats des entretiens indiquent que la concurrence est assez grande. En effet, selon 75 % des enquêtés il y a un grand nombre de concurrents dans le domaine (tableau ci-dessous).

Tableau 22 : Nombre de concurrents des fournisseurs de fertilisants et produits phytosanitaires en %

Fournisseurs	Fréquence (%)
Grand Nombre	75
Nombre Moyen	20
Très peu	5
Total	100

Source : Données d'enquête

Graphique 27 : Nombre de concurrents des fournisseurs de fertilisants et produit phytosanitaire par région

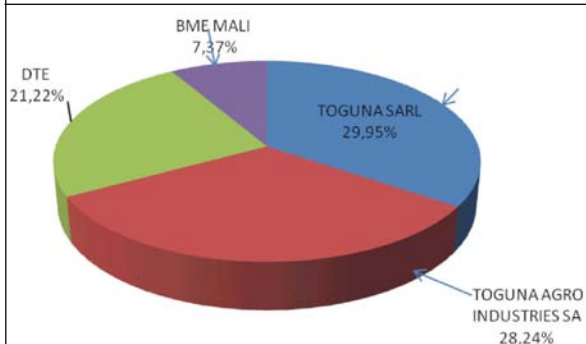


Source : Données d'enquête

Une analyse par grande zone agricole révèle que la concurrence est plus forte dans la zone Koulikoro-Sikasso-Ségou avec un grand nombre de fournisseurs (70%), moyenne dans les autres zones avec respectivement 55% pour Kayes, 48% pour Mopti-Tombouctou-Gao. Il convient de noter que la zone Koulikoro-Sikasso-Ségou est la plus grande région agricole (plus de 70% de production totale).

Selon les résultats d'enquête relative à l'importance de chacun des opérateurs sur le terrain (graphiques 28 et 29 ci-dessous), il apparaît que TOGUNA domine le marché de fourniture des fertilisants avec près de 60% du marché, même si DTE emporte une part non négligeable (près de 22%). Sur le marché des produits phytosanitaires, il n'existe pas de domination extrême par un seul fournisseur. Cependant, MPC et SIGOGNE SA détiennent les parts les plus importantes avec respectivement 28,47% et 27,03%.

Graphique 28: Plus grands fournisseurs de fertilisants



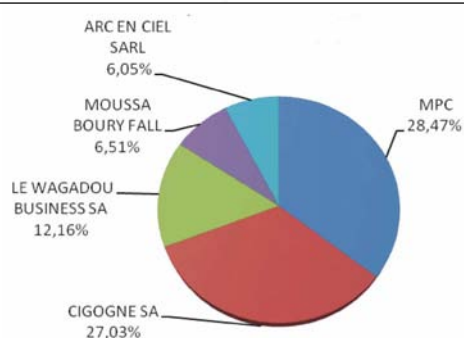
Source : Données d'enquête

Graphique 31: Présence et part des grands fournisseurs de produits phytosanitaires par zone agricole



Source : Données d'enquête

Graphique 29: Plus grands fournisseurs de produits phytosanitaires



Source : Données d'enquête

• Semences

Au contraire des marchés des engrais et produits phytosanitaires, les résultats des entretiens indiquent que la concurrence est moins grande (tableau 23 ci-dessous). En effet, seulement 32% des enquêtés trouvent qu'il y a un grand nombre de concurrents dans le secteur, 40% même estiment que la concurrence est Très peu.

Selon le graphique 32, cette situation de faiblesse de la concurrence est plus prononcée dans la zone 1 (région de Kayes) avec plus de 60% des interviewés qui trouvent le nombre de fournisseurs de semences très faible.

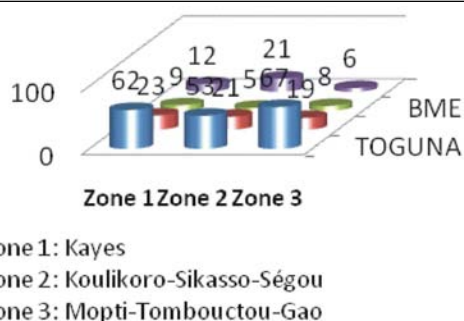
Par rapport à leur positionnement spatial, tous les principaux fournisseurs sont présents dans les différentes régions agricoles avec des parts de marché reflétant la situation globale, ainsi que le montrent les graphiques 30 et 31 ci-après, confirmant par ce fait une concurrence potentielle assez forte. Toutefois, il existe des groupes d'opérateurs dominants. En effet, 88% du marché des engrais sont dans les mains de 4 fournisseurs et 81% des insecticides- fongicides sont assurés par 5 distributeurs. Ceci incite donc à surveiller les comportements de ces groupes d'opérateurs.

Tableau 23 : Nombre de concurrents des fournisseurs de semences en %

Fournisseurs	Fréquence (%)
Grand Nombre	32
Nombre Moyen	28
Très peu	40
Total	100

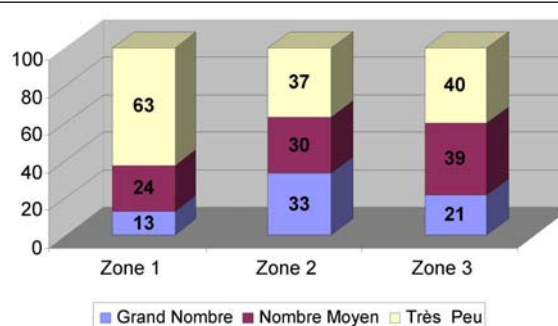
Source : Données d'enquête

Graphique 30: Présence et part des grands fournisseurs d'engrais par zone agricole



Source : Données d'enquête

Graphique 32: Nombre de concurrents des fournisseurs de semence par zone agricole



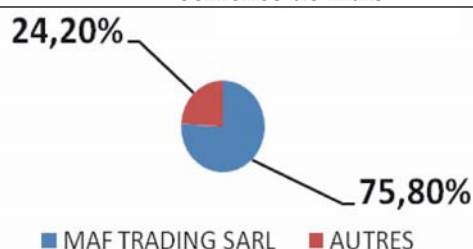
Source : Données d'enquête

Le Mali étant un pays essentiellement agricole, il importe que des dispositions utiles soient prises pour bien surveiller le comportement des opérateurs du secteur.

Au regard des résultats d'enquête sur l'importance de chacun des opérateurs sur le terrain (graphiques 33, 34 et 35 ci-dessous), il apparaît que MAF TRADING SARL est le fournisseur dominant des semences de maïs, avec plus de 75% du marché, GDCM SA domine la fourniture des semences de riz, avec plus 98%. Par contre en matière de fourniture des semences de fruits et légumes, il n'y a pas de domination excessive quoique LA SIKASSOISE détient une part assez importante (près de 42% du marché).

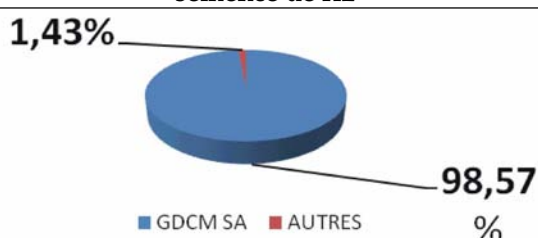
Le riz s'affichant de plus en plus comme aliment de base de la population, il y a lieu de surveiller le comportement de GDCM SA.

Graphique 33: Plus grands fournisseurs de semence de maïs



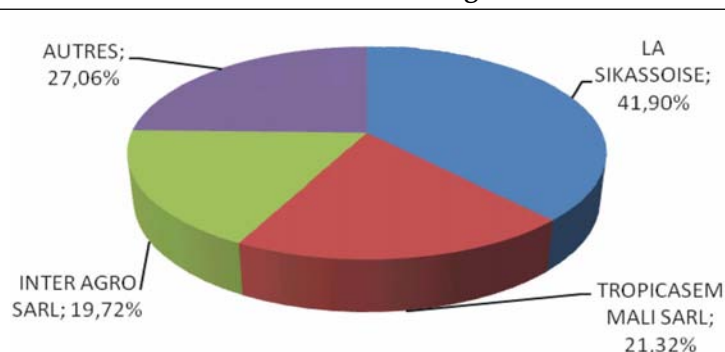
Source : Données d'enquête

Graphique 34: Plus grands fournisseurs de semence de riz



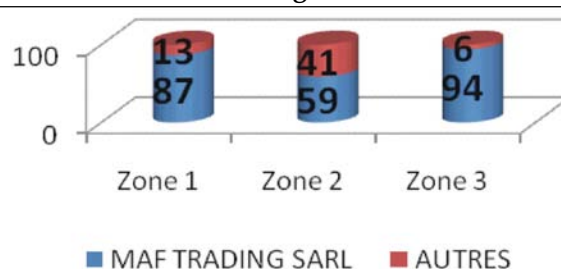
Source : Données d'enquête

Graphique 35: Plus grands fournisseurs de semence de fruits et légumes



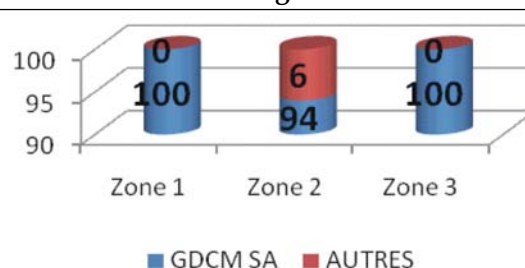
Source : Données d'enquête

Graphique 36: Présence et part des grands fournisseurs de semence de Maïs dans les zones agricoles



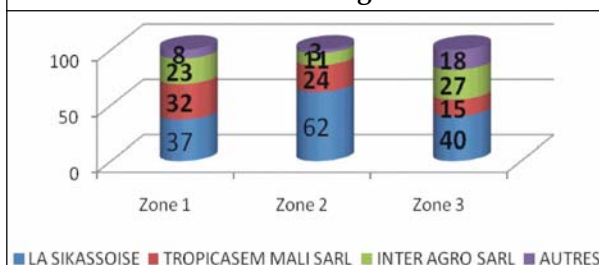
Source : Données d'enquête

Graphique 37: Présence et part des grands fournisseurs de semence de riz dans les zones agricoles



Source : Données d'enquête

Graphique 38: Présence et part des grands fournisseurs de semence de fruits et légumes dans les zones agricoles

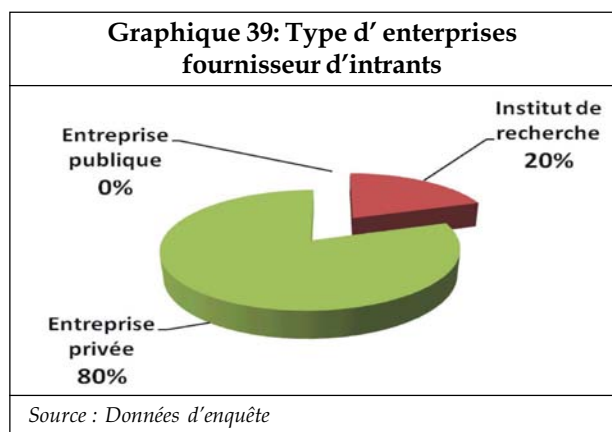


Source : Données d'enquête

Suivant les graphiques 36, 37 et 38 ci-dessous relatifs au positionnement géographique et à la part de marché, il revient que les principaux fournisseurs de semences sont présents dans toutes les zones agricoles à l'exception des zones 1 et 3 où le marché de semence de riz est tenu par un seul fournisseur (GDCM SA). Il revient aussi que les marchés sont caractérisés par la présence d'opérateur dominant, sauf dans les zones 1 et 3 où la concurrence est plus vive sur la fourniture de semence des fruits et légumes.

c) Rôle des Entreprises publiques dans la fourniture des intrants agricoles

Avec la structuration de la Compagnie Malienne de développement des textiles (CMDT), aucune entreprise publique ne joue de rôle important dans la commercialisation des intrants agricoles ; ce rôle étant désormais confié aux coopératives des producteurs. Seuls les instituts de recherches agricoles sont quelque peu impliqués, ainsi que montre le graphique ci-dessous.



Pratiques anticoncurrentielles dans le marché des intrants agricoles : prévalence, effets potentiels et actions éventuelles pour les freiner.

a) Prévalence des pratiques anticoncurrentielles

Les tableaux 24 et 25 ci-dessous indiquent que dans les marchés des intrants agricoles, plus de 80% des fournisseurs trouvent un niveau de pratiques anticoncurrentielles élevé ou modéré.

En effet, près de 50% des opérateurs pensent que le niveau est élevé (53,6% pour le marché des fertilisants ; 40,5% pour le marché des semences) et environ 35% d'entre eux estiment la prévalence modérée (35,6% sur le marché des fertilisants ; 33,3% pour le marché des semences).

Il revient donc que les marchés des intrants agricoles, notamment des fertilisants, sont caractérisés par une assez forte concurrence résultant de la présence

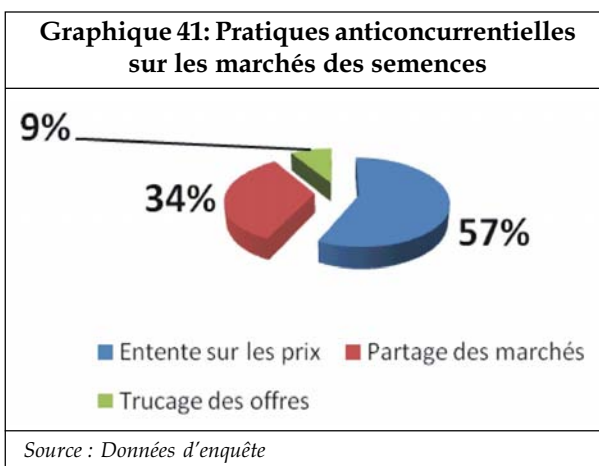
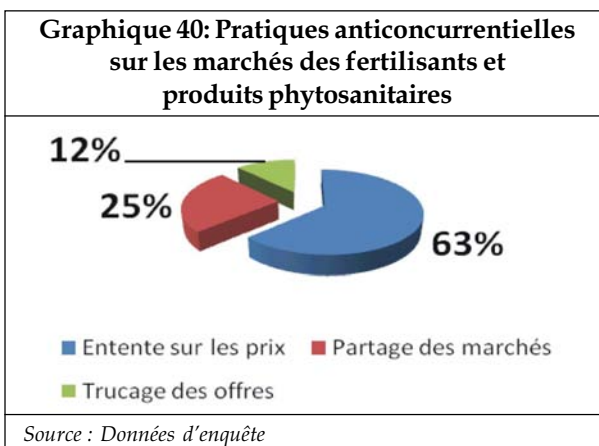
Tableau 24 : Niveau de prévalence des pratiques anticoncurrentielles sur le marché des fertilisants	
Modalités	Fréquence (%)
Elevé	53,6
Modéré	35,6
Nul	10,8
Total	100,0
Source : Données d'enquête	

Tableau 25 : Niveau de prévalence des pratiques anticoncurrentielles sur le marché des semences

Modalités	Fréquence (%)
Elevé	40,5
Modéré	33,3
Nul	26,2
Total	100
Source : Données d'enquête	

effective de plusieurs grands fournisseurs dans toutes les zones agricoles.

Sur les pratiques anticoncurrentielles les plus fréquentes dans les marchés des intrants agricoles, les graphiques 40 et 41 montrent que les ententes sur les prix, le partage des marchés et le trucage des offres sont les pratiques observées. En effet, les ententes sur les prix représentent 63% des pratiques sur les marchés des fertilisants et produits phytosanitaires, 57% sur les marchés des semences. Le partage des marchés occupe 25% des pratiques sur les marchés des fertilisants et 34% sur le marché des semences. Le trucage des offres, lui, constitue 12% des pratiques sur les marchés des fertilisants et 9% sur le marché des semences.



b) Effets potentiels des pratiques anticoncurrentielles

- Cas des fertilisants et produits phytosanitaires
Le tableau 26 présente les résultats des enquêtes relatives aux effets des pratiques anticoncurrentielles sur la demande de fertilisants et produits phytosanitaires.

Les pratiques restrictives de la concurrence n'affectent pas encore significativement la demande de fertilisants et produits phytosanitaires. En effet, près de 87% des enquêtés trouvent les effets peu réduits ou non significatifs.

S'agissant des effets sur le niveau de vie des agriculteurs, les résultats de l'enquête non pas permis de tirer de conclusions pertinentes. Toutefois, on peut dire que ces effets ne sont pas négligeables.

Tableau 26 : Effet des pratiques anticoncurrentielles sur la demande de fertilisants et produits phytosanitaires des agriculteurs	
Fournisseurs de fertilisants	Fréquence (%)
Demande beaucoup réduite	13,65
Demande peu réduite	22,30
Impacts non significatifs	64,05
Total	100,00
Source : Données d'enquête	

• Cas des semences

Les informations contenues dans le tableau 27 révèlent que les pratiques anticoncurrentielles dans le marché des semences n'ont pas d'effets importants sur la production et la qualité des produits agricoles. En effet, moins de 19% des interviewés estiment que ces pratiques réduisent la production ou la qualité des produits.

Par contre, ces pratiques affectent les prix des produits agricoles ainsi que le montre le tableau 28 où 68% des enquêtés pensent qu'ils entraînent une augmentation de prix.

Tableau 27 : Effets des pratiques anticoncurrentielles sur la production et la qualité des produits agricoles	
Fournisseurs de fertilisants	Fréquence (%)
Production réduite	18,7
Effets sur la qualité	15,9
Effets non significatifs	66,4
Total	100,00
Source : Données d'enquête	

Tableau 28 : Effets des pratiques anticoncurrentielles sur les prix des produits agricoles

Effets	Fréquence (%)
Augmentation des prix	68
Pas d'impact significatif	21
Prix contrôlés	11
Total	100,0
Source : Données d'enquête	

Au plan global, les résultats d'enquêtes révèlent donc que les pratiques commerciales restrictives n'influencent pas significativement les activités agricoles en dehors de la fixation des prix. Cette situation peut s'expliquer par le fait que le secteur agricole n'est pas véritablement « dans le marché » ; la production agricole est encore plus tournée vers l'autoconsommation.

c) Evaluation des actions prises par le Gouvernement pour freiner les pratiques anticoncurrentielles

Les résultats d'enquêtes, résumés dans les tableaux 29 et 30, indiquent que les fournisseurs d'intrants agricoles estiment que le Gouvernement ne fait pas assez d'actions pour freiner les pratiques anticoncurrentielles.

Cette opinion étant plus prononcée dans le cas des semences, il y a lieu de revoir la politique à ce niveau si l'on veut atteindre l'objectif de puissance agricole.

Tableau 29 : Opinion sur les actions du Gouvernement dans le cas des fertilisants

Nature	Fréquence (%)
Action sur tous les problèmes	11
Certaines actions mais pas assez	32
Pas d'action	40
Limites à ce peut faire le Gouvernement	17
Total	100
Source : Données d'enquête	

Tableau 30 : Opinion sur les actions du Gouvernement dans le cas des semences

Nature	Fréquence (%)
Action sur tous les problèmes	14
Certaines actions mais pas assez	29
Pas d'action	47
Limites à ce peut faire le Gouvernement	10
Total	100
Source : Données d'enquête	

Conclusions

Le présent rapport élaboré dans le cadre du projet 7Up4 avait pour objectif de décrire de façon exhaustive l'état de la concurrence au Mali en mettant un accent particulier sur les obstacles à la mise en œuvre d'un régime efficace. Pour ce faire, il s'est appuyé sur la recherche documentaire et l'entretien qualitatif mis en œuvre sur la base d'un guide d'entretien.

Le Mali est un PMA continental situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest dont l'économie, basée sur le secteur primaire (43%), est caractérisée par une extrême vulnérabilité aux aléas climatiques. Les politiques économiques et sociales adoptées par le Gouvernement ont contribué favorablement à l'établissement du processus concurrentiel. Ainsi, la concurrence est un des principes de base de la politique économique des pouvoirs publics. Toutefois, les PAS ont plongé un nombre important de familles dans des situations d'extrême précarité que les différents Programmes de réduction de la pauvreté n'ont pas encore réussi à régler. Les IDE ne sont orientés que vers quelques secteurs (mines, télécommunications, hôtels).

De réels efforts ont été accomplis pour mettre en place une législation de la concurrence, des institutions et des procédures appropriées. Les entités chargées de la concurrence (DNCC et CNC) disposent des larges pouvoirs, sous la surveillance de la Justice. Les rapports entre la régulation sectorielle et les autorités chargées de la concurrence doivent être examinés à la fois aux niveaux national et communautaire.

Au plan national, la coexistence est mieux réglée pour les secteurs des télécommunications et des marchés publics que pour les autres secteurs régulés, mais il n'existe pas de mécanisme formel de consultation entre les régulateurs et l'autorité de la concurrence. Au plan communautaire, les rapports en matière de concurrence entre les régulateurs sectoriels et la Commission de l'UEMOA n'ont pas été prévus, bien que ceux qui régissent les liens de la Commission de l'UEMOA avec les autorités nationales de la concurrence reconnaissent l'exclusivité de la Commission de l'UEMOA en matière de lutte contre les pratiques anticoncurrentielles (ententes, abus de position dominante, pratiques anticoncurrentielles imputables à l'Etat et les aides publiques).

Dans la pratique, les droits sectoriels ne sont pas adaptés à la législation communautaire, et la régulation sectorielle affiche une velléité à juger les pratiques anticoncurrentielles pour répondre à la lenteur de la Commission dans l'examen des dossiers. Dans les deux cas, toutefois, on ne relève pas de conflits significatifs jusqu'à présent.

En plus de la concurrence déloyale (fraudes, contrefaçon, qualité douteuse, etc.), les accords de fixation des prix de vente, les aides publiques et les pratiques anticoncurrentielles imputables à l'Etat sont les pratiques dommageables le plus souvent signalées par les consommateurs et les médias. Les produits objets de ces pratiques les plus souvent cités sont le sucre, le lait en poudre, la farine, l'huile alimentaire, la viande et les céréales (riz, mil, sorgho, maïs).

Selon l'enquête effectuée pour le compte de cette étude, il ressort qu'une majorité assez forte (58%) des populations ne trouvent pas ou ne savent pas qu'il existe une loi sur la concurrence et une entité administrative chargée de la concurrence au Mali. 57% pensent qu'il n'y a pas de loi portant protection des consommateurs. Pour 70% des personnes interrogées, les pratiques anticoncurrentielles sont assez ou même très fréquentes. En raison du manque de communication ou de l'absence de volonté politique, 63% des médias et 97% des Bamakois n'ont pas une compréhension des questions de concurrence.

Il n'existe pas de monopoles de droit au Mali, même dans les secteurs de réseau comme les télécommunications, l'électricité, l'eau et le gaz. Cependant, il n'existe pas encore de concurrents dans la plupart de ces secteurs excepté les télécommunications, et on assiste le plus souvent à des monopoles de fait. Il n'existe pas non plus de loi spécifique sur la protection des consommateurs au Mali.

Dans la pratique certains secteurs échappent à l'application du droit de la concurrence (banques, professions libérales, écoles et cliniques privées, etc.). Les prix sont le plus souvent fixés dans le cadre de conventions ou d'homologation. Des avantages sélectifs dans des textes sectoriels comportent certaines distorsions de la concurrence.

Le marché des intrants agricoles est caractérisé par un niveau de concentration élevé pour les semences de riz et de maïs, et assez élevé pour les semences des fruits et légumes. Plus de 98% des importations de semences de riz relèvent de la GDCMSA, près de 76% des semences de maïs sont fournies par MAF TRADING SARL, 83% des importations des fruits et légumes sont effectuées par 3 intervenants, 88% du marché des engrais sont dans les mains de 4 fournisseurs et 81% des fournitures d'insecticides-fongicides sont assurées par 5 distributeurs.

L'inadaptation du droit à la réalité socio-économique, la forte dépendance du régulateur général (DNCC), la non compréhension des questions de concurrence et la méconnaissance du droit de concurrence par le grand public (hommes politiques, magistrats, médias, industriels, commerçants, prestataires de services, associations de consommateurs) et une autorité administrative non indépendante et mal dotée en personnel qualifié apparaissent comme les principales entraves à la mise en œuvre d'un régime de concurrence efficace dans le pays.

Recommandations

Une implication importante de politique économique du rapport est que l'adoption de l'économie de marché, depuis le début des années 1980, offre un cadre propice à la promotion du secteur privé et de la croissance économique. Cependant, pour mieux garantir le bien-être des consommateurs, le fonctionnement des marchés doit être notamment encadré par la mise en œuvre d'un régime de concurrence efficace. Dans ce cadre, il est nécessaire :

- i) d'élaborer une politique de concurrence avec des objectifs clairement définis;
- ii) d'instituer un régulateur général (DNCC) doté de plus d'autonomie de décision;
- iii) de mener une vaste campagne de sensibilisation et de formation sur la politique et le droit de la concurrence;
- iv) d'adapter le droit de la concurrence au contexte socio-économique du pays ; et
- v) de déterminer les causes des principales pratiques anticoncurrentielles.

Bibliographie

Agénor, P.R., 2001, *Macroeconomic Adjustment and the Poor: Analytical Issues and Cross-country Evidence*, the world Bank, Washington, October 3, 2001, 46 pages.

Banque Mondiale, *Rapport sur le Développement dans le Monde 2000/2001 : Combattre la pauvreté*, édition ESKA, Paris, 2001 b, 241 pages.

Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Développement Rural (CPS/SDR), *Regional Strategic Analysis and Knowledge Support System*, 2009, *Rapport sur l'évolution du secteur agricole et des conditions de vie des ménages au Mali*, avril.

Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Santé (CPS/SS), Direction nationale de la statistique et de l'informatique du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Commerce (DNSI/MEIC) et Macro International, 2007, *Enquête démographique et de santé au Mali 2006*.

Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP), 2006, *Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR 2007-2011)*, Bamako, Mali, décembre 2006.

Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CT/CSLP), 2007, *Rapport final de la deuxième revue du CSLP 2002-2006*, Bamako, Mali, juin 2007.

Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali), 2005, *Analyse de la dette extérieure du Mali et de ses impacts sociaux économiques et politiques : période 1994-2005*, août 2005.

Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), 2008, *Rapport sur les pays les moins avancés*, 2008.

Conseil National de la Société civile du Mali, 2006, *Contribution de la société civile à la formulation du CSCLP-II*, Août 2006.

Dessallien, R.L. et alii, 2001, *Stratégie de réduction de la pauvreté : Expérience du Mali*, IDEA International, Université Laval, Québec, 2001, 312 pages.

Direction Nationale de la Planification du Développement, 2004-2006, «*Rapports annuels sur la situation économique et sociale du Mali en 2004, 2005 et 2006*».

Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI), 2004, *Enquête malienne d'évaluation de la pauvreté (EMEP 2001)*, Bamako, Mali, juin 2001.

Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI), 2006, *Le Mali en chiffres 2001-2002*, Bamako, Mali, décembre 2006.

Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI), 2007, *Enquête légère intégrée auprès des ménages (ELIM 2006)*, Bamako, Mali, mai 2006.

FMI, 2002, «*Finances et Développement : la quête des objectifs de développement du millénaire*», juin 2002.

Lachaud, J.P., 1994, *Pauvreté et marché du travail urbain en Afrique subsaharienne : Analyse comparative*, Institut international d'études sociales, Genève, 1994, 237 pages.

Lachaud, J.P., 2000, *Pauvreté et inégalité en Afrique : Contribution à l'analyse spatiale, série de recherche n° 4*, Université de Montesquieu de Bordeaux IV, Centre d'économie du développement, Bordeaux, 2000, 289 pages.

Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, 1996, *Loi N° 96-059 portant création des communes*, novembre 1996.

Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales du Mali, 2003, *Lois et décrets de la décentralisation*, novembre 2003 (5^{ème} édition).

Ministère de l'Économie, du Plan et de l'Intégration du Mali, 1999, *Suivi de l'initiative 20-20 : financement des secteurs sociaux essentiels au Mali (contribution essentielle à la lutte contre la pauvreté)*, IMPRIM COLOR, Bamako, 1999, 186 pages.

- PNUD, Rapport sur le Développement Humain 1999, De Boeck Université, Paris, 1999 b, 114 pages.
- Programme qualité Afrique de l'Ouest, 2008, Rapport d'étude sur l'identification des principaux obstacles techniques liés à la qualité et à la commercialisation de trois produits prioritaires retenus au Mali dans le cadre du programme « Appui à la compétitivité et à la l'harmonisation des mesures OCT et SPS », juillet 2008.
- République du Mali, 1998, Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté (SNLP) au Mali», juillet 1998.
- République du Mali, 2000, Etude Nationale Prospective (ENP) Mali 2025, décembre 2000.
- République du Mali, 2001, Rapport général de l'étude nationale prospective « Mali 2025 », Bamako, Mali, 2001.
- République du Mali, 2002, Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP 2002-2006), Bamako, Mali, mai 2002.
- République du Mali, 2006, Loi n° 06-045 du 5 septembre 2006 portant Loi d'orientation agricole, Bamako, Mali, 2006.
- Roubaud, F, 2002 «Croissance, inégalités, population et rôle de l'Etat», projet scientifique de recherche, DIAL, 2002, p. 1-14. salama, P. et J. valier, 1994, Pauvreté et inégalités dans le tiers monde, la Découverte, Paris, 1994, 207 pages.
- SANOGO, S, 2002, Dépenses publiques et pauvreté au Mali, Centre Ouest-africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB), Dakar, 2002.
- Sarrasin, B, 1999, Ajustement structurel et lutte contre la pauvreté en Afrique, l'Harmattan, Paris, 1999, 114 pages.
- Stiglitz.J.E, 2000, Principes d'économie moderne, Nouveaux Horizons, 2^{ème} édition, Paris, 2000, 865 pages.
- Susan, J et Phil E, 2008, la concurrence et le Développement : la puissance des marchés concurrentiels, CRDI, Ottawa (Ontario), 2008.
- OIM, 2008, Projet Migrations en Afrique de l'Ouest et du Centre au Mali : Profils nationaux pour le développement de politiques stratégiques, décembre.
- www.maliweb.net pour les articles de presse au Mali sur les pratiques concurrentielles.

Annexe

Annexe 1 : Evolution du commerce extérieur entre 2003 et 2007

MALI -COMPOSITION DES IMPORTATIONS (Valeurs en milliards de francs CFA, volumes en tonnes métriques, prix unitaires en FCFA/kg)

	2003	2004	2 005	2006	2007*
PRODUITS ALIMENTAIRES	124,347	98,373	130,8	172,0	155,3
<i>Part dans le total en %</i>	17,08	13,7	15,8	18,1	14,8
-Sucre					
valeur	21,88	9,198	15,9	16,5	17,3
volume	111 383,00	73 120	141 829,3	146 005,4	133 729,1
prix unitaire	196,40	125,8	112,1	113,3	129,0
-Colas					
valeur	2,49	2,530	1,7	0,998637	1,0
volume	11 497,32	11 497	11 957,0	7 342,920	6 627,0
prix unitaire	216,71	220,0	138,3	136,0	149,9
-Céréales					
valeur	27,02	14,545	42,8	38,6	30,0
volume	227 685,60	133 196	371 352,5	299 791,1	198 995,4
prix unitaire	118,66	109,2	115,1	128,6	150,9
-Lait					
valeur	8,79	8,403	8,9	15,7	13,1
volume	7 223,77	8 866	7 616,8	13 593,0	9 857,9
prix unitaire	1 216,88	947,8	1 171,2	1 156,9	1 327,3
-Thé & Café					
valeur	6,51	6,296	4,4	6,6	6,8
volume	4 263,31	11 964	10 379,7	14 458,0	16 473,3
prix unitaire	1 527,52	526,2	422,0	458,1	415,3
-Boissons					
valeur	1,09	1,200	1,0	1,6	1,6
volume	2 792,17	2 503	2 550,8	3 413,8	3 534,4
prix unitaire	388,65	479,4	378,8	479,0	448,0
-Autres prod. alimentaires					
valeur	56,574	56,201	56,2	91,869	85,5
volume	131 601,73	110 960	127 289,5	312 299,294	196 000,0
prix unitaire	429,89	506,5	441,4	294,2	436,1
TEXTILES & CUIRS					
valeur	20,20	11,384	9,8	9,939	25,0
volume	18 410	9 130	9 627,2	8 883,9	21 058,3
prix unitaire	1 097,32	1 246,9	1 018,6	1 118,7	1 188,6
<i>Part dans le total en %</i>	2,78	1,6	1,2		2,4
MACHINES & VEHICULES					
valeur	194,034	160,100	148,9	209,204	257,8
volume	45 655,94	89 262	86 474,9	85 158,4	99 970,4
prix unitaire	4 249,92	1 793,6	1 721,4	2 456,640	2 578,8
<i>Part dans le total en %</i>	26,65	22,3	18,0	24,6	
MATERIAUX DE CONSTRUCTION					
valeur	85,522	109,461	109,6	132,298	147,5
volume	69 015,81	1 010 720	934 996,5	887 608,7	1 086 474,9
prix unitaire	1 239,16	108,3	117,2	149,1	135,8
<i>Part dans le total en %</i>	11,75	15,3	13,3		14,1
PRODUITS CHIM.& PHARM.					
valeur	122,15	111,900	116,0	116,8	143,6
volume	201 864,14	256 439,637	295 495,6	306 180,1	265 145,9
prix unitaire	605,11	436,360	392,6	381,6	541,6
<i>Part dans le total en %</i>	16,78	15,620	14,1	13,7	
PRODUITS PETROLIERS					
valeur	130,18	152,155	196,0	232,987	232,6
volume	534 221	530 941	609 591,7	619 375,74	670 783,1
prix unitaire	243,67	287	321,6	376,2	346,8
<i>Part dans le total en %</i>	17,88	21,2	23,8		22,2
DIVERS	51,55	73,000	114,0	79,2	86,1
TOTAL	727,980	716,374214233	825,1	952,432	1 047,9
Variation	13,8	-1,6	15,2	15,4	10,0
*Estimations					
Source: BCF: AO, 2008					

MALI -COMPOSITION DES EXPORTATIONS (Valeurs en milliards de francs CFA, volumes en tonnes métriques, prix unitaires en FCFA/kg)

	2003	2004	2 005	2006	2007*
COTON	144,295	184,9	143,1	143,4	107,3
<i>Part dans le total en %</i>	26,8	36,1	24,8	17,7	14,7
-Coton fibre					
valeur	140,850	181,4	139,7	141	106,4
volume	197 591	232 241	252 687,7	220 976,6	173 249,0
prix unitaire	712,8	780,9	552,7	638,2	614,0
-Tissus & fils					
valeur	1,560	1,6	1,7	0,4	0,6
volume	1 800,5	1 827	1 483,1	1 065,0	764,0
prix unitaire	866,3	866,3	1 173,4	406,0	789,3
-Huile					
valeur	1,049	1,1	1,0	1,425	0,1
volume	4 155,9	4 218	3 031,7	3 403,6	164,4
prix unitaire	252,3	252,3	346,3	418,6	394,6
-Tourteaux					
valeur	0,836	0,9	0,7	0,5220	0,2
volume	15 436	15 668	14 399,8	9 445,4	4 291,9
prix unitaire	54,160	55,0	47,0	55,3	49,5
OR					
valeur	326,833	270,6	355,5	587,5	545,9
volume	54 598	44 527	52 371,6	62 024,5	54 840,4
prix unitaire en milliers de FCFA	5 986	6 076	6 788,1	9 471,8	9 954,0
<i>Part dans le total en %</i>	60,6	52,8	61,7	72,5	74,7
ANIMAUX VIVANTS					
valeur	24,534	22,9	27,8	30,2	37,6
volume	19 403,0	20 880	38 972,0	28 925,1	30 539,4
prix unitaire	1 264,4	1 097,0	714,1	1 044,2	1 231,2
<i>Part dans le total en %</i>	4,5	4,5	4,8	3,7	5,1
ARACHIDES					
valeur	0,248	0,3	0,3	0,2938	0,3
volume	2 065,9	2 128	2 191,7	1 008,5	1 496,9
prix unitaire	120,0	120,0	122,0	291,3	232,6
<i>Part dans le total en %</i>	0,05	0,05	0,0	0,0	0,0
MANGUES					
valeur			0,8	1,7	1,6
volume			3 098,0	8 616,2	6 622,1
prix unitaire			245,5	198,7	241,6
<i>Part dans le total en %</i>				0,2	0,2
PEAUX & CUIRS					
valeur	5,1	3,5	3,1	1,105	0,7
volume	3 273,0	2 127	2 143,5	2 088,6	1 685,1
prix unitaire	1 570,2	1 626,5	1 450,0	528,9	398,9
<i>Part dans le total en %</i>	1,0	0,67	0,5	0,1	0,1
POISSONS					
valeur	1,621	1,7	1,7	0,1459	0,4
volume	1 438,9	1 468	1 471,0	336,7	621,3
prix unitaire	1 126,5	1 143,8	1 143,8	433,4	707,5
<i>Part dans le total en %</i>	0,30	0,3	0,3	0,0	0,1
AMANDES DE KARITE					
valeur	1,645	1,8	1,6	0,323	2,3
volume	10 327,7	10 844	11 386,3	7 241,8	36 100,0
prix unitaire	159,3	161,7	141,7	44,6	63,6
<i>Part dans le total en %</i>	0,31	0,3	0,3	0,0	0,3
DIVERS	34,9	27,3	43,4	47,7	34,4
TOTAL	539,3	512,8	576,575	810,7	730,5
Variation	-11,6	-4,9	12,4	40,6	-9,9
* Estimations					
Source : BCEAO, 2008					

Annexe 2 : Evolution des superficies, production et rendement des principales cultures entre 1999 et 2007

Superficie (ha)	Mil	Sorgho	Riz	Maïs	Fonio	Blé/orge	Coton	Arachide à sucre	Canne	Niébé
1999/2000	932 307	733 037	325 107	426 300	44 059	3 496	482 293	250 755	7 114	283 935
2000/2001	1 078 624	674 768	352 739	161 053	25 045	2 640	227 805	199 735	3 928	258 400
2001/2002	1 142 388	702 478	468 239	260 627	42 241	3 706	532 164	197 057	4 176	278 206
2002/2003	1 557 590	923 403	356 611	318 161	34 757	2 548	449 293	204 922	4 761	316 845
2003/2004	1 888 889	822 331	405 641	316 683	37 910	2 328	439 190	252 524	4 605	300 864
2004/2005	1 319 960	771 203	381 667	296 565	36 802	2 944	426 149	220 999	4 917	287 650
2005/2006	1 484 190	744 172	414 023	424 861	49 705	2 184	414 920	259 029	4 477	288 393
2006/2007	1 495 862	917 053	408 495	412 484	45 772	3 565	452 343	226 906	4 587	294 391
Moyenne 2002/2007	1 549 298	835 633	393 287	353 751	40 989	2 714	436 379	232 876	4 669	297 629
Production (tonne)	Mil	Sorgho	Riz	Maïs	Fonio	Blé/orge	Coton	Arachide à sucre	Canne	Niébé
1999/2000	818 905	688 830	727 140	619 896	31 244	7 585	459 792	278 058	291 327	133 301
2000/2001	759 114	564 661	742 808	214 548	22 738	6 208	242 772	193 073	312 992	100 126
2001/2002	792 548	517 748	940 938	301 931	21 398	9 353	571 335	139 832	285 235	98 007
2002/2003	795 146	641 848	693 203	365 174	16 321	6 545	439 722	120 844	333 286	87 590
2003/2004	1 260 498	727 632	938 217	454 758	22 437	5 701	585 000	214 727	336 000	160 882
2004/2005	974 673	664 083	718 086	459 463	19 655	8 942	534 000	189 307	311 768	115 981
2005/2006	1 157 810	629 127	945 824	634 464	26 598	4 805	414 600	279 503	315 856	94 642
2006/2007	1 495 862	769 681	1 053 236	706 737	26 247	7 069	247 000	188 843	316 429	31 438
Moyenne 2002/2007	1 136 798	686 474	869 713	524 119	22 252	6 612	444 064	198 645	322 668	98 107
Rendement (kg/ha)	Mil	Sorgho	Riz	Maïs	Fonio	Blé/orge	Coton	Arachide à sucre	Canne	Niébé
1999/2000	878	940	2 237	1 454	709	2 170	953	1 109	79 682	469
2000/2001	704	837	2 106	1 332	908	2 352	1 066	967	79 682	387
2001/2002	694	737	2 010	1 158	507	2 524	1 074	710	68 303	352
2002/2003	510	695	1 944	1 148	470	2 569	979	690	70 003	276
2003/2004	667	808	2 313	1 436	592	2 449	1 332	850	72 968	535
2004/2005	691	803	2 122	1 306	637	2 412	1 253	865	74 128	404
2005/2006	780	845	2 284	1 276	623	2 461	999	1 079	73 017	328
2006/2007	668	778	2 135	1 265	566	2 483	546	816	71 684	381
Moyenne 2002/2007	663	786	2 160	1 286	577	2 475	1 022	860	72 360	385
<i>Source : CPS/SDR</i>										

Annexe 3 : Indications des idées de l'enquête d'opinion Echantillon I (E1) :

Tableau 1.1 : Niveau de la concurrence dans E1				
Questions	élevé	modéré	faible	nul
Appréciation du niveau de la concurrence en termes d'accès, prix, choix et qualité entre les entreprises	20%	70%	10%	0%
Niveau de la concurrence sur la vie des consommateurs	100%	0%	0%	0%

Tableau 1.2 : Niveau de la concurrence dans certains secteurs dans E1					
Appréciation du niveau de la concurrence dans les secteurs suivants					
	élevé	modéré	faible	Nul	NR
télécommunication	40%	30%	20%	10%	
électricité	0%	0%	10%	90%	
Commerce de détail (bien de consommation)	60%	10%	0%	0%	30%
Transport (bus, taxi)	20%	0%	80%	0%	

Tableau 1.3 : le pourcentage des pratiques anti-concurrentielles et leurs prévalences dans l'échantillon E1			
	Très Fréquent	Assez fréquent	Très peu fréquent
Prévalence de la pratique anti concurrentielle	40%	30%	20%
Les pratiques anti-concurrentielles les plus fréquentes			
Entente sur les prix			13%
Trucage des offres			70%
Ventes liées			10%
Partage de marche			20%
Contrat d'exclusivité			40%
Fixation du prix de vente			20%
Discrimination de prix			0%
Refus de vente			0%
Barrière à l'entrée			0%
Prix de prédation			0%
Fusion et absorption anti-concurrentielle			0%
autres			

Tableau 1.4 : vulgarisation des lois sur les pratiques anti-concurrentielles dans le pays dans E1			
	oui	non	Je ne sais pas
Y a-t-il des règles, réglementations ou loi sur les pratiques anti-concurrentielles dans le pays ?	80%	10%	10%
Y a-t-il des agences en place pour mettre en œuvre ces lois et réglementations ?	80%	10%	10%
Y a-t-il une loi de protection du consommateur dans le pays ?	80%	10%	10%
Y a-t-il une agence ou institution chargée de protéger les intérêts des consommateurs ?	80%	10%	10%
Y a-t-il des actions prises lorsque les règles sont violées	55%	15%	30%
Les causes du non prise d'action lorsque les règles sont violées			
Loi n'est pas appliquée		33%	
Autorité de la concurrence faible		17%	
Corruption		17%	
Lobbies forts		33%	
autres		0%	

Tableau 1.5 : Niveau de prise de conscience au sein de certains groupes dans E1				
Quel est à votre avis le niveau de prises de conscience sur les questions de la concurrence au sein des groupes suivants :				
	Elevé	modéré	Faible	nul
Hommes politiques	30%	50%	10%	0%
Business	50%	0%	0%	0%
consommateurs	20%	40%	0%	0%

Tableau 1.6 : appréciation de la compréhension de la concurrence par le public dans E1		
	oui	non
Pensez-vous que les questions de la concurrence sont bien comprises dans le pays	10%	90%
Si oui pourquoi pensez-vous que c'est le cas		
Volonté politique	Réticence à la question à 100%	
Autorité de la concurrence active		
Communication sur questions de concurrence		
Concurrence dans les cours à l'université		
autres		
Si non pour quoi pensez-vous que c'est le cas		
Absence de Volonté politique	60%	
Autorité de la concurrence inactive	40%	
Pas de Communication sur questions de concurrence	70%	
Concurrence non couvert dans les cours à l'université	40%	
autres	40%	
Si vous faite face à une pratique anti- concurrentielle, quelle type d'action alliez vous prendre (citez ce qui s'applique)		
Se plaindre auprès de l'autorité de la concurrence	50%	
Informers les hommes politiques et parlementaires	0%	
Chercher l'intervention du tribunal / conseil	20%	
Chercher l'appui du forum des consommateurs	40%	
Se plaindre auprès de la police locale	10%	
Se plaindre auprès de l'entreprise concernée	10%	
Ne rien faire	10%	
Autres (à spécifier)	10%	
Fréquence du reportage des questions de la concurrence et des pratiques anti- concurrentielles		
Très souvent	0%	
Parfois	40%	
Rarement	60%	
Jamais (fin des questionnaires)	0%	
Comment ces pratiques sont-elles rapportées (prière de citer tout ce qui s'applique)		
Télévision (locale/ nationale)	50%	
Journaux	70%	
Radio	60%	
Sur la base des comptes rendu des médias, pensez vous que les journalistes ont une bonne compréhension des de la concurrence		
Oui	0%	
Jusqu'un certain niveau	100%	
Pas du tout	0%	

II-Echantillon 2 (E2) :

Tableau 2.1 : Niveau de la concurrence dans E2				
Questions	élevé	modéré	faible	nul
Appréciation du niveau de la concurrence en termes d'accès, prix, choix et qualité entre les entreprises	40%	30%	20%	10%
Niveau de la concurrence qui à un impact positif sur la vie des consommateurs	80%	10%	5%	0%

Tableau 2.2 : Niveau de la concurrence dans certains secteurs dans E2				
Appréciation du niveau de la concurrence dans les secteurs suivants				
	élevé	modéré	faible	Nul
télécommunication	25%	30%	40%	5%
électricité	5%	0%	10%	85%
Commerce de détail (bien de consommation)	85%	5%	5%	5%
Transport (bus, taxi)	60%	5%	20%	15%

Tableau 2.3 : le pourcentage des pratiques anti- concurrentielles et leurs prévalences dans l'échantillon E2			
	Très Fréquent	Assez fréquent	Très peu fréquent
Prévalence de la pratique anti concurrentielle	30%	35%	35%
Les pratiques anti- concurrentielles les plus fréquentes			
Entente sur les prix			36%
Trucage des offres			29%
Ventes liées			2%
Partage de marche			0%
Contrat d'exclusivité			14%
Fixation du prix de vente			5%
Discrimination de prix			0%
Refus de vente			0%
Barrière à l'entrée			0%
Prix de prédation			0%
Fusion et absorption anti- concurrentielle			0%
autres			0%

Tableau 2.4 : vulgarisation des lois sur les pratiques anti- concurrentielles dans le pays dans E2			
	oui	non	Je ne sais pas
Y a-t-il des règles, réglementations ou loi sur les pratiques anti-concurrentielles dans le pays ?	10%	15%	75%
Y a-t-il des agences en place pour mettre en œuvre ces lois et réglementations ?	40%	10%	50%
Y a-t-il une loi de protection du consommateur dans le pays ?	35%	10%	50%
Y a-t-il une agence ou institution chargée de protéger les intérêts des consommateurs ?	0%	95%	5%
Y a-t-il des actions prises lorsque les règles sont violées	60%	30%	10%
Les causes du non prise d'action lorsque les règles sont violées			
Loi n'est pas appliquée			33%
Autorité de la concurrence faible			33%
Corruption			34%
Lobbies forts			0%
autres			0%

Tableau 2.5 : Niveau de prise de conscience au sein de certains groupes dans E2

Quel est à votre avis le niveau de prises de conscience sur les questions de la concurrence au sein des groupes suivants :

	Elevé	modéré	Faible	nul
Hommes politiques	0%	30%	45%	25%
Business	60%	20%	20%	0%
consommateurs	60%	5%	30%	5%

Tableau 2.6. Appréciation de la compréhension de la concurrence par le public dans E2 :

	oui	non
Pensez-vous que les questions de la concurrence sont bien comprises dans le pays	0%	100%
Si non pour quoi pensez-vous que c'est le cas		
Absence de Volonté politique	45%	
Autorité de la concurrence inactive	25%	
Pas de Communication sur questions de concurrence	65%	
Concurrence non couvert dans les cours à l'université	0%	
autres	0%	
Si vous faite face à une pratique anti- concurrentielle, quelle type d'action alliez vous prendre (citez ce qui s'applique)		
Se plaindre auprès de l'autorité de la concurrence	40%	
Informers les hommes politiques et parlementaires	10%	
Chercher l'intervention du tribunal /conseil	10%	
Chercher l'appui du forum des consommateurs	5%	
Se plaindre auprès de la police locale	15%	
Se plaindre auprès de l'entreprise concernée	25%	
Ne rien faire	0%	
Autres (à spécifier)	0%	
Fréquence du reportage des questions de la concurrence et des pratiques anti- concurrentielles		
Très souvent	10%	
Parfois	30%	
Rarement	55%	
Jamais (fin des questionnaires)	5%	
Comment ces pratiques sont-elles rapportées (prière de citer tout ce qui s'applique)		
Télévision (locale/nationale)	75%	
Journaux	45%	
Radio	55%	
Sur la base des comptes rendu des médias, pensez vous que les journalistes ont une bonne compréhension des de la concurrence		
Oui	20%	
Jusqu'un certain niveau	50%	
Pas du tout	30%	

III-Echantillon global :

Tableau 3.1 : Niveau de la concurrence dans E3				
Questions	élevé	modéré	faible	nul
Appréciation du niveau de la concurrence en termes d'accès, prix, choix et qualité entre les entreprises	33 %	43 %	17 %	7 %
Niveau de la concurrence sur la vie des consommateurs	87 %	7 %	3 %	0 %

Tableau 3.2 : Niveau de la concurrence dans certains secteurs dans E2				
Appréciation du niveau de la concurrence dans les secteurs suivants				
	élevé	modéré	faible	Nul
télécommunication	30	30	33 %	17 %
électricité	3 %	0 %	10 %	87 %
Commerce de détail (bien de consommation)	77 %	7 %	3 %	3 %
Transport (bus, taxi)	47 %	3 %	40 %	10 %

Tableau 3.3 : Le pourcentage des pratiques anti-concurrentielles et leurs prévalences dans l'échantillon E3			
	Très Fréquent	Assez fréquent	Très peu fréquent
Prévalence de la pratique anti concurrentielle	33 %	33 %	30 %
Les pratiques anti-concurrentielles les plus fréquentes			
Entente sur les prix			26 %
Trucage des offres			26 %
Ventes liées			3 %
Partage de marché			3 %
Contrat d'exclusivité			14 %
Fixation du prix de vente			6 %
Discrimination de prix			10 %
Refus de vente			0 %
Barrière à l'entrée			0 %
Prix de prédation			0 %
Fusion et absorption anti-concurrentielle			0 %
autres			0 %

Annexe 4 : Indications de la structure de marché des intrants agricoles

a) Amont de la chaîne

Tableau 1: Résultat de l'évaluation de questions de la concurrence auprès des fournisseurs d'intrants agricoles

- sur le niveau de prévalence des pratiques anticoncurrentielles :	
Assez fréquent :	2
Très peu fréquent :	6
Sans réponses :	3
- Sur les pratiques anticoncurrentielles les plus fréquentes :	
Entente sur les prix :	8
Partage des marchés :	2
Sans réponses :	1
- Sur l'existence des règles, réglementations ou lois qui prennent en compte la question des pratiques anticoncurrentielles :	
Oui :	11
Non :	0
- Sur l'existence d'agences pour mettre en œuvre ces lois et réglementation :	
Oui :	11
Non :	0
- Sur le nom de l'agence/institution citée :	
DNCC :	6
ANSSA :	3
CSP :	2
- Sur la compréhension des questions de la concurrence dans le pays :	
Oui :	3
Non :	8
- Sur les raisons de la non compréhension des questions de la concurrence :	
Absence de volonté politique :	4
Autorité de la concurrence inactive :	2
Pas de communication sur la question :	2
- Sur quel type d'action face à une pratique anticoncurrentielle :	
Plainte auprès de l'autorité de la concurrence :	6
Plainte à la police :	3
Autres :	2
- Sur les questions subsidiaires :	
a- avez-vous un fournisseur extérieur privilégié ?	
Oui :	11
Non :	0
b- êtes vous victime de pratiques anticoncurrentielles de la part de votre fournisseur ?	
Oui :	0
Non :	11

Tableau 2: Principaux fournisseurs d'intrants et leurs parts de marché :		
Produits	Principaux Fournisseurs	Part du marché
<i>Semences</i>		
Maïs	MAF TRADING SARL	75,80%
Riz	GDCMSA	98,57
Fruits et légumes	LA SIKASSOISE	41,90%
	TROPICASEM MALISARL	21,32%
	INTER AGRO SARL	19,72%
<i>Fertilisant et produits phytosanitaires</i>		
Engrais	TOGUNA SARL	29,95%
	TOGUNA AGRO INDUSTRIES SA	28,24%
	DTE	21,22%
	BME MALI	7,37%
Insecticides-fongicides	MPC (MALI PROTECTION DES CULTURES)	28,47%
	LA CIGOGNE SA BANIKO	27,03%
	WAGADOU BUSINESS SA	12,16%
	MOUSSA BOURY FALL	6,51%
	ARC EN CIEL SARL	6,05%
Source : Nos calculs à partir des statistiques 2008 de la DNCC		

Tableau 3: Nombre d'intervenants et niveau de concentration des marchés		
Nature Produit	Nombre d'intervenants	Niveau de concentration
<i>Semences</i>	21	
Maïs	3	élevé
Riz	2	élevé
Fruits et légumes	16	Assez faible
<i>Fertilisant et produits phytosanitaires</i>	114	
Engrais	30	faible
Insecticides- fongicides	84	Faible
Total	135	
Source : Statistiques 2008 de la DNCC		

Notes

- 1 Avec l'adoption de la loi N°96-059 AN-RM du 4 novembre 1996.
- 2 République du Mali, Primature (1996) : Loi N° 96-059 portant création des communes, novembre 1996.
- 3 Rapport national sur le développement humain durable, Observatoire du développement humain durable et de lutte contre la pauvreté (ODHD/LC), août 2008.
- 4 RGPG, 1998.
- 5 République du Mali, Comité balance des paiements : position extérieure globale du mali, rapport annuel 2006.
- 6 Moïse BALLO, consultant/OIM, Projet Migrations en Afrique de l'Ouest et du Centre au Mali : Profils nationaux pour le développement de politiques stratégiques, décembre 2008.
- 7 CNUCED, rapport 2008 sur les PMA.
- 8 Le Mali en chiffres 2001-2005, DNSI, décembre 2006.
- 9 Coalition des alternatives aide et développement, (CAD-Mali), 2005, Analyse de la dette extérieure du Mali et de ses impacts sociaux, économiques et politiques : période 1994-2005. C'est une ONG nationale très présente dans les débats politiques sur les questions de la dette.
- 10 Contribution de la société civile à la formulation du CSCLP-II, Août 2006.
- 11 Actuellement, la population totale du Mali est estimée à environ 12,4 millions d'habitants
- 12 Rapport d'étude sur l'identification des principaux obstacles techniques liés à la qualité et à la commercialisation de trois produits prioritaires retenus au Mali dans le cadre du « programme Appui à la compétitivité et à la l'harmonisation des mesures OCT et SPS » de l'Afrique de l'Ouest, juillet 2008.
- 13 Selon le recensement réalisé en 2006 par le Ministère de l'Industrie et du Commerce
- 14 Données contenues dans le document « Projet Pour le Développement Economique et Social, un meilleur avenir pour les Maliens à l'horizon 2012, Vision et Actions », mars 2007.
- 15 Projet Pour le Développement Economique et Social, un meilleur avenir pour les Maliens à l'horizon 2012, Vision et Actions », mars 2007.
- 16 World Development Indicators 2005
- 17 Voir analyse sur le processus de libéralisation unilatérale ci-dessus.
- 18 Projet Pour le Développement Economique et Social, un meilleur avenir pour les Maliens à l'horizon 2012, Vision et Actions », mars 2007
- 19 Montant décaissé de 123,4 milliards de FCFA sur la période 1991-2002.
- 20 Portant sur 460,8 millions de dollars, soit 238 milliards de FCFA.
- 21 Rapport sur la situation économique et sociale du Mali en 2006 et les perspectives pour 2007.
- 22 - la Directives n°04-2005-CM/UEMOA du 9 décembre 2005 relative aux procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'UEMOA, et
- la Directive n°05-2005-CM/UEMOA relative au contrôle et à la régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'UEMOA.
- 23 Sur l'état de la corruption au Mali, Novembre 2008, Pr. Chébane Coulibaly, Université MANDE BUKARI.
- 24 Essor N°16177 du 16/04/2008



Le projet 7Up4 lancé en Accra, Ghana (Juin 2008)



Les participants pendant la première réunion de Groupe National de Référence à Lomé, Togo (Septembre 2008)



L'honorable ministre du commerce de la Gambie faisant son discours pendant la Réunion de Bilan Semestriel à Banjul, en Gambie (Juillet 2009)



Deuxième réunion de Groupe National de Référence à Dakar, Sénégal (Octobre, 2009)



L'Atelier Régional de Formation sur l'application de loi de concurrence pour les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest à Lomé, Togo (Décembre, 2009)



L'Atelier Régional de Formation sur l'application de loi de concurrence pour les pays anglophones de l'Afrique de l'Ouest se termine en Abuja, Nigéria (Janvier 2010)



Participants pendant la conférence finale du projet à Dakar, Sénégal (Août, 2010)



Salle pleine pendant la conférence finale du projet à Dakar, Sénégal (Août, 2010)

Chapitre 4

L'état de la concurrence au Sénégal

Résumé exécutif

Dans le cadre de son partenariat avec CUTS, le CRES a mené une activité de recherche sur les régimes de concurrence au Sénégal. L'objet de cette étude était de fournir un ensemble de connaissances sur l'état de la concurrence au Sénégal au regard des différentes politiques publiques mises en œuvre, du droit de la concurrence, de la régulation de la concurrence et de la perception de la concurrence par les populations. L'ambition est de pouvoir faire un ensemble de propositions de réformes afin d'améliorer la politique de concurrence au Sénégal et d'utiliser la concurrence pour le développement économique et le bien-être des populations.

L'étude a consisté à procéder à une recherche documentaire pour faire un état des lieux des écrits sur la politique de la concurrence et du traitement des questions de concurrence dans les médias. Ensuite, un travail d'enquête a été mené auprès d'un échantillon de plus d'une centaine de personnes représentatives des différentes couches sociales et des acteurs économiques pour relever les perceptions de la concurrence. Sur cette base, un rapport de recherche a été élaboré.

Le présent résumé reprend les différents enseignements de ce rapport. Il est axé sur les cinq points suivants : le droit de la concurrence au Sénégal ; la politique de concurrence et les autres politiques publiques ; la régulation de la concurrence au Sénégal ; la perception de la concurrence, et enfin les différentes pratiques anticoncurrentielles.

I. Droit de la concurrence au Sénégal

Le rapport relève la diversité des normes juridiques applicable à la concurrence. Le droit de la concurrence est, en effet, constitué par des lois et règlements nationaux, un dispositif juridique d'origine communautaire et les textes internationaux, notamment ceux de l'OMC. Au Sénégal, la concurrence est régie à la fois par les textes nationaux et les textes communautaires.

Cette diversité des normes applicables à la concurrence soulève un certain nombre de difficultés. Elle exige une attention particulière pour déterminer le champ d'application de chaque norme et une analyse des articulations entre les différentes normes. Il faut, à ce titre, relever l'enchevêtrement des normes communautaires entre le droit de la concurrence de l'UEMOA et celui de la CEDEAO. Par ailleurs, il faut noter que la répartition se fait entre l'encadrement national des pratiques restrictives de concurrence et l'encadrement communautaire des pratiques anticoncurrentielles.

Le rapport relève que cet enchevêtrement des normes nationales, communautaires et internationales appelle une mise en cohérence urgente pour mieux garantir la mise en œuvre et le respect du droit de la concurrence.

II. La politique de concurrence et autres politiques publiques

Au Sénégal, depuis les années 1980 on note un retrait de l'Etat de la sphère économique au profit des particuliers. L'Etat n'est plus un acteur économique plein, il devient un simple arbitre et se limite à prendre des mesures incitatives pour encourager les acteurs économiques à investir dans tel secteur économique et à s'implanter dans telle partie du territoire national pour bénéficier de certains avantages fiscaux. Pour y parvenir, le Gouvernement a adopté, entre 1994 et 1995, un ensemble de textes législatifs et réglementaires plus favorables à l'idéologie libérale afin de doper son économie. Parmi ceux-ci, la Loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique, occupe une place centrale.

Dans son texte de présentation, la loi est présentée comme la solution aux problèmes soulevés par les opérateurs économiques devant le Chef de l'Etat lors des assises de l'économie. Il faut préciser que la principale référence

en la matière était la Loi n°65-25 du 4 mars 1965 sur les prix et les infractions à la législation économique. Inspirée par une philosophie interventionniste, la loi de 1965 était plus favorable à un contrôle administratif de l'activité économique. C'est pourquoi, les autorités publiques ont affirmé que « cette situation freine la création d'entreprise et entretient un climat de relations difficiles entre l'administration et les opérateurs économiques », tout en supprimant l'autorisation préalable à l'exercice de certaines activités économiques.

La considération prioritaire de la concurrence dans les politiques publiques de développement à long terme se manifeste aujourd'hui sous l'appellation de compétitivité. Aussi, la stratégie de croissance accélérée (SCA) fait de la compétitivité un enjeu fondamental dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs millénaires de développement (OMD) pour la période 2010-2015. Cette place prépondérante est reflétée par le discours officiel du gouvernement. Ainsi, la libéralisation globale mais progressive de l'économie comme cadre de développement économique et de réduction de la pauvreté figure en très bonne place parmi les objectifs du gouvernement. Elle se traduit par l'affirmation de l'exigence de respect d'un principe de concurrence libre, saine et loyale dans la plus part des lettres de politique sectorielle élaborée depuis le début des années 2000. La politique de concurrence entretient des rapports directs avec les autres politiques économiques et sociales de l'Etat, à savoir la politique d'investissement, la politique agricole, la politique de l'emploi, la politique de privatisation, la politique commerciale, la politique des marchés publics.

III. La régulation de la concurrence au Sénégal

La diversité des dispositifs juridiques portant sur la concurrence rejaillit sur la régulation de celle-ci. La loi n°94-63 porte création d'une Commission Nationale de la concurrence chargée de faire respecter le dispositif juridique qu'elle comporte. Mais les compétences de cet organe ont été fortement altérées par le droit UEMOA de la concurrence qui donne compétence exclusive à la Commission de l'UEMOA pour mettre en œuvre le droit communautaire de la concurrence. Au demeurant, il faut noter que la Commission Nationale de la Concurrence n'a jamais bénéficié de l'appui de l'Etat afin de surveiller la concurrence au Sénégal. Elle a eu le mérite de rendre des décisions majeures pour sanctionner des pratiques anticoncurrentielles. Mais, elle ne dispose ni d'un budget suffisant, ni d'un siège fonctionnel ni d'un personnel d'appui. Paradoxalement, les régulateurs sectoriels ont été mis dans les conditions les meilleures pour exercer la surveillance de la concurrence dans leur domaine d'intervention.

Depuis le milieu des années 1980, avec la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel et la nécessité de redéfinir le rôle de l'Etat dans l'économie, le Sénégal a fait le choix de l'ouverture à la concurrence et de la privatisation. Cela s'est traduit par la création des Autorités administratives indépendantes (AAI). Ainsi, en a-t-il été du secteur des télécommunications avec la privatisation de la SONATEL et l'institution de l'Agence de régulation des télécommunications et des postes (ARTP) par la loi n° 2001-15 du 27 décembre 2001. Il en est également ainsi dans le secteur de l'électricité avec la création de la Commission de régulation du secteur de l'électricité (CRSE), dans le secteur de l'audiovisuel avec la création du Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA) et enfin celui des marchés publics avec l'institution de l'Agence de régulation des Marchés publics (ARMP).

La loi n° 2002-23 du 4 septembre 2002 portant cadre de régulation pour les entreprises concessionnaires de services publics donne la priorité aux régulateurs en cas de concurrence de compétences entre la Commission nationale de la concurrence et les régulateurs sectoriels. D'après son exposé des motifs, « la solution consiste à donner la priorité aux institutions de régulation compte tenu de la spécificité et de la technicité des secteurs régulés. Ainsi, elles auront en charge, le cas échéant, la conduite des enquêtes au niveau national. Toutefois, elles feront rapport de leurs conclusions à la structure nationale de concurrence ».

IV. La perception de la concurrence

Cette perception concerne les parties prenantes à savoir les hommes d'affaires, le gouvernement, les autorités de régulation, la société civile. Elle s'étend également à certains secteurs économiques. Les pratiques anticoncurrentielles relatives au prix sont les plus citées. Il en est ainsi en raison de la conception que la plupart des sénégalais ont de la concurrence. Ce n'est que la concurrence par les prix qui est en général prise en compte au détriment d'autres facteurs. En outre, l'importance du commerce de proximité joue un rôle majeur dans l'appréciation de la concurrence. Le paradoxe est qu'une bonne partie des « hommes d'affaires » considèrent également la concurrence par les prix. Dans une approche générale, il faut noter que pour le secteur public, le niveau de concurrence entre les entreprises dans le pays est modéré. Cela se justifie par le fait que les entreprises sur le marché sont de petite taille mais également par le fait que certaines activités sont

essentiellement exercées par des démembrements de l'Etat. Cependant, dans certains secteurs, comme la téléphonie mobile ou la distribution automobile ou l'agro-alimentaire, la concurrence est élevée. Pour le secteur privé, le niveau de concurrence est parfois considéré comme modéré. Dans certains secteurs, nous sommes en présence d'un niveau élevé de concurrence alors que dans d'autres, il est nul. Pour les consommateurs, le niveau de concurrence est faible. Cette appréciation se justifie par le fait que les consommateurs ne trouvent toujours pas leur compte sur le marché sénégalais.

Dans le domaine des télécoms, le niveau de concurrence est généralement considéré comme modéré et parfois même faible. Exceptionnellement, il a été considéré comme élevé par les hommes d'affaires et le gouvernement. Cette appréciation trouve sa justification dans le fait que la multiplication des opérateurs n'a que légèrement modifié les termes du marché.

Les Sénégalais ont généralement connaissance de l'existence des règles, réglementations ou lois couvrant les pratiques anticoncurrentielles. Il faut cependant préciser qu'il ne s'agit pas d'une connaissance unanime de l'existence de la réglementation sur les pratiques anticoncurrentielles en ce sens que certains ont déclaré ignorer l'existence d'une telle réglementation. En effet, les fonctionnaires et les opérateurs économiques connaissent mieux le droit de la concurrence que les consommateurs.

Concernant la prise de conscience des questions de concurrence, il résulte des enquêtes menées que pour les personnes interrogées, les hommes politiques ont une prise de conscience faible voire nulle sur les questions de la concurrence. Quant au groupe « hommes d'affaires », les interviewés considèrent qu'il a un niveau de prise de conscience sur les questions de la concurrence modéré voire élevé. Les consommateurs, quant à eux, ont un niveau de prise de conscience sur les questions de la concurrence de faible à modéré. Cette situation s'explique par le manque d'informations sur ces questions venant soit des médias, soit des formations.

Cette faible prise de conscience des questions de concurrence est due au fait que les atteintes à la concurrence sont rarement rapportées par les médias. Cette situation tient au manque de journalistes spécialisés mais également à la place résiduelle occupée par l'économie et le droit dans les médias. La radio et les journaux écrits sont les principaux supports d'information sur les pratiques anticoncurrentielles.

Pour tous, le niveau de concurrence ne semble pas avoir un impact sur la vie quotidienne des consommateurs. En effet, pour le secteur privé, le niveau de concurrence a un impact modéré voire inexistant sur la vie du consommateur. C'est l'appréciation faite également par le secteur public, les agences mais également les consommateurs eux-mêmes. Les consommateurs sénégalais, même s'ils sont intéressés à un niveau de concurrence élevé étant en leur faveur, se sentent très défavorisés soit par la faiblesse du niveau de concurrence, soit par l'absence d'impact du niveau acceptable de concurrence sur leur vie quotidienne.

V. Les pratiques anticoncurrentielles

Le rapport met en évidence quatre atteintes majeures à la concurrence que l'on retrouve dans divers secteurs de l'activité économique. Elles concernent les atteintes à la liberté des prix, le partage et la répartition des marchés, les abus de dépendance et de faiblesse, la fraude et la violation de marque et la fausse représentation.

La loi sénégalaise sur la concurrence affirme la liberté de fixation des prix. Mais, diverses pratiques portent atteinte à ce principe. Ainsi, les accords de fixation de prix se rencontrent fréquemment sur les marchés sénégalais. On note également des pratiques de prix imposé ainsi que des discriminations par les prix.

La répartition des marchés est fréquente dans le secteur des transports, avec le saucissonnage des trajets. Ces pratiques anticoncurrentielles sont faibles dans le secteur agricole. Pour autant, la libéralisation de ce secteur n'a pas permis d'améliorer le bien être des populations. En effet, la liberté de fixation des prix n'est pas pleinement appliquée, notamment dans la filière arachidière où c'est l'Etat qui fixe les prix au producteur. Par contre, le rapport constate que la position dominante de certaine huilerie n'est pas de nature à favoriser le développement de la filière.

Au regard de ces éléments, diverses mesures devront être prises pour garantir un meilleur respect de la concurrence. Elles devront consister à améliorer la communication sur les questions de concurrence, à renforcer les pouvoirs de la Commission nationale de la concurrence, à renforcer les capacités des associations de consommateurs afin qu'elles puissent mieux identifier les pratiques anticoncurrentielles nuisibles aux consommateurs.

Introduction

Le Présent rapport s'inscrit dans le cadre des activités menées par le Consortium pour la recherche économique et sociale (CRES) et CUTS Center for Competition, Investment & Economic Regulation (CCIER). Il porte sur le régime de la concurrence au Sénégal. Cette étude est un élément du Projet de recherche vers des régimes efficaces de la concurrence par le renforcement des capacités dans des pays sélectionnés d'Afrique de l'Ouest (Projet 7Up4).

Ce projet vise d'une part à combler la difficulté constatée à trouver des informations concernant les régimes actuels de concurrence dans les pays d'Afrique de l'Ouest et d'autre part à soutenir un programme de promotion d'une culture de la concurrence dans les pays ciblés. Le but du projet est ainsi de renforcer les capacités des multiples acteurs dans les pays sélectionnés pour amener le débat sur la nécessité d'un régime de concurrence efficace auprès du grand public.

Dans cette perspective, outre une revue de littérature, des enquêtes de terrain ont été menées pour mettre en évidence le niveau de perception des questions de concurrence des différents acteurs du monde des affaires. Sont ainsi concernés les services centraux de l'administration, les agences de régulation, la société

civile et le secteur privé. De même, l'étude a permis d'identifier les différentes pratiques anticoncurrentielles existantes au Sénégal et leur traitement par les instances de contrôle de la concurrence.

Le présent rapport s'articule autour des chapitres suivants :

- Chapitre 1 : Présentation succincte du Sénégal
- Chapitre 2 : Politiques économiques et sociales en rapport avec la concurrence
- Chapitre 3 : Politique de concurrence
- Chapitre 4 : Economie politique des contraintes de mise en œuvre du régime de la concurrence
- Chapitre 5 : Rapports entre la régulation sectorielle et l'autorité de la concurrence dans le pays
- Chapitre 6 : Investigation des abus et des distorsions à la concurrence dans le pays
- Chapitre 7 : Perceptions des parties prenantes sur les questions de la concurrence
- Chapitre 8 : Evaluation des implications des monopoles naturels sur la concurrence
- Chapitre 9 : Analyse approfondie de la concurrence dans le secteur agricole

Présentation du Sénégal

Le Sénégal est un pays de l'Ouest Africain d'une superficie de 196 712 km². Il est limité à l'Ouest par l'Océan Atlantique (environ 600 km), au Nord par la Mauritanie, à l'Est par le Mali, au Sud par les Républiques de Guinée et de Guinée Bissau. Situé au sud du Sahara, le Sénégal est dans la zone climatique tropicale caractérisée par deux saisons : la saison humide (entre juin et octobre) et la saison sèche (entre novembre et mai). Aussi, la végétation est dense au sud (plus pluvieuse) et clairsemée à aride en remontant vers le nord. Le relief est plat à l'exception des contreforts du Fouta-Djalon (frontière avec la Guinée). Le pays est irrigué par les fleuves Sénégal, Gambie et Casamance.

Le Sénégal compte environ 12,5 millions d'habitants (51% de femmes et 49% d'hommes) répartis entre plusieurs ethnies (Pulaar, Wolof, Sérères, Diolas principalement). Le taux de croissance démographique était estimé en 2007 à 2,65%. La densité moyenne est estimée à 65 habitants/km² avec une population urbaine évaluée à 40% contre 60% en zone rurale. La capitale Dakar concentre à elle seule 1/5 de la population. Plus de la moitié de la population est âgée de - 20 ans.

Le Sénégal appartient au groupe des pays les moins avancés d'après la nomenclature des Institutions financières internationales. Son PNB était estimé à 20,6 milliards de \$ en 2008. La structure du PIB indique la répartition suivante : 14% pour le secteur primaire, 21% pour le secteur secondaire et 65% relevant du secteur tertiaire. Le potentiel de croissance des TIC et l'explosion du secteur informel justifient cette répartition de l'activité. La balance commerciale est largement déficitaire (environ - 2 milliards d'euros) et s'accompagne d'une épargne faible, ce qui donne un PIB par habitant de l'ordre de 1700\$ environ. En 2007, le pays était classé au 156ème rang par le PNUD

en termes d'IDH (environ 0,49) sur 177 pays. La pauvreté est très présente avec 1/3 de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Cependant, avec une croissance moyenne de l'ordre de 2,3% entre 2002 et 2006, le Sénégal a initié plusieurs programmes de développement qui lui permettront d'ici 2015 d'atteindre une économie intermédiaire.

L'année 1960 marque l'accès à l'indépendance du Sénégal comme de la plupart des Etats africains. Cette période a coïncidé avec l'adoption d'une constitution garantissant les droits civils, politiques et économiques aux citoyens. Au plan politique, le pays a connu le parti unique jusque dans les années 70 avec l'avènement d'une ouverture multipartite contrôlée. Au début des années 80, le multipartisme général a relancé le débat politique et un vif intérêt pour les élections présidentielles et législatives. En 2000, l'alternance démocratique a instauré une nouvelle ère politique. Au niveau de la gestion du pouvoir, les Lois sur la décentralisation de 1996 contribuent à responsabiliser les autorités locales dans la gestion des affaires intérieures. Les années 90 et 2000 illustrent aussi, la quête du développement (PAS, DSRP, OMD, SCA) et du bien-être social sous le tumulte de l'environnement économique international perturbé par des crises cycliques.

La langue officielle du pays est le français, mais les langues locales contribuent à l'alphabétisation des populations rurales avec une prépondérance de la langue Wolof. Ceci se traduit au niveau culturel avec une certaine homogénéité des habitudes vestimentaires, culinaires et artistiques. Cependant, les spécificités locales sont prises en compte dans le cadre de la préservation du patrimoine culturel. La sensibilité confessionnelle du Sénégal montre une nette domination de l'Islam (90%) sur le christianisme (5%) et les religions traditionnelles (5%).

Politiques économiques et sociales en rapport avec la concurrence

Ce Chapitre permet d'identifier les différentes politiques économiques et sociales du Sénégal dont l'incidence peut être plus ou moins importante sur la concurrence.

Politiques de développement

L'origine et l'évolution des politiques d'ajustement structurel

Le Sénégal avait, dès les années 1960, une législation axée sur la matière économique et sur le contrôle des prix. En effet, la loi n° 65-25 du 4 mars 1965 pose les principes d'une économie administrée avec un contrôle strict des prix ; même si, pour certains secteurs la liberté des prix existait déjà. Cependant, le Sénégal, comme la plupart des pays africains, est confronté à la baisse des cours mondiaux des matières premières (arachide, phosphate, coton...) et à la hausse de la facture pétrolière. En 1979, l'Office national de crédit agricole et de denrées (O.N.C.A.D.), le plus grand organisme public, soutien de l'Etat dans le monde rural, tombe en faillite avec un déficit de « 100 milliards de francs C.F.A. et 6 000 fonctionnaires en chômage »¹.

Face à ces différentes crises, le Sénégal entre en négociation avec le F.M.I. et la Banque mondiale qui font un diagnostic de la situation du pays : la consommation publique et privée, plus les investissements, sont supérieurs au produit intérieur brut. Il faut, par conséquent, diminuer le niveau de vie des ménages avec la hausse du prix des produits de première nécessité, le blocage des salaires, la diminution du nombre des fonctionnaires ; encourager les investissements extérieurs, notamment, par la mise en place de politiques de concurrence efficaces.

C'est le début de la mise en place des politiques de rigueur (rigueur salariale, rigueur budgétaire, rigueur monétaire), synonymes d'austérité pour les populations. L'objectif recherché est de restaurer l'investissement par l'épargne et de promouvoir une croissance économique. Mais une politique d'ajustement est souvent précédée d'une politique de stabilisation.

C'est le cas du plan de stabilisation signé entre le F.M.I. et le Sénégal en 1979 qui vise à assainir les finances publiques et comprend surtout des mesures budgétaires comme la réduction des dépenses publiques, l'amélioration des recettes de l'Etat, la limitation des emprunts extérieurs. Par la suite, le Sénégal va conclure avec le F.M.I. une série d'accords sous forme de Facilité d'ajustement structurel (F.A.S.) et de Facilité d'ajustement structurel renforcé (F.A.S.R.) : des accords de confirmation (1981-1984), un accord de F.A.S. d'une durée de trois ans (1984-1986), un accord de F.A.S.R. (1986-1988), un accord de confirmation en janvier 1994 qui se transforme en accord de F.A.S.R. pour trois ans (1994-1997). Le dernier accord de F.A.S.R. a été approuvé le 20 avril 1998 pour une période de trois ans.

Avec la Banque mondiale, une série de plans d'ajustement structurel (I, II, III, IV) ont été signés pour cadrer le Plan d'Ajustement économique et financier à Moyen et Long Termes (P.A.M.L.T. 1985-1992).

Le P.A.M.L.T. de la B.M. est inspiré d'un document économique très complet : « le memorandum économique »². Il précise les orientations des futurs programmes d'ajustement structurel et va servir de cadre à la Nouvelle politique agricole (N.P.A.) en 1984, à la Nouvelle politique industrielle (N.P.I.) en 1986 et à la restructuration du secteur public et parapublic.

Le Document de stratégie de réduction de la pauvreté

Le 21 juin 2000, le Sénégal s'est engagé, lors de son passage devant le Conseil d'administration du F.M.I. consacrant son admission à l'initiative (Pays pauvres très endettés) P.P.T.E., à élaborer au plus tard le 31 décembre 2001 son Document de stratégie de réduction de la pauvreté (D.S.R.P.). Les experts sénégalais qui se sont penchés sur le D.S.R.P. ont préconisé la réduction de la pauvreté de moitié d'ici 2015 à travers trois axes prioritaires :

Il s'agit de :

- doubler le revenu par tête d'habitant, dans le cadre d'une croissance forte et équilibrée avec des revenus mieux répartis,
- libéraliser des secteurs prioritaires de l'économie en développant des infrastructures de transport et communication, et
- développer des zones rurales et la formation de la population active ; mais aussi, de généraliser l'accès aux services sociaux essentiels en accélérant la mise en place d'infrastructures de base dans la santé et l'éducation ; notamment, pour renforcer le capital humain avant 2010.

Il convient de rappeler que le D.S.R.P. intègre la Stratégie de croissance accélérée (SCA) mise en œuvre en 2005. En effet, il s'agit d'apporter des ajustements relatifs à l'insertion de l'économie sénégalaise dans la concurrence mondiale.

Cet ensemble de programmes, tout en ayant pour objectif principal le développement économique et social, devrait assurer une certaine concurrence en termes de compétitivité entre les différents acteurs économiques du pays, mieux et faciliter les conditions d'éligibilité des investisseurs nationaux comme internationaux à des fins de développement des secteurs d'activités stratégiques définis par le D.S.R.P.

Dans cette optique, le D.S.R.P. intensifie le recours à la concurrence comme moteur de développement économique et de réduction de la pauvreté. Seulement, sa mise en œuvre rencontre de multiples difficultés ; notamment, celles liées aux conjonctures économiques mondiales.

Les stratégies globales de développement entretiennent un rapport vertical avec la concurrence en contrôlant le degré d'ouverture ou de restriction de celle-ci. Du fait de leur nature d'instrument de gestion et de prévision des phénomènes économiques et sociaux, les politiques transversales ont souvent une valeur d'injonction implicite pour les opérateurs du marché concurrentiel.

A contrario, les politiques sectorielles permettent de rationaliser les vertus de la concurrence en recherchant une cohérence entre les choix politiques, les possibilités économiques et les préoccupations sociales dans le long terme. En s'appuyant sur quelques secteurs cibles, l'étude présentera les grandes lignes de leur rapport avec la concurrence.

La stratégie de développement de l'agriculture

L'agriculture occupe une place importante dans la vie économique et sociale du Sénégal. Elle contribue de façon significative à la formation du produit intérieur brut, occupe près de 70 pour cent de la population active et constitue la principale activité en milieu rural.

Présentation d'ensemble du secteur agricole

La tradition agricole de la population locale est surtout perceptible au niveau des cultures vivrières. Bassin arachidier du temps de la colonisation, la distribution des cultures dans le pays s'est progressivement diversifiée pour englober la riziculture (dans le delta du fleuve Sénégal et en Casamance), le maraîchage (dans les Niayes) et les céréales (dans l'ancien bassin arachidier principalement).

Ainsi, le riz est exploité sur une superficie de 85°037 ha pour une production de l'ordre de 190°493 tonnes, le maïs occupe une superficie de 130 461 ha pour une production de 181 585 t, le sorgho est cultivé sur une superficie de 159 063 ha pour une production de 121 003 t et la culture du mil couvre une superficie de 748 311 ha une production équivalent à 494345 t. Pour le maraîchage, les dernières données couvrant l'année 2006-2007 s'établissent comme suit :

- Tomate : superficie (200 506 ha) production (114 053 t) ;
- Niébé : superficie (193 462ha) production (52 931 t) ;
- Haricots verts : superficie (645 ha) production (9 100 t) ;
- Pomme de terre : superficie (384ha) production (5243t en 2005) ;
- Patate douce : superficie (1 112 ha) production (27 809t) ;
- Carottes : superficie (247ha) production (3 700t).

La nouvelle politique agricole (N.P.A.) initiée dans les années 1980 constitue la base des politiques d'ajustement structurel en raison de l'importance du secteur rural dans l'économie. Elle a pour objectif principal le désengagement de l'Etat du secteur agricole avec le retrait des sociétés publiques d'encadrement du monde rural, la responsabilisation des acteurs ruraux, la libéralisation et l'assainissement des filières agricoles et la mise en place d'une Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (CNCAS). Elle a été complétée par un plan céréalier dont l'ambition est de garantir la sécurité

alimentaire interne en céréales à 80% en l'an 2020 avec la promotion des céréales locales comme le mil, le riz, et le maïs. L'objectif sous-entendu est, en réalité, de garantir la compétitivité des produits agricoles locaux sur le plan international.

Aujourd'hui, l'évolution des techniques de culture (sélection des semences, utilisation de l'eau, usage massif des engrais, fertilisants et pesticides, culture en ferme ou dans des serres, etc.) associée à la sophistication des machines agricoles contribue à modifier les pratiques en cours. La modernisation de l'agriculture, principalement perceptible dans le delta du Fleuve Sénégal avec le développement de l'irrigation, est très loin d'être achevée. Les terres bénéficiant de nouvelles techniques sont comprises entre 2 et 5% des terres cultivables. Pour l'essentiel, l'agriculture sénégalaise reste fortement dépendante de la pluviométrie ; la traction animale continue de faire son chemin et les producteurs continuent à utiliser des moyens rudimentaires (daba, houe, hilaire, charrue...etc.). C'est pourquoi, le souci de rentabilité économique et d'accès au marché concurrentiel international énervent les politiques agricoles nouvelles.

Le secteur agricole national exporte essentiellement de l'arachide, du coton et des produits maraîchers (tomate, oignons, etc.). Mais, force est de reconnaître que ces exportations sont stagnantes, voire déclinantes en ce qui concerne l'arachide. Par contre le pays importe une grande variété de produits agricoles alimentaires avec une prédominance marquée pour le riz, le blé et les céréales traditionnelles. Le riz importé assure la 4/5 des besoins en riz du pays. Rapportée à la moyenne de consommation de 58 kg/an et par personne, la part des importations de riz s'élève à environ 100 milliards de francs CFA pour 600.000 tonnes. Ainsi, il est incontestable que l'importation de riz grève considérablement la balance commerciale et des devises du pays³.

Orientées pour l'essentiel vers le marché de l'Union Européenne, les exportations du Sénégal constituaient 15.1% du PIB en 2006, soit 724 Milliards FCFA⁴. Le Sénégal tire ses recettes d'exportation de quelques produits de base (produits de la pêche, arachide, coton, engrais, produits pétroliers, acide phosphorique, ciment). Ces produits participent pour près de 70 pour cent des recettes d'exportation. Ces données illustrent l'importance de ces produits dans la formation du PIB :

- Produits arachidières : 113 530 tonnes pour une valeur de 31 milliards 937 millions FCFA.
- Coton et tissus en coton : 19 598 tonnes pour une valeur de 13 milliards 407 millions FCFA ;

- Engrais : 43 723 tonnes pour une valeur de 5 milliards 60 millions FCFA.

La politique agricole nationale rencontre différentes contraintes dans sa mise en cohérence. Elle est centrée sur l'amélioration des facteurs de production et de la compétitivité internationale. Depuis l'alternance, elle est difficilement perceptible, l'accent étant plus mis sur des programmes annuels (manioc, soja,...) que sur une véritable politique.

Au niveau des facteurs de production, l'introduction des techniques sélectives de culture et de la qualification de la main d'œuvre justifie l'importance donnée à l'investissement public ou privé, national ou international. Aussi, pour lutter contre les conjonctures naturelles (sécheresse principalement) ou économiques (pauvreté), des initiatives publiques (Plan REVA, GOANA) cherchent, sans grande réussite pour le moment, à encadrer l'implication du secteur privé dans l'agriculture. Cependant, la réglementation des subventions à la production sous l'impulsion des IFI (Institutions financières internationales) et de l'UEMOA maintient une faible concurrence dans le secteur. En effet, la « crise de l'arachide » a permis de se rendre compte des limites du maintien artificiel des prix au-dessus des cours réels du marché international. Ainsi, la privatisation et la libéralisation des secteurs d'activités agricoles sont devenues une réponse au dirigisme étatique en propulsant la concurrence comme moyen de développement du secteur. Ainsi, constate-t-on une ouverture de la filière de transformation de l'arachide avec la privatisation de la SONACOS et l'arrivée de nouveaux opérateurs.

Economie politique du secteur agricole

Au niveau de la recherche de compétitivité, les principales difficultés résident dans l'existence d'obstacles techniques et tarifaires à l'entrée des marchés étrangers. Ces entraves à la concurrence sont théoriquement sanctionnées par les textes de l'OMC et de l'UEMOA pour le cas de Sénégal. Toutefois, les exportations des produits agricoles ne représentent pas une part importante du PIB. Conscientes de ces enjeux, les autorités publiques se sont appuyées sur les textes de 1994 fixant le cadre juridique de la libéralisation pour y répondre. Mais, la politique actuelle de concurrence semble privilégier une stratégie conventionnelle avec les organes de normalisation et de certification des produits et services ou institutionnelle avec la signature d'accords bilatéraux ou multilatéraux d'échanges.

Le développement de l'industrie agroalimentaire a favorisé la création de nouveaux emplois et la diversification des cultures. Cette opportunité tend à susciter de nouvelles vocations chez les populations

rurales et les investisseurs privés. Ainsi, on assiste à l'émergence d'une nouvelle classe d'exploitants agricoles tournée vers l'économie de marché.

La prolifération des GIE et des PME/PMI dans le secteur de l'agriculture rassure sur la vitalité du marché concurrentiel. Mais, la forte pénétration du secteur informel dans la chaîne de production et de distribution entrave la réalisation des avantages attendus du libre jeu de la concurrence. En effet, les prix proposés à la consommation défavorisent les structures du secteur formel. Ce constat illustre les problèmes rencontrés par l'agriculture pour accroître son attractivité. Par ailleurs, l'agriculture sénégalaise ne garantit pas des revenus suffisants aux producteurs ruraux pour leur permettre de vivre en dignité et investir dans l'amélioration de leurs productions. La pauvreté touche un tiers de la population sénégalaise et presque la moitié des ménages pauvres se trouve en milieu rural. Il en est ainsi car l'agriculture sénégalaise n'arrive pas à placer ses produits dans les marchés nationaux et internationaux et il existe une pauvre rémunération des producteurs. De plus, ce processus se maintient grâce aux protections tarifaires pour sauver le marché national des produits sénégalais. En effet, le processus de commercialisation de certaines productions agricoles, notamment l'arachide, est basée sur une fixation réglementaire des prix tant au niveau des consommateurs que des producteurs. De sorte que la concurrence par les prix joue faiblement dans le secteur.

Comme la plupart des pays en développement et les PMA en particulier, le Sénégal n'a pas amélioré son accès aux marchés des pays développés. L'économie du Sénégal est pourtant l'une des plus ouverte comme l'indiquent les chiffres des échanges. Mais, le pays est fortement tributaire des flux commerciaux établis avec un nombre limité de pays industriels, y compris l'Union européenne (essentiellement la France), les États-Unis, le Japon et la Chine. Le Sénégal dépend aussi d'un nombre limité de matières premières, à savoir les arachides, le coton, les fruits et légumes, les cuirs et peaux, et le poisson, pour lequel il est encore confronté aux obstacles tarifaires et non tarifaires, lorsqu'il les exporte comme matière première ou sous forme de produits transformés.

Les pouvoirs publics ont pour ambition légitime de développer la capacité de production du secteur primaire afin de pouvoir mieux pénétrer dans les marchés des principaux partenaires et parvenir ainsi à une diversification des sources et des destinations des échanges. Le Sénégal a accueilli favorablement la possibilité exprimée dans diverses propositions de réduire à des niveaux acceptables, les nouvelles formes d'obstacles commerciaux en vigueur, surtout

dans les pays développés. En effet, plusieurs obstacles non tarifaires ont limité le potentiel d'exportation des PMA comme le Sénégal, pour les principaux marchés de consommateurs. Il s'agit notamment, des règles d'origine très strictes, et des mesures de sécurité sanitaires et phytosanitaires rigides qui constituent des obstacles réels pour plusieurs produits d'origine sénégalaise, comme les arachides, les fruits et légumes et les produits de la pêche.

En ce qui concerne la concurrence à l'exportation, les instruments de soutien actuels, qui sous-tendent les politiques agricoles des pays développés, augmentent les disponibilités sur le marché mondial et font baisser les cours mondiaux de plusieurs produits agricoles présentant un intérêt pour les pays en développement. Par exemple, il est possible de mentionner l'incidence négative de la politique agricole des États-Unis sur les marchés agricoles mondiaux, notamment sur les secteurs de l'arachide et du coton, qui sont fortement protégés aux États-Unis et dont l'importance est cruciale pour le Sénégal.

Pour d'autres produits, la même politique n'a pas eu d'effets pernicieux sur les pays à faible revenu et à déficit vivrier, comme le Sénégal, qui souhaitent, par exemple, que les cours mondiaux du riz chutent à des niveaux plus abordables, afin de réduire leurs dépenses d'importations de produits alimentaires, et notamment le coût de la nourriture destinée aux couches les plus pauvres de la population. Lorsque le niveau des cours mondiaux est faible, il est en général beaucoup plus difficile pour les petits exploitants agricoles comme le Sénégal, d'être compétitifs sur le marché international et même sur leurs propres marchés internes.

La situation mondiale du secteur du coton et des pommes de terre est exemplaire : les prix reçus par les producteurs sont si faibles, que nombre de producteurs nationaux demandent une protection. Paradoxalement, les producteurs d'arachides ont, au Sénégal souvent, profité des niveaux relativement faibles des cours, sur les marchés mondiaux des huiles végétales du fait d'un mécanisme qui prévoit des droits d'importations pour l'introduction d'huiles végétales subventionnées dans le pays et assure la redistribution des sommes perçues aux producteurs.

Pour ce qui est des subventions à l'exportation, le Sénégal n'a pas la possibilité de fournir des subventions aux exportations non exemptées, mais en tant que PMA, il pourrait octroyer des subventions pour réduire les coûts de commercialisation dans le pays et du fret international. Cela pourrait être très utile du fait des coûts de transport et de commercialisation élevés dans le pays, notamment pour les fruits et légumes, secteur pour lequel le

maintien de cette exemption serait particulièrement important.

Enfin, les secteurs du pays orientés vers l'exportation, n'ont actuellement aucun contrôle sur les conditions des coûts du fret et des expéditions de leurs produits respectifs vers des marchés tels que l'Union européenne et l'Asie. Ils ont été gravement entravés par la détérioration du secteur des transports et par les pratiques déloyales concernant les prix, appliquées par la plupart des transporteurs aériens comme Air France et DHL.

La stratégie de développement industriel

Cette stratégie comporte une dimension nationale et une dimension communautaire basée sur la réalisation de la politique industrielle de l'UEMOA.

La politique nationale de développement industriel

La nouvelle politique industrielle sénégalaise (N.P.I.) initiée en 1986 cherche à promouvoir l'initiative privée par la mise en place d'un cadre juridique, fiscal et économique favorable à une telle initiative, à rendre compétitives les entreprises sénégalaises au niveau international, notamment, par la loi n°87-25 du 18 avril 1987 abrogée par la loi n°2004-06 du 06 février 2004 sur les investissements au Sénégal. Le gouvernement cherche à insérer l'économie dans la concurrence internationale.

Il convient de préciser que la politique de l'investissement s'appuie sur l'instrumentalisation des conditions d'éligibilité à des fins de développement des secteurs d'activités stratégiques définis, notamment, par le D.S.R.P. D'où les mesures d'accompagnement visant à la réforme du secteur public et parapublic : privatisation des entreprises publiques, mise en place d'un nouveau code des marchés publics, réforme fiscale et celle du code du travail, maîtrise de la masse salariale avec la diminution du nombre des fonctionnaires, recherche de l'équilibre budgétaire.

Le secteur industriel sénégalais est aujourd'hui dominé par les entreprises extractives (phosphates, ciment), alimentaire (huilerie), la chimie, la mécanique et la construction, même si la création de zones franches industrielles a permis d'asseoir une stratégie de développement des manufactures. Elles sont surtout présentes dans l'agroalimentaire, le textile et les cosmétiques. Aujourd'hui, l'attractivité de la délocalisation des entreprises spécialisées dans l'automobile ou l'informatique fait que des accords sont noués pour implanter des unités de production.

Par ailleurs, le recours à des instruments juridiques tels que les partenariat public/privé cherche à promouvoir un cadre de concertation et d'action propice à la fixation commune des exigences d'un marché concurrentiel efficace. Les PPP sont expressément prévus par la loi du 13 avril 2004 relative aux BOT.

Si les premières années de ce siècle ont été marquées par l'ouverture d'un certain nombre d'unités industrielles (Cimenteries du Sahel, Senbus, etc.), force est de constater qu'à l'heure actuelle, le Sénégal ne dispose d'aucune politique industrielle cohérente. Au contraire, il semble qu'il n'y ait aucune politique industrielle. En effet, depuis 2001, les unités industrielles les plus performantes connaissent des difficultés. L'exemple le plus patent est celui des ICS et celui de la SAR.

Paradoxalement, dès son accession à la magistrature suprême, le Président Abdoulaye WADE a créé une Agence pour la promotion de l'investissement et des grands travaux (APIX). Mais l'action de l'APIX a été plus visible dans la conduite de travaux routiers (notamment l'aménagement d'échangeurs et la construction de l'autoroute à péage. Cependant, il faut noter la création sous son égide d'une Zone économique spéciale mais aussi l'amélioration de l'environnement des affaires de façon générale. Dans cette perspective, une politique hardie de promotion de l'investissement a été mise en œuvre. La stratégie nationale est basée sur l'allègement des contraintes fiscales (la création de points ou zones francs avec un régime fiscal préférentiel), l'offre de main d'œuvre qualifiée à des niveaux de salaires très compétitifs, l'assouplissement du droit du travail et la restauration des infrastructures de transport (pour la réduction des coûts de production).

Une autre dimension de la politique de développement du secteur industrielle réside dans l'existence d'agences de simplification des procédures administratives et de captation de l'IDE. Cette politique est très favorable à la concurrence mais la faible densité du marché local ne permet toujours pas de commercialiser la production. Aussi, c'est surtout vers l'exportation que se tournent les stratégies de promotion du secteur industriel.

En outre, le secteur industriel souffre d'une trop forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur, notamment des intrants importés, d'un surdimensionnement des unités et d'une inadaptation aux évolutions technologiques et des marchés. Aussi, est-on en présence d'un secteur atone, insuffisamment compétitif et incapable de créer suffisamment d'emplois ?

Aujourd'hui les mutations en cours au sein du commerce international, et sous-régional suscitent d'énormes inquiétudes pour les industriels sénégalais, certains étant même sceptiques sur leur capacité de résistance et de survie dans un tel contexte.

La mise à niveau des entreprises doit être un objectif et s'inscrire dans une logique de préparation de celles-ci à l'avènement de l'union douanière (UEMOA) et à leur intégration dans l'économie mondiale. Elle traduit pour elles l'ambition de devenir compétitives et de maîtriser l'évolution des techniques et des marchés. Elle supposera aussi pour plusieurs entreprises un effort majeur d'ajustement interne des méthodes et pratiques habituelles d'organisation. « La démarche de mise à niveau doit couvrir le diagnostic approfondi de l'entreprise, la définition d'un plan stratégique et sa déclinaison en un plan d'actions et enfin, l'appui à sa mise en œuvre (investissements matériels, investissements immatériels, restructuration financière, etc.) »⁵.

La prise en compte de la réalisation du marché commun de l'UEMOA

La création d'un marché élargi et de qualité est un élément par excellence de la politique industrielle. Le marché commun sous-régional offre, entre autres, les possibilités d'économie d'échelle pour les investissements mais aussi pour le développement de nouveaux produits. Le commerce intra-communautaire des produits du cru et de l'artisanat traditionnel est exonéré de tous droits et taxes à l'entrée des Etats membres. Les produits industriels originaires de l'Union, agréés, bénéficient d'une préférence par rapport aux produits de l'espèce importés des pays tiers. Quant aux produits industriels originaires de l'Union, non agréés, ils bénéficient lors de l'importation dans un Etat membre, d'une réduction de 5% des droits d'entrée applicables aux produits de l'espèce, originaires des pays tiers. A cet effet, des règles d'origine ont été instituées pour définir les produits originaires des Etats membres. En outre, l'harmonisation des droits d'entrée sur les produits des pays tiers est régie par un tarif extérieur commun.

L'abaissement des taux des droits d'entrée sur les importations en provenance des pays tiers a un impact considérable sur le secteur industriel. Dans ce cadre, pour faciliter un ajustement progressif des systèmes de production des entreprises particulièrement menacées et atténuer l'impact de fluctuations soudaines des cours mondiaux, notamment sur les produits agricoles et agro-industriels dont les prix sont particulièrement volatiles, des mécanismes temporaires (Taxe dégressive de protection - TDP - et Taxe conjoncturelle à l'importation - TCI) ont été

prévus. De manière non limitative, les produits de base éligibles à la TDP et les produits agréés à la TCI et s'inscrivant dans le principe de la subsidiarité de l'intervention communautaire pourraient servir de référence pour la définition des priorités dans la réalisation d'études stratégiques visant à préparer les programmes d'ajustement industriel.

Toutefois, le marché sous régional devrait permettre le développement d'entreprises et de leur capacité à faire face à la concurrence internationale. Aussi, la suppression des barrières non tarifaires, le bon fonctionnement des règles de concurrence, la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux et le droit d'établissement sont-ils des conditions indispensables pour rendre effectif le marché commun de l'UEMOA.

Une meilleure coordination des politiques fiscales est le prolongement indispensable de l'intégration régionale et de la promotion des échanges intra-communautaires. Les pays de l'UEMOA réfléchissent ensemble aux méthodes les plus adéquates pour maximiser leurs recettes fiscales, sans entraver l'activité économique et sans créer de nouvelles distorsions qui freinent l'investissement et les échanges commerciaux. L'élargissement de la base d'imposition, la fiscalisation de secteurs et d'opérateurs jusqu'à présent exemptés, la lutte contre la fraude et la corruption, la réduction des exonérations, la simplification des régimes et l'harmonisation des taux sont quelques-unes des mesures pour atteindre cet objectif. De même, la mise en place d'un code communautaire des investissements doit contribuer à améliorer l'investissement privé et à promouvoir l'entreprise et l'investissement au sein de l'UEMOA.

Le code communautaire des investissements prévoit entre autres la généralisation de Centres de promotion des investissements (CPI) dans tous les Etats membres de l'Union, afin de simplifier les procédures de création d'entreprises et de diligenter l'octroi des agréments, des garanties diverses à l'investisseur et la sécurité juridique et juridictionnelle dont tous les Etats ont souscrit à travers la Convention créant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.

Cependant en matière industrielle, le principe de la concurrence suppose de renforcer l'Etat de droit par le respect et l'application des règles de concurrence, afin de mettre en place un environnement favorable aux entreprises. Il faudra ainsi veiller à ce que certaines pratiques telles les ententes, les concentrations, l'acquisition de positions dominantes par certains groupes, les situations monopolistiques, ne fassent pas obstacle au libre jeu du marché. Il s'agit

en particulier de veiller au respect des règles de la concurrence par les structures publiques et privées du pays.

Dans un contexte d'intensification de la concurrence internationale, les conditions d'accès à l'information, aux réseaux par lesquelles elle circule et les services qui facilitent son utilisation jouent un rôle croissant dans la compétitivité industrielle. En effet, des systèmes d'information modernes et à frais réduits peuvent favoriser l'accélération du processus d'industrialisation au Sénégal, grâce à un accès facile aux compétences, aux capitaux, aux technologies et aux opportunités d'affaires et de marchés. Ceci suppose la mise en place d'une politique dynamique pour développer la collecte, le traitement et la diffusion de l'information. Le pays a besoin d'un accès facile à des bases de données nationales, régionales ou internationales. Par exemple, les coûts des facteurs de production, les performances à l'exportation, ainsi que des informations économiques générales comme l'état de l'Industrie du pays, les dispositions légales et réglementaires pour l'exercice des affaires.

Les politiques de privatisation

L'adoption de politiques d'ajustement structurel au Sénégal a impliqué une politique massive de privatisation d'entreprises. En effet, le pays a entrepris de céder la plupart de ses entreprises publiques qui, au début des indépendances, ont pourtant constitué un levier de base de la promotion de l'économie nationale.

La privatisation

La privatisation au Sénégal se base sur un certain nombre de textes législatifs et réglementaires destinés à légitimer le processus. Il s'agit de la loi n° 87-23 du 18 août 1987 portant privatisation des entreprises publiques ; elle a été complétée par la loi n° 95-05 du 05 janvier 1995 posant le cadre juridique de la privatisation dans le pays. Ces deux lois marquent juridiquement la volonté de l'Etat de se désengager de certaines entreprises jugées non performantes ; mais aussi, l'ouverture du marché interne à l'initiative privée nationale et internationale, à la concurrence.

L'organisation de la procédure d'appel d'offres publiques est régie par le décret d'application n° 88-232 du 4 mars 1988.

Le décret n° 88-223 du 4 mars 1988 fixe quant à lui les conditions d'appel à la concurrence en matière de cession de titre de l'Etat dans les entreprises destinées à être privatisées. La loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique marque l'ouverture « réelle » de l'économie à la

concurrence des marchés communautaires et internationaux en général.

Ces différents textes énoncent un certain nombre de principes à respecter avant toute privatisation d'entreprise publique ; notamment, le préalable de la publicité avant toute cession, la priorité à des repreneurs sénégalais, l'évaluation préalable des actions à céder, enfin, le paiement des titres au comptant. Ils créent en même temps des structures destinées à gérer l'exécution et le suivi du programme de privatisation :

- Le Comité consultatif du secteur parapublic, créé auprès du Secrétariat général à la présidence. Il est saisi pour avis de tout projet de texte y afférent.
- La Commission spéciale de suivi du désengagement de l'Etat, présidée par le Délégué à la réforme du secteur parapublic, il se charge de servir d'intermédiaire entre le public, le gouvernement et le secteur privé.
- La Délégation à la réforme du secteur parapublic est chargée de l'exécution des décisions de la Commission spéciale de suivi du désengagement de l'Etat, spécialement pour le volet privatisation.

Par ailleurs, la Délégation, au même titre que la Cellule du secteur parapublic, constitue un organisme de contrôle gouvernemental. On a ainsi pu relever que « le gouvernement sénégalais semble s'être inspiré du modèle de la Banque mondiale qui, en associant les deux critères d'une entreprise à savoir son importance stratégique et sa viabilité économique et financière, aboutit à quatre cas pour lesquels une action spécifique peut être engagée : privatisation, liquidation, réhabilitation ou modernisation »⁶. En effet, le programme de privatisation au Sénégal comprend deux volets : le désengagement de l'Etat pour les entreprises marchandes non stratégiques sous la forme de privatisation ou de liquidation et le redressement des entreprises stratégiques où l'Etat reste majoritaire.

Actuellement, ce programme de privatisation est loin d'être terminé ; d'autant plus, que le régime politique du pays a changé en l'an 2000. Mais surtout, des difficultés sont vite apparues. D'abord le nombre d'entreprises à privatiser a augmenté, ensuite les modalités prévues au départ ont été complètement modifiées. Pour certaines dont la privatisation aurait dû être partielle, elles ont été simplement liquidées. Dans cette catégorie se trouvent, notamment, les entreprises financières telles la S.O.N.A.G.A. ou l'Union Sénégalaise de Banques.

Sur les 19 entreprises inventoriées par les pouvoirs publics sénégalais, soit un peu plus de 61% des entreprises totales, le capital de l'Etat sénégalais se

chiffre à un peu plus de 56% du capital social total, soit 13 milliards de F. C.F.A. sur 23 milliards de F. C.F.A. Les parts cédées ou à être cédées de 5,227 milliards de F. C.F.A. restent incomplètes dans la mesure où celles de la S.I.C.A.P. et de la S.O.N.A.D.I.S. ne sont pas connues. Cependant, en se référant aux dispositions initiales avec la cession de 38,6% pour la S.I.C.A.P. contre 31% pour la S.O.N.A.D.I.S., on atteint le montant de 7,097 milliards cédés par l'Etat. Ce chiffre correspond alors à 55% des parts initiales de l'Etat et à 31% du capital total. Mais pour apprécier la privatisation au Sénégal, il convient d'intégrer le capital des entreprises liquidées. L'essentiel du capital liquidé provient du secteur bancaire qui, avec 6850 millions, constitue 89% du capital total liquidé. Les proportions restent identiques pour la liquidation des parts bancaires de l'Etat dans le total liquidé. Au total, le capital concerné par la privatisation atteint 30,5 milliards de F. C.F.A. dont 12,1 concernent les parts de l'Etat cédées ou liquidées, soit 39%. Si on sait que le capital total visé par la privatisation au Sénégal se chiffre à 166 milliards de F. C.F.A., les parts de l'Etat déjà engagées seraient seulement de 18%. Ceci est encore loin de l'objectif à atteindre en matière de désengagement financier de l'Etat⁷.

Depuis près de deux décennies, l'Etat sénégalais a privatisé, avec plus ou moins de réussite, de manière substantielle les entreprises du secteur public et parapublic. Cette privatisation s'est le plus souvent faite dans le cadre d'une ouverture du capital des entreprises publiques à la participation privée. Il en a été ainsi de la SONATEL, de la SENELEC (un partenariat stratégique avec Hydro-Québec avait été mis en place avant d'être remis en cause en 2001 avec le retrait de ce partenaire), de certains établissements bancaires. Pour d'autres secteurs, il y a eu un désengagement total de l'Etat. C'est le cas de la SONEES dans le secteur de la distribution de l'eau avec la concession exclusive accordée à la Sénégalaise des eaux. Dans ce dernier cas, le secteur est simplement passé d'un monopole public à un monopole privé. La particularité de la distribution de l'eau explique peut-être le maintien du monopole. La dernière privatisation remarquable concerne le secteur arachidier avec la cession des parts de l'Etat dans la SONACOS. Aujourd'hui, il faut donc noter qu'il y a une réduction substantielle de la propriété publique. Dans les projections faites par le ministère de l'Economie et des Finances, les dernières entreprises dans lesquelles l'Etat détient une participation devraient être bientôt cédées. Déjà, en novembre 2008, il a vendu les actions flottantes qu'ils détenaient dans la SONATEL et cherche depuis plus d'une année un acquéreur pour l'hôtel Méridien Président.

Le succès de la politique de privatisation dépend selon que l'on se trouve du côté des pouvoirs publics ou du salariat. La cession d'actifs a permis à l'Etat de

réaliser des économies importantes et redynamisant certains secteurs. Par le biais de l'appel à concurrence, les bénéfices ont été conséquents. En outre, la privatisation a entraîné la restructuration de certains secteurs et l'apport des investissements nécessaires à leur compétitivité (SONATEL, secteur bancaire, SOCOCIM, AIR SENEGAL et le secteur de l'hôtellerie).

Sous cet angle, la politique de privatisation a ouvert différents secteurs à la concurrence et ancré celle-ci dans les mécanismes de régulation de l'économie et amélioré la qualité des services et biens proposés aux consommateurs.

D'un autre côté, la privatisation en modifiant le rapport entre l'employeur et le salarié a contribué à fragiliser la position du travailleur. Si d'un point de vue purement concurrentiel, le marché doit arbitrer l'offre et la demande de travail en fixant les rémunérations, la politique de protection du travail pratiquée par l'Etat avant le Code de 1997 n'avait pas habitué le capital humain à la flexibilité de l'emploi.

L'Etat en raison du service public garde encore ses prérogatives de gestionnaire pour certains secteurs. Principalement, les secteurs énergétiques (SENELEC, SAR), agroalimentaires (SONACOS, SAED), les jeux (LONASE) et des infrastructures (transport, port, etc.) sont encore concernés. Pour le cas de la SENELEC une politique de privatisation totale ou d'ouverture du capital à l'investissement privé est toujours en cours. Si en principe, la neutralité concurrentielle est de mise depuis les lois sur la libéralisation de 1994, dans les faits le soutien de l'Etat est encore perceptible. Le recours intempestif aux finances publiques pour soutenir l'investissement et les plans sociaux de certaines entreprises du secteur public ou parapublic constitue une entrave au libre jeu concurrentiel et décourage l'ouverture de ces secteurs à la concurrence. Cependant, à moyen terme, l'Etat poursuit une politique de restructuration de ses entreprises (SAR, ICS) afin d'attirer les investisseurs privés et achever la libéralisation de tous les secteurs.

Les monopoles sont devenus très rares dans le paysage économique national. En effet, ceux-ci étaient justifiés par le lien étroit qui existait entre la conception classique de l'Etat providence et la naissance du service public national. Dès les indépendances, les autorités publiques ont pris en charge d'assurer ou d'assumer la satisfaction de l'essentiel des besoins des populations. Ainsi, est intervenue une série de mesures créant des entreprises publiques dans la logique de l'Etat gestionnaire. Mais, la récurrence des ajustements structurels a conduit l'Etat à revoir sa politique d'intervention dans les secteurs de production et de distribution. C'est pourquoi, la loi de 1987 sur les privatisations plusieurs fois complétée (loi n° 90-07 du 16 juillet 1990 relative à l'organisation

et au contrôle du secteur parapublic, loi n° 95-05 du 5 janvier 1995 et la loi n°95-25 du 29 août 1995) est restée très générale dans sa formulation en admettant la possibilité de privatiser les entreprises du secteur public ou parapublic sans limitation de temps ou de domaines. La liste des entreprises transférées directement ou indirectement suite à la mise en œuvre de la politique de privatisation (voir annexe Loi de 87) montre clairement le rétrécissement du champ des monopoles. Même si la conclusion risque d'être hâtive, la tendance observée aujourd'hui est à la raréfaction des monopoles.

Le désengagement progressif de l'Etat s'est accentué avec l'option politique libérale des pouvoirs publics. L'Etat du Sénégal a eu recours à plusieurs techniques juridiques destinées à diversifier son désengagement suivant les priorités économiques ou les spécificités de la demande sociale⁸. C'est surtout l'implication de l'Etat dans la gestion des entreprises qui font l'objet d'une ouverture du capital qui pose problème. A l'exception de la LONASE⁹ où le monopole est exclusif, l'exemple de la SONATEL permet de mesurer à l'instar des autres entreprises privatisées ou en voie de l'être, l'existence d'une situation implicite de monopole (affaire SONATEL/SENTEL¹⁰). En dépit d'un repli stratégique, en partie dictée par les institutions internationales, l'Etat garde encore une influence sur le jeu concurrentiel.

Les implications du désengagement de l'Etat : le développement du secteur informel

Par ailleurs, il convient d'apprécier les retombées d'une telle politique sur le plan social. En effet, la notion de famille revêt un caractère spécial en Afrique et une personne peut être le seul soutien financier de 5 à 10 personnes. Dans ces conditions, les effets indirects de toute compression sur le plan microéconomique sont d'autant plus aigus.

Ainsi, la privatisation au Sénégal s'est traduite par un accroissement du chômage et de la misère. Et comme le souligne Lachaud : « On ne peut guère compter uniquement sur les activités informelles pour réduire le coût social de l'ajustement structurel et des politiques nationales de désengagement en raison de son rôle marginal dans l'insertion sur le marché du travail et du manque de politiques macroéconomiques pour ce secteur »¹¹.

Cependant, le secteur privé s'est largement accru au Sénégal ; il est hétérogène et certaines de ses composantes sont dynamiques, notamment, le secteur informel.

Le secteur informel au Sénégal présente de nombreux avantages : la production de marchandises et de services à des prix accessibles pour les consommateurs, la création d'emplois à des proportions beaucoup plus élevées que les circuits officiels, l'utilisation de techniques commerciales adaptées au niveau de connaissances des commerçants, la commercialisation de marchandises à faibles coûts.

Le secteur informel, notamment, le petit commerce permet à beaucoup de personnes de pourvoir à leurs besoins de consommation à moindre coût, et ceci, non seulement parce que la quasi-totalité des biens et services proposés sont parfaitement divisibles, mais aussi, parce qu'il s'agit la plupart du temps de produits locaux dont le prix est largement inférieur à celui des produits étrangers. Au surplus, on a le plus souvent affaire à des entreprises familiales qui procurent de l'emploi et des revenus à de nombreuses personnes.

De même, les petits métiers issus de ces entreprises familiales réussissent à faire vivre des communautés et des familles entières qui en organisent le fonctionnement, en collectent les profits et les redistribuent en fonction de considérations sociales.

Il convient de relever que l'économie populaire ne se réduit pas à de petites activités confinées au cercle familial ou communautaire. Ce secteur s'est beaucoup développé ces dernières années. En effet, les crédits mutuels, les tontines et les caisses d'épargne et de crédit de femmes ou d'associations au Sénégal, constituent un exemple intéressant de diffusion à une large échelle d'activités initialement circonscrites au niveau des quartiers, mais prenant souvent des dimensions nationales. La première caisse avait vu le jour en 1987, à Yoff, un quartier populaire de Dakar où quelques femmes géraient un budget de 3,8 millions de francs C.F.A. environ. Dix ans plus tard, en 1996, les fondatrices avaient formé des centaines de femmes qui disposaient d'une enveloppe de 100 millions de francs C.F.A. Aujourd'hui, ce sont des millions, voire des milliards de francs C.F.A. qui circulent dans tout le Sénégal et permettent à des milliers de personnes d'avoir recours à un crédit de proximité qui, dans les conditions définies par les banques, leur serait inaccessible.

Un autre exemple est celui du Comptoir commercial Bara Mboup (CCBM) qui fête ses 25 ans d'existence, et travaille aujourd'hui en partenariat avec la société sud-coréenne Samsung.

D'aucuns pensent que le secteur informel sénégalais peut constituer un vivier qui faciliterait la mise en place d'entreprises et d'entrepreneurs modernes. Cependant, pour qu'il évolue dans cette direction, il faudrait concevoir et appliquer, à son égard, une politique dont les grandes lignes restent encore à définir par les autorités étatiques. Cette politique devrait, notamment, comporter une étude du milieu où l'on veut intervenir par l'effectivité d'un dialogue préalable avec les concernés, le financement de projets viables indépendamment de toutes considérations politiques et qui éviteraient aux entrepreneurs de passer nécessairement par l'Administration, enfin, une extrême rigueur pour le remboursement des prêts et une formation à la gestion d'entreprises.

Aujourd'hui, le secteur informel représente 60% du produit intérieur brut. Il est un facteur clé de l'économie sénégalaise. Flexible, attractif et dynamique il est à la fois concurrent et partenaire des entreprises légales. Depuis dix ans, il n'échappe plus à l'impôt et relève d'une fiscalité spécifique. En effet, en 1993, le gouvernement avait tenté de faire payer aux travailleurs informels la TVA (taxe sur la valeur ajoutée). Ils ont refusé, arguant qu'ils ne tenaient pas de comptabilité régulière comme les entreprises légales. Par conséquent, il leur était impossible de fixer la somme qu'ils devaient verser à l'Etat. Néanmoins, les autorités étatiques ont prévu trois types d'impôts spécialement adaptés au secteur informel: la taxe d'égalisation, la patente et l'impôt forfaitaire. Le problème d'aujourd'hui est celui de l'effectivité du recouvrement de ces impôts. Le secteur est réticent quant au versement des sommes dues au fisc.

Cependant la concurrence entre le secteur informel et les entreprises modernes est rude. Le secteur informel a un réseau national performant de distribution ; ce qui n'est pas toujours le cas pour les entreprises nationales. D'autre part, le secteur informel dispose de relais à l'étranger ; ce sont souvent des membres de la famille qui sont à l'étranger et importent pour leurs entreprises familiales les nouveaux produits occidentaux qu'ils mettent sur le marché national, ce qui constitue un atout considérable pour élargir leur clientèle.

Politique d'investissement

L'ouverture à l'extérieur et l'appel aux investisseurs étrangers apparaissent dans des conditions particulièrement difficiles pour les pays africains, et notamment le Sénégal. En effet, ce pays essaie de faire oublier les réticences passées en mettant en place, depuis les années 1980, de nouveaux codes d'investissement très attractifs et plusieurs plans de relance économique.

La loi n° 2004-06 du 06 février 2004 a abrogé la loi n°87-25 du 18 avril 1987 qui régissait les investissements au Sénégal. Le nouveau cadre juridique apporte des ajustements relatifs à l'insertion de l'économie sénégalaise dans la concurrence internationale. La politique de l'investissement s'appuie sur l'instrumentalisation des conditions d'éligibilité à des fins de développement des secteurs d'activités stratégiques (définis par le plan de développement national et le DSRP). Elle vise également à faire du Sénégal un point de convergence des investissements étrangers. Pour ce faire, le Code des investissements fait de l'APIX l'organe central de promotion et de gestion de la politique de l'investissement. Cette politique est examinée régulièrement dans le cadre d'un Conseil présidentiel sur l'investissement dont les différentes conclusions et recommandations ont abouti à des ajustements de la politique fiscale attractifs pour les investisseurs, tant nationaux qu'étrangers. Au niveau juridique, la fiscalité, les douanes et le droit du travail connaissent un régime dérogatoire pour les investissements permettant de densifier le tissu économique ou de résorber le chômage par la création d'emplois.

L'APIX est chargée de piloter la réforme et la mise en œuvre du cadre juridique des investissements. Elle concentre son intervention sur la simplification des procédures administratives juridiques de création des entreprises, sur le conseil et l'assistance aux investisseurs et la réalisation des infrastructures nationales nécessaires à la compétitivité internationale. Les objectifs de la politique des investissements s'orientent vers la confiance, la rapidité et la sécurité. Ces objectifs sont compatibles avec ceux poursuivis au niveau international et favorisent l'interconnexion des marchés en faisant de la concurrence un facteur incitatif.

Le Sénégal a aussi mis en place plusieurs autres structures d'appui au secteur privé afin de développer les investissements, notamment :

- **L'Agence pour le Développement et l'Encadrement des PME (ADEPME)**

Elle a pour mission principale la participation à la densification du tissu des PME et le renforcement de la compétitivité des entreprises afin de leur permettre de contribuer efficacement au développement économique et social du Sénégal. Les services offerts par l'Agence s'articulent autour: du centre d'accueil, d'information et de documentation-observatoire de l'entreprise. Par le biais de ce centre, l'agence offre un ensemble d'informations pratiques sur la création et/ou le développement d'entreprises, les sources de financement et d'intermédiation

financière locales et internationales accessibles aux MPE et PME.

L'ADPME collecte, traite et met à la disposition des promoteurs et entrepreneurs des informations capables de les renseigner sur les opportunités d'affaires au Sénégal et sur les marchés étrangers. De même, elle effectue du pré-diagnostic pour aider les promoteurs à mieux cerner leurs besoins. A ce titre, l'agence leur offre : des services préliminaires d'analyse de projet d'entreprise, une évaluation des motivations et compétences entrepreneuriales, une analyse de la faisabilité financière et commerciale des projets, des formations en entrepreneuriat, du conseil en création et en développement d'entreprise.

L'agence offre aux promoteurs de l'aide à la préparation du plan d'affaires, à l'élaboration des états financiers prévisionnels, des études de faisabilité et de marché, de l'aide à la recherche de financement. A cet effet, elle organise des ateliers de formation et du coaching. L'ADEPME intervient également dans le processus de mise à niveau de l'entreprise et du renforcement des capacités des chefs d'entreprises. Elle informe également sur les procédures administratives et légales.

- **L'Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat (APDA)**

L'objectif principal de l'APDA est de relever le niveau de compétitivité du secteur artisanal sénégalais. C'est ainsi qu'elle s'attache à mettre à la disposition des artisans des financements adaptés. Elle contribue également à l'aménagement et l'exploitation des sites, infrastructures et services de promotion de l'artisanat. L'APDA a donc pour mission de : participer à la mise en œuvre de la politique de promotion et de développement de l'artisanat définie par les pouvoirs publics, aider à la création d'entreprises artisanales, participer à la conception et au développement des infrastructures de soutien au développement de l'artisanat, favoriser l'accès au crédit des entreprises artisanales, notamment par la mise en place de lignes de refinancement mises à la disposition de l'agence, former et informer les dirigeants d'entreprises artisanales et leurs employés.

- **L'Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations: (ASEPEX)**

L'ASEPEX est une plateforme intégrée de services et de ressources spécialisées en matière d'exportation en faveur des entreprises et de leurs associations professionnelles. De façon générale, elle favorise le développement continu et durable des exportations sénégalaises. L'agence œuvre également pour une diversification de ces

exportations. Ses missions sont entre autres : mettre en œuvre la Stratégie de développement des Exportations (STRADEX) et la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA), développer des produits et des services d'appui aux entreprises exportatrices, générer l'information sur les marchés d'exportation, concevoir et mettre en œuvre des programmes de développement des marchés, promouvoir la création et le fonctionnement de pôles export au sein des institutions consulaires, et enfin établir des réseaux et des partenariats stratégiques pour le développement des exportations.

- **Le Centre pour le Développement des Entreprises (CDE)**

Il est financé par le Fonds européen de développement (FED). Le Centre a pour objectif d'accompagner le développement des entreprises du secteur privé ACP. Il fournit des services non financiers aux entreprises ACP et à des initiatives conjointes d'opérateurs économiques des ACP et de l'UE dans divers secteurs économiques, avec pour objectif principal d'accroître la compétitivité des entreprises ACP.

- **La Société d'aménagement et de promotion des côtes et des zones touristiques du Sénégal (SAPCO)**

L'objectif principal de la SAPCO est de faciliter l'appropriation de toutes les formes de tourisme, d'exploiter les potentialités de chaque région et de rechercher des investisseurs nationaux ou étrangers. Elle a donc pour mission de céder ou louer des terrains viabilisés à des promoteurs ou des gérants, de veiller au respect, par ces derniers des normes et règles d'urbanisme et d'architecture, dans le cadre du plan d'aménagement établi par le gouvernement ; de gérer les stations touristiques en assurant l'entretien des équipements, la propreté et la salubrité de l'environnement, la sécurité des personnes et des biens, la promotion des investissements.

Il convient de préciser qu'aujourd'hui la majorité des IDE est surtout affectée aux secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services. Leur répartition est fonction des impératifs de rentabilité et facilitée par le mouvement de libéralisation de l'économie. Paradoxalement, les IDE ne contribuent pas significativement au PIB. Les IDE présentent l'avantage d'allouer des ressources additionnelles et un transfert de compétences (savoir-faire principalement) pour les pays en développement. Cependant, un des inconvénients des IDE réside dans son influence sur la concurrence entre les entreprises domestiques et les implantations étrangères qui peuvent se répercuter sur la compétitivité. Pour le cas précis

des pays du Sud (particulièrement le Sénégal), les IDE en utilisant des techniques d'expansion ciblées (secteurs des services principalement) tendent à influencer sur la progression d'ensemble de l'économie nationale (comparaison entre la valeur ajoutée produite par les entreprises bénéficiant des IDE et celles n'y ayant pas directement accès) et oriente la politique concurrentielle indirectement (l'exemple du secteur bancaire et des télécommunications reste prégnant). Or, en comparant, le niveau des importations par rapport aux autres composantes du PIB (consommation, exportations et surtout investissements), l'insuffisance qualitative du rôle joué par les IDE dans la réalisation du potentiel réel de l'économie nationale (c'est surtout dû à son usage plus qu'à sa présence réelle) apparaît nettement. Les IDE se concentrent plutôt sur l'implantation d'entreprises exportatrices qui bénéficient des faveurs fiscales et du coût très bas de la main d'œuvre. En outre, le secteur bancaire et des assurances (BICIS, SGBS, AXA, etc.), le secteur agroalimentaire (GDS, Nestlé), les BTP (Fougerolles) pour ne citer que les plus caractéristiques sont dominés par les entreprises multinationales. La complexité de ces secteurs, les besoins d'investissements et la concurrence internationale justifie cette situation. Ainsi, la politique de l'APIX est de donner une importance accrue aux IDE en stimulant l'offre concurrentielle du Sénégal.

La politique commerciale

La politique commerciale du Sénégal consiste principalement en la mise en œuvre de la politique commerciale commune de l'UEMOA. Le Sénégal est aussi membre de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette double appartenance est parfois source d'ambiguïté et de confusion dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique commerciale du Sénégal. De même, cette politique tient compte des engagements du Sénégal auprès de l'OMC et vis-à-vis de certains partenaires au développement.

L'objectif de l'UEMOA est la création d'un marché commun. Elle a accompli l'harmonisation des droits d'accises et de la Taxe de la valeur ajoutée (TVA) en mettant en place un cadre réglementaire commun pour les pratiques anticoncurrentielles, y compris un Code communautaire Anti-dumping. Les droits d'accises et la TVA sont perçus à l'entrée des marchandises sur le territoire national. La TVA est fixée à un niveau de 18% sauf pour les biens exonérés par accord commun des membres de l'UEMOA. Cependant, le tarif sénégalais est entièrement basé sur le Tarif extérieur commun (TEC) de l'UEMOA depuis le 25 juillet 2002. Le TEC regroupe les taux de droits de douane en quatre

grandes catégories : produits essentiels (0%), produits de première nécessité, y compris les matières premières de base, les biens d'équipements et les intrants spécifiques (5%), intrants et produits intermédiaires (10%), et biens de consommation finale (20%).

Le Sénégal applique aussi des droits supplémentaires permanents de la redevance statistique (RS) et du prélèvement communautaire de solidarité (PCS) sur les importations des pays tiers, dont le total est fixé à 2%, un PCS de 0,5% est également prélevé au titre de la CEDEAO. Les recettes de la RS et des PCS sont reversées à l'UEMOA et à la CEDEAO ; aucun calendrier n'a été fixé pour l'élimination de ces droits supplémentaires. Le Sénégal a également mis en place une taxe conjoncturelle à l'importation, qui est un mécanisme de protection pour les produits agricoles établi par l'UEMOA, sur le sucre (par péréquation), la farine de blé (10%), et les huiles végétales raffinées (10%) ; tandis que les huiles brutes destinées au raffinage ainsi que, les huiles d'arachide et les huiles mélangées contenant au moins (60%) d'huiles d'arachide en sont exonérées. Cette dernière mesure fait partie des barrières tarifaires et non tarifaires à l'importation des huiles végétales raffinées dont l'objectif est la protection des huileries nationales.

En dehors du cadre de l'UEMOA, des surtaxes temporaires sont mises en place sur les importations de toute origine d'oignons, de cigarettes, de pommes de terre et de bananes, du mil et du sorgho. Selon les autorités sénégalaises, ces surtaxes ont pour objectif de protéger les filières locales et de les préparer à l'ouverture du marché intérieur à la concurrence.

Depuis l'année 2000, les droits de douane s'appliquent aux importations de marchandises de toute origine, à l'exception des produits bénéficiant du régime tarifaire préférentiel transitoire de l'UEMOA, des produits du cru et de l'artisanat traditionnel d'origine de la CEDEAO.

Néanmoins, la nouvelle stratégie commerciale du Sénégal s'inscrit dans les lignes directrices préconisées par les OMD, le DSRP et la SCA. Ce changement de politique s'explique en partie par le recul progressif de la part de l'Afrique dans le commerce international. Pour le Sénégal, cette régression s'est manifestée par un accroissement du déficit de la balance commerciale depuis les indépendances à nos jours. A ce niveau, la proportion occupée par les importations et les exportations ne cesse de se creuser au profit des premières (voir les chiffres récents de la Direction de la prévision et de la statistique).

Aujourd'hui, la politique commerciale du Sénégal est organisée autour d'un cadre institutionnel et normatif éclaté en trois niveaux.

Au premier niveau (correspondant au territoire national), se situent les services émanant du pouvoir exécutif essentiellement (Présidence, Primature et ministère du Commerce). Les services du ministère du Commerce, notamment les directions du Commerce intérieur et extérieur, sont chargés de traduire en plans d'action les orientations définies par le Président de la République.

Il s'agit pour l'essentiel de mettre en œuvre de dynamiser le secteur de la production (agriculture) et de diversifier l'offre de produits (à forte valeur ajoutée) et intéresser de nouveaux partenaires économiques (en plus de l'Union Européenne et des Etats africains, clients traditionnels). Pour y arriver, le gouvernement sénégalais s'appuie sur une politique de relance de la production agricole (Plan REVA, GOANA actuellement) et l'encadrement de la croissance économique par un réseau de structures scientifiques ou techniques (IRD, ISRA, SAED etc.).

Au plan normatif, la loi d'orientation sylvo-agro-pastorale de 2004 tente de poser les conditions d'un meilleur accès des produits aux marchés internationaux, afin de rectifier une balance commerciale structurellement déficitaire.

Par ailleurs, le Sénégal tente de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'Union Européenne en attirant les USA, l'Inde, les Emirats Arabes Unis et la Chine dans la sphère de ses partenaires économiques privilégiés. Ainsi, l'Inde est devenu un acteur important (environ 15% du total des exportations, surtout le phosphate et l'acide phosphorique ; team 9 structure de partenariat entre l'Afrique et l'Inde). Plus récemment (depuis le dernier trimestre de 2005), la Chine se présente comme un partenaire crédible en devenant (pour le moment moins de 1% des exportations total).

Au second niveau, il faut se rappeler des dispositions qui font de l'intégration régionale un facteur de promotion de la stratégie commerciale du Sénégal. L'intégration se traduit d'abord par la création d'un marché commun (libre circulation des personnes, des biens et des services) et la mise en œuvre d'un plan de contrôle (surveillance multilatérale). Elle se traduit ensuite par l'adoption d'une position commune lors des négociations commerciales internationales et un effort de lutte contre le dumping et les subventions du fait des pays du Nord.

Dans ce sens, l'UEMOA sert de relais principal avec des cadres de concertations divers : CEDEAO-UEMOA, UEMOA-CEMAC, UE-UEMOA dans le cadre des Accords de partenariat économique, UEMOA-USA avec le Trade and Investment Framework Agreement. Le Traité instituant l'UEMOA a eu pour effet de dessaisir les Etats membres de leur compétence en matière de politique commerciale et de

transférer celle-ci à un de ses organes, à savoir la Commission.

Ainsi, le régime de la politique commerciale avec les Etats tiers est adopté par le Conseil des ministres, sur proposition de la Commission (art. 82 du Traité) et la conclusion des accords internationaux dans le domaine du commerce relève de la compétence de l'Union (art. 84 du Traité). En outre, le règlement 2/82 adopté le 30 novembre 2002 institue un tarif extérieur commun obligatoirement applicable par tous les Etats membres. C'est dans le même esprit qu'il n'autorise que la mise en place de trois instruments comme dispositif complémentaire de taxation, notamment la taxe dégressive de protection, la taxe conjoncturelle d'importation et les valeurs minimales ou de références.

Dans le même sillage, l'OHADA en harmonisant le droit commercial de ses Etats membres apportent une meilleure lisibilité dans la sécurisation de la politique commerciale (surtout dans le repérage du droit applicable aux contrats et à la résolution du contentieux).

En dernier lieu, la politique commerciale du Sénégal est influencée par les accords en vigueur au sein de l'OMC dont il est membre. La coordination du contenu des accords avec la politique nationale est confiée au Ministre du commerce. Admis dans le cercle peu enviable des pays les moins avancés depuis 2001, le Sénégal bénéficie d'un certain nombre de privilèges temporels (report de la date d'application des accords, ex : ASA pour l'agriculture) ou matériels (fixation de certains droits ou taxes sur les importations).

La situation de la politique commerciale sous l'égide de l'OMC est matérialisée par son profil tarifaire¹². Membre de l'OMC, le Sénégal a accepté les principales conséquences de cette appartenance en matière d'ouverture de son marché. Ainsi, et en adéquation avec ses engagements dans le cadre de l'UEMOA, les principales barrières douanières et les taxes d'effets équivalents ont été levées pour mettre une meilleure circulation des biens et services¹³.

Le Sénégal bénéficie des avantages liés à la loi américaine sur les opportunités de croissance en Afrique (« American Growth Opportunity Act »), qui vise à améliorer les perspectives de pénétration du marché américain tout en encourageant les investissements des Etats-Unis dans les pays éligibles.

Le Sénégal est aussi signataire des accords scellant les relations commerciales entre l'Union européenne et les pays ACP. Ces Accords discriminatoires offrent des avantages aux produits en provenance des pays ACP par deux formules différentes : soit les produits bénéficient d'un accès aux marchés en franchise de

droit de douane, soit par la réduction des droits de douane. Toutefois, en raison de son incompatibilité avec les règles de l'OMC, ce régime préférentiel est appelé à disparaître.

Le Sénégal bénéficie aussi de l'initiative européenne « TOUT SAUF LES ARMES » qui consiste à supprimer les droits de douane et les quotas pour les exportations, sauf pour les armes en provenance des Pays les moins avancés.

Les Accords de l'OMC peuvent être porteurs d'opportunités pour une meilleure insertion du Sénégal dans l'économie mondiale. Comme tous les pays en développement et les pays les moins avancés, les Accords de l'OMC leur accordent un profil tarifaire discriminatoire. Certes les droits de douane appliqués aux exportations du Sénégal sont en moyenne très réduits, ces droits variant en fonction des marchés et des produits. Par exemple, pour les produits agricoles les droits de douane s'élèvent entre 8.7 et 6.9 pour cent sur les marchés de l'Union européenne et américain, alors que pour les produits non agricoles, les droits qui frappent les exportations du Sénégal atteignent 15 pour cent en Inde et 8 pour cent dans le marché de l'Union.

Cependant, il faut noter l'opposition farouche des autorités publiques sénégalaises aux Accords de partenariats économiques qui auraient pu avoir pour conséquence de renforcer le déséquilibre de la balance commerciale au détriment du Sénégal sans avoir des conséquences économiques positives.

La politique de marchés publics

Le droit des marchés publics au Sénégal se trouve souvent au cœur des problèmes juridiques entre partenaires économiques. Il est aujourd'hui régi par le décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics pris dans le cadre des engagements du Sénégal au sein de l'UEMOA. Ce décret transpose en droit sénégalais deux directives de l'UEMOA (la Directive n° 04-2005-CM/UEMOA du 9 décembre 2005 relative aux procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'UEMOA et la Directive n° 05-2005-CM/UEMOA relative au contrôle et à la régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'UEMOA).

Ce décret est complété par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des obligations de l'Administration. Concernant ce dernier texte, sont particulièrement concernées les dispositions relatives à la passation des marchés publics et des contrats portant participation du

cocontractant d'une personne publique à l'exécution d'un service public.

Le Code s'applique principalement aux marchés de fournitures, travaux et services de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics. Il régit également les marchés des sociétés nationales et des sociétés anonymes à participation publique majoritaire. Les marchés passés par les entreprises du secteur parapublic sont également régis par le Code des marchés publics sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires. Enfin, les dispositions du code s'appliquent aux contrats de concession et d'affermage sauf dispositions contraires prévues par la loi.

Les principales innovations de ce texte portent sur l'affirmation du principe de transparence comme garant de l'efficacité de la passation des marchés publics, l'appel à concurrence pour l'attribution des marchés des organes publics centraux ou décentralisés et le recul net des marchés de « gré à gré ».

Le Code des marchés publics pose le principe de l'obligation de publicité et de mise en concurrence qui s'applique non seulement aux marchés publics mais également aux conventions de délégation de service public qu'entendent contracter les autorités délégantes au cours de l'année à savoir les affermages de service public, les concessions de service public et les régies intéressées. Ainsi, l'amélioration de la sélection des prestataires de services ou de fournisseurs passe par la rationalisation de l'information disponible pour les personnes physiques ou morales pouvant faire acte de candidature.

L'appel à la concurrence et la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics assurent l'égalité des candidats devant la procédure et permet éventuellement d'exercer des recours en cas d'irrégularités. En outre, l'exigence de motivation des choix retenus pour l'attribution des marchés et la structuration des recours possibles en cas de désaccord entre les acteurs intervenants dans la procédure est une autre garantie de transparence.

Il s'agit d'abord de recours exercés par les autorités publiques impliquées dans la procédure (Commission des marchés, Autorité contractante, Direction chargée du contrôle des marchés publics et l'Organe chargé de la régulation des marchés publics) ou les candidats évincés (recours gracieux devant l'autorité contractante ou contentieux devant le Comité de règlement des différends en matière de passation des marchés).

La réglementation des ententes directes s'appuie à titre principal sur le contrôle du prix de revient et l'autorisation préalable de la Direction chargée du contrôle des marchés publics pour certains marchés. En théorie, ces différentes exigences devraient permettre de faire de l'appel d'offres ouvert le principe en matière de passation des marchés publics.

Par ailleurs, il convient de préciser que pour assurer une concurrence saine dans le circuit de la passation des marchés publics ; le Sénégal s'est doté d'une Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics consacrée par le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005.

La politique du travail

La crise économique et sociale des années 80 a poussé les pouvoirs publics à revoir leur politique en matière d'emploi et de travail. La flexibilité de l'emploi et l'assouplissement du recours au licenciement économique sont les atouts de la nouvelle législation pour les employeurs et les investisseurs.

La politique de l'emploi et du travail a connu une révolution avec l'adoption de la Loi n° 97-17 du 17 décembre 1997 qui porte Code du travail au Sénégal. En effet, le contrôle étatique sur le niveau des salaires depuis les indépendances avait gelé l'introduction du facteur concurrence dans le domaine du travail. La stabilité sociale l'emportait sans doute sur la régulation des rémunérations par la loi de l'offre et de la demande.

Aujourd'hui, le droit du travail voudrait qu'entre employeurs une convention collective par branche organise une concurrence loyale et égale entre entreprises de la même branche assujetties au paiement de salaires identiques. Les conventions de l'OIT à partir de 1919 avait cette même fonction y compris entre employeurs dont les activités sont exercées dans des pays différents ; notamment, pour éviter que la concurrence internationale ne se fasse à travers les coûts salariaux.

Il voudrait aussi qu'entre salariés, le principe soit : à travail égal salaire égal, quoiqu'il ne soit pas toujours respecté entre travailleurs de sexes différents.

Par ailleurs, les entrepreneurs devraient inciter le législateur sénégalais à statuer sur la clause de non-concurrence dans le contrat de travail. En effet, elle consiste à interdire à son salarié, après la rupture de son contrat de travail, d'exercer une activité professionnelle, qu'elle soit ou non salariée, et qui serait susceptible de concurrencer directement ou indirectement celle de son ancien employeur. L'intérêt de cette clause consiste à éviter que le salarié ne puisse

faire un usage portant atteinte aux intérêts de son entreprise de toute l'expérience qu'il a pu acquérir au sein de celle-ci pendant la durée de son contrat de travail. Elle permet également de protéger l'entreprise contre un éventuel détournement de clientèle par l'ancien salarié à cause de son départ de l'entreprise. En outre, la clause est aussi utilisée, en pratique, afin de dissuader les salariés de démissionner pour accéder à des postes proposés par la concurrence.

Il convient de préciser que la perte de vitesse de la législation sur la sécurité sociale au Sénégal a favorisé la percée du secteur informel qui constitue un palliatif au chômage provoqué par la restructuration du secteur formel. Cependant, la relative « clandestinité sociale » du secteur informel laisse peu de place à une véritable politique sociale.

La concurrence dans sa forme primitive régule le secteur en favorisant les bas salaires et les licenciements abusifs. Mais, la médiation sociale joue un rôle modérateur important dans le contrôle de la concurrence à ce niveau. La recherche de compétitivité des entreprises sur le marché national entraîne l'utilisation abusive du licenciement pour motif économique justifié par la sauvegarde de leur survie face aux concurrents.

Enfin, au plan communautaire, la politique de l'emploi et du travail sous les auspices de la liberté de circulation des personnes devrait donner toute sa mesure à la concurrence en favorisant la concurrence aussi bien sur les niveaux de rémunération que dans l'utilisation du capital humain. Cependant, l'importance des pertes d'emplois consécutifs à la fragilité du tissu économique peut susciter quelques doutes légitimes sur l'intensité du désengagement de l'Etat. Au niveau international, la politique de la concurrence est tempérée par les règles de l'Organisation internationale du travail et sur ce point le Sénégal intègre les principes de l'OIT prenant en compte les exigences sociales des travailleurs et la compétitivité économique.

Les politiques de la protection des consommateurs

Actuellement, il n'existe pas de droit codifié de la consommation au Sénégal. Les sources de ce droit sont éparées et les références législatives sur la consommation peu nombreuses. Jusqu'à présent, la consommation est traitée de manière sectorielle en référence au secteur d'activité économique concerné. Avec la Loi n° 94-63 du 22 août 1994, le législateur sénégalais interpelle le consommateur comme entité autonome digne de protection. Cette loi s'inscrit dans un vaste mouvement de libéralisation de l'économie nationale. Ainsi, les intérêts du consommateur sont

pris en compte dans la détermination de la qualité et du prix des biens et services disponibles sur le marché. En outre, une action collective est reconnue aux associations de consommateurs pour la préservation de leur droit à un bien-être dans une économie de marché. Dans ce sens, la Commission nationale de la concurrence joue un rôle de régulateur.

Des associations de consommateurs à vocation transversale ou sectorielle existent. Leur politique est axée sur l'information et le lobbying. Les associations de consommateurs sont intégrées dans le processus de prise de décision. Leur importance et leur présence dans le paysage sont telles que certaines d'entre elles sont considérées par les Sénégalais comme des agences étatiques chargées de la protection des consommateurs.

L'effectivité de la politique de protection des consommateurs se heurte à une absence de culture consumériste chez le Sénégalais moyen. En effet, des causes liées à l'ignorance relative de l'impact de la concurrence sur le bien-être des consommateurs et des mécanismes de défense de leurs intérêts expliquent l'insuffisance de la protection. On témoigne la faiblesse des recours portés devant la Commission et le défaut de vulgarisation efficace des enjeux de la politique de concurrence sur la consommation.

Par ailleurs, les autorités sénégalaises devraient renforcer la concurrence par une diminution du protectionnisme dans certains secteurs et se donner les moyens de surveiller les marges de bénéfices des entreprises afin de dissuader les abus, notamment, dans les secteurs où la concurrence est limitée. Le fait de limiter le protectionnisme en favorisant les importations de biens et de services permettra de réduire les prix payés par les consommateurs car il soumettrait les entreprises locales à la concurrence des marchandises importées.

Cependant, la relative extrême pauvreté des populations ne milite pas en faveur du développement d'un esprit consumériste. La logique du crédit prédomine dans les relations consommateurs commerçants, notamment dans le commerce de détail, très développé au Sénégal. Il s'ensuit que c'est très difficilement que les consommateurs peuvent se montrer exigeants en matière de choix de leur partenaire commercial et de demande de prix font relativement bas.

Il faudrait relever l'absence d'une structure communautaire, notamment, au sein de l'UEMOA chargée d'examiner les litiges résultant de la consommation dans les Etats membres de l'Union. Ainsi, la question primordiale est celle de la reconnaissance au consommateur pris individuellement ou aux associations de consommateurs la possibilité de saisir la Cour de justice de l'UEMOA lorsqu'ils se sentent lésés dans leurs droits.

Le législateur sénégalais devrait s'inspirer du cas de la France où l'information et la protection du consommateur sont devenues nécessaires compte tenu de sa vulnérabilité face aux vendeurs professionnels. En effet, elles font l'objet, dans ce pays, de mesures légales regroupées dans le Code de la consommation. Des institutions destinées à sauvegarder sa santé, sa sécurité et ses intérêts économiques, et à lui donner les moyens de défendre ses droits et ses intérêts ont été mis en place.

Le vendeur est dans l'obligation de fournir au consommateur, avant la conclusion du contrat, toutes informations utiles sur le bien, produit ou service : prix TTC, caractéristiques du produit, conditions de vente. Cette obligation générale d'information existe certes dans le droit sénégalais, notamment dans la loi n° 94-63. Mais, il faut noter qu'elle n'est guère respectée même s'il est prévu qu'elle puisse être faite à l'aide de n'importe quel support (affiche, catalogue, Internet).

Le consommateur est aussi protégé en matière de publicité. Sont sanctionnées pénalement : la publicité trompeuse (elle ne doit pas induire en erreur) et la publicité mensongère (elle ne doit pas diffuser d'informations fausses). La législation sénégalaise n'interdit pas la publicité comparative. Celle-ci est licite dès lors qu'elle porte sur des éléments objectifs et qu'elle est loyale. La publicité des produits présentant des risques pour la santé ou l'ordre public est interdite (tabac) ou réglementée (alcool, médicaments, etc.).

Les méthodes commerciales interdites sont le refus de vente, la vente par lot, la vente à la boule de neige, la vente par envoi forcé, la vente liée, la vente avec prime, la vente à perte.

Politique de concurrence

La politique de la concurrence dans les objectifs du gouvernement sénégalais

Après le constat d'un échec partiel des PAS (le Sénégal a été le premier Etat en Afrique au sud du Sahara à signé un PAS en 1980, mis en œuvre à partir de 1984¹⁴), le gouvernement sénégalais a consenti à une dévaluation de sa monnaie en janvier 1994 avec comme objectif prioritaire « de réadapter ses instruments de politique d'incitation et de promotion de l'investissement et de prendre les mesures adéquates visant à instaurer un environnement économique concurrentiel transparent »¹⁵. Pour y parvenir, le Gouvernement a adopté un ensemble de textes législatifs et réglementaires entre 1994 et 1995 plus favorables à l'idéologie libérale pour doper son économie. Parmi ceux-ci, la Loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique occupe une place centrale.

Dans son texte de présentation, la loi est présentée comme la solution aux problèmes soulevés par les opérateurs économiques devant le Chef de l'Etat lors des assises de l'économie¹⁶. Il faut préciser que la principale référence en la matière était la Loi n°65-25 du 4 mars 1965 sur les prix et les infractions à la législation économique. Inspirée par une philosophie interventionniste, la loi de 1965 était plus favorable à un contrôle administratif de l'activité économique¹⁷. C'est pourquoi, les autorités publiques ont affirmé que « cette situation freine la création d'entreprise et entretient un climat de relations difficiles entre l'administration et les opérateurs économiques », tout en supprimant l'autorisation préalable à l'exercice de certaines activités économiques¹⁸.

La considération prioritaire de la concurrence dans les politiques publiques de développement à long terme se manifeste aujourd'hui sous l'appellation de compétitivité. Aussi, la stratégie de croissance accélérée (SCA) fait de la compétitivité un enjeu fondamental dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs millénaires de développement (OMD) pour la période 2010-2015. Cette place prépondérante est reflétée par le discours officiel du gouvernement¹⁹. Ainsi, la libéralisation globale mais progressive de l'économie comme cadre de développement

économique et de réduction de la pauvreté figure en très bonne place parmi les objectifs du gouvernement. Elle se traduit par l'affirmation de l'exigence de respect d'un principe de concurrence libre, saine et loyale dans la plus part des lettres de politique sectorielle élaborée depuis le début des années 2000.

Les objectifs de la loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique

A la lecture de l'exposé des motifs de la loi n°94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique, il semble juste d'affirmer que les objectifs explicites de la loi sont :

- L'adaptation du cadre normatif et institutionnel de la concurrence aux mutations économiques affectant l'existence et le fonctionnement du marché ;
- La création d'un régulateur indépendant pouvant garantir une concurrence praticable ;
- L'établissement du corpus juris capable de prendre en charge les intérêts du consommateur sénégalais ;
- Rationaliser la répartition des compétences entre les agents d'exécution de la loi et les opérateurs économiques.

Toutefois, une lecture combinée du cadre législatif et réglementaire de 1994²⁰ permet de déceler des objectifs implicites attribués à la loi sur la concurrence. Il s'agit notamment de :

- Mettre en place une loi d'orientation sur la promotion de la concurrence ;
- Diversifier les formes d'intervention des autorités publiques dans le domaine de la concurrence ;
- Relancer l'économie nationale après le bilan mitigé des Politiques d'ajustements structurels et les privatisations.

L'approfondissement de l'ouverture à l'économie de marché a confirmé ces objectifs de la loi de 1994. La concurrence est clairement devenue un moyen pour atteindre le développement économique et social. D'ailleurs, l'appartenance du Sénégal à l'UEMOA le justifie amplement. En effet, le préambule du Traité

du 10 janvier 1994 instituant cette organisation d'intégration économique sous régionale précise que les Etats membres sont déterminés à se conformer aux principes d'une économie de marché ouverte, concurrentielle et favorisant l'allocation optimale des ressources.

Les pratiques anticoncurrentielles prohibées

La loi sénégalaise sur la concurrence vise la prohibition de certaines pratiques anticoncurrentielles qui peuvent revêtir un caractère collectif ou individuel. Les interdictions posées recherchent un objectif de liberté, de loyauté et de transparence dans le jeu de la concurrence²¹.

L'interdiction des pratiques anticoncurrentielles collectives

D'abord, le législateur sénégalais interdit les pratiques anticoncurrentielles collectives telles que les ententes « ayant pour objet ou pouvant avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le libre jeu de la concurrence »²². Sur les pratiques anticoncurrentielles collectives, il convient de préciser leur ancrage à la législation communautaire. En effet, le Traité de Dakar du 10 janvier 1994 portant création de l'UEMOA (modifié en 2003) en son article 88 interdit les ententes anticoncurrentielles, les abus de position dominante et de dépendance économique et les aides publiques. L'emprise du droit communautaire sur le droit de la concurrence nationale a été réaffirmée par le Règlement 02/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002 sur les pratiques commerciales anticoncurrentielles. L'unification de la définition formelle des pratiques prohibées dans l'espace communautaire est reprise par les articles 2 et suivants du Règlement précité²³. Par conséquent, les pratiques anticoncurrentielles visées par la loi de 1994 sont directement régies par le Traité UEMOA et le Règlement communautaire 02.

Sont donc interdites les ententes anticoncurrentielles, l'exploitation abusive de position dominante et les aides publiques.

A. Les ententes anticoncurrentielles

L'article 3 du Règlement n° 02/2002/CM/UEMOA relatifs aux pratiques anticoncurrentielles à l'intérieur de l'UEMOA déclare « incompatibles avec le Marché commun et interdits, tous accords entre entreprises, décisions d'associations d'entreprises et pratiques concertées entre entreprises, ayant pour objet ou pour effet de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur de l'Union ». La loi n° 94-63 pose la même interdiction.

L'entente prohibée est un concours de volonté mis en œuvre. Elle peut prendre diverses formes. Ainsi s'explique la diversité des notions utilisées par le législateur communautaire pour la désigner. L'entente peut être un accord, une décision d'association d'entreprises ou une pratique concertée.

L'interdiction posée par la législation communautaire de la concurrence porte sur toute entente faussant le jeu de la concurrence dans l'espace UEMOA. Le caractère anticoncurrentiel est établi au regard de l'objet ou de l'effet de l'entente : soit l'entente est anticoncurrentielle en raison de son objet, soit elle l'est en raison de ses effets. Le terme « objet » est à considérer dans le sens d'objectif ou de but et non de contenu de l'accord. Cette conception du terme implique qu'il soit nécessaire d'analyser le contexte économique d'application de l'accord. Ainsi, l'atteinte à la concurrence doit être le but poursuivi par l'accord. L'intention de fausser le jeu de la concurrence doit être le résultat recherché par les parties à l'entente.

Lorsque l'objet de l'entente ne se révèle pas anticoncurrentiel, l'analyse doit porter sur ses effets. En effet, l'analyse de l'objet peut être insuffisante à caractériser la nocivité d'une entente. Les parties peuvent n'avoir pas eu pour objectif de porter atteinte au jeu de la concurrence. Toutefois, dès lors qu'une atteinte à la concurrence résulte d'un accord ou du comportement concerté de plusieurs entreprises, l'infraction est caractérisée. Sont à considérer autant les effets réels que les effets potentiels, virtuels, probables de l'accord.

Afin d'illustrer l'atteinte à la concurrence interdite, l'article 3 du règlement n° 02 vise expressément un certain nombre de pratiques caractéristiques de l'atteinte à la concurrence prohibée. Aux termes de cet article sont notamment visées les ententes :

- a) des accords limitant l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ;
- b) des accords visant à fixer directement ou indirectement le prix, à contrôler le prix de vente, et de manière générale, à faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ; en particulier des accords entre entreprises à différents niveaux de production ou de distribution visant à la fixation du prix de revente ;
- c) des répartitions des marchés ou des sources d'approvisionnement, en particulier des accords entre entreprises de production ou de distribution portant sur une protection territoriale absolue ;
- d) des limitations ou des contrôles de la production, des débouchés, du développement technique ou des investissements ;

- e) des discriminations entre partenaires commerciaux au moyen de conditions inégales pour des prestations équivalentes ;
- f) des subordinations de la conclusion des contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires, qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats ».

B.L'exploitation abusive de position dominante

Ce sont les articles 88(b) du Traité et 4 du règlement n°02 qui interdisent l'exploitation abusive de position dominante. L'abus de position dominante apparaît comme un moyen de contrôler, a posteriori, les concentrations économiques. Il décrit une situation où une entreprise qui détient un véritable pouvoir en fait un usage abusif. L'abus de position dominante repose sur deux éléments : d'abord, une position dominante, ensuite, son exploitation abusive.

La position dominante est la possibilité qu'a une entreprise de se soustraire aux lois du marché voire de les déterminer elle-même. Cette définition est proche de celle que retient la Commission de la Concurrence qui considère la position dominante comme un véritable pouvoir de marché²⁴. Ainsi définie, elle peut être le fait d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises. La législation de la concurrence n'interdit pas en soi la position dominante. Seule son exploitation abusive l'est. C'est à dire lorsque l'entreprise ou le groupe d'entreprises en position dominante impose à ses concurrents des contraintes concurrentielles qui n'ont pas de justifications objectives. Il ne peut pas en être autrement sans que l'on ne sape les bases même de la société libérale car, faut-il le rappeler, la position dominante est souvent pour ne pas dire toujours la résultante d'une opération de concentration qui demeure un phénomène économique naturel et décisif. C'est pourquoi il ne saurait être question d'une condamnation de la position dominante mais bien de l'abus de position dominante.

L'abus se réalise, parfois, au moyen de divers éléments. L'article 4.2 du Règlement n° 2 dispose que :

« Les pratiques abusives peuvent notamment consister à :

- a) imposer de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transactions non équitables ;
- b) limiter la production, les débouchés ou le développement technique au préjudice des consommateurs ;
- c) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations

équivalentes, en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence ;

- d) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires, qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats ».

Cette énumération est indicative. Il n'est en effet pas possible d'embrasser la totalité des possibilités qu'offre la position dominante. L'imposition de prix et de conditions inéquitables se traduit par la fixation d'un prix à un niveau injustifiable au regard du principe de respect des règles de saine gestion. Elle permet ainsi d'étouffer le jeu de la concurrence, son objectif étant de détruire les concurrents les plus faibles. Sont notamment visés les prix prédateurs ou éliminatoires, c'est-à-dire ceux fixés à un niveau plus ou moins excessivement bas dans le but d'éliminer un concurrent ou d'empêcher un concurrent potentiel d'entrer sur le marché. Il est ressorti de nos enquêtes que les Sénégalais étaient conscients de l'existence de ce type de pratiques, notamment dans l'exercice de monopole comme pour la téléphonie fixe, l'électricité ou l'eau.

La pratique incriminée au point a) se manifeste également par l'imposition de modalités commerciales injustes. Les conditions de transactions inéquitables interdites concernent particulièrement les techniques de fidélisation proposées par les entreprises en position dominante et qui aboutissent à un accaparement injustifié de la clientèle. Il en est notamment ainsi des clauses d'exclusivité lorsqu'elles aboutissent à empêcher le client de s'adresser à un concurrent de l'entreprise dominante et du rabais. Ces types de pratiques ont été notés et relevés dans le secteur de la distribution de carburant au Sénégal. L'imposition de prix ou de conditions de transactions inéquitables peut être directe ou indirecte. Elle est directe lorsque c'est le prix lui-même qui est l'objet de l'abus et qui fait l'objet d'une fixation injustifiée. Elle est indirecte lorsqu'elle découle de la mise en œuvre, par l'entreprise dominante, de stratégies devant aboutir à l'adoption, par les concurrents ou les partenaires, de prix à un niveau voulu par l'entreprise dominante et inéquitable pour les entreprises dominées au regard d'une analyse objective de leur intérêt économique. Tel est le cas en matière d'achat d'électricité par la SENELEC.

L'article 4.2 (b) regroupe diverses modalités d'usage abusif de la position dominante par son détenteur. Il s'agit d'abord de la limitation de la production. Une telle pratique consiste à éviter de faire fonctionner l'outil économique à son niveau réel. Les capacités normales de production de l'entreprise sont donc

réduites et il s'ensuit une organisation de la pénurie sachant que d'une part, les autres entreprises ne sont pas en mesure de répondre aux demandes des consommateurs et d'autre part, elles ne peuvent que s'aligner sur la pratique de l'entreprise dominante. La limitation de production aboutit ainsi à une perte par les entreprises dominées de leur liberté d'action. Il s'agit ensuite d'une limitation des débouchés se manifestant le plus souvent par un refus de livrer des produits à un ou certains acheteurs déterminés. Une telle pratique affecte la survie de l'entreprise qui en est victime, notamment lorsqu'il n'y a aucun partenaire équivalent sur le marché à l'entreprise dominante, celle-ci étant, de ce fait, un partenaire obligé. La limitation des débouchés peut être identifiée derrière un refus de vente ou un boycott.

Sont visées au point c) les pratiques discriminatoires.

Sont enfin interdites les clauses liées. Le point d) de l'article 4.2 interdit, comme exploitation abusive d'une position dominante, le fait pour une entreprise dominante de « subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires, qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats ». Cette pratique apparaît comme un moyen pour l'entreprise d'étendre la domination d'un marché déterminé sur un second qui n'est pas encore sous sa domination. En effet, c'est par la domination d'un marché déterminé que l'entreprise parvient à imposer des clauses dont l'objet porte sur un autre produit pour lequel il y a concurrence.

Sur un autre registre, le droit de la concurrence assimile la concentration à une exploitation abusive de position dominante. Les opérations de concentration visées par l'article 4 du règlement n° 2 doivent s'apprécier au regard de la structure du marché pour vérifier si elles aboutissent à une atteinte à la concurrence. Cette exigence d'une atteinte du marché traduit la nécessité non pas d'interdire ou de décourager les opérations de concentration mais de ne faire obstacle qu'à celles qui présentent un bilan négatif. En effet, l'article 4.1 alinéa 2 vise expressément « les opérations de concentration qui créent ou renforcent une position dominante, détenue par une ou plusieurs entreprises, ayant comme conséquence d'entraver de manière significative une concurrence effective à l'intérieur du Marché Commun ». Le droit UEMOA de la concurrence n'interdit pas la formation d'une puissance économique à travers d'une position dominante. Il n'envisage que celle qui affecte l'existence d'une concurrence effective. Le maintien d'une concurrence praticable est le critère à l'aune duquel sont appréciées les opérations de concentration dans l'espace UEMOA. Dans une telle

logique, l'existence d'une concurrence effective ne doit pas être sacrifiée au profit de la concentration économique.

C. L'interdiction des aides publiques

Cette interdiction n'existe pas dans le droit sénégalais de la concurrence. Elle a une origine communautaire. L'article 5 du Règlement n° 2/2002/CM/UEMOA dispose que « par application de l'article 88(c) du Traité de l'UEMOA, sont incompatibles avec le Marché commun et interdites, les aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit, lorsqu'elles faussent ou sont susceptibles de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions ». Toutefois, le droit UEMOA de la concurrence ne comporte aucune définition de la notion d'aide. Est visée « toute mesure :

- (i) qui entraîne un coût direct ou indirect, ou une diminution des recettes, pour l'Etat, les subdivisions territoriales de celui-ci ou de tout organisme public ou privé que l'Etat institue ou désigne en vue de gérer l'aide ; et
- (ii) confère ainsi un avantage sur certaines entreprises ou certaines productions ».

L'aide doit avoir une source étatique. La lettre du texte de l'art. 5 précité, à ce propos, est sans équivoque : l'Etat doit être à la base de l'aide, qu'il l'octroie lui-même, directement, ou qu'il permette l'utilisation de ressources publiques. Deux critères organique et financier peuvent être utilisés.

Au regard du critère organique, la notion d'Etat doit d'abord être entendue au sens du droit public interne. L'Etat, c'est l'administration centrale et ses subdivisions territoriales. La notion englobe tous les organes de l'Etat et toutes les collectivités qui lui sont rattachées par un lien quelconque²⁵. Autrement dit, le mot Etat comprend les subdivisions territoriales (régions, communes, départements, provinces, conseils ruraux, etc.) mais aussi tout organisme public ou privé institué par l'Etat.

La référence à des ressources publiques renvoie au critère financier. La ressource d'Etat a été définie comme « tous les moyens pécuniaires que le secteur public peut effectivement utiliser pour soutenir des entreprises, sans qu'il soit pertinent que ces moyens appartiennent ou non de manière permanente au patrimoine dudit secteur »²⁶.

La forme de l'aide importe peu. Au demeurant, il est impossible de donner une liste exhaustive des différentes formes d'aides entrant dans le champ de l'article 5 du Règlement n° 2.

L'interdiction des aides n'est, cependant, pas absolue. La législation de la concurrence liste un certain nombre d'aides qu'elle déclare compatible de plein droit avec le marché commun. Ces aides peuvent être mises en œuvre sans préjudice de l'obligation de notification. Ainsi, aux termes de l'article 3.1 du Règlement n° 4/2002/CM UEMOA relatif aux aides d'État à l'intérieur de l'Union économique et monétaire Ouest Africaine et aux modalités d'application de l'article 88 du traité: « Sans préjudice de l'obligation prévue à l'article 5.1, sont considérées comme compatibles avec le Marché commun sans qu'un examen conformément aux dispositions de l'article 2.2 soit nécessaire :

- a) les aides à caractère social octroyées aux consommateurs individuels, à condition qu'elles soient accordées sans discrimination liée à l'origine des produits;
- b) les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires;
- c) les aides destinées à promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt communautaire ou à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un Etat membre;
- d) les aides à des activités de recherche menées par des entreprises ou par des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche ayant passé des contrats avec des entreprises, si l'aide couvre au maximum 75% des coûts de la recherche industrielle ou 50% des coûts de l'activité de développement pré-concurrentielle;
- e) les aides visant à promouvoir l'adaptation d'installations existantes à de nouvelles prescriptions environnementales imposées par la législation et/ou la réglementation qui se traduisent pour les entreprises par des contraintes plus importantes et une charge financière plus lourde, à condition que cette aide: (i) soit une mesure ponctuelle, non récurrente; et (ii) soit limitée à 20% du coût de l'adaptation;
- f) les aides destinées à promouvoir la culture et la conservation du patrimoine, quand elles ne restreignent pas la concurrence dans une partie significative du marché commun.

3.2: La Commission peut, après consultation du Comité consultatif prévu à l'article 29 du présent Règlement, définir par voie de règlement d'exécution, d'autres catégories d'aides publiques susceptibles d'être autorisées de plein droit ».

L'interdiction des pratiques anticoncurrentielles individuelles

Pour préserver la transparence contractuelle et protéger les concurrents, le législateur sénégalais interdit les

pratiques discriminatoires et diverses infractions liées au prix, notamment : l'abus de dépendance économique, le refus de vente, les prix imposés et la revente à perte²⁷.

A. Les pratiques discriminatoires

L'article 28 al. 1 de la loi 94-63 dispose : « Il est interdit à tout producteur, commerçant, industriel isolé ou en groupe, de pratiquer des conditions discriminatoires de vente qui ne sont pas justifiées par des différences de prix de revient de la fourniture ou du service ». La prohibition des discriminations par l'article 28 permet de poser le principe selon lequel les différenciations contractuelles abusives sont poursuivies, principalement dans les relations entre fournisseur et distributeur. Celles-ci sont principalement constituées de discriminations tarifaires, l'octroi de réductions de prix, rabais, remises, ristournes, escomptes.

B. L'abus de dépendance économique

L'article 27 de la loi n° 94-63 prohibe l'exploitation abusive par une entreprise ou un groupe d'entreprises de l'état de dépendance économique dans lequel se trouve, à son égard, une entreprise cliente ou fournisseur qui ne dispose pas de solution équivalente.

La dépendance économique est la situation de fait dans laquelle une entreprise se trouve totalement asservie à une autre entreprise. Parfaite expression de la domination économique, concept du droit économique, elle déstabilise de plus en plus le principe de l'autonomie de la volonté particulièrement dans les contrats économiques. Il s'agit concrètement de la situation dans laquelle une entreprise tient en laisse une autre entreprise de manière à priver cette dernière toute solution alternative. Autant préciser d'emblée que l'entreprise bénéficiaire de la dépendance économique ne se retrouve pas dans une position dominante autrement on la poursuivait pour abus de position dominante. Elle n'a pas un contrôle absolu mais relatif sur son marché.

C. Le refus de vente

La prohibition du refus de vente et de prestation de services est prévue par l'article 26 de la loi n° 94-63. Cet article dispose en son alinéa premier : « Il est interdit à tout producteur, commerçant, industriel, isolé ou en groupe: de refuser de satisfaire aux demandes des acheteurs de produits ou aux demandes de prestations de services, lorsque ces demandes ne présentent aucun caractère anormal, qu'elles émanent des demandeurs présentant la garantie technique, commerciale ou de solvabilité nécessaire et que la vente de produits ou la prestation de services n'est pas interdite par les lois et règlements en vigueur ».

L'infraction est constituée lorsqu'un refus est opposé à une demande de produits ou de prestations de services. Le refus doit émaner, aux termes de l'article 26 de « tout producteur, commerçant, industriel, isolé ou en groupe ». Il peut s'agir soit d'un refus pur et simple de vendre un bien ou de fournir une prestation de service soit d'un refus indirect, par la subordination de la conclusion du contrat à des conditions discriminatoires. Aux termes de l'article 26. « Le refus de vente peut être constaté par tout moyen et notamment par une mise en demeure sous forme de lettre recommandée ou par procès-verbal dressé par tout agent habilité requis à cet effet ».

Cependant, l'article 26 envisage trois faits justificatifs au refus de contracter. Ils tiennent au caractère anormal de la demande, au comportement anormal du demandeur ou à l'indisponibilité du produit.

D. Les prix imposés

L'art. 29 de la loi n° 94-63 « interdit à tout producteur, commerçant, industriel, de conférer, maintenir ou imposer un caractère minimum aux prix des produits des prestations de services ou aux marges commerciales, soit au moyen de tarifs ou barème, soit en vertu de pratiques collectives ou individuelles, qu'elle qu'en soit la nature ou la forme ». Cette prohibition vise à empêcher qu'un industriel fixe les prix de revente et empêche les commerçants d'exercer leur liberté de fixation des prix.

L'infraction a une portée générale, elle vise tant les prix imposés de revente que les impositions du prix d'une prestation de services, elle vise toute personne, sans exception. Elle ne concerne que les impositions de prix, celles dans lesquelles on discerne que le non-respect sera sanctionné par le fournisseur (résolution, sanction pécuniaire, etc.). Sont exclues les pratiques de prix conseillé, de même que les pratiques de prix maxima. Toutefois, la loi prévoit quelques exceptions, notamment en qui concerne le prix des médicaments.

E. La revente à perte

Aux termes de l'art. 30 de la loi n° 94-63, « Est interdite la revente de tout produit à un prix inférieur à son prix de revient, déduction faite des réductions commerciales consenties par le fournisseur au moment de l'achat ». Constitue donc une revente à perte le fait de revendre, en l'état, un bien à un prix inférieur à son prix d'achat effectif.

Le statut et les prérogatives de l'entité chargée de la concurrence

La loi de 1994 qui crée la Commission nationale de la concurrence ne précise pas explicitement son statut. Toutefois, une lecture combinée des articles 3, 13, 14 et 15 de la Loi sur la concurrence permet de voir les caractéristiques d'une véritable Autorité administrative indépendantes (AAI). En effet, la

composition mixte (Etat-secteur privé et associations de la société civile) de la Commission, ses attributions, le contrôle de la légalité de ses décisions et les garanties affectées à l'application de ses sanctions permettent de retrouver les prérogatives exorbitantes qui sont reconnues à ces autorités. D'autre part, le rôle important reconnu au Ministre du commerce et la présence du Commissaire du gouvernement (nommé par le Ministre) souligne la forte coloration administrative de la Commission.

Depuis 1994 et le vague de libéralisation, le Sénégal a promu la régulation comme mode de gestion et de résolution des conflits des activités économiques. En effet, la CRSE, l'ARTP, l'ARMP, le CNRA parmi tant d'autres AAI ont vu le jour dans un contexte de régulation sectorielle de la concurrence ou d'encadrement des activités professionnelles. La Commission nationale de la concurrence pourrait dès lors être regardée comme un organe précurseur qui continue de conserver dans les textes son rôle d'autorité transversale de régulation.

L'autorité nationale de la concurrence s'est vu reconnaître une large palette de prérogatives en raison du caractère transversal de sa compétence. Aussi, aux termes de l'article 9 de la loi n°94-63 du 22 août 1994 sur la concurrence, la Commission a des compétences contentieuses et consultatives²⁸. Elle connaît de toutes les pratiques anticoncurrentielles collectives ou individuelles visées par la loi précitée. Il faut cependant noter que, depuis l'entrée en vigueur de la législation UEMOA de la concurrence, la Commission nationale de la concurrence n'est plus compétente en matière de pratiques anticoncurrentielles collectives en raison de l'exclusivité de compétence accordée à la Commission de l'UEMOA.

La Commission dispose d'un pouvoir d'instruction des dossiers dont elle saisie. En effet, elle apprécie l'opportunité des poursuites après communication des éléments du dossier aux parties et au Commissaire du gouvernement. Elle peut saisir ou être saisie par les autorités judiciaires pour la communication des pièces pertinentes concernant les affaires pendantes. La Commission peut ensuite prononcer des sanctions administratives et/ou pécuniaires contre les contrevenants. Enfin, elle doit contribuer à la rationalisation de la politique de la concurrence en publiant un rapport annuel.

Les modalités d'intervention des autorités chargées de la concurrence

La saisine de la Commission nationale de la concurrence est régie par l'article 10 de la loi de 1994. La saisine est le fait d'abord du ministère du Commerce qui agit comme une autorité de tutelle vis-à-vis de la structure. Il est ensuite envisagé un pouvoir d'auto saisine pour la Commission. La saisine par les

entreprises et les associations de consommateurs agréées est ouverte enfin.

Les formalités de la saisine sont assez simplifiées. Le ministère du fait de sa position privilégiée peut faire intervenir sa propre administration (Service du commerce interne) pour constater et rechercher les infractions à la législation économique. Il s'agira dans ce contexte de trouver le moment opportun de saisir la Commission par le ministère du Commerce. Il faut pour cela prendre en considération la compétence d'attribution reconnue à la Commission et conformément à l'article 9 de la loi de 1994.

L'Autorité pouvant d'office se saisir, les contraintes procédurales se poseront en termes de régularité, c'est-à-dire de portée de ce droit pour les entreprises.

La saisine par les entreprises et les associations professionnelles de la Commission sur simple requête indiquant les agissements anticoncurrentiels incriminés.

Selon l'article 12 de la loi de 1994 « L'instruction et la procédure devant la commission de la concurrence sont contradictoires ».

La Commission de la concurrence statue au préalable sur la recevabilité de la requête introductive d'instance (elle n'est pas une juridiction). A ce propos, elle pourra prononcer soit l'irrecevabilité de la requête pour insuffisance d'éléments probants, son incompétence ou l'inopportunité des poursuites après une information respectant le principe du contradictoire.

Si la requête est jugée recevable, la Commission entame une procédure contradictoire. Il est notifié aux parties, ainsi qu'au Commissaire du gouvernement les pratiques prohibées visées par la requête. L'article 17 de la loi de 1994 accorde un délai d'un mois aux différents acteurs pour transmettre leurs observations. Ensuite, la Commission rend un rapport sur l'affaire et donne un autre délai d'un mois aux parties pour déposer un mémoire de réponse. Les mémoires pourront être consultés quinze jours avant l'audience devant la Commission. Aux termes de l'article 20 de la loi sur la concurrence, les séances de la Commission ne sont pas publiques et régies par le respect du contradictoire. A cet effet, le Commissaire du gouvernement peut entendre toute personne dont l'intervention serait utile au débat. A l'issue du débat, la Commission prend des sanctions ou des injonctions.

L'article 14 de la loi de 1994 ouvre une voie de recours contre les décisions de la Commission de la concurrence. En effet, dès la notification de sa décision, les parties ont le délai d'un mois pour introduire une

requête en annulation devant le Conseil d'Etat. Le recours n'a pas d'effet suspensif en principe, mais la Cour suprême peut en décider autrement si le trouble est d'une gravité exceptionnelle ou la décision manifestement disproportionnée.

Durant toute la procédure, le secret des affaires est protégé. De même, la violation de l'obligation de discrétion est sanctionnée par l'article 363 du Code pénal.

Toutefois, avec le transfert des compétences en matière de régulation aux instances communautaires, l'article 4 du Règlement n°3/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002 énonce un ensemble de règles de procédures pour l'application des dispositions du Règlement 02/2002/CM/UEMOA basées sur l'article 88 paragraphes (a) et (b) du Traité de Dakar. Il est prévu deux modes de saisine. D'abord la saisine de la Commission par les Etats membres de l'Union ainsi que toutes personnes physique ou morale. Si du point de vue théorique, l'élargissement de l'accès présente des avantages en termes de régulation et de respect des droits attachés à la liberté de la concurrence, dans la pratique l'affaire est loin d'être aussi simple. En effet, des contraintes d'ordre matériel peuvent entraver l'accès à l'organe communautaire (éloignement, coût de la procédure, durée, inertie des autorités publiques). Cependant, les articles 19 et suivants du Règlement de procédure prévoient le recours aux instances nationales compétentes sur demande de la Commission dans la constatation, la poursuite et la sanction des infractions. Ensuite, la Commission de l'UEMOA peut d'office se saisir pour les pratiques qui entrent dans son champ de compétence.

A cette fin, elle instrumentalise les instances nationales ou envoie ses propres enquêteurs. Concernant la procédure, elle est dominée par le principe du contradictoire et du secret des affaires.

La Commission de l'UEMOA peut en prélude à une sanction ou injonction délivrer une attestation négative équivalant à l'inopportunité des poursuites connue en droit national. Les formalités de demande d'attestation négative ou d'exemption pour certaines pratiques « tolérables » sont réglées à l'annexe n°2 du Règlement n°3/2002/CM/UEMOA. Le cas échéant, l'article 12 du Règlement n°3 offre la possibilité de déposer une plainte qui va déclencher la procédure contentieuse. Là également, des observations écrites et orales sont reçues par la commission toujours en respectant le principe du contradictoire. La Commission peut entendre toute personne dont l'intervention serait utile. Durant toute la procédure, la Commission est tenue par des délais (raisonnables). Ainsi, le silence de la Commission peut être interprété en faveur du contrevenant (1 ans après

notification) si aucune diligence n'est montrée. A l'issue de la procédure, la Commission pourra prononcer certaines sanctions.

Les types d'actions prises dans le cadre de la régulation concurrentielle

Dans le cadre de la répression des pratiques anticoncurrentielles, les autorités compétentes peuvent prendre plusieurs catégories de décisions. Les décisions peuvent être classées en deux catégories selon qu'elles accordent la clémence ou sanctionnent directement les pratiques prohibées.

La Loi de 1994 et les dispositions de l'article 7 du Règlement n° 02/CM/UEMOA reprisent par les articles 3 et 6 du Règlement n° 03/CM/UEMOA prévoient des mesures de clémence en faveur des entreprises ou des Etats membres. Pour ce qui est de ces mesures, elles s'analysent en des dérogations à l'interdiction de plein droit des accords ou pratiques qui ont un objet ou un effet anticoncurrentiel. Elles sont justifiées par le progrès économique, le progrès technologique ou des intérêts collectifs. Les mesures de clémence consistent en des exemptions individuelles ou par catégories ou plus simplement la délivrance d'une attestation négative valant autorisation de poursuivre.

La répression des comportements anticoncurrentiels prend en compte les exigences de durée et de gravité. Pour la durée, des mesures conservatoires peuvent être prise en cas d'urgence ou de constatation d'infractions d'une exceptionnelle gravité. En effet, l'article 5 du Règlement n° 03 prévoit les conditions et les effets des mesures provisoires. Globalement, les mesures provisoires doivent servir à rétablir une concurrence praticable assurer l'efficacité de la décision qui sera prise ultérieurement. Dans cet ordre d'idées, des sanctions pécuniaires sous forme d'astreintes pourront être prises afin de garantir l'exécution de la mesure provisoire. Concernant les autres sanctions, elles sont administratives, civiles ou pénales. Les mesures administratives visent essentiellement le rétablissement de la concurrence dans le secteur d'activité visé ou sur le marché. Ce sont les injonctions formulées par la Commission en vertu des dispositions de l'article 13 de la loi de 1994. Cependant, avec le législateur communautaire, l'instance régionale en s'appuyant sur les dispositions de l'article 23 du Règlement n° 3 peut formuler des injonctions pour faire cesser les pratiques prohibées. A cette fin, elle prononce une astreinte en recherchant un effet contraignant. Par ailleurs, les sanctions financières sont principalement formulées en amende. Le principe de l'amende fixé par l'article

22 du Règlement n° 3/2002/CM/UEMOA poursuit un double objectif : la sanction du défaut de collaboration et la sanction du comportement concurrentiel illicite. Pour la première, le montant de l'amende peut atteindre 500 000 FCFA, tandis que la seconde catégorie impose entre 500 000 et 100 000 000 millions de FCFA. En sus, la Commission peut prévoir une pénalité qui frappe jusqu'à 10% du chiffre d'affaires de chacune des entreprises ayant participé à l'entente interdite.

Au titre des sanctions civiles, des dommages et intérêts peuvent être dus en réparation du préjudice subi par les concurrents en raison des pratiques prohibées. L'article 22.4 dispose en effet que l'intervention de la Commission n'empêche pas la saisine des juridictions nationales aux fins de la responsabilité civile des contrevenants. Cette possibilité existait aussi dans la loi de 1994.

La responsabilité pénale est engagée lorsque les personnes assujetties au respect des dispositions de la loi de 1994 méconnaissent l'obligation de confidentialité qui entoure la procédure ou lorsque les délits incidents prévus à l'article 48 de la loi précitée sont prévus par le Code pénal.

En raison des délais de prescription organisés par le titre VIII du Règlement n° 03, les sanctions peuvent être paralysées dans leur formulation et leur exécution. D'où la nécessité pour les autorités compétentes d'agir avec diligence.

Les recours contre les décisions des autorités en charge de la concurrence

Dans la législation sénégalaise sur la concurrence de 1994, une voie de recours est ouverte contre les décisions rendues par la Commission nationale de la concurrence devant l'ex Conseil d'Etat. En effet, la Loi organique n° 2008-35 du 7 août 2008 portant création de la Cour suprême (JORS du 8 août 2008, pp. 755 et s.) remplaçant les dispositions de la Loi organique n° 92-22 du 30 mai 1992 transfère les compétences du Conseil d'Etat à la Cour suprême. Par conséquent, le recours inscrit à l'article 14 de la loi 94-63 sur la concurrence est dirigé vers la Cour suprême. Le recours est exercé par les parties ou le ministère chargé du commerce, un mois après la notification de la décision de la Commission. La loi de 1994 précise que le recours n'a pas d'effet suspensif, toutefois le Conseil d'Etat peut en décider autrement si les circonstances de l'espèce l'exige (erreur manifeste d'appréciation, inobservation de la proportionnalité entre la décision et les griefs soulevés contre le fautif).

La compétence de la Commission de l'UEMOA en matière de pratiques anticoncurrentielles prévues à l'article 88 paragraphes (a) et (b) du Traité a consacré un nouveau type de recours devant la Cour de justice de l'UEMOA²⁹. Le titre X du Règlement n° 3/2002/CM/UEMOA reconnaît une large compétence à la Cour de Justice de l'UEMOA quant à l'appréciation de la légalité, de la proportionnalité ou même de l'opportunité économique des décisions rendues par la Commission.

Les moyens humains et financiers des institutions chargées de la concurrence

Au Sénégal, la Commission nationale de la concurrence est organisée dans sa composition par les dispositions de l'article 3 de la loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur la concurrence. Aux termes de cette loi, la Commission comprend :

- Deux membres ou anciens membres de la Cour de cassation ou de la Cour d'appel;
- Deux personnalités exerçant ou ayant exercé leurs activités dans les secteurs de la production, de la distribution, de l'artisanat des services ou des professions libérales.
- Deux personnalités choisies en raison de leur compétence en matière économique ou en matière de concurrence et de consommation.

A ces six membres nommés par Décret et dont le mandat est renouvelable, le texte prévoit en outre :

- Trois suppléants sont choisis dans les mêmes conditions et les mêmes proportions.
- Un commissaire du Gouvernement nommé par le ministre chargé du commerce parmi les fonctionnaires de la hiérarchie A de son département représente l'administration.

La Commission nationale de la concurrence est insuffisamment dotée en ressources financières et humaines. Le budget ne dépasse pas 20 millions de francs CFA³⁰. Et les ressources humaines sont assez limitées eu égard à l'évolution des relations économiques et la complexité de la régulation de la concurrence, même si la Commission peut compter sur le ministère du Commerce et les personnes extérieures auxquelles elle fait appel.

La Commission de l'UEMOA dans sa composition et son fonctionnement est régie par le Traité de l'UEMOA et ses textes d'application. Pour la concurrence, la Commission s'appuie sur le Département du marché régional, du commerce, de la concurrence et de la coopération (DMRC). Pour l'essentiel, le budget de fonctionnement est fourni par l'Union³¹.

Economie politique des contraintes de mise en œuvre du régime de la concurrence

Après la dévaluation du FCFA en janvier 1994, le gouvernement a initié un vaste programme de libéralisation de son économie, programme qui devait parachever le processus d'ouverture de l'économie sénégalaise à la concurrence. Parmi les jalons de ce changement de politique économique figure en bonne place, la loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique. En effet, cette loi sert de cadre à une approche qualitative et efficace entre les autorités publiques, le secteur privé et la société civile, ce qui a fait dire au Président de la Commission nationale de la concurrence qu'« aux préoccupations sociales des règles édictées sur la concurrence (protection et bien-être des consommateurs, effectivité du service universel, dans certains secteurs, sur l'étendue du territoire national et à des coûts accessibles aux populations, création d'emploi) s'ajoutent d'autres préoccupations de nature plus économique (avec des objectifs de croissance économique, d'attrait des investisseurs privés étrangers, de compétitivité internationale des opérateurs économiques nationaux) »³².

La loi de 1994 sur la concurrence est née du résultat des concertations entre le gouvernement et les acteurs économiques. Du moins, c'est la raison officielle indiquée dans l'exposé des motifs de la loi sur la concurrence. Cependant, de l'avis des spécialistes de l'analyse des mutations économiques et sociales affectant le Sénégal, le cadre législatif et réglementaire sur la concurrence n'est que l'aboutissement des négociations entre le Sénégal et les institutions de Bretton Woods³³. Donc à un niveau national, l'Etat a été le principal initiateur de la loi sur la concurrence pour réagir face aux craintes suscitées par la dévaluation et le bilan mitigé des PAS. Aussi, le gouvernement a procédé à une série de consultations sous forme d'assises recueillant les attentes des uns et des autres. A ce propos, il est possible de lire dans l'exposé des motifs de la loi n° 95-04 du 5 janvier 1995 sur les droits d'importation et d'exportation « avec le changement de parité du franc CFA, il est apparu nécessaire à l'Etat de réadapter ses instruments de politique d'incitation et de promotion de l'investissement et de prendre les mesures adéquates

visant à instaurer un environnement économique concurrentiel et transparent ».

Les acteurs économiques ayant participé au processus de libéralisation sont nombreux et variés tant dans leur composition que leur niveau d'intervention³⁴. D'ailleurs, le processus est toujours en cours et les récentes lois sur les télécommunications (2006) ou les marchés publics (2002) montrent la vigueur du procédé d'ouverture.

La diversité des positions entre les acteurs économiques a été absorbée par le modèle consensuel adopté par le gouvernement. En effet, la concertation avec le « pouvoir privé économique », les associations professionnelles, les syndicats et les consommateurs participe d'une stratégie de dilution des antagonismes dans le consensus. Comme le précise la loi de 1994 sur la concurrence, le Chef de l'Etat a formulé les grandes orientations en tenant compte des résultats des assises. Le rapport entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques s'est structuré sur la base d'une nouvelle politique de développement assumant d'emblée les erreurs des programmes révolus.

Avec l'alternance démocratique qui a porté un parti d'obédience libérale à la tête du gouvernement, les revendications se sont fait plus pressantes d'où la multiplication des AAI destinée à rendre l'adoption des normes plus transparente et légitime. On témoigne la forte collaboration entre les autorités de régulation sectorielle et les associations de consommateurs mais aussi avec les syndicats intéressés et le patronat dans ces diverses composantes.

La loi sur la concurrence est entrée en vigueur depuis plus d'une décennie avec des objectifs très ambitieux. En 2009, les problèmes liés à l'effectivité de son rôle de régulateur transversal sont toujours d'actualité. C'est l'avis du Président qui estime que « La Commission nationale de la concurrence qui pâtit de divers obstacles dressés sur son chemin alors que, par ses ressources humaines et son expérience, le Sénégal pourra trouver en elle l'autorité administrative indépendante, comme il en existe dans tous les Etats

modernes, susceptible de promouvoir la concurrence au niveau national et de participer à la mise en œuvre de la politique et du droit de la concurrence dans des cadres plus élargis (UEMOA) ». Il faut reconnaître une marginalisation de cette autorité de régulation globale de la concurrence qui ne s'explique guère. En effet, depuis sa mise en place, elle n'a guère bénéficié du soutien actif des autorités gouvernementales. Elle ne dispose ni de siège, ni d'un budget significatif lui permettant de jouer pleinement sa mission de surveillance du marché et du respect des règles de concurrence.

Cet état de fait impacte fortement la mise en œuvre de la législation sur la concurrence. De fait, il apparaît que la Commission Nationale de la Concurrence ne dispose pas des moyens nécessaires à l'exercice de sa mission de protection du marché. De même, elle n'est pas en mesure de vulgariser et de promouvoir cette

législation malgré les efforts louables qu'elle a eu à mener par l'organisation d'ateliers et de séminaires.

Outre cette désaffection des autorités politiques pour la Commission nationale de la concurrence, on constate la multiplicité des efforts faits pour mettre les régulateurs sectoriels dans de bonnes conditions de fonctionnement. Ainsi, la vitalité des autorités de régulation sectorielle (ARTP, ARMP) se justifie par l'importance des moyens mis à leur disposition, mais aussi par l'adhésion des populations à leur institution et le fort mouvement médiatique qui a accompagné leur mise en place. Par ailleurs, l'ARTP et l'ARMP n'ont pas tardé à prendre à bras le corps leur tâche et ont rapidement rendu des décisions. C'est donc fort naturellement qu'elles tendent à éclipser la Commission nationale de la concurrence, qui cherche un nouveau souffle.

Rapports entre la régulation sectorielle et l'autorité de la concurrence dans le pays

Depuis le milieu des années 1980, avec la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel et la nécessité de redéfinir le rôle de l'Etat dans l'économie, le Sénégal a fait le choix de l'ouverture à la concurrence et de la privatisation. Cette nouvelle option de politique économique, dont les grandes lignes ont été précédemment rappelées, s'est traduite par la séparation des fonctions de réglementation et d'exploitation dans les différents secteurs dans lesquels existait une entreprise publique monopolistique privatisée. Ainsi, en a-t-il été du secteur des télécommunications avec la privatisation de la SONATEL et l'institution de l'Agence de régulation des télécommunications et des postes (ARTP) par la loi n° 2001-15 du 27 décembre 2001. Il en est également ainsi dans le secteur de l'électricité avec la création de la Commission de régulation du secteur de l'électricité (CRSE), dans le secteur de l'audiovisuel avec la création du Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA) et enfin celui des marchés publics avec l'institution de l'Agence de régulation des marchés publics (ARMP).

Ces différentes instances sont chargées d'une régulation sectorielle. Il leur a été confié la mission de fournir, en appui de la législation, les différentes règles destinées à encadrer les comportements des opérateurs d'un secteur économique déterminé en faisant coexister les intérêts légitimes des divers acteurs. Le champ de compétence de ces instances est limité à leur secteur économique spécifique. Ainsi, aux termes de l'article 4 de la loi n° 1998-29 la CRSE est « chargée de la régulation des activités de production, de transport, de distribution et de vente de l'énergie électrique ». Elle n'intervient donc que dans le secteur de l'électricité. Le secteur de compétence de l'ARTP est constitué par les télécommunications et la poste, celui du CNRA est l'audiovisuel et celui de l'ARMP les marchés publics.

Cependant, il apparaît que divers secteurs de l'activité économique ne font pas l'objet d'une régulation sectorielle. Dans ces cas, un régulateur global est compétent. Il s'agit de la Commission nationale de la

concurrence, instituée en 1994 par la loi n° 94-63 du 22 août 1994. Cette Commission est l'autorité de la concurrence au Sénégal. Ces attributions sont fixées à l'article 9 de la loi n° 94-63. Elle a une compétence générale en matière de contrôle de la concurrence. En effet, aux termes de cet article, « la commission de la concurrence peut être saisie de toutes les affaires relatives aux pratiques anticoncurrentielles définies dans la présente loi ».

La généralité de cette compétence explique qu'il puisse y avoir des conflits ou concurrence de compétences avec les régulateurs sectoriels. Certes, dans certains textes instituant des régulateurs sectoriels des mécanismes de coopération avec la Commission nationale de la concurrence et de répartition des compétences sont mis en place. Mais, il reste que des confusions existent parfois pour identifier l'autorité compétente à saisir dans le cadre d'un litige de concurrence.

En effet, à titre illustratif, l'article 5 de la loi n° 2001-15 dispose qu'« en cas de pratiques anticoncurrentielles dans le secteur des télécommunications et par dérogation à l'article 9 de la loi n° 94-63 22 août 1994, les opérateurs saisissent l'ARTP de ces pratiques ». Concernant donc les relations entre l'ARTP et l'autorité de concurrence, les risques de conflits de compétences sont très faibles voire nuls. La probabilité d'une confusion dans la saisine est relativement inexistante au regard de cette répartition des compétences. L'ARTP dispose d'une compétence exclusive pour connaître des pratiques anticoncurrentielles dans le secteur des télécommunications et de la poste. Pour autant, cette compétence ne concerne pas l'ensemble du secteur des technologies de l'information et de la communication. Dès lors, la question peut se poser de savoir qui, de la Commission nationale de la concurrence et de l'ARTP, est compétente pour faire respecter la législation de la concurrence lorsque ne sont pas concernés des opérateurs de télécommunications, notamment lorsqu'il s'agit de la relation entre prestataires de téléservices comme les

tenants de télécentres ou de cybercafés. Il en est d'autant plus ainsi que l'article 5 de la loi n° 2001-15 ne fait référence qu'aux exploitants de réseaux publics de télécommunications. De fait, pour l'heure, les pratiques anticoncurrentielles dont l'ARTP a pu être saisie mettaient toujours en cause un opérateur de télécommunications. Elles concernent principalement des pratiques abusives de domination reprochées à la SONATEL par l'Union nationale des exploitants de télécentres et téléservices du Sénégal³⁵. Lorsque la pratique anticoncurrentielle n'intéresse que deux tenants de télécentres, par exemple, la compétence de la Commission nationale de la concurrence devrait être retenue³⁶.

Le risque de confusion dans la détermination de l'organe à saisir est plus accru dans le cas de la régulation du secteur de l'électricité. En effet, l'article 11 de la loi n° 1998-29 donne attribution à la CRSE d'assurer le respect de la concurrence dans le secteur de l'électricité. Mais, aucune indication n'est donnée sur les modalités de mise en œuvre de cette compétence. Autrement dit, la compétence de la CRSE en cas d'existence d'une pratique anticoncurrentielle dans ce secteur n'est pas spécifiée. Il s'ensuit qu'un opérateur peut hésiter entre la saisine de l'autorité de la concurrence que sont la Commission nationale de la concurrence et la CRSE. Cette difficulté peut être source de conflits et de tension entre le CRSE et la Commission nationale de la concurrence. Certes, pour l'heure, il n'en a pas encore été relevé. Mais, il reste que la possibilité de conflits demeure et la législation sénégalaise ne fournit aucune indication sur les modalités de résolution de tels conflits.

Cette possibilité de confusion existe également lorsque l'on s'intéresse à la régulation des marchés publics. Ce secteur est propice au développement de pratiques anticoncurrentielles, tant du point de vue de l'acheteur public que du point de vue de ses partenaires. Il est donc nécessaire d'avoir une claire répartition des compétences entre les organes chargés de veiller au respect de la réglementation de la concurrence et des marchés publics. Or, il apparaît que l'ARM, par le biais de son Comité de règlement des différends dispose d'une compétence pour connaître des pratiques anticoncurrentielles relevées dans le cadre de la réalisation d'un marché public. En effet, aux termes de l'article 145 du Code des marchés publics, « Des sanctions peuvent être prononcées par le Comité de règlement des différends de l'organe chargé de la régulation des marchés publics, siégeant en formation disciplinaire, à l'égard des candidats et titulaires de marchés en cas de constatation de violations des règles de passation des marchés publics commises par les intéressés ». Parmi les infractions visées, figurent « des pratiques de collusion entre candidats afin d'établir les prix des offres à des niveaux artificiels et non

concurrentiels, privant l'autorité contractante des avantages d'une concurrence libre et ouverte ». Cette compétence recoupe donc celle de la commission nationale de la concurrence, bien qu'elle soit spécifique au secteur des marchés publics. La difficulté vient du fait que le code des marchés publics ne spécifie pas si la compétence de l'ARMP est exclusive de celle de l'instance nationale de concurrence.

La même analyse peut être faite concernant le secteur de l'audiovisuel. En effet, le CNRA n'a pas de compétence en matière de régulation économique dans le secteur³⁷. Dès lors, l'organe de contrôle du respect, par les différents acteurs du secteur, des règles de concurrence est la Commission nationale de la concurrence. Mais, le constat est qu'en la matière, celle-ci n'a pas jamais été saisie de pratiques anticoncurrentielles impliquant des acteurs du secteur. De sorte qu'il n'est pas possible de dire, à l'heure actuelle s'il y a des conflits entre les instances de régulation. Au demeurant, il faudrait vraiment méconnaître les champs de compétences respectifs de ces organes pour avoir des difficultés à saisir la bonne instance. Il n'en demeure pas moins que des problèmes de concurrence existent dans le secteur. Il en est particulièrement ainsi en matière de captation de la manne publicitaire et de gestion de l'exclusivité de la couverture de certaines manifestations, sportives notamment. Ainsi, concernant la diffusion des matchs de la Coupe d'Afrique des Nations de football de 2008, un litige est né entre la Radio Télévision Sénégalaise et Walf TV concernant l'exclusivité accordée à la RTS. Mais le litige a été résolu devant le juge et non devant une autorité de régulation³⁸.

En résumé, il est donc possible de relever que des risques de confusion et de tension existent entre les régulateurs sectoriels et l'instance nationale de la concurrence au Sénégal au regard de la répartition des compétences entre ces différents organes de régulation. Cependant, dans la pratique, il n'y a pas encore eu de difficultés dans la saisine d'une instance. Les rares cas où une saisine d'une instance de régulation a eu lieu en raison d'une pratique anticoncurrentielle dans un secteur déterminé, c'est l'instance sectorielle de régulation qui l'a été. De sorte que pour l'heure il n'y a guère de contrariété de décisions, entre celles rendues par la Commission nationale de la concurrence et celles rendus par un régulateur sectoriel.

Toutefois, on ne peut manquer de souligner la nécessité d'avoir un mécanisme global de coopération entre régulateurs sectoriels et régulateur global. Tel est l'objet de la loi n° 2002-23 du 4 septembre 2002 portant cadre de régulation pour les entreprises concessionnaires de services publics.

Dans l'exposé des motifs de cette loi, il est bien noté l'existence d'un risque de conflit entre les institutions de régulation et la structure nationale de concurrence lorsque se pose un problème de concurrence. Mais, l'exposé des motifs précise qu'en pareille occurrence « la solution consiste à donner la priorité aux institutions de régulation compte tenu de la spécificité et de la technicité des secteurs régulés. Ainsi, elles auront en charge, le cas échéant, la conduite des enquêtes au niveau national. Toutefois, elles feront rapport de leurs conclusions à la structure nationale de concurrence ». C'est donc au regard de ce texte qu'il faut apprécier les relations de coopération entre instances de régulation. La difficulté vient cependant du fait que les textes spécifiques aux régulateurs sectoriels ne leur donnent pas toujours des compétences précises en matière de contrôle de la concurrence dans leur secteur. Tel est le cas de la CRSE, du CNRA. De fait, la loi n° 2002-23 qui devait fixer les modalités de la coopération se trouve en définitive être source de confusion et parfois de tension.

Il est donc nécessaire de voir une complémentarité entre certains régulateurs sectoriels et l'instance nationale de concurrence. Dès lors que les

compétences du régulateur sectoriel en matière de concurrence ne sont pas clairement définies, comme c'est le cas pour l'ARTP et l'ARMP, il faut retenir que la Commission nationale de la concurrence peut prononcer des sanctions, le cas échéant en recueillant l'avis du régulateur sectoriel.

Au demeurant, il faut noter que certaines compétences, tant de l'instance nationale de concurrence que des régulateurs sectoriels, ont été remises en cause dans le cadre de la législation UEMOA. En effet, la directive n° 02/2002/CM/UEMOA relative à la coopération entre la Commission et les structures nationales de concurrence des Etats membres pour l'application des articles 88, 89 et 90 du Traité de l'UEMOA retire à ces structures tout pouvoir de décision en matière de pratiques anticoncurrentielles collectives. De fait, désormais, c'est plus dans une perspective de coopération entre instances nationales et instances communautaires qu'il faut s'inscrire pour analyser les risques de confusion et de tension. De ce point de vue, les risques sont très élevés en raison des difficultés à saisir l'instance communautaire de concurrence.

Investigation des abus et des distorsions à la concurrence au Sénégal

Les investigations menées dans le cadre de cette étude ont permis de mettre en exergue quatre atteintes majeures à la concurrence que l'on retrouve dans divers secteurs de l'activité économique. Elles concernent les atteintes à la liberté des prix, le partage et la répartition des marchés, les abus de dépendance et de faiblesse, la fraude et la violation de marque et la fausse représentation.

Atteintes à la liberté des prix

La loi sénégalaise sur la concurrence affirme la liberté de fixation des prix. Mais, diverses pratiques portent atteinte à ce principe. Pour identifier la diversité des pratiques anticoncurrentielles portant sur le prix, il faut s'attacher à quelques secteurs spécifiques de l'activité économique. Notre analyse portera principalement sur le secteur des transports, celui du commerce de détail et celui des télécommunications. Notre enquête nous a permis de mettre en évidence des accords de fixation de prix, des pratiques de prix imposé, des pratiques de discrimination par les prix et des pratiques de fixation de prix excessifs.

Les accords de fixation de prix se rencontrent fréquemment sur les marchés sénégalais. Le paradoxe est que le consommateur sénégalais n'a pas une claire conscience du caractère anticoncurrentiel de telles pratiques. Elles prennent souvent appui sur une réglementation des prix qui fait que les pouvoirs publics fixent des prix planchers laissant aux opérateurs le soin de déterminer les prix définitifs.

La problématique de la fixation des prix dans le cadre d'ententes horizontales se pose de façon nette dans le secteur du transport en commun, notamment en ce qui concerne la concurrence dans le transport en commun intra urbain. Ce transport est dominé par des opérateurs privés qui partagent le marché avec la Société Dakar Dem Dikk dont le statut juridique est peu clair. Dans ce secteur, la concurrence par les prix ne joue pas entre ce que l'on appelle les cars « ndiaga ndiaye » qui assurent une grande partie du transport à Dakar. Ainsi, le constat est que les prix des courses sont arbitrairement fixés par les transporteurs et un

phénomène d'alignement sur les prix pratiqués par certains opérateurs par d'autres existe. De sorte que le constat fait est qu'il y a toujours une tendance à la hausse dans les prix pratiqués. En outre, on constate qu'en décidant eux-mêmes, en fonction des circonstances, les prix des courses, les transporteurs arrivent à forcer la main aux autorités publiques qui se contentent d'homologuer les prix appliqués par les transporteurs. Il faut noter que le secteur du transport public est entièrement déréglementé et dérégulé. De sorte que, c'est toujours au prix d'un bras de fer préjudiciable aux consommateurs et utilisateurs que les tarifs du transport en commun sont fixés.

Les pratiques de prix imposé sont nombreuses dans divers secteurs de la distribution. Derrière l'affirmation d'application de prix conseillés, il faut identifier des prix imposés car les revendeurs appliquent sur l'ensemble du territoire national les prix proposés sans tenir compte des incidences des coûts de transport sur le prix de revient. Ainsi, tant dans la distribution du savon en poudre, du savon liquide que du lait en poudre, les prix de revente appliqués sont quasiment les mêmes sur l'ensemble du territoire national. Il en va d'autant plus ainsi que les prix conseillés font l'objet d'une vaste campagne de publicité dans la presse. A titre illustratif, le savon Palmolive est proposé à la revente au détail au prix de 450 FCFA, quel que soit le point de vente ; le sachet de lait en poudre de 50 g est revendu à 100 FCFA sur tout le territoire sénégalais.

La discrimination par les prix est souvent constatée. Cependant, elle n'a vraiment suscité l'intérêt des sénégalais que dans le cadre de la concurrence entre les opérateurs de téléphonie mobile. En effet, les Sénégalais ont eu du mal à comprendre les différences de prix des terminaisons d'appel entre les deux opérateurs. Dans la conscience populaire, elles s'expliquaient par une discrimination par les prix appliqués par l'opérateur historique, qui de cette façon, entendait décourager les consommateurs à s'abonner auprès du deuxième opérateur de téléphonie mobile. La question a fait l'objet de quelques décisions rendues par l'ARTP sur la base de sa compétence

d'arbitrage en matière d'interconnexion. C'est ainsi que des solutions ont pu être trouvées entre les opérateurs sans que la concurrence n'en soit affectée ni le consommateur.

Sur un autre plan, qui intéresse toujours cependant la SONATEL, on a pu lui reprocher de pratiquer une discrimination par les prix afin de favoriser sa filiale, la Sonatel multimédias. Le secteur des télécommunications est devenu très concurrentiel au Sénégal avec l'arrivée d'un nouvel opérateur global. Mais, celui-ci, SUDATEL, n'a pas encore démarré son offre de service dans le sous secteur de l'Internet. La SONATEL est donc toujours dans une situation de monopole de fait. Mais ses relations avec les fournisseurs sont très heurtées. Les fournisseurs d'accès ont souvent reproché à la SONATEL de pratiquer des prix prohibitifs dans le but de décourager les concurrents de sa filiale. Cette politique des prix a notamment entraîné la fermeture de Metissacana et de PointNet. Elle a eu des conséquences néfastes sur le secteur. Il n'existe pratiquement plus de FAI au Sénégal, mis à part Sonatel Multimédias, ARC Informatique, STE, ENDA Tiers Monde, le Trade Point, et l'UCAD. Mais, en réalité, aucun de ces fournisseurs n'est en mesure de concurrencer efficacement la SONATEL.

L'actualité montre un exemple patent de pratique de prix excessif par une entreprise en position de domination d'un marché. Cette pratique concerne les prix actuellement appliqués par la société d'électricité, la SENELEC qui depuis la fin du mois d'août 2008 a augmenté ses prix. La nouvelle grille tarifaire, qui s'articule autour d'une hausse de 17% du prix de l'électricité, a été homologuée par le CRSE. Pour autant, les consommateurs perçoivent ces nouveaux prix comme excessifs et des manifestations ont eu lieu à travers le pays pour les dénoncer³⁹. Aujourd'hui, malgré les dénonciations, une hausse de 8% est appliquée depuis le 1^{er} juillet 2009.

Cette pratique de fixation de prix excessif a été reprochée à la SONATEL. En effet, le quotidien Le Soleil a fait état d'un point de presse animé par le Collectif des opérateurs privés de terminaison d'appels (COPTA) au cours duquel les membres de ce collectif ont accusé la SONATEL de pratiquer des prix élevés et discriminatoires entre opérateurs⁴⁰. Ils déclarent subir un traitement discriminatoire dans la fixation des prix de la minute de la terminaison d'appels considérant que la minute appliquée à la téléphonie fixe est vendue 30% plus cher aux opérateurs sénégalais par rapport aux opérateurs étrangers. Ils ajoutent que «sur les cellulaires, la minute est tellement élevée qu'on ne peut faire des offres».

Répartition des marchés

Cette pratique n'est pas constatée au Sénégal dans des proportions alarmantes. Dans les secteurs où elle existe, elle n'est pas le fait des opérateurs mais de la loi qui la prévoit dans une perspective de bonne couverture du territoire national. C'est notamment le cas en matière d'installation d'officines de pharmacie, de télécentres.

Cependant, dans le secteur du transport en commun, on note l'existence d'une pratique particulière qui s'apparente fortement à une répartition de marché. En effet, sur certains axes de transport intra urbains, les transporteurs « ndiaga ndiaye » procèdent à un saucissonnage du trajet. La pratique consiste à diviser arbitrairement certains trajets en trois ou quatre qu'autant de véhicules se répartiront à partir de point précis. Ainsi, un voyageur est obligé de prendre trois véhicules pour un trajet qu'un seul était sensé effectuer. Malgré les désagréments que causent aux usagers ces pratiques, les pouvoirs publics n'ont pris aucune mesure pour y mettre un terme. Il s'ensuit que le secteur est totalement dérégulé.

Abus de dépendance et de faiblesse économique

Le droit sénégalais de la concurrence envisage l'abus de dépendance et de faiblesse économique sous le seul angle de la relation entre partenaires professionnels. L'interdiction des abus de position dominante est posée par l'article 27 de la loi n° 94-63 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique. Mais, lorsque l'on analyse les relations commerciales les plus courantes au Sénégal, celles du commerce de détail, il apparaît très nettement que la faiblesse économique du consommateur est souvent exploitée par le commerçant. Certes, il existe un semblant de concurrence entre les commerçants détaillants, entre « boutiquiers ». Mais, cette concurrence est négative en ce qu'elle est affectée par l'impossibilité pour les consommateurs de choisir librement leurs détaillants. Cette caractéristique du commerce de détail trouve sa source dans le fait que les relations commerciales sont fondées sur une certaine confiance et sur les possibilités d'achat à crédit qu'offre le détaillant du coin. De sorte que, l'ardoise du consommateur est parfois tellement élevée qu'il ne peut aller ailleurs. Les enquêtes menées ont mis en évidence le maintien de relations commerciales forcées qui découle de cet état de fait. Ainsi, ayant une clientèle forcée, les commerçants détaillants ne font aucun effort pour l'amélioration de la qualité de leurs produits ou à la baisse de leurs prix.

Une analyse quasi identique peut être faite lorsqu'il s'agit des relations des prestataires de services de communications électroniques et la SONATEL. Celle-ci se trouve dans une situation de monopole de fait dans la distribution de l'accès à Internet. Ainsi, les providers et les cybercafés sont obligés de passer par elle pour offrir leurs services aux consommateurs. Mais, le constat est que la SONATEL fait peu d'efforts pour améliorer la connectivité. A ce propos, la presse s'est faite l'écho de revendication de tenants de télécentres et de cybercafés de la banlieue dakaroise en raison de l'impossibilité dans laquelle ils étaient d'assurer de façon continue un service de qualité.

Le seul exemple d'une saisine des organes de régulation de la concurrence sur le fondement de cet article est relatif à l'affaire du Syndicat des agences de voyages et de tourisme du Sénégal contre la compagnie Air France. Le litige est né de la décision de la compagnie Air France de baisser le taux de la commission des agences de voyages de 9 à 7%. Une telle réduction entraînait pour lesdites agences une chute de leur chiffre d'affaires de l'ordre de 33%. Le syndicat des agences de voyages saisit la Commission nationale de la concurrence laquelle a pris une décision le 27 décembre 2002 à l'encontre d'Air France. Elle a conclu à l'existence d'une position dominante sur la destination France-Sénégal-France occupée par ladite compagnie et l'état de dépendance économique dans laquelle se trouvaient certaines agences de voyages vis-à-vis de celle-ci (certaines agences font un chiffre d'affaires de l'ordre de 50% uniquement dans le cadre de leurs relations commerciales avec Air France). Pour la Commission nationale de la concurrence, l'exploitation abusive consistait pour la compagnie Air France à imposer unilatéralement aux agences de voyages un taux auquel elles ont été obligées de se soumettre et qu'elles n'auraient pas accepté si elles avaient joui de leur indépendance⁴¹.

Cette affaire Air France a eu un écho considérable au double plan de la connaissance de cette pratique nouvelle que constituait l'abus de position dominante et du rôle de la Commission nationale de la concurrence dans la surveillance du marché sénégalais. En effet, outre la saisine de la Commission nationale de la concurrence, le SAVTS a mené une importante campagne de presse pour sensibiliser les populations sur le combat qu'il menait. La couverture médiatique que cette affaire a connue a beaucoup joué dans sa résolution. Par ailleurs, la Commission a pu se faire connaître et prouver son utilité dans un contexte d'ouverture à la concurrence.

Concurrence déloyale : cas de fraude

Des cas de pratiques frauduleuses ont été relevés sur le marché sénégalais. Certains concernent directement le secteur industriel, d'autres celui des services, notamment les télécommunications et d'autres enfin le secteur agro-alimentaire.

La presse s'est faite notamment l'écho de pratiques de fraude à l'importation dans le secteur de la fabrication de sacs en polypropylène. Il est apparu en effet que des importateurs sénégalais faisaient entrer illégalement au Sénégal des sacs de conditionnement pour l'industrie agro-alimentaire, notamment pour le sucre, le riz, le sel et l'arachide.

La pratique consistait pour les opérateurs en cause à déclarer aux services de douanes une valeur et un poids inférieurs pour chaque sac. Les économies ainsi réalisées permettaient de vendre le sac à un prix moindre que celui pratiqué par les industriels locaux (250 FCFA contre 300 FCFA). Cette possibilité de réduire par la fraude le prix de vente du sac avait une incidence négative sur la concurrence car elle mettait en cause la survie de l'industrie locale de production de sac en polypropylène et menaçait les emplois de l'industrie outre les pertes fiscales supportées par l'Etat.

Outre son caractère frauduleux, cette pratique était une concurrence déloyale évidente. Découverte par les services de douanes, elle a connu un terme en janvier 2003.

Actuellement, la pratique frauduleuse dont on fait état est relative au secteur des télécommunications. SONATEL reproche à Sentel, le second opérateur mobile, de contourner la législation en faisant transiter son trafic international par Belgacom et par l'opérateur canadien JVM, via satellite, alors que la législation sénégalaise impose que tout le trafic international transite par l'opérateur public. Ce transit d'interconnexion génère d'importants revenus qui échappent donc à SONATEL, et à travers lui, à l'Etat⁴². SONATEL parle de « fraude » et a saisi l'ARTP. Celui-ci a ouvert une enquête.

D'autres pratiques frauduleuses ont été recensées. Elles concernent particulièrement la tomate, le sucre et le lait qui sont des produits de base de l'alimentation sénégalaise et donc très utilisés par le consommateur. Relativement au sucre, deux cas particuliers doivent

être mis en évidence : la gestion du sucre provenant de la Mauritanie au Nord du Sénégal et l'importation de sucre. La Mauritanie a fait le choix d'importer du sucre et de le réexporter, notamment au Sénégal. Ainsi, le sucre importé de Mauritanie, en dépit du monopole de fait de la CSS, coûte deux à trois fois moins cher en raison de la faiblesse des taxes et de l'entrée illégale parfois. Des efforts considérables sont faits par la douane pour venir à bout de cette fraude. Mais, il reste que la cherté du sucre sénégalais ne favorise pas une diminution de la fraude au Nord du Sénégal⁴³. De façon générale, les incidences de la fraude sur l'économie nationale sont connues. Dans le secteur du sucre, la différence entre la production la CSS et les besoins favorise la fraude. Le Sénégal a des besoins en consommation de sucre oscillant entre 120.000 et 140.000 tonnes par an. La CSS n'en produit que 90.000 tonnes. La libéralisation permet à d'autres opérateurs de produire le gap, entre 40.000 à 50.000 tonnes. Cette ouverture a des effets consistant à substituer aux besoins de production interne des importations tous azimuts. Mais, des subterfuges, les importateurs en trouvent pour importer le maximum de tonnes. Ainsi, ils déclarent des containers de poupées à Dakar. Mais à part quelques caisses de poupées, le reste, c'est du sucre. La CSS, atteinte au portefeuille, a mal face à cette concurrence. Durant certains mois, selon des dirigeants de la société, elle n'arrive même pas à écouler son stock dans certaines zones du pays.

Trois formes de fraude ont pu être identifiées⁴⁴ concernant le sucre. L'une se dénomme fraude noire, et concerne une seule personne qui s'approvisionne faiblement en sucre en Mauritanie. Une autre se dénomme fraude intellectuelle et concerne des personnes ou structures capables de se procurer des fausses factures pour payer des droits de douanes réduits. Il y a enfin la fraude masquée dans laquelle les fraudeurs déclarent des tonnages inférieurs à la réalité du poids de leur importation. Aujourd'hui, on note le développement de la fraude négociée, en référence à la corruption. Mais quelle que soit sa nature, la fraude a des conséquences néfastes pour l'économie globale et le sous secteur sucrier. En effet, ce sont les producteurs de cannes à sucre de la vallée du fleuve Sénégal qui sont menacés et la concurrence

ne joue pas correctement en raison de la différence énorme de coût.

La fraude concerne également le secteur de la tomate. Mais, les problèmes de fraude ne sont pas les mêmes pour la tomate que le sucre. En effet, l'écart de prix entre le produit importé en fraude et celui qui est fabriqué dans l'usine est moins important que pour le sucre. En outre, le concentré de tomate produit au Sénégal est très prisé par les ménagères.

La fraude sur le lait a pris des proportions énormes ces deux dernières années. En effet, c'est en 2007 qu'une hausse considérable du prix du lait en poudre a été constatée. Les investigations ont permis de relever que l'application des tarifs douaniers UEMOA facilitait cette fraude. Les investigations faites par certains organes de presse ont montré qu'au port de Dakar, le particulier paie 20 % de droits de douanes à l'importation. Tandis que l'industriel ayant sa société de lait agréée et reconnue ne s'acquitte que de 5 % seulement de droits de douanes. L'explication est qu'on applique à l'industriel les tarifs de l'UEMOA qui exigent que tout produit fini doit payer 20 % de droits de douanes, et tout intrant 5 % seulement. Seulement, ce système est utilisé pour frauder à l'importation est faire une fausse déclaration car la plupart des sociétés ou entreprises qui interviennent dans le lait, importent des produits finis. Du vrai lait prêt pour la consommation⁴⁵. Il est apparu, en effet, que la plupart des industriels du lait en poudre importent du produit fini ou du lait prêt pour la consommation qu'ils se contentent de conditionner. Or, l'Etat accorde aux industriels et hommes d'affaires du secteur des avantages et allègements.

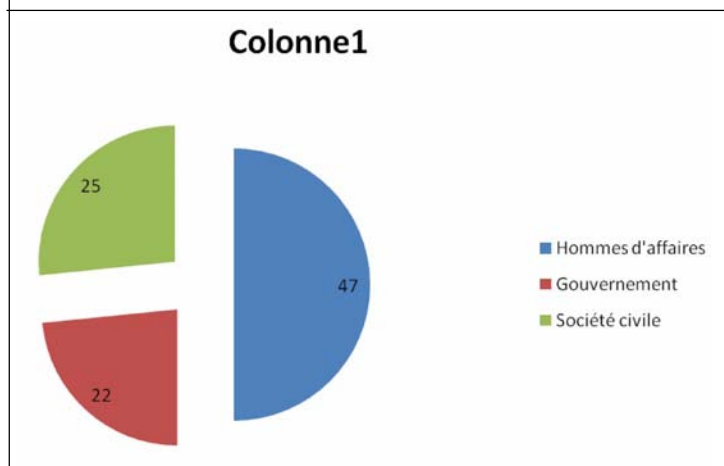
Ces derniers cas de fraude sont les plus durs à supporter pour les consommateurs parce qu'affectant directement leur pouvoir d'achat. Dans un contexte de pauvreté, il est difficile de faire face à la hausse démesurée des prix qu'occasionne la fraude. En outre, le tissu industriel du pays en est affecté. Le secteur de la transformation est réduit à sa plus simple expression et aucune concurrence efficace ne joue entre les entreprises concernées.

Perceptions des parties prenantes sur les questions de la concurrence

Le présent chapitre tire les conclusions des réponses au questionnaire qui a été administré par l'équipe de recherche à un groupe varié de personnes et de structures appartenant aux catégories ci-après : « hommes d'affaires », « gouvernement/autorités de régulation » et « société civile ».

Répartition de l'échantillon et appréciation du niveau général de concurrence

Graphique 1 : Répartition du groupe (en valeur absolue)



La catégorie « hommes d'affaires » regroupe les représentants de patronat, les représentants des fédérations sectorielles, la chambre de commerce, d'industrie, de services et d'agriculture, les opérateurs économiques des secteurs formel et informel. La catégorie « gouvernement/autorités de régulation » est composée de différents hauts fonctionnaires des ministères du commerce, de l'économie et de finances, des télécommunications, des mines et de l'industrie, de l'énergie, du Parlement, de représentants de certaines agences de régulation.

La catégorie « société civile » comprend des consommateurs, des représentants de syndicats et d'associations de consommateur. Concernant ces

dernières, il faut noter que nous n'avons pas pu obtenir d'interview des dirigeants nationaux. Nous nous sommes donc contentés de recueillir les points de vue de représentants locaux.

Les pratiques anticoncurrentielles relatives au prix sont les plus citées. Il en est ainsi en raison de la conception que la plupart des sénégalais ont de la concurrence. Ce n'est que la concurrence par les prix qui est en général prise en compte au détriment d'autres facteurs. En outre, l'importance du commerce de proximité joue un rôle majeur dans l'appréciation

de la concurrence. Le paradoxe est qu'une bonne partie des « hommes d'affaires » considèrent également la concurrence par les prix. Ils mettent cependant plus en avant la fixation de prix de revente et la discrimination de prix. L'explication vient le plus souvent de la structure des marchés sur lesquels ces opérateurs privés interviennent.

Dans une approche générale, il faut noter que pour le secteur public, le niveau de concurrence entre les entreprises dans le pays est modéré. Cela se justifie par le fait que les entreprises sur le marché sont de petite taille mais également par le fait que certaines activités sont essentiellement exercées par des démembrements de l'Etat.

Cependant, dans certains secteurs, comme la téléphonie mobile ou la distribution automobile ou l'agro-alimentaire, la concurrence est élevée.

Pour le secteur privé, le niveau de concurrence est parfois apprécié comme modéré. Mais, dans certains secteurs, nous sommes en présence d'un niveau élevé de concurrence alors que dans d'autres, le niveau de concurrence est nul. Le secteur dans lequel, le niveau de concurrence est élevé est surtout celui du commerce du fait de la multiplicité des acteurs économiques. On peut s'en rendre compte notamment dans le secteur de l'automobile où se manifeste une véritable prolifération des acteurs, entraînant une rude concurrence. Il en est également ainsi dans le secteur

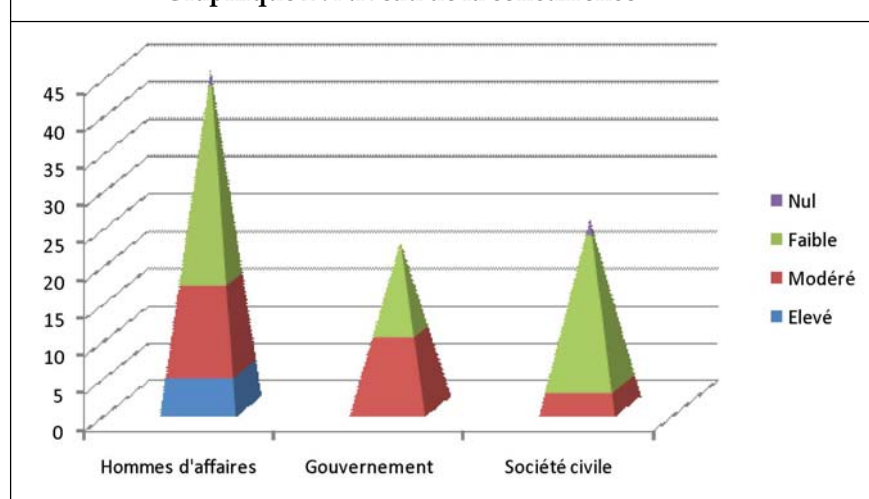
Tableau 1 : Les pratiques anticoncurrentielles les plus fréquentes sur la base des déclarations des personnes interrogées

	Pratiques	Taux de prévalence
1	Entente sur les prix	26%
2	Fixation du prix de revente	22%
3	Discrimination de prix	12%
4	Partage de marchés	11%
5	Refus de vente	10%
6	Contrats d'exclusivité	7%
7	Trucage des offres	5%
8	Barrières à l'entrée	4%
9	Ventes liée	3%

également par le secteur public, les agences mais également les consommateurs eux-mêmes. Les consommateurs sénégalais, même s'ils sont intéressés à un niveau de concurrence élevé étant en, leur faveur, se sentent très défavorisés soit par la faiblesse du niveau de concurrence, soit par l'absence d'impact du niveau acceptable de concurrence sur leur vie quotidienne. Ainsi, en ce qui concerne l'accès aux produits ou aux services, des difficultés se présentent notamment pour l'accès à l'eau et à l'électricité en raison du monopole qui existe dans ces secteurs et qui limite le choix du consommateur. Cette limitation du choix concerne également le secteur du commerce de détail où la psychose du consommateur résulte généralement de l'emprise du commerçant du coin et des produits dits « chinois » pour lesquels la mauvaise qualité justifie la pratique du prix bas.

Les agences quant à elles, considèrent que le niveau de concurrence est modéré. Mais, il faut noter que cette analyse se fonde uniquement sur une appréciation limitée au secteur objet de la régulation. De fait, dans certains secteurs, il faut noter une absence totale de concurrence en raison de l'existence d'un monopole naturel. C'est le cas notamment du secteur de l'électricité.

Graphique 2 : Niveau de la concurrence



Appréciation de la concurrence dans certains secteurs de l'économie

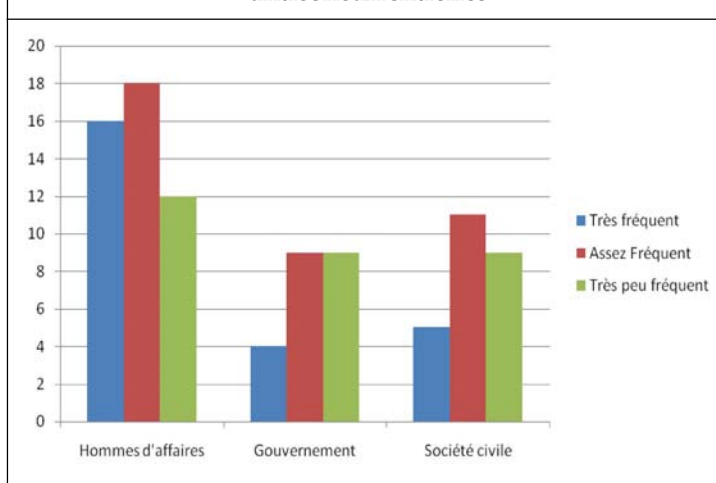
de l'électroménager ou encore de celui des produits alimentaires notamment les denrées de première nécessité comme le riz.

Pour les consommateurs, le niveau de concurrence est faible. Cette appréciation se justifie par le fait que les consommateurs ne trouvent toujours pas leur compte sur le marché sénégalais. Par ailleurs, la perception de la concurrence se fait à un premier degré, en appréciant l'environnement immédiat. Or celui-ci est constitué par le commerce de détail dans lequel la concurrence par les prix ne joue pas.

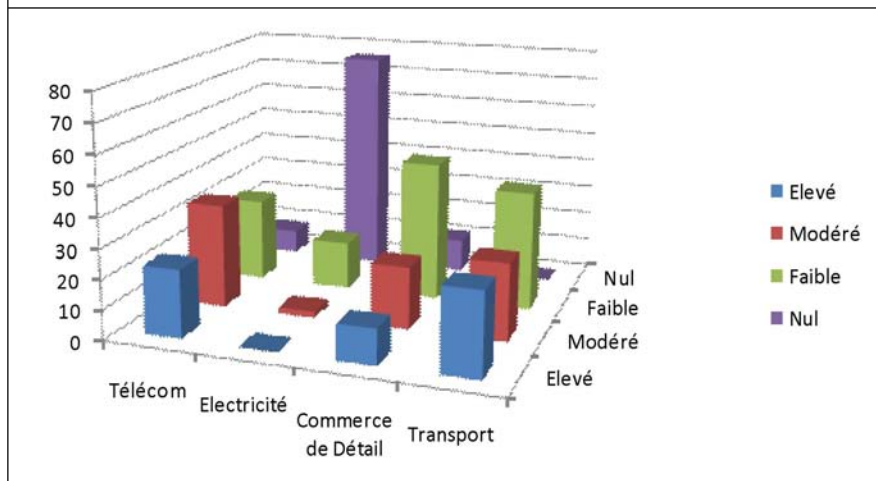
Pour tous, le niveau de concurrence ne semble pas avoir un impact sur la vie quotidienne des consommateurs. En effet, pour le secteur privé, le niveau de concurrence a un impact modéré voire inexistant sur la vie du consommateur. C'est l'appréciation faite

L'appréciation du niveau de la concurrence dans les secteurs clé que sont les télécommunications, l'électricité, le commerce de

Graphique 3 : Prévalence des pratiques anticoncurrentielles



Graphique 4 : Niveau perçu de la concurrence selon les secteurs de l'économie



consommateurs considèrent que le niveau de concurrence est en moyenne modéré voire faible. Cette appréciation trouve sa justification dans le fait que la concurrence entre transporteurs (bus, taxi) n'est qu'apparente en ce sens que les conditions proposées par les uns et les autres ne sont pas comparables. En outre, la concurrence par les prix ne joue pas si l'on considère le secteur du transport en commun. Par contre, pour le secteur privé, le niveau de concurrence est élevé. En raison des mauvais résultats de leur exploitation, les

détail et le transport varie en fonction du profil de l'interviewé. Mais une analyse générale peut en être tirée.

Dans le domaine des télécoms, le niveau de concurrence est généralement considéré comme modéré et parfois même faible. Exceptionnellement, il a été considéré comme élevé par les hommes d'affaires et le gouvernement. Cette appréciation trouve sa justification dans le fait que la multiplication des opérateurs n'a que légèrement modifié les termes du marché. En effet, les nouveaux opérateurs ont effectué une entrée très timide sur le marché sénégalais de telle sorte que les consommateurs ne sentent pas trop leur impact sur le marché. De plus, la SONATEL, qui a pendant longtemps bénéficié d'un monopole, reste toujours en position de force lui donnant la possibilité de conserver les mêmes avantages. L'existence d'un monopole de fait sur la téléphonie fixe est plus retenue par les consommateurs que la concurrence dans la téléphonie mobile.

Dans le domaine de l'électricité, l'appréciation est presque unanime : le niveau de concurrence sur le marché est nul. Cela se justifie par le fait que la SENELEC dispose toujours d'un monopole en matière de distribution d'électricité. Une telle appréciation négative de la situation résulte de la défaillance dans la distribution de l'électricité.

Dans le domaine du commerce de détail (biens de consommation), le niveau de concurrence est en moyenne modéré. Mais, il faut reconnaître que pour certains produits, le niveau de concurrence est plutôt élevé. Il en est ainsi notamment du secteur du textile ou encore de l'automobile.

Dans le domaine du transport (bus, taxi), la perception du niveau de la concurrence est différente. Les

transporteurs ont d'énormes difficultés pour assurer leur retour sur investissements et considèrent que la cause de leurs difficultés réside dans la rude concurrence dans le secteur.

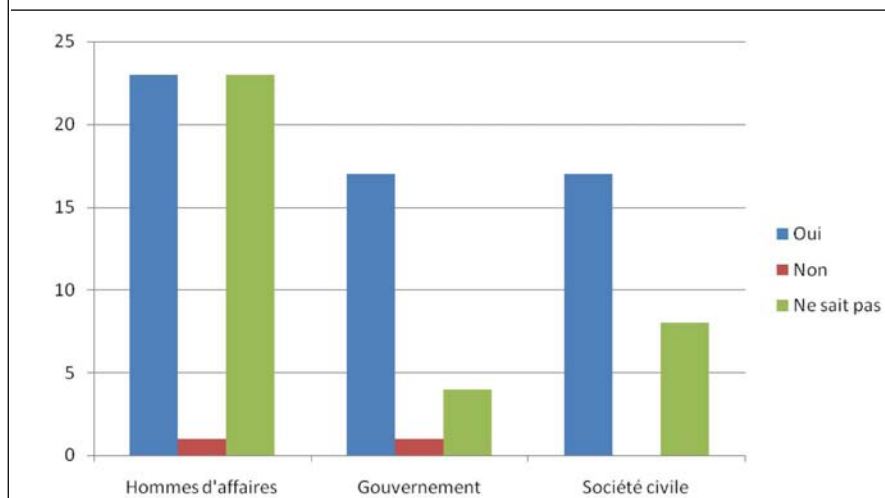
Connaissance de la législation sur la concurrence et la consommation

A travers les enquêtes effectuées, il apparaît que les Sénégalais ont généralement connaissance de l'existence des règles, réglementations ou lois couvrant les pratiques anticoncurrentielles. Il faut cependant préciser qu'il ne s'agit pas d'une connaissance unanime de l'existence de la réglementation sur les pratiques anticoncurrentielles en ce sens que certains ont déclaré ignorer l'existence d'une telle réglementation.

Il faut toutefois noter la méconnaissance des agences chargées d'une fonction de régulation. Mise à part l'ARTP, les Sénégalais ne sont pas en mesure d'identifier ces agences. S'ils connaissent généralement l'existence de ces agences, le plus souvent, ils ne savent pas quelles sont leurs missions ni pourquoi elles ont été instituées. Où, lorsque l'agence est connue, les interviewés ont une impression négative, doutant de son efficacité et de son indépendance. Il en est notamment ainsi de la CRSE. Cette réponse est cependant à nuancer en raison du contexte dans lequel l'enquête s'est déroulée qui a coïncidé avec un débat sur la hausse du tarif de l'électricité.

Le défaut de mise en œuvre des différentes règles relatives à la concurrence a été noté par l'ensemble des personnes interrogées. Les raisons de l'insuffisance des actions contre les pratiques anticoncurrentielles sont diverses. La première des raisons est la corruption. En effet, la reconnaissance

Graphique 5 : Prise de conscience de l'existence d'une législation



de ces pratiques s'effectue par le biais de l'intervention d'investigateurs qui peuvent être corrompus. Par ailleurs, les autorités de régulation peuvent également être corrompues, ce qui entraîne un désistement des victimes en raison constatant que leurs actions n'aboutissent presque jamais.

La deuxième raison fréquemment citée est qu'il existe au Sénégal des lobbies forts. Un tel obstacle à la sanction des pratiques anticoncurrentielles trouve son origine dans l'imbrication des forces économiques et politiques. En effet, les intervenants dans le milieu politique sont de plus en plus des opérateurs économiques et disposent d'une certaine influence faisant obstacle à toute sanction des pratiques anticoncurrentielles dont leur entreprise est coupable.

La troisième raison invoquée est que la loi n'est pas appliquée. Cette ineffectivité résulte du désistement des victimes des pratiques anticoncurrentielles qui renoncent à saisir l'autorité de la concurrence, de l'absence de saisine par les autorités publiques ou encore des difficultés d'application des règles existantes.

La dernière raison invoquée concerne la faiblesse de l'autorité de la concurrence, qui se justifie d'abord par sa nature juridique. Certaines autorités de la concurrence comme l'agence de régulation des télécommunications et des postes est un établissement public à caractère administratif rattaché à la Présidence de la République, ce qui anéantit toutes ses velléités d'indépendance dans l'accomplissement de sa mission. Il faut en outre noter que beaucoup doutent de la capacité de l'autorité nationale de concurrence à faire respecter les règles de concurrence.

D'autres comme l'agence de régulation du secteur de l'électricité a des pouvoirs très limités. En effet, depuis

sa mise en place, elle s'intéresse essentiellement à la fixation des prix de l'électricité et son rôle se limite à assurer la transparence dans la fixation des prix.

D'une manière générale, les sénégalais considèrent qu'il n'existe pas une loi de protection des consommateurs au Sénégal. Certains par contre déclarent n'être pas informés sur la question. Mais, il faut reconnaître qu'une infime partie des personnes interviewées considère qu'une telle loi existe.

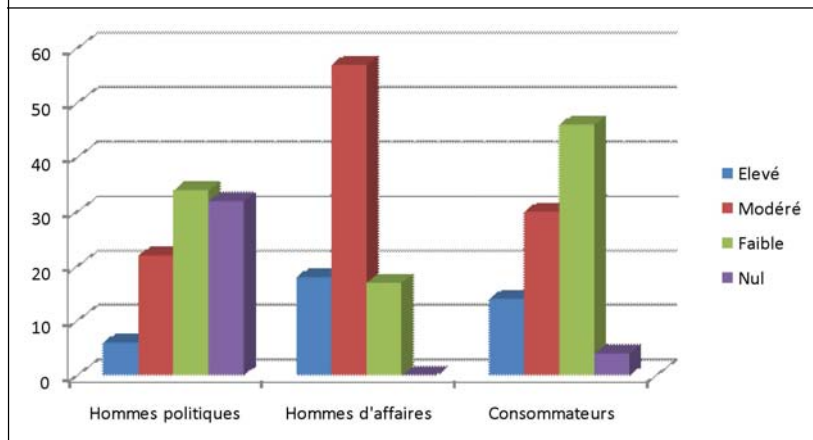
Toutefois, il ne s'agit pas d'une loi autonome mais plutôt d'un ensemble de règles disparates. Cela s'explique aisément si on se réfère au niveau de réponse positive sur l'existence d'une agence chargée de la protection des consommateurs et de son nom. En effet, le constat est que la plupart de ceux qui affirment l'existence d'une agence cite une association de consommateurs, notamment l'ASCOSSEN ou SOS Consommateur. C'est dire l'impact que les actions de ces organisations consoméristes ont sur les sénégalais. Paradoxalement, comme on l'a relevé, le niveau de perception de la concurrence par les sénégalais est relativement modéré. Le lien entre le développement de la concurrence, l'existence d'une concurrence forte et la protection des consommateurs n'est pas très visible pour les Sénégalais. Ce qui montre leur faible degré de connaissance de la concurrence et de la protection des consommateurs.

Culture de la concurrence

Il résulte des enquêtes menées que pour les enquêtés, les hommes politiques ont une prise de conscience faible voire nulle sur les questions de la concurrence. Quant au groupe « hommes d'affaires », les interviewés considèrent qu'il a un niveau de prise de conscience sur les questions de la concurrence modéré voire élevé. Cela se justifie par le fait qu'ils sont des acteurs qui interviennent dans des secteurs sous le joug de la réglementation de la concurrence et sont, en conséquence, tenus de s'imprégner des questions de concurrence. On note cependant une forte demande de régulation, tant du point de vue de l'ouverture à la concurrence que de celui de la lutte contre les facteurs de discrimination comme la fraude, la corruption et les lobbies.

Les consommateurs, quant à eux, ont un niveau de prise de conscience sur les questions de la concurrence

Graphique 6 : Niveau de prise de conscience des questions de concurrence



de faible à modéré. Cette situation se justifie par le manque d'informations sur ces questions venant soit des médias, soit des formations.

Cette situation générale a des conséquences négatives sur la compréhension des problèmes de concurrence. En effet, même si de façon générale on peut retenir une relative connaissance des questions de concurrence, les enjeux de celles-ci sont mal comprises par une grande majorité des acteurs et plus particulièrement des hommes politiques et des consommateurs. Le plus souvent, la compréhension se limite à une nécessité de garantir une baisse des prix en ignorant l'impact de la concurrence sur le développement économique et social et sur la compétitivité générale des entreprises et de l'économie. De même, l'incidence de la concurrence sur l'innovation et la qualité des produits et services ne sont pas toujours perçues.

L'analyse est plus ou moins différente lorsque l'on regarde les réponses données par les hauts fonctionnaires, les agences et les opérateurs économiques du secteur structuré. Pour ceux-ci, l'importance de la concurrence sur le développement est plus ou moins bien perçue même s'il faut noter certains écarts entre les différents objectifs que l'on veut assigner à la concurrence.

Cette différence rejaillit sur l'appréciation des causes de cette mauvaise compréhension des questions de concurrence. La première cause invoquée est l'insuffisance voire l'absence de communication sur les questions de concurrence. Cette raison est valable aussi bien pour les consommateurs que pour le secteur public. Elle trouve sa source, pour les opérateurs économiques dans une absence de volonté politique de faire de la concurrence un enjeu économique. La troisième raison avancée est que l'autorité de la concurrence est inactive. Ce qui est à l'origine de l'insuffisance des saisines de l'autorité de la

concurrence. Il faut, en effet, dire que depuis sa création en 1994, la Commission nationale de la concurrence n'a pas marqué les esprits par la fréquence de ses interventions et la multiplicité de ses décisions. Elle a été victime de l'absence d'une volonté politique sur les questions de concurrence. Ainsi, même lorsque des hausses injustifiées de prix de certains produits ont été notées en 2008, le réflexe des pouvoirs politiques n'a pas été d'activer la Commission pour qu'elle procède à des enquêtes. En outre, elle doit faire face à la compétence concurrente, voire

exclusive, de la Commission de l'UEMOA.

La dernière des raisons invoquées est que la concurrence n'est pas couverte dans les cours à l'université. Mais, en ce qui concerne cette raison très rarement avancée, il faut préciser qu'elle constitue une raison peu convaincante même s'il est quand même souhaitable que des enseignements plus pointus soient dispensés dans le domaine de la concurrence.

Face à une pratique anticoncurrentielle, les actions choisies sont diverses mais montrent un certain sens de la protection de ses intérêts. D'abord, l'action la plus citée est de chercher l'appui des forums de consommateurs. C'est dans la pratique ce qu'on constate le plus, les associations de consommateurs étant de plus en plus les premiers acteurs à s'intéresser à la mise en place d'une concurrence saine et libre. Ensuite, chercher l'intervention du tribunal ou d'un conseil est avancé comme attitude à adopter. Mais, il faut ici préciser que l'on constate la faiblesse du niveau de prise de conscience des questions de la concurrence en ce sens que la justice étatique n'est pas compétente en matière de pratique anticoncurrentielle.

En écho à la faiblesse qui lui est reprochée, la saisine de l'autorité de la concurrence est peu invoquée. Même les opérateurs économiques ne sont pas convaincus de l'efficacité de son action, beaucoup préférant de fait s'abstenir de faire quelque chose.

Les questions de la concurrence ou les violations de la concurrence sont rarement reportées par les médias. Cette situation se justifie par la carence en journalistes spécialisés mais également par la place résiduelle occupée par l'économie et le droit dans les médias. La radio et les journaux écrits sont les principaux supports d'information sur les pratiques anticoncurrentielles. Cet état de fait s'est accentué avec les difficultés financières et économiques de ces dernières années. En outre, lorsque des pratiques de

fraude ou de corruption sont identifiées, ce sont des sujets intéressants pour les journalistes qui peuvent faire plusieurs papiers sur ces questions.

Mais, force est de noter que, le plus souvent, le traitement fait de ces affaires n'est pas des meilleurs. En effet, rares sont les journalistes spécialisés sur les

questions de la concurrence ou les violations de la concurrence. Aussi, il n'est pas étonnant que les principaux interviewés considèrent que les journalistes ont un niveau de compréhension très faible voir nul des questions de la concurrence. Cependant, il existe des organes de presse qui ont des journalistes diplômés en économie et qui font de bons articles sur les problèmes de concurrence. Par ailleurs, de plus en plus, pour traiter de ces questions, les organes de presse ont recours à des spécialistes qui apportent leur éclairage dans le cadre d'un dossier global ou d'un débat plus large.

Evaluation des implications des monopoles naturels sur la concurrence

Les monopoles sont devenus très rares dans le paysage économique national. A y regarder de plus près, il ne reste plus que les secteurs de l'électricité, de l'eau et de la téléphonie fixe qui sont encore monopolistiques. Le monopole de la SONATEL sur la téléphonie fixe est actuellement un monopole de fait. Un deuxième opérateur global de téléphonie a obtenu une licence d'exploitation. Mais, il n'a pas encore commencé ses activités dans la téléphonie fixe. Au demeurant, l'ouverture du secteur de la téléphonie à la concurrence a eu des répercussions positives incontestables sur le développement du secteur. En effet, le nombre d'abonnés s'est accru et les services offerts sont de qualité suffisante. Il est incontestable que c'est un rare succès du passage du monopole à la concurrence.

Les monopoles sur l'eau et l'électricité apparaissent comme des monopoles naturels. Ils sont aujourd'hui détenus par deux entreprises, la Sénégalaise des Eaux (SDE) filiale du Groupe Bouygues et la Société nationale d'électricité (SENELEC), société anonyme dont l'Etat détient le capital. Ils concernent deux secteurs stratégiques de distribution. Le monopole de la distribution de l'eau est détenu par la Sénégalaise des eaux, entreprise privée qui a pris le relai de la SONEES. Celui de la distribution de l'électricité est détenu par la SENELEC. L'existence de ces monopoles trouve son explication dans le processus historique de la gestion de l'économie et de l'intervention de l'Etat sénégalais dans l'économie. Les monopoles étaient justifiés par le lien étroit qui existait entre la conception classique de l'Etat providence et la naissance du service public national. Dès les indépendances, les autorités publiques sénégalaises ont pris en charge la nécessité d'assurer ou d'assumer la satisfaction de l'essentiel des besoins des populations. Ainsi, est intervenue une série de mesures créant des entreprises publiques dans la logique de l'Etat gestionnaire. Les secteurs de l'eau et de l'électricité étaient particulièrement concernés.

Le service public de distribution de l'eau en milieu urbain a été assuré, de 1960 à 1971, par la Compagnie Générale des Eaux du Sénégal, filiale de la CGE

France, sur la base d'un contrat d'affermage. Avec la création de la Société nationale d'exploitation des eaux du Sénégal, l'Etat a nationalisé ce service public. En 1983, la SONEES bénéficia d'une concession du service public. Les limites et contraintes du cadre institutionnel poussèrent l'Etat à créer trois sociétés distinctes : une société de patrimoine (la SONES), une société privée (la SDE) et un office public (l'ONAS). La SDE a pris service en 1996 et est lié à l'Etat par un contrat d'affermage et à la SONES par un contrat de performances.

La volonté de garantir à chaque sénégalais un accès facile et abordable à l'eau et à l'électricité dans un contexte de pauvreté ont justifié la mise en place de ces monopoles publics. Il s'agissait, pour le gouvernement sénégalais qui avait opté pour une économie semi administrée, de permettre dans les zones urbaines d'avoir accès à l'eau potable à domicile. Ainsi, une politique volontariste de promotion a été mise en œuvre. L'institution de monopoles dans ces deux secteurs répondait également à des préoccupations politiques. Il fallait montrer la capacité du régime socialiste mis en place après l'indépendance à assurer l'accès à des services de base dans une qualité raisonnable, à un prix abordable tout en garantissant le respect des règles minimales de gestion. L'échec de ces monopoles est assez révélateur.

Au delà de ces justifications, il faut noter la difficulté à développer divers réseaux de distribution d'eau et d'électricité. Ces secteurs reposent sur le déploiement d'une infrastructure de réseau. Or le constat est l'impossibilité de développer dans les mêmes zones des réseaux parallèles. La seule possibilité est de permettre la mise en œuvre de la théorie des infrastructures essentielles. Cette théorie permet à un concurrent d'accéder à une installation détenue par l'entreprise monopolistique afin de lui permettre d'exercer son activité. L'accès à cette installation doit être indispensable pour l'entreprise qui veut s'installer. Pour l'heure, le Sénégal n'a pas choisi cette option. Les principales raisons explicatives avancées concernent la faiblesse de la demande. Mais, il semble

que la volonté de ne pas laisser cette manne financière que constituent les secteurs de l'eau et de l'électricité justifie pour une large part le maintien de ces monopoles. Par ailleurs, pour une grande partie des Sénégalais, c'est en raison de la forte corruption des élites politiques et administratives. Ainsi, pour beaucoup, l'échec de la privatisation de la SENELEC trouve son explication dans la corruption des autorités politiques de l'époque qui n'ont pas bien défendu les intérêts du Sénégal. Il faut noter que, dans le secteur de l'électricité, une option nouvelle, reposant sur l'octroi de concession pour l'électrification rurale est mise en œuvre depuis quelques années.

Il reste que les monopoles actuels prennent peu en compte les intérêts des consommateurs et de leurs partenaires dans la détermination de leur prix. Ainsi, si on considère le comportement de la SENELEC vis-à-vis des producteurs d'électricité, on constate souvent des comportements abusifs dans la fixation des tarifs d'achat de l'électricité.

A l'heure actuelle, le secteur de l'eau n'est pas régulé. Il n'existe aucune agence spécifique chargé de réguler le secteur, ne serait-ce qu'en termes d'analyse des politiques de tarification de l'opérateur. Il appartient

donc aux autorités du ministère de tutelle d'exercer cette surveillance. En outre, un contrôle est exercé par la Cour des comptes. La situation est toute autre concernant le secteur de l'électricité. La surveillance du secteur est confiée à la Commission de régulation du secteur de l'électricité. En matière de contrôle des tarifs appliqués par la SENELEC, la CRSE a un pouvoir d'homologation. Elle l'exerce sur la base de l'analyse de l'opportunité économique des changements de tarifs au regard notamment des coûts de production de la SENELEC. Il faut toutefois noter que, si pendant une certaine période, la CRSE a joué sans difficulté son rôle, force est de reconnaître qu'aujourd'hui des tensions naissent en raison de la propension de la SENELEC à augmenter ses tarifs⁴⁶. Dernièrement, des contradictions sont apparues entre les affirmations de la CRSE et de la SENELEC sur une augmentation des tarifs. C'est dire que la régulation par la CRSE n'est pas aisée et qu'elle va rarement à l'encontre des objectifs financiers de la SENELEC. L'explication peut être le caractère de monopole public de la société de distribution d'électricité et la difficulté de l'Etat sénégalais à continuer à supporter une subvention du prix de l'électricité dans une période de hausse du prix du baril de pétrole.

Analyse approfondie de la concurrence dans le secteur agricole

L'importance du secteur agricole dans l'économie sénégalaise n'est plus à démontrer. Cependant, ce secteur connaît depuis quelques années des difficultés liées à une succession de ruptures politiques et économiques. Aujourd'hui, il semble que toute la politique agricole soit définie dans le cadre de la GOANA. Ce programme qui vise l'autosuffisance alimentaire en est à sa deuxième année. Il marque un tournant stratégique dans la mesure où il vise la réduction des importations.

L'analyse ici faite du secteur agricole s'intéresse à sa situation concurrentielle. Il s'agit, au-delà de l'identification des acteurs et de leurs relations, de mettre en évidence les effets sur le bien être, la croissance et la réduction de la pauvreté, de la concurrence dans le secteur.

Production et commerce agricoles

Sont ici envisagées les principales productions et la structuration du marché agricole.

Caractéristiques des principales productions

L'agriculture sénégalaise a fortement évolué ces dernières années. Une évolution qui n'est pas favorable au monde rural qui subit les attermoissements et incohérences de la politique agricole du Sénégal et les caprices de la pluviométrie. Ces difficultés apparaissent lorsque l'on regarde l'évolution des productions. Les chiffres de référence pris sont ceux des trois dernières années. Ils concernent les types de culture qui existent au Sénégal, à savoir des cultures industrielles, les céréales et les tubercules.

L'accroissement de la production de manioc s'explique par la mise en œuvre d'un programme Manioc lancé par l'Etat du Sénégal. Il devait répondre à la conclusion d'un accord pour fournir ce tubercule à l'Égypte pour transformation. Après l'appel du Chef de l'Etat, beaucoup d'exploitants y

ont vu une opportunité pour accroître leurs revenus et ont donc changé de culture. C'est donc d'un transfert qu'il s'agit.

Par ailleurs, la mise en œuvre de la GOANA explique une bonne partie de l'accroissement des productions de céréales. Ce programme a permis l'injection de plus de 345 milliards de FCFA dans le monde agricole. Cependant, les résultats sont mitigés. En effet, la dépendance alimentaire n'a pas pour autant diminué. La raison s'explique par le coût de la production.

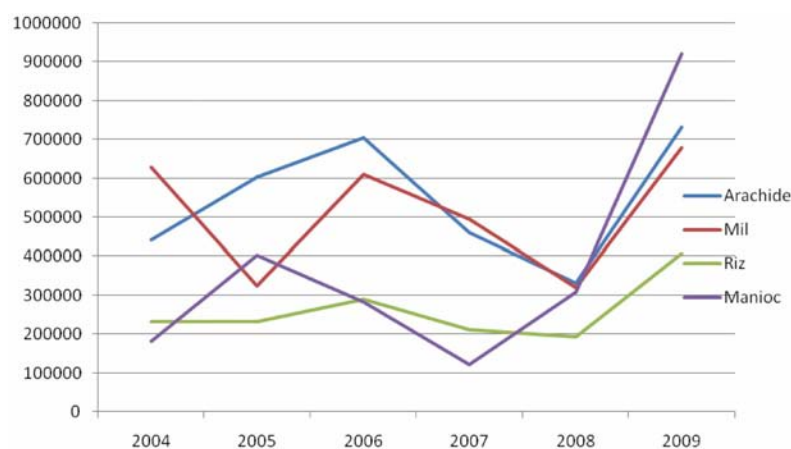
Les tableaux ci-dessous mettent en évidence les attermoissements qui caractérisent depuis quelques années la politique agricole du Sénégal. Ils reflètent les différents changements de priorité concernant les productions. Ainsi, d'une année à l'autre, les surfaces cultivées pour un produit déterminé changent. Cette instabilité rejaillit non seulement sur la productivité mais aussi sur le prix. De même, en raison de la méconnaissance des priorités des pouvoirs publics, les paysans sont souvent dans l'impossibilité de faire les prévisions de rendement nécessaire à une bonne gestion de leurs productions.

Tableau 2: Productions (en tonne)

	2006/07	2007/08	2008/09
Cultures industrielles			
Arachide	460 481	331 195	731 210
Coton	47 737	45 138	38 810
Céréales			
Mil	494 345	318 822	678 171
Sorgho	121 003	100 704	251 515
Maïs	181 585	158 266	397 326
Riz	212 377	193 379	408 219
Tubercules			
Niébé	52 931	40 392	126 423
Manioc	120 841	308 312	920 866

Source : Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques (DAPS), Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), ANSD

Graphique 7: Evolution des principales productions agricoles



Source : Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques (DAPS), Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), ANSD

Commerce agricole

A. Principaux produits exportés

Le secteur agricole national exporte essentiellement de l'arachide, du coton et des produits maraîchers (tomate, oignons, haricots, etc.) et fruitiers (mangue, melon). Mais, force est de reconnaître que ces exportations sont stagnantes, voire déclinantes en ce qui concerne l'arachide.

Les pays de l'Union européenne, et singulièrement la France et l'Espagne, sont les principales destinations des productions agricoles sénégalaises.

Il faut noter que la part des exportations de légumes a connu une hausse nette entre 1990 et 2002. Mais, depuis 2003, il y a un léger recul dû à la politique de diversification et de promotion de cultures liées au biocarburant.

Tableau 3: Les superficies (en ha)

Cultures	2006/07	2007/08	2008/09
Arachide	ND	ND	ND
Coton	43 769	43 157	32 515
Mil	748 311	686 892	883 619
Sorgho	159 063	155 919	249 297
Maïs	130 461	143 769	216 517
Riz	83 388	80 312	125 329
Niébé	193 462	167 825	272 104
Manioc	19 464	61 248	113 205

Source : Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques (DAPS), Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), ANSD

Tableau 4: Les rendements (en kg/ha)

	2006/07	2007/08	2008/09
Arachide	ND	ND	ND
Coton	1 091	1 046	1 194
Mil	661	464	767
Sorgho	761	646	1 009
Maïs	1 392	1 101	1 835
Riz	2 547	2 408	3 257
Niébé	274	241	465
Manioc	6 208	5 034	8 135

Source : Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques (DAPS), Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), ANSD

Tableau 5: Les prix au producteur (prix en FCFA courant par kg)

	2006/07	2007/08	2008/09
Arachide	150	150	165
Coton	185	185	185
Riz	109	118	162
Mil et Sorgho	113	126	167
Maïs	127	143	160
Niébé	252	366	265
Manioc	140	149	157

Source: Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques (DAPS), Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), ANSD

Tableau 6 : Exportation de légumes

Produits	Volumes (tonnes)
Haricots verts	7000
Tomates cerise	1500
Autres (Patates douces, asperges,...)	300

Source : Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques (DAPS), Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), ANSD

B. Principaux produits importés

Le Sénégal importe une grande variété de produits agricoles alimentaires avec une prédominance marquée pour le riz, le blé et les céréales traditionnelles. Le riz importé assure les 4/5 des besoins en riz du pays. Rapportée à la moyenne de consommation de 58 kg/an et par personne, la part des importations de riz s'élève à environ 100 milliards de francs CFA pour près 670.000 tonnes⁴⁷.

Tableau 7: Principale importations agricoles du Sénégal

Importation	Quantité (tonnes)
Blé	200 000
Maïs	62 000
Riz	670 000

Source : Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques (DAPS), Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), ANSD

Le Sénégal détient de la sorte le record d'importations de céréales en Afrique de l'Ouest. Les céréales constituent le troisième produit le plus important au niveau des importations agricoles du Sénégal. Malgré les incitations au consommateur local, la tendance n'a guère varié sauf pour le maïs où la mise en œuvre du programme présidentiel en 2004 a permis de noter une forte augmentation de la production.

Politique agricole

Deux décennies d'ajustement structurel ont débouché sur une libéralisation commerciale accrue, exacerbée par l'établissement du tarif extérieur commun (TEC) de maximum 20% par l'UEMOA en 2000. Le secteur agricole n'échappe pas à cette libéralisation. Il est cependant marqué par un certain nombre de ruptures qui ne favorise pas la modernisation du secteur. C'est d'abord une rupture dans l'orientation. Dominée depuis les temps coloniaux par l'arachide, l'agriculture sénégalaise a pris depuis le début des années 2000 le pari de la diversification avec la culture de la banane, du niébé, du manioc, du maïs et du maraîchage. Cette diversification n'est pour le moment pas couronnée de succès. C'est ensuite une rupture dans la politique de commercialisation avec la libéralisation totale de la distribution et l'absence de structure étatique d'encadrement.

Pour autant, la volonté de garantir l'autosuffisance existe. L'ambition affirmée est une augmentation de la production agricole grâce à l'utilisation plus intensive d'engrais et d'autres intrants agricoles. La conception et la mise en œuvre de la GOANA et du plan REVA entrent dans cette perspective.

Ces programmes soutiennent la diversification de l'agriculture sénégalaise et permettent de faciliter l'accès à la terre et aux financements à ceux qui veulent contribuer à l'amélioration des performances de l'agriculture sénégalaise. Ainsi, de manière déguisée, le Sénégal subventionne cette agriculture par des exonérations diverses, notamment l'acquisition de matériels agricoles, d'intrants. Cependant, le problème est que les ruraux véritables n'en bénéficient pas. Les paysans du Sine, de la Casamance ou de la Vallée du Fleuve Sénégal ne bénéficient pas de ces avantages accordés à ceux que l'on a appelé les « paysans du dimanche ».

Au contraire, ces paysans souffrent de la libéralisation de la politique de commercialisation et doivent faire face à des partenaires le plus souvent plus mus par la volonté de faire du profit que de la productivité. Par ailleurs, il faut noter la faiblesse de la politique de régulation, tant dans la production et la fixation des prix que dans l'importation. Il y a là des choix politiques forts qu'il faut effectuer et soutenir.

C'est la raison pour laquelle il faut saluer l'annonce, par le Ministre du commerce d'un cadre national de commercialisation des produits agricoles. Ce cadre vise à offrir un espace organique de suivi, d'analyse et de prise de décision sur toutes les questions liées à la commercialisation des produits agricoles, à promouvoir la concertation entre les différents acteurs intervenant dans la commercialisation des produits agricoles. Mais aussi, à identifier de façon permanente les difficultés dans le fonctionnement des marchés et leur trouver des solutions efficaces et rapides.

Par ailleurs, l'amélioration de la qualité des produits et le respect des normes sanitaires et des spécifications techniques demeurent une préoccupation importante. Pour Amadou Niang, Ministre du commerce : «L'amélioration de la qualité des produits locaux est une condition nécessaire pour la fidélisation des acheteurs, en premier lieu, le consommateur sénégalais qui, en raison du déficit d'image dont souffrent encore ces produits, a tendance à privilégier les produits importés qui jouissent d'une meilleure réputation. Or, l'expérience montre que la production locale est parfois de meilleure qualité»⁴⁸.

Analyse de la chaîne de valeur des deux principaux produits agricoles

Nous nous intéresserons d'une part à l'arachide et d'autre part au riz. Le premier est retenu en raison de son poids économique le second parce qu'il est le produit de base de l'alimentation sénégalaise.

Analyse de la filière arachidière

I. Structure du marché des producteurs

Nombre de producteurs

Il n'y a pas de statistiques exactes sur le nombre de producteurs d'arachide. Il est cependant possible d'avoir un chiffre approximatif sur le nombre de personnes intervenant dans cette culture. La culture de l'arachide permet à près de la moitié de la population de vivre (pas moins de 4.5 millions de personnes). Cela concerne ainsi environ 40% de la population sénégalaise.

Taille des exploitations agricoles

Les exploitations d'arachides sont généralement de petite taille en raison de leur caractère familiale et de la faiblesse de l'industrialisation. La moyenne de 2,5 ha par exploitation. Cependant, il existe de grandes exploitations mais elles sont marginales. Elles appartiennent souvent à des chefs religieux qui ont la capacité de mobiliser les ressources humaines nécessaires pour procéder aux récoltes.

Distribution des exploitations suivant leur taille

Les exploitations sont principalement basées dans le bassin arachidier. Cette zone, qui couvre le centre du pays regroupe les régions de Kaolack, de Fatick, de Diourbel, de Thiès, de Louga, une partie de la région de Tambacounda. Quelques exploitations sont recensées dans les autres régions du Sénégal.

Rôle des entreprises d'Etat

En fait d'entreprises d'Etat, il faut plutôt envisager les structures d'encadrement. En effet, la plupart des entreprises publiques qui intervenaient dans le secteur ont fait faillite et d'autres ont été privatisées. L'échec de ces entreprises a d'ailleurs été un des facteurs décisifs de la crise de la filière arachidière en raison de la difficulté des opérateurs privés à prendre correctement la relève. A ce titre, le démantèlement de la Société nationale de graines (Sonagraines), filiale à 100 % de la SONACOS, qui participait activement aux opérations de ramassage et de transport des arachides des champs des agriculteurs aux usines de traitement de la SONACOS a eu des conséquences désastreuses. En effet, la tentative de leur remplacement par des opérateurs privés stockeurs (OPS) a été un échec, notamment en 2002 où non seulement les OPS n'ont pas réussi à organiser l'acheminement des arachides à partir des lieux de production.

En outre, parmi les OPS qui ont assuré le ramassage des noix, certains ont réglé les agriculteurs en coupons, pas en espèce. De sorte que, des mois plus tard, de nombreux producteurs n'ont pas été payés. Aujourd'hui, des avancées ont été notées même s'il reste que la filière n'a pas été entièrement restructurée pour une meilleure efficacité.

Parmi les structures d'encadrement, il faut identifier l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole dont l'action consiste à développer de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée pour assurer une diversification et une amélioration des variétés végétales. Elle intervient également pour le développement du capital semencier.

Il y a également l'Agence nationale de conseil agricole et rural (ANCAR) dont la mission est le conseil et la formation. L'ANCAR intervient également dans le transfert de technologie et de techniques agricoles, l'information et la sensibilisation.

La régulation du secteur est confiée au Comité national interprofessionnel de l'arachide, qui a pour mission de fixer les prix au producteur et les règles du jeu. Mais, dans la réalité, il ne remplit pas cette mission en raison de la complexité de la filière et de l'intermédiation des OPS ainsi que des associations.

II. Structure de marché des fournisseurs d'inputs (amont de la chaîne)

Identification des principaux fournisseurs

Fournisseurs de semences

Pour l'arachide d'huilerie, une quantité de 53°453,750 tonnes de semences a été effectivement distribué en 2008 sur un objectif de 60°000 tonnes, soit un taux de réalisation de 89,09%.

En fin d'opération, 45 opérateurs semenciers et 2 huiliers ont effectivement participé au processus de cession de semences d'arachide d'appoint. Ce tonnage est réparti comme suit :

- SUNEOR : 23°127,525 tonnes
- NOVASEN : 2°983,650 tonnes
- Opérateurs privés semenciers : 27°342,575 tonnes.

La position dominante de SUNEOR est donc manifeste. Elle se traduit par la dépendance du secteur aux résultats et aux capacités de traitement de cette huilerie. Un autre élément important à relever est la place importante qu'occupent les OPS malgré les difficultés nées de leur intervention depuis la libéralisation de la filière arachidière.

Fournisseurs des fertilisants et produits phytosanitaires

Structure de marché

Le marché des fertilisants et produits phytosanitaires est entièrement libéralisé. Il faut cependant noter que la consommation locale d'engrais est relativement faible malgré la présence d'une industrie locale de production avec les Industries chimiques du Sénégal. Le marché se subdivise en deux secteurs : le secteur formel et le secteur informel.

Le secteur structuré de la fourniture de fertilisants est occupé par un nombre restreint d'intervenants. Il s'agit principalement de la SENCHIM⁴⁹ et de quelques autres structures dont la part de marché est marginale. Il s'agit principalement de TSE/Afrique, de SEPAC, d'AGROPHITEX, de Niayes Sarraut. Le secteur informel est plus difficile à présenter. Il est occupé par de petits commerçants locaux.

Rôle des entreprises publiques dans la fourniture des inputs agricoles

Le rôle des entreprises publiques dans la fourniture des intrants agricoles est très faible en raison de la libéralisation du secteur. L'entreprise publique qui intervient le plus est les ICS qui produisent les engrais. Par ailleurs, il faut noter l'installation, dans le cadre de chaque campagne agricole, de Commissions locales de vente d'intrants dans les sous-préfectures et les présidences de conseil rural.

Evaluation de la prévalence de pratiques anticoncurrentielles dans les marchés des inputs agricoles

Aucune pratique anticoncurrentielle n'a été identifiée. La raison peut en être trouvée dans le fait qu'il y a peu d'intervenants susceptibles de concurrencer la SENCHIM. En outre, dans le cadre de la GOANA, une politique d'agrément des fournisseurs d'engrais a été mise en œuvre par les pouvoirs publics.

III. Structure de marché des clients (aval de la chaîne)

Identification des principaux clients

Le Sénégal produit principalement de l'arachide d'huilerie. Dans cette filière de l'industrie agro-alimentaire, on retrouve principalement deux opérateurs : SUNEOR (anciennement SONACOS) et NOVASEN. Ces industries interviennent dans la transformation de l'arachide en huile. A côté, il existe de petites industries mais qui ont une production marginale. L'ensemble de ces opérateurs nationaux absorbe environ 75% de la production, le reste étant réservé à la consommation. 95% de l'huile produite par les huileries sénégalaises sont exportés.

Le caractère vivrier de la culture de l'arachide a favorisé le développement de circuits parallèles de distribution qui mobilisent une bonne partie de la production. Par ailleurs, depuis 2003, avec la mise en œuvre du programme complémentaire d'appui aux producteurs d'arachide (PROCAPA), des centrales d'achats sont installées.

SUNEOR S.A. est une entreprise privée. Elle est née de la privatisation de la SONACOS en 2005. L'entreprise est le géant de la filière, traitant environ 80% des graines d'arachide mises sur le marché. Elle produit 70% des huiles végétales consommées sur le

marché sénégalais et est le premier exportateur mondial d'huile d'arachide. Sa position dominante est donc incontestable.

NOVASEN est le deuxième intervenant important de la filière. Elle utilise 10% des graines produites. Le taux d'absorption du Complexe Agro-industriel de Touba est marginal.

Rôle des entreprises publiques en aval de la filière arachidière

Aucune entreprise publique n'intervient dans le secteur.

Evaluation de la prévalence de pratiques anticoncurrentielles

Entre les opérateurs industriels, il n'y a pas de pratique anticoncurrentielle relevée. C'est dire qu'il n'y a pas d'entente notée entre SUNEOR et la NOVASEN. Par contre, on a pu noter une aide publique de l'Etat au profit de ces deux entreprises en 2007 lorsqu'il a fallu subventionner les prix de l'huile. L'Etat du Sénégal a accordé la subvention uniquement aux entreprises qui intervenaient dans la filière arachidière, autrement dit uniquement aux entreprises qui raffinaient de l'arachide produite au Sénégal.

Au regard des prix pratiqués, il faut noter une certaine flexibilité qui parfois n'est pas justifiée par la structure du marché de la distribution mais par la faiblesse de la production arachidière. Le duopole de l'huilerie n'a pas nécessité une intervention de l'Etat pour interdire ou sanctionner des pratiques anticoncurrentielles. Il en est fondamentalement ainsi parce que les prix au producteur sont fixés par l'Etat lequel, selon les années décide ou non de subventionner ce prix.

Analyse de la filière rizicole

I. Structure de marché des producteurs

Le riz est principalement cultivé dans la vallée du Fleuve Sénégal, en Casamance et dans le bassin de l'Anambé. Comme pour l'arachide, il n'existe pas de chiffre exact sur le nombre de producteurs, ni sur la taille des exploitations. Cependant, en raison du coût des aménagements en matière d'irrigation dans la vallée du fleuve Sénégal, les exploitations ne sont pas très grandes. La riziculture irriguée a occupé 53 279 ha, soit moins de 10% de la surface totale cultivée. Ces rizières sont réparties entre la Vallée du Fleuve Sénégal (50 469 ha) et le Bassin de l'Anambé (2810 ha). La contribution de la riziculture irriguée est de 350 000 tonnes de riz paddy, soit 70% de la production nationale qui est de 500 000 tonnes en 2008. Pendant la campagne d'hivernage 2008, la riziculture pluviale a occupé 78 000 ha et contribué pour 150 000 tonnes de riz-paddy, soit 30% de la production nationale.

L'importance de ces coûts d'aménagement est telle que les coopératives jouent un rôle considérable dans la production du riz. Elles permettent notamment l'accès au financement auprès de la CNCAS et de disposer plus facilement d'un appui de la Société d'Aménagement et d'Exploitation du Delta du fleuve Sénégal. Par ailleurs, ces coopératives interviennent dans la transformation du riz par l'installation de décortiqueuses.

La SAED est l'entité étatique principale qui intervient dans la phase de production du riz. Cet établissement public est chargé du développement de l'agriculture irriguée. Il exerce une mission d'aménagement de surface irriguée et de conseil.

L'ISRA et l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO), devenue le Centre du riz pour l'Afrique, interviennent dans la recherche pour l'identification et l'amélioration des variétés.

L'élaboration de la stratégie de développement de la riziculture (SNDR) initiée dans le cadre de la Coalition africaine de développement de la riziculture (CARD) peut aider à améliorer l'organisation de la filière et sa productivité.

II. Structure de marché des fournisseurs d'inputs (amont de la chaîne)

Comme pour la filière arachidière, la filière rizicole est entièrement libéralisée en ce qui concerne la fourniture d'intrants et de semences. De fait, ce sont principalement les mêmes fournisseurs que l'on retrouve dans les mêmes configurations. Il faut cependant noter que les engrais sont subventionnés à 70% en contre saison chaude et 50% en saison des pluies. Les produits de protection sont également subventionnés à 50%.

III. Structure de marché des clients (aval de la chaîne)

Identification des principaux clients (industries agro- alimentaires, gouvernement, distributeurs locaux, distributeurs internationaux)

La libéralisation de la filière riz, avec la disparition du fonds de stabilisation des prix, a incité des prestataires de services privés à se positionner pour la transformation et la commercialisation du riz local. On a ainsi constaté l'installation de mini rizeries intervenant dans la décortication et l'emballage du riz. L'absence de professionnalisme et de capacités financières suffisantes a entraîné l'échec de ces mini rizeries. De fait, aujourd'hui ce sont les organisations paysannes qui s'occupent de la transformation et de la commercialisation de leur propre production. C'est

notamment le cas de la Fédération des périmètres autogérés (FPA). Il existe également de nombreux petits producteurs. Cependant, la modicité de leurs moyens ne leur permet que d'utiliser des décortiqueuses artisanales ou de louer les services des prestataires de services.

La commercialisation du riz local constitue toujours un véritable casse-tête à chaque campagne à cause de la concurrence déloyale des sous-produits de riz provenant des pays asiatiques importés à volonté. Le circuit de commercialisation n'est pas véritablement organisé. Le cadre de concertation que constitue le Comité Interprofessionnel de la filière RIZ est inefficace. De fait, diverses solutions sont envisagées pour améliorer la commercialisation du riz local. Ainsi, en 2000, la Fédération des groupements féminins du Sénégal s'était engagée à commercialiser le riz local, mais les résultats escomptés étaient loin d'être atteints.

Prévalence de pratiques anticoncurrentielles

Il existe des pratiques anticoncurrentielles dans la commercialisation du riz, notamment du riz importé. Ces pratiques concernent particulièrement des discriminations de prix et des refus de vente. Elles ont surtout lieu entre distributeurs et intermédiaires, entre les grands importateurs et les distributeurs. Mais, ces pratiques trouvent leurs sources dans les difficultés d'approvisionnement du pays en riz. De sorte que, ces pratiques ressemblent très souvent à une organisation de la pénurie.

Dans ce dernier cas de figure, il peut arriver que le gouvernement intervienne, en vertu des compétences que la loi n° 94-63 lui reconnaît, pour fixer des prix de vente aux consommateurs. Mais, cette fixation réglementaire ne peut dépasser une période de trois mois.

En conclusion de cette analyse du secteur agricole, il est possible de retenir qu'à l'heure actuelle, la libéralisation n'a pas eu les effets escomptés en terme d'amélioration du bien être des populations et de réduction de la pauvreté. En effet, malgré l'instauration d'un régime de liberté, il reste que la croissance du secteur est faible et les agriculteurs n'en tirent pas tous les avantages. Fondamentalement, la dépendance vis-à-vis d'une principale huilerie pour l'arachide et l'importation de riz ne favorise pas le développement des deux secteurs agricoles analysés. De ce point de vue, outre le renforcement de la concurrence dans l'huilerie, il faut favoriser le riz local pour lui garantir des débouchés au plan national. C'est à ce prix que la concurrence dans le secteur agricole pourra permettre l'amélioration du bien être de la population.

Conclusion générale

L'approche globale du droit de la concurrence au Sénégal permet de constater qu'il y a une nette évolution de la philosophie qui gouverne les différents instruments juridiques. Ainsi, si la Loi n°65-25 du 4 mars 1965 sur les prix et les infractions à la législation économique reposait sur une philosophie interventionniste économique de l'Etat du Sénégal, c'est-à-dire sa volonté de diriger l'économie, la loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique repose sur une philosophie purement libérale, marquant ainsi le retrait de l'Etat dans les activités de production et de distribution des biens et services. Aujourd'hui, la libéralisation de l'ensemble des secteurs de l'économie et leur ouverture à la concurrence ont conduit l'Etat sénégalais à ne plus jouer qu'un rôle de régulateur dans l'économie.

Les sources du droit de la concurrence sont, cependant, diverses. Cette diversité se manifeste à travers la coexistence des sources nationales et des sources communautaires et la détermination du droit applicable reste très délicate. La loi sénégalaise sur la concurrence vise la prohibition de certaines pratiques anticoncurrentielles qui peuvent revêtir un caractère collectif ou individuel. Les interdictions posées cherchent à garantir un objectif de liberté, de loyauté et de transparence dans le jeu de la concurrence. Toutefois, les pratiques anticoncurrentielles persistent au Sénégal malgré la prolifération des instruments qui les répriment et la création d'une Commission nationale de concurrence.

Au-delà de l'identification des différentes pratiques anticoncurrentielles les plus fréquentes au Sénégal, la recherche mise en œuvre a permis de dégager deux constats majeurs.

Le premier constat est une observation liée au caractère hétérogène de la politique et du droit de la concurrence. Celle-ci se décline en deux variantes :

- Une perception éclatée de la politique de la concurrence. En effet, elle est différemment vécue par les acteurs du secteur formel et du secteur informel. Si les uns sont orientés par les décisions des pouvoirs publics, les autres ont tendance à se référer aux pratiques *sui generis* secrétées par leur environnement socio-économique. Il en découle

une approche différenciée des questions de concurrence imposant un effort de partage des notions, des règles et des objectifs de la politique et du droit de la concurrence.

- Un encadrement normatif pluriel. Cette diversité aurait pu être source de richesse, si sa cohérence était de mise. Dans le cas présent, la disparité des normes s'accompagne d'une dispersion institutionnelle. Le chevauchement des compétences est une source d'insécurité juridique pour les opérateurs économiques et l'identification du droit applicable au contentieux concurrentiel une véritable équation. Dès lors, il est vital qu'une entreprise de mise en cohérence soit réalisée entre les différents régimes normatifs et les différentes instances de contrôle, tant nationales que communautaires.

Le second constat est une invite à l'amélioration du cadre actuel suivant les contraintes énoncées. Elle devrait prendre deux orientations :

- D'une part, une définition inclusive de la politique de concurrence susceptible de réunir le secteur formel et informel. Il s'agira de décliner des valeurs communes à tous les acteurs, qui transcendent les clivages institutionnels.
- D'autre part, une mise en cohérence des règles se rapportant à la concurrence dans le cadre communautaire et national. L'effort d'harmonisation devant se poursuivre dans la rationalisation des instances de régulation de la concurrence.

La politique et le droit de la concurrence peuvent apparaître, lorsqu'ils sont utilisés à bon escient, comme des outils pertinents pour la lutte contre la pauvreté que le Sénégal a entreprise. La multiplication des acteurs économiques et la diversification des opportunités doivent servir le consommateur sénégalais en favorisant l'innovation et la baisse des prix. De même, elles doivent contribuer à l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Car, il ne faut jamais perdre de vue que la concurrence n'est pas une fin en soi. Elle est un moyen de progrès économique et social.

Orientations bibliographiques

Législation sénégalaise

1. Loi n° 84-64 du 16 août 1984
2. Loi n° 96-03 portant code des télécommunications
3. Loi n° 94-67 du 22 août 1994 supprimant l'autorisation préalable à l'exercice de certaines activités économiques.
4. Loi n° 95-04 du 5 janvier 1995 portant modification du tableau des droits d'importation et d'exportation inscrits au tarif des douanes.
5. Loi n° 97-17 du 1er décembre 1997 portant Code du Travail
6. Loi n° 2007 - 13 du 19 février 2007 autorisant la création d'une société anonyme à participation publique majoritaire dénommée « APIX- SA »
7. Loi n° 2006-04 du 4 janvier 2006 portant création du Conseil National de la Régulation de l'Audiovisuel, JO n° 6269 du 18 mars 2006
8. Loi n° 2006-02 modifiant la loi n° 2001-15 du 27 décembre 2001 portant code des Télécommunications
9. Loi n° 2004-14 du 1er mars 2004 instituant le conseil des infrastructures, JO n° 6155 du 3 avril 2004
10. Loi n° 2004-13 du 1er mars 2004 relative aux contrats de Construction Exploitation Transfert d'infrastructures, JO n° 6155 du 3 avril 2004
11. Loi n° 2004-06 du 6 février 2004 portant code des investissements, JO n° 6152 du 13 mars 2004
12. Loi n° 2002-23 du 4 septembre 2002 portant cadre de régulation pour les entreprises concessionnaires de services publics, JO n° 6079 du 28 décembre 2002
13. Loi n° 2001-15 du 27 Décembre 2001 portant Code des Télécommunications, JO n° 6030 du 16 février 2002
14. Loi n° 95-05 du 05 janvier 1995 modifiant l'annexe de la loi 87-23 du 18 Août 1987 sur la privatisation
15. Loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique, JO du 27 août 1994
16. Loi n° 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique
17. Loi n° 87-23 du 17 Août 1987 portant privatisation d'entreprises.
18. Décret n° 2007 - 546 du 25-04-2007 portant organisation et fonctionnement de l'autorité de régulation des marchés publics, JO n° 6349 du 2 juin 2007
19. Décret n° 2007 - 545 du 25 Avril 2005 portant Code des Marchés Publics, JO n° 6349 du 2 juin 2007
20. Décret n° 98-333 du 21 avril 1998 portant organisation et fonctionnement de la commission de régulation du secteur de l'électricité
21. Décret n° 89-179 modifiant le décret n° 88-233 du 4 mars 1988 fixant les conditions d'appel à la concurrence en matière de cession des titres de l'État dans les entreprises à privatiser
22. Décret n° 88-233 du 4 mars 1988 fixant les conditions d'appel à la concurrence en matière de cession des titres de l'État dans les entreprises publiques à privatiser.
23. Décret n° 88-232 du 4 mars 1988 portant organisation de la procédure d'offre publique de vente en matière de cession des titres de l'État.
24. Décret n° 87-1477 du 27 novembre 1987 portant attributions de la Délégation à la Réforme du Secteur parapublic.
25. Décret n° 87-1476 du 27 novembre 1987 portant organisation et fonctionnement de la Commission Spéciale du Suivi du Désengagement de l'État
26. Décret n° 87-1475 du 27 novembre 1987 portant organisation du Comité Consultatif du Secteur Parapublic
27. Décret n° 82-093 du 24 février 1982

Textes Communautaires

1. Traité modifié de l'union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)
2. Règlement N° 1/96/CM/UEMOA du 05 juillet 1996
3. Règlement n°2/2002/CM/UEMOA relatif aux pratiques anticoncurrentielles à l'intérieur de l'Union Economique Et Monétaire Ouest Africaine
4. Règlement n° 3/2002/CM/UEMOA relatif aux procédures applicables aux ententes et abus de position dominante à l'intérieur de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
5. Règlement n° 4/2002/CM/UEMOA relatif aux aides d'Etat à l'intérieur de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine et aux modalités d'application de l'article 88 (c) du Traité

6. Directive n° 01/2002/CM/UEMOA relative à la transparence des relations financières d'une part entre les Etats membres et les entreprises publiques et d'autre part entre les états membres et les organisations internationales ou étrangères
7. Directive n° 02/2002/CM/UEMOA relative à la coopération entre la Commission et les Structures Nationales de Concurrence des Etats membres pour l'application des articles 88, 89 et 90 du traité de l'UEMOA

Ouvrages et rapports

1. « La politique industrielle commune de l'UEMOA », Source UEMOA, janvier 2000.
2. « Le marché du riz sénégalais », agriculture & développement rural, 1/2006, http://www.rural21.com/uploads/media/ELR_franz_23-26.pdf
3. Affaire Air France, Décision N° 02- D- 02 du 16 janvier 2003
4. agriculture & développement rural 1/2006, http://www.rural21.com/uploads/media/ELR_franz_23-26.pdf
5. Agro-Ind 2002, UE-Afrique de l'Ouest, Diagnostic stratégique des filières agro industrielles, Rapport Sénégal, juin 2002
6. ALEXANDRENNE Louis, « Libéralisation de l'Economie Sénégalaise : Enjeux, Limites, Finalités », La Revue du Conseil Economique et Social, N° 2, Février-Avril 1997,
7. BAKHOUM Mor, L'articulation du droit communautaire et des droits nationaux de la concurrence dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, Editions Stampfli (Berne) et Bruylant (Thèse Bruxelles 2006).
8. BARRY M. A. « Sénégal, l'Etat se désengage », in Jeune Afrique Economique, n°141, mars 1991.
9. BELIERES J.F., HAVARD M., Le GAL P.Y., 1993. In : Cuevas C. (ed.), Benoit-Cattin Michel (ed.). Finance et développement rural en Afrique de l'Ouest : actes du XIIe séminaire d'économie rurale, 21-25 octobre 1991, Ouagadougou, Burkina Faso. Montpellier : CIRAD-MES, p.179-191. Séminaire d'économie rurale. 12, 1991-10-21/1991-10-25, (Ouagadougou, Burkina).
10. Cellule d'Appui à l'environnement des Entreprises, « Libéralisation de l'économie : les fondements et les instruments juridiques », 1995.
11. CIA World factbook, mai 2008
12. CJCE, 16 mai 2000, France c/Ladbroke, aff. C-683/98, Rec. I, p. 3271.
13. DIAGNE Abdoulaye, DAFE Gaye, (eds), Le Sénégal en quête d'une croissance durable, Karthala, 2002
14. DIALLO Mamadou Lamine, Le Sénégal, un lion économique ? : Essai sur la compétitivité d'un pays du Sahel, Karthala, 2004
15. DIAWARA Mouhamadou, « Les relations entre la politique et le droit de la concurrence et les subventions. Communication du Sénégal », Septième session du Groupe Intergouvernemental d'Experts du Droit et de la Politique de la Concurrence de la CNUCED, Genève, 30 octobre - 2 novembre 2006.
16. DIAWARA Mouhamadou, « Syndicat des agences de voyages et de tourisme du Sénégal (SAVTS) cf. la compagnie AIR France », Forum mondial sur la concurrence, 2005
17. DIAWARA Mouhamadou, « Le rôle du pouvoir judiciaire dans l'application du droit de la concurrence », Communication du Sénégal, Séminaire pour les autorités francophones de la concurrence, Paris, novembre 2006
18. DIOUF M., DIOP M. C., BRIAN D. et O'BRIEN C. « La construction de l'Etat au Sénégal », Karthala, 2002.
19. FAYE Dialigué, « Commercialisation des produits agricoles : Le gouvernement veut créer un cadre national », Lequotidien.sn, 1 octobre 2009
20. GAYE Djiby Mbodj, Le marché des télécommunications au Sénégal: analyse économique, Mémoire de Maitrise, Sciences économiques et gestion, Université Gaston Berger de Saint LUOIS (Sénégal), 2004
21. GBAYA El H. Daouda L., « Concurrence et le contentieux économique : Momar Ndao demande la modification de la loi 94-63 », Le Quotidien, 05-11-2008
22. <http://www.casafree.com/modules/news/article.php?storyid=18957>
23. <http://www.regulation-afrique.org/spip.php?article70>
24. http://www.wto.org/French/tratop_f/tariffs_f/tariff_profiles_f/sen_f.pdf
25. http://www.wto.org/French/tratop_f/tariffs_f/tariff_profiles_f/sen_f.pdf
26. Institut du Sahel : Programme majeur Population/ Développement- 1960-2000, Ministère de l'Economie et des Finances, DAPS.
27. ISSA-SAYEGH Joseph et SAWADOGO Filiga Michel, « La compétence exclusive de l'UEMOA en matière d'ententes illicites, abus de position dominante et aides publiques aux entreprises », Note sous Cour de justice de l'UEMOA, avis n° 3/2000 du 27 juin 2000 - Voir Ohadata J-02-32).
28. JAE du 13 avril au 3 mai 1998, p. 30.
29. Jeune Afrique, 2 novembre 2006
30. KI-ZERBO Joseph, La natte des autres : pour un développement endogène en Afrique, Actes du colloque du Centre de Recherche pour le Développement Endogène (C.R.D.E.)- Bamako, 1989, Paris, Karthala.
31. L'arachide au Sénégal, un moteur en panne, Karthala, 1999

32. LACHAUD J. P. « Le désengagement de l'Etat et les ajustements sur le marché du travail en Afrique francophone », Genève, I.I.E.S., 1989.
33. Le Matin, n° 926, semaine du 8-11 novembre 2008
34. Le Populaire, 8 décembre 2008.
35. Le Soir, 31 octobre 2008
36. Le Soleil, « Diffusion de matches de la CAN : La Rts et Walf Tv seront départagés par le juge aujourd'hui », 25 janvier 2008
37. Le Soleil, « Les télécentres sénégalais en difficulté », 10 octobre 2001
38. Le Soleil, 23 novembre 20002
39. Le Témoin, «Hausse exagérée des prix et fraude sur l'importation », 16 juillet 2007
40. Les finalités du droit et de la politique de la concurrence et la structure optimale d'une autorité chargée de la concurrence – Sénégal, 2003
41. MARFAING Laurence et SOW Mariam, Les opérateurs économiques au Sénégal. Entre le formel et l'informel (1930-1996), Karthala, 1999
42. Mémoire économique sur le Sénégal, Banque mondiale, Washington, novembre 1984.
43. MENDY Toumany, Sénégal. Politiques publiques et Engagement politique, L'Harmattan, 2008
44. Ministère de l'Economie et des Finances .Agence Nationale de statistique et de la démographie.2006
45. NDIAYE El Hadji Madia, « Bassin arachidier : Plaidoyer pour la relance de la filière-arachide », Le Soleil, 28 janv. 2009
46. Ndoye Magatte, L'exemple sénégalais, Séminaire CNUCED/UNECE sur le renforcement des organismes nationaux et régionaux de facilitation de commerce
47. NDOYE Magatte, L'exemple sénégalais, Séminaire CNUCED/UNECE sur le renforcement des organismes nationaux et régionaux de facilitation de commerce
48. NGOM Mbissane, Droit et intégration économique dans l'espace UEMOA : l'exemple de la régulation de la concurrence, Thèse doctorat d'Etat, Université Gaston Berger, juin 2007
49. NIANG Amadou Diagne, « Riz local : La mévente menace la filière dans Podor », Le Soleil, 28 janv. 2009
50. Rapport annuel ARTP 2006, pp. 50-51.
51. Rapport annuel ARTP 2006, pp. 50-51.
52. République du Sénégal : Ministère de l'Economie et des Finances, DPS/ Enquête sur l'accès aux services sociaux de base en zone rurale (dans l'ensemble des départements du Sénégal sauf ceux de Dakar et Pikine qui sont en zone urbaine) –, avril 2000
53. République du Sénégal : Ministère de l'Economie et des Finances, « Situation économique et sociale du Sénégal », Rapports Agence Nationale de Statistiques et de la Démographie, Editions 2005, 2006, 2007
54. République du Sénégal, Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté, 2002
55. SAKHO Abdoulaye, « Observations sur le projet de loi communautaire de la concurrence », Journée "d'informations et d'échanges sur le projet de loi communautaire de la concurrence dans l'UEMOA", Ministre des PME et du Commerce et Conseil National du Patronat du Sénégal, Dakar, 19 février 2002.
56. SAMB Djibril «Aspects juridiques de la privatisation au Sénégal », http://www.agoramed.org/article_detail.php?id=23
57. SAMB Djibril «Aspects juridiques de la privatisation au Sénégal », http://www.agoramed.org/article_detail.php?id=23
58. SECK Tom A. « La Banque mondiale et l'Afrique de l'Ouest, l'exemple du Sénégal », Editions Publisud, 1997, Paris, p.2.
59. SENE J. B., « Régulation de la concurrence : La Commission plaide pour un renforcement de ses moyens », Le Soleil, 2004
60. SHIRLEY M. "The reform of state-owned enterprises: lesson from world Bank lending policy", in Research series, n° 4, Washington D.C.,1989, The World Bank.
61. SILLA Matar, « Au-delà du conflit Rts/Walf Tv : Les enjeux de la régulation de l'audiovisuel », Wal Fadjri, 31 janvier 2008
62. Voir le rapport 2008 de la Commission de l'UEMOA sur l'état de l'Union : uemoa.int
63. Wal Fadjri, « Sénégal: Sucre - La CSS ne peut s'aligner sur le prix du kg vendu 250 ou 300 francs, selon son directeur », 30 juin 2009
64. Wal Fadjri, « Sénégal: Les gérants de télécentres dénoncent le diktat de Sonatel », 5 juin 2009
65. www.pressafrik.com, 05 Juillet 2009, « Les imams organisent la révolte contre la SENELEC et l'Etat »

Notes

- 1 Tom A. Seck « La Banque mondiale et l'Afrique de l'Ouest, l'exemple du Sénégal », Editions Publisud, 1997, Paris, p.2.
- 2 Mémoire économique sur le Sénégal, Banque mondiale, Washington, novembre 1984.
- 3 agriculture & développement rural 1/2006, http://www.rural21.com/uploads/media/ELR_franz_23-26.pdf
- 4 Ministère de l'Economie et des Finances .Agence Nationale de statistique et de la démographie.2006
- 5 « La politique industrielle commune de l'UEMOA », Source UEMOA, janvier 2000.
- 6 M. Shirley "The reform of state-owned enterprises: lesson from world Bank lending policy", in Research series, n°4, Washington D.C., 1989, The World Bank.
- 7 Barry M. A. « Sénégal, l'Etat se désengage », in Jeune Afrique Economique, n°141, mars 1991.
- 8 Voir Djibril SAMB « Aspects juridiques de la privatisation au Sénégal », http://www.agoramed.org/article_detail.php?id=23
- 9 Loi n°87-43 du 28 décembre 1987
- 10 Rapport annuel ARTP 2006, pp. 50-51.
- 11 Lachaud J. P. « Le désengagement de l'Etat et les ajustements sur le marché du travail en Afrique francophone », Genève, I.I.E.S., 1989.
- 12 Celui de 2008 est disponible à l'adresse suivante http://www.wto.org/French/tratop_f/tariffs_f/tariff_profiles_f/sen_f.pdf
- 13 Magatte NDoye, L'exemple sénégalais, Séminaire CNUCED/UNECE sur le renforcement des organismes nationaux et régionaux de facilitation de commerce
- 14 Voir JAE du 13 avril au 3 mai 1998, p. 30. Il faut tenir compte des objectifs des institutions de Bretton Woods « stabiliser l'environnement macroéconomique, stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté, accroître la transparence du régime des incitations, améliorer l'efficacité de l'allocation des incitations, créer des conditions plus favorables au développement du secteur privé, renforcer les institutions et la capacité d'analyse décisionnelle).
- 15 Voir exposé des motifs de la Loi n°95-04 du 5 janvier 1995 portant modification du tableau des droits d'importation et d'exportation inscrits au tarif des douanes.
- 16 Dans l'exposé des motifs, il est précisé que « ces assises ont retenu le déphasage entre l'évolution du tissu économique et son environnement juridique qu'il faut améliorer ».
- 17 Le Décret n°82-093 du 24 février 1982 par exemple fixe de manière quasi autoritaire la vente à tempérament pour les meubles corporels. Même si on peut y déceler le souci de protéger les « consommateurs » et plus globalement le crédit, les autorités administratives règlent les conditions des contrats jusque dans les moindres détails. L'interventionnisme domine encore, bien que les politiques d'ajustements structurels commencent à se mettre en place.
- 18 Voir l'exposé des motifs de la loi n°94-67 du 22 août 1994 supprimant l'autorisation préalable à l'exercice de certaines activités économiques. Même si dans la loi, le législateur national apporte une précision pour certaines professions qui en raison de leur technicité méritent une attention particulière afin de préserver l'intérêt général. Il en est ainsi, des professions de la publicité.
- 19 Dans son discours de politique générale prononcé devant l'Assemblée Nationale le 17 décembre 2007, le Premier Ministre avait souligné la volonté du gouvernement « de la mise en place des conditions favorables à l'émergence d'un espace de compétitivité propice à la promotion de l'investissement privé et à la création massive d'emplois durables ». Même si le vocable de « concurrence » n'apparaît plus clairement dans le discours politique officiel, l'on ne saurait occulter son intégration dans le paradigme officiel de « compétitivité économique ».
- 20 Voir la Cellule d'Appui à l'environnement des Entreprises, notamment le document intitulé « Libéralisation de l'économie : les fondements et les instruments juridiques », 1995.

- 21 Dans cet ordre d'idées, l'article 23 de la loi de 1994 dispose qu' « il est fait obligation à tout opérateur économique de respecter les règles du libre jeu de la concurrence afin que celle-ci soit saine et loyale.
- Sont donc considérées comme des infractions toutes pratiques tendant à faire obstacle sous diverses formes à l'évolution positive des lois du marché.
- Les pratiques dites anticoncurrentielles peuvent revêtir un caractère individuel ou collectif tel que défini par les dispositions ci-après ».
- 22 L'article 24 de la Loi de 1994 sur la concurrence énumère un ensemble de pratiques allant dans ce sens « Sont prohibées, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires particulières, toute action, convention, coalition, entente expresse ou tacite sous quelque forme et pour quelque motif que ce soit, ayant pour objet ou pouvant avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le libre jeu de la concurrence, notamment celles:
- faisant obstacle à l'abaissement des prix de revient, de vente ou de revente;
 - favorisant la hausse ou la baisse artificielle des prix;
 - entravant le progrès technique;
- limitant l'exercice de la libre concurrence.
- 23 Art.3.- Ententes anticoncurrentielles Sont incompatibles avec le Marché Commun et interdits, tous accords entre entreprises, décisions d'associations d'entreprises et pratiques concertées entre entreprises, ayant pour objet ou pour effet de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur de l'Union.
- 24 Affaire Air France, Décision N° 02- D- 02 du 16 janvier 2003
- 25 A Decocq et G. Decocq, op. cit., p. 475
- 26 CJCE, 16 mai 2000, France c/Ladbroke, aff. C-683/98, Rec. I, p. 3271.
- 27 Art. 28 : 11 est interdit à tout producteur, commerçant, industriel isolé ou en groupe, de pratiquer des conditions discriminatoires de vente qui ne sont pas justifiées par des différences de prix de revient de la fourniture ou du service. Et aussi l'Art. 29 : 11 est interdit à tout producteur, commerçant, industriel, de conférer, maintenir ou imposer un caractère minimum aux prix des produits des prestations de services ou aux marges commerciales, soit au moyen de tarifs ou barème, soit en vertu de pratiques collectives ou individuelles, qu'elle qu'en soit la nature ou la forme.
- 28 Art. 9 : La commission de la concurrence connaît de toutes les affaires relatives aux pratiques anticoncurrentielles définies dans la présente loi.
- De même elle est obligatoirement consultée par le Gouvernement sur tout projet de texte réglementaire instituant un régime nouveau ayant directement pour effet :
- 1° - de soumettre l'exercice d'une profession ou l'accès à un marché à des restrictions ;
 - 2° - d'imposer des pratiques uniformes en matière de prix ou de conditions de vente.
- 29 Article 31 : Recours juridictionnels
- La Cour de Justice de l'UEMOA apprécie la légalité des décisions prises par la Commission en vertu du présent règlement dans les conditions prévues au Protocole Additionnel N°1 relatif aux Organes de contrôle de l'Union.
- En vertu de l'article 8 du Protocole précité, le recours en appréciation de la légalité est ouvert aux Etats membres et au Conseil. Ce recours est également ouvert à toute personne physique ou morale contre tout acte lui faisant grief.
- Conformément aux dispositions de l'article 15 alinéa 3 du Règlement N° 1/96/CM/UEMOA du 05 juillet 1996, la Cour de Justice statue, avec compétence de pleine juridiction, sur les recours intentés contre les décisions par lesquelles la Commission fixe une amende ou une astreinte. Elle peut modifier ou annuler les décisions prises, réduire ou augmenter le montant des amendes et des astreintes ou imposer des obligations particulières.
- 30 <http://www.regulation-afrique.org/spip.php?article70>
- 31 Voir le rapport 2008 de la Commission de l'UEMOA sur l'état de l'Union : uemoa.int
- 32 M. Mouhamadou DIAWARA « Actes du séminaire francophone sur la concurrence », AHJUCAF, 2006.
- 33 M. Diouf, M. C. Diop, D. Brian et C. O'Brien « La construction de l'Etat au Sénégal », Karthala, 2002.
- 34 L. Marfaing, M. Sow « Les opérateurs économiques au Sénégal », Karthala, 1999.
- 35 Wal Fadji, « Sénégal: Les gérants de télécentres dénoncent le diktat de Sonatel », 5 juin 2009
- 36 Le Soleil, « Les télécentres sénégalais en difficulté », 10 octobre 2001
- 37 Wal Fadji, Matar SILLA, « Au-delà du conflit Rts/Walf Tv : Les enjeux de la régulation de l'audiovisuel », 31 janvier 2008

- 38 Le Soleil, « Diffusion de matches de la CAN : La Rts et Walf Tv seront départagés par le juge aujourd'hui », 25 janvier 2008
- 39 Le Populaire, 8 décembre 2008.
- 40 Le Soleil, 23 novembre 20002
- 41 Diawara, op. cit.
- 42 Le Soir, 31 octobre 2008
- 43 Wal Fadjri, « Sénégal: Sucre - La CSS ne peut s'aligner sur le prix du kg vendu 250 ou 300 francs, selon son directeur », 30 juin 2009
- 44 Laurence Marfaing, Mariam Sow, Les opérateurs économiques au Sénégal, Karthala, 1999 - 290 pages
- 45 Le Témoin, «Hausse exagérée des prix et fraude sur l'importation », 16 juillet 2007 : « les industriels du lait et autres importateurs tiennent aujourd'hui le pays en lui imposant leurs propres prix. Une situation qui a connu une aggravation inquiétante après l'alternance survenue en 2000. Car, de 1998 à 1999, le sachet de lait en poudre de 1000 g, par exemple, se vendait entre 750 fcfa et 900 fcfa. De nos jours, ce même sachet de «Baralait» coûte 1.400 fcfa, celui de lait «Jaboot» 1.500 fcfa, le «Vitalait» 1.500 fcfa, le «Laicran» 1.750 fcfa, le «Roilait» 1.500 fcfa, «Halib» 1.500 fcfa etc... Même le prix du lait et de la crème de lait concentré ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants comme «Bonnet Bleu», «Daraal» et compagnons de rayons ont connu des hausses exagérées de 1500 fcfa alors qu'il y a quelque trois semaines seulement, ces pots ne coûtaient que 1.100 fcfa ».
- 46 www.pressafrik.com, 05 Juillet 2009, « Les imams organisent la révolte contre la Sénélec et l'Etat »
- 47 Agro-Ind 2002, UE-Afrique de l'Ouest, Diagnostic stratégique des filières agro industrielles, Rapport Sénégal, juin 2002
- 48 Dialigué Faye, « Commercialisation des produits agricoles : Le gouvernement veut créer un cadre national », www.lequotidien.sn, 1 octobre 2009
- 49 Senchim, entreprise leader du secteur est une filiale des Industries Chimiques du Sénégal.

Chapitre 5

L'état de la concurrence au Togo

Résumé exécutif

Introduction

L'Association togolaise des consommateurs (ATC) et Consumer Unity & Trust Society (CUTS International), sont en partenariat depuis juin 2008 au Togo autour du projet 7up 4 intitulé « Vers des régimes de concurrence efficients dans des pays d'Afrique de l'Ouest ». Les activités du projet 7Up4 de CUTS, ont permis à l'ATC de développer ses capacités de recherche et de mener sur le terrain la collecte de données dans le cadre de la recherche sur la politique de concurrence. Ce travail de collaboration et de recherches sur le terrain, a permis de parvenir à une version finale du Rapport principal pays (RPP) dont les principaux résultats contribueront à la vulgarisation des dispositions pratiques de la loi et du droit de la concurrence au Togo. Le présent résumé donne une vision globale des questions traitées.

Constats, analyses et recommandations

Politiques économiques et sociales en rapport avec la concurrence

Les programmes d'ajustements structurels et plans de lutte contre la pauvreté

Le gouvernement togolais, depuis 1966 et sur la base de quatre plans quinquennaux, s'est fixé à l'horizon 1985, l'objectif de réaliser son décollage économique et social. A cause des projets d'investissements surdimensionnés, très coûteux, mal adaptés, les dérapages des dépenses publiques ont engendré de lourds déficits budgétaires. Afin de faire face à cette situation insoutenable, le Togo a mis en œuvre quatre (4) programmes d'Ajustement Structurel négociés avec la Banque Mondiale entre 1983 et 1994 et un cinquième dénommé PARE (Programme d'Ajustement et de Relance Economique) en 1995. Chacun de ces programmes se sont attaqués à des problèmes économiques et financiers spécifiques.

Toutefois, les conséquences de l'application des PAS ont eu des impacts négatifs sur l'emploi : Licenciements, blocage des avancements, chômage, font désormais partie des réalités quotidiennes du monde du travail.

Politique agricole

La place qu'occupe le secteur agricole dans l'économie togolaise est prépondérante. C'est pourquoi le gouvernement du Togo a procédé à la relecture de sa Note de Politique Agricole. La Note de Politique Agricole qui a été validée en 2006 de manière participative par tous les acteurs socio-économiques du pays, constitue le cadre actuel d'intervention des partenaires en développement.

Les objectifs du cadre d'intervention en agriculture couvrant la période 2007-2011 consistent à intensifier et à diversifier la production agricole afin de renforcer la sécurité alimentaire et améliorer l'équilibre nutritionnel. A terme, la mise en œuvre de cet axe de priorité permettra des substitutions aux importations et l'accroissement des exportations. Cette politique vise à accroître les revenus des populations afin de réduire la pauvreté.

Le secteur agricole a été substantiellement libéralisé et les contrôles des prix ont été abolis sur la plupart des produits. Cette libéralisation a favorisé l'arrivée des exportateurs privés dans les filières comme le café et le cacao. Dans le secteur du coton, qui représente plus de 60 % du total des exportations agricoles, des réformes sont en cours pour restructurer la SOTOCO (Société Togolaise du Coton).

Politique industrielle

L'industrie togolaise se limite actuellement au secteur manufacturier qui est relativement récent. Les unités industrielles sont, pour la plupart des agro-industries auxquelles s'ajoutent les chaînes d'extraction de phosphates, de production et de broyage de clinker.

Pour conforter la relance de l'économie, l'accent est mis sur les actions prioritaires portant sur : le renforcement et la performance des guichets uniques (Centre de formalités des entreprises (CFE) de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT) et du Port Autonome de Lomé (PAL), l'aménagement et l'équipement des infrastructures industrielles offrant un cadre d'accueil aux investisseurs, la mise en place d'un cadre réglementaire incitatif, le renforcement du système d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et l'adoption prochaine d'un code incitatif des investissements en attendant l'élaboration et la mise en œuvre du code communautaire des investissements des pays de l'UEMOA.

Le Togo a axé sa politique industrielle sur le développement de la zone franche industrielle pour l'exportation. Mise en place depuis 1990, à partir de 2004, elle compte 63 entreprises en activité. Le montant total de ses investissements cumulés était à concurrence de 83,8 milliards F CFA. Les exportations en 2004 ont atteint 97 milliards FCFA.

Politique commerciale

La politique commerciale du Togo a pour objectifs de libéraliser les échanges intérieurs et extérieurs de manière à améliorer la compétitivité des entreprises industrielles, commerciales et de services et d'éliminer les distorsions sur le marché intérieur, de rationaliser les dispositifs des incitations industrielles afin de promouvoir les activités à haute valeur ajoutée et davantage tournées vers les marchés extérieurs et de libéraliser le marché du travail en introduisant plus de souplesse dans les procédures d'embauche, de licenciement et dans la détermination de salaires (le Code du travail a été retouché dans ce sens en 2006).

En plus, le pays applique les règles adoptées au niveau international ou sous-régional dans le cadre des conventions internationales en matière de commerce et d'échanges. Il a adhéré à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) le 31 Mai 1995. Il fait aussi partie de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Le traité de l'UEMOA a été signé le 11 janvier 1994 par les pays membres de l'UEMOA dont le Togo. Le traité vise à créer une union économique à travers l'organisation de la convergence des politiques macro-économiques, sectorielles et l'harmonisation des législations fiscales.

Politique en matière de marchés publics

Le Togo n'est pas signataire de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics issu du Cycle d'Uruguay. Les procédures de passation de marchés publics sont définies par le code promulgué en 1993 et par le décret 94-039/PR du 10 juin 1994. L'administration du Code des marchés publics est de la compétence de la Commission nationale des marchés.

Les marchés publics de la République togolaise sont régis par l'Ordonnance n°93-006 du 4 août 1993 portant code des marchés publics, et les décrets n° 94-039/PR et 97-003/PR qui fixent les seuils d'application de la législation. La législation en vigueur ne répond pas aux exigences de forme généralement requises en matière de réglementation des marchés publics nationaux et internationaux. C'est pour cette raison que le gouvernement togolais s'est engagé après la revue des marchés publics de mars 2008, à réformer le système actuel. Ainsi en juin 2009, l'Assemblée Nationale réunie en séance plénière a adopté à l'unanimité des députés présents, la Loi relative aux marchés publics et délégation de service public. Cette loi apporte les améliorations qui doivent permettre aux partenaires au développement de créer les conditions nécessaires, en matière de passation des marchés publics, par l'utilisation plus efficace et transparente des ressources financières de l'Etat. Ce texte a pour objet de doter le secteur des marchés publics d'un nouveau cadre juridique et institutionnel conforme aux directives de l'UEMOA et suivant les normes de références de qualité définies par l'OCDE/CAD en matière de passation de marchés.

Politique du travail

Un nouveau Code du travail a été adopté en décembre 2006, supprimant plusieurs lacunes du Code de 1974. Le Code du travail de 1974 empêchait les travailleurs étrangers d'exercer des fonctions de direction au sein des syndicats, alors que le nouveau Code permet aux travailleurs migrants d'occuper de tels postes pour autant qu'ils soient établis légalement dans le pays. En outre, ce nouveau Code stipule spécifiquement qu'une personne peut adhérer à un syndicat sans la permission expresse de son conjoint, ce qui en réalité améliore le droit des femmes à se syndicaliser. La protection des représentants syndicaux est renforcée moyennant la disposition selon laquelle leur licenciement doit être approuvé par l'inspection du travail.

A l'heure actuelle, aucune disposition ne protège les grévistes contre des actes de représailles de la part des employeurs. En théorie, le droit à la négociation collective existe, mais ce droit se limite à un accord unique qui doit être négocié à l'échelon national et doit obtenir l'aval des représentants du gouvernement ainsi que des syndicats et des employeurs. L'étude recommande donc l'adoption des dispositions législatives pour assurer la protection des grévistes et garantir pleinement le droit de grève.

Politique de la protection des consommateurs

La Loi N°99-011 portant organisation de la concurrence au Togo, adoptée en 1999, prévoit une protection et une sécurité pour les consommateurs. Promulguée le 28 décembre 1999 par le Président de la République après son adoption par l'Assemblée Nationale, cette loi permet dans son application de sécuriser les droits et devoirs des consommateurs.

En plus, deux décrets ont été adoptés pour faciliter son application. Le décret N° 2001-207/PR, qui fixe les modalités d'application de la loi et le décret N° 2001-208/PR, qui porte composition et fonctionnement de la commission nationale de la concurrence et de la consommation.

La Commission nationale de la concurrence et de la consommation (CNCC) a été mise en place, mais les moyens opérationnels manquent. La CNCC ne dispose pas de bureaux ni d'équipements et elle ne s'est pas vue attribuer de budget de fonctionnement. L'article 75 de la dite loi abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celle de l'Ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution

Dans le but de renforcer la politique de protection des consommateurs, l'étude recommande l'adoption des dispositions favorisant une grande protection des droits des consommateurs et le fonctionnement des organismes dédiés au règlement des problèmes de consommation. Dans ce sens, il est suggéré que des moyens soient donnés à la Commission nationale de la concurrence et de la consommation (CNCC) pour la rendre opérationnelle.

Politique de la concurrence au Togo

La politique de la concurrence est déployée par le gouvernement togolais dans le cadre de sa politique globale de développement. Dans le cadre de la bonne gouvernance et du développement du commerce au Togo conformément aux règles internationales, les autorités ont voté des lois et réglementations en vue de faire pratiquer le jeu de la concurrence afin d'accroître l'efficacité économique. La Loi N°99-011 portant d'organisation de la concurrence au Togo du 27 décembre 1999 vient compléter le reste des dispositifs. Elle vise à renforcer la compétitivité des activités économiques dans un marché ouvert, concurrentiel, et d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé, organiser la concurrence au Togo, instaurer la transparence du marché, lutter contre les pratiques restrictives de la concurrence, et assurer la sécurité du consommateur.

Avec l'édiction des règles de concurrence de l'UEMOA, se réalise dans chacun de ces pays une coexistence d'un droit national et d'un droit communautaire de la concurrence issu de l'UEMOA. Le Togo a adopté le schéma régional d'harmonisation des activités de normalisation, de certification d'accréditation et de la métrologie mis en place par l'UEMOA en septembre 2005 et entré en vigueur depuis janvier 2006. A côté du droit communautaire de la concurrence de l'UEMOA, il subsiste aussi d'autres droits de la concurrence actuellement ou éventuellement applicables au sein de cet espace communautaire, dont principalement les droits des différents États membres de l'UEMOA et certains droits «transnationaux» (droits qui émanent de plusieurs États et dont les champs d'application dépassent le cadre d'un seul pays), qu'il s'agisse de ceux émanant d'organisations d'intégration régionale ou d'harmonisation juridique que sont en particulier l'OHADA et la CEDEAO ou, dans une certaine mesure, de ceux provenant de l'OMC et de la CNUCED

En vue d'assurer le bon fonctionnement de la CNCC, l'étude recommande qu'une réforme de la loi soit entreprise en vue de la donner plus de moyens et un rôle prépondérant à la CNCC. Cette commission devra être indépendante et ne plus être placée sous la tutelle du Ministère chargé du commerce. Depuis quelques années, elle n'est pas fonctionnelle par manque d'ambitions des pouvoirs publics et des organisations de consommateurs qui en font partie. En plus, les missions de la CNCC doivent être en harmonie avec la législation communautaire UEMOA sur la concurrence.

Economie politique des contraintes de mise en œuvre du régime de la concurrence

L'adoption de la loi 99-011 sur l'organisation de la concurrence au Togo est le fruit de plusieurs années de réformes conduites par les autorités dans le cadre de la libéralisation du commerce et du climat des affaires. Sur le plan juridique, en matière de protection de droit des consommateurs, cette loi est l'un des dispositifs les plus importants. Mais, comme vu plus haut, on note quelques difficultés dans la mise en œuvre de la dite loi. En définitive, pour le Togo, l'application du droit de la concurrence passe par une information plus accrue et une mobilisation des opérateurs économiques, des associations des consommateurs et des groupes de pression qui doivent agir sur les organes administratifs, législatifs, judiciaires et politiques. L'action concertée de ces organes de décisions doit progressivement permettre d'obtenir des résultats probants en matière d'application de la loi sur la concurrence et la consommation ainsi que ses décrets d'application.

Rapports entre la régulation sectorielle et l'autorité de la concurrence

Le Togo expérimente depuis une décennie la coexistence entre l'autorité en charge de la concurrence et les instances de régulation sectorielle. Bien que les régulateurs sectoriels soient peu nombreux, la collaboration effective et efficiente entre les deux types de régulateurs n'est pas aisée. Il est donc nécessaire de prévoir dans les lois et les règlements un processus de consultations entre les deux types de régulateurs dans le but de garantir les droits et les intérêts des parties prenantes, l'Etat, les opérateurs et les consommateurs.

Au delà des consultations, l'étude recommande de pouvoir organiser une collaboration formelle sans empiéter sur les compétences et les responsabilités des uns et des autres. Cette forme de collaboration institutionnalisée devrait être bénéfique pour les consommateurs et les usagers. Ces derniers pourraient ainsi porter les mêmes affaires auprès des deux types de régulateurs. L'étude recommande aussi de réformer le cadre juridique des agences de régulation pour permettre aux usagers et associations de consommateurs de faire partie de leurs instances de direction.

Investigation des abus et des distorsions à la concurrence au Togo

Au Togo, la loi N° 99-011 du 28 décembre 1999 portant organisation de la concurrence affirme le principe de la liberté des prix. Elle prohibe les ententes, les abus de position dominante et l'état de dépendance économique. Elle déclare également illicites, sous l'appellation de pratiques restrictives de concurrence, notamment les prix imposés, la revente à perte, les refus de vente, les pratiques discriminatoires entre professionnels, les ventes sauvages, le para-commercialisme, la concurrence déloyale et la publicité mensongère. On remarque cependant que parmi les pratiques anticoncurrentielles, les abus de position dominante, les aides d'Etat et la création de monopoles et d'entreprises publiques sont les plus présentes au Togo.

Monopoles et entreprises publiques : de façon générale, l'existence de monopoles publics ou privés privent les consommateurs de leur droit fondamental de pouvoir choisir leur fournisseur. Conséquences, les prix et les tarifs des services ou des produits proposés par ces monopoles nuisent aux intérêts des consommateurs. En regardant par exemple les chiffres de la télé-densité pour le téléphone mobile ou le téléphone filaire, on constate qu'ils sont faibles. Il n'existe pas une vraie concurrence pour permettre une meilleure accessibilité des services ou des produits aux consommateurs. De même, l'accessibilité à l'eau ou à l'électricité reste toujours faible (réservée à une minorité de la population). L'étude conclut que la situation de monopole de ces entreprises n'a pas joué en faveur des consommateurs.

Analyse de la perception des parties prenantes sur les questions de concurrence

Pour mesurer la perception que les différentes parties prenantes ont sur les questions de la concurrence, l'ATC a soumis un questionnaire auprès de 167 personnes, composé des milieux d'affaires, de consommateurs, d'entités gouvernementales, d'agences de régulations. La majorité des personnes interrogées résident dans la capitale sauf quelques interviewés qui proviennent des zones de l'intérieur du pays.

Les réponses ont révélé que la perception des questions de la concurrence dans le pays est peu développée. L'étude recommande qu'il est nécessaire pour les pouvoirs publics, les associations de consommateurs, la société civile, les médias de vulgariser les questions de concurrence dans le pays. C'est une condition essentielle pour valoriser l'éducation en matière de concurrence et de consommation.

En outre, il ressort des réactions qu'il n'y a pas une grande communication sur les questions de concurrence dans le pays. Des efforts sont à faire par les autorités de régulation, l'Autorité en charge de la concurrence et de la consommation. Les associations de consommateurs ont aussi une lourde responsabilité dans ce cas précis. Leurs programmes de sensibilisation et de communications ne portent pas encore assez de résultats.

Evaluation des implications des monopoles naturels sur la concurrence

Sur le marché national, plusieurs grandes entreprises opèrent dans divers domaines considérés stratégiques par l'Etat. Ces domaines couvrent entre autres des secteurs comme les services postaux, les télécommunications, le chemin de fer, le port, l'énergie et autres. Afin de s'affranchir de la question de la maximisation du profit, une conception alternative a longtemps été pour l'Etat d'imposer le monopole d'une entreprise publique dans les secteurs dits de monopole naturel. A tort ou à raison, les pouvoirs publics ont encouragé l'existence des entreprises monopolistiques. Il est arrivé à l'Etat de se désengager parfois de certains de ces entreprises. Il existe tout de même sur le marché togolais un certain nombre de monopoles naturels.

L'étude recommande donc que des efforts soient entrepris par l'Etat et les organes de régulation pour s'assurer que les entreprises monopolistiques ne bafouent pas les intérêts des consommateurs et du public en général. L'Etat devrait encourager une libéralisation progressive de certains secteurs (télécoms, énergie, eau, transports) et adopter un cadre légal et juridique favorable aux processus de privatisation.

Analyse approfondie de la concurrence dans le secteur agricole

Au Togo, le secteur agricole occupe une place prépondérante dans l'économie du pays. En moyenne 38% du PIB au cours des dix dernières années provient des activités agricoles. Les exploitations sont de petite taille et les systèmes de production sont extensifs et traditionnels. La production agricole, se faisant principalement en cultures pluviales, elle dépend des aléas climatiques.

Pour approfondir la question de la concurrence dans le secteur agricole l'ATC a soumis un questionnaire à 154 agriculteurs répartis dans trois régions économiques du Togo (maritime, plateaux et centrale), ainsi qu'à 7 fournisseurs de fertilisants (pesticides & engrais) et 28 fournisseurs de semences (graines).

Il en ressort que les agriculteurs opèrent sur des petites surfaces d'exploitation, produisant des produits de rentes et de cultures vivrières. En plus on note sur le marché des semences et des fertilisants diverses pratiques anticoncurrentielles qui nuisent au bon fonctionnement du marché. En outre les divers modes d'approvisionnement et les niveaux de prix des intrants (semences, fertilisants) ont un fort impact dans le secteur.

Conclusion générale

En dépit de l'adoption de la Loi sur la concurrence et de ses décrets d'application, la concurrence sur le marché ne semble pas être perçue par les consommateurs, ni par les opérateurs économiques, ni même par les pouvoirs publics. Les instances chargées d'appliquer le droit de la concurrence (la CNCC) disposent de moyens nettement insuffisants pour mettre en œuvre les dispositions de la loi et d'informer les consommateurs de leurs droits et devoirs. Le manque de culture de la concurrence dans le pays contribue à rendre peu perceptibles les actions qui peuvent être menées pour accroître la concurrence et améliorer le bien-être des consommateurs.

Introduction

L'Association togolaise des consommateurs (ATC) en collaboration avec Consumer Unity & Trust Society (CUTS International), une organisation internationale de recherche et de plaidoyer basée en Inde, sont en partenariat depuis juin 2008 au Togo et dans d'autres pays de la sous-région (Burkina Faso, Gambie, Mali, Nigeria, Sénégal) autour d'un projet d'étude-recherche dit « Vers des régimes de concurrence efficaces dans des pays d'Afrique de l'Ouest ».

Ce projet prévu pour couvrir une période de 24 mois a pour objectifs essentiels en autres, les points suivants :

- Evaluation des freins à l'évolution de régimes nationaux de la concurrence et identifier la meilleure manière de s'attaquer à de tels obstacles à travers un processus participatif impliquant de multiples acteurs ;
- Développer la capacité des acteurs nationaux, notamment des décideurs politiques, des régulateurs, des organisations de la société civile, en particulier des groupes de consommateurs, des universitaires et des journalistes pour comprendre et apprécier les problèmes de concurrence dans une perspective nationale, régionale et internationale ;
- Diffuser les informations (au moyen de brochures, réunions d'information, etc.) expliquant les liens entre la concurrence et les autres questions de politiques publiques dans le but de mobiliser un soutien du public pour des réformes de la réglementation et de la concurrence ;
- Etablir un registre de base de personnes ressources qui puissent promouvoir la concurrence et la prise de conscience des consommateurs en identifiant un groupe représentatif de parties prenantes nationales et en faisant d'elles le cadre de base (national) de la politique de concurrence, des questions de régulation et de la protection des consommateurs et ;
- Créer des liens dynamiques entre les parties prenantes (groupes nationaux de référence), des coalitions et des réseaux mondiaux sur les questions de concurrence et de régulation pour maintenir l'intérêt et poursuivre les activités de promotion d'une culture saine de la concurrence.

Conformément au projet, le Consultant de l'ATC a collecté les données nécessaires à l'étude auprès de plusieurs sources et de diverses manières. Pour

chacun des thèmes traités dans le cadre du rapport principal pays, des guides de collecte et fiches d'entretien ont été élaborés.

Le Consultant a eu recours aux techniques de recherche et d'étude suivantes : la revue documentaire, la soumission de questionnaires, des entretiens et des observations sur le terrain. Ces travaux de recherche ont permis de rédiger un Rapport de Recherche du Pays (RRP). Le rapport s'articule suivant les chapitres suivants :

Chapitre 1 : Présentation du Togo (Caractéristiques macro-économique: taille, structure de l'économie, commerce extérieur, secteur financier.

Chapitre 2: Politiques économiques et sociales du pays en rapport avec la concurrence (libéralisation interne et externe, privatisation, réformes de l'environnement de l'investissement, protection du consommateur, réformes réglementaires)

Chapitre 3: Politique de la concurrence (cadre légal et réglementaire, institutions chargées de la politique de la concurrence, état de la mise en œuvre : réalisations et difficultés)

Chapitre 4: Economie Politique des contraintes de mise en œuvre du régime de la concurrence au Togo

Chapitre 5: Rapports entre la régulation sectorielle et l'autorité de la concurrence au Togo

Chapitre 6: Investigation des abus et des distorsions à la concurrence

Chapitre 7: Analyse des perceptions des parties prenantes sur les questions de la concurrence (milieux des affaires, consommateurs, gouvernement, agences de régulation)

Chapitre 8: Evaluation des implications des monopoles naturels sur la concurrence (particulièrement du point de vue du développement économique et du bien être du consommateur)

Chapitre 9: Analyse approfondie de la concurrence dans le secteur agricole (analyse des effets sur le bien être, la croissance et la réduction de la pauvreté)

Présentation du pays

Présentation générale

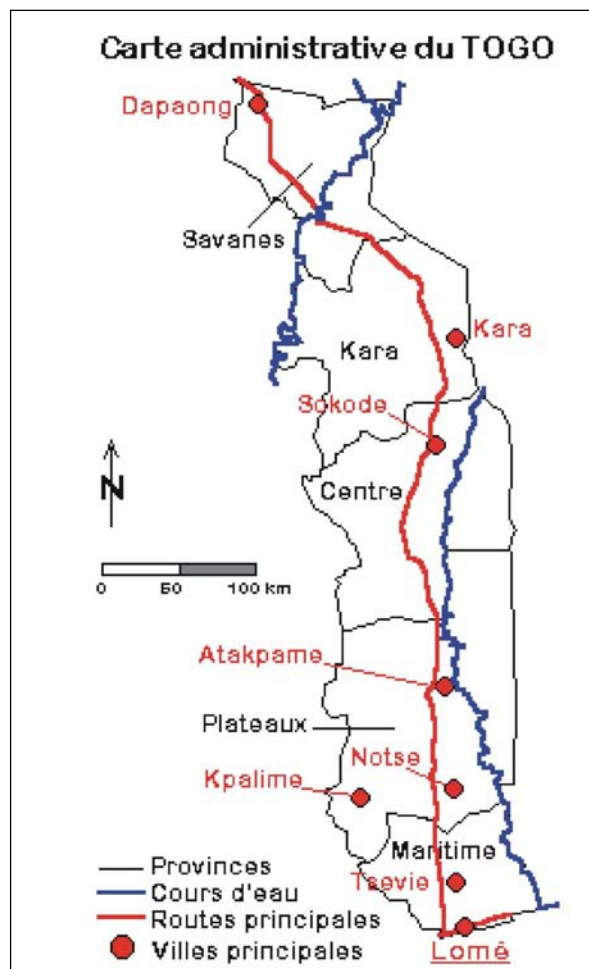
Le Togo est un pays d'Afrique de l'Ouest ayant des frontières communes avec le Bénin à l'est, le Burkina Faso au nord, et le Ghana à l'ouest. Sa façade sud est ouverte sur le golfe du Bénin. La population est estimée en 2006 à environ 5,4 millions d'habitants pour une densité de 95 hab/km².

Le Togo est l'un des plus petits États africains avec une superficie de 56 785 km², s'étirant sur 550 km du nord au sud avec une largeur n'excédant pas 130 km. Cette faible superficie n'empêche pas le Togo d'être

reconnu pour la grande diversité de ses paysages (une côte de sable fin bordée de cocotiers au sud, des collines, des vallées verdoyantes et des petites montagnes dans le centre du pays, des plaines arides et de grandes savanes plantées de baobabs au nord).

En 2005, son taux de croissance démographique était de 2,17%, le taux de mortalité infantile s'élevant à 66,6/1000. L'espérance de vie était de 52,6 ans. En 2000, la population urbaine estimée à 34% est passée à 35% en 2003. Au Togo, le français est la langue officielle. L'Ewe, le Kabyè et le Mina sont les langues nationales les plus utilisées par la population.

Carte n°1 Géographie du Togo



Carte n°2 Régions administratives du Togo

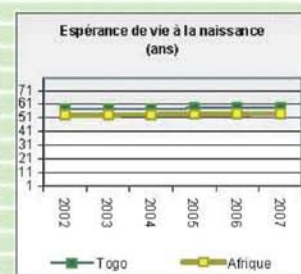
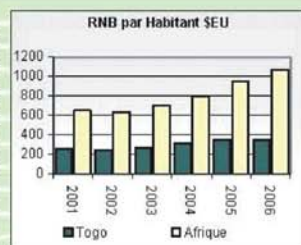


Les différentes religions du pays sont l'animisme, pratiqué par 50% de la population, le catholicisme (26%), l'islam (15%) et le protestantisme (9%).

L'économie du Togo repose essentiellement sur la culture vivrière qui emploie 65% des travailleurs. Le reste de la main-d'œuvre (35%) vit de la culture du

Tableau 1: Indicateurs socio-économiques comparatifs

	Année	Togo	Afrique	Pays en Développement	Pays Développés
Indicateurs de Base					
Superficie (000 Km²)		57	30 307	80 976	54 658
Population totale (millions)	2007	6.6	963.7	5 448.2	1 223.0
Population urbaine (% of Total)	2007	41.5	39.8	43.5	74.2
Densité de la population (au Km²)	2007	116.0	31.8	65.7	23.0
Revenu national brut (RNB) par Habitant (\$ EU)	2006	350	1 071	2 000	36 487
Participation de la Population Active - Total (%)	2005	35.7	42.3	45.6	54.6
Participation de la Population Active - Femmes (%)	2005	40.1	41.1	39.7	44.9
Valeur de l'indice sexospécifique de dévelop. humain	2005	0.494	0.486	0.694	0.911
Indice de développement humain (rang sur 174 pays)	2005	152	n.a.	n.a.	n.a.
Indice de pauvreté humaine (HPI-1-Value) (%)	2005	38.1	34.3
Indicateurs Démographiques					
Taux d'accroissement de la population totale (%)	2007	2.7	2.3	1.4	0.3
Taux d'accroissement de la population urbaine (%)	2007	4.3	3.5	2.6	0.5
Population âgée de moins de 15 ans (%)	2007	42.8	41.0	30.2	16.7
Population âgée de 65 ans et plus (%)	2007	3.2	3.5	5.6	16.4
Taux de dépendance (%)	2007	84.6	80.1	56.0	47.7
Rapport de Masculinité (hommes pour 100 femmes)	2007	97.9	99.3	103.2	94.3
Population féminine de 15 à 49 ans (%)	2007	23.9	24.2	24.5	31.4
Espérance de vie à la naissance - ensemble (ans)	2007	58.4	54.2	65.4	76.5
Espérance de vie à la naissance - femmes (ans)	2007	60.1	55.3	67.2	80.2
Taux brut de natalité (pour 1000)	2007	36.8	36.1	22.4	11.1
Taux brut de mortalité (pour 1000)	2007	10.1	13.2	8.3	10.4
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	2007	88.6	85.3	57.3	7.4
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1000)	2007	126.3	130.2	80.8	8.9
Indice synthétique de fécondité (par femme)	2007	4.8	4.7	2.8	1.6
Taux de mortalité maternelle (pour 100000)	2005	510.0	723.6	450	8
Femmes utilisant des méthodes contraceptives (%)	2006	16.2	29.9	61.0	75.0
Indicateurs de Santé et de Nutrition					
Nombre de médecins (pour 100000 habitants)	2004	3.7	39.6	78.0	287.0
Nombre d'infirmières (pour 100000 habitants)	2004	35.3	120.4	98.0	782.0
Naissances assistées d'un personnel de santé qualifié (%)	2006	62.0	50.4	59.0	99.0
Accès à l'eau salubre (% de la population)	2006	59.0	62.3	80.0	100.0
Accès aux services de santé (% de la population)*	2000-04	30.0	61.7	80.0	100.0
Accès aux services sanitaires (% de la population)	2004	35.0	45.8	50.0	100.0
Pourcent. d'adultes de 15-49 ans vivant avec le VIH/SID	2005	3.2	4.7	1.3	0.3
Incidence de la tuberculose (pour 100000)	2005	372.8	300.7	275.0	18.0
Enfants vaccinés contre la tuberculose (%)	2006	96.0	83.7	85.0	93.0
Enfants vaccinés contre la rougeole (%)	2006	83.0	75.4	78.0	93.2
Insuffisance pondérale des moins de 5 ans (%)	2006	22.0	28.6	27.0	0.1
Apport journalier en calories par habitant	2004	2 334	2 436	2 675	3 285
Dépenses publiques de santé par habitant (en % du PIB)	2005	1.4	2.4	1.8	6.3
Indicateurs d'Education					
Taux brut de scolarisation au (%)					
Primaire - Total	2006	102.4	96.4	91.0	102.3
Primaire - Filles	2006	94.6	92.1	105.0	102.0
Secondaire - Total	2006	40.0	44.5	86.0	99.5
Secondaire - Filles	2005	27.0	41.8	45.8	100.8
Personnel enseignant féminin au primaire (% du total)	2005	11.6	47.5	51.0	82.0
Analphabétisme des adultes - Total (%)	2007	34.2	33.3	26.6	1.2
Analphabétisme des adultes - Hommes (%)	2007	20.9	25.6	19.0	0.8
Analphabétisme des adultes - Femmes (%)	2007	47.2	40.8	34.2	1.6
Dépenses d'éducation en % du PIB	2002-05	2.6	4.5	3.9	5.9
Indicateurs d'Environnement					
Terres arables en % de la superficie totale	2005-07	40.4	6.0	9.9	11.6
Taux annuel de déforestation (%)	2000-07	3.4	0.7	0.4	-0.2
Taux annuel de reboisement (%)	2000-07	12.0	10.9
Emissions de CO2 par habitant (tonnes métriques)	2005-07	0.4	1.0	1.9	12.3



Source : Base des données du Département de la Statistique de la BAD;

dernière mise à jour: Juillet 2008

Banque Mondiale WDI; ONUSIDA; UNSD; OMS, UNICEF, WRI, PNUD, Rapports nationaux

Notes: n.a. Non Applicable ; ... : Données non disponibles;

cacao, du café, du coton mais surtout des mines de phosphates qui sont vitales au pays. Le Togo est d'ailleurs le cinquième producteur mondial de phosphates. L'agriculture à la fin des années 90, a représenté 35 % du PIB et employait 75 % de la population active, surtout des petits producteurs appliquant des méthodes traditionnelles. Le secteur agricole constitue également une source appréciable de rentrée des devises. Les principales cultures d'exportation sont le coton, le café, le cacao. Le secteur secondaire dont la contribution est estimée à 23% du PIB est dominé par la production des phosphates. Il comprend aussi un secteur manufacturier petit mais dynamique, composé de micro, petites et moyennes entreprises. Le secteur tertiaire englobe essentiellement les activités de commerce et de transit et contribue à concurrence de 42 % au PIB.

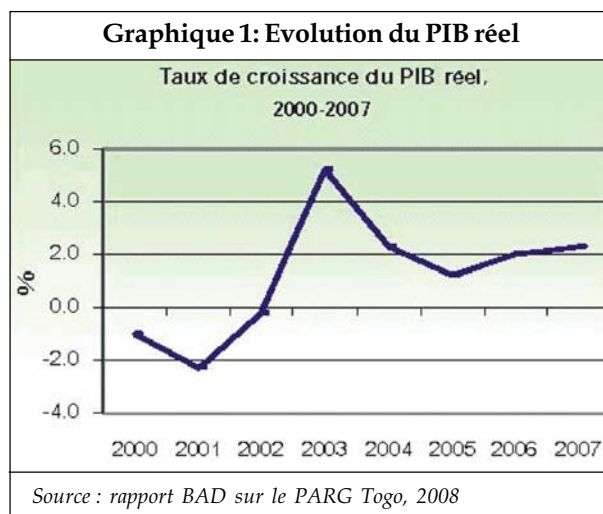
À l'instar de nombreux pays africains (Sénégal, Île Maurice, Namibie), le Togo s'est doté d'une zone franche dès la fin des années 80. Ainsi, dans cette zone sont implantées des sociétés pharmaceutiques, des fabricants d'huiles végétales, des assembleurs informatiques, des distributeurs de produits cosmétiques, des prothésistes dentaires ou des entreprises de transport routier.

Le Togo fait partie de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO, regroupant 16 pays) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), regroupant 8 pays francophones ayant en commun l'usage du franc CFA).

Caractéristiques macro-économiques

Le Togo selon le rapport des consultations 2007 au titre de l'article IV (déclaration finale de mission du FMI de mars 2007) a amorcé une reprise économique modeste, avec une croissance du PIB réel de 2.0 pour cent en 2006 et une prévision de croissance de 3 pour cent pour 2007. Après un ralentissement en 2005, la croissance du PIB réel en 2006 a été tirée par les services liés au commerce régional, qui ont permis de compenser le ralentissement de la croissance imputable à la crise de la filière coton. Pour 2007, l'accroissement des investissements publics et une relance de la production cotonnière devraient être le moteur la croissance économique. Après avoir culminé en 2005, l'inflation a régressé pour atteindre seulement 2,25 pour cent en 2006. Toutefois une croissance soutenue de la masse monétaire pourrait contribuer à un léger rebond de l'inflation en 2007.

D'après le rapport d'évaluation de la Banque Africaine du Développement sur le programme d'appui aux réformes et à la gouvernance au Togo (déc.2008), le



début de la reprise économique en 2006 a été freiné en 2007 à cause de graves pénuries d'électricité au niveau national, la hausse du prix de pétrole et les dégâts causés par des inondations graves, qui ont dégradé lourdement les infrastructures et les terres agricoles. Suite à cette situation, la croissance réelle du PIB a été ralentie passant de 4,1% en 2006 à 2,1% en 2007. On estime qu'elle sera inférieure à 1% en 2008. L'économie togolaise est dominée par l'agriculture. Celle-ci représentait 47% du PIB en 2007 tandis que les secteurs secondaire et tertiaire représentaient respectivement 21% et 32% du PIB. Toutefois, les inondations de 2007 et 2008 ont entraîné une baisse significative de la production vivrière.

La forte hausse des prix des denrées alimentaires a eu un impact négatif sur l'inflation, qui est passée de 1% en 2007 à 9,7% en 2008, soit au-dessus du seuil de 3% fixé par l'UEMOA. La masse monétaire au sens large s'est accrue de 16,5% en 2007, provoquant une expansion rapide du crédit utilisé principalement pour financer les importations. La politique monétaire du Togo est menée par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) dont les priorités sont le contrôle de l'inflation et le maintien de l'ancrage du FCFA à l'euro.

Par rapport aux finances publiques, le Gouvernement a adopté des mesures qui ont permis une meilleure maîtrise des dépenses et une plus grande transparence. En effet, les dépenses ont été maintenues dans une large mesure dans les limites des enveloppes budgétaires. Ainsi les dépenses primaires ont été réduites de 17,9% du PIB en 2006 à 16,8% 2007 et sont estimées à 17,2% en 2008. D'autre part, les réformes entreprises au niveau des administrations fiscales et douanières ont permis d'améliorer les recettes de l'Etat, qui se situent à 17,0% du PIB en 2007 et estimées à 17,2% en 2008.

Le Togo est classé 152ème sur 177 selon l'Indice de développement humain 2007. En 2007, Transparency

International (TI) classait le Togo 143ème sur 179 pays étudiés. Par ailleurs, le rapport sur la pratique des affaires en 2008 classe le Togo 156ème sur 178 pays. Il est probable que le Togo n'arrivera à réaliser aucun des Objectifs du Développement pour le Millénaire (ODM) d'ici à 2015. Le projet de Document intérimaire de stratégie de réduction de la pauvreté (DISRP) récemment élaboré par le Gouvernement a

confirmé la situation alarmante des indicateurs clés, notamment dans les secteurs éducation, santé, eau et assainissement, et VIH/SIDA. Selon le DISRP environ 62% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté national et le taux de prévalence du VIH/SIDA est de 3,2 % au sein de la population âgée de 15 ans et plus. Tous ces indicateurs portent de sévères disparités régionales et par rapport au genre.

Tableau 2: Principaux indicateurs économiques et financiers, 2005-2010

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	Eff.	Estim.	Programme ¹			
	(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)					
Revenu national, prix et taux de change						
PIB réel	1.2	3.9	1.9	0.8	3.0	4.0
PIB réel par habitant	-1.4	1.4	-0.6	-1.7	0.4	1.4
Déflateur du PIB	7.7	0.3	1.3	4.8	1.2	2.3
Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle)	6.8	2.2	1.0	9.1	1.9	2.5
PIB (milliards de FCFA)	1,112.0	1,159.8	1,197.7	1,264.3	1,317.0	1,400.7
Taux de change FCFA/\$EU (moyenne annuelle)	526.9	255.4	478.5	---	---	---
Taux de change effectif réel effectif (moyenne annuelle)	2.5	-1.4	0.5	---	---	---
Termes de l'échange (détérioration -)	-3.7	6.2	6.7	---	---	---
Situation monétaire						
Avoirs extérieurs nets ²	-2.8	19.2	1.4	-8.1	0.0	---
Crédit à l'État ²	-1.2	-0.7	1.1	2.0	-1.3	---
Crédit net au secteur hors administrations publiques ²	6.6	0.4	14.9	4.4	8.4	---
Monnaie au sens large (M2)	1.4	22.1	18.2	6.0	10.0	---
Vitesse circulation monnaie (PIB/M2 fin de période)	3.5	3.0	2.6	2.6	2.4	---
	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)					
Investissement et épargne						
Investissement intérieur brut	11.8	12.8	12.1	13.7	17.6	18.5
État	2.8	3.4	2.0	5.0	7.1	7.1
Secteur hors administrations publiques	9.1	9.4	10.1	8.7	10.5	11.4
Épargne nationale brute	6.6	6.2	5.7	2.8	8.4	11.4
État	-0.7	-0.4	0.1	2.1	4.6	5.1
Secteur hors administrations publiques	7.2	6.6	5.6	0.7	3.8	6.3
Budget de l'État						
Total des recettes et dons	16.9	18.3	18.7	18.4	21.1	21.8
Recettes	15.7	16.9	17.0	16.6	17.3	17.6
Total des dépenses et prêts nets	20.4	22.1	20.6	21.3	23.7	13.8
Dépenses primaires intérieures	16.2	18.0	16.7	17.2	17.3	17.0
Solde global (sur base des ordonnancement)	-3.5	-3.8	-1.9	-2.9	-2.6	-1.9
Solde primaire ³	-0.5	-1.1	0.2	-0.6	0.0	0.6
Variation des avoirs intérieurs	1.9	-0.4	-0.8	-0.2	-0.5	-0.7
Secteur extérieur						
Solde extérieur courant	-5.3	-6.6	-6.4	-10.9	-9.2	-7.1
Exportations (biens et services)	40.3	42.3	41.9	40.4	43.6	44.8
Importations (biens et services)	57.2	61.8	62.5	67.5	70.6	69.8
Dette publiques extérieure	90.3	83.9	79.2	57.7	53.6	30.2
dont : arriérés	28.6	29.5	31.4	0.0	0.0	0.0
Service dette publiques extérieure (% exportations)	10.6	9.2	9.1	6.1	4.9	4.4
Réserves internationales brutes, mois importations	2.0	3.1	3.1	2.7	2.6	2.9

Sources: autorités togolaises; estimations et projections des services du Fonds.

1 Rapport du FMI no 08/146; révisé pour tenir compte de l'impact des chocs alimentaires et pétroliers et des récentes inondations. Suppose rééchelonnement/allègement dette et arriérés extérieurs en 2008-2010 conformément à l'allègement potentiel PPTE/IADM.

2 En pourcentage de la monnaie au sens large en début de période.

3. Recettes moins dépenses, hors dons, intérêts et dépenses financées sur ressources extérieures.

Les Politiques économiques et sociales ayant des effets sur la concurrence

Politique de développement

Programmes d'Ajustements Structurels (PAS)

Dès 1966, sur la base de quatre plans quinquennaux, le gouvernement togolais s'était fixé à l'horizon 1985 l'objectif de réaliser son décollage économique et social. Il s'est toutefois lancé dans des projets d'investissements surdimensionnés, très coûteux, mal adaptés et dont les études ont été hâtivement élaborées. C'est alors que vinrent les dérapages des dépenses publiques, la vague des recrutements massifs de personnel de l'administration publique avec comme conséquence l'augmentation des salaires nominaux. Toutes ces charges de l'Etat sont devenues excessives au fil des années. Les recettes fiscales et non fiscales, même greffées des dons, étaient toujours insuffisantes pour couvrir les charges publiques. Le déficit budgétaire a alors commencé à évoluer de manière inquiétante à partir de 1978, entraînant des arriérés de paiements des traitements et salaires, des intérêts sur la dette publique intérieure et extérieure.

Afin de faire face à cette situation insoutenable, le Togo a signé des accords de programmes d'ajustement structurel soutenus par les Institutions de Bretton Woods en 1982, pour un début d'application à partir de 1983. D'une façon chronologique, quatre programmes d'Ajustement Structurel ont été négociés avec la Banque Mondiale entre 1983 et 1994 et un cinquième dénommé PARE (Programme d'Ajustement et de Relance Economique) a été négocié en 1995. Chacun de ces programmes s'est à des problèmes économiques et financiers spécifiques :

1er PAS : Entré en vigueur en 1983, le Gouvernement a entrepris une nouvelle programmation des investissements publics, élaboré une stratégie de développement rural et réorganisé les entreprises du secteur public.

2ème PAS : Entré en vigueur en 1985, il visait à consolider les acquis du premier par l'amélioration de structure des finances publiques, le renforcement de la qualité des investissements, la réorganisation

de l'agriculture, le redressement des entreprises publiques, la promotion des PME et la poursuite des réformes de l'Administration publique.

3ème PAS : Entré en vigueur en 1988. Son objectif principal était la reprise économique et contenait des mesures relatives à la gestion des Ressources publiques.

4ème PAS : Entré en vigueur en 1990, il s'est fondé sur la recherche de la croissance, le développement de l'emploi, une meilleure répartition des revenus et l'atténuation des effets négatifs des PAS.

Le PARE : (Programme d'Ajustement et de Relance Economique)

Lancé en 1995, l'objectif essentiel du PARE en cours d'exécution est de rétablir les équilibres macro-économiques à la suite de l'effondrement de l'économie dans les années 90 et la dévaluation du Franc CFA (Janvier 1994). Lorsqu'on fait une analyse de l'évolution des grands agrégats macro-économiques à la suite de ces programmes, on peut dire que la situation des comptes nationaux s'est légèrement améliorée.

Une gestion de la demande et une politique monétaire prudente ont permis la maîtrise progressive de l'inflation consécutive à l'ajustement de la parité du FCFA en 1994.

En francs courants le PIB est passé de 313,8 milliards de FCFA en 1984 à 430 milliards de FCFA en 1989 et le revenu National de 226,3 milliards de FCFA en 1984 à 371 milliards de FCFA en 1989. Ces efforts de redressement ont été durement éprouvés entre 1990 et 1994 par les troubles sociopolitiques liées à l'accouchement difficile du processus de démocratisation qu'a connu le TOGO. Toutefois, le Revenu National Disponible Net amorce un redressement sensible entre 1994 et 1996, affichant une hausse (en volume) de 8,13% en 1994 ; 7,64% en 1995 et de 4,46% en 1996. L'analyse des indicateurs budgétaires révèle une tendance à la réduction progressive du ratio de la masse salariale sur

les recettes fiscales en 1994, de 82,0% à 61,4% en 1995 et environ 54,6% en 1996 et la progression du taux de pression fiscale de 11,69% en 1994, à 13,0% en 1995 et environ 13,50% en 1996.

Toutefois, l'application des PAS a eu un impact négatif sur l'emploi. Les licenciements, le blocage des avancements, la hausse du chômage font désormais partie des réalités quotidiennes du monde du travail au Togo. En outre, l'effondrement des programmes d'investissement publics durant les années 90 a entraîné, des conséquences graves sur la vie sociale. Le ratio des dépenses publiques totales de l'État sur le PIB, qui se chiffrait à 35 % entre 1983-1987, est tombé à 28,8 % sur la période 1988-1990, puis à 22,1 % entre 1991-1998. En 2001, Les dépenses publiques en proportion du PIB se sont encore contractées et représentaient seulement 16,3 %.

Selon une étude de la Banque Mondiale intitulée « Contribution pour une Stratégie de Protection Sociale au Togo » (Juillet 1999), environ 72% des Togolais seraient sous le seuil de pauvreté fixé à 90.000 FCFA par an et par personne ; et plus de 57% sous le seuil d'extrême pauvreté de 70.000 FCFA par an et par personne. En outre entre 1990 et 2005, la croissance réelle du PIB a été relativement faible et insuffisante pour réduire la pauvreté: 1,1% en moyenne annuelle contre une croissance démographique de 2,4% par an. La paupérisation s'accroît dans le pays. Avec un Indice de développement humain (IDH) de 0,512 (143ème rang en 2005 et 152ème en 2007), la situation économique et sociale se dégrade de jours en jours. La dette extérieure se chiffre à plus de 800 milliards F CFA (2003) avec un service de la dette de 54,5 milliards F CFA (2003), une dette intérieure de plus de 280 milliards (2003). La dette extérieure se chiffre en 2003 à 93,3 % du PIB et 80,5% en 2006. Le service de la dette extérieure (% des exportations) s'est établi à en 2003 à 17,9% et il passé à 11,2% en 2006.

Plan de Stratégique de Réduction de la Pauvreté (PSRP)

Depuis 2004, le Gouvernement dispose d'un PSRP intérimaire qui a l'avantage de poser un diagnostic global et de définir les étapes pour le PSRP final. Le PRSP final a été lancé en Mars 2008. Cet exercice a dû se baser des enquêtes et collecte de données afin de disposer des éléments indispensables pour une évaluation crédible de la pauvreté

débouchant sur la finalisation de la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté.

D'après le Document complet de Stratégie de Réduction de la Pauvreté 2009-2011 (version préliminaire, février 2009), l'incidence de la pauvreté laisse apparaître une image plus complexe suivant les régions, le genre et les secteurs sociaux. Selon les résultats de l'enquête QUIBB, l'incidence de la pauvreté est estimée à 61,7% de la population, soit près de 3 242 257 individus répartis dans 535 486 ménages. La pauvreté est essentiellement rurale où l'incidence est de 74,3% représentant 79,9% des pauvres. En milieu urbain, l'incidence de la pauvreté est de 36,8% correspondant à 20,1% des pauvres. D'une manière générale, la région des Savanes est la plus pauvre avec une incidence de pauvreté de 90,5 %, suivie des régions Centrale (77,7%), Kara (75,0%), Maritime (69,4%), Plateaux (56,2%) et enfin Lomé (24,5%). Il convient de noter que, compte tenu de leurs poids démographiques, les régions Maritime et Plateaux concentrent à elles seules 44,6% de la population pauvre du pays.

Selon un autre rapport (FNUAP & Togo, Octobre 2008), sur une population totale estimée à 5.595.000 habitants, la pauvreté touche près de 3.242.257 individus répartis dans 535.486 ménages. Les

Carte n°3 : Incidence de la pauvreté au Togo
(Source QUIBB, 2006)

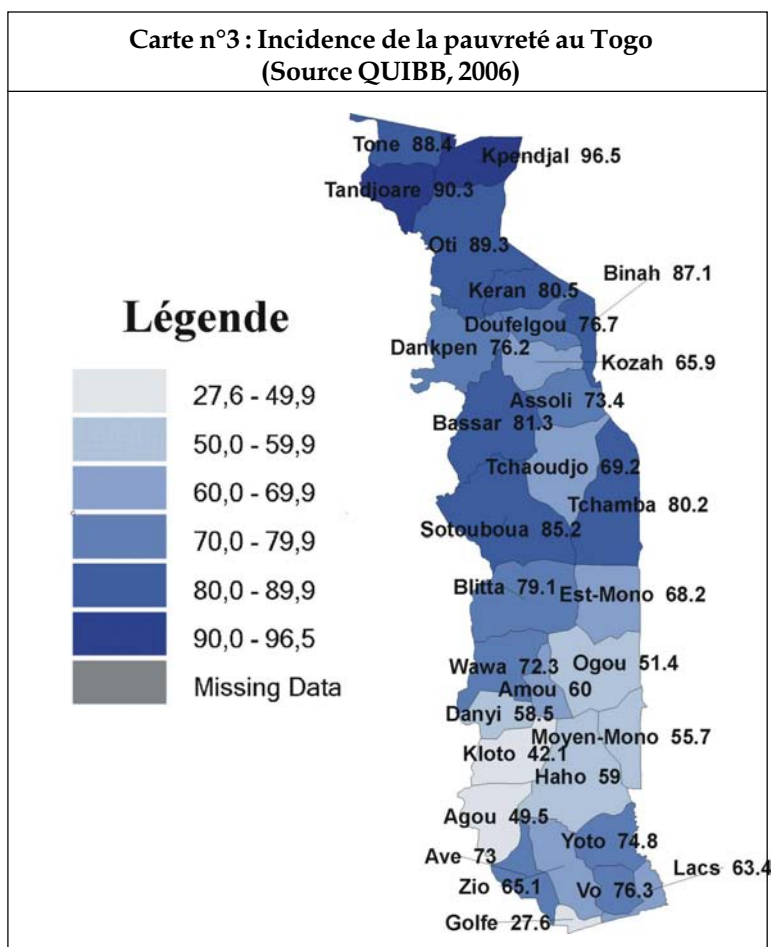


Tableau 3 : Situation et cibles des indicateurs des OMD au Togo				
Objectifs	Cibles retenues pour l'analyse	Indicateurs retenus au Togo	Valeur courante 2006 de l'indicateur	Valeur cible OMD en 2015
1. Eliminer l'extrême pauvreté et la faim	1. Réduire de 50% la proportion de la population togolaise vivant en dessous du seuil de pauvreté en faisant passer l'indice de pauvreté à 15% d'ici 2015	1. Indice de la pauvreté monétaire	61,7%	30,9%
	2. D'ici à 2015, réduire de 50% le nombre de personnes souffrant de malnutrition	2. Proportion d'enfants souffrant d'une insuffisance pondérale	26,0%	13,0%
2. Assurer une éducation primaire pour tous	3. D'ici à 2015, assurer l'instruction primaire à tous les enfants en âge d'aller à l'école	3. Taux nets de scolarisation au primaire	71%	100%
		4. Taux d'achèvement au primaire	61%	100%
		5. Taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus)	76,4%	100%
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	4. Eliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 et, à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard	6. Indice de parité fille-garçon dans le primaire	0,93	1
		7. Indice de parité fille-garçon dans le secondaire	0,8	1
		8. Indice de parité fille-garçon dans la population alphabétisée (15ans et plus)	0,68	1
4. Réduire la mortalité infantile	5. Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans	9. Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour mille naissances vivantes)	123‰	41‰
		10. Taux de mortalité infantile	77‰	26‰
		11. Taux de couverture vaccinale contre la rougeole	61,1%	100%
5. Améliorer la santé maternelle	6. Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015 le taux de mortalité maternelle	12. Proportion d'accouchements assistés	62,9%	87,25%
		13. Nombre des décès maternels sur 100.000 naissances vivantes	478‰*	119‰

suite page suivante

Objectifs	Cibles retenues pour l'analyse	Indicateurs retenus au Togo	Valeur courante 2006 de l'indicateur	Valeur cible OMD en 2015
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies	7. D'ici 2015, arrêter la propagation du VIH/ SIDA et commencer à inverser la tendance actuelle	14. Taux de prévalence du VIH parmi la population sexuellement active (15-49 ans)	3,2 ²⁰⁰⁸	Inf. 2%
		15. Ratio de fréquentation comparative orphelins/ non orpheline	0,9	0,9
		16. Taux d'utilisation des contraceptifs	16,8%	16,8%
		17 Taux d'utilisation des préservatifs avec les partenaires occasionnels	49,9%	70%
	8. Arrêter d'ici 2015 et commencer à inverser l'incidence du paludisme et d'autres principales maladies	18. Traitement préventif intermittent du paludisme chez les femmes enceintes	18,1%	100%
		19. Enfants de moins de cinq ans dormant sous une moustiquaire imprégnée	41 %	Au moins 90%
		20. Enfants de moins de cinq ans ayant bénéficié de traitement antipaludéen	35,5%	100%
	7. Assurer un environnement durable	9. Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès à l'eau potable	21. Proportion de la population qui utilise une source d'eau potable améliorée	57,1%
10. Réussir, d'ici à 2020, à améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 habitants de bidonvilles		22. Proportion de la population disposant d'installations sanitaires améliorées	31,7%	100%-
11. Part de la population urbaine vivant dans un taudis		23. Part de la population urbaine vivant dans un taudis	76,4%	-
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le Développement	12. Faire en sorte que les nouvelles technologies de l'information et de la communication soient à la disposition de tous.	24. Nombre de lignes téléphoniques (fixe et mobile) pour 1000 habitants	48‰ ²⁰⁰³	100‰
		25. Utilisateurs d'Internet (pour 1000 habitants)	37‰ ²⁰⁰⁵	100‰

Source : MICS 3 ; QUIBB ; WDI 2006 (Banque Mondiale)

Issus de : *EDST 1998;

mesures de la pauvreté varient fortement suivant le milieu et la région de résidence.

L'élaboration de la stratégie actuelle découle de la volonté des autorités togolaises et du peuple togolais de rompre avec l'instabilité socio-économique qui n'a fait jusqu'ici que saper les bases du développement harmonieux, équilibré et durable du pays. En cela, le présent PSRP s'arrime à la Stratégie Nationale de Développement à Long Terme et à tout document de politique pertinente existante dont le pays s'est doté en vue d'impulser des progrès importants dans l'atteinte des OMD.

A travers le PRSP, les Autorités togolaises visent l'amélioration durable et effective des conditions de vie des populations en s'attaquant aux causes de la pauvreté. C'est pour cela, qu'elles ont décidé de bâtir la stratégie intérimaire sur les trois axes à savoir : (i) amélioration de la gouvernance politique et économique ; (ii) consolidation du processus de relance économique, promotion de la croissance pro-pauvre et du développement durable ; et (iii) développement des secteurs sociaux, des ressources humaines et de l'emploi.

De manière générale, le premier Rapport national de suivi des OMD en 2004 conclut que la situation est telle que sur les sept objectifs du millénaire pour le développement, trois sont potentiellement réalisables en 2015. Il s'agit de l'objectif 2 (assurer une éducation pour tous), l'objectif 5 (améliorer la santé maternelle) et l'objectif 6 (combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies). Les efforts entrepris par le Togo par le passé, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, et la mobilisation des ressources du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, le paludisme et la tuberculose constituent, en ce sens, des avancées notables qu'il faudrait soutenir et renforcer. Face à cet état de choses, des efforts sont entrepris pour répondre aux nécessités des engagements internationaux, de bonne gouvernance, de conditionnalités des bailleurs de fonds, de relance de la croissance et de réduction de la pauvreté.

Autres stratégies

Le Gouvernement togolais envisage au moyen de cet axe stratégique, de poursuivre les réformes structurelles et de relancer l'économie par une plus grande ouverture fondée sur l'intégration régionale et le multilatéralisme de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Cet axe vise également à placer le développement économique national en étroite relation avec l'équité et à promouvoir une croissance pro-pauvre en vue de réduire les inégalités et assurer un développement durable. A cet effet, il comprend six Programmes spécifiques : (1) Mise en œuvre des réformes structurelles ; (2) Renforcement de

l'intégration régionale via les Accords de Partenariat Economique ; (3) Relance de l'économie agricole et des secteurs ruraux ; (4) Promotion de la micro finance ; (5) Développement des infrastructures de soutien à la croissance ; (6) Gestion efficace des ressources naturelles et de l'environnement.

● **Stratégie de développement de l'agriculture :**

- * Principales cultures et changements dans la structure de production :

L'agriculture assure en grande partie la sécurité alimentaire des Togolais, le secteur rural fait vivre encore environ 80 % de la population. Les cultures sont très diverses : mil, sorgho, maïs, manioc, ignames, cacao, café, karité. Le coton est la principale culture industrielle et le premier produit d'exportation agricole.

En outre, le potentiel agricole du Togo se situe à plusieurs niveaux :

- **Physique** : le Togo dispose en abondance de terres riches et propices à l'agriculture. La superficie cultivable est estimée à 3,4 millions d'hectares correspondant à 60% de l'ensemble des terres du pays.
- **Démographique et humain** : estimée à 5.701.579 habitants en 2007, la population du Togo croît à un rythme annuel moyen de 2,4%. Elle est à dominante rurale (> 60%). Le secteur agricole emploie et fait vivre plus 80% de la population ;
- **Organisation et structuration** : On note l'existence d'une dynamique associative en milieu rural : 180.000 producteurs agricoles membres de plus de 8.000 organisations paysannes de base (OPB) ; plus de 55 OP faitières dont 40 unions préfectorales, 8 unions régionales et 7 fédérations nationales. Les filières porteuses s'organisent et se structurent (Coton, café-cacao, volailles, pêche, maraîchage, etc.) ; des cadres de concertation et de défense des intérêts des producteurs existent (Chambres régionales d'agriculture, alliances paysannes et organisations paysannes, organisations de producteurs agricoles, etc.) ;
- **Marchés** : le Togo fait partie d'un ensemble économique régional (UEMOA) de plus de 88 millions d'habitants et de consommateurs. L'un des objectifs de cette union est de «créer entre les Etats membres un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante ou salariée, ainsi que sur un tarif extérieur commun et une politique commerciale commune».

* Contribution du secteur agricole aux activités économiques

L'économie togolaise est basée, dans une large mesure, sur l'agriculture. Avec une superficie cultivable estimée à 3,4 millions d'hectares et un secteur agricole qui occupe 70% de la population active, le pays dispose à priori d'un potentiel naturel et démographique susceptible de garantir la sécurité alimentaire et de contribuer à la croissance économique durable. Pourtant la situation actuelle de l'agriculture togolaise semble remettre en cause ses attributs qui ont une portée significative d'une part dans les indicateurs macroéconomiques du pays (40% du PIB et 20% des exportations) et d'autre part dans la lutte contre la pauvreté, notamment à travers la disponibilité permanente de denrées alimentaires pour l'ensemble de la population. En effet la dernière décennie est caractérisée par : (i) une régression des taux de croissance des productions vivrières qui ont même fléchi en dessous des besoins alimentaires du pays et (ii) un recul sévère des principales exportations du pays (Café : -57%, Cacao : -67%, Coton : -70%).

Depuis 1994, avec la dévaluation du FCFA, le PIB agricole (6,4 %) a évolué à un rythme plus rapide que le PIB (4,3 %). Sur la période 1990-2005, le secteur agricole a varié entre 29,3 % et 39,5 % du PIB. Le PIB agricole est généré à 60 % par des cultures vivrières. Les cultures de rente (coton, café, cacao) interviennent pour 9 % en moyenne, l'élevage pour 13 % la pêche pour 4 % et la sylviculture pour 6 %. Le secteur agricole demeure le moteur de croissance de l'économie togolaise, nonobstant la longue crise économique et financière consécutive à la suspension de la coopération entre le Togo et ses partenaires techniques et financiers (PTF). En 2007, le taux de croissance révisé de l'économie nationale est de 2,1 % ; la contribution du secteur primaire à cette croissance est également de 2,1 %, conséquence de la contre-performance des autres secteurs.

Bien qu'au cours des dix dernières années l'aide extérieure ait contribué à plus de 85 % de l'investissement total agricole, les investissements

visant le développement agricole et économique en général ont virtuellement disparu. Le budget d'investissement pour le secteur atteignait une moyenne de 0,6 milliard FCFA par an sur la période 2002-2004 alors qu'il se situait autour de 10 milliards FCFA à la fin des années 80 selon la Note sectorielle Agriculture (Togo-Conférence Partenaires au développement, Bruxelles, 18-19 Septembre 2008).

Politique agricole

La place qu'occupe le secteur agricole dans l'économie togolaise est prépondérante. C'est pourquoi le gouvernement du Togo a procédé à la relecture de sa Note de Politique Agricole. La Note de Politique Agricole qui a été validée en 2006 de manière participative par tous les acteurs socio-économiques du pays constitue le cadre actuel d'intervention des partenaires en développement.

Les objectifs de cadre d'intervention en agriculture couvrant la période 2007-2011 sont (i) d'intensifier et de diversifier la production agricole afin de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer l'équilibre nutritionnel ; et (ii) d'accroître les revenus des populations afin de réduire la pauvreté. A terme, la mise en œuvre de cet axe de priorité permettra des substitutions aux importations et l'accroissement des exportations.

Le secteur agricole a été substantiellement libéralisé et les contrôles de prix ont été abolis sur la plupart des produits. Cette libéralisation a favorisé l'arrivée des exportateurs privés dans les filières comme le café et le cacao. Dans le secteur du coton, qui représente plus de 60 % du total des exportations agricoles, des réformes sont en cours pour restructurer la SOTOCO (Société togolaise du coton). Le Gouvernement a procédé à deux audits financiers de la SOTOCO et un audit stratégique est en cours de finalisation. Sur la base de ces audits, le Gouvernement a remboursé la totalité des arriérés dus aux producteurs de coton et est en train de mettre en œuvre le programme de réformes découlant des audits de l'entreprise et du secteur.

La libéralisation de la filière cotonnière est une mutation à la fois économique et institutionnelle. Elle consiste en un désengagement de l'Etat des mécanismes de production cotonnière. Globalement, elle repose sur deux composantes, à savoir, l'ouverture à la concurrence et la mise en place d'un système de régulation qui vient remplacer le dirigisme étatique. Les limites de l'intervention de l'Etat, les exigences de la mondialisation de l'économie et la pression des bailleurs de fonds, sont les causes du désengagement de l'Etat des mécanismes de la production agricole. La libéralisation de la filière coton revêt une

Tableau 4 : Croissance du PIB et PIBA

	Croissance du PIB	Croissance du PIBA
De 1991 à 2000	1,3 %	3,0 %
De 1991 à 1996	1,9 %	5,6 %
De 1996 à 2000	1,0 %	0,5 %
De 1990 à 2005	1,0 %	3,6 %
<i>Source : Direction de l'Economie – juin 2008</i>		

importance capitale du fait de l'importance stratégique de la culture cotonnière.

Pour la filière coton, la libéralisation s'est traduite par la prise en charge de certaines fonctions par les Groupements des Producteurs de Coton (GPC) et par l'entrée dans la filière de nouveaux acteurs, les égreneurs privés. C'est un processus qui a démarré avec le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) du début des années 1980. Mais au stade actuel, la libéralisation de la filière cotonnière reste très limitée et se résume en une suppression des subventions de l'Etat, une organisation des producteurs en vue de leur participation aux prises de décisions et à la gestion de la filière. La privatisation de la SOTOCO est perçue comme une éventualité et un aboutissement de cette libéralisation prévue pour 2009.

Pour les exploitations agricoles, la libéralisation signifie la remise en cause de leurs stratégies de production actuelles fondées sur l'organisation et le fonctionnement de la filière cotonnière. Les changements à apporter aux stratégies actuelles sont fonction du degré de libéralisation de la filière. L'un des principaux problèmes de l'agriculture au Togo est celui de stockage et de conservation des produits qui est à l'origine de fortes fluctuations de prix entre les saisons (prix très bas excessivement élevés durant les périodes de soudure et les années de sécheresse). Ce problème est aggravé par le manque d'infrastructure qui rend difficile l'accès (surtout pendant les saisons pluvieuses) à certaines régions, notamment les principaux sites de production.

En outre, ce manque d'infrastructures amplifie la fragmentation des marchés locaux et contribue à la formation des monopoles locaux saisonniers, au préjudice des consommateurs à bas revenus. Il faut aussi ajouter que l'agriculture togolaise souffre cruellement des difficultés d'accès des paysans au crédit.

Politique industrielle

Politiques du gouvernement pour la stimulation du secteur industriel/manufacturier

L'industrie togolaise se limite actuellement au secteur manufacturier qui est relativement récent. Les unités industrielles sont, pour la plupart des agro-industries auxquelles s'ajoutent les chaînes d'extraction de phosphates, de production et de broyage de clinker.

Pour conforter la relance de l'économie, l'accent est mis sur les actions prioritaires portant sur:

- le renforcement et la performance des guichets uniques (Centre de formalités des entreprises (CFE) de la Chambre de commerce et d'industrie

du Togo (CCIT) et du Port Autonome de Lomé (PAL);

- l'aménagement et l'équipement des infrastructures industrielles offrant un cadre d'accueil aux investisseurs;
- la mise en place d'un cadre réglementaire incitatif;
- le renforcement du système d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité;
- l'adoption prochaine d'un code incitatif des investissements en attendant l'élaboration et la mise en œuvre du code communautaire des investissements des pays de l'UEMOA.

Depuis 1989, le régime de zone franche reflète l'orientation donnée à la politique industrielle du Togo, à savoir, la promotion des entreprises (industrielles) tournées vers l'exportation. En dépit des potentialités de l'économie togolaise pour le développement de ce secteur, des facteurs tels que la crise sociopolitique, la structure des droits d'entrée que devraient corriger les avantages offerts par les différents codes, le manque d'intégration des différents secteurs et le renchérissement des coûts des intrants par la dévaluation du franc CFA en 1994 ont retardé le développement industriel au Togo. Le secteur manufacturier est le plus protégé (en termes de droits de douane) de toutes les activités économiques au Togo. En effet, un grand nombre de produits du secteur est soumis à des droits de douane supérieurs à 20%.

Les droits de douane présentent une progressivité négative, des produits semi-ouvrés aux produits finis. Excepté les produits du bois, du pétrole et du charbon, les verres et les produits en verre, les produits en fer et en acier, et les métaux non ferreux sur lesquels les droits de douane sont progressifs, les autres types de biens sont soumis à des droits, à progressivité négative. Cependant, la progressivité négative de ces droits, des biens semi-ouvrés aux produits finis, pourrait retarder, sous réserve des exonérations, le développement des activités de transformation finale au Togo; ceci pourrait être une explication à la prédominance des activités de production de biens semi-finis dans le secteur. Sachant que les produits transformés représentent environ la moitié des produits agricoles échangés dans le monde, le système de progressivité des droits -système selon lequel les droits augmentent à mesure du niveau de transformation des produits- cantonne des pays en développement (comme le Togo) à l'exportation de produits primaires. C'est notamment le cas pour le bois, les fruits, le tabac, les boissons tropicales (café, cacao et thé) ou encore les oléagineux.

Le Togo a axé sa politique industrielle sur le développement de la zone franche industrielle pour l'exportation. Mise en place depuis 1990, à partir de

2004, elle compte 63 entreprises en activité. Le montant total de ses investissements cumulés était de 83,8 milliards F CFA. Les exportations en 2004 ont atteint 97 milliards F CFA.

Programmes de réformes de la réglementation-toute réforme du gouvernement ayant effet sur la concurrence dans le pays

Les réformes commerciales en cours s'inscrivent dans cette logique de rétablissement des grands équilibres macro-économiques. La libéralisation des activités commerciales au Togo a pour objectif la réduction du déficit commercial par une promotion soutenue des exportations et la rationalisation des importations, i.e. approvisionnement en produits étrangers (y compris les intrants) de meilleure qualité, au moindre coût.

Pour cette raison, le gouvernement cherche à redynamiser et à diversifier la production de cultures d'exportation, à établir un système d'information économique et commerciale orienté vers l'extérieur en vue de la diversification des débouchés et des sources d'approvisionnement, à former les opérateurs économiques intervenant dans les échanges extérieurs, et à améliorer le dispositif institutionnel et réglementaire des entreprises d'exportation. Dans ce contexte, une attention particulière est portée sur les stratégies visant à attirer les investisseurs étrangers sur le territoire national et surtout dans les activités orientées vers la production industrielle destinée à l'exportation; l'instauration d'une zone franche en 1989 et l'actualisation du code minier en 1996 s'inscrivent dans cet ordre.

Politique commerciale

La politique commerciale du Togo a pour objectifs de libéraliser les échanges intérieurs et extérieurs de manière à améliorer la compétitivité des entreprises industrielles, commerciales et de services et d'éliminer les distorsions sur le marché intérieur, de rationaliser les dispositifs des incitations industrielles afin de promouvoir les activités à haute valeur ajoutée et davantage tournées vers les marchés extérieurs et de libéraliser le marché du travail en introduisant plus de souplesse dans les procédures d'embauche et de licenciements et dans la détermination de salaires (le code du travail a été retouché dans ce sens en 2006).

En outre, le pays applique les règles adoptées au niveau international ou sous-régional dans le cadre des conventions internationales en matière de commerce et d'échanges. Il a adhéré à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) le 31 Mai 1995. Il fait aussi partie de la Communauté Economique des Etats

de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Le traité de l'UEMOA a été signé le 11 janvier 1994 par les pays membres de l'UMOA dont le Togo. Le traité vise à créer une union économique à travers l'organisation de la convergence des politiques macro-économiques et sectorielles et l'harmonisation des législations fiscales. L'intégration monétaire, avec une banque centrale la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et une monnaie (le franc de la communauté financière africaine) commune, a déjà été réalisée. La libre circulation des personnes, des biens, des services et du capital est un des principes de l'Union. Le siège de la Commission de l'UEMOA est à Ouagadougou (Burkina Faso) et celui de la Banque Centrale est à Dakar (Sénégal).

En prélude à la création de l'Union douanière, un accord commercial préférentiel, conclu entre les pays membres en décembre 1995, prévoit la mise en place progressive d'un tarif préférentiel communautaire, spécifie le régime et les procédures douanières applicables à la circulation des marchandises à l'intérieur de l'Union et définit le régime et l'affectation du prélèvement communautaire de solidarité. La structure du Tarif Extérieur Commun (TEC) et les étapes de la mise en place de l'Union douanière (de juillet 1998 à janvier 2000) ont été précisées en novembre 1997. La répartition des produits selon la structure du TEC (avec quatre taux de 1% à 21%, y compris la redevance statistique de 1%) est effective depuis juillet 1998 et l'harmonisation de la fiscalité intérieure des pays au cours de la même année (1998).

Les réformes menées par le Togo dans le cadre des programmes d'ajustement structurel ont aussi permis de libéraliser les opérations de commerce extérieur, d'abolir certains monopoles et de simplifier la structure des droits d'entrée. Déjà en 1990, le Togo a adopté la nomenclature du système harmonisé dont il applique la version 1996 depuis le 1^{er} janvier 1998. Actuellement, les droits d'entrée prélevés sur les importations sont constitués d'un droit fiscal d'entrée (DFE) de 5, de 10 et de 20%; de la taxe statistique (TS) au taux unique de 3%; de la taxe de protection des infrastructures (TPI) de 2000 francs CFA la tonne; et des prélèvements communautaires perçus pour le compte de l'UEMOA (PCS) et pour le compte de la CEDEAO (PC), au taux de 0,5% chacun. La moyenne arithmétique simple des droits d'entrée (hors PC, PCS et TPI) est de 19,5%, avec un minimum de 3% et un maximum de 23%. Faiblement dispersés, les droits d'entrée présentent une progressivité en général négative, des biens semi- ouverts aux produits finis (système selon lequel les droits augmentent à mesure du niveau de transformation des produits- cantonne les pays en développement à l'exportation de produits primaires).

Les types de biens les plus taxés sont les produits de pêche, les tabacs, les vêtements, chaussures, articles en cuir et les ouvrages en matières plastiques. En revanche, les produits des mines et d'imprimerie, et les machines non électriques sont les biens les moins taxés. Excepté les taxes perçues à la réexportation, les droits et taxes à l'exportation ont été abolis. Les droits de douane ont été considérablement simplifiés. Des avantages douaniers et fiscaux sont en place en vue de corriger les conséquences sur la structure des droits, surtout sur la performance des entreprises exportatrices. L'entrée en vigueur du tarif extérieur commun de l'UEMOA accroît aussi bien la protection nominale que les taux effectifs de protection au Togo, à travers l'augmentation des droits d'entrée et le renforcement de leurs progressivités positives.

En outre, le Togo est signataire de l'Accord de Cotonou qui a remplacé l'Accord de Lomé, convention de l'Union Européenne (UE) et 71 pays en développement d'Afrique sub-saharienne, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP).

Conformément aux dispositions de la Convention, un produit est dit originaire d'un pays ACP s'il est entièrement obtenu ou s'il est suffisamment transformé dans le pays. Des matières non originaires sont considérées avoir fait l'objet d'une ouvraison ou d'une transformation suffisante lorsque le produit obtenu est classé sous un code différent de celui dans lequel sont classées toutes les matières non originaires utilisées dans sa fabrication. Sous réserve d'une clause de sauvegarde, les exportations de produits originaires du Togo, à l'exception de ceux visés par la Politique agricole commune (PAC), sont exonérées de tout droit d'entrée sur le marché européen. En vertu de l'Initiative EBA pour les PMA, pour les produits agricoles visés par la PAC, l'UE accorde un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux pays tiers bénéficiant du régime NPF.

Le Togo reçoit l'aide de l'UE à travers le Fonds européen de développement (FED) et a bénéficié du Système de stabilisation des recettes d'exportation (STABEX). Dans le cas du Togo, le STABEX a compensé des pertes de recettes d'exportations du coton, du cacao, du café, de l'arachide et des noix de karité. Entre 1992 et 1995, le Togo a reçu 8,6 millions d'écus au titre du STABEX. Les autres pays développés (autres que ceux de l'UE) accordent au Togo des préférences commerciales liées au Système généralisé de préférences. Les préférences accordées par les pays développés, y compris celles de l'UE, sont non-réciproques.

Enfin, le Togo est signataire de l'accord sur le Système global de préférences commerciales (SGPC), conclu entre les pays en développement. Le Togo a signé des

accords commerciaux bilatéraux avec 12 pays africains, 4 pays asiatiques et 8 pays européens. Aucun de ces accords, dont la plupart remontent aux années 1960-70, n'a été dénoncé. Certains sont caducs en raison de l'évolution géopolitique récente (par ex. : disparition de la RDA et de l'URSS).

En matière de négociation des APE, le comité national de négociation des APE du Togo a été mis en place par l'Arrêté interministériel n°007/MCITDZF/MEFP/MAEC du 29 mars 2004. Selon cette disposition, le comité est chargé de représenter le Togo aux travaux du comité technique d'appui de la structure de négociation des APE de la CEDEAO, d'organiser des réunions techniques de préparation aux négociations ainsi que des réunions d'information et de restitution des avancées des négociations et de faire des propositions pertinentes aux autorités compétentes. Les membres sont désignés nommément par Arrêté ministériel n°008/MCITDZF du 08 avril 2004. Il est à déplorer que le Togo n'ait pas encore de représentation directe auprès de l'OMC et des autres organisations internationales basées à Genève. Cela constitue un sérieux handicap pour le suivi et l'exploitation efficaces des divers programmes et opportunités disponibles. Présentement, le comité APE n'a aucune relation avec instances normatives internationales. Bien qu'impliqué dans les négociations des APE, le Comité pourrait tirer profit de l'approfondissement de ses connaissances sur les questions thématiques (services et investissements, secteurs de production, zone de libre échange, union douanière, facilitations des échanges, mesures SPS, normes techniques, OTC, questions liées au commerce, etc.) et les questions liées à l'intégration régionale.

Instruments autonomes: l'initiative «Tout sauf les armes» de l'Union européenne

L'initiative «Tout sauf les armes» (initiative EBA), remonte en fait à la conférence ministérielle de l'OMC de Singapour de 1996. L'idée était de libéraliser non seulement les produits industriels, y compris les textiles et les vêtements, mais également les importations de produits agricoles et, chose importante, ceux d'entre eux qui avaient constitué jusque-là les produits les plus sensibles. Cette initiative, adoptée par le Conseil de l'OMC en février 2001, accorde un accès en franchise de droits et sans contingent pour tous les produits originaires des 49 pays les moins avancés, à l'exception des armes. Ces dispositions spéciales en faveur des pays les moins avancés sont maintenues sans limitation de durée et ne sont pas soumises au renouvellement périodique du schéma communautaire de préférences généralisées. Le Togo étant PMA, bénéficie aussi des actions liées à la mise en œuvre de cette initiative.

Privatisation et réformes de la réglementation

Privatisation et son impact sur la concurrence

L'effondrement des prix des matières premières à partir des années 70 et début des années 80 a contraint l'Etat togolais à réviser ses choix économiques, d'autant que certaines de ces entreprises publiques se révélaient déjà déficitaires.

La privatisation des entreprises du secteur public est l'un des axes les plus importants des réformes économiques mis en application par le TOGO depuis 1982. Elle résulte de la nécessité d'alléger la pression qu'exerce sur le budget de l'Etat, les entreprises non viables créées dans le cadre de la politique des grands travaux du régime grâce à leur liquidation ; d'accroître le champ d'activité du secteur privé grâce à la privatisation de celles qui sont viables et d'accroître les performances de celles qui demeurent dans le portefeuille de l'Etat grâce à leur restructuration. L'Etat a donc poursuivi au cours de la période 1994-1999 sa politique de désengagement du secteur productif. Dans cette optique, le Gouvernement a procédé à la dissolution de certaines entreprises publiques et à la cession des actions et participations qu'il détient dans d'autres.

En conséquence, l'OPAT (café, cacao, coton) a été dissout en Novembre 1996, de même que SOTONAM (Navigation Maritime), SOTED (Etudes de développement), SITO (Immobilier) en Décembre 1996, SONAPH (Palmeraies) en Mars 1997 et SAFICC en Août 1997 par décret pris en Conseil des Ministres. Les appels d'offre pour la vente des hôtels (LACS, KARA, CENTRALE, ROC, 30 AOÛT, LA PAIX, SARAKAWA, TROPICANA) ont été réalisés et les cessions des hôtels SARAKAWA, LA PAIX et le LAC sont effectives. Par ailleurs l'UPROMA (fabrication de matériels agricoles) a été liquidée et la SOTOMA (Marbrerie) a été privatisée.

En outre le Gouvernement a décidé le 24 Août 1997 de la dissolution de TOGOGRAIN contrairement à l'option initiale de transformer cette entreprise publique en un établissement public administratif. Il y a eu ouverture du Capital de l'OTP (Phosphates) et les parts de l'OTP dans l'INDIAN OCEAN FERTILIZERS ont été vendues et le processus de cession de 40% des parts de l'Etat est terminé.

En ce qui concerne les contrats de performance, le contrat de la RNET (Eau) a été signé le 09 Septembre 1996. Pour la CEET (électricité) un décret pris en Conseil des Ministres le 11 Février 1997 a autorisé la signature d'un contrat de gestion avec le Cabinet Belge MAZAR et GUERARD. Plus tard, elle est passée dans

les mains du Groupe Elyo avant de repasser de nouveau sous contrôle de l'Etat (voir § régulation du secteur de l'électricité). Par l'adoption en Février 1996 de la déclaration de politique sectorielle pour les postes et télécommunications, l'OPTT est scindé en deux unités : la SPT (Poste) et TOGO Télécom (télécommunications).

En fait, la réforme du secteur parapublic a été entreprise dès 1982 avec deux objectifs principaux :

- le désengagement de l'Etat : Au début de la mise en œuvre de cette politique de désengagement, le secteur parapublic comptait 74 entreprises publiques. Dès 1997, 14 entreprises avaient été liquidées, 14 entreprises privatisées par vente d'actifs après la liquidation et 2 entreprises placées en location.
- L'amélioration des performances des entreprises maintenues dans le portefeuille de l'Etat à travers la réforme juridique des entreprises publiques ; la diminution progressive des subventions, la mise en place d'un système d'information de gestion (SIG) ; la réalisation d'audits financiers et opérationnels.

Avec une volonté sans équivoque l'Etat avait entrepris déjà en 1982 d'assainir le secteur au travers de deux grandes actions à cet effet :

- la liquidation pure et simple des sociétés en faillite c'est à dire non viables, et
- la restructuration des entreprises atones.

Ces mesures d'autocorrection s'appliquaient en dehors de tout cadre juridique approprié. La plupart des sociétés liquidées l'ont été dans ces conditions. On peut donc redouter fort les dangers ou conséquences néfastes des insuffisances de cette modalité de liquidation ou cession d'entreprises publiques. L'ampleur du phénomène de privatisation exigea l'abandon de ces procédures désuètes pour des modalités plus élaborées.

L'ordonnance no 94-002 du 10 juin 1994 sur le désengagement de l'Etat des entreprises publiques répondait à ces exigences en créant le cadre juridique ainsi que les organes institutionnels de privatisation au Togo. Le Programme d'ajustement et de relance de l'économie (PARE) et le Programme d'appui à la restructuration et à la privatisation des entreprises publiques (PAREP) deux programmes issus de cette loi conduisent le processus de privatisation évidemment sans grands résultats. En 2000, leur bilan s'établit ainsi: 23 entreprises liquidées, 31 entreprises privatisées, 25 entreprises à privatiser, et 7 entreprises à maintenir dans le portefeuille.

L'opération a permis d'enregistrer en valeur quelques milliards seulement (moins de 50 milliards de FCF A). Ces résultats traduisent les difficultés auxquelles

sont confrontés les programmes (lenteur de la décision administrative ; l'état déplorable des entreprises publiques ; la crise sociopolitique du pays ; le non-recours au marché de la bourse, etc.)

Le programme de réforme du secteur parapublic (PARE en 1995 et PAREP en 1996) a prévu la privatisation de 23 entreprises, la mise en observation de 10 entreprises, la restructuration du statut juridique de deux autres et le maintien de 11 entreprises dans le portefeuille de l'Etat. Les entreprises qui demeurent dans le portefeuille de l'Etat sont à assainir de manière à ne plus constituer un poids mais au contraire une source de revenus pour le budget national. Des contrats de performance sont prévus entre ces entreprises (en particulier celles qui ont une mission de service public).

De tels contrats ont été signés avec l'Office des Postes et Télécommunications du Togo (OPTT), scindé en deux sociétés publiques, Société Togolaise des Télécommunications (Togo Telecom) et Société des postes du Togo (SPT), la Régie Nationale des Eaux du Togo (devenue Société Togolaise des Eaux (Tde)) et la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET). En fin de compte, le pays a ainsi élargi son programme de privatisation, mais l'implication de l'Etat dans l'activité formelle économique reste importante, surtout dans le secteur des services (services financiers, postaux et de télécommunications, services portuaires et aéroportuaires).

Entreprises d'Etat

L'Etat détient la propriété de certaines entreprises dans les domaines de l'énergie électrique, de l'eau, des télécommunications [téléphone, Internet et mobile] et

de la loterie (jeux de hasard). L'Etat favorise les entreprises d'Etat dans le domaine de la téléphonie mobile au détriment des opérateurs privés.

Le poids économique des entreprises publiques :

Les entreprises les plus importantes et les plus grandes du Togo appartiennent à l'Etat. Ces entreprises comprennent la SOTOCO (Société togolaise de coton qui détient le monopole de l'achat du coton graine), l'OTP/IFG (Office togolais des phosphates/International Fertilizers' Group) transformé en Société nationale des phosphates du Togo, la TDE (Société Togolaise des eaux), Togo Electricité (aujourd'hui CEET), la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), et Togo télécom (télécommunications), Togocel (téléphone mobile), Loterie Nationale Togolaise (jeux de hasard), etc. Leur rôle sur l'économie nationale est indéniable, lorsqu'on mesure les avances (sous forme de créances) qu'elles font sur fonds propres à l'Etat.

Selon la revue du secteur financier au Togo (Banque Mondiale, 2006), plusieurs entreprises publiques détiennent des créances importantes sur l'Etat togolais et disposent aussi d'importants fonds propres. Sur un total de 80 % des actifs financiers de la CNSS (soit 66,7 milliards de FCFA) est constitué par la dette que la direction de la Caisse a été obligée de consentir à l'Etat. Un accord sur le rééchelonnement des prêts a été signé entre les deux parties en 2001, avec une échéance de 12 ans et un taux d'intérêt de 6 % par an. Cependant, la CNSS n'a encore perçu aucun remboursement et, par conséquent, sa direction a entamé un processus régulier de provisionnement. Près de 72 % des 2,4 milliards de FCFA détenus sous forme de participation dans des entreprises ont été investis dans d'autres entreprises d'Etat.

Tableau 5 : Entreprises publiques sous contrôle de l'Etat

Tableau 5 : Entreprises publiques sous contrôle de l'Etat	
Entreprises publiques maintenues dans le portefeuille de l'Etat	
Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET)	Électricité
Société nationale des éditions (Editogo)	Éditions
Loterie Nationale togolaise	Loterie
Togo Telecom	Télécommunications
Société Togolaise des Eaux (Tde)	Eau
SPT	Postes
Port Autonome de Lomé(PAL)	Portuaires
Société Aéroportuaire de Lomé-Tokoin (SALT)	Aéroportuaire
Société Togolaise du Coton	Cotonnier
Société Nationale des Chemins de fer (SCNT)	Ferroviaire
Société de location de matériels des travaux publics (Locamat)	Travaux publics
Source : Autorités togolaises	

Tableau 6 : Evolution de la production et des exportations de phosphates togolais					
ANNEE	PRODUCTION	EXPORTATIONS	Prix moyen \$	CA moyen US\$	CA FCFA
1988	3 344 003	3 312 773	41,75	138 308 273	72 611 843 194
2008	842 508	686 472	163,23	112 052 901	58 827 773 171
MOYENNE	1 916 298	1 905 461	43,62		
Source : SNPT, 2008					

La Société de télécommunications togolaise (Togo Telecom) a une créance sur l'État se montant, au 31 décembre 2004, à 23 milliards de FCFA, incluant 80,9 milliards de FCFA d'avances faites à l'État. Dans le secteur de l'eau, l'État doit toujours 0,4 milliards de FCFA à la Togolaise des Eaux. En outre le gouvernement devait à Togo Électricité environ 3 milliards de FCFA. En 2002, la compagnie a signé un accord avec l'État pour lui permettre de déduire la dette de l'État de ses impôts et autres redevances. Dans le secteur cotonnier, le bilan de la SOTOCO indique que le noyau de fonds propres de l'entreprise a augmenté, passant de 22,27 milliards de FCFA en 2001 et 2002 à 45,27 milliards de FCFA en 2003 et 2004. Ceci représente une augmentation de 23 milliards de FCFA, soit 101%. De plus, lorsque nous analysons les parts de certains secteurs comme le coton et les phosphates dans les exportations, nous constatons qu'ils pèsent près de 20 % des exportations totales du pays.

De 1988 où elle était de 41,6% sur le total des exportations de biens, elle est repassée à 19,2% des exportations en 2008. Elles contribuent donc pour quart aux exportations totales des biens.

Politique d'investissement : analyse de l'état actuel de la concurrence sur le flux des investissements. Les politiques d'investissement du Togo s'inscrivent dans le Programme d'ajustement et de relance de l'économie (PARE). Les objectifs du PARE sont le rétablissement des équilibres macro-économiques grâce à un taux de croissance annuel de l'ordre de 5,5% l'an. Pour asseoir cette croissance, le gouvernement a favorisé le développement du secteur privé et a ainsi tablé sur un taux d'investissement (ratio des investissements par rapport au PIB) de l'ordre de 18% à partir de 1998. Les secteurs sur lesquels les actions du gouvernement

portent plus particulièrement sont: les petites et moyennes entreprises, le secteur agricole où de nouvelles stratégies devraient favoriser la diversification des cultures et enfin le secteur minier.

Le Togo a adopté son premier code des investissements en 1965. Le Code a fait l'objet de plusieurs améliorations successives. La dernière version date de 1989. Afin d'adapter son contenu aux réalités de l'environnement sous régional, ce code est en cours de révision. Il convient de noter que l'harmonisation des stratégies d'investissement dans le cadre de l'UEMOA est aussi en cours. En plus de ce code, une loi portant statut de la Zone Franche de transformation pour l'exportation a été adoptée en 1989. Le gouvernement entend mener une étude d'impact sur le développement de la Zone Franche afin d'examiner les possibilités d'harmonisation avec les engagements internationaux et l'environnement sous régional.

La Commission nationale des investissements est chargée de l'application du code des investissements. Elle est composée de représentants de l'administration, de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie, des institutions financières, et parfois de représentants des syndicats. Elle donne son avis sur les avantages sollicités par les entreprises du titre du programme d'investissements pouvant bénéficier des règles édictées dans le code des investissements. Pour que le programme d'investissements d'une entreprise soit agréé, cette entreprise doit appartenir à des secteurs d'activités retenus, réaliser un investissement de 25 millions de francs CFA hors taxes (à l'exclusion des PME), financer au moins un quart de l'investissement sur fonds propres et distribuer au moins 60% de la masse salariale à des ressortissants togolais.

Le code des investissements garantit les mêmes droits et obligations aux entreprises nationales et étrangères. Il garantit la liberté de transfert des capitaux, des revenus et des salaires pour les personnes physiques ou morales étrangères. L'entreprise agréée s'engage à: utiliser en priorité, à conditions égales de prix, de qualité et de disponibilité, les services d'origine togolaise; se conformer aux normes nationales et internationales; et tenir une comptabilité. Les

Tableau 7 : Evolution de la contribution des phosphates à la balance des paiement			
Année	Exportations biens	Exportations	% Phosphate
1988	31,1	74,8	41,6
2008	58,8	307,0	19,2
Source : Direction de l'Economie, 2008			

principaux avantages fiscaux et douaniers sont constitués de :

Droits et taxes (Exonération totale du droit fiscal et de la TVA sur les matériels et équipements importés destinés à l'activité pour laquelle l'entreprise est agréée ; et exonération totale du droit fiscal et de la TVA sur les carburants utilisés dans les installations fixes et de la TVA sur les travaux concourant à la réalisation des investissements pour les entreprises installées à l'intérieur du pays).

Impôts sur les sociétés (IS) (Exonération totale d'une quote-part égale à la proportion du CA a réalisé à l'exportation ; et déduction du montant imposable d'une somme égale à 50% de la masse salariale versée aux employés permanents togolais).

Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) (Exonération totale d'une quote-part égale à la proportion du CA a réalisé à l'exportation ; et exonération totale de 3 ans pour toute entreprise agréée, de 5 ans pour les PME et de 7 ans pour les entreprises transformant des matières premières locales).

Selon le rapport de l'OMC sur l'examen des politiques commerciales au Togo (2006), au cours des cinq dernières années, les investissements directs étrangers se sont élevés en moyenne à 50 milliards de FCFA représentant 38% environ des investissements privés. En outre, en vue de conforter la confiance des investisseurs dans l'économie togolaise, le gouvernement compte mettre en œuvre des actions prioritaires visant à la création d'un climat propice aux investissements privés et portant sur:

- le renforcement de la performance du guichet unique (Centre de Formalité des Entreprises) pour faciliter l'installation de nouvelles entreprises;
- l'aménagement et l'équipement des infrastructures industrielles offrant un cadre d'accueil tant aux investissements en Zone Franche que sur le territoire douanier;
- la mise en place d'un cadre réglementaire incitatif;
- le renforcement du système d'accréditation, de normalisation et de promotion de la qualité; et
- la création d'une agence de promotion des investissements.

La Loi n° 96-004 /PR portant code minier de la République togolaise a été adoptée en 1996 afin de stimuler les investissements nécessaires au développement du secteur. Conformément aux dispositions du code, toute personne physique ou morale, togolaise ou étrangère, justifiant des capacités techniques et financières, peut exploiter des substances minérales. Toutefois, le droit de se livrer à de telles opérations ne peut être acquis qu'en vertu de titres miniers délivrés par le Ministère des mines.

L'Etat peut aussi signer des conventions d'investissements pour les opérations minières qu'il estime importantes pour l'intérêt national. La convention d'investissement est rendue obligatoire pour la prospection, la recherche et l'exploitation des hydrocarbures. La commercialisation des substances minérales est aussi réglementée par le code minier et est sujette à une autorisation délivrée par le Ministère des mines.

Politique en matière de marchés publics

Processus d'achat du gouvernement (Agences, procédures de sélection, existence des soumissions d'offres collusoires)

Le Togo n'est pas signataire de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics issu du Cycle d'Uruguay. Les procédures de passation de marchés publics sont définies par le code promulgué en 1993 et par le décret 94-039/PR du 10 juin 1994. L'administration du code des marchés publics est de la compétence de la Commission nationale des marchés, composée d'un fonctionnaire désigné par le Premier ministre (Président de la commission), de quatre représentants du Ministre de l'économie et des finances, de deux représentants du Ministre des travaux publics, d'un représentant du Ministre chargé du plan, d'un représentant du Ministre chargé du commerce, d'un représentant du Ministre chargé des sociétés d'Etat et de trois représentants de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture du Togo. Le Comité d'études et de contrôle des projets de marchés est chargé du suivi des marchés attribués par la Commission nationale. Il est composé d'un représentant du Ministre chargé du plan (Président du comité), d'un représentant de la Commission nationale des marchés, de trois représentants du Ministre de l'économie et des finances, d'un représentant du Ministre des travaux publics et, à titre consultatif, d'un représentant du Ministre concerné par le marché.

La passation d'un marché public est obligatoire pour toutes dépenses de travaux, fournitures ou de prestations de services de plus de 15 millions de francs CFA, qu'il s'agisse des commandes de l'Etat, des collectivités ou d'établissements publics, y compris les sociétés d'Etat ; les sociétés d'économie mixte sont exclues du champ d'application du code des marchés publics. Pour des marchés compris entre 15 et 50 millions de francs CFA, une consultation écrite d'au moins cinq entrepreneurs ou prestataires est requise. Dans ce cas, le marché est signé soit par le Ministre du plan si les achats sont financés à l'aide de dons, soit par le Ministre de l'économie et des finances si le financement est réalisé au moyen de prêts. Dans les autres cas, c'est le Premier ministre qui signe les marchés.

Les marchés peuvent être passés soit par adjudication ouverte ou restreinte, soit par appel d'offres ouvert ou restreint, ou être négociés. Un rapport de la personne responsable du marché, adressé à la cellule de rédaction des projets de marchés créée dans chaque Ministère, motive le choix du mode de passation adopté; le code des marchés publics n'impose pas un mode précis pour des achats ou situations donnés. Les sociétés coopératives ouvrières de production, les PME togolaises, les groupements de producteurs agricoles, les artisans et sociétés d'artisans togolais peuvent bénéficier, à égalité de prix ou pour des offres équivalentes, d'une marge préférentielle lors de l'attribution d'un marché public. Lorsqu'un marché public est réparti en lots, au moins un quart de ces lots doit être réservé à ces mêmes personnes physiques ou morales. Les entreprises nationales, détenues en majorité par des nationaux, bénéficient d'une bonification de 7% du total des points prévus pour la note technique. Lorsque la main-d'œuvre employée est principalement togolaise, les entreprises bénéficient d'une bonification de 7,5% de la note financière maximum prévue. Enfin, lorsqu'un marché public est attribué à une entreprise étrangère, celle-ci devra sous-traiter au moins 30% du marché par une entreprise togolaise.

Les marchés publics sont passés sur la base des dépenses (toutes taxes comprises) et ne font l'objet d'aucune exonération d'impôt. Depuis le 1er janvier 1993, les marchés publics sur financement extérieur relèvent des règles d'imposition de droit commun. Ils sont en principe soumis à tous les impôts, droits et taxes exigibles sur le type de prestation rendu. Cependant, les bailleurs de fonds étrangers ne supportent pas les taxes indirectes qui sont prises en charge sur le plan comptable par l'Etat togolais à travers un mécanisme de crédit budgétaire (chèque Trésor).

Réforme des marchés publics

Les marchés publics de la République togolaise sont régis par l'Ordonnance n°93-006 du 4 août 1993 portant code des marchés publics, et les décrets n° 94-039/PR et 97-003/PR qui fixent les seuils d'application de la législation. La législation en vigueur ne répond pas aux exigences de forme généralement requises en matière de réglementation des marchés publics nationaux et internationaux. Par ailleurs, le cadre institutionnel prévoit un nombre d'institutions trop important de nature à alourdir, voire à scléroser le processus de passation. Les fonctions des institutions sont parfois confuses et ne permettent pas de cerner leurs compétences respectives. Au total le cadre légal, réglementaire et institutionnel ne permet pas un strict respect des principes fondamentaux de transparence, d'équité de

traitement, et d'économie, applicables aux marchés publics. Cela fait qu'on a assisté à une distorsion de la concurrence en faveur des investisseurs étrangers au détriment des investisseurs nationaux. Mais la réglementation devrait permettre le libre jeu de la concurrence entre les intervenants étrangers et nationaux.

C'est pour cette raison que le gouvernement togolais s'est engagé après la revue des marchés publics de mars 2008, à réformer le système actuel. Ainsi en juin 2009, l'Assemblée Nationale réunie en séance plénière a adopté à l'unanimité des députés présents, la loi relative aux marchés publics et délégation de service public. Cette loi apporte les améliorations qui doivent permettre aux partenaires au développement de créer les conditions nécessaires, en matière de passation des marchés publics, par l'utilisation plus efficace et transparente des ressources financières de l'Etat.

Ce texte a pour objet de doter le secteur des marchés publics d'un nouveau cadre juridique et institutionnel conforme avec les directives de l'UEMOA et suivant les normes de références de qualité définies par l'OCDE/CAD en matière de passation de marchés.

Par rapport à l'ancien cadre qui a confié toute la procédure de passation de marchés publics à une seule commission, l'actuel dispositif, pour des raisons de bonne gouvernance et de transparence, prévoit trois organes. Il s'agit des organes de passations de marchés, de contrôle et de régulation.

La présente loi qui comporte 33 articles, prévoit des procédures de contrôles assorties de sanctions en vue d'assurer l'effectivité du respect des principes fondamentaux, de la commande publique, étant donné que tout achat public est générateur d'investissement et contribue de ce fait à la croissance économique.

Le diagnostic de l'ancien code des marchés publics, a révélé des lacunes. Entre autre, il a été constaté que la commission nationale des marchés joue en même temps le rôle de contrôleur et de régulateur. En outre les entreprises publiques avant l'adoption de cette loi, n'étaient pas soumises aux règles de marchés publics. L'utilisation abusive du système gré à gré, était aussi favorisée par l'ancien code. Dès lors les réformes introduites visent à séparer les phases de passation de marchés, de contrôle et de régulation. Ainsi, l'organe de passation reste seul responsable du processus de passation et de gestion des marchés publics et délégations de service public.

L'organe de contrôle se charge de la régularité des procédures de passation et d'exécution, des marchés publics et délégations de service public.

L'Autorité de régulation définit les politiques en matière des marchés publics et délégations de service public, des stratégies de renforcement des capacités. Le but ultime des réformes est aussi de soumettre les entreprises publiques au code commun des marchés publics.

Politique du travail

Un nouveau Code du travail a été adopté en décembre 2006, supprimant plusieurs lacunes du Code de 1974. Il vise à assurer une meilleure protection du droit de grève dans la loi et un meilleur respect des droits syndicaux dans la pratique.

Libertés syndicales en droit

Le Togo a adopté un nouveau Code du travail en décembre 2006. Le Code du travail de 1974 empêchait les travailleurs étrangers d'exercer des fonctions de direction au sein des syndicats, alors que le nouveau Code permet aux travailleurs migrants d'occuper de tels postes pour autant qu'ils soient établis légalement dans le pays. En outre, ce nouveau Code stipule spécifiquement qu'une personne peut adhérer à un syndicat sans la permission expresse de son conjoint, ce qui en réalité améliore le droit des femmes à se syndiquer. La protection des représentants syndicaux est renforcée moyennant la disposition selon laquelle leur licenciement doit être approuvé par l'inspection du travail.

Droits existants: Les travailleurs ont le droit d'adhérer à un syndicat et de faire grève, mis à part les membres des services de sécurité, les pompiers et les policiers. Le personnel de santé du secteur public peut se syndiquer mais n'a pas le droit de faire grève. La discrimination antisyndicale est interdite.

Lacunes: Aucune disposition ne protège les grévistes contre des actes de représailles. En théorie, le droit à la négociation collective existe, mais ce droit se limite à un accord unique qui doit être négocié à l'échelon national et doit obtenir l'aval des représentants du gouvernement ainsi que des syndicats et des employeurs. L'accord établit des normes salariales nationales pour tous les salariés du secteur formel.

Zones franches d'exportation: La loi prévoit des dérogations à certaines dispositions du Code du travail pour les entreprises bénéficiant du statut de zone franche d'exportation, notamment en ce qui concerne les réglementations relatives au recrutement et au licenciement. Les salariés des zones franches ne jouissent pas de la même protection contre la discrimination antisyndicale que les autres travailleurs.

Libertés syndicales dans la pratique

La négociation collective est généralement sapée par la situation économique, avec des retards de paiement

des salaires et des retraites allant jusqu'à plusieurs mois dans le secteur public. Des discussions tripartites ont été engagées, auxquelles a participé l'Intersyndicale des travailleurs du Togo (ISTT), composée de cinq centrales syndicales nationales, débouchant sur un protocole tripartite le 11 mai 2006. Six mois plus tard, considérant que le gouvernement n'avait pas respecté l'accord, l'Intersyndicale a annoncé une grève générale. Celle-ci a été annulée à la suite de la mise sur pied d'une commission ad hoc, le 28 novembre 2008, destinée à mettre en œuvre l'accord, y compris un cadre pour le dialogue social, la revalorisation des salaires et le paiement des arriérés salariaux. En général, une attitude antisyndicale règne également dans les zones franches d'exportation, en dépit de l'interdiction de la discrimination antisyndicale, mais dans la pratique, il n'est pas possible d'établir des syndicats dans les zones franches d'exportation.

Politiques de la protection des consommateurs

La Loi N°99-011 portant organisation de la concurrence au Togo, adoptée en 1999, prévoit une protection et une sécurité pour les consommateurs. Promulguée le 28 décembre 1999 par le Président de la République après son adoption par l'Assemblée Nationale, cette loi permet dans son application de sécuriser les droits et devoirs des consommateurs.

En plus, deux décrets ont été pris pour faciliter son application. Le décret N° 2001-207/PR fixe les modalités d'application de la loi et le décret N° 2001-208/PR porte composition et fonctionnement de la commission nationale de la concurrence et de la consommation.

La Loi N°99-011 sur la concurrence met un accent particulier sur la sécurité des consommateurs, notamment dans ses articles 29, 30, 31 et 32 :

- L'Article 29 garantit la sécurité sanitaire des consommateurs par rapport aux produits et services proposés ;
- L'Article 30 prévoit une interdiction ou une réglementation des services ou produits ne satisfaisant pas aux obligations de sécurité des consommateurs. Pour les mêmes besoins de sécurité ;
- L'Article 31 donne droit aux ministres du gouvernement de prendre un arrêté pour suspendre pour une durée n'excédant pas un (1) an, la fabrication, l'importation, l'exportation, la mise sur le marché de produits ne respectant pas la réglementation en vigueur ; et.
- L'Article 32 précise qu'en cas de danger grave ou immédiat provenant de produits ou de prestation de services, l'administration compétente prend les mesures d'urgence pour les suspendre et sécuriser la santé des consommateurs.

La Commission nationale de la concurrence et de la consommation (CNCC) a été mise en place mais les moyens opérationnels manquent. La CNCC ne dispose pas de bureaux, pas d'équipements, et elle ne s'est pas vue attribuer de budget de fonctionnement. L'article 75 de la dite loi abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles de l'Ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution. Toutefois, Les pratiques anticoncurrentielles ne sont pas toujours réglées par des décisions judiciaires ou administratives. De plus, La loi sur la concurrence au Togo ne couvre pas les monopoles d'Etat tels que l'énergie et les télécommunications. En outre, les organisations de consommateurs ne font pas partie des instances de régulation mise en place pour réguler le secteur de l'énergie ou des télécommunications, par exemple.

Politiques sectorielles

Cette section offre une brève description des mécanismes de régulation/réglementation dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, des télécommunications & postes et des services financiers :

a Le secteur de l'énergie

Le service est géré par un opérateur public. En 2000, l'Etat s'est engagé dans des réformes du secteur de l'électricité. Jusque-là, le secteur était géré par un opérateur public. En 2000, il a mis en place l'Autorité de réglementation du secteur de l'électricité (ARSE) et a décidé de confier la gestion à un opérateur privé (Togo Electricité), tout en restant propriétaire des installations. Togo Electricité a reçu la concession pour s'occuper de la production, de l'achat, de la distribution de l'énergie, ainsi que de l'entretien et la maintenance des ouvrages que lui a confié l'Etat. Les consommateurs n'ont pas été impliqués dans ces réformes.

Le secteur de l'énergie électrique est régi par plusieurs dispositifs juridiques, notamment la Loi n° 2000-012 du 18 juillet 2000 relative au secteur de l'électricité ; le décret N°2000-089/PR du 8 novembre 2000 portant définition des modalités d'exercice des activités réglementées conformément à la loi n° 2000-012 relative au secteur de l'électricité ; et le décret N°2000-090/PR du 8 novembre 2000 portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Réglementation du secteur de l'électricité (ARSE).

Constituée légalement en juillet 2000, L'ARSE a débuté ses activités en 2001. Elle a pour mission de :

- participer à l'évaluation des projets et à la supervision des appels d'offres nationaux et internationaux pour la conclusion de conventions de concession, la construction de nouvelles installations électriques et la modification d'installations électriques existantes ;

- donner un avis sur tout projet de règlement tarifaire ou de modification de règlement tarifaire ;
- proposer au ministre chargé de l'énergie des projets de normes et de formules destinées à réguler les activités réglementées, ou relatifs à toute autre question concernant le secteur de l'électricité et plus particulièrement dans le domaine des tarifs pratiqués par les concessionnaires et les exploitants, de la qualité de l'énergie fournie, du cahier des charges et des normes de sécurité ;
- procéder aux vérifications et investigations nécessaires et mettre en œuvre les pouvoirs qu'elle détient aux fins de certifier la conformité des installations électriques aux normes de sécurité et aux normes techniques applicables ainsi que le respect des dispositions de la loi par les concessionnaires et exploitants ;
- mettre en œuvre des procédures de conciliation et d'arbitrage pour régler les litiges éventuels entre les intervenants du secteur de l'électricité

Elle a des pouvoirs de règlements de litiges :

- Litiges entre les intervenants du secteur (Etat, Consommateurs, opérateurs)
- Les litiges portent sur les questions liées à l'exploitation (comptage, accès au réseau, etc.)

Elle dispose aussi de pouvoirs d'exécution :

- Pouvoir d'injonction et condamnation,
- fixer les amendes ou pénalités,
- délivrer la suspension ou la révocation des licences (autorisation d'exploitation) ou concessions

Le financement de l'ARSE provient des frais de paiement d'obtention des licences, les relèvements sur les compagnies régulées (redevances), éventuellement les dons des organisations internationales et les recettes des publications. Elle jouit aussi de l'autonomie financière. Fait important, lors de la mise en place d'une Autorité de Réglementation du Secteur de l'Electricité (ARSE), les organisations de consommateurs n'ont pas été associées. De mêmes, elles n'ont pas été impliquées dans les réformes du secteur de l'électricité.

b. Le secteur de l'eau

Le service des eaux est géré par le service public. L'Etat à travers une convention, a accordé à la Société Togolaise des Eaux (TdE), l'exploitation et la distribution de l'eau. En outre, des réformes sont en projet dans le secteur de l'eau. Le pays manque des lois pour appuyer la réforme du secteur des services d'eaux. Les reformes futures visent à toucher la politique tarifaire et la subvention, l'amélioration dans la distribution de l'eau surtout au profit des plus vulnérables. En outre le gouvernement a fait voter au parlement, la loi N°2003-015 portant Fonds de développement du secteur de l'eau et de l'assainissement en milieu urbain (FODESEPA). Les

fonds du FODESEPA proviennent des ressources provenant d'une partie du prix de vente de l'eau, des emprunts contractés par l'Etat, des contributions budgétaires de l'Etat au titre des programmes d'investissements publics, des produits financiers issus des placements, et de toutes autres

ressources. Les organisations nationales de consommateurs n'ont pas été impliquées dans les réformes ou projets de réformes.

c. Le secteur des télécommunications

Le secteur des télécommunications est en plein essor au Togo. Le parc téléphonique du pays a fortement augmenté, surtout en raison de l'essor de la téléphonie mobile à Lomé.

Tableau 8 : Evolution du nombre des abonnés			
	Année 2007	Année 2008	variation
Lignes analogiques filaires	62 896	62 608	- 0,5%
Lignes TAWA	2 780	2 985	+7,4%
Lignes CDMA	32 937	74 892	+127,4%
Lignes RNIS accès de base(1)	844	807	- 4,4%
Lignes RNIS accès primaire(2)	26	27	+ 3,8%
Total des lignes	99 483	140 919	+41,7%
(1) : une ligne accès de base représente deux (2) canaux de communication (2) : une ligne d'accès primaire représente trente(30) canaux de communication			
Source : Rapport ARTP 2008			

a) Le Téléphone filaire

La télé-densité du téléphone fixe a légèrement augmenté, passant de 1,86% à la fin 2007 à 2,52% à la fin 2008. Elle reste encore faible.

b) Le Téléphone mobile

Deux opérateurs partagent ce segment du marché depuis 2000 : Togo Cellulaire et Atlantique Telecom Togo (ex-Telecel Togo) connue sous la marque de Moov Togo.

Le taux de pénétration du téléphone (fixe + mobile) est passé de 24,21% en 2007 à 30,21% en 2008 ; celui du mobile seul est passé de 22,34% en 2007 à 27,69% en 2008.

Le nombre total des abonnés de ces deux opérateurs du mobile est de 1 549 542 au 31 décembre 2008, soit 1 069 586 pour Togo Cellulaire et 479 956 pour

Tableau 9 : Evolution du nombre des abonnés

	Année 2007	Année 2008	Taux d'accroissement
Togocel	861 431	1.069.586	24,2%
Moov Togo	328 888	479.956	45,93%
Total abonnés	1.190.319	1.549.542	
Source : Rapport ARTP 2008			

Atlantique Telecom Togo. Le taux de croissance en 2008 est de 24,2% pour Togo Cellulaire et 48,6% pour Atlantique Télécom Togo.

Internet :

Togo Telecom offre à ses clients des liaisons ADSL depuis 2007 pour des débits allant de 128/64Kbps à 2Mbps/2Mbps. La capacité du réseau ADSL actuelle de Togo Telecom est de 3000 et compte 1911 clients en 2008. Outre la technologie ADSL, Togo Telecom offre des services large bande via son réseau RNIS et son réseau d'accès en CDMA.

c) Evolution des données du secteur des télécommunications

d. Le secteur postal

En matière postale, les opérateurs évoluent dans un environnement de plus en plus concurrentiel. Les services et produits postaux, notamment le courrier, sont fortement concurrencés par les dérivés des technologies de l'information et de la

communication, tandis que les services financiers font face à la concurrence des produits bancaires et prestations des établissements financiers.

Cependant, en dépit de cette concurrence, les activités postales ont globalement enregistré une croissance au cours de l'exercice 2008.

Le courrier express

Le courrier express est assuré par l'ensemble des 6 opérateurs postaux exerçant dans le secteur. Le trafic global du courrier express est passé, tous flux et tous régimes confondus de 236 897 objets contre 149 740 objets en 2007 soit une augmentation de 36,79%.

Le courrier ordinaire

Le courrier ordinaire est assuré par la seule SPT que ce soit sur le plan national qu'international

Tableau 10 : Evolution des indicateurs-clés de téléphonie fixe

Eléments	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Abonnés analogiques	60 875	63 504	58 079	65 014	62 896	62 208
Abonnés au RNIS	224	445	555	819	870	834
Abonnés Tawa				2 354	2 780	2 985
Abonnés au CDMA				13 870	32 937	74 892
Total des abonnés	61 099	63 949	58 634	82 057	99 483	140 919
Accroissement absolu	9 734	2 850	-5 315	23 423	17 426	41 436
Taux d'accroissement	19%	4,70%	-8%	40%	21,23 %	41,7%
Abonnés ADSL						1 911
Cabines téléphoniques privées	13 000	22 091	25 952	21 127	29 427	43 873
Taux d'accroissement	4%	70%	17,50%	18,60%	39,28%	49,09
Publiphones	207	209	209	211	ND	ND
TELEDENSITE DU FIXE						
Population (en milliers d'habts)	4 845	4 940	5 040	5 182	5 326	5 596
Télé densité (lignes p/100)	1,25	1,32	1,16	1,56	1,86	2,52
Nombre d'employés	887	869	898	900	813	845
Productivité (nombre de lignes par employé)	69	75	65,3	91,17	122,36	250
<i>Source : Rapport ARTP 2008</i>						

Tableau 11 : Part du marché sur le segment courrier express

	opérateur	Part du marché
1	DHL	65%
2	SPT	12%
3	UNIVERSEL Express	8%
4	FEDEX	7%
5	Universal Express	4%
6	UPS	4%

Le trafic ordinaire national est passé de 2 076 626 objets en 2007 à 2 372 454 objets en 2008 soit une croissance de 12,46% tandis que le trafic international est en baisse de 804 188 en 2007 contre 656 234 en 2008. Ceci s'explique par la forte tendance à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication en lieu et place des services du courrier classique.

Lois-cadres dans les secteurs des télécommunications et de la poste:

Le cadre réglementaire pour l'ouverture des services de télécommunications à la concurrence a été établi en 1998, et celui des postes en 1999. Le cadre

réglementaire a été complété par des textes d'application précisant les redevances à payer par les fournisseurs. Le cadre réglementaire des services de télécommunications exige de tout opérateur de réseau et de services ouverts au public et des exploitants de réseaux indépendants d'obtenir une autorisation préalable du Ministre chargé des télécommunications avant le démarrage d'activités. Chaque détenteur d'autorisation est sujet au paiement de redevances. L'Autorité de réglementation des secteurs des postes et de télécommunications est responsable des deux secteurs depuis 2000, date à laquelle elle est devenue opérationnelle.

Plusieurs décrets ont été adoptés dans le secteur par le gouvernement en vue de réguler le travail des opérateurs :

- Décret N° 2001-146-/PR du 7 septembre 2001 fixant les conditions d'autorisation et d'exploitation des réseaux;
- Décret N° 2001-007/PR du 7 février 2001 fixant les taux et modalités de recouvrement des redevances d'opérateurs et prestataires de services de télécommunication;
- Décret N° 2003-273/PR du 26 novembre 2003 fixant les taux de redevances d'opérateurs et prestataires de services postaux;

En outre la Loi N° 98-005 du 11 février 1998 sur les télécommunications consacre entre autres, la naissance de l'Autorité de Régulation du secteur des Télécommunications et de la Poste, (ART&P). Elle est complétée par la Loi N° 2004-011 du 03 mai 2004 complétant les articles 57 et 63 de la loi n° 98-005 du 11 février 1998 sur les télécommunications.

L'ART&P, créée le 11 février 1998, a démarré ses activités en janvier 2000 après la nomination de son premier Directeur général en 1999. L'ART&P est une personne morale de droit public disposant d'une autonomie financière. Elle tient ses ressources des redevances versées par les opérateurs. Ses attributions (Article 58 loi sur les télécoms du Togo) sont étendues. Entre autres, elle a pour mission :

- de mettre en œuvre et de suivre l'application de la loi sur les télécoms et des textes d'application relevant de ses compétences dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires ;
- de définir les principes et d'autoriser une tarification juste et raisonnable des services de télécommunications ;
- de recevoir les déclarations prévues par la loi et les textes d'application et de les inscrire dans le registre des télécommunications ;
- de déterminer les spécifications techniques et administratives d'agrément des équipements terminaux, des installations radioélectriques et des laboratoires désignés pour les essais à effectuer ainsi que les conditions de raccordement aux points de terminaison des réseaux ouverts au public ;
- de délivrer et de faire délivrer les agréments prévus par la loi et la réglementation en vigueur ;
- de définir les normes et spécifications techniques applicables au Togo ;
- de définir les principes de tarification des accords d'interconnexion ;
- d'établir, de gérer et de contrôler le plan national de numérotation ;
- de réglementer les prestations de cryptologie ;
- d'assurer la gestion et le contrôle du spectre des fréquences radioélectriques attribuées aux besoins civils et communs. A cet effet, l'Autorité de réglementation met en place et gère un plan national d'attribution des bandes des fréquences radioélectriques et coordonne l'action de l'Etat dans le domaine des fréquences ;
- de veiller au respect des règles relatives aux autorisations, agréments et conditions générales ;
- de fixer le taux des redevances qu'elle perçoit pour l'attribution des autorisations, agréments, décisions et autres services qu'elle rend ;
- d'adresser, en cas d'infractions à la loi et à ses textes d'application, des mises en demeure et de s'y conformer dans un délai déterminé ; et

- de recueillir les informations et de procéder aux enquêtes nécessaires à l'exercice de ses attributions.

e. Le secteur des services financiers

Le secteur financier du Togo, dont les actifs totalisent 51 % du PIB se trouve dans une situation critique. Dominé par les banques commerciales qui détiennent 62 % du montant total des actifs du système financier, il connaît une situation particulièrement difficile. Entre 2000 et 2004, les niveaux des prêts non performants des banques commerciales étaient les plus élevés de la région UEMOA et oscillaient entre 33,5 % et 42 %. Au cours de la même période, le secteur bancaire a dans l'ensemble été jugé insolvable. La part de l'Etat dans le capital des banques commerciales est importante, dans un secteur qui est petit, concentré et inefficace. Seule une restructuration profonde du secteur bancaire lui permettra de jouer un rôle plus significatif dans la croissance de l'économie et le développement du secteur privé.

a) Services bancaires

Le secteur bancaire du Togo comprend 10 entreprises bancaires agréées, et quatre établissements financiers; six de ces institutions sont des sociétés d'économie mixte inscrites au programme de privatisation de l'Etat. Ces institutions soutiennent l'activité industrielle formelle, les opérations d'import-export, ainsi que certaines opérations par des privés (par exemple, l'achat de véhicules). Les activités bancaires au Togo sont soumises à la réglementation bancaire commune de l'UEMOA et au dispositif prudentiel élaboré par la Commission bancaire de l'UEMOA, qui exerce également la fonction de surveillance; toutefois, selon les autorités togolaises, seules trois banques avaient des fonds propres effectifs positifs et permettant de respecter les normes en vigueur. Les demandes d'agrément d'établissement de banques sont déposées auprès du Ministère des finances du Togo, qui en vérifie le contenu et leur compatibilité avec la réglementation bancaire de l'UEMOA.

La taxe sur les affaires financières (TAF) de 10 pour cent frappe les chiffres d'affaires réalisées par les compagnies de prestation de services financiers. Selon la Banque de France, «le système financier local subit, depuis plusieurs années, les effets d'un environnement sociopolitique difficile, se traduisant par une situation financière dégradée et un poids important des créances douteuses». Les autorités soulignent que le système bancaire togolais reste fragile et la plupart des banques sont sous surveillance rapprochée de la Commission bancaire, d'où la nécessité de poursuivre les actions engagées en vue de leur privatisation.

La situation critique du secteur bancaire du Togo est très étroitement liée aux prêts accordés aux grandes entreprises publiques dont la gouvernance et les performances laissent à désirer. L'importance des risques que, parfois au mépris de la réglementation bancaire, le secteur des banques a pris par rapport à de grandes entreprises aux performances peu satisfaisantes a fini par engendrer de nombreux prêts délinquants que le gouvernement essaie de résorber. Une analyse de l'état des entreprises publiques des secteurs du phosphate et du coton réaffirme la nécessité d'adopter des mesures fortes et radicales pour améliorer la gestion de ces sociétés et amoindrir leur impact négatif sur le secteur bancaire et le reste de l'économie.

La supervision du secteur bancaire par les autorités sous-régionales n'a pas été très effective. S'il est vrai que des facteurs extérieurs, tels que les carences du système judiciaire qui affaiblissent la capacité des créanciers à faire respecter les contrats et à recouvrer leurs créances, peuvent expliquer le haut niveau de prêts improductifs, la faible supervision des institutions couplée à une mauvaise gouvernance et à une absence de transparence, y ont joué un rôle important. La supervision bancaire par la Commission bancaire sous-régionale, quoique professionnelle, peut être rendue inefficace par une application peu stricte de ses réglementations et directives, car c'est une responsabilité partagée par les ministères des Finances des pays de l'UEMOA.

b) Le secteur de la microfinance

Le Togo compte également un marché florissant pour le microcrédit, qui fait l'objet d'une réglementation nationale sous l'égide de l'UMOA. Il s'agit principalement d'institutions mutualistes ou de coopératives d'épargne et de crédit, ou de systèmes financiers décentralisés (SFD). Selon la revue du secteur financier au Togo (Banque mondiale, Mai 2006), ces entités regroupaient environ 333 080 bénéficiaires à fin 2005; les dépôts s'élevaient à 27 523 millions en 2005 et l'encours des crédits à 22 136 millions, en progression par rapport à 2004. L'État a approuvé une stratégie nationale de la micro-finance le 25 mai 2005 et le Programme d'appui à cette stratégie le 6 juin 2005.

Le secteur de la micro-finance qui est relativement stable au Togo est en mesure de permettre l'accès des personnes défavorisées aux services financiers. Au Togo, la micro finance a une assez longue histoire marquée par la création de la plus grande coopérative financière (FUCEC) en 1969. Le secteur, qui s'est rapidement développé, comptait plus de 265.000 clients à la fin de 2004, mobilisait 48 millions de dollars EU et avait un encours des prêts de 39 millions de dollars. Les dépôts d'épargne et les prêts des

institutions de micro finance représentaient respectivement 10 et 11,6 % de ceux des banques. La croissance du secteur de la micro finance a été alimentée, en partie, par la communauté des bailleurs de fonds dont la Banque mondiale. Avec le retrait de l'appui des bailleurs de fonds, et notamment de l'Union européenne en 1993, en raison des troubles politiques, le secteur de la micro finance du Togo a connu des difficultés, mais est cependant parvenu à maintenir la fourniture des services financiers satisfaisants aux clients à faibles revenus. Les institutions togolaises de micro finance ont affiché des performances relativement bonnes avec de faibles niveaux de prêts improductifs et une bonne conformité aux ratios prudentiels.

Le micro crédit s'est fortement développé, notamment en dehors des centres urbains desservis par des établissements bancaires, grâce à une forte mobilisation de l'épargne (6 pour cent des avoirs du système bancaire en 1999). Le micro crédit assure l'accès des agriculteurs et des petites et moyennes entreprises au crédit (8 pour cent des crédits du système bancaire en 1999).

Les SFD font l'objet, au sein de l'UMOA, d'une réglementation commune mise en place par les États membres. Au Togo, les SFD relèvent du Ministère de l'économie et des finances, et 31 entités ont reçu une autorisation d'exercer dans le domaine de l'épargne/ crédit, trois l'ont obtenu pour le crédit direct, tandis que 11 sont des projets caritatifs d'ONG reconnues comme telles.

Tableau 12 : Chiffres clés de la micro finance au 31/12/2005

Nombre de SFD	176
Bénéficiaires	352 147
Taux de pénétration des familles	30%
Encours des dépôts	28,9 milliards F CFA
Encours des crédits	23,7 milliards F CFA

Source : BCEAO, « Monographie des systèmes financiers décentralisés », TOGO, 2006

Le nombre des IMF est passé de 59 en 2003 à 56 à 2007, suite à la restructuration et au redressement intervenu dans certaines institutions de micro finance ; Par contre, le nombre de points de services a augmenté pendant la même période passant de 203 à 257 soit une progression de 27% ; S'agissant du nombre d'utilisateurs, il a connu une progression de 101 007 membres, soit un accroissement de 34% ; amenant la réalisation des objectifs à 93% ; En conséquence, le

taux de pénétration des ménages est passé de 36% à 43%, soit une progression de 21% ; Pour un objectif de 30 milliards de FCFA en 2008, les encours de dépôts sont passés de 20,3 milliards en 2003 à 42,6 milliards en juin 2007, soit une réalisation des objectifs de 142% et une croissance de 110%.

L'encours de crédit au début de la mise en œuvre de la stratégie était de 17 milliards. En juin 2007, le montant des crédits encours a plus que doublé et se chiffre à 34,8 milliards de FCFA. La progression depuis 2003 est de 105 %, tandis que le taux de réalisation des objectifs en 2008 est de 70%. Les crédits en souffrance en juin 2007 sont de 1,9 milliards contre 1,7 milliards en 2003.

Les crédits en souffrance semblent augmenter de 10% sur la période, mais comparés à l'ensemble du portefeuille, le taux de portefeuille en souffrance est moindre : il est passé de 10,3% en 2003 à 6,0% en 2007. Cependant, on ne peut conclure à une amélioration de la qualité du portefeuille étant donné qu'on ne dispose pas d'informations sur les pertes sur créances irrécouvrables.

La capitalisation des IMF a connu aussi une progression : les fonds propres sont passés de 1,7 milliards en 2003 à 3,7 milliards en 2007 avec une progression de 59%. Il serait nécessaire de connaître le taux de capitalisation pour conclure à une amélioration, puisque les éléments du passif ont également progressé fortement. La FUCEC-TOGO, leader des IMF du pays, a connu sensiblement la même évolution et représente toujours une part importante du secteur avec 70,4% des dépôts et 62,1% de l'encours de crédit.

En 2008 : on dénombre 430.000 bénéficiaires, 215.000 emprunteurs actifs, un encours de 50 milliards, soit environ les deux tiers des besoins projetés en 2008, un encours de dépôts de 30 milliards, soit environ les trois quarts des possibilités de collecte projetées en 2008.

La supervision de la micro-finance qui incombe au Ministère des Finances conformément à la loi des Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Épargne et de Crédit (IMCEC) ou loi PARMEC (loi sur la régulations de la micro finance adopté en 1998) qui régit la réglementation en matière de micro finance dans les pays de l'UEMOA, a toutefois besoin d'être renforcée. Le ministère des Finances ne disposant pas à l'heure actuelle de ressources suffisantes, les autorités monétaires doivent améliorer la qualité de la supervision en confiant, dès que possible, la supervision des plus grandes entités à la Banque centrale régionale, comme cela a été prévu.

c) Services d'assurance

Les services d'assurance sont fournis par 10 sociétés dont sept opèrent en assurance non-vie et trois en assurance vie, pour des capitaux totaux de 6, 7 milliards de francs CFA. À part une société, Fidelia Assurances, toutes ces compagnies sont majoritairement détenues par des intérêts étrangers. L'État togolais ne détient plus que 2,77 pour cent du capital de la GTA-C2A-iard, qui détenait une part de 41,3 pour cent du marché togolais des assurances non-vie en 2004. Ces sociétés fixent librement les primes d'assurance à l'exception de la branche Responsabilité civile automobile (obligatoire depuis 1987), dont les primes le sont par l'Autorité de tutelle, sur proposition de la direction nationale des assurances. Globalement, les engagements réglementés de toutes les compagnies vie et non-vie se chiffrent respectivement à 22 978 millions et 19 750 millions de francs CFA représentant le montant des actifs admis en représentation de ces engagements réglementés ; les autorités signalent que les actifs en représentation réglementés du marché se révèlent insuffisants.

Le Togo est signataire du Traité de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance (CIMA), en vigueur dans la Zone franc. La CIMA est organisée autour d'un Conseil des ministres, d'une Commission régionale de contrôle des assurances et d'un Secrétariat général. Les entreprises désireuses d'effectuer des opérations d'assurances sont soumises à l'obtention obligatoire d'un agrément pour les opérations d'assurances d'une ou plusieurs branches d'activité. Une même compagnie ne peut toutefois pas offrir plusieurs types de services, d'où la spécialisation soit en assurance non-vie soit en assurance vie de toute compagnie d'assurance sur le marché togolais. Une entreprise installée au Togo ne peut couvrir des risques situés à l'extérieur du pays. De même, les risques situés au Togo ne peuvent pas être couverts par des entreprises non-résidentes. Ces types de couverture sont toutefois possibles dans le cadre de la coassurance communautaire au sein de l'espace CIMA. Le capital minimum exigé par le code CIMA à la création d'une compagnie d'assurance est de 500 millions de francs CFA pour les sociétés anonymes et de 300 millions de francs CFA pour les sociétés mutuelles.

L'agrément est accordé par le Ministre chargé de l'économie, des finances et des privatisations, après l'évaluation du dossier de demande d'agrément selon les critères suivants: l'aptitude des actionnaires, des administrateurs et des dirigeants de la société à administrer et à gérer l'entreprise en création; la robustesse du plan d'affaires à travers les états financiers prévisionnels, de programme

d'investissement et la situation financière prévisionnelle; la situation générale du marché. La taxe sur les affaires financières (TAF) de 10 pour cent frappe les chiffres d'affaires réalisés par les compagnies de prestation de services financiers, y compris d'assurance.

d) Le système des pensions

Il comprend deux institutions, la Caisse des retraites du Togo (CRT) pour les fonctionnaires, et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) pour les employés du secteur privé et d'autres catégories de personnels employés par l'Etat. Ces deux systèmes sont des régimes par répartition (sans capitalisation) et à prestations déterminées, où les cotisations des employés actifs financent les pensions des retraités. Les deux institutions sont des entités publiques

confrontées à des difficultés financières et à des défis structurels qui, tôt ou tard, mettront en danger la survie même de ces institutions. La situation financière de la CRT est extrêmement critique déjà avec d'importants arriérés de cotisations dus par le gouvernement. En effet, le poids de la dette de l'Etat qui pèse sur la CNSS menace sa survie. Il faudrait, aussi vite que possible, engager des réformes des deux systèmes de pensions pour permettre au gouvernement du Togo d'éliminer le poids fiscal croissant que représente cette dette. En outre, l'assainissement du régime des pensions permettra non seulement de garantir une certaine sécurité de revenus aux retraités et autres bénéficiaires mais il dégagera également un supplément de fonds indispensables au développement du secteur financier.

La Politique de la concurrence

Cadre légal et réglementaire

Au niveau national

Le Gouvernement attache une grande importance à la politique de la concurrence dans le cadre de sa politique globale de développement du pays. Dans le cadre de la bonne gouvernance et du développement du commerce au Togo conformément aux règles internationales, les autorités ont trouvé nécessaire de faire pratiquer le jeu de la concurrence afin d'accroître l'efficacité économique, en créant un climat propice à l'innovation et au progrès. Les pouvoirs publics redoutant le risque de voir des monopoles et autres acteurs du marché se livrer à des pratiques visant à conserver leurs situations de rente, préjudiciables tant pour la compétitivité que pour le bien-être des consommateurs, ils ont mis en place une batterie de réglementation. C'est dans ce contexte que plusieurs textes juridiques et autres dispositions réglementaires ont été mis en place.

Par ailleurs, déterminé à accomplir de nouveaux progrès dans la construction de l'unité africaine en vue de renforcer l'intégration régionale pour sa meilleure insertion dans l'économie mondiale, le Togo applique depuis 2000, les actes uniformes de l'OHADA. Il en va de même des schémas de libéralisation, des codes, des principes et des règlements communautaires adoptés par la CEDEAO et l'UEMOA en général ainsi que du schéma régional d'harmonisation des activités de normalisation, de certification d'accréditation et de la métrologie mis en place par l'UEMOA en septembre 2005 et entré en vigueur depuis janvier 2006.

Droit de la concurrence

Dispositions

a) Les principaux textes qui régissent aujourd'hui les échanges commerciaux et les affaires au Togo et avec l'extérieur sont:

- La Loi 66-22 du 23 décembre 1966 portant code des douanes (ainsi que les lois de finances annuelles) et définissant, entre autres, le cadre

dans lequel la plupart des droits et taxes à l'importation et à l'exportation sont fixés et perçus.

- Institué par l'ordonnance n°93-006 du 4 août 1993, le code des marchés publics pose en 210 articles les règles applicables en la matière. Il est complété par le décret 94-039/PR relatif aux seuils.
- La Loi 89-14 du 18 septembre 1989 (et son décret d'application) portant statut de la zone franche; l'arrêté interministériel 25/MIC/MEF du 5 novembre 1996 portant condition d'obtention de la carte d'importateur/exportateur et chargeur;
- La loi portant commercialisation du coton; et les arrêtés interministériels 17 et 18/MCPT/MDRHV du 14 juin 1996 portant mise en place d'un comité de coordination de la filière café-cacao et définissant les modalités de collecte et d'exportation de ces produits.

L'ensemble de cette réglementation des échanges commerciaux ont une influence sur les investissements, les relations commerciales, la production et la commercialisation ; Par ricochet elle agit sur les relations entre importateurs /exportateurs et clients, entre les producteurs et les consommateurs. Leur régulation permet de garantir le libre jeu de la concurrence.

b) Loi sur la concurrence :

Objectifs de la loi :

La loi N°99-011 portant organisation de la concurrence au Togo du 27 décembre 1999 vise plusieurs objectifs:

- Renforcer la compétitivité des activités économiques dans un marché ouvert,
- concurrentiel, et d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé.
- Organiser la concurrence au Togo
- Instaurer la transparence du marché
- Lutter contre les pratiques restrictives de la concurrence.
- Assurer la sécurité du consommateur
- Promouvoir la qualité

Dispositions essentielles de la loi

Cette Loi prescrit entre autres, le principe de la liberté des prix ; l'obligation d'information sur les prix et condition de ventes (publicité des prix, vente au consommateur) ; et l'instauration d'une Commission nationale de la concurrence et de la consommation (CNCC). Elle proscriit les ententes et les abus de domination et les pratiques restrictives de la concurrence (prix imposés, revente à perte, refus de vente, pratiques discriminatoires entre professionnels, ventes sauvages et du para-commercialisme, publicité mensongère). Enfin, elle impose la lutte contre la fraude (usage de faux, falsification de documents commerciaux, pratique commerciale sans enseigne, fraude sur la déclaration de douanes, raison sociale contraire aux activités inscrites sur l'autorisation d'installation) ; la garantie et service après vente ; la lutte contre les tromperies, la falsification ; et la sécurité du consommateur.

En outre, la loi N°99-011 proscriit les pratiques illicites de la concurrence. Elle permet de constater les infractions commerciales (pratiques anticoncurrentielles, manquements aux règles de transparence du marché, pratiques restrictives de la concurrence). Pour cela, elle autorise et accorde des pouvoirs d'enquête pour établir des procès verbaux et des rapports sur les diversions infractions commerciales et elle sanctionne par des amendes et des peines d'emprisonnement les ententes et abus de domination ; le manque de transparence du marché et les pratiques restrictives de la concurrence ;

Les pratiques prohibées

Dans la pratique, la loi sur la concurrence a prévu régler les pratiques anticoncurrentielles ou prohibées par les dispositions sur « les ententes et abus de domination » et « transparence du marché et pratiques restrictives de la concurrence ». Les Articles 12, 13 et 16 en particulier, concernent les ententes, les abus de position dominante de prix imposés :

Dans l'article 12, toutes formes d'actions concertées, de conventions d'ententes expresses ou tacites ou de coalition ayant pour objet ou pouvant avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, sont prohibées, notamment lorsqu'elles tendent à :

- limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence pour d'autres entreprises ;
- faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ;
- limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou les progrès techniques ;
- répartir le marché ou les sources d'approvisionnement.

Selon l'article 13, est prohibée dans les mêmes conditions que celle visées à l'article 12 ci-dessus, l'exploitation :

- de toute tendance à la hausse des prix par une entreprise ou groupe d'entreprises ;
- d'une position dominante sur le marché intérieur ou une part substantielle de celui-ci ;
- de l'état de dépendance économique dans lequel se trouve à son égard, une entreprise cliente ou fournisseur qui ne dispose pas de solution équivalente.

Ces abus peuvent notamment consister en des refus de vente, en des ventes liées, en des conditions de vente discriminatoires ou en des pratiques de prix imposé ainsi que dans la rupture injustifiée de relations commerciales.

Enfin, l'article 16, interdit toute forme de pratique de prix imposé. La marge ou le prix de revente d'un bien, d'un produit, d'une prestation de service est présumée imposée dès lors qu'il lui est conféré un caractère minimal ou maximal.

Statut et les prérogatives de l'entité chargée de la concurrence

L'autorité administrative en charge de la concurrence est la Direction du commerce intérieur et de la concurrence (DCIC), logée au Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé. Autrefois, elle s'intitulait Direction du Commerce Intérieur et des Prix et de la Concurrence (DCIPC). Avant août 1995, les activités de la Direction tournaient autour du contrôle des prix en amont, par la fixation des prix d'un certain nombre de produits de fabrication locale ou d'importation et en aval par leur contrôle, aussi bien dans les boutiques que dans les marchés traditionnels.

Le contrôle des prix est supprimé depuis la libéralisation des activités économiques. Les derniers verrous du contrôle des prix ont été levés en Août 1995 suivant les arrêtés n° 28 et 29 1 MCPTI DCIPC. Un nouveau cadre institutionnel a été mis en place depuis le vote par l'Assemblée Nationale de la loi n° 99-011 du 27 décembre 1999 portant organisation de la concurrence au Togo et son décret d'application n° 2001-207/PR du 28 décembre 1999. Ce nouveau cadre, créé le 22 mai 2001, a pour objectifs d'organiser le contrôle et le développement du commerce intérieur et de la concurrence ; d'initier des actions devant favoriser l'exercice de la libre concurrence et de réprimer les fraudes.

Les modalités de la saisine et de l'intervention de la DCIC

La Direction du Commerce Intérieur et de la Concurrence (DCIC) est saisie sur l'initiative de

l'administration et des tiers par correspondance, interpellation, dénonciation, etc. -L'article 7 du décret N°2001-208/PR du 16 décembre 2001 stipule que : « La Commission est saisie par le ministre en charge du commerce soit à son initiative soit à l'initiative de l'administration et des tiers pour les questions visées à l'article 4 du présent décret ». L'article 8 stipule que : « La Commission nationale de la concurrence et de la consommation peut être consultée par le gouvernement sur tout projet de texte législatif ou réglementaire sur la concurrence »

La DCIC s'applique à faire respecter la liberté des prix ; informer sur les prix et condition de ventes; lutter contre les ententes et abus de domination ; garantir la transparence du marché ; sanctionner toutes pratiques restrictives de la concurrence et œuvrer pour la sécurité du consommateur.

Types d'intervention et d'actions :

La Direction du commerce intérieur et de la concurrence (DCIC) dans le cadre de sa mission ; procède à des contrôles, donne des avertissements, inflige des sanctions financières et va parfois exiger la cessation de toute activité commerciale mettant en danger la sécurité du consommateur.

Les possibilités de recours

La justice, la contre-expertise, les tests de qualité, les laboratoires d'analyse, etc.

Autorité chargée de la concurrence :

En dehors de la DCIC, on peut mentionner également, l'existence de la Commission nationale de la concurrence et de la consommation (CNCC), organe consultatif, prévue par la loi N°99-011 et consacrée par le décret N°2001-208/PR du 16 décembre 2001. Depuis sa mise en place, elle connaît des difficultés de fonctionnement.

Missions essentielles de la CNCC

Ces tâches sont consacrées dans l'Article 4 du décret N°2001-208/PR : « La Commission nationale de la concurrence et de la consommation est placée sous tutelle du ministre chargé du commerce et comprend deux sous-commissions :

1. la sous- commission de la concurrence chargée des questions :
 - les mesures de natures propres à diminuer les obstacles et la libre concurrence ;
 - la sensibilisation des consommateurs par l'intermédiaire des associations de défenses des consommateurs et organismes concernés ;
 - les avis sur les questions qui lui sont soumises ;
 - la réunion des éléments d'information sur la concurrence

2. la sous-commission de la consommation chargée des questions spécifiques de la concurrence et du règlement de toutes les questions :

- les pratiques anticoncurrentielles et restrictives de la concurrence relevées dans les affaires dont les juridictions compétentes sont saisies ;
- les faits qui paraissent susceptibles d'infraction au sens de la loi »

Mise en application du droit de la concurrence :

Sur le plan juridique, en matière de protection de droit de la concurrence, la loi n° 99-001 du 28 décembre 1999 portant organisation de la concurrence au Togo est l'un des dispositifs le plus importants. Mais son application n'est pas satisfaisante. L'un des organes les plus importants prévus par la loi, la Commission nationale de la concurrence et de la consommation (CNCC), manque de moyens pour fonctionner. Néanmoins des efforts sont faits au niveau des pouvoirs publics pour renforcer les capacités d'intervention de la Direction du commerce intérieur et de la concurrence.

En ce qui concerne les ententes et les abus de domination, cette loi en son article 12 interdit formellement toutes formes d'actions concertées, de conventions d'ententes expresses ni tacites ou de coalition dont le seul but est de fausser le jeu de la concurrence.

Par ailleurs, déterminé à accomplir de nouveaux progrès dans la construction de l'unité africaine en vue de renforcer l'intégration régionale pour sa meilleure insertion dans l'économie mondiale, le Togo applique depuis 2000, les actes uniformes de l'OHADA. Il en va de même des schémas de libéralisation, des codes, des principes et des règlements communautaires adoptés par la CEDEAO et l'UEMOA en général, ainsi que du schéma régional d'harmonisation des activités de normalisation, de certification d'accréditation et de la métrologie mis en place par l'UEMOA en septembre 2005 et entré en vigueur depuis janvier 2006.

Au niveau régional

L'adoption du code communautaire de la concurrence de l'UEMOA

Dans l'ordre logique des objectifs proclamés, le Traité indique en son article 76, alinéa c, que, pour la mise en place du marché commun, l'Union œuvre pour l'institution de règles communes de concurrence applicables aux entreprises publiques et privées ainsi qu'aux aides publiques.

Ces dispositions sont complétées par celles des articles 88 à 90 portant sur les règles de concurrence à mettre en œuvre dans le cadre de la construction du marché commun. Plus précisément, l'article 88 dudit Traité dispose que sont interdits de plein droit :

- a) les accords, associations et pratiques concertées entre entreprises, ayant pour objet ou pour effet de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur de l'Union ;
- b) toutes pratiques d'une ou de plusieurs entreprises, assimilables à un abus de position dominante sur le marché commun ou dans une partie significative de celui-ci ;
- c) les aides publiques susceptibles de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.

L'article 89 ajoute que le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres et sur proposition de la Commission, arrête par voie de règlements les dispositions utiles pour faciliter l'application des interdictions énoncées à l'article 88. Il fixe, selon cette procédure, les règles à suivre par la Commission dans l'exercice du mandat que lui confère l'article 90 ainsi que les amendes et astreintes destinées à sanctionner les violations des interdictions énoncées dans l'article 88. Il peut également édicter des règles précisant les interdictions énoncées dans l'article 88 ou prévoyant des exceptions limitées à ces règles afin de tenir compte de situations spécifiques. L'article 90 poursuit en indiquant que la Commission est chargée, sous le contrôle de la Cour de Justice, de l'application des règles de concurrence prescrites par les articles 88 et 89.

Si ledit Traité est effectivement entré en vigueur très rapidement dès le 1er août 1994, il a fallu attendre le 23 mai 2002, soit plus de sept ans après le démarrage du processus d'intégration en question, pour assister à la mise en œuvre du droit dérivé en matière de concurrence sous forme de règlements et de directives du Conseil des ministres de l'UEMOA.

Les objectifs de la politique de concurrence de l'UEMOA

Les objectifs de la politique de concurrence de l'UEMOA résident, non seulement dans les objectifs habituels de toute politique de concurrence, qu'elle soit nationale ou communautaire, mais également des objectifs spécifiques à une politique communautaire de la concurrence liée à la mise en œuvre d'un processus d'intégration régionale caractérisé par la construction d'un marché commun. L'UEMOA recherche à protéger le consommateur, lutter contre l'inflation et promouvoir la compétitivité internationale, et les orientations actuelles, à savoir jouer sur les structures du marché et diffuser le pouvoir économique. De ce point de vue, il apparaît entre

autres que le jeu normal de la concurrence entre les opérateurs économiques a un double avantage pour les pays africains : la satisfaction optimale des consommateurs et le dynamisme qu'elle influe à l'économie. Dans ce cas, elle protège les intérêts des consommateurs et les intérêts des producteurs et ceux de l'économie. Ainsi, la politique de la concurrence assure aux consommateurs un vaste choix de produits à des prix compétitifs et en même temps favorise les gains de productivité.

Cependant, en plus de ces objectifs généraux, le droit communautaire de la concurrence vise à faciliter le processus d'intégration au sein des économies régionales et mondialisées qui se traduit par :

- l'élargissement du marché de l'Union dû au décloisonnement des marchés nationaux et à l'intensification des courants d'échanges ;
- la réallocation des ressources à l'intérieur de l'espace communautaire ;
- la modification des conditions d'offre.

A cet effet, il vise à empêcher que des opérateurs économiques ne constituent des barrières à la libre circulation des biens, des services et des capitaux. La politique de la concurrence de l'UEMOA joue également un rôle important dans la mise en œuvre des politiques sectorielles et notamment dans la libéralisation des industries de réseaux en contribuant à leur ouverture à la concurrence.

La cohérence de la politique de concurrence de l'UEMOA avec les autres politiques

A l'instar de toute politique de la concurrence, il est également acquis que celle communautaire de l'UEMOA entretient des liens et des interactions avec les autres politiques, en particulier dans le domaine économique.

De ce dernier point de vue, il ressort que la politique économique constitue un tout dont la politique de la concurrence forme un pilier essentiel parmi d'autres pôles d'action. Ceci signifie que ces autres pôles d'action n'ont pas de portée, tout particulièrement dans les pays en développement, que si une politique de la concurrence les accompagne, pour orienter et encadrer certaines modalités.

En particulier à l'époque actuelle où la plupart des Etats et des organisations ont opté pour le libéralisme économique sur le plan macro-économique, une interaction nécessairement joue entre les politiques de privatisation d'entreprises étatiques, de libéralisation des prix, la politique des investissements directs étrangers, la politique fiscale, la politique de déréglementation des secteurs d'activités en réseaux, notamment les postes et télécommunications, l'énergie, l'eau.

Au niveau communautaire de l'UEMOA

Les autorités de l'Union ont choisi d'instituer les règles relatives à l'Union douanière et la politique commerciales avant les règles de concurrence conçues comme un instrument de consolidation du marché commun.

Cependant, il était aussi concevable et peut être même plus judicieux d'engager toutes ces réformes en même temps afin de s'assurer d'une plus grande cohérence des politiques. En effet, la mise en œuvre de la politique et du droit de la concurrence dans l'UEMOA peut poser par exemple le problème du maintien de certains mécanismes douaniers. Cependant, malgré le fait que les différentes politiques de l'UEMOA n'ont pas toujours été adoptées au même moment et que ces politiques sont souvent élaborées et mises en œuvre par des départements différents au sein de la Commission, avec les risques d'une collaboration insuffisante, on constate un effort global de mise en cohérence de la politique communautaire de concurrence avec les différentes politiques communautaires. C'est notamment le cas de la politique minière (basé sur l'adoption d'un Code minier communautaire), de la politique industrielle, de la politique des investissements, l'idée privilégiée à ces niveaux étant surtout de parvenir à mettre sur le même pied les entreprises d'un point à l'autre de l'espace communautaire.

Champ d'application du droit communautaire de la concurrence

Le droit applicable

A côté du droit communautaire de la concurrence de l'UEMOA, il subsiste aussi d'autres droits de la concurrence actuellement ou éventuellement applicables au sein de cet espace communautaire, dont principalement les droits des différents États membres de l'UEMOA et certains droits «trans-nationaux» (droits qui émanent de plusieurs États et dont les champs d'application dépassent le cadre d'un seul pays), qu'il s'agisse de ceux émanant d'organisations d'intégration régionale ou d'harmonisation juridique que sont en particulier l'OHADA et la CEDEAO ou, dans une certaine mesure, de ceux provenant de l'OMC et de la CNUCED.

a. L'exclusivité du droit communautaire par rapport aux droits nationaux

Avec l'édiction des règles de concurrence de l'UEMOA, se réalise dans chacun de ces pays une coexistence d'un droit national et d'un droit communautaire de la concurrence issu de l'UEMOA. Cette situation pose des problèmes de compatibilité entre les règles de fond et la mise en œuvre de celles-ci par le biais des structures et des procédures et sanctions prévues pour cela.

Plus précisément, les aspects visés par les droits nationaux de la concurrence peuvent, en partie, différer de ceux visés par le droit communautaire de la concurrence ou les recouper sur certains points, aussi bien au niveau des règles de fond, que dans la mise en œuvre de celles-ci.

Deux thèses se sont opposées dès la phase d'élaboration des textes de l'UEMOA sur le droit de la concurrence. La première soutient que les législations nationales doivent continuer à coexister avec la législation communautaire, en particulier dans le domaine des ententes et des abus de position dominante, en veillant à ce que les dispositions de ces législations nationales soient conformes au droit communautaire et que ce dernier prime en cas de conflit. Pour les autres, dont la Commission, l'UEMOA doit avoir une compétence exclusive pour légiférer dans le domaine des ententes, des abus de position dominante et des aides d'État, afin d'éviter les conflits de normes et de procédures.

Saisie à titre consultatif par la Commission de l'UEMOA de la divergence de vues, la Cour de Justice de l'UEMOA a tranché en faveur de la Commission dans son avis du 27 juin 2000. Cet avis de la Cour de justice de l'UEMOA a été pris en compte dans son principe par le législateur de l'UEMOA dans les règles de concurrence édictées le 23 mai 2002, plus particulièrement par la directive n° 02/2002/CM/UEMOA relative à la coopération entre la Commission et les structures nationales de concurrence des États membres dans la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles³. Toutefois, dans son aménagement concret, un tel principe a été amené à connaître quelques assouplissements du fait du souci du législateur de l'UEMOA de concilier la compétence exclusive de la Commission et la nécessité de permettre une surveillance efficace des marchés par les structures nationales de concurrence.

Dans le cadre du partage des fonctions d'enquête entre les structures nationales de concurrence et la Commission, seule cette dernière peut connaître des pratiques que sont les aides d'État, les pratiques anticoncurrentielles concernant les monopoles et entreprises publiques et les pratiques anticoncurrentielles susceptibles d'avoir un effet sur les échanges entre États membres. De même, la Commission doit informer les structures nationales de concurrence des États membres des procédures d'investigations concernant les entreprises situées sur leur territoire, en leur transmettant les copies de certains documents que sont notamment les pièces les plus importantes constatant les infractions, les demandes de renseignements adressées aux entreprises et les vérifications projetées auprès des entreprises en question.

Malgré la consécration de ce principe de l'exclusivité du droit communautaire de la concurrence dans le domaine des pratiques, la problématique du droit applicable n'est pas pour autant totalement épuisée, puisque deux problèmes subsidiaires subsistent. Il s'agit de l'application du droit communautaire de la concurrence aussi bien dans le temps que dans l'espace.

a.1). S'agissant de l'application du droit communautaire de la concurrence de l'UEMOA dans le temps, il ressort dans le principe que les règles communautaires de la concurrence obéissent aux mêmes prescriptions du Traité que les autres règles. L'article 45 du Traité dispose que les actes pris par les organes de l'Union entrent en vigueur après leur publication à la date qu'ils fixent. Suivant cette règle, il suffit de se référer à la date de publication d'un acte dans le Bulletin officiel de l'Union sinon à sa notification aux personnes intéressées pour déterminer à partir de quand il prend effet.

Toutefois, l'article 88 a du Traité a prévu qu'un an après l'entrée en vigueur du Traité, les ententes, les abus de position dominante et les aides publiques sont interdits de plein droit et l'article 89 renvoie à des règlements pour préciser la portée de ces interdictions. Or il se trouve qu'il a fallu sept ans avant que les actes d'application concernant la concurrence ne soient pris. La question qui se pose est de savoir quel sort il faut réserver aux pratiques commises antérieurement à l'adoption des actes d'application des articles 88, 89 et 90 du Traité.

Les dispositions de la Directive n° 01/2002/CM/UEMOA laissent penser qu'implicitement, est consacrée l'applicabilité des droits nationaux durant la période transitoire pour les affaires en cours d'instruction. Les règles communautaires pour les affaires pourraient s'appliquer au stade de l'enquête à moins que la Commission saisie de ces affaires ne décide d'appliquer les règles nationales sur la base desquelles les poursuites ont été engagées.

a2). En ce qui concerne l'application du droit communautaire de la concurrence dans l'espace, en principe les règles communautaires de concurrence s'appliquent dans l'ensemble du territoire constitué par les huit États membres de l'Union. Ce principe découle de l'article 43 du Traité qui précise que les Règlements et Directives sont directement applicables dans tout État membre, sachant que l'essentiel du code communautaire de la concurrence est constitué par le droit dérivé du Traité.

Plusieurs cas de figure peuvent se présenter :

- Le cas le plus simple est celui où les auteurs de la pratique sont situés dans l'espace communautaire

et que la pratique produit son effet dans le marché commun. Les règles communautaires s'appliqueront pleinement nonobstant toutes dispositions nationales contraires.

Il est à préciser ici qu'aucune condition relative à l'effet sur les échanges intracommunautaires n'est posée.

- Le deuxième cas possible est celui où les entreprises se concertent ou abusent de leur position dominante, mais que ces pratiques ne produisent leurs effets que sur un autre marché extérieur au Marché commun (par exemple un cartel à l'exportation). La question qui se pose alors est de savoir si des poursuites contre les entreprises en cause peuvent être engagées.

La réponse est négative, sauf si l'Union a par ailleurs souscrit vis-à-vis du pays du marché perturbé un engagement à poursuivre ces entreprises. Et dans ce cas même, la question du droit applicable va se poser: s'agira-t-il du droit communautaire de l'UEMOA ou de celui du pays où l'effet se produit ?

- le troisième cas de figure est celui où une ou plusieurs entreprises situées hors du territoire communautaire se livrent à des pratiques ayant des effets sur le territoire du Marché commun. Dans cette hypothèse le droit communautaire de l'UEMOA pourrait s'appliquer, la seule difficulté étant de disposer des moyens matériels et juridiques pour poursuivre les entreprises fautives.
- Enfin, le quatrième cas de figure est celui des entreprises en zones franches ou en régime de points francs, qui physiquement se situent dans l'espace communautaire, mais juridiquement bénéficient d'un statut d'extranéité. En principe, ces entreprises, ayant pour vocation d'exporter hors du Marché commun, ne devraient pas pouvoir exercer des pratiques ayant un objet ou des effets anticoncurrentiels dans le Marché Commun et donc de faire l'objet de poursuites, sous réserve des possibilités admises d'un écoulement partiel dans le marché communautaire.

b. La prise en compte des autres droits transnationaux régionaux (OHADA, CEDEAO)

Actuellement existent dans l'espace UEMOA, deux autres organisations d'intégration régionale ou d'harmonisation juridique, à savoir la CEDEAO et l'OHADA, qui projettent également de se doter chacune d'un droit de la concurrence applicable dans l'espace UEMOA.

b1). La CEDEAO

La CEDEAO a été créée par un traité signé à Lagos (Nigeria) le 28 mai 1975. Ce Traité est entré en vigueur en juin de la même année après sa ratification par 7 (sept) Etats membres conformément aux stipulations de son article 62. La CEDEAO est une organisation d'intégration ayant véritablement une envergure régionale pour avoir transcendé les différentes sphères coloniales de l'Afrique de l'Ouest. En effet, la CEDEAO regroupe à l'heure actuelle 15 pays qui n'ont pas la même langue officielle : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte-d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Togo (pays francophones), le Ghana, la Gambie, le Liberia, le Nigeria, la Sierra Leone (pays anglophones), le Cap Vert, la Guinée Bissau (pays lusophones). Le siège de l'organisation se trouve à Abuja, au Nigéria.

Le Traité initial de la CEDEAO a été révisé par le sommet des chefs d'État tenu à Cotonou en juillet 1993. Aux termes de ce Traité révisé, la CEDEAO se fixe comme but de réaliser l'intégration entre les pays d'Afrique de l'ouest, en priorité sur le plan économique, mais également dans les autres domaines de la vie sociale, afin de parvenir à un plus grand développement, pour le plus grand bien des populations.

Dans ce sens, le paragraphe 1 de l'article 3 du Traité révisé de la CEDEAO de 1993 consacré aux buts et objectifs de l'organisation dispose que « la Communauté vise à promouvoir la coopération et l'intégration dans la perspective d'une union économique de l'Afrique de l'Ouest en vue d'élever le niveau de vie de ses peuples, de maintenir et d'accroître la stabilité économique, de renforcer les relations entre les Etats membres, et de contribuer au progrès et au développement du continent africain ». A cet effet, un certain nombre d'objectifs ont été fixés par le Traité, à travers notamment le paragraphe 2 de l'article 3, et par différents textes de droit primaire et dérivé que sont notamment les protocoles, les décisions et les règlements.

Plus précisément, l'examen des dispositions de ces différents textes nous montre que la CEDEAO poursuit à l'heure actuelle deux grands objectifs : d'abord et avant tout la mise en place d'un marché commun en tant qu'objectif fondamental, et ensuite et à terme, la mise en place d'une union économique et monétaire en tant qu'objectif ultime.

C'est dans la recherche de cet objectif fondamental qu'est la mise en place d'un marché commun qu'est envisagée l'adoption d'un droit et d'une politique de concurrence, même si le Traité révisé ne le prévoit pas clairement. Cependant, malgré l'absence de base juridique consistante, la CEDEAO a également

entrepris de se doter d'un droit de la concurrence et des projets de textes ont été élaborés.

b2) L'OHADA

Pour sa part, l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) a été créée par le Traité de Port-Louis (en Ile-Maurice) signé le 17 octobre 1993 et entré en vigueur le 18 septembre 1995. L'OHADA a pour objectif global de favoriser, au plan économique, le développement et l'intégration régionale ainsi que la sécurité juridique et judiciaire dans les affaires au niveau de ses seize États membres que sont les huit États de l'espace UEMOA, plus le Cameroun, la Centrafrique, les Comores, le Congo, le Gabon, la Guinée, la Guinée Équatoriale et le Tchad. En outre, l'OHADA envisage d'autres harmonisations juridiques, en particulier dans le domaine du droit de la concurrence.

Les règles matérielles du droit communautaire de concurrence

En termes de pratiques ou de comportements visés, le droit communautaire de la concurrence de l'UEMOA s'intéresse exclusivement aux pratiques anticoncurrentielles que sont les ententes anticoncurrentielles, les abus de position dominante, et les interventions publiques.

Les ententes anticoncurrentielles

Le Traité de l'UEMOA se limite pour l'essentiel à indiquer en son article 88, alinéa a, que les accords, les associations et les pratiques concertées entre entreprises sont interdits de plein droit, lorsque ceux-ci ont pour objet ou pour effet de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur de l'Union, et à disposer en son article 89 que le Conseil des ministres arrête par voie de règlement dès l'entrée en vigueur du traité la procédure, les sanctions et les exceptions applicables à cette interdiction.

Les abus de position dominante

Comme dans le domaine des ententes, le Traité de l'UEMOA se limite à poser de façon très succincte le principe d'interdiction des abus de position dominante. A cet égard, l'article 88, alinéa b, dudit Traité dispose que sont interdits de plein droit toutes pratiques d'une ou de plusieurs entreprises, assimilables à un abus de position dominante sur le marché commun ou dans une partie significative de celui-ci.

Les interventions publiques (pratiques imputables aux Etats)

Le Code communautaire de la concurrence de l'UEMOA contient des dispositions aux interventions publiques. Par le terme générique d'interventions publiques sont désignés deux groupes d'actes des personnes publiques: les aides publiques et les

pratiques que le règlement n°02/2002/CM/UEMOA qualifie de pratiques anticoncurrentielles imputables aux États.

Aux termes de l'article 88, alinéa c, du Traité de l'UEMOA, sont interdites de plein droit les aides publiques susceptibles de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions, sous réserve d'exceptions limitées pouvant être prévues par le Conseil des ministres en vertu de l'article 89 du même traité. Ainsi est proclamée par ledit traité l'incompatibilité de la plupart des aides publiques avec le marché commun, puisque rares sont les aides susceptibles de favoriser toutes les entreprises ou toutes les productions. Poursuivant dans la voie tracée par le Traité de l'UEMOA, le règlement n°04/2002/CM/UEMOA réitère une telle interdiction tout en apportant plus de précisions sur son contenu et sa portée.

Le cadre institutionnel

Le cadre institutionnel est constitué par l'ensemble des structures communautaires qui concourent à la conception et à la mise en œuvre de la législation communautaire de la concurrence. Sur le plan communautaire, quatre organes interviennent dans l'élaboration et l'application du droit communautaire de la concurrence, à savoir le Conseil des ministres, la Commission, la Cour de justice et, dans une certaine mesure, le Comité consultatif de la concurrence.

Le Conseil des ministres

Le Conseil des ministres assure un rôle directeur ou en d'autres termes une fonction de réglementation en matière de concurrence. En effet, l'article 89 du Traité de l'UEMOA dispose que le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres et sur proposition de la Commission, arrête dès l'entrée en vigueur du Traité, par voie de règlements, les dispositions utiles pour faciliter l'application des interdictions énoncées à l'article 88 dudit Traité. De même, il appartient au Conseil de fixer, selon la même procédure, les règles à suivre par la Commission dans sa mission d'application des règles de concurrence, ainsi que les amendes et astreintes destinées à sanctionner les violations des interdictions énoncées, en ce qui concerne en particulier les ententes, les abus de position dominante et les aides publiques susceptibles de fausser le jeu de la concurrence. Le Conseil peut aussi édicter des règles précisant les interdictions susmentionnées ou prévoyant des exceptions limitées à ces règles d'interdiction afin de tenir compte de situations spécifiques.

La Commission de l'UEMOA

La Commission assure un rôle essentiel dans la conception et dans l'application du droit communautaire de la concurrence dans la mesure où,

en tant que gardienne du Traité de l'Union, elle exerce une triple fonction dans le domaine de la concurrence:

- une fonction de réglementation;
- la définition de la politique de la concurrence;
- et la mise en œuvre du droit communautaire

Dans le cadre des habilitations qu'elle détient du Conseil des ministres, elle a le pouvoir de prendre des règlements d'exécution, des mesures d'application de ces règlements, en matière :

- d'exemption par catégorie de certains accords illicites pour tenir compte des spécificités du secteur d'activité ou de la contribution de cet accord au progrès économique ou technique;
- de définition de la forme, de la teneur et des autres modalités de notification, ainsi que le taux d'intérêt en ce qui concerne les aides publiques;
- de définition d'autres catégories d'aides publiques susceptibles d'être autorisées de plein droit.

En second lieu, la Commission est chargée de définir la politique de la concurrence de l'Union. Elle rend compte de ses activités au moyen d'un rapport annuel sur cette politique comme le prescrit l'article 19 du règlement n°03/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002.

Elle effectue également des études et des enquêtes par secteur économique ayant pour objet d'approfondir sa connaissance du fonctionnement des marchés de l'Union et suscite des débats avec les organisations professionnelles, les organisations de consommateurs, ainsi que les organisations internationales. Ces actions visent à mieux orienter cette politique dans l'intérêt général.

La Cour de Justice de l'UEMOA

La Cour de Justice créée par l'article 38 du Traité a pour mission globale de veiller au respect du droit quant à l'interprétation et à l'application du Traité de l'Union. De façon plus spécifique, la Cour de justice joue en matière de concurrence un rôle très important dans la mesure où l'article 90 du Traité dispose qu'elle contrôle l'application des règles par la Commission. De façon générale, la Cour de Justice a une compétence d'attribution, sa fonction consultative étant exceptionnelle: elle ne peut être saisie que des litiges qui lui sont expressément attribués par le Traité ou en application du Traité. Ainsi, elle a compétence pour connaître:

- du recours en manquement;
- du recours en appréciation de la légalité;
- du plein contentieux de la concurrence;
- du recours du personnel de l'Union;
- du recours en responsabilité;
- du recours préjudiciel.

Par ailleurs, la Cour de Justice peut émettre des avis et recommandations sur tout projet de texte soumis par

la Commission. Dans la suite logique de toutes ces attributions, de façon très concrète, en ce qui concerne les questions de concurrence, la Cour de justice apprécie la légalité des décisions prises par la Commission en matière d'ententes et d'abus de position dominante, sur recours d'un Etat membre ou du Conseil, ou de toute personne physique ou morale intéressée. De même, la Cour de justice statue, avec compétence de pleine juridiction, sur les recours intentés contre les décisions par lesquelles la Commission fixe une amende ou une astreinte, en ayant la possibilité de modifier ou d'annuler les décisions prises, de réduire ou d'augmenter le montant des amendes et des astreintes ou d'imposer des obligations particulières. En outre, relativement à la libéralisation des monopoles et entreprises publiques, la Cour de justice peut être saisie par la Commission lorsqu'un Etat membre ne se conforme pas à un avis ou une recommandation de cette dernière proposant des modifications à un projet de législation nationale susceptible d'affecter la concurrence à l'intérieur de l'Union.

Le Comité consultatif de la concurrence

Le Comité consultatif de la concurrence a été créé par l'article 28, paragraphe 28.3, du règlement n°03/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002. Ce comité est composé de fonctionnaires compétents en matière de concurrence, à raison de deux représentants par Etat membre. Le Comité consultatif de la concurrence est consulté par la Commission de l'UEMOA pour avis, préalablement à toute décision en matière d'entente et d'abus de position dominante et avant certaines décisions en matière d'aides publiques dont, en particulier, les décisions conditionnelles et les décisions négatives.

Les règles de procédures

Les différents types de procédures

La législation communautaire de la concurrence prévoit différents types de procédures d'adoption des décisions selon leur nature et leurs effets, à l'exception de la procédure contentieuse relative aux cas d'ententes et d'abus de position dominante qui fera l'objet d'un développement plus approfondi.

Procédure d'adoption de l'attestation négative et de l'exemption individuelle

La demande d'attestation négative vise à faire constater par la Commission qu'il n'y a pas lieu pour elle d'intervenir à l'égard des pratiques mises en œuvre tandis que la notification a pour objet d'exonérer une pratique illicite de l'application des dispositions de l'article 88 a du Traité du fait de ses effets bénéfiques.

Pour bénéficier d'une exemption individuelle ou d'une attestation négative, les entreprises sont tenues d'en

faire la demande ou de notifier la pratique en cause au moyen du formulaire (N) qui fournit toute une série d'informations concernant les parties, les accords, le marché considéré et les raisons pour lesquelles la demande de la notification est présentée.

Partant de l'étape précédente, la procédure décisionnelle se présente comme suit:

- dès réception de la demande, ou de la notification, la Commission publie une brève communication qui reproduit le résumé non confidentiel joint au formulaire (N). Cette publication a pour but d'inviter les parties tierces à formuler leurs observations sur l'accord, la décision d'association ou la pratique concertée ;
- dans les six mois à compter de la notification ou du dépôt de la demande, la Commission peut décider d'octroyer une attestation négative ou une exemption individuelle dans des conditions précises. Pour ce faire, elle transmet sans délai aux autorités des Etats membres la copie des demandes ou des notifications, ainsi que les pièces les plus importantes qui lui sont adressées. Au cours de cette période, la Commission peut négocier avec les parties intéressées afin de rendre leurs pratiques compatibles avec le Marché commun. À cette fin, elle conclut un accord informel ;
- lorsque la Commission, après réception de la notification ou de la demande d'attestation négative, émet des doutes quant à la compatibilité d'une pratique avec le Marché commun, elle engage la procédure contradictoire. Dans ce cas, la Commission communique aux parties intéressées les griefs mis à leur charge, les met en mesure de faire connaître leurs observations avant d'adopter une décision définitive dans un délai de 12 mois.

Si aucune décision n'est prise au-delà de ce délai, à compter de l'ouverture de la procédure contradictoire, ce silence des autorités communautaires équivaut à une décision implicite d'attestation négative ou d'exemption.

La procédure d'adoption des règlements d'exécution aux fins d'exemption

L'article 6, paragraphe 7, du règlement de procédure prévoit que, lorsque la Commission se propose d'arrêter un règlement d'exécution aux fins d'exemption, elle doit publier le projet afin de permettre à toutes les personnes et organisations intéressées de lui faire connaître leurs observations.

Avant cette publication, la Commission doit consulter le Comité consultatif de la concurrence. Elle doit également consulter le Comité avant d'adopter définitivement le règlement d'exécution.

Les procédures de traitement des aides publiques

En matière d'aides publiques, les textes de l'UEMOA sur la concurrence envisagent quatre sortes de procédures : la procédure concernant les aides notifiées, la procédure en matière d'aides illégales, la procédure en cas d'application abusive d'une aide et enfin la procédure relative aux régimes d'aides existantes.

Dans la procédure concernant les aides notifiées, tout projet d'octroi d'une nouvelle aide doit être notifiée à la Commission par l'État membre concerné. Le projet en question n'est mis à l'exécution que si la Commission a pris ou est réputée d'avoir pris une décision l'autorisant.

La procédure en matière d'aides illégales est déclenchée lorsque la Commission a en sa possession des informations concernant une aide prétendue illégale. Pour clôturer la procédure, la Commission peut décider que l'État membre concerné doit prendre toutes les mesures nécessaires pour récupérer l'aide auprès de son bénéficiaire. La procédure en cas d'application abusive d'une aide se ramène à la possibilité pour la Commission d'ouvrir une procédure semblable notamment à celle relative aux aides illégales.

Dans la procédure relative aux régimes d'aides existants, la Commission procède avec les États membres à l'examen permanent de ces régimes, avec la possibilité de faire des recommandations proposant l'adoption de mesures utiles. Si l'État membre concerné ne se conforme pas à une décision conditionnelle ou à une décision négative ou à une injonction de suspension ou à une injonction de récupération ou à une décision de récupération ou aux arrêts de justice y afférents, la Commission peut, après avoir invité l'État membre à faire ses observations, prendre des mesures graduelles.

Les procédures devant la Commission

1. La saisine de la Commission

La procédure contradictoire est initiée sur décision de la Commission de l'UEMOA avec communication de griefs, suite à une plainte, une notification émanant d'une ou plusieurs personnes intéressées, ou de sa propre initiative, en vue de l'obtention d'une décision d'attestation négative, d'exemption individuelle, ou de condamnation pour infraction à l'interdiction des ententes et des abus de position dominante. La communication des griefs est faite par la Commission de l'UEMOA qui transmet par écrit, à chacune des entreprises et associations d'entreprises ou à leur mandataire commun, les griefs retenus contre elles, en leur laissant la possibilité effective de présenter leur défense par écrit ou oralement lors d'auditions.

2. Les pouvoirs d'enquête de la Commission

Pour recueillir les informations relatives au fonctionnement des marchés dont elle a besoin pour l'exécution de sa mission, la Commission dispose, en vertu du règlement n° 03/2002/CM/UEMOA du Conseil des ministres du 23 mai 2003, d'un triple pouvoir d'enquête. Elle peut soit demander des renseignements aux entreprises, soit opérer des vérifications, soit encore effectuer des enquêtes sectorielles.

La demande de renseignements est prévue par l'article 18 du règlement susvisé. De telles demandes peuvent être adressées aux États membres ou aux entreprises et associations d'entreprises. En absence de réponse à une première demande de la part d'une entreprise ou association d'entreprises, la Commission sollicite les renseignements demandés par voie de décision. Les États membres sur le territoire desquels se trouvent les entreprises en cause reçoivent copie des demandes de renseignements, qu'elles soient ou non effectuées par voie de décision. La demande doit indiquer les bases juridiques sur lesquelles la Commission se fonde et le but dans lequel les renseignements sont demandés, ainsi que les sanctions prévues au cas où un renseignement inexact serait fourni. Elle peut préciser, le cas échéant, le recours ouvert devant la Cour de Justice.

Les vérifications auprès des entreprises peuvent être effectuées par la Commission ou par les autorités compétentes des États membres agissant sur demande de la Commission. Comme les demandes de renseignements, elles sont destinées à permettre l'accomplissement par la Commission des tâches qui lui sont assignées par l'article 90 du Traité et par les prescriptions arrêtées en application de l'article 89. La vérification peut s'effectuer sur mandat délivré par la Commission, indiquant l'objet et le but de la vérification, ainsi que la sanction prévue au cas où les livres ou autres documents professionnels requis seraient présentés de façon incomplète. Elle peut, le cas échéant, être opérée par voie de décision.

Lorsque la vérification est opérée par les agents de la Commission, ceux-ci ont le pouvoir de contrôler les livres et autres documents professionnels, prendre copie ou extrait des livres et autres documents professionnels, demander sur place des explications orales et accéder à tous locaux, terrains et moyens de transport des entreprises.

La vérification s'effectue en collaboration avec l'autorité compétente de l'État membre sur le territoire duquel elle s'effectue. À cet effet, la Commission avise l'autorité compétente de l'État membre considéré, de la mission de vérification et de l'identité des agents mandatés. Les agents de cette autorité peuvent prêter

assistance aux agents de la Commission dans l'accomplissement de leur mission.

Au cas où les vérifications sont faites par les autorités des États membres, les agents de ces autorités exercent leur pouvoir sur production d'un mandat écrit délivré par l'autorité compétente de l'État membre sur le territoire duquel la vérification doit être effectuée. Ce mandat indique l'objet et le but de la vérification. Les agents de la Commission peuvent, sur sa demande ou celle de l'autorité compétente de l'État membre, prêter assistance aux agents de cette autorité. Ils agissent conformément à leurs règles nationales de procédure.

L'article 19 du règlement n°02/2002/CM/-UEMOA du 23 mai 2002 habilite la Commission à procéder à des enquêtes par secteur économique, lorsqu'elle est en droit de présumer que, dans un secteur, la concurrence est restreinte ou faussée. Dans ce cadre, la Commission dispose d'un large pouvoir d'investigation. Elle peut demander aux entreprises ou association d'entreprises tous renseignements utiles à l'application des principes prévus à l'article 88 paragraphes a et b du Traité. La Commission peut également décider d'initier des études et recherches et inciter au débat tous les acteurs économiques concernés et notamment, la chambre consulaire régionale de l'Union, les organisations professionnelles, les chambres consulaires nationales, les organisations des consommateurs, ainsi que les organisations nationales et étrangères de concurrence.

Aux termes de ces différentes enquêtes, selon la teneur des informations recueillies et les conclusions des débats, la Commission peut engager la procédure contradictoire en vue de l'adoption d'une décision.

3. La procédure d'instruction devant la Commission

La procédure d'instruction devant la Commission de l'UEMOA revêt trois caractères:

- elle est contradictoire;
- elle garantit le respect des secrets d'affaires;
- elle est menée en étroite collaboration entre les États membres.

En vertu de l'article 16 du règlement n°03/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002, la Commission peut se saisir d'office ou être saisie par un plaignant. Les plaignants peuvent être soit des États membres soit des personnes physiques ou morales. Pour que la procédure puisse être considérée comme engagée par la Commission, il est nécessaire qu'il existe un acte d'instruction qui puisse être analysé comme un acte d'autorité manifestant sa volonté de prendre une décision. Aussi, cette procédure débute-t-elle par la communication de griefs. La procédure contradictoire comporte deux phases: la phase écrite (communication de griefs) et

la phase orale. Cette phase comporte entre autres la communication des griefs, le problème de l'accès au dossier et les observations écrites des parties.

Après que la Commission a réuni, en exerçant les pouvoirs d'enquête, les éléments qui lui permettent d'établir les indices suffisants de l'existence d'une infraction, elle ouvre le débat écrit en communiquant aux entreprises les griefs qu'elle retient contre elles. L'objet de cette communication est de mettre les entreprises en mesure de présenter leurs observations sur ces griefs. À cette fin, il est nécessaire que les entreprises soient informées des éléments de fait et de droit sur lesquels la Commission se base à ce stade de la procédure. La communication de griefs est un acte préparatoire à la décision qui, le cas échéant, sera adoptée. Mais cet acte revêt une importance particulière dans la mesure où la Commission ne peut retenir que des griefs au sujet desquels les entreprises ont eu l'occasion de faire connaître leur point de vue. Ainsi, la communication de griefs a pour effet de cristalliser la position de la Commission, empêchant celle-ci de retenir dans sa décision d'autres griefs que ceux qui ont été communiqués. Il n'est pas interdit à la Commission d'abandonner certains griefs ou de communiquer de nouveaux griefs, soit pour préciser ou compléter la communication originaire, soit pour répondre aux arguments présentés par l'entreprise au cours de la procédure administrative.

Afin de mieux formuler ses observations, les parties intéressées ont la possibilité d'avoir accès au dossier. Le respect des droits de la défense exige que les personnes intéressées soient en mesure de faire connaître utilement leur point de vue sur les documents retenus par la Commission dans les constatations qui sont à la base de sa décision. La faculté de prendre connaissance du dossier est prévue par l'article 17, paragraphe 8, du règlement n°03/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002. Cet accès au dossier se traduit par l'examen sur place des documents accessibles. Les entreprises concernées peuvent en prendre copies. En communiquant les griefs, la Commission fixe le délai dans lequel les entreprises ont la faculté de faire connaître leur point de vue. Elles sont tenues de présenter, dans le délai imparti, des observations écrites dans lesquelles elles peuvent exposer tous moyens et faits utiles à leur défense. Pour établir les faits invoqués, elles peuvent produire tous documents nécessaires. Aux termes de la communication de griefs, la Commission doit procéder à une audition des parties contre lesquelles elle a retenu des griefs en vue de l'adoption d'une décision.

La Commission doit donner aux personnes qui l'ont demandé dans leurs observations écrites l'occasion de développer verbalement leur point de vue. Cette

disposition vise tant les entreprises en cause que les tiers justifiant d'un intérêt suffisant. Les personnes devant être entendues sont convoquées par la Commission à une date qu'elle fixe. Une copie de la convocation est transmise aux autorités compétentes des États membres qui peuvent désigner un fonctionnaire pour participer à l'audition. Les personnes convoquées comparaissent soit elles-mêmes, soit en la personne de leurs représentants légaux ou statutaires. Les entreprises ou associations d'entreprises peuvent être représentées par un mandataire dûment habilité et choisi dans leur personnel permanent. Elles peuvent être assistées par leurs conseillers juridiques ou par d'autres personnes qualifiées admises par la Commission.

L'audition n'est pas publique. La Commission a la faculté d'entendre les personnes séparément ou en présence d'autres personnes convoquées. Dans ce dernier cas, il est tenu compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires et autres informations confidentielles ne soient divulgués. Les déclarations de chaque personne sont répertoriées de la façon la plus appropriée. Une copie est remise à chaque personne entendue qui en fait la demande. La procédure contradictoire dont l'objet est d'assurer les droits de la défense des entreprises mises en cause, en leur permettant de faire leurs observations, est suivie immédiatement de la consultation du comité consultatif de la concurrence lorsque la Commission envisage de prendre une décision d'interdiction ou des sanctions pécuniaires.

4. La consultation des Etats membres (le Comité consultatif)

Le comité consultatif de la concurrence est obligatoirement consulté avant toute décision d'interdiction concernant les ententes et les abus de position dominante. La consultation a lieu au cours d'une réunion sur invitation de la Commission.

À la lettre d'invitation sont annexés l'exposé de l'affaire avec indication des pièces les plus importantes et un avant-projet de décision pour chaque cas à examiner. La Commission émet un avis à condition qu'au moins la moitié des membres, au nombre de seize, soit présente. Cet avis est consigné par écrit et joint au projet de décision. L'avis du Comité ne lie pas la Commission dans sa prise de décision.

5. La décision de la Commission

Après consultation du Comité consultatif de la concurrence, la Commission de l'UEMOA est en mesure de prendre des décisions, dans le cadre du contentieux des ententes et des abus de position dominante, à savoir la cessation des infractions et les sanctions pécuniaires. De même, la Commission peut décider de prendre des mesures provisoires après

l'audition des personnes intéressées sans consultation du Comité.

Si la Commission constate, sur demande ou d'office, une infraction aux dispositions de l'article 88 para. a ou du Traité, elle peut obliger par voie de décision les entreprises intéressées à mettre fin à l'infraction constatée. La décision peut consister en une injonction positive aussi bien qu'en une interdiction. Bien que le règlement n°03/2002/CM/-UEMOA n'accorde explicitement à la Commission que le pouvoir de prendre des décisions ordonnant la cessation d'une infraction, ce pouvoir implique celui de constater l'infraction dont il s'agit, même si celle-ci a pris fin. La Commission a intérêt à une telle constatation lorsqu'il existe un danger. De même, il peut exister un intérêt à adopter une décision pour établir la base juridique d'une action en dommages et intérêts que pourraient intenter les victimes de l'infraction.

La décision d'interdiction est obligatoire pour les entreprises destinataires, sous réserve de leur recours devant la Cour de Justice. Elle est immédiatement exécutoire. Les sanctions pécuniaires prennent généralement deux formes: les amendes et les astreintes. Le règlement n°03/2002/CM/UEMOA prévoit deux catégories d'amendes, à savoir les amendes pour infraction à des dispositions de procédures et les amendes pour infraction aux règles de fond.

Les amendes pour infraction à des infractions de procédures peuvent être infligées dans les cas suivants, pour un montant forfaitaire de 500 000 francs CFA :

- indications inexactes ou dénaturées à l'occasion d'une demande de renseignements ;
- absence de réponse dans le délai fixé lorsque le renseignement est demandé par voie de décision ;
- présentation incomplète, lors d'une vérification, des livres ou autres documents professionnels requis ;
- refus de se soumettre à une vérification ordonnée par voie de décision.

Les amendes pour infraction à des règles de fond ont des montants sensiblement élevés (de 500 000 à 100 000 000 francs CFA, il peut être porté à 10% du chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice précédent ou 10% des actifs de ces entreprises). Ces amendes sont infligées lorsqu'une entreprise enfreint les dispositions de l'article 88 a ou b du Traité.

La Commission peut infliger aux entreprises des astreintes à raison de 50.000 à 1.000.000 francs CFA par jour de retard à compter de la date qu'elle fixe dans sa décision, pour les contraindre à :

- mettre fin à une infraction aux dispositions des articles 88 a ou b du Traité ;
- fournir de manière complète et exacte un renseignement qu'elle a demandé par voie de décision prise en application de l'article 1 du Règlement n°03/2002/CM/UEMOA ;
- se soumettre à une vérification qu'elle a ordonnée par voie de décision.

La fixation des astreintes présente deux caractéristiques :

- celle d'être forfaitaire, dans la mesure où elle ne tient compte ni de la gravité de l'infraction, ni de sa durée, ni d'éventuels dommages causés aux tiers ;
- celle de ne pas être définitive puisque, dès que les intéressés ont mis fin à l'activité illicite, la Commission peut fixer le montant à payer à un chiffre inférieur à celui prévu dans un premier temps.

En résumé, nous pouvons rappeler que la politique de concurrence au Togo se fonde sur les textes régissant la concurrence au niveau national (loi sur la concurrence de 1999, et autres textes régissant les relations commerciales). A côté de ce dispositif légal et réglementaire, peut être appliqué aussi le code communautaire de l'UEMOA sur la concurrence (instrument juridique régional). Ce code côtoie aussi des dispositifs juridiques (droits transnationaux régionaux) comme le traité de l'OHADA et le code communautaire de la CEDEAO sur la concurrence.

L'Economie politique des contraintes de mise en œuvre du régime de la concurrence

Promulguée le 28 décembre 1999 par le Président de la République après son adoption par l'Assemblée Nationale, la loi 99-011 sur l'organisation de la concurrence au Togo garantit dans son application, la sécurisation des droits et devoirs des consommateurs. Son adoption est le fruit de plusieurs années réformes conduites par les autorités dans le cadre de la libéralisation du commerce et du climat des affaires.

Le contexte global

Dans la seconde moitié des années soixante-dix, les autorités togolaises ont réalisé des investissements publics destinés à diversifier l'économie fortement dépendante du phosphate. Les difficultés rencontrées avec les entreprises publiques créées à cet effet, combinées aux difficultés du pays en tant que PMA et à des déficits publics importants liés aux investissements et à une expansion rapide de la masse salariale, ont alourdi les arriérés de paiements intérieurs et extérieurs. Ainsi, les autorités ont mis en place, dès 1979, une série de programmes d'ajustement structurel (PAS) destinés à corriger les déséquilibres. L'exécution des programmes a été plusieurs fois interrompue, y compris par une crise sociopolitique qu'a traversée le Togo en 1991, au début de sa transition vers la démocratie. En janvier 1994, le franc de la Communauté financière africaine (franc CFA) a été dévalué: sa parité est passée de 50 à son niveau actuel de 100 francs CFA pour un franc français. Au lendemain de la dévaluation, le Togo a mis en place un nouveau PAS pour 1994-97, destiné à créer un environnement favorable à l'activité économique.

D'une façon générale, les réformes ont permis de simplifier la structure des droits d'entrée: les taux de ces droits sont parmi les moins élevés de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) dont le Togo est membre. L'amélioration des performances des administrations fiscale et douanière, et les composantes fiscales des réformes ont permis d'accroître les recettes publiques de 10,9% du produit intérieur brut (PIB) en 1993 à plus de 18% en 1996 et à près de 16% en 1997.

En outre, le Togo ne disposant pas d'un code de commerce; le droit français est en principe appliqué. Néanmoins, des lois et règlements nationaux existent. Entré en vigueur en 1989, le code des investissements (code de 1965 révisé plusieurs fois) a pour objectifs d'encourager les investissements orientés vers l'exportation, d'accroître l'emploi des travailleurs togolais, de favoriser la création de PME, de promouvoir la décentralisation des activités économiques et de valoriser les ressources naturelles du pays. Le code garantit les mêmes droits et obligations aux entreprises nationales et étrangères. De même, il garantit la liberté de transfert des capitaux, des revenus et des salaires pour les personnes physiques ou morales étrangères. Le projet de sa révision est subordonné à la mise en place d'un code communautaire des investissements prévu dans le cadre de l'UEMOA.

Le Togo est devenu membre de l'OMC le 31 mai 1995, après avoir de facto appliqué le GATT à partir d'avril 1960. Il accorde au moins le traitement de la Nation la plus favorisée (NPF) à tous ses partenaires commerciaux. Le Togo, à l'instar des autres Membres de l'OMC, a adopté la totalité des résultats du Cycle d'Uruguay, et a pris des engagements sous forme de consolidation de droits et de mesures relatives aux modes de fourniture de certains services.

La politique commerciale adoptée par le pays, l'a conduit à faire des réformes dans le cadre des programmes d'ajustement structurel ont permis de libéraliser les opérations de commerce extérieur, d'abolir certains monopoles et de simplifier la structure des droits d'entrée. En 1990, le Togo a adopté la nomenclature du système harmonisé dont il applique la version 1996 depuis le 1er janvier 1998.

Les parties prenantes dans l'élaboration et le vote de la loi

Dans le cadre de sa politique générale en matière de développement économique et social du pays, les autorités qui depuis quelques années ont pratiqué une politique libérale, cependant ponctuée de mesures interventionnistes protectionnistes et monopolistes,

se sont résolues à changer de cap. Ainsi, au fil des années et face aux contraintes de l'environnement économique et commercial national et international, le Togo a de façon autonome et sur les recommandations des partenaires au développement, le Fond Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM), l'Organisation Mondiale du Commerce et d'autres organisations internationales, renforcé son option libérale par des mesures de suppression des monopoles et de libéralisation des activités commerciales à partir des années 80.

C'est dans ce nouvel ordre économique qu'a été votée au cours de la deuxième législature la loi portant organisation de la concurrence au Togo. La loi a été adoptée par un parlement à majorité parlementaire écrasante. A cette époque l'ancien parti-Etat, le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) comptait 79 députés contre deux députés indépendants. Ce parlement est issu des élections législatives du 21 mars 1999, boycottées par les partis d'opposition. On peut aussi noter que les associations de consommateurs, les syndicats, les associations d'opérateurs économiques, et de manière générale, la société civile, n'ont pas pris une part active dans le processus de discussion qui a abouti à l'adoption de cette loi sur la concurrence.

De la mise en œuvre de la loi

Sur le plan juridique, en matière de protection de droit des consommateurs, la loi n° 99-001 du 28 décembre 1999 portant organisation de la concurrence au Togo est l'un des dispositifs les plus importants. Mais on note quelques difficultés dans la mise en œuvre de ladite loi. L'un des organes les plus importants prévus par la loi, la Commission nationale de la concurrence et de la consommation (CNCC), éprouve quelques difficultés pour faire son travail.

- Installée depuis 2006, la CNCC chargée de donner son avis sur l'application de la législation sur la concurrence, manque cruellement de moyens pour bien fonctionner.
- La CNCC est un organe consultatif ; elle ne peut pas de son propre chef réprimer les infractions à la présente loi.
- Elle est sensée dresser selon les termes de l'article 12 du décret N02001-208/PR du 16 décembre 2001, l'état de la concurrence et de la consommation dans le pays. Depuis son installation, elle n'a pu faire un seul bilan sur la question.
- L'une des faiblesses de la CNCC réside dans sa gouvernance. La configuration actuelle ne permet

pas à la commission de fonctionner convenablement. Selon les termes de l'article 2 du même décret, le ministre chargé du commerce en est le Président tandis que selon l'article 14 son secrétariat permanent est assuré par la Direction chargée de la concurrence, en clair la Direction du commerce intérieur et de la concurrence. Déjà très sollicités par les lourdes tâches du département en charge du commerce, le Président et le secrétaire permanent ne peuvent garantir l'efficacité et assurer l'efficience d'une telle structure.

- En outre sur le plan des ressources, l'article 16 du décret sur la CNCC stipule que : « Les ressources de la Commission nationale de la concurrence et de la consommation sont inscrites au budget général ». Pourtant, chaque année les budgets sont approuvés par le Parlement sans que des ressources soient réservées pour la bonne cause de la Commission. En plus, dans la pratique le fait simplement, l'organe n'est pas fonctionnel, fait qu'aucun travail de fond ne se fait y compris la programmation et la budgétisation des activités.
- Enfin, l'autre faiblesse de la loi est de ne pas avoir consacré des tribunaux spécialisés dans les questions de consommations et de concurrence. Dans la loi sur la concurrence, les tribunaux sont cités comme instruments de règlement de litiges de consommation. Mais le fait que la justice est chargée de régler les cas d'infractions ne garantit pas des résultats en fin de compte. Il se fait que beaucoup de magistrats n'ont pas de formation en matière de droit de la concurrence. Puis, il n'existe pas de tribunaux spécialisés pour régler les milliers de petits litiges de consommation à travers le pays.

De plus, on note la non-représentativité de la société civile dans les instances de directions des organes de régulation. Par exemple, les associations de consommateurs ne sont pas représentées au sein des instances de régulation dans certains secteurs-clés de l'économie (notamment les télécommunications et postes, l'énergie) mais par contre comme seule consolation, elles sont admises dans la CNCC.

En dépit de ces situations, il faut reconnaître que des efforts sont faits au niveau des pouvoirs publics pour renforcer les capacités d'intervention de la Direction du commerce intérieur et de la concurrence (DCIC) qui découle aussi d'un décret d'application de la dite loi. L'institution dispose aujourd'hui d'une ressource humaine de cinquante sept (57) agents toute catégorie répartis sur toute l'étendue du territoire. Il convient de préciser ici qu'en faveur du dernier concours de recrutement général dans la fonction publique les sessions des 1^{er} et 2^e Aout 2008, la Direction a accueilli

un effectif de trente cinq (35) agents toute catégorie répartis sur toute l'étendue du territoire. Cet effectif vient combler un tant soit peu le déficit en personnel.

Les responsables de la DCIC dans l'application des dispositions de la loi sur la concurrence sont confrontées déjà à de multiples défis. L'autorité en charge de la concurrence doit faire face à des commerçants véreux qui passent outre les dispositions et se livrent à des pratiques anticoncurrentielles. Les infractions souvent constatées vont du non marquage des prix à la vente des produits dont la date de péremption est dépassée, l'augmentation exagérée des prix des produits sensibles dont le gouvernement a fixé les prix, le refus de vente à des fins spéculatives, la publicité mensongère, la contrefaçon, la concurrence déloyale et le refus délibéré d'avoir l'autorisation d'installation. L'objectif que visent ces commerçants c'est de s'enrichir sur le dos du consommateur par tous les moyens. Les consommateurs non avisés sont souvent victimes de ces manœuvres peu orthodoxes. A ces défis viennent s'ajouter d'autres difficultés quotidiennes de la DCIC, qui la freinent dans sa quête d'appliquer effectivement les dispositions réglementaires. Les difficultés sont essentiellement constituées par :

- La méconnaissance, la négligence de la loi sur la concurrence par les consommateurs et les opérateurs économiques.
- L'insuffisance de moyens de déplacement pour l'efficacité du contrôle, la mercuriale (Le relevé, le graphique/ tableau et le commentaire).
- L'insuffisance d'ordinateurs pour le traitement des données et des documents.

Dans le cas du Togo, la DCIC est une entité placée sous la tutelle du Ministère en charge du commerce, donc susceptible d'être influencée par les décisions

du Ministre de tutelle. En outre la CNCC est présidée par le Ministre en charge du commerce, ce qui la limite dans sa liberté d'action. La possibilité de faire appliquer sans entrave le droit de la concurrence est souvent aussi interprétée en fonction de la façon dont les pays choisissent de définir les objectifs de leur législation nationale en matière de concurrence.

Il faut cependant garder à l'esprit qu'aucune autorité de la concurrence ne peut être complètement indépendante de la structure administrative dont elle fait partie, et il est impossible de trouver une autorité de la concurrence qui agit dans un isolement total. Bien que les organismes de défense de la concurrence qui font partie des ministères puissent jouir d'une indépendance opérationnelle importante, l'indépendance prévue dans la loi ne garantit pas que la lettre de la loi sera respectée. En réalité, on peut considérer que les autorités de la concurrence se situent quelque part dans la continuité entre un isolement total et la subsidiarité totale des objectifs d'efficacité par rapport aux objectifs autres que l'efficacité.

En définitive, pour le Togo, l'application du droit de la concurrence passe nécessairement par une grande mobilisation des opérateurs économiques, des associations des consommateurs et des groupes de pression qui doivent agir sur les organes administratifs, législatifs, judiciaires et politiques. L'action concertée de ces organes de décisions doit progressivement permettre d'obtenir des résultats probants en matière d'application de la loi sur la concurrence et la consommation ainsi que ces décrets d'applications. C'est aussi la garantie d'obtenir une autorité en charge de la concurrence plus efficace et soucieuse des intérêts du public et des consommateurs en général.

Rapports entre la régulation sectorielle et l'autorité nationale de la concurrence

Le Togo expérimente depuis une décennie la coexistence entre l'autorité en charge de la concurrence et les instances de régulation sectorielle. Bien que les régulateurs sectoriels soient peu nombreux, leur collaboration effective et efficiente avec l'autorité chargée de la concurrence n'est pas aisée. Mais il est une nécessité de prévoir dans les lois et les règlements un processus de consultations entre les deux types de régulateurs dans le but de garantir les droits et les intérêts des parties prenantes (Etat, opérateurs et consommateurs).

Etat des lieux des acteurs en présence

Régulation des médias

Dans le secteur des médias, la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication (HAAC) a été instituée par une loi organique n° 2004-021 du 15 Décembre 2004. Cette loi organique abroge la loi organique n° 96-10 du 21 août 1996 portant composition, organisation et fonctionnement de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication.

Elle régle le secteur des médias écrit et électroniques (radios, télévisions, journaux et autres moyens de communications). Organe de régulation des médias au Togo, la HAAC comprend neuf membres dont cinq désignés par l'Assemblée nationale et quatre par le président de la république. Elle a pour mission de « garantir et d'assurer la liberté et la protection de la presse et des autres moyens de communication de masse ».

Régulation du secteur de l'énergie électrique

L'Autorité de Réglementation du Secteur de l'Electricité (ARSE) créée le 18 juillet 2000 par la Loi n° 2000-012 du 18 juillet 2000 relative au secteur de l'électricité est entrée en fonction en septembre 2001, en application du Décret N°2000-089/PR du 8 novembre 2000 portant définition des modalités

d'exercice des activités réglementées et du Décret N°2000-090/PR du 8 novembre 2000 portant N°2000-090/PR du 8 novembre 2000 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de réglementation du secteur de l'électricité. L'ARSE est chargée de:

- participer à l'évaluation des projets et à la supervision des appels d'offres nationaux et internationaux pour la conclusion de conventions de concession, la construction de nouvelles installations électriques et la modification d'installations électriques existantes ;
- donner un avis sur tout projet de règlement tarifaire ou de modification de règlement tarifaire ;
- proposer au ministre chargé de l'énergie des projets de normes et de formules destinées à réguler les activités réglementées, ou relatifs à toute autre question concernant le secteur de l'électricité et plus particulièrement dans le domaine des tarifs pratiqués par les concessionnaires et les exploitants, de la qualité de l'énergie fournie, du cahier des charges et des normes de sécurité ;
- procéder aux vérifications et investigations nécessaires et mettre en œuvre les pouvoirs qu'elle détient aux fins de certifier la conformité des installations électriques aux normes de sécurité et aux normes techniques applicables ainsi que le respect des dispositions de la loi par les concessionnaires et exploitants ;
- mettre en œuvre des procédures de conciliation et d'arbitrage pour régler les litiges éventuels entre les intervenants du secteur de l'électricité.

Les membres de cette structure sont désignés par décret et sont composés d'un ingénieur proposé par le Ministre Chargé de l'Energie ; d'un économiste proposé par le Ministre Chargé du Commerce et d'un juriste proposé par le Ministre Chargé de la Justice. Leurs pouvoirs concernent le règlement des litiges entre les intervenants du secteur (Etat, Consommateur, opérateurs), et les litiges portent sur les questions liées à l'exploitation (comptage, accès au réseau, etc.). Leurs pouvoirs d'exécution comprennent des pouvoirs d'injonction, condamnation, les amendes ou pénalités, la suspension ou la révocation des licences (autorisation d'exploitation) ou concessions.

Régulation des télécommunications et des postes

L'Autorité de Réglementation des secteurs des Télécommunication et des Postes (ART & P), créée le 11 février 1998, a pour objectifs de :

- mettre en œuvre et suivre l'application des textes,
- définir les normes et spécifications techniques,
- définir les principes de tarification,
- faire respecter les règles de la concurrence,
- sanctionner les infractions à la loi,
- régler les litiges entre opérateurs et entre opérateurs et clients.

Cette structure dispose d'un siège bien équipé en logistique de transport et en ordinateur et dont les membres sont désignés par décret ministériel de façon suivante :

- les membres du comité de Direction sont nommés par décret en Conseil des Ministres,
- le Directeur Général est nommé en conseil des Ministres sur proposition du Comité de Direction.

L'ART&P a entre autres, émis les réglementations suivantes:

- Décret N° 2001-146-/PR du 7 septembre 2001 fixant les conditions d'autorisation et d'exploitation des réseaux ;
- Décret N° 2001-007/PR du 7 février 2001 fixant les taux et modalités de recouvrement des redevances d'opérateurs et prestataires de services de télécommunication ;
- Décret N° 2003-273/PR du 26 novembre 2003 fixant les taux de redevances d'opérateurs et prestataires de services postaux ;

Rapports entre les instances de régulation et l'autorité de la concurrence

Cadres légaux et réglementaires des deux types d'instances de régulation

Les pays abordent souvent la question des secteurs réglementés de manière différente. De façon générale, il se dégage certaines options communes, qui consistent notamment à exclure tout ou partie des secteurs réglementés du champ d'application du droit de la concurrence (Colombie) ou à attribuer une juridiction parallèle à l'autorité de la concurrence et à l'organisme sectoriel de réglementation pour les questions de concurrence dans tout ou partie des secteurs (Afrique du Sud et Royaume-Uni). Ces diverses approches peuvent généralement être regroupées en cinq combinaisons au moins (rapport CNUCED, 2006).

Le schéma dominant pour répartir les compétences entre les organismes de réglementation et l'autorité de la concurrence consiste rarement à substituer les autorités chargées de la concurrence aux organismes sectoriels de réglementation. Il est souhaitable que, tout comme les autorités de la concurrence, les organismes sectoriels de réglementation assument des obligations en matière d'indépendance et de responsabilité. Au Togo, la formule utilisée consiste à faire coexister les agences de régulation sectorielle avec l'autorité nationale chargée de la concurrence.

Des rapports entre les deux types d'institutions

Sur le plan légal et réglementaire

Aucun article réglementaire n'oblige les institutions à la collaboration. Dans le secteur de la régulation des médias et de la communication, selon les dispositions statutaires, il est prévu une répartition des tâches entre la HAAC et l'ART&P. Dans le cadre de l'attribution des fréquences de radios et de télévisions par exemple, la HAAC étudie les dossiers, et l'ART&P attribue les fréquences et encaisse les redevances dues par les médias audiovisuels. L'Autorité en charge de la concurrence n'interfère pas dans ce domaine.

En matière de régulation du secteur de l'énergie électrique, il n'existe pas des dispositions qui permettent au régulateur en titre l'ARSE et l'autorité (DCIC) de travailler en collaboration. L'ARSE disposant des pouvoirs de règlement et des pouvoirs de conciliation, a toutes ses cartes en main. Sur le terrain des télécommunications par exemple, les dispositions juridiques donnent toutes les prérogatives à l'ART&P. La DCIC ne peut pas directement jouer sa partition en cas de saisine dans le domaine.

Sur le plan pratique, cependant, il existe une relation de collaboration entre les instances de régulation sectorielle et l'autorité nationale de la concurrence. Dans le domaine de la communication et de la publicité commerciale par exemple, la Direction du commerce intérieur et de la concurrence (DCIC) est en partenariat avec l'Autorité de Réglementation des Télécommunications et des Postes (ART&P) et la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC). Dans la pratique aussi, la HAAC et l'ARTP sont obligés de collaborer dans la gestion des fréquences. En dehors de cette forme de collaboration, il n'existe pas de relation de travail dans les autres secteurs comme les télécommunications, l'énergie électrique. Aucune relation de consultation n'est prévue.

En conclusion, nous pouvons dire que des réformes doivent être conduites dans ce domaine. Le législateur doit prévoir une forme de consultation entre les deux types de régulateurs. Au delà des consultations, il faudra pouvoir organiser une collaboration formelle sans empiéter sur les compétences et les responsabilités des uns et des autres. Cette forme de collaboration institutionnalisée si elle aboutit devrait être bénéfique pour les consommateurs et les usagers. Ces derniers pourront ainsi porter les mêmes affaires auprès des deux types de régulateurs.

Investigation des abus et des distorsions de la concurrence au Togo

Au Togo, la loi N° 99-011 du 28 décembre 1999 portant organisation de la concurrence affirme le principe de la liberté des prix. Elle prohibe les ententes, les abus de position dominante et l'état de dépendance économique. Elle déclare également illicites, sous l'appellation de pratiques restrictives de concurrence, notamment les prix imposés, la revente à perte, les refus de vente, les pratiques discriminatoires entre professionnels, les ventes sauvages, le para commercialisme, la concurrence déloyale et la publicité mensongère. On remarque cependant que parmi les pratiques anticoncurrentielles, les abus de position dominante, les aides d'Etat et la création de monopoles et d'entreprises publiques sont les plus présentes au Togo.

L'abus de position dominante

La position dominante est définie dans la loi comme la situation où une entreprise a la capacité sur le marché en cause, de se soustraire d'une concurrence effective, de s'affranchir des contraintes du marché en y jouant un rôle directeur. Le critère le plus déterminant de l'existence d'une position dominante est la part de marché qu'occupe une entreprise sur le marché en cause. L'abus de position dominante peut se traduire par l'imposition de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente d'un produit, ou d'autres conditions de transactions non équitables. La loi Togolaise sur la concurrence ainsi que le droit communautaire de l'UEMOA interdisent les abus de position dominante. Elle se remarque néanmoins dans divers secteurs de l'économie Togolaise.

a) Le secteur des boissons

La Brasserie du Bénin (BB) est la seule entreprise opérant dans ce secteur au Togo. Il s'agit d'une entreprise importante de l'Economie Togolaise. En effet, la BB est le premier contributeur aux recettes budgétaires de l'Etat (à concurrence de 42% du prix de vente de chaque produit). En 2008 par exemple, elle a versé au trésor public près de 15 milliards de Franc CFA. Etant dans une situation de monopole (les éventuels concurrents se retrouvent au niveau

régional), elle a procédé encore récemment à une hausse du prix des produits de bière et de boissons gazeuses. Les raisons avancées pour justifier cette hausse sont l'augmentation des droits d'accises et le changement de fiscalité. Les consommateurs togolais qui ont déjà des difficultés à joindre les deux bouts, doivent désormais déboursier plus pour l'achat des produits de la BB.

b) Le secteur des produits pétroliers

Il s'agit également d'un secteur clé de l'économie du pays. Jusqu'à une date récente, la Société Togolaise d'entrepôtage (STE) était la seule chargée de la commande des produits pétroliers. Aujourd'hui, c'est l'état lui-même qui gère le secteur. Il faut noter qu'au Togo, il arrive que le prix du carburant varie plusieurs fois au cours d'une même année. Le 1er Juillet 2009, les consommateurs togolais ont assisté une fois encore, à une augmentation (après une légère baisse il n'y a pas longtemps) du prix du litre d'essence qui passe ainsi de 445 à 505 FCA. L'augmentation du prix du baril de pétrole sur le marché mondial serait à l'origine de cette augmentation.

L'Association togolaise des consommateurs (ATC) a dénoncé le 12 Juin 2009 les anomalies dans la vente des produits pétroliers en général au Togo. La mauvaise qualité des produits, le trucage des pompes dans les stations d'essence et la spéculation sur le prix du gaz domestique (butane) ont été relevés. Concernant particulièrement le secteur du gaz de ménage (gaz domestique), on remarque aujourd'hui une spéculation organisée autour du prix de ce produit. Il est fixé arbitrairement, en hausse par rapport au prix officiel (4500 voire 5000, au lieu de 3500), au préjudice des togolais dont le pouvoir d'achat est suffisamment faible.

La raison de cette spéculation est que depuis 4 ans, les consommateurs togolais vivent une grande pénurie du gaz butane utilisé dans les ménages. La société TOTAL, principal fournisseur n'a pas réussi à remédier au problème jusqu'ici. L'ATC a dénoncé le monopole privé de TOTAL dans le commerce et la

distribution de ce produit et a souhaité que l'Etat togolais organise rapidement la diversification des sources d'approvisionnement.

c) Le secteur du ciment

Le secteur du ciment est occupé par deux entreprises concurrentes : CIMTOGO et WACEM. Récemment, les autorités togolaises ont procédé à une augmentation du prix du sac de ciment fabriqué par ces deux entreprises. Pour les autorités, cette hausse a pour but de mettre le prix du ciment togolais au même niveau que celui des pays voisins, afin d'éviter des exportations engendrant la pénurie au Togo. Cette augmentation n'a toutefois pas été bien accueillie par les Togolais qui ont déjà assez de difficultés financières.

d) Le secteur des télécommunications

Au Togo, ce secteur spécialement celui du téléphone fixe important facteur de l'économie est occupé par une seule entreprise, TOGO TELECOM. Celle-ci, en situation de monopole, a tendance à abuser de sa position, à travers ses prix et la qualité de ses prestations. Si l'arrivée d'un second opérateur dans ce secteur est souhaitable, elle doit toutefois se faire dans le respect des règles de la concurrence. A cet égard, des organismes internationaux n'hésitent pas à s'opposer à des comportements du gouvernement Togolais qui risqueraient de porter atteinte à la concurrence. Récemment, la Banque Mondiale s'est préoccupée de la procédure d'attribution du marché de la télécommunication Togolaise au groupe France-Télécom Orange. Cette attribution devrait permettre au dit groupe d'opérer en tant que troisième opérateur de la téléphonie mobile au Togo, après Togocel et Moov. Elle devrait également lui permettre d'être un opérateur de la téléphonie fixe et de l'Internet. Pour la Banque Mondiale, le protocole d'accord qui assure au groupe orange l'exclusivité des négociations pour une licence globale 3G (fixe-mobile-Internet) ne correspondait pas à un appel d'offre. Par conséquent, l'autorisation d'installation d'Orange au Togo devrait être soumise à un appel à concurrence, lancé dans des conditions objectives transparentes et non discriminatoires. (Source : Tri-hebdomadaire LA LIBERTE, N° 402 du 02/02/2009).

e) Le secteur des appareils électroménagers et électroniques

La société RAMCO SA occupe une part importante du marché de la vente des appareils électroménagers et électroniques au Togo, face à quelques petites entreprises concurrentes. Elle se trouve dans une position dominante dont elle abuse parfois. Dernièrement, elle a procédé à des saisies d'appareils de marque LG auprès de ses concurrents (notamment

la société SAPNA et autres) en se prévalant d'une exclusivité dans la distribution des produits LG au Togo. L'affaire a été portée devant les tribunaux. Cependant, la société RAMCO n'a pas réussi à prouver le contrat d'exclusivité qui la lierait à la société LG. Elle a cependant réussi à obtenir un sursis dans l'exécution du jugement la condamnant au paiement de dommages-intérêts aux sociétés en question. (Source : FORUM de la semaine, N° 433 du 26/02/2009).

f) Le secteur du dédouanement des véhicules d'occasion

L'introduction de la Compagnie Togolaise d'évaluation et de contrôle (COTEC) à la douane togolaise afin de soigner et lutter contre les fraudes a eu des effets néfastes sur l'économie nationale. En effet le secteur du dédouanement des véhicules au port emploie un nombre important de togolais qui y trouvent leur part. L'arrivée de la COTEC a provoqué une augmentation de 300% du prix du dédouanement des véhicules d'occasion et entraîné une chute de 45% dans la vente de ces véhicules. Il s'en est également résulté une baisse générale des activités des commissionnaires et déclarants en douanes, ainsi que des transitaires et autres intermédiaires intervenants dans la chaîne habituelle du dédouanement des véhicules. La société COTEC, seule société opérant dans ce domaine, abuse de sa position dominante en imposant ces procédures de dédouanement et de fixation du prix du dédouanement aux consommateurs togolais, qui ont déjà un pouvoir d'achat assez faible. (Source : CHRONIQUE de la semaine, N°48 du 5/03/2009).

h) Le secteur des travaux publics

Ce secteur, géré par l'Etat Togolais, connaît des difficultés depuis les inondations de 2008 qui ont emporté les ponts et entraîné le départ de son ministre. Depuis lors, les marchés de travaux publics sont attribués de gré à gré. A la suite des revendications du Syndicat des entrepreneurs en bâtiments et travaux publics (SNEBTPT), un nouveau ministre a été nommé le 24 Fév. 2009 afin d'assurer l'attribution des marchés suivant les normes exigées. (Source : le MAGNAN libéré, N° 104 du 25 Fév. 2009).

Les aides d'Etat

La loi Togolaise portant organisation de la concurrence n'a pas prévu les aides d'Etat au titre des pratiques anticoncurrentielles. Elles sont toutefois prévues et interdites par le règlement de l'UEMOA. L'aide publique se remarque au Togo, particulièrement dans le secteur de la téléphonie mobile, occupé par deux entreprises, TOGOCEL et

MOOV. La première étant une société d'Etat, bénéficie de certaines faveurs de la société TOGO TELECOM, également société Togolaise contrôlée par l'Etat et fournisseur de réseaux aux deux entreprises concurrentes. Cette situation permet à TOGOCEL de résister à la concurrence de MOOV et d'imposer ses prix aux consommateurs.

Les monopoles et entreprises publiques

Elles ne sont pas prévues par la loi togolaise portant organisation de la concurrence. Le droit UEMOA impose aux Etats une obligation de libération et de transparence par rapport aux monopoles et entreprises publiques. C'est également le cas lorsque l'Etat confie à une seule entreprise sur le territoire, l'accomplissement d'une mission, ou la gestion d'un service d'intérêt général. On peut citer comme exemple au Togo, le secteur de l'électricité confié exclusivement à la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET), celui de l'eau confié à la Togolaise des Eaux (TDE), et celui de la Poste.

Dans le secteur de l'électricité, la CEET est la seule entreprise fournissant l'électricité aux Togolais. Elle s'alimente auprès de la seule CEB qui est un organisme public international de développement de l'énergie électrique au Bénin et au Togo. La CEET, et donc le Togo tout entier est sous la dépendance de la CEB, qui ne fournit l'électricité que par rapport à ses disponibilités. Il en résulte alors des coupures intempestives de l'électricité, surtout en période de soudure. Ces coupures, lorsqu'elles sont régulières provoquent une baisse considérable de l'activité économique du pays. Quant à la CEET, elle profite souvent de sa situation de monopole pour imposer ses prix aux consommateurs qui n'ont pas le choix de se tourner vers un concurrent. (Source : TOGO-PRESSE, N° 8021 du 24/4/2009).

De façon générale, le fait que le droit au choix dont normalement les consommateurs Togolais devraient bénéficier, l'existence de ces monopoles publics ou privés, les privent de ce droit fondamental. Conséquences, les prix et les tarifs des services ou des produits proposés par ces monopoles nuisent aux intérêts des consommateurs. En regardant par exemple les chiffres de la télé densité pour le téléphone mobile ou le téléphone filaire, on constate qu'ils sont faibles. Il n'existe pas une vraie compétition pour permettre une meilleure accessibilité des services ou des produits aux consommateurs. De même, l'accessibilité à l'eau ou à l'électricité reste toujours faible (réservée à une minorité de la population). La situation de monopole de des entreprises n'a pas joué en faveur des consommateurs.

De même, les droits spéciaux ne requièrent que deux entreprises au moins soient chargées par l'Etat de l'accomplissement d'une mission sur le même territoire. Toutefois, qu'il s'agisse des droits exclusifs ou des droits spéciaux, l'accès du marché n'est pas ouvert à tous les opérateurs économiques : seuls ceux choisis par l'Etat peuvent exercer l'activité en question sur la base d'un acte de l'autorité publique. Cette situation ne permet pas la concurrence sur le territoire, les consommateurs se trouvant dans d'un état de dépendance de ces sociétés qui se livrent à toutes sortes d'abus (coupures intempestives, hausses inexplicables des prix et autres). On peut citer comme exemple : le secteur de l'électricité, confié exclusivement à la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) ; le secteur de l'eau, confié à la Société Togolaise des Eaux (TDE) ; le secteur des transports ferroviaires, la gestion des rails étant confiée à la SNCT ; le transport aérien, l'administration et la gestion de l'aéroport étant aux mains de la Société Aéroportuaire de Lomé Tokoin (SALT) ; les Ports, la gestion du port de Lomé étant sous contrôle de Port Autonome de Lomé (PAL) ; et le secteur des télécommunications, la téléphonie filaire étant confiée exclusivement à Togo Telecom.

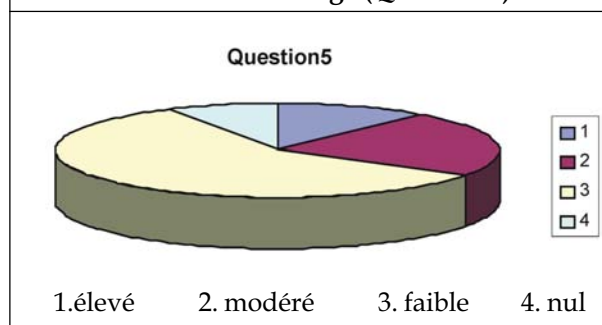
Analyse de la perception des parties prenantes sur les questions de concurrence

Pour mesurer la perception que les différentes parties prenantes ont sur les questions de la concurrence, l'ATC a soumis un questionnaire auprès d'un public de 167 parties prenantes, composé des milieux d'affaires, de consommateurs, d'entités gouvernementales, d'agences de régulations. La majorité des personnes interrogées résident dans la capitale sauf quelques interviewés qui proviennent des zones de l'intérieur du pays.

Les tendances des résultats globaux

- De façon générale, sur la question d'appréciation du niveau de la concurrence (en termes d'accès, prix, choix et qualité) entre les entreprises dans le pays, sur 167 personnes interrogées, 56% (soit 94 personnes) ont trouvé ce niveau faible. 10,70% (soit 18 personnes) l'ont trouvé élevé, 22,15 % (37 personnes) le trouve modéré et 0,07% (13 personnes) le trouve nul le niveau de la concurrence.
- Le niveau de concurrence dans le pays a un impact sur la vie quotidienne des consommateurs :** 98 personnes le trouvent élevé, 40 personnes le qualifient de modéré, 24 personnes trouvent qu'il y a pas d'impact et 5 n'ont pas répondu.
- Le niveau de prévalence des pratiques anticoncurrentielles :** Sur 167 personnes interrogées : 31% l'ont trouvé très fréquent, 28% l'ont perçu comme assez fréquent, 36% le trouvent très peu fréquent, et enfin 0,03% ?? ne sont pas prononcés. (ça veut dire 0.05 personne ce qui n'a pas de sens)
- Sur les pratiques anticoncurrentielles les plus fréquentes :** Sur cette question, la majorité soit 50% a désigné les ententes sur les prix comme la pratique la plus courante. Le partage des

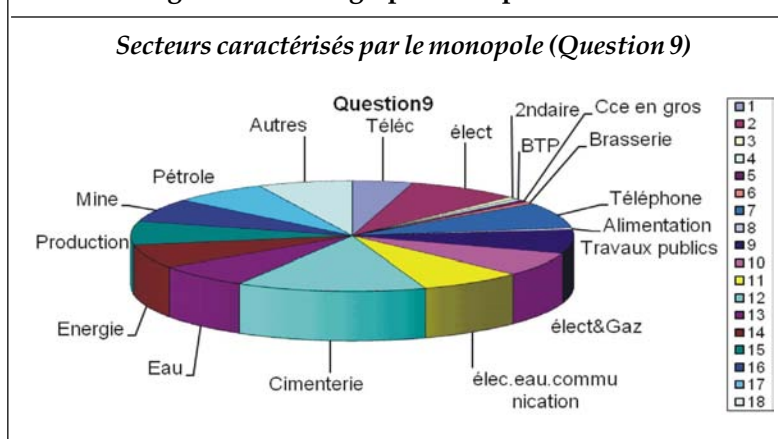
Graphique 2: Le niveau d'appréciation de la concurrence au Togo (Question 5)



marchés et la fusion et absorption anticoncurrentielle suivent avec 13% tandis que 22% ne se sont pas prononcés.

- Les secteurs caractérisés par le monopole : Les trois (3) principaux secteurs caractérisés par le monopole sont les secteurs de l'eau (55% des personnes interrogées), de l'électricité (49%) et celui des télécommunications (24%).

Graphique 3: La perception du niveau de la concurrence dans les divers secteurs
La légende de votre graphe n'est pas informative



- **La perception du niveau de la concurrence dans les divers secteurs**
- **Sur l'existence des règles, réglementations ou lois qui prennent en compte la question des pratiques anticoncurrentielles** : 37% des interviewés savent qu'il existe des règles, 16% d'entre eux trouvent qu'il n'y a rien tandis que 35% disent qu'ils ne savent pas.

	Hommes Pol.	Hommes d'affaires	Consommateurs
Elevé	14 pers.	21 pers.	29 pers.
Modéré	34 pers.	49 pers.	47 pers.
Faible	43 pers.	67 pers.	71 pers.
Nul	60 pers.	3 pers.	14 pers.

	Télécoms	Transport...	Electricité	Commerce de détails
Elevé	19 pers	42	37	30
Modéré	47 pers	59	13	81
Faible	81 pers	59	56	15
Nul	15 pers	02	56	36

- **Sur le type de règles, l'existence des règles, réglementations ou lois, peu ont été capables de donner un avis**
17 personnes ont répondu : loi sur la concurrence
1 personne a répondu : ministère du Commerce
45 personnes : Ne sait pas
- **Sur les agences mises en place pour mettre en œuvre les lois et réglementations** : L'existence des agences de régulations est confirmée par 49% des personnes contre 21%. En tout 23% n'y savent rien.
- **Indication d'une agence/institution ou autre structure chargée de protéger les intérêts des consommateurs**
 - 60 personnes ont désigné l'ATC
 - 44 personnes ont cité « ministère du Commerce ».
 - D'autres ont par contre ont mentionné : ASTODEC et ANCE (autres associations de consommateurs)
- **Le niveau de prise de conscience sur les questions de concurrence au sein des divers groupes**

- **Les questions de concurrence sont-elles bien comprises dans le pays** :
02 personnes ont répondu : Oui
160 personnes ont répondu : Non.
05 personnes : sans réponse

(pourquoi pas des pourcentages des différents résultats)

Ces réponses révèlent la perception des questions de la concurrence dans le pays. La culture de la concurrence au Togo est peu développée. Il est nécessaire pour les pouvoirs publics, les associations de consommateurs, la société civile, les médias de vulgariser les questions de concurrence dans le pays. C'est une condition essentielle pour valoriser l'éducation en matière de concurrence et de consommation.

- **Les raisons de cette méconnaissance des questions de concurrence**
Sur cette question, 61% des personnes interrogées trouvent que cette méconnaissance est liée au fait que l'autorité de la concurrence est inactive. 33% pensent que l'absence de communications sur les questions de concurrence en est le responsable.

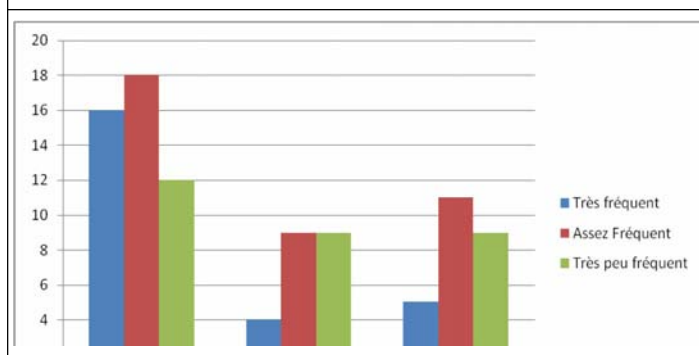
Cette situation prouve que de façon générale, il n'y a pas une grande communication sur les questions de concurrence dans le pays. Des efforts sont à faire par les autorités de régulation, l'Autorité en charge de la concurrence et de la consommation. Les associations de consommateurs ont aussi une lourde responsabilité dans ce cas précis. Leurs programmes de sensibilisation et de communications ne portent pas encore assez de résultats.

Perception de la question de concurrence au niveau de certains groupes

Milieus d'affaires

Dans le domaine des affaires, les opérateurs économiques interrogés sont unanimes pour dire que le niveau de la concurrence est élevé.

Graphique 4: Indication d'agence ou institution de protection des consommateurs



Les hommes d'affaires affirment faire face à des importations du secteur informel de produits concurrentiels qui arrivent sur le marché sans contrôle de qualité, sans paiement de droit réels de douane.

Les secteurs comme l'eau, l'énergie, la téléphonie sont les plus caractérisés par le monopole. L'appréciation qu'ils ont du niveau de la concurrence est modéré dans le secteur des télécoms et du commerce de détail (biens de consommations), faible dans le secteur de l'électricité et élevée dans le transport (bus et taxi).

Ils savent tous qu'il y a une réglementation pour couvrir les pratiques anticoncurrentielles mais ne savent pas exactement le type de règles. C'est dire que les hommes d'affaires ont besoin d'être sensibilisés sur le droit de la concurrence.

Consommateurs

Près de la moitié des personnes interrogées (50%) ne sont pas au courant de l'existence d'une politique de la concurrence. La majorité (58%) d'entre eux n'est pas au courant de l'existence d'une autorité chargée d'exécuter la politique de la concurrence.

En matière de collusion sur les prix entre les entreprises, les avis sont partagés. Certains ont identifié des pratiques d'entente :

- Le cas de vente du ciment, implique deux grandes sociétés qui dominent le secteur (Wacem et Cimtogo)
- Le cas des tarifs de communications dans les cabines téléphoniques.

Par contre, d'autres trouvent qu'il n'existe pas de collusion. Sur l'état de la concurrence dans le pays, ils sont majoritaires à penser que qu'il est garanti en zone urbaine. Du coup les consommateurs ont un large choix des produits alimentaires, mais ils trouvent en même temps qu'il n'y a pas une meilleure qualité des produits vendus.

Dans leur majorité les consommateurs identifient les secteurs comme l'eau, l'électricité, les matériaux de construction, les télécommunications comme secteurs caractérisés par le monopole. Les prix y sont élevés, et il arrive parfois que des augmentations sur les tarifs viennent alourdir la vie quotidienne des consommateurs. Ils dénoncent les TVA sur les frais de coupure ou rétablissement que l'on retrouve sur les factures d'eau, de téléphone ou d'électricité. L'appréciation qu'ils ont du niveau de la concurrence est modérée dans le secteur du commerce de détail, faible dans les domaines comme les télécoms, l'électricité et le transport (bus et taxi).

Agences de régulation

Autonomie et indépendance

Au niveau des agences de régulations, sur la question de l'autonomie et d'indépendance, les réactions sont sans ambiguïté. Il apparaît pour les régulateurs du secteur de l'électricité (ASRE) dispose d'un bon degré d'autonomie et d'indépendance par rapport au ministère de tutelle. Dans le secteur des télécommunications, l'ATRP, trouve qu'elle dispose de la personnalité morale et financière pour assurer son indépendance. La Direction Générale de l'Eau et de l'Assainissement (DGEA) qui assure la mise en œuvre de la réglementation dans le secteur de l'eau (en l'absence d'un régulateur institutionnalisé), opère de concert avec son ministre de tutelle. Elle ne dispose pas d'autonomie financière. Son budget dépendant des fonds alloués par le ministère selon ses besoins. En outre, il est interdit au personnel des agences de régulation de posséder des actions ou des intérêts dans des compagnies opérant dans les secteurs où elles font de la régulation.

Abus spécifiques par les entreprises monopolistiques publiques ou privées :

La plupart des agences reconnaissent qu'il y a des monopoles dans l'Etat. Elles distinguent le monopole de Togo Telecom dans le secteur de la téléphonie filaire, la Togolaise des Eaux dans le secteur de l'Eau, la CEET dans le secteur de l'énergie électrique.

Sur la question de la privatisation, dans ces secteurs il y a deux tendances. Dans le secteur de l'électricité, il y a eu une concession donnée à l'époque à Togo Electricité mais cette initiative s'est soldée par un échec après quelques années. Dans le secteur des télécoms, il y a une réflexion sur la possibilité de privatiser Togo Telecom mais elle n'est pas allée à son terme.

Sur les prix, en matière d'électricité, les tarifs sont plus élevés par rapport à ceux pratiqués au Ghana, en Côte d'Ivoire et au Nigeria, mais moins élevés par rapport au prix en vigueur au Burkina Faso. Dans les télécoms, les prix restent dans la moyenne plus élevés que dans certains pays et moins élevés par rapport d'autres. L'ouverture de ces marchés est tributaire de la volonté gouvernementale.

Transparence dans les appels d'offres publics

Sur ce sujet, il n'y a pas eu de réponse nette. Certains régulateurs n'ont pas répondu aux questions.

Abus de position dominante

Dans le secteur de l'électricité, l'ARSE signale la CEB comme producteur, importateur exclusif et acheteur unique et la CEET comme distributeur. Dans le segment des télécoms, Togo Telecom est un acteur sur le segment du téléphone filaire et la transmission des données. Elle dispose de deux stations terriennes et loue ses infrastructures de transmission aux autres opérateurs. Mais il faut signaler ici le cas d'un opérateur privé dans le mobile Moov Togo (présentement suspendu) à qui depuis des années, les autorités ont refusé l'exploitation de sa propre station terrienne.

Concentration de pouvoir de marché concurrentiel

Sur ce sujet, seul dans le secteur des télécoms, Telecel SA, un opérateur privé a été repris par Atlantic Télécoms SA sous le label MOOV. Les régulateurs sont unanimes, sur les plaintes des consommateurs. Dans les télécoms, par exemple, une étude menée pour le compte de l'ARTP en 2006, a montré que les niveaux de qualité atteint par les opérateurs ne sont pas satisfaisants surtout dans les zones rurales. Dans le domaine de l'eau, les consommateurs se sont plaints à plusieurs reprises de la coloration de l'eau distribuée par la TdE. En matière d'énergie électrique, les consommateurs se plaignent de la qualité du courant distribué (baisse de tension) et des coupures intempestives sur le réseau.

Evaluation des implications des monopoles naturels sur la concurrence

Sur le marché national, plusieurs grandes entreprises opèrent dans divers domaines considérés stratégiques par l'Etat. Ces domaines couvrent entre autres des secteurs comme les services postaux, les télécommunications, le chemin de fer, le port, l'énergie et autres. Afin de s'affranchir de la question de la maximisation du profit, une conception alternative a longtemps été pour l'Etat d'imposer le monopole d'une entreprise publique dans les secteurs dit de monopole naturel. A tort ou à raison, les pouvoirs publics ont encouragé l'existence des entreprises monopolistiques. Il est arrivé à l'Etat de désengager parfois de certains de ces entreprises. Il existe tout de même sur le marché togolais, des monopoles naturels.

Les monopoles dans l'économie nationale

Le secteur des boissons alimentaires

Les actions de la BB SA, entreprise dans laquelle l'Etat était majoritaire ont été vendues au Groupe français Société des Brasseries et Glacières Internationales (BGI), lié au groupe Castel. Aujourd'hui, la Brasserie du Bénin (BB SA), filiale de la société BGI (liée au Groupe français Castel) détient le monopole de droit et n'a pas de véritable concurrent. Le processus de privatisation de cette entreprise n'a pas été fait au profit des petits actionnaires locaux qui ont vu la société passer directement et majoritairement aux mains des investisseurs étrangers.

La Brasserie du Bénin (BB) est la seule entreprise opérant dans ce secteur au Togo. Il s'agit d'une entreprise importante de l'Economie Togolaise. Elle dispose de deux usines de production répartie sur le territoire. En effet, la BB SA est une des premiers contributeurs aux recettes budgétaires de l'Etat. En 2008 par exemple, elle a versé au trésor public près de 15 milliards de Franc CFA.

Etant dans une situation de monopole (les éventuels concurrents se retrouvent au niveau régional), elle a procédé encore récemment à une hausse du prix des produits de bière et de boissons gazeuses. Les raisons

avancées pour justifier cette hausse sont l'augmentation des droits d'accises et le changement de fiscalité. Les consommateurs togolais qui ont déjà des difficultés à joindre les deux bouts, doivent désormais déboursier plus pour l'achat des produits de la BB.

Le secteur du ciment

Le Gouvernement s'est désengagé de Cimtogo en cédant ses actions au secteur privé. Aujourd'hui, le cimentier allemand, Heidelberg Zement a repris la totalité du capital social de Cimtogo. Un autre opérateur majoritairement à capitaux indiens, West African Cement (WACEM), est aussi présent le marché.

Le désengagement de l'Etat togolais a eu pour conséquences la flambée des prix du ciment et parfois la pénurie orchestrée par les grands distributeurs des produits cimentiers. Le gouvernement togolais a autorisé l'augmentation du prix du ciment sur toute l'étendue du territoire national, le 09 juillet 2008 pour lutter contre les spéculations qui créent des pénuries volontaires dans le pays. Ainsi, le prix de la tonne du ciment est de 81.000 F CFA contre 69 600 F précédemment (pour le ciment produit par CIMTOGO), tandis que celui produit par le West African Cement (WACEM), a passé de 66.000 F CFA à 77 000 F CFA.

Selon le gouvernement, cette situation est due à la spéculation que pratique certains distributeurs agréés et revendeurs qui exportent illégalement le ciment destinés à la consommation nationale vers les pays voisins où le prix de vente du ciment est plus élevé que celui pratiqué au Togo. La seule alternative selon lui était donc de procéder à un «ajustement de prix» pour freiner la spéculation.

A noter que selon des sources proches du ministère du Commerce, CIMTOGO et le WACEM, les deux unités de production du ciment au Togo ont une capacité mensuelle totale de 105.000 tonnes et la consommation moyenne du Togo se situe entre 45.000 et 50.000 t.

Le secteur agro-alimentaire (farine de blé)

La privatisation de la société des grands moulins du Togo (SGMT), a conduit l'Etat à se désengager de l'importation et la production de farine blé. Les augmentations successives des prix des sacs de farine blé répercutées sur le prix du pain n'ont pas arrangé la situation des consommateurs. A la suite de l'augmentation des prix de carburants en 2004, l'Association des boulangers, a décidé de faire augmenter les prix du pain, faisant flamber le prix de la baguette de pain.

Le secteur de l'électricité

Le 5 Septembre 2000, l'Etat togolais a signé une convention relative à la concession du service public national de distribution et de vente de l'énergie électrique avec la société concessionnaire Togo Electricité (TE) créée par le groupe français ELYO. Au terme de la convention, l'Etat togolais a concédé pour une période de vingt ans (de 2000 à 2020) à TE, l'exclusivité de l'exploitation des moyens de production, de distribution et de vente de l'énergie électrique dont disposait l'opérateur public de l'époque, la CEET. Les capitaux étaient détenus à 100% par le groupe ELYO (groupe Suez Lyonnaise des Eaux) et Hydro Québec (partenaire dormant). Le cahier de charges de Togo Electricité lui avait assigné la tâche d'améliorer les modalités de gestion et de fonctionnement de la distribution et de la vente de l'électricité au Togo; d'assurer l'exploitation des actifs de production et de distribution, et de les maintenir en bon état de fonctionnement; et de réduire la dépendance énergétique du pays. La société se serait engagée à investir 40 millions d'euros pendant la durée du contrat afin de réhabiliter et d'étendre les réseaux en zone urbaine, et d'électrifier les zones urbaines. Après six ans de gestion, l'Etat a retiré en 2006, la concession pour faute de résultats et d'investissements, et remis sur la sellette l'ancienne entreprise publique CEET.

Dans la pratique, l'approvisionnement en énergie électrique au Togo est assuré par deux sociétés: la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) qui dispose du monopole de distribution et de vente de l'électricité au Togo depuis le 22 février 2006, à la suite de la rupture du contrat de concession avec l'ancienne société Togo électricité; et la Communauté Electrique du Bénin (CEB), organisme public international issu d'un Accord international et du Code bénino-togolais de l'électricité de 1968, qui détient sur les territoires du Bénin et du Togo un quasi-monopole sur la production (hormis celle de faible puissance) et le transport en haute tension de l'énergie électrique. Outre ces deux sociétés, on compte les auto-producteurs industriels ou particuliers qui assurent leur propre approvisionnement en utilisant des

groupes électrogènes (par exemple, la société agro-alimentaire NIOTO qui produit ses besoins en énergie à partir des déchets de coton).

La CEET achète son énergie électrique à la CEB, en plus de sa propre production à partir de centrales thermiques diesel (présentes sur l'ensemble du territoire national) et du barrage de Kpimé. La CEB compte également parmi ses cinq clients la société de phosphates, l'International Fertilizer Group (IFG-Togo), et la cimenterie WACEM. L'électricité aujourd'hui fournie par la CEB aux deux marchés du Bénin et du Togo provient à la fois des importations d'énergie produite en Côte d'Ivoire et au Ghana (70 pour cent); et de la production locale (30 pour cent). Le nouveau projet de Code Bénino-Togolais de l'Électricité de 2001, non encore ratifié par les Assemblées respectives des deux pays, confirme le statut d'acheteur unique, ainsi que le monopole d'importation et de transport de la CEB pour des tensions supérieures à 61 kV. Toutefois, le projet de code indique la possibilité de confier aussi de nouveaux ouvrages de production à des opérateurs indépendants.

Après des efforts des gouvernements béninois et togolais, les délestages qu'ont connus les deux pays, se sont estompés. Des groupes électrogènes ainsi des achats massifs de fuels pour faire tourner les centrales thermiques ont permis d'amortir le choc. La mise en œuvre prochaine du gazoduc ouest africain (projet réunissant le Bénin, le Togo, le Nigeria, le Ghana) visent à fournir du gaz à des centrales de production d'électricité à base de gaz naturel.

Le secteur de l'Eau

Le secteur de l'eau est stratégique et l'Etat depuis des décennies n'a pas ouvert le secteur à la concurrence. La société publique, Société Togolaise des Eaux (TdE) gère seul le marché de la production et de la distribution de l'eau dans le pays. L'Etat à travers une convention, a accordé à la TdE, l'exploitation et la distribution de l'eau.

Le 13 Mai 2003, l'Etat togolais a signé un contrat d'Exploitation avec la Société Togolaise des Eaux (TdE). Ce contrat qui est entré en vigueur le 1^{er} Janvier 2004 couvre une période de dix (10) ans. Dans ce contrat, les engagements de l'Etat consistent entres autres, à mettre à disposition les biens et équipements nécessaires à l'exploitation du service, à fixer les tarifs d'eau potable et d'assainissement, à payer à bonne date les factures d'eau qu'il a prises en charge. Ceux de la TdE sont multiples et concernent la fourniture du service à la clientèle, l'information des usagers sur les règles minimales de sécurité à respecter en matière de qualité de l'eau, la préparation des plans

triennaux de développement du service, l'établissement de programmes annuels ou pluriannuels de formation de son personnel

En outre, des réformes sont en projet dans le secteur de l'eau. Le pays manque des lois pour appuyer la réforme du secteur des services d'eaux. Les réformes futures visent à toucher la politique tarifaire et la subvention, l'amélioration dans la distribution de l'eau surtout au profit des plus vulnérables. En outre le gouvernement a fait voté au parlement, la loi N°2003-015 du 29 septembre 2004 portant Fonds de Développement du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement en milieu urbain (FODESEPA) et un décret présidentiel N° 2004-161/PR du 29 septembre 2004 fixe les modalités d'accès aux ressources du FODESEPA. Les fonds du FODESEPA proviennent des ressources provenant de la part du prix de vente de l'eau, des emprunts contractés par l'Etat, des contributions budgétaires de l'Etat au titre des programmes d'investissements publics, des produits financiers issus des placements, et toutes autres ressources. A l'origine le FODESEPA a pour objet principal de favoriser l'équilibre financier du secteur afin d'assurer un fonctionnement permanent, continu et performant des services d'eau potable ainsi que de la collecte et d'évacuation des eaux usées en milieu urbain. Un arrêté interministériel N°007/08/MEE/MEF, du Ministère des mines, de l'énergie et de l'eau et du Ministère de l'économie et des finances pris en mars 2008 fixe les modalités de l'application des modalités du décret N° 2004-161/PR du 29 septembre 2004.

Le secteur des télécommunications

Dans le domaine du téléphone filaire, Togo Télécom, compagnie publique, règne en maître. Le secteur des télécommunications et postes, restructuré à partir de 1997, est composé de la Société des postes du Togo (SPT) pour les services postaux; de Togo Télécom pour les services de télécommunications fixes, sur lesquels cette entreprise publique dispose d'un monopole de fait sur le territoire national; et de deux sociétés pour la téléphonie mobile, Togo Cellulaire (créée le 30 juin 1998 et filiale de Togo Télécom), et Telecel Togo (Moov Togo depuis 2007), qui a démarré ses activités en 2000. Les trois opérateurs ont conclu des accords d'interconnexion. Les trois fournisseurs de connexions Internet sont Togo Télécom, Café Informatique et e-Process;

Le cadre réglementaire pour l'ouverture des services de télécommunications à la concurrence a été établi en 1998, et celui des postes en 1999. Le cadre réglementaire des services de télécommunications exige de tout opérateur de réseau et de services ouverts au public et des exploitants de réseaux indépendants

d'obtenir une autorisation préalable du Ministre chargé des télécommunications avant le démarrage d'activités. Chaque détenteur d'autorisation est sujet au paiement de redevances. L'Autorité de réglementation des secteurs des postes et de télécommunications est responsable des deux secteurs depuis 2000, date à laquelle elle est devenue opérationnelle.

Les tarifs de la téléphonie fixe de Togo Télécom, pour ce qui concerne les frais d'utilisation, ont subi trois hausses depuis le début de la libéralisation du secteur des télécoms (en 1999, 2000, et 2001). Les tarifs sont fixés par l'opérateur et approuvés par l'Autorité de réglementation avant leur mise en vigueur. Les tarifs sont basés sur les coûts historiques et sur le concept de coûts totaux distribués (en l'absence de comptabilité analytique).

Les tarifs des opérateurs de téléphonie mobile sont librement fixés par les opérateurs mais doivent également être approuvés avant leur mise en vigueur. Les tarifs de Togocel, essentiellement les frais de connexion, ont subi une baisse importante depuis l'arrivée de son concurrent sur le marché, mais les frais des appels entre les deux réseaux sont majorés d'environ 74 pour cent.

Le cadre réglementaire prévoit des modalités pour assurer le service universel. Tous les opérateurs ont l'obligation de contribuer au service universel en payant une redevance annuelle qui constitue le fonds de service universel (FSU). De même, tous les opérateurs sont susceptibles d'être chargés par les pouvoirs publics de réaliser le service universel; les fournisseurs de services universels devraient bénéficier d'une subvention du FSU. Dans l'avenir une modification des textes est envisagée en vue de permettre une compensation entre la redevance due par les opérateurs au titre du service universel et les investissements réalisés par eux dans certaines conditions.

En outre depuis le mois de d'Août 2009, les autorités ont suspendu l'opérateur mobile Moov Togo pour non paiement de la redevance de la licence. Elles réclament 20 milliards F CFA à la société, ce que cette dernière réfute. Moov Togo trouve ce montant exagéré. Des négociations sont en cours mais pour le moment les consommateurs sont privés de possibilités de communiquer. Les Associations de consommateurs dont l'ATC sont montées au créneau pour dénoncer cette situation et exigée la démission du Directeur Général de l'ARTP, l'organe de régulation dans le secteur. Le pays se retrouve dans une situation de monopole totale dans le domaine de la téléphonie mobile.

Les monopoles naturels dans l'économie togolaise

a) Les fondements du concept de monopole naturel

Les branches d'activités associées aux monopoles naturels ont varié dans le temps. On relève parmi eux :

- les transports (en particulier ferroviaires, mais aussi aériens et les grosses infrastructures routières comme les autoroutes, les ports...)
- les services postaux et les télécommunications ;
- le secteur énergétique de réseau (électricité, pétrole, gaz naturel) ;
- la distribution d'eau et les systèmes d'assainissement.

Ce sont les points communs entre ces secteurs qui sont caractéristiques

1. ils exigent d'énormes investissements au départ, pour fournir le service aux premiers clients ;
2. mais une fois l'investissement réalisé, la fourniture du service à un client supplémentaire ne coûte plus grand chose (le coût marginal est faible).

Dans ces conditions, le premier opérateur sur le marché peut alimenter tous les clients du secteur, et *peut* leur facturer le coût moyen, alors qu'un opérateur nouveau devrait faire un investissement équivalent pour un nombre de clients bien plus faible au départ, donc avec un coût par client qui entraînerait de fortes pertes. Il n'y a donc pas d'autre opérateur qui s'implique, et le premier peut en profiter pour augmenter ses prix autant que possible (il pourra toujours réagir en les baissant, si une concurrence nouvelle apparaît). À partir de là, on peut analyser et généraliser la notion sur le plan théorique : c'est la forme de la courbe des coûts marginaux, en fonction des quantités livrées (et le cas échéant, de la distance à partir du point de livraison), qui est déterminante.

Si cette courbe est décroissante partout, alors l'entreprise dominante est aussi celle qui peut offrir le prix le plus faible et faire le plus de bénéfice à un prix donné : elle détient alors un avantage énorme sur les entreprises concurrentes. Si cette courbe est *suffisamment* décroissante, l'entreprise dominante peut même avoir un coût moyen inférieur au coût marginal de tous les autres fournisseurs, ce qui veut dire qu'ils ne sont même pas en mesure de conserver leurs clients les plus faciles.

Le monopole naturel apparaît quand les capacités de production de l'opérateur dominant sont suffisantes pour alimenter tout le marché, ce qui signifie que tous les autres centres de production sont économiquement inutiles : il n'est donc pas socialement bénéfique que d'autres entreprises soient présentes sur le marché.

b) La constitution des monopoles naturels

* Les cas de monopoles naturels sur le marché togolais

1. Le cas du secteur de l'eau et assainissement

Le secteur des eaux et assainissement est l'archétype du monopole naturel. La pose de conduite nécessite de lourds investissements, et les matières véhiculées par ces conduites ont un coût très faible, de sorte que l'essentiel du prix payé par le consommateur provient du réseau et que le doublement des infrastructures conduirait à un gaspillage inutile.

Le principe des trois couches est ici totalement inopérant, car on ne voit pas comment deux exploitants ou plus pourraient utilement injecter de l'eau dans le réseau et la facturer à leurs clients de façon indépendante... L'essentiel des coûts étant concentré dans les infrastructures, c'est le niveau de la redevance pour l'usage (et l'entretien) des tuyaux qui constitue la seule question qui vaille. Néanmoins, il s'agit toujours d'un monopole naturel local, typiquement autour d'une agglomération et de quelques sources ou rivières. Cela laisse des possibilités de comparaison.

C'est pour cette raison que l'Etat y règne depuis des décennies dans ce secteur. Le secteur de l'eau étant stratégique, l'Etat depuis toujours n'a pas souhaité ouvrir le secteur à la concurrence. La société publique, Société Togolaise des Eaux (TdE) gère seule le marché de la production et de la distribution de l'eau dans le pays. L'Etat à travers une convention, a accordé à la TdE, l'exploitation et la distribution de l'eau. Les consommateurs n'ont pas le choix en termes de prix proposés par l'opérateur public.

2. Le secteur des postes et les télécommunications

Ces marchés étaient (et sont encore pour une bonne part) organisés en monopole nationaux pour deux raisons objectives :

1. L'effet de réseau puisque l'utilité de ses services dépend directement du nombre de personnes raccordées.
2. L'importance pour les autorités politiques et militaires de s'assurer du contrôle et de l'efficacité de ses services.

Dans le cadre des télécommunications, en dépit de la politique de dérégulation du secteur, on note la présence d'un seul opérateur public sur le segment de la téléphonie filaire. Togo Telecom, qui est présent sur ce marché depuis de longues années, continue de bénéficier de la rente de monopole. Les prix demeurent

élevés, le raccordement à un plus grand nombre d'abonnés demeure problématique. Les zones rurales ne bénéficient de façon importante des investissements destinés au dépeillement de la téléphonie filaire.

Quant à la Société des Postes du Togo (SPT), elle a le monopole sur la distribution des produits postaux sur l'ensemble du territoire. Elle dispose de bureaux répartis sur l'ensemble du territoire y compris dans certaines grandes agglomérations rurales ou semi-urbaines. Dans le domaine des télécommunications, les associations de consommateurs, trouvent que le régulateur de secteur, l'ARTP, ne favorise pas comme il faut la concurrence dans ce secteur. C'est un combat qu'elles mènent depuis toujours. Elles réclament en vain, l'ouverture de la gestion de cet organe à des représentants des associations d'utilisateurs ou des consommateurs.

Le secteur du chemin de fer

Les premières lignes de chemin de fer reliaient deux destinations entre elles sans mailler un ensemble de territoire. Elles furent souvent le fait de compagnies privées concurrentes qui assuraient à la fois la pose, la gestion des voies et la circulation des trains. Au fur et à mesure du développement du réseau ferroviaire, ces compagnies ont fusionné jusqu'à constituer des monopoles régionaux. Au Togo, les rails construits durant l'époque coloniale allemande l'étaient pour desservir par exemple la culture des cocotiers (Ligne Anécho-Lomé), la culture cotonnière (Lomé-Blitta), et la ligne Lomé-Kpalimé pour permettre l'évacuation du cacao et du café et autres fruits. Présentement l'exploitation du réseau national du chemin de fer est confiée à un opérateur privé à capitaux indiens, la Société Nationale de Chemin de fer du Togo (SNCT). Ces lignes sont essentiellement utilisées pour le transport de clinker et de ciment. Le trafic passager est inopérant depuis des années sur l'ensemble du réseau. L'Etat reste propriétaire de l'ensemble du réseau.

Le secteur d'électricité

En raison des rendements croissants liés au développement des réseaux électriques, le transport et la distribution s'approchent bien du modèle théorique de monopole naturel. L'électricité étant par nature non stockable, il est nécessaire d'équilibrer à chaque instant la production et la consommation, et cela ne peut être obtenu par un mécanisme de marché. Cette fonction a traditionnellement été assumée par les grandes entreprises intégrées de production et de transport qui disposaient en leur sein de services spécialisés, capable de gérer cet équilibre en temps réel et en prévisionnel à court terme.

Au Togo, dans la pratique, l'approvisionnement en énergie électrique au Togo est assuré par deux sociétés: la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) qui dispose du monopole de distribution et de vente de l'électricité au Togo depuis le 22 février 2006, à la suite de la rupture du contrat de concession avec l'ancienne société Togo Electricité; et la Communauté Electrique du Bénin (CEB), organisme public international issu d'un Accord international et du Code bénino-togolais de l'électricité de 1968, qui détient sur les territoires du Bénin et du Togo un quasi-monopole sur la production (hormis celle de faible puissance) et le transport en haute tension de l'énergie électrique. Dans ce secteur, le régulateur, l'ARSE, assure la réglementation des activités des différents opérateurs et garantir les intérêts des usagers. Ces opérateurs économiques et les consommateurs ne sont pas à l'abri d'augmentation excessifs de prix.

En conclusion, nous pouvons dire que beaucoup d'effort doit être fait par l'Etat et les organes de régulation pour assurer que les entreprises monopolistiques ne mettent de côté les intérêts des consommateurs. Préoccupées par leur rente, elles peuvent au fil des années, faire augmenter les prix, sans améliorer la situation des usagers. L'absence totale de libéralisation dans certains secteurs (télécoms), une dérégulation incomplète d'autres secteurs (énergie, eau), un cadre légal et juridique non performants (privatisation), un manque d'ambition des opérateurs économiques nationaux, une protection des monopoles existants, ne peuvent garantir un impact positif sur le développement et surtout un meilleur prix pour les usagers et les consommateurs. Il reste à beaucoup à faire dans le cadre des monopoles dans le pays.

Analyse approfondie de la concurrence dans le secteur agricole

Etat des lieux

Au Togo, le secteur agricole occupe une place prépondérante dans l'économie du pays. En moyenne 38% du PIB au cours des dix dernières années provient des activités agricoles. Les exploitations sont de petite taille et les systèmes de production sont extensifs et traditionnels. La production agricole, se faisant principalement en cultures pluviales, elle dépend des aléas climatiques. Le régime d'alimentation hydrique des plantes, perturbé par le changement climatique entraîne une importante baisse de productivité qui s'accompagne d'une flambée des prix des produits agricoles sur les marchés locaux. Les potentialités en terre ayant une aptitude à l'irrigation au Togo sont estimées à 180 000 hectares avec une superficie aménagée et équipée de 7300 hectares utilisés pour la canne à sucre, la culture du riz et des activités de maraîchage. La plupart des 174 barrages existants sont dans un état de dégradation avancée. Le système hydrographique est constitué des bassins de la Volta, du Mono et du lac Togo. Des efforts sont déployés par le pays pour réaliser la gestion concertée des eaux internationales avec les pays voisins. Pour faire face aux défis importants en matière de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, l'Etat togolais a engagé depuis 2005 une série de réformes institutionnelles dans un contexte caractérisé par la faiblesse des performances macroéconomiques et un manque de mobilisation des ressources publiques pour le financement du développement.

Production et commerce

Les caractéristiques de la production des principaux produits sont fonctions des éléments suivants :

(i) Surface cultivée

Ce sont de petites exploitations morcelées. Les principales spéculations sont: les céréales, les tubercules, les légumineuses et les produits maraîchers. La superficie cultivable est évaluée à 3,6 millions d'hectares et celle cultivée est évaluée à 1,4 millions d'hectares, soit 41 % de la superficie cultivable et 25% de la superficie totale du pays. La

superficie irrigable est de 86 000 hectares. Sur une superficie aménagée actuellement de 2300 hectares, seulement une superficie de 1200 hectares est irriguée. Ces aménagements sont destinés à la culture de riz, de la canne à sucre et de produits maraîchers.

(ii) Quantités produites

Dans le groupe des céréales, le maïs passe en tête suivie du sorgho/mil et le riz. Pour le compte de la campagne 2008-2009 dont la production totale en céréales a été de 934.303 tonnes, la part du maïs est de 590105 T soit 63%, celle du sorgho/mil de 258658 T soit 28% et 85540T pour le riz soit 9%. Dans le groupe des tubercules, sur un total de productions de 1443619T pour la même campagne, l'igname passe au 1^{er} rang avec 648248T le manioc en dernière position avec 795371 T. Dans le groupe des légumineuses, le haricot passe en tête avec 67325T ensuite vient l'arachide avec 42648 T sur un total de 103915T

(iii) Rendement à 1 "hectare

Les rendements sont faibles: 1-1,5 T/Ha pour les céréales ; 9-10T/Ha pour les tubercules 0,6-0,8T/Ha pour les légumineuses

(iv) Revenus générés

Le secteur agricole représente 38 pour cent du produit intérieur brut (PIB) au cours de ces dernières années (1995-2003), et fournit plus de 20 pour cent des recettes d'exportation.

Le coton occupe traditionnellement le deuxième poste d'exportation après le ciment ou les phosphates, selon les années. Le secteur agricole fait vivre les deux tiers de la population active. Au cours de ces dix dernières années, le produit intérieur brut agricole (PIBA) a évolué à un rythme plus rapide que le PIB (PIB courant: 4,3 pour cent contre PIBA courant: 6,4 pour cent entre 1995 et 2003.

- Principales importantes productions destinées au marché : le coton et le café

- *Rôle des entreprises publiques dans le secteur agricole : Appui/conseil, formation et recherche*
- *Produits cultivés par les entreprises publiques et quels sont les plans de réforme en cours :*
L'Etat s'est désengagé des secteurs de production et ne joue que son rôle régalién
Les réformes en cours le sont domaine du coton.
- *Les coûts et les bénéfices de la présence des entreprises publiques dans le secteur agricole :*
Les dépenses publiques agricoles représentent en moyenne environ 3 pour cent du budget national ces cinq dernières années; il devrait être rehaussé pour atteindre le niveau d'allocation recommandé (10 pour cent du budget national) pour chaque Etat au sommet de Maputo en 2003, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du NEPAD.

Les bénéfices ne sont perceptibles qu'au plan macroéconomique.

- Quels sont les principaux produits agricoles importés par le pays? Et quels sont les principaux produits exportés par le pays ?

Les importations en provenance des autres pays de la CEDEAO

Les graines de coton, les huiles de palme, les autres huiles de palmes brutes, les sucreries sans cacao (y compris le chocolat blanc) les oignons à l'état frais ou réfrigéré, les tomates en l'état frais ou réfrigéré.

Les importations en provenance de l'Union européenne, d'Amérique et d'Asie Elles font plus de 70 % de l'ensemble des importations et concernent notamment les moreaux et abats de coqs et de poules, congelés (interdites ces derniers temps par un Arrête ministériel), les autres huiles de palme brutes, les autres pommes de terre, à l'état frais ou réfrigéré, le riz, les conserves.

Le secteur agricole occupe une place prépondérante dans l'économie togolaise. Il contribue en effet pour environ 36% du PIB du pays (2006) contre 21% pour le secteur secondaire et 43% pour le secteur tertiaire. L'agriculture demeure la principale activité de la majorité de la population (plus de 70% de la population active). Elle fournit environ 20% des recettes d'exportation (coton, café, cacao). Elle est fortement orientée vers la production vivrière fournissant ainsi la plus grande part des moyens de subsistance à la population rurale et à une forte proportion de la population urbaine. Elle dégage en outre quelquefois de faibles excédents vivriers qui sont exportés en l'état, faute d'industrie agroalimentaire en aval. La production agricole induit un important

volume d'activité d'artisanat alimentaire et des services de transport et de commerce. La faible mobilisation des ressources productives, l'accroissement insuffisant de la productivité agricole et la faible diversification des revenus expliquent la persistance de l'insécurité alimentaire et économique au niveau des ménages ruraux.

Les systèmes de production sont extensifs et traditionnels et comprennent le système pastoral, le système agropastoral et le système agricole. La production agricole est essentiellement pluviale et par conséquent fortement tributaire des aléas climatiques. Le paysage agricole est composé de petites exploitations morcelées (en moyenne 2ha), encore largement tournées vers l'autoconsommation et caractérisées par un faible niveau technique. En effet, 89% des exploitations utilisent exclusivement le petit matériel aratoire (houe, coupe-coupe) et seulement 10% mobilisent la culture attelée. Moins de 3% des superficies vivrières sont emblavées avec des semences sélectionnées et à peu près 16% reçoivent de l'engrais. Bien que le potentiel irrigable soit significatif, seulement 1200 ha environ sont irrigués. L'irrigation de surface est largement pratiquée mais l'irrigation localisée et par aspersion sont aussi connues. Au total, sur les 3,4 millions d'hectares de terres agricoles arables, environ 1,4 millions d'hectares sont cultivés annuellement. Dans certaines zones, on note l'existence d'une pression foncière croissante et d'une dégradation de la fertilité des sols. L'élevage est pratiqué par plus de 75% des agriculteurs et est caractérisé par un système familial de type traditionnel. Il joue un rôle important dans la couverture des besoins alimentaires de la population. Le pays dispose d'un réseau fluvial, d'un plateau continental marin et des lacs où est pratiquée une pêche artisanale qui fournit à la population un complément de protéine.

Les principaux produits du Togo sont les cultures vivrières et les cultures d'exportation. Les cultures vivrières comprennent les céréales (maïs, sorgho, mil, riz), les tubercules (manioc, igname) et les légumineuses (niébé, soja). Elles ont contribué au cours de ces dernières années pour deux tiers à la formation du PIB agricole.

Les principaux produits de rente sont le coton, le café et le cacao. Leur part dans le PIB agricole a représenté en moyenne 9% au cours des dernières années. A ces trois produits, il faut ajouter ceux qui sont commercialisés principalement au plan national tels que les produits du palmier à huile et du cocotier, et des produits de diversification généralement destinés à l'exportation tels que les fruits tropicaux, certains oléagineux, les légumes de contre saison, les épices et herbes aromatiques etc.

L'agriculture et l'élevage utilisent essentiellement les eaux de surface et les cultures maraîchères utilisent les eaux souterraines. S'agissant du mode de gestion de l'eau, l'absence de politique claire fait qu'il y a un manque de coordination entre de nombreux intervenants. À part le périmètre de Mission Tové qui est géré par les irrigants, des comités d'eau sont créés au niveau des villages pour suivre l'exploitation des points d'eau (forages, barrages).

D'une manière générale la production agricole au Togo, se faisant essentiellement en cultures pluviales, dépend des précipitations. La détérioration du climat s'accompagne d'un décalage des saisons avec une réduction de la durée des périodes humides, une hausse de l'évapotranspiration et un dessèchement accru des sols. Le régime d'alimentation hydrique des plantes ainsi perturbé entraîne une importante baisse de productivité. Une bonne partie des terres humides (bas-fonds, plaines alluviales, etc.), zone de prédilection pour la culture de riz et de la canne à sucre, se dessèche et fait régresser la culture de ces plantes. C'est dans ces conditions que le Togo est obligé d'importer massivement les produits agricoles et d'engager ainsi de fortes dépenses de devises étrangères.

Au Togo, la production vivrière nationale demeure insuffisante, elle est complétée chaque année par des importations de produits céréaliers (blé et riz). En effet, sur la période 1997-2005, le bilan céréalier a été déficitaire pour les années 1998, 2001, 2004 et 2005 où les taux de couverture en besoins alimentaires ont été respectivement de 97, 94, 96 et 97%. Les excédents des productions céréalières les plus significatifs ont été enregistrés en 1997, 1999, 2002 et 2003 avec respectivement des taux de couverture de 104, 105, 103 et 102%.

Les données disponibles indiquent qu'une personne sur quatre est considérée comme sous alimentée, l'apport énergétique par personne est de 2300 kcal. La couverture des besoins en tubercules et légumineuses est largement assurée. En revanche, le taux de couverture des besoins en produits d'élevage est largement déficitaire. Il est de l'ordre de 70% et la consommation est estimée à 7kg de viande et abats par habitant, contre une norme de 12kg/habitant/an.

La situation nutritionnelle de la population togolaise est caractérisée par une prédominance de la malnutrition protéino-énergétique et de la carence en micronutriments. En effet, la prévalence de la sous alimentation, estimée à partir des données alimentaires du questionnaire d'enquête sur indicateurs de base du bien-être (QUIBB) réalisé en 2006, était de 33% avec une population de personnes sous alimentées d'environ 1,7million.

Les cultures d'exportation (le coton, le café et le cacao) contribuent elles seules à 20% des recettes d'exportations. La balance commerciale des quantités de produits agricoles exportés et importés est négative. Ceci s'explique par le fait que la propension du pays à l'autosuffisance est négative, d'où l'insécurité alimentaire qui sévit au Togo. En vue de combler le déficit alimentaire, le Togo importe annuellement 30 000 têtes de bovins, 40 000 têtes de petits ruminants, un million de volailles et près de 10 000 tonnes de viande. En 2007, le pays a dépensé plus de 9,52 millions \$EU pour l'importation du riz (38% des importations), environ 7,14 millions \$EU pour l'importation de poisson et 2,92 millions \$EU pour la viande (DGSCN).

Le cadre institutionnel

Pour faire face aux défis importants en matière de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, l'Etat togolais s'est engagé depuis 2005 dans une série de réformes institutionnelles, eu égard au contexte caractérisé par une faiblesse des performances macroéconomiques et en matière de mobilisation des ressources publiques pour le financement du développement. En effet, l'Etat togolais a élaboré des stratégies sectorielles visant à assurer la réalisation des OMD d'ici 2015. Il s'agit notamment de la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie des populations à travers l'accès à l'eau et l'assainissement de base.

Dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, les stratégies prioritaires à mettre en œuvre afin de réduire de moitié la population souffrant de la faim et de la malnutrition à l'horizon 2015, visent à : améliorer la productivité agricole, le niveau d'accès des groupes vulnérables aux aliments de qualité, le niveau nutritionnel de la population vulnérable et à promouvoir des activités génératrices de revenus en milieu rural.

La Note de Politique Agricole du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) adoptée en 2006 vise à actualiser la déclaration de politique de développement agricole du pays et est axée sur le renforcement du cadre légal et institutionnel ; la structuration du monde rural et professionnel de l'agriculture ; l'amélioration durable de l'accès aux ressources productives.

Le Togo fait face à un contexte caractérisé par une faiblesse des performances macroéconomiques et une mobilisation insuffisante des ressources publiques pour le financement du développement. La situation difficile des finances publiques a érodé les ressources consacrées aux services publics de base notamment l'agriculture. Les projets et programmes élaborés pour le financement du développement rural concernent

essentiellement la lutte contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire et le développement des ressources en eau.

Principaux atouts

Malgré ces insuffisances qui caractérisent son agriculture, le Togo dispose de plusieurs atouts non moins importants dont une exploitation judicieuse permettrait de relever le défi de l'autosuffisance alimentaire et d'une croissance économique basée sur celle de l'agriculture. Il s'agit essentiellement de :

- La disponibilité des ressources naturelles : L'une des potentialités à mettre en valeur dans l'agriculture togolaise est l'existence de ressources naturelles dont le sol. En effet, Seulement 41% des terres propices à l'agriculture sont effectivement exploitées.
- La disponibilité de potentialité d'irrigation inexploitée : 180 000 ha de terre ont une aptitude à l'irrigation.
- L'existence de superficies déjà aménagées pour la canne à sucre, la culture du riz, et les activités de maraîchage qui pourraient être mises en exploitation.
- L'existence d'un système hydrographique constitué des bassins de la Volta, du Mono et du Lac Togo.
- L'existence d'un cadre institutionnel favorable : des efforts sont déployés par le pays pour réaliser la gestion concertée des eaux internationales avec les pays voisins.
- La disponibilité d'un port en eau profonde pouvant faciliter l'écoulement de la production mais également l'importation des intrants pouvant permettre d'incorporer plus de technologie dans le secteur agricole pour le rendre plus productif.
- La restructuration au niveau des infrastructures ; réalisation des ouvrages : construction des pistes et de ponts pouvant permettre de désenclaver les zones de production autrefois non accessibles et facilitation de l'écoulement de la production agricole vers les centres urbains pour la consommation ou l'exportation.
- Une position géographique rendant relativement facile l'accès aux marchés nationaux et internationaux.

Au vu de tous ces atouts, l'utilisation de bonnes techniques de maîtrise de l'eau pourrait rendre la production agricole moins dépendante des aléas climatiques qui ont entraîné des crises alimentaires durant les années sus citées et accroître le potentiel de couverture des besoins des populations en matière de produits céréaliers. Un accent particulier pourrait également être porté sur des techniques d'élevage plus élaborées afin d'améliorer la production de ce secteur qui demeure le point faible de l'agriculture en vue d'assurer une alimentation relativement équilibrée aux populations togolaises. Cet ensemble de mesures

rendrait possible l'assurance d'une sécurité alimentaire durant chaque année indépendamment des caprices du temps et des coûts des matières premières telles que le pétrole dont le renchérissement influence celui des produits importés.

En conclusion, l'agriculture togolaise, comme celle de la plupart des pays en voie de développement, constitue l'une des principales sources de richesse du pays tant en termes de contribution à la formation du PIB que de proportion de personnes y travaillant. Elle reste cependant soumise aux conditions climatiques et incorpore très peu de technologies. Sa productivité est ainsi très faible et elle ne suffit pas à faire face aux crises alimentaires récurrentes. Cependant les potentialités dont regorge le pays, de même que les réformes entreprises par les autorités, créent un cadre devant favoriser une utilisation optimale de nouvelles technologies, dans le souci de faire du secteur agricole un levier de la croissance économique du Togo.

Analyse approfondie de la concurrence dans le secteur agricole

Pour approfondir la question de la concurrence dans le secteur agricole l'ATC a fait administrer des questionnaires auprès de 154 agriculteurs répartis dans trois régions économiques du Togo (Maritime, Plateaux et Centrale), 7 fournisseurs de fertilisants (pesticides & engrais) et 28 fournisseurs de semences (graines). En rappel il existe 5 régions économiques couvrant le pays du Sud au Nord à la frontière du Burkina Faso.

Fermiers et agriculteurs

Produit cultivés

Les cultures couvrent essentiellement les produits de rente et cultures vivrières. Dans la région maritime, le maïs et le manioc sont les plus cultivées (80%), dans la région des Plateaux, le maïs, le manioc, l'igname, le cacao et le café, et le sorgho sont majoritaires et dans la région centrale, les cultures produites couvrent le sorgho, le maïs, le haricot, le coton, l'arachide.

Taille de l'exploitation (Superficie emblavée)

Il ressort des dépouillements des questionnaires que 60% d'entre eux disposent de superficie emblavée 2 ha. 20% de producteurs ont un champ couvrant 5 ha de cultures, 24% ont des domaines cultivés sur 1 ha et 6% cultivent sur 10 ha. Les superficies généralement emblavées sont de tailles moyennes.

Statut de l'exploitation

Il ressort de l'enquête que la plupart des exploitations sont des propriétés individuelles. Le mode de

Tableau 13 : Répartition des paysans selon la taille des superficies emblavées

Superficie	1 ha	2 ha	5 ha	10 ha
Nbre de paysans (en%)	24%	60%	20%	6%

production répandue demeure l'exploitation individuelle agricole. Les 154 paysans qui ont accepté répondre aux questions posées par l'ATC opèrent dans des exploitations individuelles. Les coopératives et autres sociétés agricoles ne font pas recette dans le monde rural.

Principales cultures

- Les principales cultures vivrières : les céréales (riz, maïs, sorgho), les tubercules (manioc, igname) et les légumineuses (arachide, haricot, niébé, voandzou)
- Les principales cultures de rente : cacao, café et coton

Productions moyennes

Compte de la prédominance des surfaces emblavées de taille moyenne (2ha), un recoupement des données de production permet de tirer les moyennes de production des produits ciblés suivant : maïs, sorgho, manioc, igname, haricot. Le tableau suivant, résume les principales moyennes de productions.

Approvisionnement des fermiers en semences

52% des paysans s'approvisionnent en semences auprès de la CAGIA (centrale d'achat de l'Etat dépendant du ministère de l'agriculture de l'élevage et de la pêche). 26% sont approvisionnés par l'Agence nationale sécurité alimentaire (ANSAT), organisme public disposant des kiosques dans les zones de production agricole. 14 % des producteurs achètent les semences chez d'autres fournisseurs privés ou associatifs disséminés sur le territoire (Agro grain, OIC, GPC, Ong Alafia,). Le reste (soit 8%), produisent eux-mêmes leurs propres semences. On note qu'en général que les deux organismes publics, la CAGIA et l'ANSAT, sont les plus grands fournisseurs de semences dans le pays.

Part de marchés des fournisseurs de semences

Pour les semences, la CAGIA domine le marché avec près de 52% des parts, suivie par l'ANSAT avec 26%. Le reste est partagé entre les autres distributeurs.

Tableau 14 Production moyenne des cultures ciblées

Cultures						
	Maïs	Sorgho	Riz	manioc	igname	haricot
Production moyenne	1800 kg	1250 kg	1400 kg	9500 kg	9200 kg	700 kg

Pratiques anticoncurrentielles

Sur les marchés de fournitures de graines, les producteurs interrogés trouvent en majorité son niveau de prévalence nul (81% soit 126 personnes). 18% d'entre eux la trouve modérée. Selon ce cas de figure, les pratiques suivantes sont citées selon la fréquence : trucages des offres- discriminations des prix et entente sur les prix.

Le marché des fertilisants

Sur ce marché opèrent les deux grands organismes publics (Ansats et Cagia) et des entreprises privées comme Biochem, Agrograin, Chimagro, Agrovet et quelques petits détaillants privés.

Les plus grands distributeurs de fertilisants du pays restent la Cagia avec près de 50% et l'Ansats avec 25%. A côté on peut mentionner la Sotoco, devenue NSCT qui achète des engrais -coton pour ses cotonculteurs.

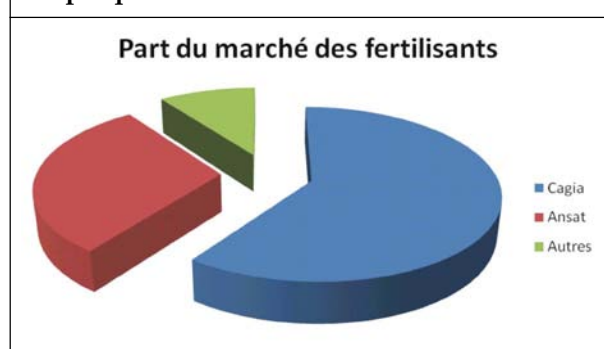
La part de marché de fertilisants

Au regard des données collectées, nous pouvons dire que la Cagia, détient la plus grande partie du marché soit environ 60%. Le reste des parts sont détenus par l'Ansats avec 30% et le reste (10%) sont détenus par les autres distributeurs privés.

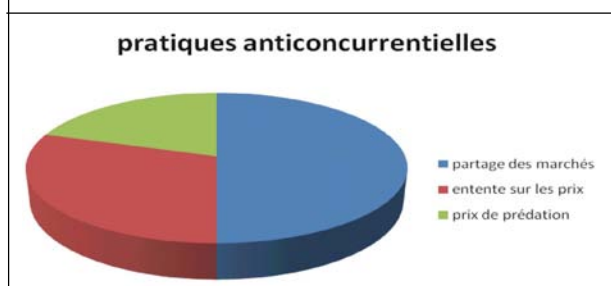
Pratiques anticoncurrentielles

Sur les marchés de fertilisants, le partage des marchés (50%) est de loin la pratique la plus dénoncée. Suivent ensuite, l'entente sur les prix (30%), les prix de prédation (20%).

Graphique 5: Part des marchés sur les fertilisants



Graphique 6: Pratiques anticoncurrentielles sur le marché des fertilisants



Commercialisation des produits agricoles

Modes de commercialisation : La commercialisation des produits agricoles se fait de diverses façons dans les zones de production. Il existe des contrats de productions (cas des accords de l'Ansats avec certains producteurs) avec 20%, Grossistes détaillants qui vont dans les fermes de production (40%) et 40% pour les ventes directes sur les marchés ruraux.

Opérateurs commerciaux : Lorsque nous prenons l'exemple du maïs, l'Ansats est la seule à racheter les productions de céréales des paysans. Dans ce cas précis, les producteurs sont à la merci de l'organisme qui leur impose son prix.

Types de clientèles pour les productions agricoles : L'achat des productions agriculteurs est fait par plusieurs types d'acheteurs : Les distributeurs locaux, les industries agroalimentaires, les organismes publics, les groupements de paysans (banques de céréales) et les femmes revendeuses des zones urbaines.

Fournisseurs de fertilisants

Types d'entreprises : Les fournisseurs de fertilisants sont en majorité des entreprises privées, et des établissements publics.

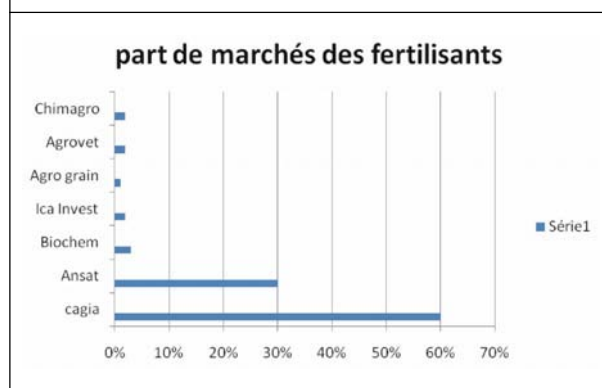
Tableau 15: Type d'entreprises sur le marché des fertilisants		
	Entreprises publiques ou établissements publics	Entreprises privées
Fournisseurs de fertilisants	02	05

Mode d'approvisionnement : Les fournisseurs de fertilisants sont approvisionnés en général par des importations en provenance de l'Asie et de l'Europe. Mais ils prennent une petite portion auprès d'un fabricant local (WABCOTIA). Les importations et la fabrication sont donc des deux modes d'achats pour les fournisseurs.

Quantité moyenne de fertilisants vendus : 2590 tonnes en moyenne de fertilisants sont vendus par les acteurs de la filière. La majorité de la vente des fertilisants est destiné aux magasins de détails (50%), aux magasins de groupements de producteurs (34%) et le reste (soit 16%) est vendu par les autres acteurs. Ces fertilisants vendus sont destinés à soutenir la production de

Les fournisseurs de fertilisants dans le pays : D'après les données collectées, les plus grands fournisseurs de fertilisants sont constitués par Cagia (60%), l'Ansats (30%), Biochem (3%), ICA Invest (2%), Agrovat (2%), Agrograin (1%) et Chimagro (2%).

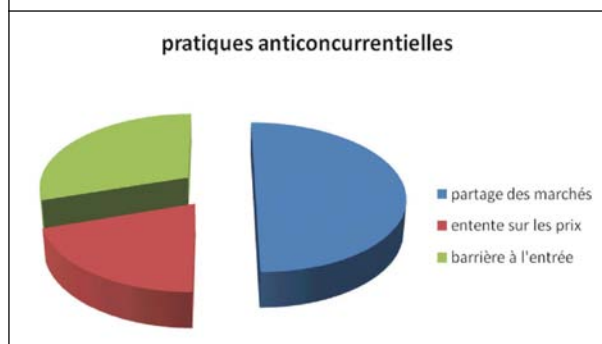
Graphique 7: Part de marchés des fournisseurs de fertilisants



Prix des fertilisants : Sur le marché les prix des fertilisants sont libres. Mais les pour les fertilisants vendus par les organismes publics, leurs prix sont déterminés par le gouvernement.

Pratiques anticoncurrentielles : Sur ce marché, les personnes interviewées désignent principalement les trois pratiques suivantes : partage de marchés (50%), barrière à l'entrée (30%) et l'entente sur les prix (20%).

Graphique 8: Pratiques anticoncurrentielles sur le marché des fertilisants



Les entreprises publiques, bénéficient de la subvention des prix sur les fertilisants lors de la vente aux producteurs et aux agriculteurs. Elles sont plus impliquées dans les pratiques anticoncurrentielles.

En outre ces pratiques engendrent aussi d'autres phénomènes comme la pénurie artificielle entretenue par les dépôts des grands distributeurs, juste pour entraîner une augmentation des prix des fertilisants. Conséquences de ces pratiques, les producteurs ont de moins en moins accès aux intrants (fertilisants). Les producteurs bénéficiaient par le passé de l'achat des fertilisants à crédit et remboursaient à la fin de la campagne agricole. Aujourd'hui, cela n'est plus possible. L'un des impacts visibles restent la faiblesse des rendements de productions agricoles (en baisse pour les céréales, les tubercules et les légumineuses).

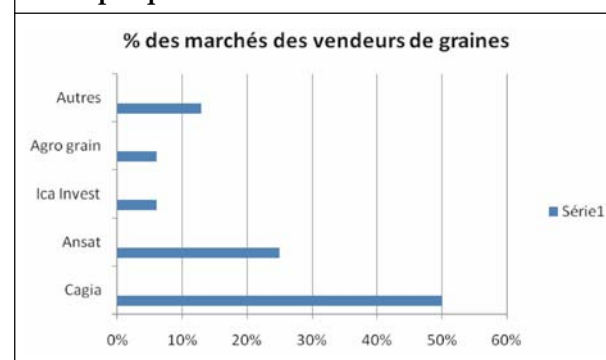
Le gouvernement subventionnant déjà les prix de vente des fertilisants aux agriculteurs y compris ceux de semences, il semble ne pas être disposé à faire plus. Des mesures fiscales et douanières sont suggérées pour aider à faire baisser les coûts d'entrée des fertilisants et autres semences sur le cordon douanier. En plus l'accroissement de la production locale de fertilisants et des semences, peut aider à avoir un impact de réduction sur les prix de ventes aux agriculteurs.

Fournisseurs de semences

Types d'entreprises : Les fournisseurs de graines ou de semences sont en majorité des entreprises privées locales, des établissements publics et des structures associatives (ONG ou groupements de paysans) et établissements privés unipersonnels.

Les fournisseurs de graines : Les plus grands fournisseurs de graines sont les organismes parapublics dont la CAGIA (centrale d'achat de l'Etat dépendant du ministère de l'agriculture), l'Agence nationale sécurité alimentaire du Togo (ANSAT). Viennent ensuite les fournisseurs privés (Agro grain, ICA invest, plusieurs établissements privés...) ou associatifs disséminés sur le territoire (OIC, GPC, Ong d'appui aux paysans).

Graphique 9: Part des marchés de semences



Prix des graines : Sur le marché les prix des semences sont libres. Mais pour les graines vendues par les structures publiques, leurs prix sont déterminés par le gouvernement.

Tableau 16: Types de structures fournissant les graines

Type de structures	Entreprises publiques	Entreprises privées	ONG ou groupements	Ets privés
Nombre	02	12	10	04

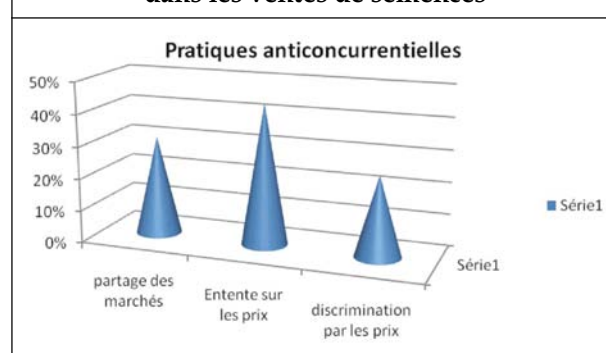
Approvisionnement en graines : Les graines distribuées par les fournisseurs sont en majorité importées (60%). 34% des graines sont constituées de semences produites localement par les fermes de semencières d'ONG ou de groupements tandis que 6% des graines sont des semences locales produites par des agriculteurs indépendants,

Quantité moyenne de semences produites : 1500 tonnes en moyenne de graines sont produites par les fermes semencières et les agriculteurs indépendants chaque année.

Quantité moyenne des graines vendues : 5200 tonnes de semences sont vendues en moyenne chaque année. Il s'agit en majorité de semences de céréales (riz, maïs, sorgho), des légumineuses (haricots, niébé). Les principaux clients restent les magasins de détails, les magasins de groupements de paysans, les coopératives et ONG d'appui aux paysans.

Pratiques anticoncurrentielles : Sur ce segment de marché des intrants agricoles, les résultats des firmes ou agents consultés désignent principalement les trois pratiques anticoncurrentielles suivantes : la discrimination par les prix (25%), le partage de marchés (31%) et l'entente sur les prix (44%).

Graphique 10: Pratiques anticoncurrentielles dans les ventes de semences



Les entreprises publiques, bénéficient de la subvention des prix sur les semences lors de la vente aux producteurs et aux agriculteurs. Elles sont aussi plus impliquées dans les pratiques anticoncurrentielles. Conséquences de ces pratiques, les semences ne sont pas disponibles en quantité dans les zones de production induisant une baisse des productions agricoles.

Les prix des graines vendues aux agriculteurs à travers les groupements de producteurs ou par les dépôts de la centrale CAGIA et l'ANSAT sont subventionnés par l'Etat. L'Etat a mis en place un stock tampon dans les dépôts de l'ANSAT pour agir sur les prix des céréales en période de soudure pour aider les populations.

Conclusion générale

Le Togo depuis les indépendances a mis en œuvre plusieurs politiques économiques et sociales, notamment les plans d'ajustement structurel (PAS) imposés dans les années 90 par les institutions de Breton Woods et une politique industrielle volontariste (pendant l'époque du boom des phosphates dans les années 80). L'échec de ces politiques et réformes a eu pour conséquences de provoquer une crise sociale et d'amplifier le niveau de pauvreté dans le pays. Dès lors, les consommateurs ont subi de plein fouet les effets de ces politiques.

En dépit de l'adoption de la Loi sur la concurrence et de ses décrets d'application, la concurrence sur le marché semble ne pas être perçue par les consommateurs. Les opérateurs économiques, la société civile ne sont pas très imprégnés des dispositions de la loi sur la concurrence. Les instances chargées d'appliquer le droit de la concurrence, n'informent pas les usagers des leurs droits et devoirs. Le manque de culture dans le domaine de la concurrence, contribue à rendre peu perceptibles les actions qui peuvent être développées pour améliorer le bien-être des consommateurs.

La politique sectorielle que les autorités conduisent dans les domaines comme l'eau, l'énergie, et les télécommunications, ne favorise pas le jeu de la concurrence. L'énergie, l'eau et les télécommunications (téléphone filaire, Internet) sont tenues par des entreprises du service public. Etant en situation de monopole, elles ne procèdent pas aux investissements requis pour satisfaire la demande du marché et améliorer la qualité du service. Néanmoins dans le domaine des services financiers, une certaine concurrence semble s'être mise en place.

La protection des consommateurs demeure un grand défi pour les organisations de consommateurs. Malgré les dispositions prises dans la loi sur la concurrence, beaucoup reste à faire. Les consommateurs ne sont pas représentés au sein des agences de régulations ni au sein de la Commissions nationales de concurrence et de la consommation (CNCC). Les agences de régulation ne jouent pas pleinement leur rôle de défense des consommateurs.

Ces derniers mois, des efforts entrepris par les autorités ont permis de réformer le secteur des marchés publics. Ce secteur ayant plus d'impact sur la vie des communautés et des opérateurs économiques, la mise en œuvre des diverses mesures dans le domaine permettront de dynamiser le secteur. A ce propos, la mise en place prochaine du Régulateur des marchés publics viendra assainir l'exécution des projets dans le domaine. Tout cela devrait permettre d'accroître la concurrence dans le pays.

Yaovi Tchalim BLAO

Chercheur principal / Projet 7up4 au Togo avec la collaboration et les contributions de AYEESOU Rita (chapitre 6 & chapitre 7) T. ABE (chapitre 4), Directeur de l'Agriculture (Chapitre 9), B. KPEGLO & BLAO (graphes) et des membres du GNR.

Annexe I: Etat Des Lieux Par Secteur-cle Au Togo

1) Secteur des Télécommunications

Secteur des Télécommunications			
Libéralisé : Le secteur n'est pas encore libéralisé. Mais il est simplement dérégulé. L'Etat a accepté la rentrée sur le marché d'un opérateur mobile sur le segment des mobiles, et un opérateur sur le segment de l'Internet	Loi sur les télécommunications : Plusieurs lois et décrets ont été adoptés dans le secteur par le gouvernement en vue de réguler le travail des opérateurs : La Loi N° 98-005 du 11 février 1998 sur les télécommunications consacre entre autres, la naissance de l'Autorité de régulation du secteur des télécommunications et de la poste, (ART&P). Elle est complétée par la Loi N° 2004-011 du 03 mai 2004 complétant les articles 57 et 63 de la loi n° 98-005 du 11 février 1998 sur les télécommunications. <ul style="list-style-type: none">● Décret N° 2001-146-/PR du 7 septembre 2001 fixant les conditions d'autorisation et d'exploitation des réseaux ;● Décret N° 2001-007/PR du 7 février 2001 fixant les taux et modalités de recouvrement des redevances d'opérateurs et prestataires de services de télécommunication ;		
Monopole : Le segment du téléphone filaire (téléphone fixe) est sous le régime du monopole, et le sous-segment du téléphone mobile est ouvert à la concurrence	Privatisation : L'Etat a envisagé ouvrir le capital de l'opérateur historique dans le domaine du téléphone filaire (Togo Telecom). Pour l'heure rien n'est encore fait.		
Noms des opérateurs historiques à capitaux publics : Togo Telecom (pour le téléphone fixe) (100% de parts de marché) Togo Cellulaire pour le téléphone mobile (70% des parts du marché)	Sous forme de concession : Pas de concession	Vente privée	Mixte Etat/privée : non
Nom des concurrents : <i>Fixe :</i> <i>Pas de concurrent</i> <i>Mobile</i> - Moov Togo <i>Internet :</i> - Café Informatique	Filiales de : <i>Fixe :</i> - <i>Mobile</i> - Etisalat (EAU) <i>Internet :</i> -		Part de marché approx 30% 20%
Prix fixe/subventionne par l'Etat - Tarif des communications sont libres. Pas de subvention de l'Etat	Marché		
	Libre-concurrence (sauf sur le segment du téléphone filaire)		Cartel : Pas de cartel
Restrictions spécifiques aux secteurs			
Intrant ou service essentiel	Les coûts d'interconnexion constituent souvent une pomme de discorde entre les opérateurs du secteur		

2) Secteur des Postes

Secteur des Postes			
Libéralisé : Le secteur est simplement dérégulé. L’Etat a accepté la rentrée sur le marché des opérateurs sur le segment du courrier express tandis que sur le segment du courrier ordinaire, il a maintenu le monopole de la SPT	Lois et décrets : -Loi N° 98-005 du 11 février 1998 sur les télécommunications consacre entre autres, la naissance de l’Autorité de régulation du secteur des télécommunications et de la poste, (ART&P). -Décret N° 2003-273 /PR du 26 novembre 2003 fixant les taux de redevances d’opérateurs et prestataires de services postaux ;		
Monopole :	Privatisation		
Nom de l’opérateur historique : Société des Postes du Togo (SPT)	Sous forme de concession : Pas de concession	Vente privée	Mixte Etat/privée
Nom des concurrents : Le courrier express est assuré par l’ensemble des 6 opérateurs postaux exerçant sur dans le secteur (y compris la SPT avec 12% des parts de marché). - DHL - Universel Express - Fedex - Universal express - UPS	Filiales de : - Deutsche Post - - -	Part de marché approx 65% 8% 7% 4% 4%	
Prix fixe/ subventionne par l’Etat pour quels produits ? - -	Marche libre ?		
	Libre-concurrence		Cartel ?
Restrictions spécifiques aux secteurs			
Intrant ou service essentiel			

3) Secteur de l'énergie

Secteur de l'énergie			
Libéralisé : Non pas encore. Mais le secteur est simplement dérégulé. L'Etat a accepté la rentrée sur le marché d'un opérateur mobile sur le segment des mobiles, et un opérateur Internet sur le segment de l'Internet	Lois et règlements du secteur : Le secteur de l'énergie électrique est régi par plusieurs dispositifs juridiques, notamment : - la Loi n° 2000-012 du 18 juillet 2000 relative au secteur de l'électricité ; - le décret N°2000-089/PR du 8 novembre 2000 portant définition des modalités d'exercice des activités réglementées conformément à la loi n° 2000-012 relative au secteur de l'électricité - le décret N°2000-090/PR du 8 novembre 2000 portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Réglementation du secteur de l'électricité (ARSE). -Code bénino-togolais de l'électricité de 1968		
Monopole	Privatisation : L'Etat par le passé avait concédé le secteur à opérateur privé (Togo Electricité). L'expérience a été de courte durée.		
Nom : de l'opérateur historique : Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET)	Sous forme de concession	Vente privée	Mixte Etat/privée
Nom des concurrents : Pas de concurrents - - - - -	Filiales - - - -	Part de marché approx. - 100% du marché pour la CEET - - -	
Prix fixe/subventionne par l'Etat - les tarifs sont fixés par l'Etat et ne sont pas subventionné - -	Marche libre		
	Libre-concurrence : Pas de concurrence		Cartel
Restrictions spécifiques aux secteurs			
Intrant ou service essentiel	Lignes de transport et de distribution d'énergie appartiennent à l'opérateur historique. Cela ne peut pas faciliter l'utilisation de ces lignes par d'autres opérateurs		

4) Secteur des hydrocarbures

Secteur des hydrocarbures		
<p>Libéralisation : Ce secteur est partiellement libéralisé.</p> <p>Carburants : Pour les produits pétroliers, il fut un moment où les groupes pétroliers qui commandaient les produits pur les distribuer. Depuis Novembre 2008, l'Etat togolais assure l'importation de ces produits et la distribution est faite par les opérateurs présents sur le marché.</p> <p>Gaz Dans le domaine du gaz, Total Togo assure depuis quelques années la distribution du gaz domestique. Mais le gouvernement a donné aussi à un autre opérateur SODIGAZ, la possibilité de distribuer aussi du gaz</p>	<p>Code des hydrocarbures adopté en 1999 le Code qui a pour objectif de stimuler les investissements nécessaires à l'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz naturel (Loi N° 99-003 -portant <i>code des hydrocarbures</i>)</p>	
<p>Monopole : Dans l'importation et la distribution des produits pétroliers il n'y a pas de monopole.</p> <p>Par contre dans le domaine du gaz domestique, il y a le monopole de TOTAL Togo. En dépit de cette position, le pays est secoué par une pénurie de gaz qui frappe le pays de temps en temps</p>	<p>Privatisation : Le secteur est dominé par l'intervention de l'Etat et des opérateurs privés. Le secteur des produits pétroliers (carburants) est aux mains de l'Etat et des privés tandis que la distribution du gaz est entièrement entre les mains des privés.</p>	
<p>Nom : de l'opérateur historique</p> <p>Carburants : L'Etat a remplacé la STE dans les commandes de produits</p> <p>Gaz : Total Togo</p>	<p>Sous forme de Vente privée Mixte Etat/privée concession</p>	
<p>Nom des concurrents</p> <p>Carburants : Pas de concurrents dans les commandes Il y a plusieurs distributeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chevron - Shell - Cap oil - Sun Agip - Total <p>Gaz : - Sodigaz</p>	<p>Filiales de</p> <ul style="list-style-type: none"> - - - - 	<p>Part de marche approx</p> <ul style="list-style-type: none"> - - - -
<p>Prix fixe/subventionné par l'Etat : pour quels produits : L'Etat fixe les prix des produits pétroliers (carburants et gaz). Ces prix sont subventionnés. Les opérateurs privés assurent la distribution selon les prix convenus par les autorités togolaises.</p>	Marché	
	<p>Libre-concurrence : Carburant : Libre concurrence dans la distribution des produits mais mais monopole dans l'achat des produits</p> <p>Gaz : Libre concurrence dans la distribution du produit</p>	<p>Cartel</p>
Restrictions spécifiques aux secteurs		
	<p>Hydrocarbures : Un seul dépôt approvisionne les distributeurs privés. L'importation n'est pas libre (seul l'Etat pour l'heure assure les commandes des produits pétroliers)</p>	

5) Secteur financiers (Assurances)

Secteur financiers (Assurances)			
Libéralisation : Secteur fortement libéralisé avec la présence de plusieurs sociétés.	Le Traité de la CIMA et son annexe le Code CIMA (Conférence interafricain du marché des assurances)- Signé en juillet 1992, le traité est entré en vigueur en février 1995 -loi n° 95-006 du 04 janvier 1995, portant ratification du traité instituant une organisation intégrée de l’industrie des assurances dans les Etats africains -l’ordonnance n° 36 du 12 août 1968, portant organisation des organismes d’assurances de toute nature et des opérations d’assurances -le décret 87-11/PR du 17 février 1986, portant organisation et attributions de la direction des assurances		
Monopole : Pas de monopole	Privatisation : secteur longtemps libéralisé		
Nom de l’opérateur historique : Groupement Togolais d’ Assurances (GTA)	Sous forme de concession	Vente privée	
Nom des concurrents Branches IARDT (70% part du marché) : -NSIA Togo -UAT IARDT -COLINA Togo -GTA C2A IARDT - AGF Togo - FIDELIA Assurances -FEDAS Togo Branches Vie (30% des parts du marché): GTA C2A Vie - UAT Vie -BENEFICIAL LIFE INSURANCES -NSIA Vie	Filiales de	Part de marche approx 18,37% 16,78% 9,77% 8,30% 6,66% 5,70% 5,17% 12,67% 7,74% 5,56% 3,28% 29,24%	
Prix/subvention : Les primes d’assurance sont librement par les compagnies. Pas de subventions	Marche libre		
	Libre-concurrence		Pas de cartel

Annexe II: Pratiques anticoncurrentielles

Exemple de quelques cas de pratiques anticoncurrentielles, de non respect de la concurrence et d'abus de monopole, etc.

No	Activités	Explication	Période
1	Secteur des Textiles	- la compagnie VAC-TOGO (Vlisco African Company) a saisi l'ATC sur la contrefaçon de pagnes de marques wax hollandais et super wax par des concurrents asiatiques	Septembre 2004
2	Secteur des Télécommunications	- Non respect des clauses contractuelles par <u>Togotélécom</u> à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • délai trop long de l'installation de la ligne téléphonique • délai trop long de relèvement des dérangements • obligation de paiement des frais de retard de paiement en dehors des frais de rétablissement après suspension du service • insuffisance d'informations sur l'appareil illico • le délai de remise en service après suspension trop long après règlement <p>.....</p> <p>Illico * augmentation exagérée de 2950% du prix de la connexion internet qui passe de 23600F CFA mensuel à 720.000F CFA mensuel</p>	Septembre 2006 Mars 2007
3	Secteur de l'Energie	<ul style="list-style-type: none"> • paiement obligatoire de 26F par litre de carburant acheté pour soutenir le FER • paiement obligatoire de 22F par litre de carburant acheté pour soutenir la CCIT 	1991 à 2010
4	Secteur des Transports	<ul style="list-style-type: none"> • entente illicite des syndicats de conducteurs (usyndicto, sylicono, usicort) pour l'augmentation abusive des prix de transport • refus de ces syndicats de voir d'autres transporteurs autonomes utiliser les gares routières officielles. c'est le cas de Rakiéta, Lk, Adjis transport, etc. <p>.....</p> <p>Au PAL * instauration de faux frais et de fausses taxes sur les véhicules d'occasion vendue ou en transi au Port Autonome de Lomé</p>	Novembre 2007 à ce jour
5	Secteur des Banques et Assurances	<u>ECOBANK - UAT</u> * ces deux compagnies se sont entendues pour tenter une souscription obligatoire pour une assurance décès de 8000F mensuel aux clients de ECOBANK au profit de UAT sans leur accord.	Voir la date sur coupure de presse
6	Secteur des Mines	<ul style="list-style-type: none"> • fréquente entente illicite des cimentiers WACEM et CIMTOGO pour argumenter abusivement le prix du ciment. • Pour la participation de l'équipe nationale de football à la CAN 2010 en Angola, le Gouvernement en accord avec les 2 cimentiers à augmenter de 100F CFA le prix du paquet du ciment. Cette somme devrait être versée à l'équipe nationale. Malgré que la CAN ait une période de moins d'un mois, les consommateurs sont obligés d'acheter le ciment à ce prix pendant une période de 4mois avant de revenir au prix normal. 	Décembre 2009 à Mars 2010

Annexe III: Tableaux

Tableau 17: Liste des entreprises publiques, 1997 et mars 2006

	Part du capital (pour cent) détenue par l'État	Programme de privatisation 1997	Programme de privatisation mars 2006
Mines/industries			
Togolaise des eaux	100	Maintenue dans le portefeuille	Maintenue dans le portefeuille
Office togolais des phosphates (OTP)	100	40%	Sous administration provisoire
Société nationale des éditions du Togo (EDITOGO)	100	Maintenue dans le portefeuille	Maintenu dans le portefeuille
CEET	100	Maintenu dans le portefeuille	Concédée en 2000 et reprise par l'État en février 2006
TOGOGAZ	40	15%	Opération partiellement terminée
Commerce/transports			
Société aéroportuaire de Lomé Tokoin (SALT)	60	Maintenu dans le portefeuille	Cession partielle
Office national de la pharmacie (TOGOPHARMA)	100	Maintenu dans le portefeuille	Maintenu dans le portefeuille
Complexes textiles de DADJA et KARA	100	Maintenu dans le portefeuille	Cession totale
Office de développement et l'exploitation des forêts (ODEF)	100	Maintenu dans le portefeuille	Maintenu dans le portefeuille
Office national des abattoirs et frigorifiques (ONAF)	100	Maintenu dans le portefeuille	Cession totale
Société agricole togolaise-arabe-libyenne (SATAL)	50	Cession totale	Opération terminée
Société togolaise de coton (SOTOCO)	100	Maintenu dans le portefeuille	Opération mise en veilleuse en vue de réaliser certaines études sur le secteur
Nouvelle SOTOMA	100	Maintenu dans le portefeuille	Cession totale
SNCT	100	Pas inscrit au programme	Mise en concession – opération terminée
Services			
Laboratoire national du bâtiment et des travaux publics (LNBTP)	100	Maintenu dans le portefeuille	Maintenu dans le portefeuille
Société des postes du Togo (SPT)	100	Maintenu dans le portefeuille	Maintenu dans le portefeuille

suite page suivante

	Part du capital (pour cent) détenue par l'État	Programme de privatisation 1997	Programme de privatisation mars 2006
Port autonome de Lomé (PAL)	100	Maintenu dans le portefeuille	Mise en concession des activités de manutention des marchandises
Société de location du matériel (SLM)	100	Maintenu dans le portefeuille	Maintenu dans le portefeuille
TOGOTELECOM	100	Maintenu dans le portefeuille	Opération mise en veilleuse
Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTIC)	51,47	Maintenu dans le portefeuille	Cession partielle
Banque togolaise pour le développement (BTD)	61,47	Maintenu dans le portefeuille	Cession partielle
Caisse d'épargne du Togo (CET)	100	Maintenu dans le portefeuille	Cession partielle
Société inter-africaine de banque (SIAB)	50	Maintenu dans le portefeuille	Opération terminée
Banque nationale d'investissement (BNI)/ Société nationale d'investissement (SNI)	100	Maintenu dans le portefeuille	Liquidation avec cession d'éléments d'actifs et passifs (opération terminée)
Union togolaise de banque (UTB)	100	Maintenu dans le portefeuille	Cession partielle
Groupe togolais d'assurance (GTA)	67	Maintenu dans le portefeuille	Opération terminée
Hôtel 2 FEVRIER	100	Cession totale	Cession totale (opération terminée)
Hôtel 30 AOUT	100	cession totale	Bail
Hôtel CENTRAL	100	cession totale	Bail
Hôtel ECOLE LE BENIN	100	cession totale	Opération terminée (bail)
Hôtel FAZAO	100	cession totale	Opération terminée
Hôtel KARA	100	cession totale	Bail
Hôtel LA PAIX	100	cession totale	Bail
Hôtel LE ROC	100	cession totale	Bail
Hôtel SAKAKAWA	100	cession totale	Opération terminée (bail)
Hôtel TROPICANA	100	En liquidation	Bail
Hôtel Le Lac	100	Cession totale	Opération terminée (bail)
Divers			
Caisse de retraite du Togo (CRT)	100	Maintenue dans le portefeuille	Maintenue dans le portefeuille
Loterie nationale togolaise (LONATO)	100	Maintenue dans le portefeuille	Maintenue dans le portefeuille
Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS)	100	Maintenue dans le portefeuille	Maintenue dans le portefeuille
<i>Source: Autorités togolaises (Rapport sur l'examen des politiques commerciales- Togo, OMC 2006)</i>			

Tableau 18: Principaux règlements et lois du Togo liés au commerce, avril 2006

Domaine	Instrument/texte
Législation douanière	Loi N° 66-22 du 23 décembre 1966, telle que révisée Code des douanes de l'UEMOA 2001 (Livre I) Tarif douanier
Taxes, prélèvements et droits	Code général des impôts (Loi N° 83-22 du 30 décembre 1983), telle que révisée par la Loi des Finances 2006
Zones franches	Loi N° 89-14 du 18 septembre 1989 et décret N° 09-40 du 4 avril 1990
Marchés publics	Ordonnance N° 93-006 du 4 août 1993 et les Décrets N° 94-039/PR du 10 juin 1994 et N° 97-003/PR du 8 janvier 1997
Normalisation	Arrêté N° 027/MISE/CAB du 28 novembre 1990
Procédures et règlements pour l'établissement d'entreprises commerciales privées	Sept actes uniformes de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA)
Entreprises publiques	Loi N° 90-26 du 4 décembre 1990
Privatisation des entreprises publiques	Ordonnance N° 94-002 et Décret N° 94-038 du 10 juin 1994
Services bancaires	Banque centrale des états de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et dispositif UMOA
Institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit à la base	Loi N° 95-014 du 14 juillet 1995 et Décret N° 96-038 du 10 avril 1996
Assurances	Code des assurances de la conférence interafricaine des marchés d'assurance (CIMA)
Etablissements de tourisme	Décret N° 89-137/PR du 23 août 1989
Guides de tourisme	Décret N° 89-138/PR du 23 août 1989
Agences de tourisme	Décret N° 89-139/PR du 23 août 1989
Concurrence et prix	Loi N° 99-011 du 28 décembre 1999
Protection des brevets, des dessins et modèles industriels, et des marques de fabrique ou de commerce, obtentions végétales	Traité de Bangui (1999)
Protection du droit d'auteur	Loi N° 91-12 du 10 juin 1991
Mesures sanitaires – santé animale	Loi N° 99-002 du 12 février 1999
Mesures phytosanitaires	Loi N° 96-007 du 3 juillet 1996
Protection de l'environnement	Loi N° 88-14 du 3 novembre 1988
Pêche	Loi N° 98-012 du 11 juin 1998
Télécommunications	Loi N° 98-005 du 11 février 1998, modifiée par Loi N° 2004-011 du 3 mai 2004
Postes	Loi N° 99-004 du 15 mars 1999, modifiée par Loi N° 2002-023 du 12 septembre 2002
Aviation civile	Ordonnance N° 15 du 14 mars 1975, telle que révisée
Mines et minerais	Loi N° 96-004/PR du 26 février 1996, modifiée par Loi N° 2003-012 du 14 octobre 2003
Hydrocarbures	Loi N° 99-003 du 18 février 1999
<i>Source: Autorités togolaises.</i>	

Annexe IV: Références Bibliographiques

-
-
- Code du travail du Togo (Loi N°_2006-010 portant code du travail)
 - Code des investissements Togo (Loi n° 89-22 du 31 octobre 1989)
 - Code minier Togo (Loi n° 96-004 / PR portant code minier de la République togolaise)
 - Loi portant organisation de la Concurrence au Togo (loi N°99-011)
 - Africa at glance (Facts and figures 2002) AISA
 - Droit de la concurrence de la CEE (4ème édition) X. Roux D. Voillemot
 - Le Droit français nouveau de la transparence tarifaire (2 ème édition Litec) M. JM Mousseron D. Maiguy
 - Examen collégial des politiques de la concurrence de l'UEMOA, du Bénin et du Sénégal (CNUCED-2007)
 - Loi type sur la Concurrence (CNUCED- 2007)
 - Manuel sur la mise en place en application des règles de la concurrence (CNUCED-2004)
 - Examen des politiques commerciales du Togo, Rapport du secrétariat OMC, 1998
 - Examen des politiques commerciales du Togo, Rapport du secrétariat OMC, 2006
 - Troisième programme d'action des Nations Unies en faveur des pays les Moins Avancés (PMA) pour la période 2001-2010 / Evaluation à mi-parcours du programme national d'action (2001-2005)
 - Document complet de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (Version Préliminaire, Février 2009)
 - Document cadre conjoint de renforcement de l'assistance internationale au Togo / Banque Mondiale Nov .2004
 - Déclaration finale du FMI sur le Togo, mars 2007
 - Revue du secteur financier au Togo (Banque Mondiale Nov.2006)
 - Rapport d'Activités ARTP 2006
 - Rapport d'Activités ARTP 2007
 - Rapport d'Activités ARTP 2008

À propos du projet 7Up4

Après avoir mis en œuvre avec succès le plaidoyer basé sur la recherche et les projets de renforcement des capacités de la politique de la concurrence et du droit en Afrique orientale et australe (ESA), CUTS a dirigé son attention vers l'Afrique occidentale, où peu d'informations étaient disponibles en ce qui concerne la situation de la concurrence et les conséquences pour l'économie et les consommateurs. Une série de sept pays comprenant trois pays anglophones (Gambie, Ghana et Nigéria) et quatre pays francophones (Burkina Faso, Mali, Sénégal et Togo) ont été sélectionnés pour cette entreprise. La ligne générale de cette initiative est basée sur le modèle de 7Up institutionnalisé par CUTS et a été appelé le projet 7Up4.

Le Département du Développement international (DFID), Royaume-Uni ; le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Canada et le ministère des Affaires étrangères (MAE), Suède ont approuvé le projet et ont fourni le soutien financier nécessaire pour mettre en œuvre ce projet. Comme son nom l'indique (Vers des régimes efficaces de la concurrence dans des pays sélectionnés d'Afrique de l'Ouest) un des principaux objectifs de ce projet était de développer les capacités de plusieurs parties prenantes pour mettre l'accent sur la nécessité de régimes efficaces de la concurrence dans ces pays. Il ressort clairement de l'expérience acquise par CUTS dans d'autres parties du continent et ailleurs dans le monde en développement que la réforme de la concurrence est un moyen efficace d'obtenir des résultats favorables au développement des pays en développement. Le défi consistait à développer un environnement propice à la reconnaissance de ce lien par les parties prenantes - et de renforcer les capacités des acteurs étatiques et non étatiques, afin qu'ils puissent unir leurs forces pour accélérer le processus. Le projet 7Up4 a été conçu par CUTS pour aider à relever ce défi.

Une base de données sur l'état de la concurrence et sur les contraintes affectant l'évolution des conditions de concurrence équitable dans des marchés sélectionnés a été développée à partir de recherches menées dans le cadre de ce projet. Les entretiens avec les acteurs nationaux ont également joué un rôle déterminant dans la création d'un consensus sur la nécessité de régimes efficaces de la concurrence dans les pays. Toutefois, il est essentiel de continuer à promouvoir ce consensus afin que le processus de réformes de la concurrence puisse avancer. Il est à noter qu'en dépit d'avoir donné le coup d'envoi du processus de la réforme de la concurrence dans de nombreux autres pays en Afrique orientale et australe, peu de progrès ont été accomplis dans les pays d'Afrique de l'Ouest (y compris les pays du projet 7Up4) en termes d'application effective. Le projet 7Up4 a été en mesure de relancer les discussions sur les avantages d'un régime efficace de la concurrence et il est nécessaire de soutenir ces discussions.

Il semble que l'environnement pour soutenir de telles discussions se dessine aujourd'hui, que les autorités régionales la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) - commencent à jouer un rôle beaucoup plus important dans le processus de la réforme de la concurrence dans la région. Il y a déjà quelques progrès vers l'application d'une politique régionale de la concurrence à la Commission de la CEDEAO qui, avec l'UEMOA, reste une institution cruciale pour exiger des Etats membres une application des lois de la concurrence au niveau national.

CUTS est vivement intéressé à catalyser le processus vers des régimes efficaces de la concurrence dans les pays/régions et continuera à rallier le soutien des gouvernements et des organismes nationaux, des autorités régionales ainsi que de la communauté internationale à cet effet. « La feuille de route pour la réforme de la concurrence » dans des pays sélectionnés, développée dans le cadre de ce projet, fera avancer ce processus.

www.cuts-ccier.org/7up4/Fr/index.htm

CUTS Centre for Competition,
Investment & Economic Regulation
CUTS C-CIER



ISBN 978-81-8257-143-3

D-217, Bhaskar Marg, Bani Park, Jaipur 302 016, India
Ph: 91.141.228 2821, Fax: 91.141.228 2485
Email: c-cier@cuts.org, Website: www.cuts-ccier.org